

Assemblée nationale du Québec

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

1re Législature, 1re Session

1867-1868

Texte établi par Marcel Hamelin

Québec
Journal des Débats
1974

TABLE DES MATIERES

Table des matières.....	III
Préface.	V
Avant-propos.	VII
Introduction.	IX
Bibliographie et abréviations.	XII
Table des séances.	XIII
Membres du Conseil exécutif.	XIV
Députés de l'Assemblée législative.	XV
Débats.	1
Index.	219
Index des participants.	219
Index des sujets.	235

PREFACE

L'histoire législative du Québec n'a pas encore été écrite, bien qu'elle soit à la base des décisions des gouvernants.

C'est pourquoi la reconstitution des Débats nous a semblé une contribution grandement utile à l'histoire politique et en particulier à la connaissance des actes parlementaires des élus du peuple.

Il nous plaît donc de présenter ce premier volume des Débats de la première Législature provinciale du Québec tel que reconstitués par M. Marcel Hamelin.

Je félicite aussi les auteurs et leur souhaite toute la persévérance nécessaire dans la continuation de ce travail.

Le président de l'Assemblée nationale

A handwritten signature in black ink, reading "Jean-Noël Lavoie". The signature is written in a cursive, flowing style with a large initial 'J'.

Jean-Noël Lavoie

AVANT-PROPOS

Le journal des Débats entreprend, avec ce premier volume, la publication des débats de l'Assemblée législative du Québec depuis 1867 jusqu'à 1879. Il contient les débats reconstitués des quatre sessions de la première législature qui sont publiés sous un format identique à l'actuel "Journal des débats".

Dans l'introduction qui suit, l'initiateur de ce projet, le professeur Marcel Hamelin, expose la méthode de travail qu'il a adoptée. Il est docteur ès lettres de l'université Laval et professeur agrégé au département d'Histoire et vice-doyen aux Études supérieures à l'université d'Ottawa.

Engagé dans des recherches sur l'histoire du Québec, et orienté surtout vers l'étude de la vie parlementaire québécoise, monsieur Hamelin a reconstitué les débats à partir des journaux de l'Assemblée législative et des chroniques parlementaires contenues dans les journaux du temps.

Ce premier volume, de même que les suivants, sera distribué par les services de l'Éditeur officiel du Québec.

Les deuxième et troisième volumes qui sortiront des presses au cours des prochains mois contiendront les débats des deuxième et troisième législatures. Un quatrième volume contiendra les sessions de 1878 et 1879 soit les deux premières sessions de la quatrième législature.

Il s'agit là du travail exécuté par monsieur Hamelin et qui est publié par les services du journal des Débats en collaboration avec la Bibliothèque de la législature. On remarquera qu'il manque deux sessions de la quatrième législature. Elles sont de fait incluses dans les débats publiés successivement par G.-Alphonse Desjardins, N. Malenfant et Louis-Georges Desjardins pour la période de 1879 à 1893. Nous nous satisferons pour le moment de leur publication pour cette période.

Une équipe d'historiens, dirigée par monsieur André Beaulieu, directeur adjoint de la Bibliothèque de la législature, et par monsieur Hamelin, est déjà au travail pour reconstituer les débats de 1893 à 1904. Ce sera la deuxième partie du programme de reconstitution. Une fois cette étape terminée, il s'agira d'établir la suivante et ce de l'une à l'autre jusqu'à 1963. C'est un travail de longue haleine dont la première partie a été exécutée avec méthode et application selon les règles les plus récentes de la recherche historique.

Il convient de remercier le président de l'Assemblée nationale, monsieur Jean-Noël Lavoie, qui a autorisé ce programme et aussi de rendre hommage à tous ceux qui ont rendu cette réalisation possible, en particulier, monsieur Hamelin, monsieur Jacques Prémont, directeur de la bibliothèque de la législature, monsieur André Beaulieu et monsieur Jean-Charles Bonenfant, ancien directeur de la bibliothèque de la législature.

Nous espérons que ces patientes recherches serviront aux générations d'historiens et qu'elles contribueront à une plus grande connaissance des travaux des parlementaires.

Le directeur du journal des Débats



Benoît Massicotte

Québec, 7 mars 1974

INTRODUCTION

Ce n'est que depuis 1964 que l'Assemblée législative, puis l'Assemblée nationale du Québec, assure la publication officielle de ses débats. Avant cette date, des personnes ont à diverses reprises pressé l'Assemblée législative de publier un *hansard*; chaque fois cependant une telle proposition fut rejetée, surtout à cause de raisons financières.

Au XIX^e siècle, il y eut toutefois des éditeurs entreprenants qui ont publié un texte officieux des débats de la Chambre, pour certaines sessions. En 1871, R.-Pamphile Vallée lance *l'Echo de la Session*, un hebdomadaire qui se présente comme le *Journal des débats parlementaires*. Le journal ne paraît que sept fois entre le 13 novembre et le 26 décembre 1871, et son reportage des débats est généralement moins complet que celui présenté par quelques autres journaux. L'entreprise soulève peu d'intérêt et ne survit pas à la session de 1871. Entre 1879 et 1889, un journaliste du *Canadien*, Alphonse Desjardins, assure après chaque session la publication des *Débats de la Législature de la province de Québec*. Ce texte, qui n'a aucun caractère officiel, reprend à peu près intégralement la version des débats parlementaires parue dans le *Canadien*. N. Malenfant continue cette publication entre 1890 et 1892. En 1895, le greffier de l'Assemblée législative, Louis-Georges Desjardins, publie un texte des débats pour les sessions de 1892 et de 1893. L'entreprise n'étant pas rentable, il doit malheureusement abandonner son oeuvre et ne peut même pas faire imprimer le texte des débats parlementaires de 1893-94 et de 1894-95, qu'il a déjà "réunis" (1).

Le texte des débats de la Chambre constitue évidemment une source importante pour l'historien qui s'intéresse aux divers aspects de la vie parlementaire, en particulier à l'évolution des partis politiques, à la composition et au rôle des cabinets, aux grandes étapes de la législation. Un tel document fait revivre les préoccupations des députés, leur perception des problèmes de leur époque et les solutions qu'ils ont envisagées pour faire face à ces problèmes. Dans le but d'élaborer un instrument de travail important pour tous ceux qui s'intéressent au passé du Québec, nous avons entrepris, il y a quelques années, le projet ambitieux de reconstituer le texte des débats de l'Assemblée législative. La première étape de ce projet est terminée et nous pouvons maintenant présenter les débats parlementaires des douze premières sessions de l'Assemblée législative du Québec, de 1867 à 1879.

Deux équipes d'historiens sont actuellement engagées dans des travaux semblables aux nôtres. Au Centre d'Etude du Québec, Elizabeth Nish publie *The Debates of the Legislative Assembly of United Canada* et se propose de reconstituer les débats de toutes les sessions de l'Union, jusqu'en 1867 (2). De son côté, la bibliothèque du Parlement fédéral a entrepris la publication des débats de la Chambre des Communes avant 1875; P.B. Waite a déjà édité un premier tome couvrant la session de 1867-1868 (3).

Ces historiens ont procédé de façons différentes dans leur travail de reconstitution. Elizabeth Nish a évalué les reportages parlementaires de tous les journaux de la période, pour choisir les textes les plus intéressants, tout en prenant soin d'indiquer systématiquement les références aux journaux utilisés. De son côté, P. B. Waite a reconstitué les débats des Communes à partir de deux journaux: le *Times* d'Ottawa et le *Globe* de Toronto. Ce dernier toutefois n'a pas jugé utile d'indiquer la provenance de chacun des textes retenus et il a souvent amalgamé dans une même intervention parlementaire des extraits de la version du *Times* et de celle du *Globe* afin de produire le texte le plus complet. Pour notre part, nous avons opté pour cette dernière méthode, c'est-à-dire que nous n'avons pas indiqué pour chaque discours la référence précise aux journaux utilisés. Nous n'avons cependant pas voulu nous limiter à quelques journaux, préférant exploiter toutes les publications connues de la période.

1. L.-G. Desjardins, *Débats de l'Assemblée législative de la province de Québec*, sessions de 1892 et de 1893. Introduction, p. IX.
2. Elizabeth Nish, *Debates of the Legislative Assembly of United Canada*. Montréal, les Presses de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales, 1971. Vol I: 1841, 1099 p. Vol. II: 1842, 446 p. Vol. III: 1843, 1308 p. Elizabeth Gibbs, Vol. IV: 1844-1845, 1308 p. et 1357 p.
3. P.B. Waite, éd., *Débats de la Chambre des Communes. Première session, première Législature*. Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1968, XX-854 p.

Jusqu'en 1875, notre reconstitution dépend surtout de trois journaux. Le *Quebec Morning Chronicle* accorde une place très importante aux débats de la Chambre et se fait représenter à la galerie de la presse par William Leslie Thom, un excellent sténographe. Cette version des débats obtient d'ailleurs une certaine reconnaissance officieuse de la Chambre puisque, pendant les sessions de 1873 et de 1874-1875, Thom est engagé par l'Assemblée législative en tant qu'"écrivain surnuméraire", avec mission de "faire des rapports aussi complets que possible, dont on pourrait se servir comme d'un moyen de référence" (4). Le *Journal de Québec* offre la version française généralement la plus complète des débats; de fait, il publie très souvent la traduction à peu près intégrale du texte du *Quebec Morning Chronicle*. Il l'enrichit, à l'occasion, particulièrement lors des débats sur la colonisation et l'émigration, ou dans le reportage de discours de certains députés francophones. L'*Événement*, après 1871, nous permet de compléter les deux journaux précédents puisqu'il s'attache à reproduire plus fidèlement les discours du groupe libéral. Exceptionnellement, les autres journaux ajoutent de façon substantielle aux trois publications de Québec. Par exemple, *The Montreal Gazette*, *The Herald*, la *Minerve* ou le *Nouveau Monde* nous permettent d'étoffer quelques débats sur des questions concernant spécialement la région métropolitaine. Le *Journal des Trois-Rivières*, le *Pionnier de Sherbrooke*, l'*Union des Cantons de l'Est* ou le *Courrier de Saint-Hyacinthe* publient parfois in extenso le discours d'un député de leur région.

Après 1875, il y a un peu plus de variété dans le reportage des débats. Le *Quebec Morning Chronicle* continue toujours à accorder beaucoup de place aux débats parlementaires, même si son représentant ne reçoit plus un traitement de faveur depuis que Thom a rédigé un article injurieux à l'endroit de quelques anciens ministres impliqués dans le scandale des Tanneries. D'autre part, le *Canadien*, l'organe officieux francophone du cabinet de Boucherville, publie ordinairement le texte le plus complet en français. Les journaux de Montréal, en particulier la *Minerve* et *The Montreal Gazette*, ont maintenant leur propre sténographe à la galerie de la presse et s'inspirent beaucoup moins des reportages des Québécois. Il en va de même des organes libéraux, en particulier du *National*.

Notre travail de reconstitution a suivi diverses étapes, pour chacune des séances de la Chambre. D'abord, nous avons utilisé les *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec* afin de retrouver le cadre de la procédure parlementaire. Puis, nous avons groupé dans un même dossier une copie du reportage des trois principaux journaux, avant 1875, et des cinq autres pour les années 1875-1878. Il fallait alors joindre à cette documentation les additions importantes qui provenaient des autres journaux ou de quelques brochures. Puisque nous visions à publier une version française des débats, nous avons utilisé comme texte de base le reportage le plus détaillé d'un journal francophone: avant 1875, il s'agit habituellement de la version du *Journal de Québec*; après 1875, c'est celle du *Canadien* ou de la *Minerve*. Nous y avons alors ajouté les appoints des autres journaux.

On nous reprochera peut-être de n'avoir pas indiqué les références de chacun des textes que nous avons utilisés. Mais il nous a semblé que notre façon de procéder allégeait considérablement notre version des débats, sans pour autant priver le lecteur de renseignements essentiels. Les références devraient surtout permettre au lecteur de déceler la "partisanerie", cause, pour un journal, de la falsification du texte des débats. À notre avis, les références ne rempliraient ce rôle que si l'éditeur pouvait décrire, pour chacun des discours, l'attention que lui donne toute la presse, et non un seul journal. Par exemple: l'*Événement*, publie un long discours de P.-A. Tremblay, qui contient une violente diatribe contre le commissaire des Terres de la Couronne. Si l'éditeur indique une référence à ce journal, le lecteur pourra être mis en garde contre une intervention possible des journalistes de l'*Événement*, qui auraient pu colorer les accusations de P.-A. Tremblay. Il est possible cependant que le même discours de P.-A. Tremblay ait aussi été publié intégralement dans la *Minerve*, le *Quebec Morning Chronicle* et le *Journal de Québec*. La concordance entre les reportages des différents journaux atteste que P.-A. Tremblay a réellement prononcé ce discours en Chambre. Cet exemple illustre bien la difficulté que doit surmonter l'éditeur des débats. N'indiquer que la référence à l'*Événement* n'aide pas vraiment le lecteur; au contraire, cela peut l'induire en erreur, lui laissant croire que l'*Événement* est le seul journal à publier cette version du discours. La référence ne serait vraiment significative et utile que si elle montrait les divergences et les similitudes dans les reportages du discours selon les différents journaux. Mais il est techniquement difficile de présenter, pour chacun des discours d'une session, des références aussi détaillées. D'ailleurs, il nous a semblé qu'une description complète du reportage des différentes interventions parlementaires ne contribuait nullement à accroître la crédibilité du texte et ne pouvait servir qu'à certains spécialistes qui, à l'occasion, auraient besoin de confronter les reportages de plusieurs journaux. Ces derniers pourront sans difficulté retrouver ces reportages

4. Voir les Débats de l'Assemblée législative, le 12 février 1875.

originaux en consultant les journaux pendant les quelques jours qui suivent une séance de la Chambre. Nous avons donc cru préférable de dresser le plus minutieusement et le plus honnêtement possible une version des débats qui soit une synthèse des reportages des différents journaux, sans indiquer de références particulières aux journaux que nous avons utilisés pour reconstituer chacun des discours.

Nous avons d'ailleurs été étonnés de constater le caractère assez peu partisan des reportages des débats parlementaires (5). Evidemment, il peut arriver que le *Journal de Québec* publie in extenso le discours de Cauchon, que *la Minerve* donne plus d'espace aux discours de Chapleau ou de Ouimet, que les journaux anglophones mettent en vedette les interventions de Dunkin ou de Church, ou que *l'Événement* privilégie les discours de Joly ou de P.-A. Tremblay. Mais cette tendance des journaux ne fausse pas réellement le contenu de notre version des débats; au contraire, elle nous permet de produire un texte beaucoup plus complet. Nous avons rarement rencontré des contradictions flagrantes d'un journal à l'autre. En somme, la "partisanerie" des journaux ne se manifeste pas par la déformation des débats, mais plutôt par l'importance accordée aux discours de chaque orateur. Parce que nous avons pris soin de baser notre reconstitution sur la documentation la plus vaste possible, nous croyons en arriver à une version passablement fidèle des débats parlementaires.

Autant que possible, nous n'avons pas modifié les textes retenus dans notre reconstitution. A peu près les seuls changements apportés avaient pour but la correction de l'orthographe et l'uniformisation de l'usage de la majuscule et de la description de la procédure parlementaire. Nous nous sommes cependant permis de reconstituer certains discours en utilisant des extraits de plusieurs journaux. Puisque nous nous proposons de reconstituer une version française des débats parlementaires, nous avons généralement retenu la version française des discours, même lorsque ces derniers ont été prononcés en anglais. Cependant, il est arrivé parfois que nous ne retrouvions qu'une version anglaise de l'intervention d'un député ou que le reportage publié dans les journaux anglais fût beaucoup plus complet; dans de tels cas, nous avons conservé les textes anglais. La langue utilisée dans la reconstitution des débats n'indique donc pas la langue employée par les orateurs à telle occasion mais bien plutôt l'origine des textes que nous avons utilisés. Il nous était d'ailleurs impossible de préciser dans quelle langue s'étaient déroulés les débats puisque les journalistes de l'époque ne se souciaient généralement pas de l'indiquer.

La réalisation de la première étape de ce projet n'aurait pas été possible sans la collaboration de plusieurs. Nous avons obtenu des subventions généreuses de la part du Conseil des Arts du Canada et de l'Université d'Ottawa. Plusieurs assistants de recherche ont été associés à ce projet. Deux d'entre eux, Gaétan Gervais et Normand Séguin, ont participé à toutes les étapes de cette reconstitution; leur enthousiasme a été un stimulant constant pour tous ceux qui ont travaillé avec eux. L'éditeur des Débats de l'Assemblée nationale du Québec, M. Benoit Massicotte, s'est chargé de la publication de ce texte. Sa longue expérience dans les travaux du genre lui a permis de trouver réponse à une foule de problèmes techniques qui nous paraissaient à peu près insurmontables. Ses collaborateurs ont accepté de revoir nos manuscrits, présentés souvent dans un état lamentable; et de plus, ils ont fait preuve au moment de la révision des épreuves, d'une patience inégalée chez les éditeurs. Monsieur André Beaulieu, directeur adjoint de la Bibliothèque de la Législature, s'est constamment intéressé à nos travaux et assure la poursuite de cette entreprise à partir de la session de 1893-94. Les index des débats que nous publions actuellement ont été préparés par Christiane Deniers et Lilianne Plamondon, sous les bons conseils de M. Yvon Thériault, du bureau de l'éditeur des débats de l'Assemblée nationale. Ces index, à l'exemple des index actuels du Journal des débats, mettent l'accent sur les interventions des députés. Les sujets ont donc été retenus en fonction des pétitions soumises, des projets de lois présentés et des problèmes débattus, sans toutefois couvrir le contenu intégral des discours et interventions des députés.

Université d'Ottawa
Octobre 1973



Marcel Hamelin

5 P.B. Waite en arrive à la même conclusion dans sa préface aux débats de la première session de la Chambre des Communes, page VIII.

BIBLIOGRAPHIE

Les titres réunis ici ont servi à reconstituer les débats de l'Assemblée législative au cours de la 1^{re} Législature, soit pour les sessions de 1867-1868, 1869, 1869-1870 et 1870. Compte tenu de la nature particulière d'une telle reconstitution, cette bibliographie devient un appareil de références complet.

Journaux de l'Assemblée législative de la Province de Québec,
Vol. I: 1867-1868, Vol. II: 1869, Vol. III: 1869-1870, Vol. IV: 1870

Journaux de base:

Le Journal de Québec (1867-1870)
The Quebec Morning Chronicle (1867-1870)

Journaux complémentaires:

Canadian Illustrated News (1869-1870)
Le Canadien (1867-1870)
Le Courrier de Beauharnois (1867-1870)
Le Courrier du Canada (1867-1870)
L'Événement (1867-1870)
The Gazette (1867-1870)
La Gazette de Saint-Hyacinthe (1868-1870)
La Gazette de Sorel (1867-1870)
Le Journal des Trois-Rivières (1867-1870)
La Minerve (1867-1870)
The Montreal Herald and Daily Commercial Gazette (1867-1870)
Le Nouveau Monde (1867-1870)
L'Opinion Publique (1870)
L'Ordre (1867-1870)
Le Pays (1867-1870)
Le Pionnier de Sherbrooke (1867-1870)
The Quebec Daily Mercury (1867-1870)
The Quebec Gazette (1867-1870)
L'Union des Cantons de l'Est (1867-1870)
The Stanstead Journal (1867-1870)

Brochure:

Discours du budget :

Exposé financier. Discours de l'hon. M. Dunkin, à la séance parlementaire de vendredi, 14 février 1868. Montréal, Imprimerie de la Minerve, 1868. 19 p.

ABREVIATIONS

Am.: amendement
dd.: dépôt de document
m. : motion
ptn : pétition
q.: question

TABLE DES SEANCES

Séance du 27 décembre 1867.	. 1
Séance du 28 décembre 1867 .	. 2
Séance du 30 décembre 1867.	. 5
Séance du 8 janvier 1868.	. 25
Séance du 9 janvier 1868.	. 26
Séance du 10 janvier 1868.	. 27
Séance du 13 janvier 1868.	. 29
Séance du 14 janvier 1868.	. 32
Séance du 15 janvier 1868.	. 37
Séance du 16 janvier 1868.	. 38
Séance du 17 janvier 1868.	. 42
Séance du 20 janvier 1868.	. 46
Séance du 21 janvier 1868.	. 49
Séance du 22 janvier 1868.	. 57
Séance du 23 janvier 1868.	. 60
Séance du 24 janvier 1868.	. 63
Séance du 27 janvier 1868.	. 72
Séance du 28 janvier 1868.	. 83
Séance du 29 janvier 1868.	. 89
Séance du 30 janvier 1868.	. 91
Séance du 31 janvier 1868.	. 94
Séance du 3 février 1868.	. 97
Séance du 4 février 1868.	. 103
Séance du 5 février 1868.	. 105
Séance du 6 février 1868.	. 112
Séance du 7 février 1868.	. 120
Séance du 10 février 1868.	. 126
Séance du 11 février 1868.	. 129
Séance du 12 février 1868.	. 134
Séance du 13 février 1868.	. 140
Séance du 14 février 1868.	. 143
Séance du 15 février 1868.	. 164
Séance du 17 février 1868.	. 169
Séance du 18 février 1868.	. 180
Séance du 19 février 1868.	. 184
Séance du 20 février 1868.	. 187
Séance du 21 février 1868.	. 195
Séance du 22 février 1868.	. 201
Séance du 24 février 1868.	. 215

L'HONORABLE SIR NARCISSE-FORTUNAT BELLEAU

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

Membres du Conseil exécutif

L'honorable Pierre-Joseph-Olivier Chauveau, premier ministre, secrétaire et registraire

L'honorable Gédéon Ouimet, procureur général

L'honorable Christopher Dunkin, trésorier

L'honorable Joseph-Octave Beaubien, commissaire des Terres de la Couronne

L'honorable Louis Archambault, commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics

L'honorable Charles-Eugène Boucher de Boucherville, président du Conseil législatif

L'honorable George Irvine, solliciteur général

Députés de l'Assemblée législative, 1867-1868

<u>Nom</u>	<u>District électoral</u>
Bachand, Pierre	Saint-Hyacinthe
Beaudreau, Joseph	Richelieu
Beaubien, Louis-J.	Hochelaga
Bellerose, Joseph-Hyacinthe	Laval
Bellingham, Sydney Robert	Argenteuil
Benoit, Pierre	Napierville
Bergevin, Célestin	Beauharnois
Bessette, Michael-Adrien	Shefford
Blais, Louis-Henri	Montmagny
Blanchet, Joseph-Goderic	Lévis
Boucher de Niverville, Louis-Charles	Trois-Rivières
Brigham, Josiah Sandford	Missisquoi
Carter, Edward	Montréal-Centre
Cartier, George-Etienne	Montréal-Est
Cauchon, Joseph-Edouard	Montmorency
Chapais, Jean-Charles	Champlain
Chapleau, Joseph-Adolphe	Terrebonne
Chartier de Lotbinière-Harwood, Antoine	Vaudreuil
Chauveau, Pierre-Joseph-Olivier	Québec-Comté
Church, Levi Ruggles	Ottawa
Clément, Léon-Charles	Charlevoix
Coutlée, Dominique-Amable	Soulanges
Craig, André-Boniface	Verchères
Desaulniers, Abraham-Lesieur	Maskinongé
Desaulniers, Alexis-Lesieur	Saint-Maurice
Dugas, Firmin	Montcalm
Dunkin, Christopher	Brôme
Fortin, Pierre	Gaspé
Garon, Joseph	Rimouski
Gaudet, Joseph	Nicolet
Gendron, Pierre-Samuel	Bagot
Hamilton, Clarence	Bonaventure
Hearn, John	Québec-Ouest
Hemming, Edward John	Drummond-Arthabaska
Irvine, George	Mégantic
Jodoin, Jean-Baptiste	Chambly
Joly, Henri-Gustave	Lotbinière
Laberge, Edouard	Châteauguay
Langevin, Louis-Hector	Dorchester
Lavallée, Vincent-Paul	Joliette
LaRue, Proxède	Portneuf
LeCavalier, Narcisse-Maximilien	Jacques-Cartier
Locke, Thomas	Stanstead
Mailloux, Elie	Témiscouata
Marchand, Félix-Gabriel	Saint-Jean
Mathieu, Etienne	L'Assomption
Moll, Louis-Joseph	Berthier
Molleur, Louis	Iberville
Ogilvie, Alexander Walker	Montréal-Ouest
Ouimet, Gédéon	Deux-Montagnes
Pelletier, Onésime	Bellechasse
Picard, Jacques	Richmond-Wolfe
Poupore, John	Pontiac
Pozer, Christian Henry	Beauce
Rhéaume, Jacques-Philippe	Québec-Est
Robert, Victor	Rouville
Robertson, Joseph Gibb	Sherbrooke
Ross, James Gibb	Compton
Scriber, Julius	Huntingdon
Sénécal, Louis-Adélar	Yamaska
Simard, Georges-Honoré	Québec-Centre
Thérien, Césaire	Laprairie
Tremblay, Pierre-Alexis	Chicoutimi-Saguenay
Verreault, Pamphile-Gaspard	L'Islet

Députés de l'Assemblée législative, 1867-1868

<u>District électoral</u>		<u>Nom</u>
Argenteuil		Sydney Robert Bellingham
Bagot		Pierre-Samuel Gendron
Beauce		Christian Henry Pozer
Beauharnois		Célestin Bergevin
Bellechasse		Onésime Pelletier
Berthier		Louis-Joseph Moll
Bonaventure		Clarence Hamilton
Brôme	Christopher	Dunkin
Chambly		Jean-Baptiste Jodoin
Champlain		Jean-Charles Chapais
Charlevoix		Léon-Charles Clément
Châteauguay		Edouard Laberge
Chicoutimi-Saguenay		Pierre-Alexis Tremblay
Compton		James Gibb Ross
Deux-Montagnes		Gédéon Ouimet
Dorchester		Louis-Hector Langevin
Drummond-Arthabaska		Edward John Hemming
Gaspé		Pierre Fortin
Hochelaga		Louis-J. Beaubien
Huntingdon		Julius Scliver
Iberville		Louis Molleur
Jacques-Cartier		Narcisse-Maximilien LeCavalier
Joliette		Vincent-Paul Lavallée
Kamouraska		(sans représentant)
Laprairie		Césaire Thérien
L'Assomption		Etienne Mathieu
Laval		Joseph-Hyacinthe Bellerose
Lévis		Joseph-Goderic Blanchet
L'Islet		Pamphile-Gaspard Verreault
Lotbinière		Henri-Gustave Joly
Maskinongé		Abraham-Lesieur Desaulniers
Mégantic		George Irvine
Missisquoi		Josiah Sandford Brigham
Montcalm		Firmin Dugas
Montmagny		Louis-Henri Blais
Montmorency		Joseph-Edouard Cauchon
Montréal-Centre		Edward Carter
Montréal-Est		George-Etienne Cartier
Montréal-Ouest		Alexander Walker Ogilvie
Napierville		Pierre Benoît
Nicolet		Joseph Gaudet
Ottawa		Levi Ruggles Church
Pontiac		John Poupore
Portneuf		Proxède LaRue
Québec-Centre		Georges-Honoré Simard
Québec-Est		Jacques-Philippe Rhéaume
Québec-Ouest		John Hearn
Richelieu		Joseph Beaudreau
Richmond-Wolfe		Jacques Picard
Rimouski		Joséph Garon
Rouville		Victor Robert
Saint-Hyacinthe		Pierre Bachand
Saint-Jean		Félix-Gabriel Marchand
Saint-Maurice	Alexis-L.	Desaulniers
Shefford		Michael-Adrien Bessette
Sherbrooke		Joseph Gibb Robertson
Soulanges		Dominique-Amable Coutlée
Stansstead		Thomas Locke
Témiscouata		Elie Mailloux
Terrebonne		Joseph-Adolphe Chapleau
Trois-Rivières		Louis-Charles Boucher de Niverville
Vaudreuil		Antoine Chartier de Lotbinière-Harwood
Verchères		André-Boniface Craig
Yamaska		Louis-Adélard Sénécal

Séance du 27 décembre 1867

A la première session de la Législature de la province de Québec, commencée et tenue en la cité de Québec, le vingt-septième jour de décembre, dans la trente et unième année du règne de Notre Souveraine Dame Victoria, reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, défenseur de la foi, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-sept, lequel jour, étant le premier de la réunion de cette Législature pour la dépêche des affaires, en conformité d'une proclamation de Son Excellence l'honorable Sir Narcisse-Fortunat Belleau, lieutenant-gouverneur de la province de Québec, George Manly Muir et Thomas McCord, écuyers, commissaires nommés, en vertu d'un *dedimus potestatem*, pour administrer le serment aux membres de l'Assemblée législative, se sont rendus, à midi, dans la salle destinée aux séances de l'Assemblée, où George Manly Muir, écuyer, greffier de l'Assemblée législative, s'est trouvé, conformément à son devoir, et Louis-Honoré Huot, écuyer, greffier de la couronne en chancellerie, ayant remis audit M. Muir un rôle, accompagné d'un certificat, contenant une liste des noms des membres, dont il a été fait rapport comme devant servir dans cette Législature provinciale, les commissaires ont administré le serment aux membres qui se sont présentés, ce qui étant fait, et les membres ayant signé le rôle contenant le serment, ils ont pris leur siège dans l'Assemblée.

Un message est apporté par Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme huissier de la verge noire :

Messieurs,

Son Excellence le lieutenant-gouverneur désire la présence immédiate des membres de cette honorable Chambre, dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence les membres se sont rendus auprès de Son Excellence, dans la salle des séances du Conseil législatif, où étant, l'honorable orateur du Conseil législatif a dit :

Honorables messieurs, et messieurs de l'Assemblée législative.

Son Excellence le lieutenant-gouverneur ne croit pas devoir déclarer les motifs qui lui ont fait convoquer la présente législature provinciale, avant qu'un orateur de l'Assemblée législative ait été choisi suivant la loi; mais, demain, à trois heures de l'après-midi, Son Excellence expliquera les motifs qui lui ont fait convoquer la présente législature.

Et les députés étant de retour,

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de proposer, appuyé de l'honorable trésorier (M. C. Dunkin), que Joseph-Goderic Blanchet, écuyer, soit élu orateur de la Chambre. Il présente le député de Lévis comme une personne digne et capable d'occuper le poste d'orateur de la Chambre. Il rappelle assez longuement les nombreux servi-

ces rendus par la famille du lieutenant-colonel Blanchet à la cause du Bas-Canada. Il décrit ensuite les services rendus par le distingué député lui-même, ses capacités intellectuelles, son impartialité et sa connaissance des deux langues.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Résume brièvement les services rendus par le colonel Blanchet; en tenant compte de ses qualités; il recommande son élection unanime au poste d'orateur.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Parle dans le même sens.

Adopté à l'unanimité. Le greffier déclare Joseph-Goderic Blanchet dûment élu. M. Blanchet est ensuite conduit au fauteuil par l'honorable Chauveau et par l'honorable Dunkin; étant sur le premier degré du marche-pied du fauteuil, il fait ses humbles remerciements à la Chambre pour l'honneur insigne qu'elle a bien voulu lui conférer, en le choisissant pour son orateur.

Alors, il s'assied dans le fauteuil, et la masse (qui auparavant était sous la table) est placée sur la table.

Ajournement

Alors l'honorable M. Chauveau, secondé par l'honorable procureur général Ouimet, propose que cette Chambre s'ajourne maintenant jusqu'à demain à trois heures.

Et la Chambre s'ajourne, en conséquence, jusqu'à demain, à trois heures.

Séance du 28 décembre 1867

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

L'orateur ayant pris le fauteuil, un message est apporté par Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme huissier de la verge noire.

M. L'ORATEUR: Son Excellence le lieutenant-gouverneur désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence l'orateur élu se rend avec la Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

M. L'ORATEUR: Qu'il plaise à Votre Excellence, l'Assemblée législative m'a élu comme son orateur, bien que je ne sois que peu capable de remplir les devoirs importants qui me sont ainsi assignés.

Si, dans l'exécution de ces devoirs, il m'arrive en aucun temps de tomber en erreur, je demande que la faute me soit imputée et non à l'Assemblée, dont je suis le serviteur, et qui, par mon ministère, réclame, pour être en état de mieux remplir ses devoirs envers sa souveraine et son pays, tous ses droits et privilèges incontestables, spécialement ceux de la liberté de la parole dans ses débats, le libre accès auprès de la personne de Votre Excellence en tout temps convenable, et de la part de Votre Excellence, l'interprétation la plus favorable de ses délibérations.

L'HONORABLE ORATEUR DU CONSEIL LEGISLATIF: M. l'Orateur, j'ai ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur de vous déclarer qu'elle se confie pleinement dans le devoir et l'attachement de l'Assemblée législative envers la personne et le gouvernement de Sa Majesté, et ne doutant point que ses délibérations soient conduites avec sagesse, modération et prudence, elle accorde, et en toutes les occasions, elle reconnaîtra et permettra l'exercice de ses privilèges constitutionnels.

J'ai aussi ordre de vous assurer que l'Assemblée aura un prompt accès auprès de Son Excellence en toutes les occasions convenables et qu'elle interprétera toujours de la manière la plus favorable ses délibérations, ainsi que vos paroles et vos actions.

La Chambre étant de retour, M. l'orateur fait rapport que la Chambre s'est rendue dans la salle des séances du Conseil législatif, et qu'il a informé Son Excellence que le choix de l'orateur était tombé sur lui; et aussi qu'il a, au nom de la Chambre et pour elle, réclamé, par une humble demande à Son Excellence, tous ses droits et privilèges, qu'elle puisse jouir de la liberté de la parole dans ses débats, et avoir accès auprès de la personne de Son Excellence,

lorsque l'occasion le requerra, et que toutes ses délibérations puissent recevoir de Son Excellence l'interprétation la plus favorable; et que sur ce, Son Excellence a bien voulu dire que, sans hésiter et avec plaisir, elle lui allouait et accordait tous ses privilèges constitutionnels, ainsi qu'un prompt accès auprès de Son Excellence en toutes les occasions convenables, et qu'elle interprétera toujours de la manière la plus favorable ses délibérations ainsi que ses paroles et ses actions.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission, appuyé de l'honorable procureur général, d'introduire un projet de loi concernant l'administration du serment d'office.

Accordé.

M. l'orateur fait rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Excellence de s'adresser par un discours aux deux Chambres de la Législature provinciale; et que, pour prévenir toute erreur, il en a eu une copie qu'il a lue à la Chambre, et elle est comme suit :

Honorables messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est avec bonheur que je vous souhaite la bienvenue dans cette ancienne cité de Québec, à l'occasion de l'ouverture de cette première session de notre Législature provinciale.

La session du Parlement fédéral, qui vient de s'ajourner, est l'heureuse inauguration de la nouvelle constitution du Canada, et je ne crois pas me tromper en exprimant l'espoir que les sentiments de fidélité à Notre Gracieuse Souveraine, d'attachement aux institutions de l'Empire britannique et de dévouement aux intérêts de la nouvelle Confédération, qui se sont manifestés dans le Parlement, distingueront également cette première session de notre Législature.

La constitution vous a confié de grands intérêts et imposé de graves devoirs relativement à l'administration de la justice, à l'instruction publique, à l'organisation civile et municipale, à la bienfaisance publique, au patronage des sciences, des lettres et des arts, à l'exploitation du domaine public, comprenant celle de nos vastes forêts et de nos mines si importantes, au développement de nos ressources sociales, à l'immigration, à la colonisation, à la police, et en général aux lois civiles et au droit de propriété.

Elle a en même temps pourvu à ce que tous ces intérêts fussent placés sous la sauvegarde des principes de la constitution britannique, et immédiatement après avoir accepté la tâche de présider au gouvernement de cette province, j'ai dû m'entourer de conseillers responsables au peuple, et partager entre eux la direction des divers départements de l'administration.

L'organisation de ces départements s'est opérée assez promptement pour épargner aux intérêts confiés à leurs soins les inconvénients d'un interrègne trop prolongé, mais en même temps avec économie, tant sous le rapport du nombre des fonctionnaires que sous celui des traitements qui leur ont été provisoirement accordés.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Quoique certains revenus soient affectés au Trésor de cette province par la constitution, le montant annuel dont vous pourrez disposer sans recourir à de nouveaux impôts ne sera clairement établi qu'après l'arbitrage voulu par le cent quarante-deuxième article de la constitution, en ce qui concerne les finances des ci-devant provinces du Haut et du Bas-Canada.

Dans ces circonstances, il ne serait point prudent de soumettre à la Législature aucune mesure importante et entraînant des dépenses considérables; mais comme, d'un autre côté, le peuple de cette province ne saurait se résigner à voir languir même temporairement les intérêts de l'instruction publique, de la colonisation et de la bienfaisance publique, le budget, pour ces divers services, ainsi que pour le service civil, vous sera soumis, en même temps qu'un état des dépenses encourues jusqu'ici pour l'installation, l'organisation et le fonctionnement du gouvernement.

Honorables messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Des mesures vous seront soumises pour l'organisation des départements de l'administration, pour l'interprétation des statuts, et pour le contrôle des dépenses du gouvernement.

Votre attention sera aussi appelée sur les moyens les plus propres à développer la colonisation et à stimuler le zèle des municipalités et des associations particulières, en faveur de cette oeuvre nationale si importante au point de vue des intérêts de cette province dans la Confédération et du Canada lui-même sur ce continent. Vous jugerez sans doute aussi qu'un des moyens d'augmenter notre population, c'est d'attirer et de retenir parmi nous l'émigration des îles britanniques et du continent de l'Europe, en même temps que nous rendons plus facile l'établissement des enfants du sol sur les terres publiques.

Le perfectionnement de notre agriculture, une exploitation régulière et prudente de nos forêts et de nos mines, sont encore des sujets dignes d'occuper le gouvernement et la Législature.

Les progrès de l'instruction publique, la culture des sciences, des lettres et des arts, sont à notre époque non seulement des moyens de développement et de prospérité pour un peuple, mais après l'élément religieux, constituent le signe le plus évident auquel se reconnaissent les

nations vraiment civilisées. Déjà l'ancienne province du Bas-Canada a fait dans cette direction des efforts récompensés par des succès remarquables, et, justement jaloux de ne nous laisser rien à envier aux autres pays, le gouvernement précédent a fait étudier en Europe les divers systèmes d'éducation qui y sont suivis, ainsi que les institutions littéraires et scientifiques de l'Ancien Monde, dans le but d'ajouter aux nôtres ce qui peut encore leur manquer. Ce grave sujet devra attirer prochainement toute l'attention de mon gouvernement.

Occupant une position géographique importante dans la Confédération, renfermant les deux villes les plus anciennes et les plus peuplées de l'Amérique britannique, peuplée par les descendants des deux plus célèbres nations de l'Europe, ayant dans les nobles sacrifices consommés autrefois sur cette terre pour l'établissement de la foi chrétienne et de la civilisation, et même dans les luttes de nos ancêtres français et anglais, le passé le plus glorieux, cette province ne peut que jouir d'un avenir de bonheur, si ses habitants continuent de développer en paix et en harmonie les germes de prospérité qui leur sont échus. Je ne doute pas que votre sagesse et l'amour que vous portez à notre commune patrie ne vous en suggèrent les moyens.

Né au milieu de vous, ayant pris part aux délibérations et aux travaux des Législatures et des gouvernements précédents, j'ai à peine besoin de vous dire combien la haute mission qui vous a été confiée possède mon respect et mes sympathies. J'implore la divine Providence pour qu'elle daigne bénir vos travaux, et vous combler, vous et vos familles, de tous ses bienfaits pendant la nouvelle année qui va commencer et durant laquelle nous sommes appelés à poser les bases de la grandeur et de la prospérité de notre province de Québec, si chère à nous tous.

Les résolutions suivantes sont ensuite adoptées sur la proposition de l'honorable premier ministre (M. P.-J.-O. Chauveau) appuyé par l'honorable procureur général (M. G. Ouimet).

Que le discours de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, aux deux Chambres de la Législature provinciale, soit pris en considération lundi prochain.

Que les votes et délibérations de cette Chambre soient imprimés, après avoir été examinés par M. l'orateur, et qu'il en ordonne l'impression; et que nul autre que celui qu'il désignera ne se permette de les imprimer.

Que s'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un député, ce dernier devra se retirer pendant les débats qui s'en suivront; et si deux députés sont élus pour le même collège électoral, ils devront s'absenter jusqu'à ce que l'élection soit décidée.

Que s'il appert qu'une personne a été élue membre de cette Chambre, ou a cherché à l'être par corruption, et au moyen d'intrigues ou de menées, la Chambre procédera avec la plus

grande sévérité contre toute personne qui aura pris une part volontaire à cette corruption et à ces menées ou intrigues.

Que l'offre d'argent, ou de tout autre avantage, à un membre de l'Assemblée législative, dans le but de favoriser la passation d'une mesure quelconque qui dépend de l'Assemblée législative de la province de Québec, ou qui y doit être décidée, est un grand crime et un délit, et tend au renversement de la constitution.

Qu'il soit nommé des comités spéciaux permanents de cette Chambre, pour la présente session, pour les objets suivants: 1° les privilèges et élections; 2° les ordres permanents; 3° les chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et les compagnies de mines ou manufacturières; 4° les divers bills privés; 5° les lois expirantes; 6° les dépenses contingentes; 7° les impressions; 8° les comptes publics; 9° l'agriculture, l'immigration et la colonisation; lesquels dits comités auront, respectivement, pouvoir de s'enquérir de tous les sujets et choses qui leur seront renvoyés par la Chambre, et de faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions, sur iceux, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Que jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les règles, règlements et les ordres permanents de la Chambre des communes du Canada soient ceux de cette Chambre, et que, dans tous les cas imprévus, les règles et règlements de la Chambre des communes du Parlement britannique seront applicables.

Qu'il soit nommé un comité spécial, composé de l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Dunkin, l'honorable M. Langevin, l'honorable procureur général M. Ouimet, M. Carter, M. Joly et M. Simard, pour aider M. l'orateur à préparer les règles, règlements et les ordres permanents pour la régie de cette Chambre, de faire rapport de temps à autre, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Que les règles, règlements et ordres permanents de la Chambre des communes du Canada soient renvoyés audit comité pour sa gouverne.

Qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence possible, les listes des membres qui devront composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre.

Que l'honorable M. Cartier, l'honorable M. Chapais, l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Dunkin, MM. Bachand, Chapleau, Clément, Coutlée, Hemming, Lavallée et Robertson composent ledit comité.

M. l'orateur informe la Chambre qu'il a nommé Etienne Simard, écuyer, greffier assistant de cette Chambre, et qu'il a autorisé le greffier à le nommer son assistant.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Quoique le gouvernement soit désireux de procéder à la dépêche des affaires de la province avec toute la célérité possible, il

veut se conformer aux vœux des membres en proposant un ajournement pour le temps des fêtes. Je propose donc que lundi, aussitôt après que la réponse à l'adresse sera votée, la Chambre s'ajourne jusqu'au 8 de janvier.

Un tel ajournement ne pourra aucunement nuire aux pétitions au sujet des élections contestées, lesquelles doivent, selon un règlement, être présentées dans quinze jours à compter de l'ouverture de la Chambre; à la réunion de la Chambre, le délai ne sera pas encore expiré en ce qui concerne la présentation de telles pétitions. Les droits de ceux qui sont impliqués dans de telles affaires seront traités avec toute la justice possible.

M. J. POUPORE (Pontiac): Je veux faire remarquer que les députés des régions éloignées de la province pensent que cet ajournement est trop court. Moi-même, par exemple, venant de la région extrême de la création, j'aurais à peine le temps de me rendre chez moi et de voir à mes propres affaires avant d'être obligé de revenir à Québec, cela si la rentrée de la Chambre était fixée au 8. Les membres qui sont dans ma situation préféreraient un ajournement jusqu'au 15 janvier.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): La chose est impossible parce qu'un tel ajournement se trouverait à embrasser la période des quinze jours requise pour la présentation des pétitions d'élection contestée; cependant, le gouvernement s'engage à ne présenter, dans les deux ou trois premiers jours qui suivront l'ajournement, aucune mesure importante ni aucune mesure qui affectât le commerce du bois d'Ottawa, afin que ce monsieur ait le temps de se rendre à son siège.

M. J. POUPORE (Pontiac): Très bien, très bien.

Ajournement

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par l'honorable procureur général (M. Ouimet, l'ajournement de la Chambre jusqu'à lundi, à trois heures.

M. C.B. DE NIVERVILLE (Trois-Rivières): Dit qu'il suggérerait onze heures a.m. au lieu de trois heures p.m., afin de permettre aux députés quittant la ville de partir par le train de lundi.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il n'a aucune objection à cette suggestion.

L'HONORABLE J. CAUCHON (Montmorency): Dit qu'il lui semble mauvais de ne pas suivre la coutume établie.

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Montreal-Est): Suggère un compromis en proposant une heure au lieu de onze heures.

L'HONORABLE J. CAUCHON (Montmorency): Dit qu'il lui semble que l'adoption de l'adresse ne provoquera pas de retard lundi qu'il n'attend aucune division sur cette question. La Chambre semble unanime. Aussi, dans ces circonstances, il lui apparaît préférable de ne pas changer la coutume.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je serais heureux de partager l'optimisme de mon honorable ami, le député de Montmorency, mais, pour la forme, je proposerai lundi, à l'ajournement de la Chambre, que cet ajournement se fasse jusqu'au 8 janvier.

La Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Séance du 30 décembre 1867

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet.

La séance est ouverte à trois heures.

Présentation de pétitions:

Par l'honorable M. Chauveau, la pétition du révérend N. Audet et autres, du comté de Bonaventure.

Par M. Carter, la pétition de l'asile des Orphelins protestants de Montréal.

Par l'honorable solliciteur général Irvine, la pétition du révérend Henry Roe et autres, titulaire et syndics de la chapelle St-Mathieu, Québec; la pétition du révérend P. de Villers et autres; et la pétition de William F. Coffin et autres.

Par l'honorable M. Cartier, la pétition de la salle d'asile Nazareth de Montréal; la pétition de la salle d'asile, rue Bonaventure, Montréal; deux pétitions des soeurs de l'asile de la Providence de Montréal, et la pétition de l'asile des Orphelins catholiques romains de Montréal.

Par M. Fortin, la pétition de Richard Francis et autres, de la Malbaie; la pétition du révérend F.-A. Blouin et autres, de la Grande-Rivière, comté de Gaspé; la pétition du révérend F.-X. Bossé et autres, de la Rivière-au-Renard, comté de Gaspé; et la pétition du révérend J.-V. Drapeau et autres.

Par M. Garon, la pétition du révérend M. Duguay et autres, de la paroisse de Ste-Flavie, comté de Rimouski; la pétition du révérendissime évêque de St-Germain-de-Rimouski et autres; et la pétition du révérend G. Nadeau et autres, de la paroisse de Ste-Luce, comté de Rimouski.

Règlements de la Chambre

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Appuyé par l'honorable premier ministre (P.-J.-O. Chauveau), propose que jusqu'à nouvel ordre, les règles nos 19 et 56, adoptées provisoirement par cette Chambre le 28 du présent mois, soient amendées de manière à assigner aux bills privés la première heure après sept heures et demie p.m., les mardis et jeudis, comme cela a lieu les mercredis et vendredis; et aussi la règle no 58, de manière à n'exiger le dépôt dans le bureau des bills privés que de 100 exemplaires en anglais et 250 en français.

Adopté.

Composition des comités permanents

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de déposer le rapport du comité nommé pour préparer les listes des membres qui devront composer les comités permanents de la Chambre.

1. Privilèges et élections: l'honorable M. Cartier, l'honorable M. Dunkin, l'honorable

procureur général Ouimet, et MM. Bachand, Carter, Chapleau, Coutlée, Craig, de Niverville, Joly, Poupore et Simard.

2. Ordres permanents: l'honorable M. Langevin, l'honorable solliciteur général Irvine, et MM. Bellingham, Benoit, Desaulniers (Maskinongé), Gaudet, Gendron, Harwood, Locke, Marchand, Pelletier et Thérien.

3. Chemins de fer, canaux, lignes de télégraphes, mines, compagnies de mines et manufacturières: l'honorable M. Cartier, l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Chauveau et l'honorable solliciteur général Irvine, et MM. Bachand, Beaubien, de Niverville, Gaudet, Fortin, Hemming, Lavallée, Molleur, Pelletier, Ogilvie, Ross, Sénéchal, Tremblay et Verreault.

4. Divers bills privés: l'honorable M. Langevin, l'honorable procureur général Ouimet, et MM. Bellingham, Blais, Carter, Chapleau, Church, Desaulniers (Saint-Maurice), Locke, Marchand, Rhéaume et Robertson.

5. Lois expirantes: l'honorable procureur général Ouimet, et MM. Beaudreau, Bessette, Craig, Hamilton, Harwood, Hearn, Laberge, LaRue, LeCavalier, Pozer et Robert.

6. Dépenses contingentes: l'honorable M. Chapais et l'honorable M. Chauveau; et MM. Bellerose, Blais, Brigham, Carter, Clément, Jodoin, Moll, Picard, Robertson et Scriver.

7. Impressions: l'honorable M. Dunkin et l'honorable M. Langevin, et MM. Coutlée, Gendron, Hemming et Joly.

8. Comptes publics: l'honorable M. Cartier, l'honorable M. Dunkin, l'honorable procureur général Ouimet, et MM. Bellerose, Bergevin, LeCavalier, Mathieu, Poupore, Pozer, Scriver, Simard et Verreault.

9. Agriculture, immigration et colonisation: l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Chapais, l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Dunkin, l'honorable solliciteur général Irvine, et MM. Bessette, Church, Clément, Dugas, Fortin, Garon, Hamilton, Hearn, LaRue, Lavallée, Mailloux, Picard, Ross et Tremblay.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'avec le consentement des députés il était prêt à proposer l'adoption immédiate du rapport afin d'accélérer les affaires de la Chambre, mais que, par ailleurs, si l'on croyait qu'en adoptant ce rapport après la discussion de l'adresse en réponse au discours du trône certaines améliorations allaient être suggérées, il n'avait aucune objection à retarder sa motion.

La majorité des députés désire adopter le rapport après la discussion de l'adresse.

Adresse en réponse au discours du trône

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, appuyé par le député de Bonaventure (C. Hamilton):

1. Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur pour remercier Son Excellence de son gracieux discours, à l'ouverture de la Législature provinciale, et, de plus, pour assurer Son Excellence:

2. Que nous recevons avec la plus grande satisfaction l'expression du plaisir avec lequel Son Excellence nous souhaite la bienvenue dans cette ancienne cité de Québec, à l'occasion de l'ouverture de cette première session de notre Législature provinciale.

3. Que, d'accord avec Son Excellence, nous sentons que la session du Parlement fédéral, qui vient de s'ajourner, a été l'heureuse inauguration de la nouvelle constitution du Canada, et que nous sommes bien convaincus que les sentiments de fidélité à Notre Gracieuse Souveraine, d'attachement aux institutions de l'Empire britannique, et de dévouement aux intérêts de la nouvelle Confédération, qui se sont manifestés dans le Parlement, distingueront également cette première session de notre Législature.

4. Que nous admettons également avec Son Excellence le fait que la constitution nous a confié de grands intérêts et imposé de graves devoirs relativement à l'administration de la justice, à l'instruction publique, à l'organisation civile et municipale, à la bienfaisance publique, au patronage des sciences, des lettres et des arts, à l'exploitation du domaine public, comprenant celle de nos vastes forêts et de nos mines si importantes, au développement de nos ressources sociales, à l'immigration, à la colonisation, à la police, et, en général, aux lois civiles et au droit de propriété.

5. Que nous reconnaissons aussi avec Son Excellence que la constitution a, en même temps, pourvu à ce que tous ces intérêts fussent placés sous la sauvegarde des principes de la constitution britannique et que, pour cette raison, nous apprenons avec satisfaction, qu'après avoir accepté la tâche de présider au gouvernement de cette province, Son Excellence s'est empressée de s'entourer de conseillers responsables au peuple et de partager entre eux la direction des divers départements de l'administration.

6. Que nous recevons avec plaisir l'assurance que l'organisation de ces départements s'est opérée assez promptement pour épargner aux intérêts confiés à leurs soins les inconvénients d'un interrègne trop prolongé, mais en même temps avec économie, tant sous le rapport du nombre des fonctionnaires que sous celui des traitements qui leur ont été provisoirement accordés.

7. Que nous reconnaissons avec Son Excellence le fait que, bien que certains revenus soient affectés au Trésor de cette province par la constitution, le montant annuel dont nous pouvons disposer sans recourir à de nouveaux impôts ne sera clairement établi qu'après l'arbitrage voulu par le cent quarante-deuxième article de la constitution, en ce qui concerne les

finances des ci-devant provinces du Haut et du Bas-Canada.

8. Que nous admettons avec Son Excellence que, dans ces circonstances, il ne serait point prudent de soumettre à la Législature aucune mesure importante et entraînant des dépenses considérables; mais que, d'un autre côté, le peuple de cette province ne pouvant se résigner à voir languir, même temporairement, les intérêts de l'instruction publique, de la colonisation et de la bienfaisance publique, nous ne manquerons pas d'apporter toute notre attention aux votes que nous serons appelés à donner pour ces services, ainsi que pour le service civil, et pour les dépenses encourues jusqu'ici pour l'installation, l'organisation et le fonctionnement du gouvernement.

9. Que nous étudierons attentivement les mesures qui nous seront soumises pour l'organisation des départements de l'administration, pour l'interprétation des statuts, et pour le contrôle des dépenses du gouvernement.

10. Que nous apporterons toute notre attention sur les moyens les plus propres à développer la colonisation et à stimuler le zèle des municipalités et des associations particulières en faveur de cette oeuvre nationale si importante au point de vue des intérêts de cette province dans la Confédération, et du Canada lui-même sur ce continent; et que nous sentons qu'un des moyens d'augmenter notre population, c'est d'attirer et de retenir parmi nous l'émigration des îles britanniques et du continent de l'Europe, en même temps que nous rendons plus facile l'établissement des enfants du sol sur les terres publiques.

11. Que nous sommes aussi d'avis que le perfectionnement de notre agriculture, une exploitation régulière et prudente de nos forêts et de nos mines sont encore des sujets dignes d'occuper le gouvernement et la Législature.

12. Que nous considérons que les progrès de l'instruction publique, la culture des sciences, des lettres et des arts sont, à notre époque, non seulement des moyens de développement et de prospérité pour un peuple, mais, après l'élément religieux, constituent le signe le plus évident auquel se reconnaissent les nations vraiment civilisées.

13. Qu'il nous est agréable de nous rappeler que déjà l'ancienne province du Bas-Canada a fait dans cette direction des efforts récompensés par des succès remarquables, et d'apprendre que, justement jaloux de ne nous laisser rien à envier aux autres pays, le gouvernement précédent a fait étudier en Europe les divers systèmes d'éducation qui y sont suivis, ainsi que les institutions littéraires et scientifiques de l'Ancien Monde, dans le but d'ajouter aux nôtres ce qui peut encore leur manquer et d'être assurés que ce grave sujet recevra prochainement toute l'attention du gouvernement.

14. Que nous reconnaissons avec Son Excellence qu'occupant une position géographique importante dans la Confédération, renfermant les deux villes les plus anciennes et les plus

populeuses de l'Amérique britannique, peuplée par les descendants des deux plus célèbres nations de l'Europe, ayant dans les nobles sacrifices consommés autrefois sur cette terre pour l'établissement de la foi chrétienne et de la civilisation, et même dans les luttes de nos ancêtres français et anglais, le passé le plus glorieux, cette province ne peut que jouir d'un avenir de bonheur si ses habitants continuent de développer, en paix et en harmonie, les germes de prospérité qui leur sont échus; et que Son Excellence peut être convaincue que l'amour que nous portons à notre commune patrie nous en inspirera les moyens.

15. Et que nous demandons qu'il soit permis d'assurer à Son Excellence que, née au milieu de nous, ayant pris part aux délibérations et aux travaux des Législatures et des gouvernements précédents, elle possède à tous les titres notre respectueux dévouement et nos vives sympathies; et que nous supplions la divine Providence qu'elle daigne bénir nos travaux et répandre sur Son Excellence, ainsi que sur nous, ses précieuses faveurs pendant la nouvelle année qui va commencer et durant laquelle nous sommes appelés à poser les bases de la grandeur et de la prospérité de notre province de Québec si chère à nous tous.

M. l'Orateur, en m'acquittant de l'honorable tâche que j'ai acceptée de proposer les résolutions à l'adresse en réponse au gracieux discours de Son Excellence, je vous dois, à vous et à mes collègues, une apologie pour le peu de soin apporté dans mes paroles. Vous aurez égard, sans doute, à mon âge et à mon défaut d'expérience, et surtout au fait que, pour la première fois de ma vie je prends la parole dans une assemblée délibérante.

Cependant, M. l'Orateur, le devoir que j'accomplis en ce moment, malgré des circonstances qui le rendent particulièrement pénible, je l'ai accepté avec plaisir. Je me suis rappelé, M. l'Orateur, que pour la première fois dans l'histoire de cette colonie qui sera bientôt un empire on voyait la réunion d'une Législature représentant les intérêts de la province de Québec et ralliant les sympathies et les adhésions des deux partis politiques de cette province. Son Excellence nous remercie de ce que nous sommes venus, comme membres de cette Législature, dans un sentiment commun de satisfaction pour le grand mouvement politique dont nous voyons l'un des résultats, donner notre concours à l'accomplissement de cette importante mesure. La Confédération a eu pour effet de faire cesser les discussions intestines qui nous affaiblissaient sans cesse et de trancher le noeud gordien d'une politique dont les difficultés allaient bientôt se trouver au-dessus de l'énergie de nos hommes d'Etat.

Nous sommes venus ici, conviés par Son Excellence à une tâche difficile, à la tâche de mettre en mouvement notre nouvelle constitution et d'assister à la première épreuve qui doit en être faite. Il va nous falloir définir nos privilèges, tracer la limite précise de nos droits,

asseoir nos institutions sur le suffrage public, constater avec une scrupuleuse exactitude l'état de nos ressources afin d'élever notre crédit sur des bases solides et en tirer des avantages qu'un calcul rigoureux mettra en évidence aux yeux de tous. Nous ne nous faisons pas illusion sur l'étendue de nos devoirs, sur les embarras de notre mission. Le gouvernement constitutionnel adapté à un petit peuple comme le nôtre, dont les moyens sont nécessairement limités, nous astreint au plus scrupuleux examen de toutes les mesures qui devront être soumises à cette Chambre.

Les faits les moins importants en apparence peuvent avoir une grande portée pour nous et nous être fatals non seulement au point de vue matériel, mais encore sous le rapport moral et social. Nous allons créer des précédents pour nos successeurs et, pour cela, nos actes doivent être marqués au coin de la circonspection, de la méditation et de la sagesse.

J'ai toute confiance, néanmoins, que nous réussirons. J'ai confiance parce que l'autorité souveraine se trouve ici représentée par l'homme éminemment capable et sincèrement désireux de ménager nos intérêts, de protéger nos droits et de diriger la marche de nos nouvelles destinées. En remerciant Son Excellence de la bienvenue qu'il nous donne dans cette glorieuse ville de Québec, je crois être l'interprète des sentiments de cette Chambre et de tout le pays en disant que son élévation à la haute dignité qu'il occupe a créé une satisfaction générale chez notre peuple.

J'ai confiance encore parce que cet homme a su s'entourer de conseillers dignes en tout point de leurs hautes fonctions. Les acclamations unanimes qui les ont portés sur le pavois aux dernières élections nous sont une garantie que leur gouvernement repose sur la plus haute estime de l'opinion.

J'ai confiance aussi parce que je vois ici des hommes d'une longue expérience, d'une vaste influence et de talent reconnu et souvent éprouvé; d'autres hommes encore, plus jeunes dans la vie parlementaire, mais tous disposés à bien travailler, à ne reculer devant aucun sacrifice pour le bien du pays et qui par-dessus tout sont profondément attachés au sol qui les a vus naître.

Tous sans exception comprennent que notre prospérité et notre bonheur sont liés à notre loyauté, à l'attachement que nous avons pour la couronne britannique et cette Chambre ne restera pas en arrière dans l'expression de ses sentiments de fidélité à la métropole. Dans des circonstances encore récentes, nous avons offert notre or et nos personnes pour la défense du pays, par un mouvement absolument spontané. Nous sommes fiers de compter, au nombre de ces vaillants jeunes hommes qui ont couru à la frontière, l'honorable député de Lévis qui préside si dignement cette Chambre.

Qu'il me soit permis ici, M. l'Orateur, d'exprimer quelle admiration et quelle loyauté nous

devons à Notre Gracieuse Souveraine la reine Victoria qui a signalé son règne par un si grand nombre d'oeuvres éminentes, qui, pendant trente ans, n'a cessé de diriger son attention la plus bienveillante vers la liberté et les moyens d'accroître la prospérité de ses sujets. Le nom qu'elle laissera dans l'histoire sera remarquable entre les noms de tous ses prédécesseurs, parce qu'elle aura conquis une triple couronne: comme épouse, comme mère et comme souveraine. Elle n'a jamais cessé de placer sa confiance plutôt dans l'affection de ses sujets que dans la force de son armée ou le nombre de ses navires et elle a réalisé cette prédiction du poète anglais: "Entire and sure the monarch's rule must prove who founds her greatness upon her subject's love." Si au commencement de son règne, de malheureux événements avaient élevé quelques nuages dans notre ciel politique, ils n'ont pas tardé à se dissiper et alors nous avons vu un progrès rapide dans le sens des libertés constitutionnelles, dans l'instruction et dans la prospérité générale.

Il y avait alors à la tête de notre population, des hommes d'un grand talent, qui avaient combattu pour nos droits et nos libertés et, sous leurs ordres, d'autres les secondaient puissamment et contribuaient à leurs succès. Les LaFontaine, les Baldwin, les Taché, les Hincks et les Morin, ont eu des successeurs que je n'ose nommer parce qu'ils appartiennent à l'histoire du présent et ont puissamment continué les traditions de leurs modèles. Un grand acte de notre histoire politique, l'abolition de la tenure seigneuriale, qui, en Europe, a coûté des flots de sang, a été accompli dans notre pays par l'énergie d'un seul homme que j'ai l'honneur de compter ici au nombre de mes collègues.

La décentralisation judiciaire, appliquée à la même époque, a été suivie de la publication du code du Bas-Canada, une oeuvre égale, pour le fond et la sagesse de ses dispositions, aux meilleurs codes de l'Europe, en même temps qu'il les surpasse par sa clarté et sa concision.

L'instruction publique, qui a dû ses premiers succès au travail d'un homme dont le talent et le dévouement égalaient la modestie, a progressé avec la plus étonnante rapidité sous la direction aussi éclatante qu'énergique du chef de l'administration.

Et tous ces progrès, M. l'Orateur, nous les devons aux institutions libres dont nous jouissons. C'est une raison pour nous de ne jamais perdre de vue le lien qui nous unit à la Grande-Bretagne, tant que sera nécessaire l'état d'heureuse tutelle dans lequel nous sommes placés, tant que l'Angleterre ne nous dira pas: "Maintenant que vous pouvez vivre de votre propre vie et vous soutenir de votre seule force, allez et marchez seuls, et mon affection vous accompagnera toujours."

Ce sont ces mêmes idées libérales qui ont eu pour effet l'établissement de la Confédération et qui nous permettent de siéger ici pour la province de Québec. Les hommes d'Etat d'An-

gleterre les plus éminents avaient déjà senti que la multiplicité des devoirs qu'entraînaient les besoins locaux était une entrave au bon fonctionnement du gouvernement et qu'il en résultait une grande perte de temps, en même temps que peu de satisfaction pour les résultats de ce système. Aussi les auteurs de notre nouvelle constitution, avec les principes en même temps libéraux et conservateurs qu'ils professent, ont donné aux gouvernements locaux le contrôle de toutes les dépenses locales et la direction de nos affaires purement provinciales. On aurait pu, comme en Angleterre, nommer certains officiers spéciaux, chargés exclusivement de la direction des affaires locales de ces provinces, sous le contrôle du gouvernement fédéral, et on a fait preuve envers notre pays d'une libéralité plus grande que celle que les habitants du Royaume-Uni trouvent eux-mêmes dans leur propre constitution.

Aujourd'hui, M. l'Orateur, le peuple canadien a besoin d'éducation politique et cette éducation sera amplement favorisée par la constitution actuelle. Le citoyen, à part ses fonctions de juré et la lecture des journaux, n'a aucune occasion de prendre part à la direction des affaires de son pays. Et, encore, dans ces deux occasions, il n'a qu'un rôle passif, il accepte les opinions qui lui sont données. Mais, dans ce gouvernement local, les hommes de position et suffisamment qualifiés pourront avoir leur part non seulement dans l'élection et par leur vote, mais par leur direction immédiate des choses qui concernent le plus intimement leur pays. Et cette initiation d'un plus grand nombre d'hommes à la direction des affaires politiques, ce choc plus fréquent et mieux calculé des opinions, ne pourra que favoriser grandement le bien-être de notre population.

La septième résolution en réponse au discours de Son Excellence se rapporte à une question que nous ne pouvons manquer d'examiner avec la plus scrupuleuse attention.

Avant de régler ses dépenses il faut connaître ses revenus afin de ne pas les dépasser. C'est là le premier principe d'économie chez les gouvernements.

La prudence que montrent les aviseurs de Son Excellence à cet endroit nous donne lieu d'espérer qu'une sage administration présidera à la perception comme à la disposition de nos deniers.

N'ayant pas à notre charge les grandes entreprises que les gouvernements précédents ont été obligés d'exécuter, comptant peu de faits imprévus dans notre avenir public, il nous est permis de croire que nos finances se maintiendront dans le plus parfait équilibre.

Nous avons raison de croire, d'après ce qu'il nous a été donné de connaître, que les frais encourus comme subvention à l'instruction publique, comme aide à la colonisation et à la bienfaisance publique, pour le service civil, pour l'organisation, l'installation et le fonctionnement du gouvernement, rencontreront aussi

l'approbation de la Chambre. Le nombre restreint des employés, la répartition des salaires calculés en proportion du travail de chacun, l'économie qui a présidé à l'ameublement de cette Chambre, et de tous les bureaux, économie qui toutefois n'exclut pas le bon goût, le bien-être et l'harmonie, tout cela doit nous convaincre que les intérêts du pays sont remis entre bonnes mains.

Le gouvernement n'a encore accompli que ce qui était rigoureusement nécessaire pour ne pas laisser souffrir nos institutions. Mais, d'après le programme politique que Son Excellence soumet à notre examen, nous voyons que sa sollicitude et son attention se portent sur toutes les questions vitales de notre politique.

Contents et satisfaits de leur administration accomplie jusqu'ici, nous nous croyons le droit d'être fiers de leurs vues politiques, encore en perspective. En soulevant par cette adresse le voile de l'avenir, ils nous ont laissé entrevoir une ère de prospérité et de bonheur pour la province de Québec, et leur passé nous donne de belles garanties pour l'exécution de leurs projets.

Ce n'est pas un sujet à traiter à la légère que le développement de la colonisation, tant par les ressources locales que par les ressources de l'immigration européenne. Augmenter notre population, voilà, de fait, quel doit être un des grands objets de notre politique pour la conservation de notre autonomie, pour la conquête de notre indépendance et pour faire de nous un grand peuple dans un avenir peu éloigné. Mais l'immigration, pour être efficace, a besoin d'être choisie d'abord et attirée ensuite par des avantages réels. Il y a deux moyens pour nous d'augmenter notre population, c'est par la conservation des jeunes gens, qui, chaque année, quittent notre patrie pour le sol étranger et par un choix de familles ou d'individus dont l'éducation morale et religieuse se rapproche le plus immédiatement de nos mœurs et de notre religion.

Déjà, des tentatives sérieuses ont été faites pour amener sur nos rives hospitalières et fécondes l'exubérance des populations de l'Europe, mais malheureusement ces tentatives généreuses ont avorté par un concours de circonstances sur lesquelles nous ne pouvions avoir aucun contrôle. Le peu de succès qu'ont obtenu les gouvernements précédents ne doit pas néanmoins nous décourager. Bien au contraire, nous devons nous convaincre que tout ce qui dure dans le monde ne s'établit qu'au milieu des plus rudes travaux et de la plus entière persévérance. Nous avons ici des terres, il y a là-bas des bras qu'elles invitent à venir les féconder; sachons les appeler, les agglomérer sur notre sol comme quelques prêtres éminents ont su le faire pour une partie de la population acadienne; sachons, s'il le faut, nous les incorporer et nous aurons rendu service à l'Europe, en même temps que nous nous serons fortifiés contre les envahissements de nos dangereux voisins.

La colonisation est, pour nous, la question vitale par excellence, et on ne saurait trop insister sur la nécessité de la faire prospérer. Député, ici, par un comté agricole, et qui a beaucoup à espérer des progrès de la colonisation, je ne saurais m'empêcher de dire un mot de ces courageux colons qui ont bravement attaqué la forêt et sont venus construire leur hutte loin des anciens établissements; malgré leur misère, ne craignez pas pour eux le désespoir, ils ont la croix pour flambeau et pour guide, la foi pour soutien et les joies de la famille pour consolation. Eh bien! M. l'Orateur, leur foi a été récompensée et, aujourd'hui, leur famille, sans être dans l'aisance, est du moins à l'abri du besoin. Et le courage dont ils ont fait preuve dans cette tâche si ardue, ils le déploieraient dans toute autre circonstance. Leur patriotisme est éprouvé et le pays peut être assuré qu'il possède dans ces entreprenants pionniers de hardis et patriotiques citoyens.

Il sera du devoir du gouvernement de favoriser et de protéger cette classe si méritoire de notre population; il sera surtout de son devoir de la mettre hors des atteintes des spéculateurs égoïstes. L'exploitation régulière de nos forêts est devenue une nécessité de premier ordre si nous ne voulons pas voir disparaître une des plus précieuses richesses de notre pays. Sans prétendre discuter ou condamner le passé, on peut dire qu'il y a eu des lacunes dans l'administration de nos forêts; tâchons de profiter de l'expérience et des leçons acquises. J'ai vu moi-même, sur les rives de l'Ottawa, de malheureux colons arrachés de leurs demeures élevées à si grandes peines et chassés du champ qu'ils n'avaient défriché qu'au sacrifice de leur travail de plusieurs années. Mais le commerçant de bois avait des titres réguliers de propriété, et la loi était pour lui. Dans ces circonstances, M. l'Orateur, il faut que le colon soit protégé contre sa propre ignorance, et le gouvernement doit lui assurer la jouissance et les bénéfices de son travail. Si on ne donne pas cette protection si nécessaire, avant peu d'années, M. l'Orateur, la riche et belle vallée de l'Ottawa sera dépourvue en même temps de bois et d'établissements; les spéculateurs auront tout enlevé pour leur commerce et les colons n'auront pas d'intérêt à acheter des terres dépouillées de cette richesse qui en fait toute la valeur, et qui seule permet de les défricher avec profit.

C'est par la colonisation que nous pourrions retenir les bras qui, chaque année, vont s'offrir au travail étranger qu'ils enrichissent. La plupart de ces émigrés reviennent dans le pays sans aucunes ressources; quelques autres, il est vrai, y prospèrent, mais leurs succès sont peut-être encore plus pénibles pour nous, car ceux-là y demeurent, privant ainsi leur pays de leurs talents et de leur travail. Ou, s'ils reviennent, le succès les encourage à tenter de nouvelles entreprises et à laisser de nouveau le pays, pour n'en conserver souvent qu'un souvenir de mépris et de dédain.

J'aborde maintenant un sujet délicat. Ce n'est plus le ministère actuel que je dois féliciter au sujet des mesures qu'il propose à notre étude et à nos discussions. Un acte du dernier gouvernement du Haut et du Bas-Canada se présente: faut-il exprimer une opinion à son endroit? Oui, me direz-vous, n'hésitez pas. Mais je crains de paraître flatteur et courtisan à cette Chambre.

Car je veux parler de l'heureuse idée qu'a eue l'administration Cartier-Macdonald d'envoyer en Europe un homme qui pût étudier les systèmes d'éducation qui y sont suivis, ainsi que les institutions littéraires et scientifiques les mieux accréditées et en retirer tout le bénéfice possible pour le pays.

L'idée était belle, tout le monde le reconnaîtra avec moi, mais, l'idée une fois conçue, il s'agissait de trouver l'homme qui pouvait le mieux remplir cette mission.

Le choix a été fait, et je vous avoue que je suis embarrassé de savoir si je dois féliciter notre dernier gouvernement autant de son idée que du choix du missionnaire littéraire qu'il a délégué vers des peuples plus avancés que nous. Nous avons été heureux d'entendre se répéter jusqu'ici l'écho des paroles si patriotiques prononcées à l'école normale de Clung, nous y avons applaudi de tout coeur. Cette voix, du reste, avait célébré plus d'une fois nos gloires nationales; et comment ne nous aurait-elle pas émus, puisque la France elle-même, la France jadis si peu attentive aux voix de l'Amérique, n'a pu s'empêcher de tressaillir en l'entendant?

Comme premier et immédiat résultat de ces études faites en Europe, nous voyons dans cette adresse les arts, les sciences et les lettres prendre une place des plus importantes, la place qui leur convient chez tous les peuples civilisés.

Nous ne pouvons qu'applaudir à l'idée si éloquemment exprimée dans le onzième paragraphe de l'adresse. C'est une idée patriotique et chrétienne.

Si vous voulez non seulement faire prospérer, mais encore moraliser un peuple et le rendre mûr pour la liberté, instruisez-le; instruisez-le, et ne craignez pas si vous venez diriger cette éducation.

La science bien dirigée est l'auxiliaire de la religion. Tout dans l'enseignement contribue à élever l'âme humaine. Prenez pour exemple le plus rudimentaire des exercices de l'enseignement, l'initiation d'un esprit jeune encore à la science des mots et, par là, à la science des idées. Croit-on qu'il s'agit ici d'un travail purement matériel de mots et de phrases? Non, M. l'Orateur; dans cette humble fonction, l'instituteur jette de nouveaux rayons de lumière dans une intelligence, comme le dit un jeune écrivain qu'il me sera permis de citer ici:

"Vous collaborez avec la divinité à la formation d'une âme; vous développez, vous achevez l'oeuvre du Créateur. C'est un rayon de la divinité que vous dégagez des ténèbres qui l'enveloppent; c'est un

germe d'immortalité que vous fécondez pour l'avenir. Vous creusez le sillon où Dieu jettera la semence de sa parole; vous allumez le flambeau auquel la raison divine mêlera ses lumières; vous ébauchez le tableau sur lequel Dieu dessinera son image. Et en formant des hommes vous préparez des chrétiens".

Je ne veux pas reprendre mon siège, M. l'Orateur, sans vous féliciter de l'aspect prospère que nous présente aujourd'hui notre pays. Qui aurait dit, que, des soixante mille Français laissés sur ce coin du continent lors de la conquête, nous atteindrions le chiffre de trois millions, avec une agriculture florissante, des voies de communication splendides, tous les moyens d'avenir qu'un peuple ambitieux puisse désirer?

C'est avec un sentiment de légitime orgueil que nous voyons, un siècle après l'insulte lancée du Vieux Monde par un vil philosophe courtisan, plus digne de mépris que de haine, que ces quelques "arpents de neige" peuvent montrer à l'Europe leur commerce maritime atteignant dix millions de tonneaux, leur deux mille milles de voies ferrées, leur cinq mille milles de fil télégraphique, leur navigation intérieure faisant l'admiration de l'étranger, leurs millions d'acres de terre en culture, leurs superbes forêts et, au milieu de toutes ces richesses pour les développer et les agrandir, ces quatre millions de population, avançant hardiment dans la voie du progrès.

On a exprimé des craintes, M. l'Orateur, sur le succès de la Confédération, parce qu'il y avait sur cette terre du Bas-Canada deux nationalités en contact; on craignait de voir ces deux nationalités s'entrechoquer pour faire leur malheur mutuel. Pourquoi craindrions-nous, M. l'Orateur? Les deux races anglaise et française ne peuvent-elles pas vivre en harmonie? N'y a-t-il pas assez de gloire dans les plis de ces deux drapeaux pour qu'ils puissent flotter l'un à côté de l'autre, sans jalousie et sans honte?

Combien de fois n'avons-nous pas vu deux races distinctes par le langage ou la religion s'unir sous un même gouvernement et ne former qu'une même nationalité? L'Alsace parle à peine français, et quelle province française est plus dévouée et plus fidèle au gouvernement de son pays? Voici la Silésie unie depuis un siècle et quart à la Prusse, demeurée fidèle catholique sous un gouvernement protestant.

La France et l'Espagne ne sont-elles pas composées de races différentes d'origine, mais aujourd'hui toujours prêtes à s'unir pour défendre l'indépendance, les institutions et l'honneur de leur gouvernement? Ce qui fait une nationalité, ce sont les institutions, la volonté et le désir des habitants de se protéger et de grandir sous un gouvernement commun. N'avons-nous pas ici cette unité d'attachement et de dévouement pour nos institutions? La poignée de main que se sont donnée les députés de cette

Chambre en se réunissant pour la première fois était-elle un acte de routinière politesse? Non, M. l'Orateur, elle était plutôt la manifestation d'un sentiment commun, et le témoignage d'une ferme intention de travailler cordialement et avec une entente parfaite au progrès de notre commune patrie. Et rien ne nous empêche de croire que ces bons procédés se continueront toujours.

Les trônes de l'Europe craquent sous les coups redoublés de la révolution et s'enfoncent lentement mais fatalement dans l'abîme creusé par le socialisme. Les souverains en sont réduits à fabriquer des chaînes pour retenir les tronçons de leurs trônes. Un autre spectacle s'offre à nos yeux sur ce continent. Les républiques s'abîment dans l'anarchie, renouvelant, dans l'ordre social, le phénomène de l'ordre physique qui transporte, par des courants invisibles, d'un continent à l'autre, les germes des épidémies les plus funestes.

Quelle est la cause de cette double destruction qui s'opère en sens inverse sur les deux continents? C'est qu'en Europe la politique conservatrice manque d'une première force, qui est de savoir ce qu'elle veut conserver. Et, en Amérique, les gouvernements tombent faute de traditions qui sont une partie de la foi. Pourquoi voit-on l'Angleterre inébranlable au milieu de toutes ces commotions sociales, si ce n'est par la force de ses institutions? Ce n'est pas qu'il manque, dans ce grand corps, de profondes plaies sociales, mais la force de sa constitution libre, basée sur le respect de la hiérarchie, de l'autorité et de l'idée conservatrice, la laisse toujours forte et triomphante, malgré ces désordres partiels.

Je ne veux pas entreprendre ici, M. l'Orateur, un plaidoyer contre l'annexion, mais je dois constater avec plaisir et satisfaction que ces gouvernements locaux seront une barrière de plus devant les tendances possibles de quelques-uns de nos compatriotes. Je ne suis pas sans aimer ni sans admirer certains côtés de la vie politique et sociale des Etats-Unis; mais je suis loin d'aimer et d'admirer leur politique étroite en tout, basée sur l'intérêt et l'égoïsme, négation directe du principe vital des grandes associations humaines, déclarant chaque Etat et chaque citoyen indépendant et libre et, le lendemain, écrasant sans pitié cet Etat et ce citoyen parce qu'ils ont voulu affirmer ces mêmes droits; je n'aime pas cette politique soi-disant libérale, qui émancipe les nègres sans prévoyance et crée la servitude des blancs, parce que ceux-ci, après avoir combattu en héros, ont noblement rendu les armes à ceux qui se disaient leurs frères; cette politique égoïste et contradictoire qui ferme la porte à toute idée monarchique sur ce continent et tâche en même temps d'implanter ses principes politiques en Europe par une intervention incessante.

Je n'admire pas ce peuple quand je le vois, se drapant dans l'austérité de son républicanisme, ne pas reculer devant la responsabilité du

meurtre d'une victime couronnée et, un instant après, se faufilant comme un parvenu dans les salons dorés des rois, en attendant qu'il déchire un lambeau de sa constitution pour se permettre de porter les oripeaux titulaires des vieilles monarchies, et se pavanant dans des équipages armoriés; on s'étonne et on a pitié quand on voit tout cela, et on se rappelle Caton applaudissant au meurtre de Brutus et essayant le manteau de César en attendant qu'il en donne la commande.

Lorsqu'à l'ouverture de ce Parlement, j'entendais les canons qui protègent cette citadelle saluer l'inauguration de cette nouvelle ère politique, j'ai éprouvé un sentiment de ferme espoir pour notre avenir comme nation, en voyant Notre Gracieuse Souveraine hésiter à nous donner pour le nom de cette province le vieux rocher de Champlain, au pied duquel les deux nations combattaient jadis avec un égal courage pour la souveraineté, et sur lequel, à l'ombre du trophée commun que le courage et la gloire ont donné dans la mort aux deux héros de ces grandes luttes, nous nous réunissons dans un commun accord, luttant d'émulation dans nos efforts, pour faire grandir et prospérer notre commune patrie.

Nous sommes au berceau d'une constitution nouvelle; autour d'un berceau, les passions se taisent, les divisions disparaissent pour faire place à des sentiments d'amour, à des projets de gloire et d'avenir. Unissons-nous donc encore une fois dans un désir commun de travailler de tous nos efforts pour la grandeur et la prospérité de cette province de Québec si belle par ses souvenirs, si grande par son avenir et si chère à nous tous. (Applaudissements prolongés dans toute la salle. Plusieurs députés vont féliciter l'orateur).

M. C. HAMILTON (Bonaventure): Il dit d'abord qu'il considère comme un grand honneur d'avoir été choisi pour remplir cet agréable devoir; qu'il voyait d'un bon oeil la grande importance des charges confiées à la Législature locale; qu'il avait pleine confiance dans le développement futur de la province; qu'il était heureux de constater la loyauté de la population à la personne de Sa Majesté. La province a des ressources immenses qui sont exploitées de plus en plus tous les jours; ce sera la tâche des députés de trouver des mesures favorables à la plus grande exploitation de ces ressources. La province a du fer, de l'or, des pêcheries et des forêts; il ne veut apporter qu'un exemple de progrès dans l'exploitation de ces ressources.

Sur la côte du Labrador, où jusqu'à récemment il n'y avait rien, excepté les wigwams des Indiens et les cabanes des pêcheurs, des établissements se développent de jour en jour en vue de l'exploitation du riche sable ferreux des côtes du Saint-Laurent; on peut maintenant entendre le cri des machines à vapeur et le vacarme des moulins là où auparavant il n'y avait que silence et solitude. Il termine son

discours en exprimant le vœu que la Chambre continuera à travailler dans l'unanimité.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Dit qu'il se lève non pour faire un discours au sujet de l'adresse, mais plutôt pour lire une correspondance qui s'est faite entre lui-même, Son Excellence le lieutenant-gouverneur, certains membres du présent gouvernement et d'autres personnes; il veut ainsi expliquer les causes qui l'ont empêché de former une administration lorsqu'il fut requis de le faire l'été dernier par Son Excellence le lieutenant-gouverneur. Il ajoute que cette correspondance étant en elle-même suffisamment claire, il n'a pas l'intention de faire aucun commentaire à ce sujet.

"Esplanade, 5 juillet 1867.

Monsieur Cauchon présente respectueusement ses saluts à Son Excellence et la remercie avec gratitude de la confiance qu'elle a bien voulu reposer en lui offrant, hier, la tâche hautement appréciée de former son cabinet.

Mais s'il est quelque chose qui doive rendre plus vif le regret qu'il éprouve de ne pouvoir se rendre au désir de Son Excellence, ce sont les paroles toutes d'amitié et de bienveillance qui ont accompagné l'offre honorable.

Son Excellence Sir N.-F. Belleau, lieutenant-gouverneur, etc., etc., etc."

"Mon cher monsieur,

Je viens de recevoir votre billet de ce jour. Avant de passer outre sur le sujet auquel il réfère, je désire vous revoir dans le but, je le dis de suite, de vous faire reconsidérer votre décision et discuter la nécessité d'acquiescer à ma demande.

Votre tout dévoué,
Signé: N.-F. Belleau

L'honorable Jos. Cauchon
5 juillet 1867."

"Esplanade, 6 juillet 1867.

Monsieur Cauchon accuse réception de la note de Son Excellence en date d'hier, en réponse à la sienne du même jour. Après avoir mûrement "reconsidéré" sa première décision, en vue des "nécessités" dont parle Son Excellence, pour aider de tous ses moyens à constituer l'ordre des choses dont ses actes antérieurs le rendent tout spécialement solidaire, et aussi dans le désir de donner à Son Excellence le concours de sa faible expérience en ce moment critique de transition constitutionnelle, il accepte le fardeau honorable de former le cabinet provincial à la condition qu'il ne recevra aucun salaire ou émolument quelconque. Agissant par

le seul sentiment du devoir envers le pays, il ose espérer que ses motifs seront appréciés par Son Excellence.

A Son Excellence
le lieutenant-gouverneur, etc., etc., etc."

"Monsieur,

Votre lettre de ce jour m'informe que vous avez reconsidéré votre décision d'hier et que, dans ce moment critique de transition constitutionnelle, vous acceptez le fardeau honorable de former le cabinet provincial à la condition y exprimée. Je vous remercie de tout mon coeur, et croyez qu'en recevant votre acceptation conditionnelle vos motifs seront appréciés par toute la province comme ils le sont particulièrement par

Votre tout dévoué,
Signé: N.-F. Belleau.

Québec, 6 juillet."

"L'honorable C. Dunkin à l'honorable M. Cauchon.

Québec, 9 juillet 1867.

Mon cher monsieur,

Pour me rendre à votre désir, je me hâte de donner par écrit les raisons qui m'ont engagé à refuser l'offre que vous m'avez faite aujourd'hui d'une place dans l'administration provinciale que vous êtes chargé de former.

Après réflexion, je pense que, tout en désirant de ne pas ajouter aux obstacles qui peuvent s'opposer à la formation d'une telle administration, je dois baser ma décision sur la dernière et plus importante des deux différentes manières de voir, qui, comme je m'en suis aperçu, existent entre nous.

Cela vient de la position particulière dans laquelle, comme je le conçois, un événement de la dernière session nous a placés. Le bill de M. Langevin a été retiré devant une opposition que, ce n'est pas trop dire, vous avez contribué activement et d'une manière évidente à former contre cette mesure, sans ajouter que même les autres garanties accordées par notre constitution locale ont rencontré de votre part l'opposition la plus décidée que vous pouviez faire. En conséquence, je pense que toute administration formée par vous doit entreprendre, comme un point capital de sa ligne de conduite, de faire adopter, par législation et autrement les principes de cette mesure, maintenant que cette affaire peut être réglée librement entre nous. Je ne pourrais pas augurer bien de son succès autrement, et, avant d'avoir entendu le contraire de vous, je ne supposais pas que vous vous objecteriez à énoncer une telle politique.

Je devrais ajouter qu'ayant (comme vous le savez) nécessairement conféré de cette affaire avec M. Irvine, je lui ai donné copie de cette lettre.

Je demeure,
mon cher monsieur,
votre, etc.,
Signé: C. Dunkin"

"Esplanade, le 10 juillet 1867.

Mon cher monsieur,

Votre lettre d'hier m'a surpris d'une manière étrange; vous veniez de me dire, chez moi, que votre principale objection à l'acceptation d'un siège dans le Conseil exécutif provincial était mon refus d'accepter un salaire pour mes services et que c'était là ce que vous alliez m'écrire, tout en faisant peut-être une réserve générale pour d'autres objections possibles, et que, dans le cas où vous en auriez quelque autre à ajouter à celle-là, que vous regardiez comme péremptoire, vous m'en informeriez par avance, mais que vous ne pensiez pas que vous en formuleriez d'autres.

Je vous laisse à expliquer le motif de ce changement de position, et je me contenterai de raconter les choses comme elles se sont passées entre vous et moi, à ma demeure, en présence de M. Starnes.

Quand je vous eus informé que je vous avais demandé, ainsi que M. Starnes, pour vous offrir des sièges dans l'Exécutif provincial, après avoir discuté avec vous deux les positions que vous vouliez occuper relativement l'un à l'autre, vous me dites:

1. En refusant de prendre un salaire, vous placez vos collègues dans une fausse position vis-à-vis des électeurs qui les croiront obligés d'en faire autant.

2. Entendez-vous que la place de procureur général ne peut être occupée par un homme d'origine britannique?

3. Êtes-vous prêt à présenter un bill d'école dans le genre de celui de M. Langevin?

Je vous répondis que les électeurs ne veraient pas comme vous la question de mon salaire et que, dans tous les cas, comme, après avoir décliné l'entreprise de former un cabinet et que je ne l'avais, en définitive, acceptée qu'à la condition de servir pour rien, vouloir maintenir cette objection c'était tout bonnement me dire de me retirer.

Vous me répliquâtes que c'était là une bien grave objection, bien que vous ne fussiez pas prêt à dire de suite qu'en ce qui vous regardait elle pût être fatale.

A la deuxième question, à savoir, si un homme d'origine britannique pouvait prétendre à la place de procureur général, je vous répondis: certainement; que si, pour le moment, les choses se présentaient comme je les offrais, la place de procureur général devenant

vacante pour une cause quelconque, bien qu'il ne me convint pas de prendre des engagements spécifiques relativement à une chose toute contingente, ceux qui se trouveraient alors dans le cabinet y auraient naturellement un premier droit, et que c'était là ce que j'avais dit à M. Irvine, qui ne me l'avait pas demandé.

Tout en parlant de M. Irvine avec éloge, vous me fîtes incidemment observer que vous étiez son afné au barreau.

Je vous demandai si, lorsque vous parliez du bill des écoles, vous vouliez faire allusion au surintendant ou député, surintendant protestant, et, sur votre affirmation, je répondis que le fait que je vous offrais, à vous ainsi qu'à M. Irvine, de faire partie de l'administration, était une première preuve de mes sentiments à l'égard de la population protestante; que je n'avais aucune objection à laisser à vos coreligionnaires, tout naturellement par une loi, le contrôle entier de leurs écoles et de leur part afférente de l'argent public; que le département de l'Education serait organisé à leur pleine satisfaction et qu'on y placerait un ou des protestants; qu'en un mot, pour satisfaire à leurs exigences, j'étais prêt à tout faire excepté de m'engager à faire constater à la majorité qu'elle n'avait pas la volonté de rendre justice à la minorité; que cette législation d'un odieux soupçon était un stigmate que je ne pourrais jamais consentir à imprimer de ma propre main au front de ceux de ma croyance et de mon origine.

Après ces déclarations, je restai convaincu que vous abandonniez votre objection, et M. Starnes, qui était avec vous, le fut comme moi, ainsi qu'il le déclara plus tard en présence de MM. Beaubien et Ouimet. Aussi, ne fus-je nullement surpris quand vous vîntes, hier soir, me dire, en déclinant d'entrer dans le gouvernement, que votre objection se rapportait à mon refus d'accepter un salaire.

En lisant avec attention mon discours de la dernière session sur le bill des écoles, vous y verrez l'extrême libéralité de mes dispositions à l'égard de vos coreligionnaires et des opinions qui n'ont cessé d'être les miennes depuis que je suis entré dans la carrière publique, c'est-à-dire depuis bientôt un quart de siècle, et vous cesserez peut-être de me demander une législation que vous n'exigeriez pas d'un autre. Je n'ai pas besoin de vous dire que je regrette infiniment votre détermination ainsi que votre lettre semble le donner à entendre.

J'ai l'honneur d'être,
mon cher monsieur,
votre très humble et très
obéissant serviteur,

Signé: Joseph Cauchon."

"L'honorable C. Dunkin à l'honorable M. Cauchon.

Québec, 10 juillet 1867.

Mon cher monsieur,

Si ma lettre d'hier vous a surpris, je dois dire que la vôtre d'aujourd'hui me jette dans un grand étonnement. Il est toujours pénible de voir des personnes différer dans leurs rapports de ce qui s'est passé entre eux en conversation et je demande pardon de dire simplement que je regrette que cela existe dans le cas présent.

Référant plus particulièrement à la dernière des trois conversations qui forment le fond de votre premier alinéa, je ne dis pas seulement que je n'ai jamais parlé mais que je n'aurais jamais pu parler de la question du salaire comme constituant l'objection principale; mais aussi je vous rappelle que toute décousue et toute précipitée que fût cette conversation, elle roulait sur la discussion de quatre sujets différents; sur deux nous étions d'accord; sur les deux autres nous ne l'étions point. Ces derniers étaient la question du salaire et l'affaire de l'éducation. Le premier, par accident pour ainsi dire, vint le premier et l'antagonisme décidé en ce qui la regarde de votre manière de voir devint apparent. Vous m'avez demandé — je ne puis dire positivement si c'est après ou avant notre conversation sur les autres sujets — de mettre par écrit les raisons du refus clairement indiquées. J'acquiesçai, ajoutant cependant que je ne m'engageais pas à faire un rapport écrit basé sur ce seul point. Vous m'avez représenté que la mention des autres causes pourrait embarrasser et je vous ai assuré que j'évitais d'écrire ce qui, sans nécessité, serait dans une forme embarrassante et que je vous donnais toute chance de me reprendre, si dans cette affaire je m'acquittais mal, voulant dire qu'à votre demande, je modifierais toutes les parties contre lesquelles vous feriez valoir raisonnablement quelque objection, je ne pensais pas plus que j'aurais à vous voir avant d'écrire, qu'à m'engager à écrire sur la moins importante des deux causes de difficultés entre nous. Si je vous avais cru sous l'influence de l'une ou l'autre de ces impressions, j'aurais eu soin de les faire disparaître. Vous devez vous rappeler qu'avant de nous séparer, nous avons continué nos explications sur les autres points pour m'assurer si nous différions d'opinion, et immédiatement après, j'ai écrit ma lettre - montrant (je pense) le moins de disposition possible à la rendre embarrassante. Un mot de vous pour m'indiquer où je me trompais, aurait amené de suite une rectification de l'erreur. Je ne trouve pas ce mot, même maintenant, dans votre lettre.

Je n'ai pas besoin d'en dire long sur votre rapport de notre première entrevue à laquelle se trouvait M. Starnes comme partie intéressée. Vous ne le donnez pas, sans doute, comme un

rapport exact et complet, mais comme une analyse libre de la substance de quelques parties de la conversation à laquelle tous trois nous avons pris part sans réserve. J'objecterais à plusieurs parties principalement s'il devait être considéré à un autre point de vue. Par exemple, je n'ai pas, comme vous devez vous le rappeler, parlé des trois sujets que vous indiquez spécialement, ou dans l'ordre que vous les donnez. Ils vinrent incidemment et séparément; leur ordre ne fut qu'accidentel. Tout ce qui cependant importe pour le présent est ce qui regarde la question de l'éducation. Sans accepter précisément votre version de vos propres rapports, je n'hésite pas à déclarer que comme ensemble ils tendent à me confirmer dans l'impression causée naturellement par vos offres à M. Irvine et à moi que vous désiriez former votre gouvernement sur une base qui, de ce côté, serait satisfaisante.

Mais vous vous souviendrez que cette conversation était préliminaire et non décisive sur aucun point et qu'elle se termina par fixer un rendez-vous pour 1 heure, après que j'aurais pu rencontrer M. Irvine. Après cette seconde entrevue, quand je vins à poser plus carrément la question de votre politique sur l'éducation, j'ai pu me convaincre de votre antipathie pour la ligne de conduite que je proposais comme nécessaire, je voulais proposer une réunion entre vous et les messieurs que vous aviez invités par écrit à se joindre à vous, et, dans cette assemblée, j'espérais que nous serions venus à une entente satisfaisante. Je compris que vous consentiez à cette proposition et je leur fis connaître l'heure de l'assemblée, suivant nos arrangements. Mais ayant appris plus tard de M. Irvine que vous entendiez ne rencontrer que moi, notre troisième entrevue a eu lieu dès que j'ai pu vous rencontrer. Je pus m'assurer alors, sans aucun doute, que nous n'étions pas d'accord sur les deux points en litige, et il ne me restait plus qu'à choisir une ligne de conduite en conséquence.

A la fin de votre lettre, vous référiez à la prétendue libéralité de vos expressions en Parlement sur la question de l'éducation, et partant de là, il vous paraît dur de me voir exiger de vous un gage que, (comme vous le pensez avec raison) je n'aurais jamais pensé à demander à certains autres hommes publics. Mais vous paraissez oublier qu'il ne s'agit pas autant de votre opinion ou discours en général, ou même de ce que je peux croire que serait votre conduite comme chef d'un gouvernement.

Il m'était impossible d'oublier que votre conduite pendant la dernière session vous enlevait naturellement la confiance de cette partie de nos compatriotes bas-canadiens dont les opinions devaient trouver en moi un représentant. Il ne s'agissait pas ici de savoir si on pourrait trouver un gouvernement pour cette province qui pourrait fonctionner sans cette promesse, mais bien de savoir si sous votre direction, à présent, il pourrait réussir, sans

l'exiger. J'avoue que je demeure inébranlable dans ma conviction que j'ai eu droit d'arriver à la conclusion connue, et en finissant cette correspondance, je regrette que vous n'ayez pas envisagé l'affaire sous ce point de vue évidemment juste.

Je suis, etc.,
Signé: C. Dunkin."

"Esplanade, le 11 juillet 1867.

Mon cher monsieur,

Après votre lettre du 9, je n'ai pas besoin de vous dire que celle d'hier soir ne m'a nullement surpris, et je dois ajouter que je regretterais beaucoup qu'il n'y eût pas eu de témoins à notre dernière comme aux autres entrevues, si votre lettre du 10 ne contenait l'admission implicite de l'exactitude de ma version de celle-là, laquelle version du reste se trouve en parfait accord avec la position prise par vous dans les deux autres entrevues. À l'égard de ces dernières, vous ne niez substantiellement rien, vous contentant de remarquer que vos objections ne furent pas faites dans l'ordre précisément où je les ai posées, et mettant sur le compte des accidents le fait que vous avez mis la question du salaire en première ligne. Le salaire fut donc, jusqu'au dernier moment pour vous, la question primordiale, et si, après m'avoir laissé, vous avez changé d'idée, c'est sans doute parce que la nuit a porté conseil.

Je ne reviendrai pas sur des faits parfaitement établis, et que vous essayez d'expliquer le mieux que vous pouvez pour en atténuer l'importance, et j'arriverai droit à la question des écoles: ou vous voulez absolument une législation qui vous donne un surintendant ou un député-surintendant protestant des écoles, ou vous n'en voulez pas. Si vous en voulez absolument, il faudra que vous la demandiez à tous les gouvernements qui viendront après jusqu'à ce que vous l'obteniez; si vous ne la voulez pas absolument et ne la regardez pas comme une garantie nécessaire pour l'avenir, pourquoi me la demander à moi comme garantie de ma bonne volonté? Si le bon vouloir d'un autre doit vous suffire sans législation, lorsque je vous offre ce même bon vouloir et que cette législation ne pourrait dépendre tout au plus que d'une promesse de ma part, avec quelle raison pouvez-vous venir me la demander et l'exiger uniquement de moi? Il faut donc que je conclue logiquement que si vous me la demandez à moi, c'est parce que j'y étais hostile l'année dernière et que vous avez besoin de rassurer vos coreligionnaires sur mes intentions actuelles, tandis que si vous ne la demandez pas à d'autres, qui n'étaient pas alors dans ma position, vous regardez de leur part cette législation comme toute naturelle et comme la conséquence de leur opinion antérieure, parce que, s'il en était autrement, je serais forcé de

conclure que votre but était de me placer dans une fausse position et de m'arracher, dans la situation difficile où vous croyez que je me trouve, une législation qui me répugne et que vous ne pourriez obtenir d'un autre, la sachant matériellement impossible, par un autre que par moi, en vue du résultat de la dernière session. L'avenir vous éclairera sur ce point.

Je demeure, mon cher monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

Signé: Joseph Cauchon."

"Esplanade, le 11 juillet 1867.

A Son Excellence,
Sir N.-F. Belleau,
lieutenant-gouverneur
de la province de Québec, etc.

Excellence,

Je désire donner définitivement à Votre Excellence le résultat de mes efforts pour remplir la tâche qu'elle me confiait, samedi dernier. Je crois devoir dire de suite à votre Excellence que j'invitai MM. Ouimet, Beaubien, Archambault, Starnes, Dunkin et Irvine à accepter des portefeuilles dans le gouvernement local; que MM. Beaubien, Ouimet, Archambault et Irvine se montrèrent cordialement disposés à m'aider dans mon entreprise difficile; que M. Starnes, ayant un caractère financier, je lui offris le portefeuille du Trésor et que je proposai à M. Dunkin la présidence du Conseil législatif.

Ces deux messieurs exprimèrent le désir, par un arrangement entre eux, de changer de positions, M. Starnes prenant la présidence du Conseil et M. Dunkin la place du trésorier. Après beaucoup d'hésitation, je consentis à cet arrangement, sujet toutefois à l'approbation de Votre Excellence. M. Starnes me demanda ensuite de laisser la place de président du Conseil législatif vacante jusqu'après les élections; ce à quoi je refusai de consentir, lui répondant qu'il fallait présenter un cabinet complet au pays. Avant de donner sa réponse, il me dit qu'il lui fallait consulter l'institution financière avec laquelle il était en rapport. Il me répondait hier, par la voie du télégraphe, qu'il ne pouvait accepter.

Il me restait donc trois places à remplir sur sept. Il était facile de remplacer M. Starnes; mais les prétentions de M. Dunkin, telles qu'il les a formulées dans sa lettre du 9, avaient un caractère plus sérieux et pouvaient avoir des conséquences plus graves.

Je n'entrerai pas dans le détail des différentes phases des négociations et de la correspondance qui ont eu lieu entre lui et moi, et que je prends la liberté de communiquer à Votre Excellence, afin qu'elle puisse en juger par elle-même. Qu'il me suffise de dire que je

repoussai ses prétentions comme une insulte à mon caractère et une injure à la majorité de la population dont je fais partie et dont j'exprime les sentiments, lorsque je me prononçais, dans la session dernière, contre une certaine clause du bill des écoles.

MM. Dunkin et Irvine, il n'est pas besoin de le dire, étaient invités comme représentants de la population protestante. M. Irvine, connaissant mes dispositions à l'égard de ses coreligionnaires, me donna loyalement son adhésion sans me demander des explications ou des promesses relativement à la question des écoles; mais la position prise par M. Dunkin, tout injuste et tout illogique qu'elle fût, lui faisait nécessairement la sienne difficile et je dus en justice le mettre parfaitement libre vis-à-vis de moi.

Après cela il m'eût été tout à fait inutile de m'adresser à d'autres protestants, et il ne me restait qu'une alternative, celle de former le cabinet sans l'élément qui m'échappait, après avoir fait tout ce que je pouvais honorablement pour le retenir. J'avoue de suite que cette tâche est pleine de délicatesse et d'inconvénients, bien que je ne sois pas prêt à admettre que, sous le régime parlementaire, l'on doive reconnaître à une minorité quelconque le droit d'empêcher, par des prétentions injustes, le fonctionnement du gouvernement, et je demande la liberté de remettre à Son Excellence la mission importante qu'elle m'a confiée et de la remercier, avec reconnaissance, de l'appui cordial qu'elle n'a cessé de me donner durant toutes les négociations.

Je demeure, avec la plus haute considération de Votre Excellence, le très humble et très dévoué serviteur,

Signé: Joseph Cauchon."

"Québec, 12 juillet 1867.

Mon cher monsieur,

Je regrette d'apprendre, par votre lettre du 11 juillet, que vos efforts pour remplir la tâche que je vous confiais, samedi dernier, n'ont pas été couronnés de succès, et en conséquence, vous me demandez la permission de me remettre la mission importante de constituer mon administration.

Je dois me soumettre à l'exigence des faits, cher monsieur, et j'accepte votre décision de me rendre la mission que je vous ai confiée. Permettez que je vous offre mes remerciements pour votre bienveillance envers

Votre tout dévoué,
Signé: N.-F. Belleau.

Honorable Joseph Cauchon,
etc., etc.

"Québec, 12 juillet, 1867.

Mon cher monsieur,

J'ai reçu hier, tard dans la soirée, votre lettre écrite, je suppose, sous l'impression qu'il y aurait peut-être un avantage à dire un dernier mot sur une ou deux questions de détail.

Tant que vous avez été chargé de former un gouvernement, je me suis senti obligé de répondre à toutes vos communications, et, comme de raison, avec toute la courtoisie dont je suis capable. Mais je ne vois pas que je puisse dépenser plus de temps et patience pour de petites affaires de cette manière. Et espérant ainsi simplement que, lorsque le temps sera venu de donner nos explications sur cette affaire devant le tribunal compétent, vos idées sur ce sujet seront devenues plus exactes et plus claires et votre manière de les communiquer plus agréable.

Je suis, etc., etc., etc.
Signé: C. Dunkin.

L'honorable Joseph Cauchon,
etc., etc."

"Esplanade, 12 juillet 1867.

Mon cher monsieur,

Je ne désire pas continuer une correspondance qui devient oiseuse, vos regards devant naturellement se tourner d'un autre côté à présent que je n'ai plus la mission de constituer le cabinet provincial; mais vous n'avez pas la prétention, sans doute, de me fermer la bouche précisément au temps qui vous convient et de m'empêcher d'établir pour le public, notre juge commun, les faits qui nous concernent tous les deux, parce que vous pouvez être occupé ailleurs.

Vous m'avez l'air de m'accuser de montrer de l'humeur; en relisant mes lettres vous vous apercevrez du contraire, bien que j'aie toujours eu en profond respect les procédés honorables et l'opinion des autres loyalement manifestés.

Je demeure, mon cher monsieur,

Votre très dévoué serviteur,
Signé : Joseph Cauchon.

Christopher Dunkin, écuyer
etc., etc., etc."

"Québec, le 12 juillet 1867.

Mon cher monsieur,

Votre lettre que je viens de recevoir semble jusqu'à un certain point rouler sur une fausse

appréciation de ma dernière note. Elle était simplement destinée à vous faire entendre que je ne voyais pas l'utilité de correspondre plus longtemps en termes plus ou moins agréables.

Quant à la publication, je crois n'avoir aucun droit quelconque de sanctionner une anticipation d'explications non autorisées ni d'y prendre part. Cette permission doit, suivant les usages constitutionnels, venir de Son Excellence.

Je suis, mon cher monsieur,

Votre etc., etc., etc.
Signé: C. Dunkin.

L'honorable J. Cauchon."

"Esplanade, 12 juillet 1867.
7 heures P.M.

Mon cher monsieur,

Je ne vous ai pas dit, dans ma note d'aujourd'hui, que je livrerais notre correspondance à la presse sans la permission de Son Excellence le lieutenant-gouverneur. Je comprends que, dans les circonstances actuelles, vous désiriez en retarder le plus longtemps possible la publication; mais ne craignez rien, ceux qui tiennent à la parole donnée sauront aussi respecter les formes constitutionnelles. Je demeure, mon cher monsieur,

Votre tout dévoué serviteur,
Signé: Joseph Cauchon.

Christopher Dunkin, écuyer."

Monsieur Cauchon prie respectueusement Son Excellence de lui permettre de rendre publique la correspondance qui a eu lieu entre Son Excellence, M. Dunkin et lui au sujet de la formation du cabinet provincial. S'il fait cette demande, c'est parce qu'elle est nécessaire pour qu'on ne se méprenne pas sur ses motifs et les causes de son manque de succès dans la mission qui lui avait été confiée par Son Excellence.

Esplanade, le 12 juillet 1867."

"Québec, 12 juillet 1867.

Mon cher monsieur,

En réponse à votre note de ce jour au sujet de la publication de la correspondance qui s'est échangée entre vous et M. Dunkin, relativement à la formation du cabinet provincial, je suis d'avis que cette publication créerait un précédent qui pourrait avoir de mauvais résultats et qu'il n'est pas nécessaire de dévier de l'usage suivi jusqu'à ce jour, savoir de ne publier les correspondances qu'au temps des explications devant les Chambres. Au cas qu'on se mépren-

draît sur vos motifs et les causes de votre manque de succès dans la mission que je vous ai confiée, ne vous suffirait-il pas de dire que votre bouche est close et que les explications se feront en temps et lieu ordinaires, pour suspendre tous les jugements qu'on voudrait porter sur ce sujet. La générosité des journaux vous serait acquise dans la circonstance exceptionnelle où vous vous trouvez. Appréciez donc mes motifs qui font que je regrette de ne pas acquiescer à votre demande et croyez-moi.

Votre tout dévoué,
Signé: N.-F. Belleau.

L'honorable Joseph Cauchon,
etc., etc., etc."

"Esplanade, le 13 juillet 1867.

Excellence,

Je n'ai reçu que ce matin, sur les dix heures, la note de Votre Excellence en date d'hier.

Si je me suis adressé à Votre Excellence pour lui demander la permission de publier non seulement ma correspondance avec M. Dunkin, mais encore celle que j'ai eu l'honneur d'avoir avec Votre Excellence relativement à l'organisation du cabinet, c'est que j'avais des précédents pour moi. Pour être court, je ne citerai qu'un cas, celui de ma correspondance, en 1851, avec M. Hincks, qui m'offrait une place dans le gouvernement et que je refusai. La publication eut lieu au milieu même de la correspondance, par le consentement du gouverneur général d'alors, Lord Elgin.

Je ferai humblement remarquer à Votre Excellence que, dans les usages constitutionnels, si je n'ai pas l'obligation de parler, je n'ai pas non plus celle de me taire avant l'ouverture des Chambres. L'obligation de parler n'existe pas pour moi; mais la volonté s'y trouvant, comme dans le cas de la correspondance Hincks, à cette volonté il ne peut y avoir d'obstacle que le manque de consentement de Votre Excellence, et ce consentement je l'espère de votre justice et de votre bienveillance, après le témoignage de dévouement que je vous ai donné en me chargeant d'une tâche qui me répugnait et que je n'acceptai que lorsqu'elle me fut présentée par vous comme une "nécessité", c'est-à-dire un devoir.

Le "bon" ou le mauvais "vouloir" des journaux à mon égard est tout à fait indépendant de la question constitutionnelle et ne saurait avoir sa place ici; je ne m'en occupe nullement, du reste, mon but étant de faire connaître au public, pour ma propre justification, pourquoi je n'ai pas réussi dans ma tâche.

Je ne saurais reconnaître, en ce qui me regarde, de "circonstances exceptionnelles", à moins qu'on ne veuille les faire pour moi. J'eusse mieux compris le refus de Votre Excellence s'il avait été basé sur des motifs d'intérêt

public; il n'y a que ceux-ci qui puissent obliger un homme public au silence dans une circonstance comme celle où je me trouve.

J'espère donc que Votre Excellence ne persistera pas dans son refus. J'ai l'honneur de me souscrire avec la plus haute considération de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur,

Signé: Joseph Cauchon."

"Québec, samedi 13 juillet 1867.

Mon cher monsieur,

En réponse à votre lettre de ce jour se référant à la mienne, en date d'hier, relative à la permission de publier la correspondance entre vous et M. Dunkin, je suis chagrin de vous informer que j'adopte de nouveau les vues que contient ma lettre en date d'hier. Je ne puis autoriser la publication de la correspondance à laquelle vous faites allusion. Mon cher monsieur, ne doutez pas que c'est avec peine que je diffère avec vous sur ce sujet et si je persiste dans mon refus.

Votre tout dévoué,
Signé: N.-F. Belleau.

L'honorable Joseph Cauchon,
etc., etc., etc."

"Esplanade, 15 juillet 1867.

Excellence,

Je n'ai pu lire que samedi soir, à mon arrivée chez-moi, la lettre de votre Excellence, du même jour, qui m'apprend que vous persistez dans votre détermination de ne pas permettre la publication de la correspondance relative à la formation du cabinet provincial. Si je dois nécessairement me soumettre au fait matériel du refus, malgré mon respect pour Votre Excellence, je ne saurais, de la même manière, en accepter les considérants. Comme je suis le seul gardien de ma réputation, le refus de permettre la publication, Votre Excellence en conviendra après y avoir réfléchi, ne pouvait être appuyé par elle sur la crainte qu'on ne se méprit sur mes motifs à moi.

Je me souscris avec la plus haute considération de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur,

Signé: Joseph Cauchon.

Son Excellence, Sir N.-F. Belleau,
lieutenant-gouverneur,
etc., etc., etc."

Après avoir communiqué cette correspondance à la Chambre, le député de Montmorency (l'honorable J.-E. Cauchon) félicite chaleureusement celui qui a proposé l'adresse.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Il nie l'exactitude du récit fait par l'honorable représentant de Montmorency de la conversation qui s'est déroulée entre eux; en ce qui concerne les attaques contre son honneur, il ne les a pas méritées. Il ajoute qu'il regrette les malentendus mais qu'il a toujours agi de bonne foi. S'il avait connu ces malentendus, il lui aurait, avec plaisir, fourni les faits pour les corriger.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Dit qu'il n'a pas voulu ajouter un seul mot à la correspondance qui par elle-même expliquait suffisamment les choses, mais que, puisque l'honorable trésorier (M. C. Dunkin) avait jugé à propos de parler, il allait, lui aussi, faire quelques remarques. Depuis que je suis dans la vie publique, jamais on a douté de la véracité de mes paroles; car j'ai eu à lutter contre de durs adversaires, et il ne s'en est jamais rencontré un seul à qui je ne pus tendre la main de l'amitié après la lutte finie. Mais le cas actuel est bien différent. On a tenté de porter atteinte à ma position publique, et je laisse le public lui-même juger la question par la correspondance que je produis. Un peu plus tard, je pourrai revenir sur le sujet.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande si le refus de salaire de la part du député de Montmorency (M. J. E. Cauchon) n'a pas été pour quelque chose dans l'affaire. Il éprouve une vive curiosité à ce sujet et le public, de son côté, est très intéressé à connaître pourquoi il a refusé inconstitutionnellement de recevoir un salaire.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Si l'honorable député affirme qu'il est déshonorant de travailler pour rien, je lui répondrai: Si je voulais travailler pour rien, il ne s'ensuivrait pas que je voulusse que mes collègues travaillassent pour rien. Mes raisons pour refuser un salaire étaient purement personnelles; ce n'est pas une question publique, ni une question de principe.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande si c'était en vue de l'économie qu'il faut mettre en pratique que le député de Montmorency (M. Cauchon) désirait donner un si noble exemple. Il ajoute qu'il n'a pas sympathisé avec le député de Montmorency dans son insuccès à former une administration.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Dit qu'il croit que le pays est bien en état de payer ses ministres, mais que ses raisons pour refuser un salaire étaient toutes personnelles. Que, s'il ne voulait pas de salaire, il ne voyait pas pourquoi on voulait le forcer à en accepter un; et qu'il ne voyait pas pourquoi, non plus, on mettait en doute ses intentions.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

La Chambre reprend ses discussions à sept heures et demie.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Passe en revue l'acte de la Confédération et se plaint surtout du peu de pouvoirs accordés aux Législatures locales. Il désirerait que la Législature locale fût plus indépendante du gouvernement fédéral et il s'est prononcé contre le double mandat.

Il déclare accepter purement et simplement le nouvel état de choses, avec la détermination d'en tirer le meilleur parti possible et de contribuer, en toute occasion favorable, à l'améliorer et à lui donner le véritable caractère fédéral qui lui manque actuellement. Il témoigne de son bon vouloir envers le chef de l'administration et de l'espoir qu'entre pareilles mains les destinées du pays seront sauvées. Au reste, il donnera au gouvernement un appui loyal.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'aussitôt que la Chambre déclarera, par une majorité, que le principe du double mandat est inconvenable, il sera le premier à résigner le sien. Il déclare qu'ayant accepté le grand plan national de la Confédération il est disposé à entrer dans les vues de la grande majorité de ses compatriotes et à aider à l'oeuvre du perfectionnement. Il laisse à ceux qui ont posé les bases du grand ouvrage toute la responsabilité qui leur incombe à cet égard. Il approuve beaucoup celle des résolutions qui a rapport à l'éducation et il a pleine confiance dans la haute intégrité, dans le profond patriotisme et les talents éprouvés de l'honorable monsieur qui est à la tête du gouvernement. La longue carrière de ce monsieur dans le ministère responsable de l'éducation est une garantie que les efforts qui seront faits pour développer l'intelligence de la jeune génération seront dans le sens le plus libéral et en conformité des besoins croissants du pays.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Développe longuement certaines théories commerciales dont il recommande fortement l'application à notre nouvel ordre de choses.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): M. l'Orateur, je croirais manquer à moi-même et à mes constituants si je ne disais dans ce moment quelle est ma foi, mon espérance dans notre Législature locale, ainsi que dans la Confédération elle-même; ce que j'entends être, et ce que je serai, je l'espère, tant que j'aurai l'honneur d'occuper un siège dans cette enceinte.

Pour quelques personnes, M. l'Orateur, ou plutôt pour un grand nombre, le gouvernement local serait chose nouvelle; celui-ci n'est cependant, d'après moi, et pris dans son ensemble que l'essence et l'esprit de la constitution de 1791 qui, comme on le sait, nous fut donnée sous le règne de George III.

En effet, M. l'Orateur, il ne suffit que de jeter un coup d'oeil sur l'acte impérial de 1791

pour y trouver cette même Législature dont nous sommes dotés par l'acte d'union fédérale du 30 mars 1867.

Non seulement nous y trouvons une Législature pour le Bas-Canada, mais, en suivant les débats qui eurent lieu dans la Chambre des communes en 1791, époque pleine d'intérêt pour nous, nous y voyons que Pitt, l'éminent homme d'Etat, que l'on peut avec raison appeler le père de la constitution de 1791, avait en vue de donner une Législature locale au Bas-Canada, connu alors ou plutôt désigné sous le nom de la province de Québec, laquelle embrassait aussi dans ce temps le Haut-Canada.

Le célèbre Pitt disait devant la Chambre des communes, lors de l'introduction du projet de cette constitution de 1791, ces paroles assez remarquables:

"Qu'à l'égard des tenures, cette question, alors pendante, serait réglée par la Législature locale."

Telles sont, M. l'Orateur, les paroles de Pitt dans les chaleureux débats qui eurent lieu devant le parlement impérial au sujet de la constitution de 1791.

N'ai-je pas raison, M. l'Orateur, de dire que l'acte d'union fédérale donne au Bas-Canada ou à la province de Québec la même forme de gouvernement que celle promulguée en 1791?

La différence entre les deux est si légère, d'après mon appréciation, pour tout ce qui concerne et a rapport au Bas-Canada, bien entendu, qu'il me semble que l'esprit de Pitt ait présidé aux conférences de Londres au sujet de notre constitution nouvelle.

Une assez singulière coïncidence, M. l'Orateur, me porte encore à croire que tous nos hommes publics du jour aient voulu, jusque dans les plus petits détails, marcher sur les traces des promoteurs de la constitution de 1791, puisque Son Excellence le lieutenant-gouverneur vient d'inaugurer le premier Parlement de la province de Québec à la même époque que fut ouverte la première session du premier Parlement bas-canadien, c'est-à-dire, en décembre 1792, sous M. Clarke, qui, lui aussi, était lieutenant-gouverneur.

La grande pensée de Pitt, comme celle de nos hommes d'Etat de cette époque, a été de donner au Bas-Canada un moyen de légiférer d'une façon propre à assurer à ses habitants la gestion de leurs affaires.

Je ne vois donc dans l'acte impérial de 1867, pour tout ce qui a rapport au gouvernement de la province de Québec, presque rien d'autre chose que la continuation de l'oeuvre de Pitt qui fut le premier à insister devant les Communes pour que la province de Québec fut divisée en deux provinces, celles du Haut et du Bas-Canada, afin, disait Pitt, que par la mise en opération de cette nouvelle constitution elle pût donner une grande majorité à chaque peuple dans la partie qu'il occupait.

C'était donc le désir de cet homme énergique d'assurer à l'élément français une prépondéran-

ce dans la représentation bas-canadienne, comme je crois que cela a été aussi celui de nos délégués à Londres.

Et si, de fait, nous avons eu à une époque reculée, et que nous avons aujourd'hui encore l'immense avantage de cette prépondérance, quelqu'un parmi nous cherchera-t-il à en abuser vis-à-vis de ceux qui représentent dans cette Chambre la portion de nos compatriotes qui sont en minorité dans cette province par rapport à l'élément français?

Je suis certain que nous comprenons tous qu'il est de notre devoir et même dans les intérêts des députés canadiens-français, qui forment la majorité de cette honorable Chambre, d'éviter ces rivalités de races, de bannir ces préjugés nationaux et religieux que nous avons eu malheureusement à enregistrer sous notre premier comme sous notre deuxième régime constitutionnel.

Nous apporterons, j'en ai la certitude morale, dans nos travaux législatifs un esprit de justice et d'impartialité envers les différentes origines et croyances religieuses, qui ne sont pas celles de la majorité des députés de cette Chambre.

Nous ferons, j'en suis certain, dans notre Législature de la province de Québec, vis-à-vis de ceux qui sont d'une origine étrangère à la nôtre, tout ce que nous attendons et avons droit d'attendre de ceux qui ont, dans le Parlement fédéral, une majorité sur nous.

Avec la nouvelle constitution nous devons oublier les mécomptes politiques d'un temps qui n'est plus et qui ne sera plus; ce sera, soyons-en certains, le moyen le plus propre à conserver toujours notre Parlement local, notre Législature locale, dont quelques personnes ont déjà prophétisé la chute dans un temps très prochain.

Si nous suivons cette ligne de conduite, M. l'Orateur, nous éviterons l'union législative dont nous avons déjà été menacés.

Mais, M. l'Orateur, pourquoi paraître douter que chacun de nous ne fasse pas de puissants efforts pour que l'harmonie règne dans nos délibérations?

Ne comprenons-nous pas tous que nous sommes et devons être législateurs avant d'être anglais ou canadiens-français? D'ailleurs, M. l'Orateur, n'avons-nous pas tous le sublime exemple des souverains qui président aux destinées des deux plus grandes nations de l'Europe dont nous tirons nos origines respectives?

Quoi! lorsque Notre Gracieuse Souveraine et l'empereur Napoléon se donnent continuellement des marques d'une confiance mutuelle, et que tous deux unissent constamment leurs efforts pour resserrer davantage les liens de cette alliance qui prit naissance et reçut son baptême de sang sur les champs de batailles de la Crimée, nous, hommes d'un nouveau règne politique, oserions entretenir des préjugés nationaux ou religieux? Non, cela n'arrivera pas, M. l'Orateur, et je demande pardon à cette

honorable Chambre de m'être permis d'exprimer un doute à cet égard.

Un mot maintenant, M. l'Orateur sur la Confédération ou, dans d'autres termes, sur notre quadruple alliance.

La Confédération étant, comme beaucoup l'admettent, l'acte d'une grande nécessité politique, créée par suite d'un régime devenu impossible, a nécessairement causé des inquiétudes dans quelques lieux et en cause peut-être encore pour la cause nationale, malgré la ratification populaire qu'elle a reçue dans les élections générales.

Je crois cependant, M. l'Orateur, qu'on n'aurait pas dû se laisser aller à de telles inquiétudes, car, quant à moi, j'avoue qu'après avoir examiné les 147 clauses de cet acte, je n'y ai rien vu qui puisse nous alarmer, rien qui puisse faire courir des dangers à notre autonomie. En effet, ne voyons-nous pas la 133e clause de cet acte pourvoir à l'usage de notre belle langue française et, par là, nous fournir une preuve du respect qu'on a pour nos institutions, notre langue et nos lois?

Et si nous ajoutons à cette disposition le choix judicieux que Lord Monk a fait d'un Canadien français, en appelant au poste de lieutenant-gouverneur Sir N.-F. Belleau, comment pourrions-nous entretenir un doute sur les bonnes intentions de la mère patrie relativement à nous?

Un coup d'oeil jeté sur le préambule de cet acte nous fait comprendre de suite que les promoteurs de la Confédération, tout en voulant favoriser les intérêts de l'Empire britannique, ont voulu nous donner une constitution qui repose sur les mêmes principes que ceux du Royaume-Uni, et qu'ils ont eu aussi en vue la prospérité de nos provinces ainsi que notre agrandissement puisque cet acte pourvoit à l'annexion du vaste territoire du Nord-Ouest.

Nos hommes d'Etat qui connaissaient toute l'étendue de la crise que nous avions traversée sous l'Acte d'Union et qui savaient que nous avions un besoin réel d'un nouvel ordre de choses ne pouvaient faire mieux que de nous donner la Confédération que notre patriotisme et notre bon sens nous conseillent d'accepter afin d'en retirer tous les avantages possibles. D'ailleurs, M. l'Orateur, l'acte de la Confédération décrétant que dans un temps opportun nous pourrions faire l'acquisition du Nord-Ouest avec son immense territoire, ne nous invite-t-il pas à prendre notre rang parmi les nations?

Et pourquoi, M. l'Orateur, ne sentirions-nous pas la nécessité de nous agrandir? Pourquoi ne sentirions-nous pas le besoin de nous agglomérer? Certes, de grandes et de puissantes nations de l'Europe nous en font voir l'urgente nécessité.

Quand on voit la Prusse absorber une partie de l'Allemagne; quand on voit l'Italie faire des efforts convulsifs pour achever son oeuvre d'unité qu'elle a si mal commencée; lorsque

nous voyons encore la Russie, avec ses cent et quelques millions d'hommes, acheter au poids de l'or le territoire que l'on nomme l'Amérique russe, fera-t-on un crime aux quatre millions de sujets que l'Angleterre a ici de se concerter paisiblement, à l'ombre du drapeau britannique, pour former un gouvernement fort et puissant, et songer à leur grandeur future? Ce n'est pas assurément à nous de le dire.

Quelque grand que soit notre espoir dans l'avenir, quelque profondes que soient mes convictions sur les bons résultats de la Confédération, cependant, M. l'Orateur, je ne puis m'empêcher de partager les sentiments qu'a exprimés un de nos hommes d'Etat sur les moyens à prendre pour le fonctionnement assuré de l'acte de la Confédération. A son retour de Londres l'honorable M. Galt proférait au collège de Lennoxville, en présence d'un auditoire aussi nombreux qu'éclairé, ces paroles que j'ai recueillies: "Ce n'est pas tout, disait l'éminent financier, d'avoir une charte, une constitution, mais il faut la bien faire fonctionner." "Notre nouvelle constitution a-t-il ajouté, deviendrait une lettre morte, si nous ne faisons rien pour améliorer le sort des classes industrielles, agricoles et commerciales."

J'ajouterai respectueusement à ces paroles pleines de vérités que le succès de notre nouvelle constitution dépendra de ce que nous ferons pour rencontrer les vrais besoins du peuple; car, M. l'Orateur, que l'on ne perde point de vue qu'en Canada, comme partout ailleurs, on est toujours content et satisfait de la forme d'un gouvernement, pourvu que le fond en soit bon. Un de ces besoins que j'entends signaler à cette honorable Chambre et que je ne perdrai point de vue, c'est la colonisation sur laquelle Son Excellence a attiré l'attention de cette honorable Chambre, sujet dont on a tant parlé, sur lequel on a tant écrit et pour lequel on a si peu fait, je regrette de le dire, mais dont dépend cependant l'entière prospérité de notre pays.

Nous venons de commencer un grand édifice social et politique et à peine la première pierre est-elle posée que déjà le Parlement fédéral vient d'en placer le couronnement par son décret de l'annexion du Nord-Ouest aux quatre provinces unies. Réjouissons-nous de ce progrès rapide, mais dans notre allégresse n'oublions pas de compléter les parties inachevées de notre édifice, n'oublions pas la colonisation.

Encore une fois rappelons-nous que d'immenses terres et d'immenses forêts attendent des bras pour les exploiter; rappelons-nous qu'il y a beaucoup plus à faire pour la colonisation qu'il n'en a été fait.

Telles sont, M. l'Orateur, quelques-unes des vues et des intentions que je tenais à faire connaître à cette honorable Chambre. Qu'il me soit maintenant permis d'entretenir le légitime espoir que le gouvernement sous lequel nous commençons une nouvelle ère ne passera que des mesures et ne fera que des choses dignes d'être pesées dans la balance des nations.

Notons bien, M. l'Orateur, que la preuve d'une bonne constitution consiste en ce que cette constitution respecte le plus les droits communs, admette le moins de droits exclusifs, et répartisse tous les avantages de l'association civile avec équité entre toutes les classes de la société. Espérons, M. l'Orateur, que dans un temps prochain nous aurons atteint cette somme de grandeur et de prospérité que nous tous confédérés attendons de l'union fédérale; espérons que dans un temps prochain nous pourrions dire de la Puissance du Canada ce qu'un grand écrivain disait de son pays: "O ma patrie, qu'il m'est doux de te rendre cet hommage qu'il y a peu de pays où la propriété soit aussi respectée, les fortunes plus partagées, la justice plus douce, les crimes moins fréquents, l'indigence plus secourue, et où la puissance législative et exécutive fonctionne avec autant de prudence et de patriotisme."

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il concourait parfaitement avec ceux qui avaient affirmé que, dans cette Chambre, il ne doit pas y avoir d'esprit de parti. Il salue avec plaisir le retour de l'honorable premier ministre à la vie publique; il connaît son patriotisme et il nourrit l'espoir que, sous sa garde, les droits du Bas-Canada ne seront jamais violés. Il ne peut cependant s'exempter de rappeler au gouvernement certaines nominations faites récemment par lui et qui, certes, ne sont pas de nature à lui attirer des sympathies. On a nommé, pour représenter quelques divisions dans le premier corps d'Etat, des personnes parfaitement inconnues aux populations de ces divisions et n'ayant aucun droit à cette distinction.

Il ne veut pas dire que ces hommes ne possèdent pas les qualités personnelles et essentielles à la position qu'on leur a donnée, mais il n'hésite pas à affirmer que l'on eût trouvé, dans les limites des divisions dont il est question, un grand nombre de personnes pour le moins aussi bien qualifiées que celles que l'on a choisies, parfaitement connues et respectées des populations concernées et jouissant à bon titre de leur confiance. Il ne connaît pas les raisons qui ont déterminé ces nominations étranges, mais une chose dont il était certain, c'est qu'elles ont produit dans l'esprit du public une impression regrettable. Il veut bien croire, pour sa part, que ces nominations n'ont pas été faites en pleine connaissance de cause et que le ministère n'a pas pris, avant de les faire, toutes les informations requises, mais cela ne peut être une excuse valable. Si de pareils faits étaient renouvelés, il serait forcé, en dépit de ses sympathies, de croire que le gouvernement est décidé à ne pas tenir compte de l'opinion publique ou qu'il subit la pression de quelque puissance occulte dont il est de son intérêt de se libérer au plus tôt.

Quant à l'adresse, les honorables membres que l'on vient d'entendre en ont suffisamment fait ressortir le mérite sans qu'il fût nécessaire,

de sa part, d'en faire une longue mention. Il se contentera de dire qu'il a vu avec plaisir que le ministère a l'intention de s'occuper activement des trois oeuvres les plus essentielles à notre progrès; l'agriculture, la colonisation et l'immigration. Les administrations précédentes ont beaucoup fait pour l'avancement du commerce; on a construit des lignes de chemin de fer qui sillonnent aujourd'hui le pays dans toutes les directions et qui facilitent au commerce les moyens de communication. Il n'est pas prêt à blâmer ces entreprises; il reconnaît, au contraire, qu'il en est résulté de grands avantages, mais il croit que le temps est arrivé où il faut aussi s'occuper sérieusement des progrès de l'agriculture. Il est bien important, sans doute, de faciliter au commerce le transport des produits, mais il est pour le moins essentiel de pourvoir à la production de tout ce qui sert de base et d'aliment à la prospérité commerciale et industrielle du pays.

L'immigration est aussi très utile à l'avancement d'un pays nouveau comme le nôtre, où il existe encore des étendues immenses de terrains non cultivés, mais il espère que le gouvernement actuel évitera les fautes de ses prédécesseurs et qu'au lieu d'importer à grands frais sur nos côtes des populations à demi civilisées, n'ayant rien de commun avec les différentes nationalités qui se partagent notre sol, il cherchera les moyens de rappeler parmi nous des milliers et des centaines de milliers de nos compatriotes qui vivent aujourd'hui loin du pays.

Je n'ai qu'un reproche à faire aux auteurs de la nouvelle constitution: c'est d'avoir interverti le système fédéral, de l'avoir pour ainsi dire pris à rebours, en enlevant aux provinces l'indépendance locale, pour les soumettre à la domination absolue du pouvoir fédéral.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Déclare qu'il acceptait le régime nouveau comme fait accompli, mais qu'il ne pouvait s'exempter d'y entrevoir des périls pour l'avenir. Le but de quelques-uns des auteurs de la constitution est de nous conduire, petit à petit, à l'union législative. Il en a obtenu une preuve bien frappante, pendant les dernières élections, de la bouche même d'un monsieur qui occupe aujourd'hui un siège dans le cabinet fédéral. Ce monsieur a dit en sa présence à ses électeurs que le système fédéral ne durerait pas et qu'il n'est qu'un acheminement vers l'union législative qui arrivera bientôt. De semblables paroles sorties de la bouche d'un homme chargé aujourd'hui d'aviser l'administrateur de la Confédération et de prendre part à la conduite des affaires publiques ne sont pas, à son avis, de nature à rassurer beaucoup ceux qui tiennent à l'autonomie du Bas-Canada.

Il fait quelques remarques sur la nécessité d'encourager surtout la colonisation de préférence à l'immigration, quoique celle-ci ne doive pas être négligée. Il craint que la Confédération ne soit qu'un acheminement vers l'union législa-

tive de toutes les provinces, mais il espère que ses craintes ne se réaliseront jamais.

Il termine son discours en disant que jusqu'à présent on s'était limité à adresser des louanges au chef du cabinet. Il craignait que cet honorable monsieur ne succombât sous leur poids et, pour sa part, il était bien d'avis d'en faire partager quelque peu le fardeau par ses collègues.

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Mont-réal-Est): Said that during his long Parliamentary career he never rose to address the Speaker with greater pleasure and satisfaction than on the present occasion. He held that the local Governments were the heart and soul, formed the very basis of the Dominion of Canada. He had passed through many Parliamentary struggles; the snows of many years were accumulating upon his head, and he felt that the time was fast approaching when his place must be filled, and his labors carried forward by other heads. He had listened with pleasure to the debate of the evening, and he felt gratified to think characteristics of the present House offered a guarantee to the Province of Quebec for the efficiency of its future legislation. He had watched with profound interest the début of the Honourable Member for Terrebonne (J.-A. Chapleau) and he would do him the compliment of stating that in all his Parliamentary career, he had never heard a more eloquent or telling maiden effort. He congratulated Mr. Chapleau's constituents upon the choice of their representative, and this House upon the acquisition of so promising a member. Alluding to the difficulties in working the new system referred to by the Honourable Member for Saint-Hyacinthe, he deprecated all such fears as unwarranted by the past history of the country. In Lower Canada, rivalry of race had hitherto but been productive of strength and healthy emulation. Lower Canada had always emerged from such struggles, stronger and greater of purpose. The history of the past hundred years, the rise of her population from some sixty thousand to the large number exhibited by the late census, was a history of success unprecedented and unparalleled, and full of encouragement for the future. The history of our connection with British institutions and the British race was one of mutual benefit. To our contact with that race we owed in a large measure the extraordinary and rapid development of our commercial and industrial enterprise. His experience had convinced him that wherever the two races met in most immediate contact, a certain seal of superiority distinguished the men of both races, and it was gratifying to every French Canadian to reflect that the result of our long intercourse with our British fellow-countrymen had been to make them esteem our laws, our language and our religion. He could safely assert that our present institutions would favourably compare with those of any civilized community; far

besides their own inherent qualities, we had engrafted upon them the long accumulation of British Parliamentary practice and wisdom. In this country all races and religions found equal scope and protection, and following the constitutional precedents of Great Britain, the minority in any section of the Canadian Dominion found itself perfectly safe in the hands of the majority. Notwithstanding the practice indulged in some quarters of depreciating the importance of this House, he was satisfied that the success of Confederation depended mainly on the success of the local Governments. The Member who had preceded him had expressed some fears as to the limited powers of the Quebec Legislature. Evidently that Honourable gentleman had the federal system of the United States in his mind when approaching this subject. Our Confederation however, did not resemble the American federal system; fundamentally the systems were different. While the American system true to the national motto "E Pluribus Unum," derived its powers from the governed, our system of Confederation was derived constitutionally from the authority of the Sovereign. The history of the events which led to our present system was too recent to be misunderstood. The old legislative union of Upper and Lower Canada had in course of time ceased to function satisfactorily. The difficulty of working that system arose from the necessity, constantly recurring, of satisfying the exigencies of local and sectional interests. The present system of Confederation had been devised to overcome those difficulties. While the Dominion Government had fully defined its duties and privileges, those of the local Governments were equally well defined. The powers of the local Governments were whole and determinate in respect to all local matters and interests. The Member for Saint-Hyacinthe had complained that the Dominion Government had the power of appointing the judges, but it would be remembered that those judges would have to administer the laws of the Dominion as well as those of the local Governments, and that the Confederate Government assumed the responsibility of their salaries. The Honourable gentleman, then, referred to the important topic of colonization. Admitting the greatness of this question, he would remark that a stranger listening to the debate in this House might form a very erroneous opinion. Notwithstanding the drain of emigration natural to all Northern peoples, he thought we had contributed very large quotas of population to every portion of the American continent, our home population had vastly increased during the last hundred years, and that ought to reassure us. The outflow of our population depended in a great measure upon the desire of change, a spirit of adventure and other uncontrollable causes, as much as upon any defect in our industrial economy. No doubt, we should find means to stay a large proportion of such emigration in future. Referr-

ing to the remarks of the Member for Argen-teuil, he, (the Hon. Mr. C.) believed that we were on the eve of great progress and manufacturing enterprise. We were now four millions of people, whose interests would become identical and who would afford a market for the consumption in our local manufactures. In the City of Montreal, he had already seen a wonderful increase of manufactures attributable, in a great measure, to the great increase of population in that area.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Remercie la Chambre, en son nom et celui de ses collègues, de l'appui chaleureux et de la bienvenue cordiale que les députés leur ont accordés depuis le début de la session. Le discours de l'honorable député J.-A. Chapleau (Terrebonne) lui a surtout plu et les paroles d'encouragement exprimées par son honorable ami, M. G.-E. Cartier, le député de Montréal-Est, ont tellement augmenté sa satisfaction qu'au lieu de tristes prévisions qu'il avait de l'avenir du système de la Confédération, il a maintenant une vive confiance dans la vitalité et le fonctionnement de ce dernier. L'harmonie qui règne parmi les membres augure bien, et les paroles du député de Montréal-Est devraient calmer les craintes de ceux qui redoutaient l'union législative. Du point de vue économique, le gouvernement devra naturellement être aussi économe que possible, sans "économiser les sous et prodiguer les louis". Il croit que les subventions au Parlement local suffiraient présentement, et que la taxe directe pourra être évitée pour longtemps, sinon pour jamais; si les ressources provinciales s'avéraient inadéquates pour subvenir aux besoins du pays, il n'y aurait que deux possibilités, soit l'augmentation des subsides, soit la taxe directe. Il parle longuement de la colonisation et de l'immigration, faisant des suggestions relativement à ces deux sujets. Il exprime alors sa confiance dans le glorieux avenir du pays.

L'adresse est alors adoptée à l'unanimité.

Comité conjoint des impressions

Il est résolu qu'il soit envoyé un message à l'honorable Conseil législatif, pour prier leurs honneurs de vouloir bien se joindre à cette Chambre dans la formation d'un comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, et pour informer leurs honneurs que les membres du comité permanent des impressions, savoir: l'honorable M. Dunkin, l'honorable M. Langevin, M. Coutlée, M. Gendron, M. Hemming et M. Joly, agiront comme membres dudit comité conjoint des impressions.

Comité conjoint de la bibliothèque

Il est résolu qu'il soit nommé un comité spécial, composé de l'honorable M. Chauveau,

l'honorable M. Chapais, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, M. Beaubien, M. Hemming, M. Joly et M. Marchand pour aider monsieur l'orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en autant que les intérêts de cette Chambre sont concernés, et pour agir comme membre du comité conjoint des deux Chambres.

Ajournement

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député de Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui elle soit ajournée jusqu'à mercredi, le huitième jour de janvier prochain.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à onze heures et quinze.

Séance du 8 janvier 1868

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet.

La séance est ouverte à trois heures.

Rapport du bibliothécaire

L'ORATEUR: J'ai l'honneur de communiquer à la Chambre un rapport du bibliothécaire de l'Assemblée législative sur l'état de la bibliothèque de la Législature:

A l'Assemblée législative de la province de Québec.

Le rapport du bibliothécaire sur l'état de la bibliothèque du Parlement représente respectueusement:

Qu'à proprement parler la bibliothèque n'existe pas encore; que les quelques centaines de volumes égarés sur les rayons sont loin de suffire aux besoins des hommes avides d'apprendre;

Qu'on y chercherait en vain une foule de livres utiles sur le droit constitutionnel;

Que la plupart des livres de cette bibliothèque font partie cependant de la précieuse collection d'ouvrages sur la loi française dont se sont servis les commissaires chargés de codifier les lois du Bas-Canada et qui est restée entre les mains des commissaires lors de la translation du siège du gouvernement à Ottawa;

Que la partie anglaise renferme surtout l'histoire des débats parlementaires d'Angleterre, l'Annual Register, et quelques histoires d'Angleterre;

Qu'il ne s'y trouve pas un seul livre de littérature, et que la poésie en paraît exclue.

Votre bibliothécaire prépare en ce moment un index complet des livres de la bibliothèque; cet index sera distribué aux membres du Parlement dans peu de jours.

Votre bibliothécaire vous informe aussi que le directeur de la Revue Agricole lui a transmis, pour la bibliothèque, cinq volumes de l'Agricultural Review et cinq de la Revue Agricole et qu'il demande \$1.50 pour chaque volume.

Pamphile Lemay,
Bibliothécaire, Ass. lég.

Bibliothèque du Parlement
de la province de Québec,
8 janvier 1868.

Dépôt et lecture de pétitions

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Langevin, la pétition de P. Cassidy et autres, du township de Cranbourne, comté de Dorchester.

Par M. Fortin, la pétition du révérend M. Bilodeau et autres, de la paroisse de Sainte-Anne-des-Monts.

Par M. de Niverville, la pétition de la compagnie de chemin de fer de la rive nord et de la navigation du Saint-Maurice.

Par M. Hamilton, la pétition du révérend A. Audet et autres, de la paroisse de Sainte-Brigitte-de-Maria; et la pétition du révérend P.-J. Saucier et autres, de la paroisse de Sainte-Anne-de-Ristigouche et de Matapédia.

Par M. Beaubien, la pétition du révérendissime évêque catholique romain de Montréal.

Par M. Bachand, la pétition des soeurs de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la pétition de Jane Mary Slocombe et autres, soeurs de la Charité en charge de l'Hôpital Général de la cité de Montréal; et la pétition de la Société bienveillante des dames de Montréal.

Par M. Mailloux, la pétition du révérend O. Hébert et autres, de la paroisse de Saint-Arsène.

Par M. Church, la pétition de John McLaren et autres, du township de Wakefield et autres lieux adjoignant le comté d'Ottawa.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du révérend Henry Roe et autres, titulaire et syndics de la chapelle Saint-Mathieu, Québec; demandant des amendements à l'acte 23 Vic., chap. 70, intitulé: "Acte pour limiter les enterrements dans un certain cimetière dans la cité de Québec."

De l'asile des Orphelins protestants de Montréal et des dames de l'asile des Orphelins catholiques de Montréal; demandant respectivement de l'aide.

Du révérend messire V. Rousselot, de la cité de Montréal; demandant de l'aide pour la salle d'asile Nazareth et pour une institution pour les aveugles, dans ladite cité.

Du révérend messire V. Rousselot, de la cité de Montréal; demandant de l'aide pour la salle d'asile, rue Bonaventure, Montréal.

Des soeurs de l'asile de la Providence, de la cité de Montréal; demandant de l'aide pour la salle d'asile de Saint-Vincent-de-Paul, dans ladite cité.

Des soeurs de l'asile de la Providence, de la cité de Montréal; demandant que leur allocation annuelle soit augmentée.

Du révérend P. de Villers et autres, de Saint-Ferdinand-d'Halifax; demandant la passation d'un acte les autorisant à vendre toutes les propriétés immobilières de la succession de feu P.-C. Pelletier.

De William F. Coffin et autres; demandant la passation d'un acte pour faciliter le partage des biens de la succession de feu John Coffin.

Du révérend N. Audet et autres, du comté de Bonaventure, de Richard Francis et autres, de la Malbaie, du révérend F.-A. Blouin et autres, de la Grande-Rivière, comté de Gaspé, du révérend F.-H. Bossé et autres, de la Rivière-aux-Renards, comté de Gaspé, du révérend J.-V. Drapeau et autres, du révérend M. Duguay et autres, de la paroisse de Sainte-Flavie, comté de Rimouski, du révérendissime évêque catholique romain de

Saint-Germain-de-Rimouski et autres, et du révérend G. Nadeau et autres, de la paroisse de Sainte-Luce, comté de Rimouski; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

Message du lieutenant-gouverneur

L'orateur lit un message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur:

Messieurs de l'Assemblée législative,

Recevez mes remerciements pour l'adresse que vous venez de présenter et soyez assurés que je me repose entièrement sur votre loyauté envers Sa Majesté la reine et sur votre détermination de promouvoir les intérêts de la province de Québec.

Hôtel du gouvernement,
2 janvier 1868.

Ajournement

Alors, sur proposition de l'honorable M. Chauveau, appuyé par l'honorable M. Ouimet, la Chambre s'ajourne à trois heures et demie.

Séance du 9 janvier 1868

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet.

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Church, la pétition du ministre et des membres de l'Eglise catholique apostolique, dans le township de Hull, comté d'Ottawa.

Par M. Lavallée, la pétition de Pierre Coutu et autres, de Saint-Félix-de-Valois, comté de Berthier, et la pétition de George Rondeau et autres, du township de Brandon, comté de Berthier.

Par M. Picard, la pétition de John McDonald et autres, du township de Weedon, comté de Richmond.

Par l'honorable solliciteur général Irvine, la pétition de Pemberton Paterson et autres, de la cité de Québec.

Par M. Simard, la pétition de la Société historique et littéraire de la cité de Québec; et la pétition de l'honorable Jean-Baptiste Guévremont, de la paroisse de Saint-Pierre-de-Sorel, dans la division ou le district électoral de Richelieu, comprenant le comté de Richelieu, dans la province de Québec, dans la Puissance (Dominion) du Canada, cultivateur et sénateur du Canada pour la division électorale de Sorel, dans ladite Puissance (Dominion).

Par l'honorable M. Cartier, la pétition de Alfred M. Farley et autres.

Rapport de comités:

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée législative le rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici ce rapport:

Votre comité recommande que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres et de plus que le nombre des employés de cette Chambre — dont une liste a été transmise par l'honorable orateur de cette Chambre à ce comité — savoir: vingt-neuf officiers permanents, dix écrivains surnuméraires, six messagers permanents, vingt-cinq messagers temporaires et quatre pages, est amplement suffisant pour le besoin de cette Chambre. Le comité recommande instamment qu'il n'y soit faite aucune addition.

Ce rapport est adopté.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): J'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée législative le rapport du comité spécial permanent des comptes publics. Voici ce rapport:

Votre comité recommande que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres et que tous les états ayant rapport aux comptes publics produits devant cette Chambre soient renvoyés à ce comité.

Ce rapport est adopté.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée législative le rapport du comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation. Voici ce rapport :

Votre comité demande la permission de recommander que le quorum dudit comité soit réduit à sept membres.

Ce rapport est adopté.

L'élection de Kamouraska

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par l'honorable procureur général (M. G. Ouimet), que le greffier de la couronne en chancellerie paraisse à la table de cette Chambre, demain, avec le writ, rapport et autres papiers et documents concernant l'élection du comté de Kamouraska.

Adopté.

Ajournement

Alors, sur proposition de l'honorable M. Chauveau, appuyé par l'honorable procureur général Ouimet, la Chambre s'ajourne à trois heures et demie.

Séance du 10 janvier 1868

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Présentation et lecture de pétitions

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Cauchon la pétition de la Corporation des pilotes pour le havre de Québec et au-dessous.

Par M. Bachand la pétition de Joseph Lesiège Lafontaine, notaire, du township de Roxton, résidant dans le comté de Shefford, dans la province de Québec.

Par M. LaRue la pétition d'Alfred Miville de Chêne, dans la paroisse de Saint-Roch-des-Aulnats, dans le comté de l'Islet, dans la province de Québec, commerçant.

Par M. Carter la pétition de madame Mary Fulford et autres, de la cité de Montréal; et la pétition de la Société d'histoire naturelle de Montréal.

Par l'honorable M. Cartier la pétition d'Arthur Harvey, de la cité d'Ottawa.

Par M. Simard la pétition d'Olivier Robitaille, écuyer, M.D., de la cité de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du révérend M. Bilodeau et autres, de la paroisse de Sainte-Anne-des-Monts; du révérend A. Audet et autres, de la paroisse de Sainte-Brigitte-de-Maria; du révérend P.-J. Saucier et autres, de la paroisse de Sainte-Anne-de-Ristigouche et de Matapédia; et du révérend O. Hébert et autres, de la paroisse de Saint-Arsène; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

De la Compagnie du chemin de fer de la rive nord et de la navigation du Saint-Maurice; et de la soeur Jane Mary Slocombe et autres, soeurs de la Charité en charge de l'Hôpital Général de la cité de Montréal; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

Des soeurs de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe, et de la Société bienveillante des dames de Montréal; demandant respectivement de l'aide.

De P. Cassidy et autres, du township de Cranbourne, comté de Dorchester; demandant de l'aide pour des chemins dans ledit township.

De John MacLaren et autres, du township de Wakefield et autres lieux adjoignant le comté d'Ottawa; demandant de l'aide pour construire un pont sur la rivière Gatineau.

Rapport de comités:

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Présente le second rapport du comité permanent des dépenses contingentes : le comité ratifie la liste des officiers de la Chambre, telle que présentée par le greffier, et fixe les traitements comme suit,

savoir: huit copistes surnuméraires, \$2.50 par jour; messagers surnuméraires, \$1.50 par jour; les serviteurs, \$1.00 par jour; secrétaire de l'orateur, \$700 par année.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, compagnies de mines et manufacturières. Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

Introduction de bills:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill concernant les statuts de la province. Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill concernant la charge d'orateur de l'Assemblée législative.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Demande la permission d'introduire un bill concernant le département du Trésor et les revenus, dépenses et comptes publics.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE G. OUIMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill concernant l'interprétation des statuts de cette province.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'élection de Kamouraska

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier en chancellerie est présent, avec les livres, papiers et rapports relatifs à l'élection de Kamouraska.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par l'honorable trésorier de la province (M. C. Dunkin), que lesdits livres, papiers et rapports soient imprimés dans chacune des langues française et anglaise pour l'usage des membres de cette Chambre.

Adopté.

Demande de documents:

Les chemins à barrières de l'Isle Jésus

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. C.B. de Niverville), que le greffier de cette Chambre se procure, des parties qu'il convient, un état détaillé du coût des chemins à barrières de la Compagnie des chemins de péage de l'Isle Jésus, dans le comté

de Laval; le montant total des sommes dépensées, le montant du capital social; combien il en a été versé; le montant total du capital dépensé sur les chemins; le montant reçu durant l'année 1867 pour péage et provenant de toutes autres sources, en indiquant chaque source séparément, le montant des dividendes payés et le montant dépensé pour réparations et le montant des dettes de la compagnie avec indication de l'objet pour lequel ces dettes ont été respectivement contractées, le tout en conformité de la clause vingt-neuvième de la vingt-cinquième Victoria, chapitre soixante-dix-sept.

Adopté.

Ajournement

Alors, sur proposition de l'honorable M. Chauveau, appuyé par l'honorable procureur général Ouimet, la Chambre s'ajourne à trois heures et demie, jusqu'à lundi prochain.

Séance du 13 janvier 1868

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Formation du comité général des élections contestées

M. l'orateur informe la Chambre que son warrant pour la nomination des membres pour servir dans le comité général des élections est sur la table, et ledit warrant est lu comme suit:

Conformément à la trente et unième section du chapitre sept des statuts refondus de la ci-devant province du Canada, intitulée: "Acte concernant les élections parlementaires contestées", je nomme Henri-Gustave Joly, écuyer, député du district électoral de Lotbinière, Joseph-Hyacinthe Bellerose, écuyer, député du district électoral de Laval, Antoine Chartier de Lotbinière-Harwood, écuyer, député du district électoral de Vaudreuil, Edward Carter, écuyer, député du district électoral de Montréal-Centre, Pierre Bachand, écuyer, député du district électoral de Saint-Hyacinthe, et Edward John Hemming, écuyer, député du district électoral de Drummond et Arthabaska, pour être membres du comité général des élections, pour la présente session.

Donné sous mon seing, ce treizième jour de janvier 1868.

J.-G. Blanchet

Orateur, Assemblée législative.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées sur la table:

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine, la pétition de la Compagnie du gaz de Québec.

Par M. Carter, la pétition du Synode et de la Société de l'Eglise du diocèse de Montréal; et la pétition de la Compagnie du chemin à lisses des passagers de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. Langevin, la pétition de Pierre Michaud et autres, de la ville de Lévis, et de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lévis.

Par M. Hemming, la pétition de l'honorable Asa B. Foster et autres, de la cité de Montréal; et la pétition de la Compagnie des mines d'ardoise de Rockland.

Par M. Tremblay, la pétition de la municipalité du township de Laterrière.

Par M. Robertson, la pétition de la municipalité du township d'Ascot, la pétition du conseil de ville de la ville de Sherbrooke; et la pétition de la Compagnie du chemin de fer de la vallée de Massawippi.

Par l'honorable M. Chauveau, la pétition de Ferdinand L'Heureux et autres, de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, comté de Québec.

Par l'honorable M. Cartier, la pétition du révérend J.-B. Doucet, religieux de l'ordre de Sainte-Croix, et autres, de la paroisse de Saint-Aimé, comté de Richelieu; la pétition du maire, des conseillers et citoyens de la cité de Montréal; et la pétition de Théodore Doucet, écuyer, notaire public de la cité de Montréal.

Par M. Garon, la pétition du révérend D. Vézina et autres, de la paroisse de Matane; et la pétition du révérend J.-O. Perron et autres, de la paroisse de Sainte-Félicité.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du ministre et des membres de l'Eglise catholique apostolique, dans le township de Hull, comté d'Ottawa; demandant que les dispositions de l'acte cap. 20 des statuts refondus du Bas-Canada, concernant les registres de baptêmes, mariages et sépultures, soient étendues aux ministres de ladite Eglise, dans la province de Québec.

De Pierre Coutu et autres, de Saint-Félix-de-Valois, comté de Berthier, de George Rondeau et autres, du township de Brandon, comté de Berthier; demandant respectivement à être annexés au comté de Joliette.

De John McDonald et autres, du township de Weedon, comté de Richmond; demandant de l'aide pour un chemin dans ledit township.

De Pemberton Paterson et autres, de la cité de Québec; demandant à être incorporés sous le nom de "Quebec Curling Club".

De la Société littéraire et historique de la cité de Québec; demandant que leur allocation annuelle soit continuée.

De Alfred M. Farley et autres; demandant à être incorporés sous le nom de "Montreal Manufacturing Company".

De la Corporation des pilotes pour le havre de Québec et au-dessous; demandant des amendements à leur acte d'incorporation.

De madame Mary Fulford et autres, de la cité de Montréal; demandant de l'aide pour la maison de Refuge de ladite cité.

De la Société d'histoire naturelle, de la cité de Montréal; demandant de l'aide.

D'Arthur Harvey, de la cité d'Ottawa; demandant que la Chambre achète des exemplaires d'une brochure qu'il a publiée sur la Colombie-Britannique.

D'Olivier Robitaille, écuyer, M. D., de la cité de Québec; demandant à être autorisé à vendre des propriétés immobilières de feu Angus Macdonald.

De l'honorable J.-B. Guévremont, de la paroisse de Saint-Pierre-de-Sorel, dans la division ou le district électoral de Richelieu, comprenant le comté de Richelieu, dans la province de Québec, dans la Puissance (Dominion) du Canada, cultivateur et sénateur du Canada pour la division électoral de Sorel, dans ladite Puissance (Dominion), proposant:

Que lui, ledit pétitionnaire, était candidat à la dernière élection d'un membre de l'Assemblée législative de ladite province de Québec, pour représenter ladite division ou ledit district

électoral de Richelieu et pour servir comme tel dans la Législature de ladite province, et que ledit pétitionnaire a été dûment mis en nomination comme candidat à ladite élection:

Que lui, ledit pétitionnaire, avait aussi le droit de voter à ladite élection d'un membre de ladite Assemblée législative pour représenter ladite division ou ledit district électoral de Richelieu et pour servir comme tel dans la Législature de ladite province;

Que Joseph Beaudreau, de la paroisse de Saint-Aimé, dans ladite division ou ledit district électoral de Richelieu, cultivateur, était aussi candidat à ladite dernière élection d'un membre de ladite Assemblée législative pour représenter ladite division ou ledit district électoral de Richelieu et pour servir comme tel dans la Législature de ladite province;

Que ledit Joseph Beaudreau, avant et pendant ladite élection, a traité les électeurs, voteurs ou personnes ayant droit de voter à ladite élection, en leur fournissant, donnant ou faisant donner et fournir des boissons enivrantes, et ce, à plusieurs reprises, les engageant ainsi à travailler, parler et voter pour lui, ledit Joseph Beaudreau, à ladite élection, et obtenant ainsi illégalement, frauduleusement et par le moyen de la corruption des votes qui n'étaient plus libres et désintéressés, et s'assurant, par ces moyens illégaux, frauduleux et corrompus, une majorité apparente, contrairement à la loi, et au grand détriment de votre pétitionnaire, qui sans cela, aurait obtenu la majorité apparente et légale des votes et aurait dû être déclaré, proclamé et rapporté élu et avoir droit de voter dans ladite Assemblée législative de la province de Québec;

Qu'avant ladite élection, lors de ladite élection et depuis ladite élection ledit Joseph Beaudreau n'était pas qualifié sous le rapport de la propriété foncière et ne possédait pas à son usage, profit et avantage des propriétés foncières ou biens-fonds au montant voulu par la loi, et par conséquent ne pouvait être élu, ni rapporté, ni déclaré élu membre de ladite Assemblée législative pour représenter ladite division ou ledit district électoral de Richelieu dans ladite Législature, et n'a pas le droit d'y siéger, ni voter comme tel;

Que les listes de voteurs qui ont servi et ont été mises entre les mains des députés officiels rapporteurs pour les paroisses de Saint-Aimé, Saint-Roch et Saint-Ours et pour la ville de Saint-Ours, dans ladite division ou ledit district électoral de Richelieu, et en vertu desquelles les votes ont été reçus, enregistrés et inscrits sur les livres de poll desdites paroisses de Saint-Aimé, Saint-Roch, et Saint-Ours et de ladite ville de Saint-Ours, lors de et durant ladite dernière élection d'un membre de ladite Assemblée législative, étaient des listes illégales et qui ne pouvaient et ne devaient servir à ladite élection, attendu qu'elles n'étaient pas les listes voulues et prescrites par la loi et qu'en conséquence tous les votes reçus, enregistrés et inscrits sur

lesdits livres de poll desdites paroisses de Saint-Aimé, Saint-Roch et Saint-Ours et de ladite ville de Saint-Ours, lors et pendant ladite dernière élection, sont faux, illégaux et nuls de toute manière et ils doivent conséquemment être mis de côté et n'auraient pas dû être ainsi reçus, enregistrés ou inscrits et n'auraient pas dû être comptés, ni considérés pour ou contre votre pétitionnaire, mais doivent être au contraire mis de côté et retranchés comme nuls et non avenus;

C'est pourquoi votre pétitionnaire supplie respectueusement votre honorable Chambre de prendre en considération la présente pétition et déclarer que ledit Joseph Beaudreau n'a pas été élu régulièrement et légalement à ladite dernière élection d'un membre de l'Assemblée législative de ladite province de Québec, pour représenter ladite division ou ledit district électoral de Richelieu et pour servir comme tel dans la Législature de ladite province; mais que votre pétitionnaire a reçu la majorité des votes légaux à ladite élection et a été élu membre de ladite Assemblée législative pour y représenter ladite division ou ledit district électoral de Richelieu et y servir comme tel, le tout avec dépens contre ledit Joseph Beaudreau.

Et votre pétitionnaire ne cessera de prier.

Saint-Pierre-de-Sorel, ce trentième jour de décembre, en l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-sept.

Délai requis pour la contestation des élections

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. E. Laberge),

Que la pétition de Joseph Lesiège Lafontaine, se plaignant de l'illégalité de l'élection de Michel-A. Bessette, écuyer, pour la division électorale de Shefford, ne soit pas maintenant reçue, pour autant que cette pétition n'a pas été présentée à cette Chambre dans les quatorze premiers jours de la présente session, suivant immédiatement le rapport du bref en vertu duquel cette élection a eu lieu;

Egalement, que la pétition d'Alfred Miville de Chêne, de la paroisse de Saint-Roch-des-Aulnets, comté de l'Islet, se plaignant de l'illégalité de l'élection de Pamphile-G. Verreault, écuyer, pour la division électorale de l'Islet, ne soit pas maintenant reçue, pour autant que cette pétition n'a pas été présentée à cette Chambre dans les quatorze premiers jours de la présente session, suivant immédiatement le jour du rapport du bref en vertu duquel cette élection a eu lieu.

Il prétend qu'aux termes de la loi ces pétitions sont nulles et non avenues. Ces pétitions ont été présentées après le quatorzième jour de la session, c'est-à-dire le 9 janvier, terme du délai fixé pour permettre aux candidats malheureux de contester la victoire de leurs rivaux et faire valoir leurs prétentions. Le 9 janvier était bien le dernier jour du délai; la

session commence le jour de la réunion des membres, et non lorsque le gouverneur a prononcé le discours du trône.

Puisque le comté de l'Islet se trouve dans le même cas que celui de Shefford, il serait bon de discuter de cette question en même temps, pour les deux pétitions. Il propose donc qu'elles soient rejetées dès maintenant. Il explique la loi relativement à ce point et cite de nombreuses autorités. Il termine en disant que le délai accordé par la loi est expiré.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Maintient que le délai n'est pas expiré. Il cite de son côté plusieurs autorités et précédents en opposition à ceux du député de Montréal-Centre (M. Carter). A ce propos, il se plaint de l'insuffisance de la bibliothèque du Parlement pour fournir aux membres les informations dont ils ont besoin, même en ce qui concerne nos propres lois.

Il propose que le précédent offert par la Chambre fédérale dans un cas identique soit admis dans les deux cas maintenant soumis à la Chambre, c'est-à-dire que des pétitions de cette nature soient renvoyées pour être décidées au comité des élections contestées.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que la question a une certaine importance et que ses collègues et lui-même ne sont pas préparés à donner aujourd'hui leur opinion là-dessus. Il demande en conséquence que la considération en soit remise à demain.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Se plaint de l'insuffisance de la bibliothèque du Parlement. Il soutient que le délai accordé est expiré et que la règle à ce sujet, étant la loi du pays et non celle de la Chambre, ne saurait être mise de côté.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Dit qu'il ne voit aucune objection à ce que la discussion soit remise à demain.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le représentant de Brôme (l'honorable C. Dunkin), l'ajournement de cette discussion à demain.

Adopté.

Rapport de comités:

M. A. C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des ordres permanents:

Votre comité a examiné la pétition du révérend Henry Roe et autres, demandant des amendements à l'acte 23e Victoria, chapitre 70, intitulé: "Acte pour restreindre les enterrements dans un certain cimetière dans la cité de Québec," et a trouvé qu'un avis suffisant n'a pas été donné, mais comme il est convaincu

qu'aucun intérêt privé ne sera affecté par cette mesure, votre comité recommande en ce cas la dispension de la 51e règle de cette honorable Chambre.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le rapport du comité permanent des divers bills privés:

Votre comité recommande respectueusement que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

Introduction de bills:

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte concernant les abus préjudiciables à l'agriculture, chapitre 26 des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Accordé.

Interpellations:

Les écoles de navigation

M. P. FORTIN (Gaspé): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'établir des écoles de navigation.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que d'après l'acte constitutionnel, le sujet de la navigation est du ressort du gouvernement fédéral, mais qu'il est vrai que le sujet de l'instruction publique est placé sous le contrôle du gouvernement local. En Irlande, les écoles de navigation sont liées avec les écoles normales et elles reçoivent un subside de la part des bureaux de commerce, en raison du nombre des élèves et de leurs progrès. Je ne sais pas si le gouvernement fédéral mettrait quelques fonds pour l'établissement de telles écoles. Dans tous les cas, le sujet recevra l'attention du gouvernement.

La bibliothèque

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Veut savoir si c'est l'intention du gouvernement de demander une partie de la bibliothèque qui appartenait ci-devant aux provinces du Haut et du Bas-Canada.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le sujet a déjà reçu l'attention du gouvernement, mais qu'on ne sait pas encore si l'on adoptera le plan d'une division de cette bibliothèque entre Ontario et Québec. Je puis dire que le gouvernement ne manquera pas de faire valoir ses titres à une part de la précieuse bibliothèque d'Ottawa.

Comme on a fait quelques remarques, il y a un instant, sur l'insuffisance de notre bibliothèque, je dirai que le gouvernement a fait tout ce qu'on pouvait espérer de lui à ce sujet, eu égard

au peu de temps que le présent gouvernement est établi.

On s'est adressé à un éditeur renommé d'Angleterre pour obtenir tous les ouvrages nécessaires pour la formation d'une bibliothèque parlementaire, mais il est beaucoup de ces ouvrages que l'on ne peut avoir que par achat privé. Il faut donc un peu plus de temps que celui que nous avons eu pour compléter la collection requise.

Demande de documents:

Statistiques électorales

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Laval (M. J.-H. Bellerose), que le greffier de la couronne en chancellerie prépare un rapport indiquant le nombre de votes enregistrés en faveur de chaque candidat lors de la première élection pour la province de Québec, dans chaque division électorale: township, cité, ville, paroisse, où un poll a été tenu, le nombre total des votes enregistrés dans chaque division, et le nombre d'électeurs inscrits sur les listes électorales, et la population de chaque division électorale conformément au dernier recensement.

Adopté.

Membres des comités permanents

M. C.B. DE NIVERVILLE (Trois-Rivières): Propose que MM. Bellerose et Hemming soient ajoutés au comité permanent des divers bills privés.

Adopté.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que MM. Joly et Beaubien soient ajoutés au comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation.

Adopté.

Ajournement

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose que M. Bellingham soit ajouté au comité permanent des dépenses contingentes.

Adopté.

Alors, sur la proposition de M. Chauveau, appuyé par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la Chambre s'ajourne à quatre heures et demie.

Séance du 14 janvier 1868

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Garon, la pétition du révérend J.-O. Perron et autres, de la paroisse de Sainte-Félicité.

Par M. Joly, la pétition de l'asile des Dames protestantes de Québec.

Par M. Bessette, la pétition de la municipalité du township d'Ely, comté de Shefford.

Par M. Robert, la pétition du révérend Edouard Crevier, de la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir, comté de Rouville.

Par M. Bergevin, la pétition de Charles-M. Lebrun, président du Bureau des notaires pour le district de Beauharnois.

Par M. Rhéaume, la pétition de P.-G. Huot et autres, de la cité de Québec.

Par M. Beaubien, la pétition du révérendissime évêque catholique romain de Montréal et autres.

Par M. Carter, la pétition de la Société de construction canadienne de Montréal; et la pétition de John Platt, écuyer, avocat, de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. Chauveau, la pétition du révérend François Boucher et autres, de Saint-Ambroise, comté de Québec.

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine, la pétition de l'asile des Orphelins de Québec; et la pétition de l'asile des Orphelines protestantes de Québec.

Rapports des comités:

M. A.C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le second rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition de la Compagnie du chemin de fer de la rive nord et de la navigation du Saint-Maurice, et a trouvé suffisants les avis qui ont été donnés.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la soeur Jane Mary Slocombe et autres, soeurs de la Charité en charge de l'Hôpital Général de Montréal, demandant les amendements à leur acte d'incorporation; et a trouvé que cette pétition est de nature à ne pas exiger d'avis.

Mais votre comité désire attirer l'attention de votre honorable Chambre sur deux principes que devra renfermer le bill qui sera basé sur cette pétition, savoir:

1o le droit d'acquérir des biens-fonds plus considérables que ceux qu'elles possèdent déjà; 2o le droit de vendre ces mêmes biens qu'elles ont maintenant, ainsi que ceux qu'elles pour-

ront acquérir par la suite, nonobstant les lois de main-morte en force dans cette province.

Introduction de bills:

M. C. B. DE NIVERVILLE (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les actes incorporant la Compagnie de chemin de fer de la rive nord et de navigation et des terres du Saint-Maurice, et les actes qui les amendent.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Indemnité des membres de la Chambre

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par l'honorable premier ministre (M. P.-J.-O. Chauveau), que la Chambre se forme de suite en comité pour considérer certaines résolutions concernant l'indemnité des membres et le salaire de l'orateur de l'Assemblée législative.

Il dit qu'il faut que les députés soient payés convenablement mais qu'il est nécessaire que le tout soit proportionné aux ressources de la province. On ne sait pas encore, d'une manière précise, quels seront les revenus de la province de Québec, et on ne pourra le savoir avant quelques mois encore, attendu qu'il y a des règlements de comptes à faire entre la province de l'Ontario et celle de Québec. Ces résolutions ne déterminent la paie des membres que pour cette session seulement. Une autre année, si les ressources de la province le permettent, on pourra faire un ajout à cette indemnité, et il en sera de même pour le salaire de l'orateur.

Il fait également remarquer que les résolutions ne fixent pas le salaire du président du Conseil législatif, parce que ce fonctionnaire cumulant les charges de président et de ministre, il est tout naturel que son salaire soit fixé en même temps que celui des ministres.

Il demande donc à la Chambre de se former en comité général pour considérer les résolutions suivantes:

Qu'à cette session de la Législature, il sera alloué à chaque membre du Conseil législatif et de l'Assemblée législative présent à telle session, six piastres pour chaque jour qu'il sera présent, si la session ne s'étend pas au-delà de trente jours, et si la session s'étend au-delà de trente jours, alors il sera payé à chaque membre du Conseil législatif et de l'Assemblée législative, présent à telle session, une indemnité de quatre cent cinquante piastres par session, mais pas plus.

Qu'une déduction à raison de cinq piastres par jour sera faite sur cette indemnité pour chaque jour qu'un membre n'assistera pas à la séance de la Chambre à laquelle il appartient, ou à la séance de quelqu'un de ses comités; mais chaque jour, pendant la session, qu'il n'y aura point de séance de la Chambre, ou que le membre se trouvera empêché, pour cause de maladie,

d'assister à la séance comme susdit, mais qu'il sera, dans l'un et l'autre cas, au lieu où la session se tiendra, sera compté comme un jour pendant lequel il aura été présent à telle session.

Que ladite indemnité pourra être payée de temps à autre, selon que le membre y aura droit jusqu'à concurrence de quatre piastres pour chaque jour qu'il aura été présent comme susdit; mais le reste sera retenu par le greffier de la Chambre à laquelle il appartient jusqu'à la fin de la session, alors que le paiement final en sera effectué.

Que si personne, pour une raison ou pour une autre, n'est membre de l'une ou l'autre Chambre que pendant seulement une partie de la session, dans ce cas, pourvu qu'elle ait été membre pendant plus de trente jours durant cette session, elle aura droit à l'indemnité sessionnelle en dernier lieu mentionnée, sujette à la déduction susdite pour n'avoir pas été présente comme membre, et en outre à une déduction de six piastres pour chaque jour de telle session qui sera écoulé avant qu'elle soit devenue membre ou après qu'elle aura cessé de l'être; mais si elle n'est membre que pendant seulement trente jours, au moins, alors elle n'aura droit qu'à six piastres pour chaque jour qu'elle sera présente à telle session, quelle que soit sa longueur.

Qu'il sera alloué à chaque membre du Conseil législatif et de l'Assemblée législative dix centins pour chaque mille de distance entre le lieu de sa résidence et celui où se tiendra la session, la distance étant calculée pour l'aller et le retour en prenant pour base la route postale la plus courte, laquelle distance sera décidée et certifiée par l'orateur du Conseil législatif et de l'Assemblée législative, suivant le cas.

Que la somme due à chaque membre à la fin d'une session lui sera payée par le greffier de la Chambre à laquelle il appartient, en, par lui, faisant et signant, devant le greffier ou le comptable de la Chambre, une déclaration solennelle, qui sera conservée par le greffier, indiquant le nombre de jours pendant lesquels le membre a été présent, et le nombre de milles de distance calculés, en prenant pour base la route postale la plus courte, telle que décidée et certifiée par l'orateur, qui lui donnent droit à ladite indemnité, et le montant de cette indemnité, déduction faite du nombre de jours (s'il y en a) qui doivent être réduits, et cette déclaration pourra être d'après une formule qui sera annexée au présent et aura le même effet qu'un affidavit dans la même forme.

Que la somme de deux mille quatre cents piastres par année soit payée à l'orateur de l'Assemblée législative comme salaire, pour cette année.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUXEAU (Québec-Comté): Informe alors la Chambre que Son Excellence, ayant été informée du sujet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

En comité:

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il aurait préféré que cette question, au lieu de rester ouverte pour une session future, fût réglée pour une période indéterminée, la Chambre pouvant toujours en tout temps reprendre le sujet en considération quand elle le jugera à propos.

Il se demande s'il serait à propos de substituer les mots "chaque session" à "cette session", dans les résolutions, afin de régler définitivement cette question d'indemnité.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Tout en partageant l'opinion du député de Lotbinière sur la délicatesse de la question, pense que la mesure du gouvernement doit être soutenue pour la raison prépondérante de l'ignorance où l'on se trouve de l'état exact des revenus et dépenses de la province.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Conseil de voter sans discussion les résolutions du gouvernement.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Répète qu'il serait imprudent de décider cette question définitivement, en ce moment, vu que l'on ne peut pas dire du tout quels seront les revenus de la province par la suite.

M. V. ROBERT (Rouville): Suggère de réduire l'allocation à quatre cents piastres, en déclarant que les finances du pays étaient dans un état très incertain; il est important que les députés donnent le bon exemple en s'appropriant la plus faible rémunération possible.

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Ouest): Dit qu'il préférerait que les membres ne reçoivent aucune indemnité, excepté les frais de route. Il prétend que l'on pourrait trouver assez de députés qui seraient disposés à venir en Chambre sans paie. Il fait valoir les nombreuses raisons qu'a le ministère de pratiquer l'économie.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Monsieur le député de Montréal-Ouest (M. A.W. Ogilvie) peut très bien se passer de tout cadeau gouvernemental, mais il fait exception à la règle générale, et les autres députés ne pourraient donner leur temps gratis. C'est un luxe qu'ils ne peuvent se refuser. La proposition du député de Montréal-Ouest tendrait à concentrer le pouvoir entre les mains de la classe riche. Où serait alors la sauvegarde des intérêts du peuple, de la classe moyenne? A part deux pays, l'Angleterre et l'Allemagne, les représentants sont placés sur le même pied que les nôtres. Aux Etats-Unis, dans ce pays de liberté, d'indépendance, de vertus civiques, la députation s'héberge dans le Capitole aux frais du gouvernement. Il cite un grand nombre de pays où les députés sont payés.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Désire savoir quelle est l'indemnité accordée aux membres du Parlement russe.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Répond que le député de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau) a mal saisi sa pensée; en citant des pays, il a dit Prusse et non Russie; si, par malheur, il avait dit Russie, c'est tout au plus un lapsus linguae.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Relève quelques paroles du député de Laval (M. J.-H. Bellerose) pour les critiquer. Il fait remarquer que dans les deux pays où il y a le plus de progrès, en Angleterre et en Allemagne, les députés ne sont pas payés. Il propose d'abolir l'indemnité et la qualification des candidats.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): S'oppose complètement au représentant de Rouville (M. V. Robert). Il désapprouve cette mesure à cause des dépenses trop élevées des élections.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande au député de Montmorency (M. J.-E. Cauchon) d'exprimer son opinion sur la question débattue; après avoir refusé un salaire comme premier ministre, accepterait-il l'indemnité accordée aux députés?

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Se déclare en principe pour l'indemnité. Il ne serait pas juste de la refuser aux députés et le peuple serait le premier à en souffrir. Les électeurs doivent envoyer en Chambre des hommes, riches ou pauvres, qui leur inspirent une entière confiance; et ce ne sont pas toujours les députés favorisés par la fortune qui sont les plus disposés à servir leurs intérêts. Il ne faut pas que dans un pays comme le nôtre la représentation soit composée d'hommes d'une même classe. Il a refusé un salaire pour des raisons personnelles que le public n'a aucun intérêt à connaître.

Si l'Assemblée vote l'indemnité, M. Bellingham veut-il nous dire s'il aura le courage de la refuser?

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Je n'ai point, pour ma part, de restitution à faire au pays. Je ne l'ai jamais servi que dans des emplois honorifiques et je n'éprouve pas le besoin de lui rembourser, sous forme détournée, ce que je ne lui ai point pris.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Avoue que loin de vouloir comme M. Robert faire réduire de \$50. l'indemnité, il aurait souhaité plutôt la voir porter à \$500., car cela aurait juste payé ses frais d'élection.

Si nous faisons de bonnes lois et que le pays est content de nous, il ne trouvera pas qu'il nous paie trop cher. Si, au contraire, nous faisons de mauvaises lois et que les affaires

aillent de travers, il nous trouvera toujours trop payés.

Les résolutions sont adoptées en comité général, sans amendement.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

La séance reprend à sept heures et demie.

Subsides

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau), que la Chambre prenne en considération le discours de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, adressé aux deux Chambres de la Législature à l'ouverture de la session. Il propose que des subsides soient accordés à Sa Majesté.

Il est résolu que vendredi prochain, la Chambre se formera en comité pour prendre cette proposition en considération. Cette partie du discours de Son Excellence, qui a rapport aux subsides, est renvoyée audit comité.

Délai des élections contestées

L'ordre du jour suivant est lu:

Reprise des débats ajournés sur la motion proposée hier, que la pétition de Joseph Lesiège Lafontaine, se plaignant de l'illégalité de l'élection de Michel-A. Bessette, écuyer, pour la division électorale de Shefford, ne soit pas maintenant reçue en autant que ladite pétition n'a pas été présentée à cette Chambre dans les premiers quatorze jours de la présente session, suivant immédiatement le jour du rapport du bref en vertu duquel cette élection a été faite.

Reprise des débats ajournés sur la motion proposée hier, que la pétition d'Alfred Miville de Chêne, se plaignant de l'illégalité de l'élection de Pamphile-B. Verreault, écuyer, pour la division électorale de l'Islet, ne soit pas maintenant reçue, en autant que cette pétition n'a pas été présentée à cette Chambre dans les premiers quatorze jours de la présente session, suivant immédiatement le jour du rapport du bref en vertu duquel cette élection a eu lieu.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUXEAU (Québec-Comté): Dit que, depuis le jour précédent, le gouvernement a donné son attention au point soulevé au sujet de la réception de ces pétitions. Le précédent d'Ottawa que l'on a cité ne peut se rapporter à la question actuelle: là, il s'agissait de renvoyer la question au comité pour qu'il la décidât, et non pas de la décider. Le jour de la convocation doit compter pour un dans la période de 14 jours assignée pour la réception des pétitions d'élections contestées, car la Chambre pourrait discuter l'élection de l'orateur pendant plusieurs jours. Du moment que les députés sont réunis et occupent leur siège, la session doit être regardée comme ouverte.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Il dit, au nom du gouvernement et en son propre nom, que les pétitions sont arrivées trop tard. Il cite plusieurs autorités pour établir que le jour de la convocation doit être compté dans les quatorze jours.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Appuie l'argumentation du procureur général (M. G. Ouimet).

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): On a cru avoir dit quelque chose de très neuf en affirmant que nous discutons depuis deux jours pour savoir si le premier jour de la session en est réellement le premier jour. Mais on n'a fait là qu'une plaisanterie qui peut être plus ou moins amusante, mais qui porte tout à fait à faux, et qui, de plus, montre que ses auteurs n'ont pas même l'idée de la question discutée en ce moment.

La section 2 du chapitre 7 des statuts refondus du Canada dit: "... Cette pétition d'élection sera présentée à l'Assemblée législative dans les quatorze premiers jours de la première session du Parlement, etc."

Pour savoir quand expirent ces quatorze jours, il faut avant tout savoir quand ils commencent. Ils ne peuvent évidemment commencer avant la session, puisqu'autrement ce ne serait pas des jours de session.

Cela nous amène donc à rechercher quand commence la session, et la motion ne soulève pas d'autre question que celle-là.

Ceux qui ont parlé avant moi n'y ont cependant pas touché; tous les arguments reposent sur une pétition de principe; ils supposent tous admis précisément ce qu'il faudrait prouver que le jour fixé pour la réunion des Chambres est le premier jour de la session.

Si nous consultons sur ce sujet les autorités constitutionnelles les plus accréditées, nous verrons qu'elles ne confondent pas, comme les partisans de la motion, le jour de la réunion des Chambres avec le premier jour de la session, et une séance d'une Chambre avec une session du Parlement.

Selon Todd, pour donner la vie et l'existence à un Parlement, et pour le mettre en état de fonctionner, il faut que le souverain, soit en personne, soit par représentant, vienne ouvrir formellement la session. Au commencement de chaque nouveau Parlement et de chaque session, après une prorogation, les causes de la convocation des Chambres doivent être déclarées dans un discours du trône, soit par des commissaires nommés pour le représenter; tant que cela n'est pas fait aucune des Chambres ne peut procéder à aucune affaire. L'acte d'élire un orateur ne constitue pas une exception à cette règle, car les Communes y sont spécialement autorisées par l'ordre du souverain, qui s'abstient de faire connaître les causes de la convocation du Parlement jusqu'à ce que les Communes soient complètement organisées par l'élection de leur orateur.

Lorsque le plus grand nombre des députés ont été assermentés, Sa Majesté déclare en personne ou par commission les causes de la convocation.

Cette formalité est, en réalité le vrai commencement de la session autre que la première séance d'un Parlement comme il n'y a pas à élire un orateur, ni à assermenter tous les députés, la session est immédiatement ouverte par le discours du trône sans aucune formalité préliminaire dans l'une ou l'autre Chambre.

De son côté, Cox dit que lors de la réunion du Parlement, la reine, soit en personne, soit par représentant, vient rencontrer les Chambres, sans quoi le Parlement ne peut commencer à exister. Au commencement d'un nouveau Parlement, et de chaque session qui suit une prorogation, le souverain en personne ou par des commissaires royaux, fait connaître aux deux Chambres les causes de leur convocation, avant qu'aucune d'elles ne puisse procéder à aucune affaire. Le premier jour d'un nouveau Parlement, les Communes assemblées dans la Chambre des lords sont informées par le lord chancelier que les causes de la convocation seront déclarées aussitôt que les députés auront été assermentés, et auront choisi un orateur. Mais dans toute session autre que la première, comme il n'y a pas à élire un orateur, ni à assembler tous les députés, la session est immédiatement ouverte par le discours du trône.

Puisque d'après Cox, dans les sessions autres que la première, le jour de la réunion des Chambres est celui de l'ouverture de la session, on doit conclure que dans une première session comme celle-ci la session ne commence pas le jour de la réunion.

Les autorités que je viens de citer établissent toutes que les Chambres ne peuvent rien faire avant le discours du trône.

Je crois donc que la Chambre poserait un mauvais précédent, violerait la loi et commettrait une injustice en adoptant la motion qui lui est maintenant soumise.

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Soutient la cause des pétitionnaires et suggère de leur accorder le bénéfice du doute.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Parle dans le sens de la motion du député de Montréal-Centre (M. E. Carter).

M. E. LABERGE (Châteauguay): Est favorable au renvoi des pétitions.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Cite plusieurs autorités anglaises et l'interprétation doit être en faveur de l'opinion du gouvernement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Est favorable au renvoi des pétitions.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Est favorable au renvoi des pétitions.

Ajournement

Et la proposition étant mise aux voix, la Chambre se prononce par l'affirmative.

Alors, sur proposition de l'honorable M. Cauchon, appuyé par l'honorable M. Chauveau, la Chambre s'ajourne à dix heures et quarante-cinq.

Séance du 15 janvier 1868

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture des pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Mailloux, la pétition du révérend Joseph Lagueux et autres, du village de Fraser-ville, et de la paroisse de la Rivière-du-Loup.

Par M. Gaudet, la pétition du conseil municipal du comté de Nicolet.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De la Compagnie du gaz de Québec; de la Compagnie du chemin de fer de la vallée de Massawippi; et de la Compagnie des chemins à lisses des passagers de la cité de Montréal; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

De la municipalité du township d'Ascot; et du conseil de ville de la ville de Sherbrooke; demandant respectivement des amendements à l'acte municipal de 1860.

Du Synode et de la Société de l'Eglise du diocèse de Montréal; demandant que leur acte d'incorporation soit amendé de manière à réunir ladite société de l'Eglise au Synode.

De Pierre Michaud et autres, de la ville de Lévis, de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lévis; demandant un octroi gratuit de terre et de passer une loi pour protéger le patrimoine du colon.

De l'honorable Asa B. Foster et autres, de la cité de Montréal; demandant la passation d'un acte leur donnant le droit d'établir un pouvoir d'eau par le moyen d'écluses et autres ouvrages, sur et vis-à-vis l'île Héron, près de la cité de Montréal.

De la Compagnie des mines d'ardoise de Rockland; demandant la passation d'un acte pour légaliser l'émission d'un certain montant du capital de ladite compagnie.

De la municipalité du township de Laterrière; demandant de l'aide pour parachever un pont sur la rivière Chicoutimi.

Du révérend J.-B. Doucet, religieux de l'ordre de Sainte-Croix, et autres, de la paroisse de Saint-Aimé, comté de Richelieu; demandant de l'aide pour l'académie de Saint-Aimé.

Du maire, des échevins et des citoyens de la cité de Montréal; demandant de l'aide pour l'érection d'une maison de correction dans la dite cité.

De Ferdinand L'Heureux et autres, de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, comté de Québec; demandant l'annexion de certains lots de terre de la seigneurie Bélair à la municipalité de la paroisse Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette.

De Théodore Doucet, écuyer, N.P., de la cité de Montréal; demandant la passation d'un acte l'autorisant à conserver les minutes de son père et à en donner des copies authentiques.

Du révérend D. Vézina et autres, de la paroisse de Matane; du révérend J.-O. Perron et autres, de la paroisse de Sainte-Félicité; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

Rapport des comités:

M. A. C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des ordres permanents:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé suffisants les avis qui ont été donnés, savoir:

De William F. Coffin et autres, demandant un acte pour faciliter le partage des biens de la succession de feu John Coffin;

Du ministre et autres membres de l'Eglise catholique apostolique, dans le township de Hull, demandant que les dispositions de l'acte chapitre 20 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les registres de baptêmes, mariages et sépultures, soient étendues aux ministres de ladite Eglise;

De la Corporation des pilotes pour le havre de Québec et au-dessous, demandant des amendements à leur acte d'incorporation;

D'Olivier Robitaille, écuyer, de Québec, demandant à être autorisé à vendre les propriétés immobilières de feu Angus MacDonald.

Votre comité recommande la suspension de la 51^e règle quant à la pétition de Pemberton Paterson et autres, demandant à être incorporés sous le nom de Quebec Curling Club, attendu que les intérêts de personne n'en seront affectés; et quant à la pétition de Alfred M. Farley et autres, de Montréal, demandant à être incorporés sous le nom de Montreal Manufacturing Company, votre comité trouve que les avis n'ont été publiés que pendant un mois; cependant, il recommande la suspension de cette règle, vu que cette demande n'est pas de nature à nuire aux droits des particuliers.

Introduction de bills:

M. P. BENOIT (Napierville): Demande la permission d'introduire un bill pour amender la loi d'agriculture, chapitre vingt-six des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Les inspecteurs d'écoles

M. P. BENOIT (Napierville): Demande si le gouvernement a l'intention d'abolir la charge d'inspecteur d'écoles.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le gouvernement n'entend pas abolir le système d'inspection des écoles et qu'il se propose, au contraire, de le

rendre plus effectif si les finances du pays permettent des modifications.

M. P. BENOIT (Napierville): Se dit satisfait de la réponse. Son but, en posant cette question, était de faire déclarer par le ministre que ces fonctionnaires importants n'étaient pas rétribués en proportion de leurs services et d'engager le gouvernement à faire quelque chose pour eux.

Ajournement

Alors, sur proposition de l'honorable M. Chauveau, appuyé par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la Chambre s'ajourne à trois heures et demie.

Séance du 16 janvier 1868

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Coutlée, la pétition du révérend F. Cholet et autres, de la paroisse de Saint-Polycarpe, comté de Soulanges.

Par M. Bessette, la pétition de Norbert-D.-D. Bessette, du village de Richelieu, comté de Rouville.

Par l'honorable M. Langevin, la pétition de la municipalité du township de Frampton.

Par M. Chapleau, la pétition du révérend J.-B. Primeau et autres, directeurs du collège Masson, Terrebonne.

Par l'honorable M. Cartier, la pétition de la Compagnie des chemins à barrières de l'Isle Jésus.

Par M. Fortin, la pétition du révérend D. Roussel et autres, de la paroisse de Saint-Maxime-de-Mont-Louis.

Par M. Garon, la pétition de Joseph Garon, junior, et autres, de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du révérend J.-O. Perron et autres, de la paroisse de Sainte-Félicité; de la municipalité du township d'Ely, comté de Shefford; demandant respectivement de l'aide pour un chemin.

De l'asile des Dames protestantes de la cité de Québec, de l'asile des Orphelins de la cité de Québec, de l'asile des Orphelines protestantes de la cité de Québec; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Du révérend Edouard Crevier, de la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir, comté de Rouville; demandant une allocation annuelle en faveur de l'hospice de Sainte-Croix.

De P.-G. Huot et autres, de la cité de Québec, du révérend Frs. Boucher et autres, de Saint-Ambroise, comté de Québec; demandant respectivement de l'aide pour le chemin de Stoneham, et de faire diviser les terres le long dudit chemin.

Du révérendissime évêque catholique romain de Montréal et autres; demandant de l'aide pour l'institution des Sourds-Muets de ladite cité de Montréal.

De Chs.-M. Lebrun, président de la Chambre des notaires du district de Beauharnois; demandant la passation d'un acte légalisant les procédés de ladite chambre depuis sa formation.

De la Société de construction canadienne de la cité de Montréal; demandant la passation d'un acte d'incorporation comme société permanente de construction.

De John Platt, de la cité de Montréal, écuyer, avocat; demandant la passation d'un

acte confirmant un certain jugement de la cour du Banc de la Reine.

Rapport des comités:

M. A.C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des ordres permanents:

Votre comité a examiné la pétition du révérend P. de Villers et autres, de Saint-Ferdinand-d'Halifax, demandant la passation d'un acte les autorisant à vendre les propriétés de feu P.-C. Pelletier, et trouve les avis suffisants.

Quant à la pétition de Théodore Doucet, écuyer de Montréal, demandant la passation d'un acte l'autorisant à conserver les minutes de feu son père et à en donner des copies authentiques votre comité trouve que les avis qui y sont rapportés n'ont commencé à être publiés que depuis quelques jours; cependant, il recommande la suspension de la 51^e règle, convaincu que toutes les parties intéressées seront informées de la demande.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des dépenses contingentes:

Votre comité recommande respectueusement que le nombre des écrivains surnuméraires soit de nouveau fixé au chiffre original de neuf, ce chiffre ayant été par erreur limité à huit par votre comité.

Que, vu que les noms de cinq journaliers chauffeurs se trouvent inscrits sur la liste des messagers surnuméraires, en conséquence le nombre desdits messagers surnuméraires soit réduit à vingt.

Qu'un montant limité de papeterie soit fourni à chacun des députés, à leurs résidences privées.

Que différents articles de papeterie, au montant d'un louis dix chelins et deux deniers, soient envoyés à chacun des députés, à leurs résidences.

Qu'une seule boîte pour papeterie et journaux soit fournie à chacun des députés.

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Montréal-Est): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par l'honorable représentant de Dorchester (M. L.-H. Langevin), que la 51^e règle de la Chambre soit suspendue à l'égard de la pétition de Théodore Doucet, écuyer, de Montréal.

Adopté.

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Montréal-Est): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par l'honorable représentant de Dorchester (M. L.-H. Langevin), que la 51^e règle de la Chambre soit suspendue, à l'égard de la pétition de la Compagnie manufacturière de Montréal, qui demande un acte d'incorporation.

Adopté.

Election de Kamouraska

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par l'honorable représentant de Deux-Montagnes (M. G. Ouimet), que le retour, bref et tous les papiers et documents, concernant la dernière élection pour le comté de Kamouraska, qui ont été mis devant la Chambre, vendredi, le 10^e jour de janvier dernier, soient renvoyés au comité permanent des privilèges et élections, avec instruction de les examiner et de faire rapport sur eux.

L'HONORABLE L.-H. LANGEVIN (Dorchester): Suggère que le comité ait le pouvoir d'exiger la présentation de documents et la comparution de personnes.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brême): Fait remarquer que le comité a de tels pouvoirs.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande s'il y a une pétition devant la Chambre afin de justifier une telle motion.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond qu'il n'y a pas nécessité d'une pétition.

L'HONORABLE J.-C. CHAPPAIS (Champlain): Dit qu'il est fort satisfait de la manière dont cette affaire est traitée. Obligé de se rendre dans la capitale fédérale vers la fin de la semaine, il demande que le comité siège à son retour seulement.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par l'honorable représentant de Québec-Comté (M. P.-J.-O. Chauveau), que l'honorable M. le solliciteur général Irvine ait la permission d'introduire un bill pour faciliter le partage de la succession de feu John Coffin.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois et est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Message du Conseil législatif:

M. l'Orateur,

Le Conseil Législatif informe cette Chambre qu'il a nommé un comité composé des honorables messieurs Archambault, Dionne, Hale, LeMaire, deLéry, Rodier et Ross, pour aider Son Honneur l'orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en autant que les intérêts du Conseil législatif s'y trouvent concernés, et pour agir, au nom de leur Chambre, comme membres d'un comité collectif des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Le Conseil législatif informe de plus cette Chambre qu'il a nommé les honorables mes-

sieurs Beaubien, Beaudry, Fraser, Ferrier, Hale et Thibaut, pour agir au nom d'un comité collectif des deux Chambres, au sujet des impressions, tel que demandé par l'Assemblée dans son message d'hier.

Cérémonial de la Chambre

L'HONORABLE L.-H. LANGEVIN (Dorchester): Attire l'attention de l'orateur sur le fait que le message du Conseil législatif a été introduit d'une façon irrégulière et non parlementaire. Ces procédures parlementaires sont nécessaires: si elles avaient été observées, le message du Conseil législatif n'aurait pas interrompu, comme il l'a fait aujourd'hui, les travaux de la Chambre, en apparaissant soudain devant le fauteuil du président, sans avoir été annoncé. Il est convaincu qu'on n'avait pas l'intention de violer les règles de la Chambre, mais, puisque cette Chambre commence son histoire parlementaire, elle devrait veiller à faire respecter ses privilèges.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il est du même avis et que si le représentant de Dorchester (M. L.-H. Langevin) n'avait pas attiré l'attention de l'orateur sur ce point, il serait intervenu lui-même.

L'ORATEUR: Informe la Chambre que la question sera surveillée de près.

Interpellations:

Chemin entre Saint-Urbain et
la Baie du grand Ha! Ha!

M. L.-C. CLEMENT (Charlevoix): Demande si le gouvernement a l'intention de compléter, cette année, le chemin entre Saint-Urbain et la Baie du grand Ha! Ha!

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que le gouvernement ne peut rien dire à ce sujet, actuellement, mais qu'il accordera une attention particulière à la question.

Acte municipal

M. AL. DESAULNIERS (Maskinongé): Demande si le gouvernement a l'intention de soumettre des amendements à l'acte municipal pendant cette session.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le gouvernement n'a pas l'intention d'apporter une mesure de la sorte mais qu'il accepte que tout député de la Chambre introduise les amendements qu'il croit opportuns. Un comité sera nommé qui devra préparer des amendements pour la prochaine session.

Le coût de l'administration de la Chambre

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose que les deuxième et troisième rapports du comité permanent des dépenses contingentes soient immédiatement renvoyés à un comité de toute la Chambre.

Adopté.

En comité

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Trouve que le nombre de messagers permanents et temporaires est trop considérable. On est allé trop loin dans cette voie, mais, heureusement, il y a maintenant une barrière que personne n'aimera franchir.

Le Sénat à Ottawa, composé de soixante-quatorze membres, n'a que dix-sept employés à son service, et nous voyons ici dans l'Assemblée législative, soixante-cinq membres, et soixante-quatorze employés. Il ne fait pas ces observations en mauvaise part ni par esprit d'opposition, mais il doit à la vérité et à ses convictions d'exprimer sa pensée à ce sujet.

Il s'explique facilement la position du ministère et de l'orateur. Ils ont subi une pression trop forte de tous côtés, les demandes pleuvaient de toutes parts et des centaines de chercheurs de places encombraient les corridors de la Chambre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Il félicite la Chambre de la sollicitude avec laquelle elle veille sur les finances du pays et la remercie de donner au gouvernement, par son attitude, la force de résister à la pression exercée de tous côtés sur lui par les chercheurs de situations et par leurs amis et protecteurs.

Il approuve le motif qui fait agir le député de Montmorency (M. J.-E. Cauchon) mais non ses paroles. Le nombre d'employés peut paraître considérable; cependant, que l'on examine le détail du service et l'on s'apercevra que ce nombre est nécessaire pour faire face à tous les besoins.

Le gouvernement dépense trente mille dollars de ce côté. Avant les derniers changements constitutionnels, les salaires des employés de l'Assemblée législative s'élevaient à quatre-vingt mille piastres. La dépense est moindre de plus de moitié, les copistes que l'on payait jadis cinq piastres par jour ne reçoivent plus que deux dollars et demi. Il en est de même des autres employés. Il serait impossible de diminuer le nombre des copistes, autrement le travail de la Chambre serait interrompu à tout instant.

Il veut rappeler à la Chambre que cette session est une session d'expérience; il s'engage formellement à réduire le nombre des employés à la prochaine session, s'il est démontré que ce nombre est trop considérable, et qu'on peut le diminuer sans que le service de la Chambre n'en souffre.

Il veut insister sur la nécessité de bien payer les bons employés. Il cite les noms de deux des fonctionnaires les plus estimables et les plus utiles de la Chambre: le greffier en loi, M. McCord et le greffier, M. Muir. Il n'ignore pas que lorsqu'on critique le système dispendieux de l'administration de la Chambre, l'on ne songe pas le moins du monde à attaquer des fonctionnaires indispensables ni à demander la réduction de leurs salaires. Aussi veut-il seulement avoir l'occasion de faire leur éloge et de dire que si, pour les places secondaires, le gouvernement n'a eu que l'embarras du choix entre mille aspirants, il lui a souvent fallu pour les emplois supérieurs faire de vives instances auprès de ceux qui étaient en état de les mieux remplir, pour les amener à les accepter.

L'HONORABLE J.-G. BLANCHET (Orateur): Déclare que, même sans le secours du comité des contingents, il aurait su mettre un frein à l'ardeur des aspirants et arrêter l'invasion des messagers. Cependant, le comité des contingents a voulu lui rendre service et il lui en sait gré. Il croit que la juste limite n'a pas été franchie et que la Chambre a besoin de tous les employés qu'il lui a donnés. Il est vrai, les membres ne sont pas aussi nombreux qu'avant, mais il y a le même nombre de chambres, de corridors, de tribunes à surveiller, et le travail d'entretien à l'extérieur est aussi difficile qu'avant. En tenant compte de ces faits, l'on ne pourra s'empêcher de reconnaître que la prudence a présidé à l'organisation du service de l'Assemblée. Il termine ses remarques en donnant à la Chambre l'assurance qu'il ferait tout en son pouvoir pour conduire le plus économiquement possible le service de la Chambre et pour justifier la confiance que ses collègues ont placée en lui en le choisissant pour présider à leurs délibérations.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Dit que dans l'état incertain où se trouvent les choses au début d'une nouvelle ère politique, il est impossible de connaître le nombre d'employés requis et qu'il vaut mieux en nommer de suite un nombre assez considérable, quitte à en retrancher plus tard ceux dont les services paraîtront inutiles.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Prend également la parole.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Ne partage pas du tout les théories du représentant de Laval (M. J.-H. Bellerose); il lui fait remarquer

qu'au lieu de nommer de suite trop d'employés pour se voir, par la suite, dans la nécessité d'en retrancher un grand nombre, il eût été plus prudent de limiter d'abord, autant que possible, les nominations et d'en augmenter le nombre à mesure que la nécessité s'en ferait sentir. Il ne peut approuver l'extravagance qui a paru présider à la distribution des emplois publics, et il espère que le comité des contingents continuera son oeuvre d'économie et ne perdra aucune occasion de limiter les dépenses de la Chambre au strict nécessaire.

Le comité général de la Chambre adopte les deuxième et troisième rapports du comité permanent des dépenses contingentes et fait rapport à la Chambre qui adopte la proposition sans amendement.

Demande de documents:

Agent des terres

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Richmond-Wolfe (M. J. Picard), qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état détaillé indiquant le nombre d'agents des bois et forêts dans la province de Québec, leurs résidences, leur salaire respectif, les dépenses de voyage et de bureaux, et le nombre des licences émises depuis 1860, l'étendue des limites accordées et les revenus perçus par ces divers agents.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose d'ajouter à cette motion: "et copie des règlements et instructions donnés aux agents des terres de la couronne relativement à la vente des limites à la coupe des bois".

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il n'a aucune objection à ajouter la suggestion de l'honorable représentant de Lotbinière (M. H.-G. Joly). Toute la question des terres de la couronne est actuellement à l'étude.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Prend la parole.

La proposition est adoptée, de même que l'amendement.

Ajournement

Alors, sur proposition de l'honorable M. Chauveau, appuyé par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la Chambre s'ajourne à quatre heures et demie.

Séance du 17 janvier 1868

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Comité des élections contestées

A.C. De Lotbinière-Harwood, écuyer, Henri-Gustave Joly, écuyer, Joseph-Hyacinthe Belle-rose, écuyer, Pierre Bachand, écuyer, Edward Carter, écuyer, et Edward J. Hemming, écuyer, étant les six membres nommés par M. l'orateur pour servir dans le comité général des élections, et auxquels la Chambre n'a pas objecté, ont séparément prêté le serment qui suit :

"Je jure que je remplirai bien et fidèlement les devoirs qui sont dévolus à un membre du comité général des élections et au meilleur de mon jugement et capacité, sans crainte, ni faveur. Ainsi que Dieu me soit en aide".

M. l'orateur fixe à demain, à onze heures de l'avant-midi, dans la Chambre du comité des élections contestées, la première réunion du comité général des élections.

Dépôt et lecture des pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Beaudreau, la pétition du révérend Hilaire Millier, de la paroisse de St-Pierre-de-Sorel.

Par M. Carter, la pétition de l'asile Finlay, de la cité de Québec, et la pétition de la maison de Refuge et d'Ecole d'industrie, de la cité de Montréal.

Par M. Chapleau, la pétition du conseil de ville de la ville de Lévis, et la pétition de la municipalité de la paroisse de Ste-Agathe-des-Monts.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du révérend Joseph Lagueux et autres, du village de Fraserville, et de la paroisse de la Rivière-du-Loup; demandant que le chef-lieu du district de Kamouraska soit transféré au village de Fraserville, dans le comté de Témiscouata.

Du conseil municipal du comté de Nicolet; demandant des amendements aux lois d'enregistrement, et pour d'autres fins.

Rapport des comités:

M. A. C. DE LOTBINIERE (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des ordres permanents :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve qu'elles sont de nature à ne pas exiger d'avis:

1. Du Synode et de la Société de l'Eglise du diocèse de Montréal, demandant un amendement à leur acte d'incorporation. 2. De la

Compagnie des chemins à lisses des passagers de la cité de Montréal, demandant des amendements à leur acte d'incorporation.

Quant à la pétition de la Compagnie du chemin de fer de la vallée de Massawippi, demandant aussi des amendements à son acte d'incorporation, votre comité trouve suffisants les avis qui en ont été donnés.

Introduction de bills:

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 26 des statuts refondus pour le Bas-Canada, intitulé: "Acte concernant les abus préjudiciables à l'agriculture".

Accordé.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie des chemins de fer de la vallée de Massawippi.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill concernant la nomination des juges de paix.

Accordé.

Indemnités des membres de la Chambre

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): J'ai l'honneur de présenter le rapport des diverses résolutions adoptées le 14 janvier dernier par le comité de toute la Chambre formé pour considérer certaines résolutions concernant l'indemnité des membres et le salaire de l'orateur de l'Assemblée législative.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Dit qu'il ne se lève pas pour discuter davantage le sujet mais plutôt pour corriger une mauvaise interprétation qui a été propagée par la presse de Montréal et pour établir clairement devant le public ses remarques sur la question de l'indemnité des députés, remarques qu'il a faites en comité général de la Chambre lorsque le sujet a été discuté pour la première fois. Dans le rapport télégraphique publié dans un des journaux de Montréal, qui circule dans la région dans laquelle il s'intéresse, on lui faisait dire exactement le contraire de ce qu'il avait réellement dit. Il était d'accord avec la proposition de son honorable ami (M. A. W. Ogilvie) selon laquelle il ne devrait y avoir aucune indemnité pour les députés; mais on a publié qu'il était opposé à cette proposition et favorable à l'indemnité en compensation des dépenses d'élection des députés.

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Ouest): Dit

que les paroles de son honorable ami (M. E. Carter) ont sûrement été mal interprétées par la presse. Il croit que si l'on doit publier des résumés des débats, ces résumés doivent être exacts. Sinon, il serait préférable que les débats de la Chambre ne soient absolument pas publiés. Il espère que si l'orateur peut surveiller ces rapports de la presse, il le fera. Dans le cas présent, on fait dire à son honorable ami exactement le contraire de ce qu'il a dit. Il était d'accord avec sa proposition lorsqu'il (M. E. Carter) a fait ses remarques en faveur de l'abandon de l'indemnité. Il dit qu'il serait heureux de voter contre l'indemnité.

M. V. ROBERT (Rouville): Dit que s'il a proposé de réduire l'indemnité seulement de \$50., c'est qu'il désespérait d'obtenir une plus forte réduction. Cinquante piastres enlevées à chaque député, c'était toujours ça de gagné pour le pays et il y a un commencement à tout. Son but était d'arriver à faire tomber l'indemnité à \$300.

Pendant les élections, tous les candidats pensaient comme moi. Personne ne voulait accepter d'indemnité. C'était à qui s'en passerait. On la rejetait. Maintenant tout le monde veut avoir \$600. et montre les dents lorsqu'on offre moins.

J'ai renoncé à l'amendement projeté et je me décharge de ma responsabilité sur le gouvernement. J'avoue n'être pas taillé pour faire un chef d'Opposition et je m'aperçois que, plus je parle, plus mon projet de réduction devient impopulaire.

Les propositions étant lues une deuxième fois, sont adoptées.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Demande la permission d'introduire un bill concernant l'indemnité des membres de la Législature et le salaire de l'orateur de l'Assemblée législative.

Accordé.

Subsides

L'ordre du jour étant lu, pour que la Chambre se forme en comité pour considérer la motion qui a été faite mardi dernier, que des subsides soient accordés à Sa Majesté.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité.

En comité :

Le discours de Son Excellence le lieutenant-gouverneur est lu. Résolu, que des subsides soient accordés à Sa Majesté.

Le rapport du comité sera reçu par la Chambre mardi prochain.

Les statuts de la province

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Qué-

bec-Comté): Propose la deuxième lecture du bill concernant les statuts de cette province.

Il explique que le but du bill est simplement d'appliquer à la province de Québec les règlements de l'ancienne province du Canada en ce qui concerne l'impression et la distribution des statuts.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): S'informe des intentions du gouvernement en ce qui concerne le poste d'imprimeur de la reine.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le gouvernement a l'intention d'introduire un bill à ce sujet.

Le bill, étant lu une deuxième fois, est renvoyé à un comité de toute la Chambre qui sera formé mardi prochain.

La charge d'orateur

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose appuyé par le représentant de Brôme (l'honorable C. Dunkin), la deuxième lecture du bill concernant la charge d'orateur de l'Assemblée législative. Le bill donne le pouvoir à l'orateur de se faire remplacer par un autre député de la Chambre, en cas d'absence causée par la maladie ou par toute autre raison grave.

Adopté.

Retrait d'un bill:

Compagnie du chemin de fer de la rive nord et de la navigation et des terres du Saint-Maurice

M. C.B. DE NIVERVILLE (Trois-Rivières): Propose de retirer le bill pour amender les actes incorporant la compagnie du chemin de fer de la rive nord et de la navigation et des terres du Saint-Maurice.

Adopté.

Interpellations:

L'ancien ameublement de la Chambre

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Demande ce qu'est devenu l'ancien ameublement de cette Chambre, par ordre de qui il a été enlevé, et si la province doit s'attendre à en recevoir la valeur.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que l'ameublement a été enlevé quelque temps avant que la Confédération ne soit établie. On peut donc s'attendre à ce qu'il ait été enlevé par ordre de l'ancien gouvernement; de toute façon, le présent gouvernement n'a rien à faire avec cet ameublement mais il examinera la question.

Asiles à Montréal

M. J. SCRIVER (Huntingdon): Demande si c'est l'intention du gouvernement de prendre des mesures prochainement pour l'établissement d'un asile de lunatiques dans la cité de Montréal, ou dans ses environs.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond qu'il est convaincu de la nécessité de ce nouvel asile mais que, vu l'état incertain et précaire des finances de la province, le gouvernement ne peut pas établir quand ces travaux importants pourront être commencés. Cependant, la question est l'objet de sérieuses considérations.

Demande de documents:

Réserves de bois

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose une adresse à Son Excellence demandant une liste des nouveaux townships érigés depuis le premier juillet 1867, et des réserves de bois qui ont été faites.

Il veut attirer l'attention du gouvernement sur la question de la préservation de cette grande richesse naturelle de la province, les terres à bois. En 1865, l'ancien gouvernement de la province du Canada a adopté une loi qu'il a eu l'honneur d'introduire; cette loi prévoyait la préservation de cette grande richesse; mais il a le regret de constater que cette loi est devenue, en pratique, lettre morte. C'est un sujet de regret, et il faut trouver un remède à ce problème. La loi à laquelle il vient de référer, bien que susceptible d'attirer plusieurs objections, agissait, jusqu'à un certain point, comme un remède. Elle prévoyait que, dans tous les townships qui devaient être érigés, il faudrait prévoir une certaine réserve de terres à bois et, si possible, cette réserve devait être faite dans la région la moins propice à l'agriculture. Malheureusement, on a négligé et on néglige encore de respecter cette loi. De plus en plus, dans les plus vieilles paroisses, on se rend compte des effets pernicioeux de ce gaspillage; et il a le regret de dire que dans les régions récemment occupées, on pratique la même politique néfaste. En plusieurs endroits, le bois de chauffage et le bois de construction sont devenus si rares qu'on ne peut s'en procurer qu'avec difficulté et à un coût très élevé. Sur la rive sud, une personne peut voyager plusieurs jours sans voir une région boisée. Le bois, dans notre pays, est la plus grande source de richesse et il espère que le gouvernement et la Chambre chercheront des remèdes pour éviter le gaspillage actuel. Même si les effets de ce gaspillage ne se font pas sentir actuellement, ils apparaîtront sûrement dans le futur. Les députés devraient se rappeler qu'ils ne légifèrent pas seulement pour le présent, mais aussi pour les générations futures. Dans ce domaine, il veut attirer l'attention de la Cham-

bre sur les sages systèmes adoptés dans plusieurs pays européens. En France, par exemple, la neuvième partie des terres est réservée et couverte de forêts scrupuleusement conservées.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Se dit entièrement d'accord avec l'orateur précédent. Lui-même, depuis le début de la session, a introduit un bill sur un sujet connexe; mais il faut croire que ce bill n'a pas reçu l'approbation du gouvernement pour certaines raisons. Il est convaincu que des mesures immédiates et sévères devraient être adoptées pour éviter le gaspillage actuel, à moins que l'on veuille voir, avant longtemps, la province dénuée de ses forêts, ses richesses les plus nécessaires et les plus importantes. Il est regrettable de constater, en certaines régions, le gaspillage que l'on a fait. Par exemple, il ne veut que citer le cas des rives de la noble rivière d'Ottawa; on pourrait dire qu'actuellement la capitale du Dominion est située au milieu d'un véritable désert. Le bois de chauffage, dans la région, est devenu si rare qu'on ne peut s'en procurer qu'à des prix fabuleux.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Se dit parfaitement d'accord avec l'orateur précédent.

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): En tant que représentant d'une région riche en forêts, il croit devoir ajouter son témoignage à ce qui vient d'être dit en ce qui concerne les effets désastreux du gaspillage de bois et de la nécessité de prendre des mesures remédiatrices. Ce gaspillage est désastreux à plus d'un point de vue. C'est nuisible non seulement à l'agriculture mais aussi au climat; d'après son expérience, dans les districts qui ont été entièrement dénués de leurs arbres, le climat est beaucoup plus dur que dans ceux qui ont conservé leurs forêts. Quelquefois, dans ces régions, il ne suffit que d'un peu d'imagination pour se croire transporté dans les froides prairies de l'Ouest. Notre climat est sûrement suffisamment défavorable par nature sans que l'homme n'aille contribuer, par ses actions, à le rendre plus dur. Il espère que l'on conservera non seulement les réserves prévues par la loi actuelle mais davantage; il serait même favorable à une loi qui obligerait les personnes à conserver boisée une partie de leur propriété.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): En tant que second de la motion, il veut dire quelques mots sur cette importante question. Il faut déplorer le gaspillage du bois dans la province pour plusieurs raisons. Dans plusieurs comtés du district d'Ottawa, Pontiac, Ottawa et Argenteuil, il est devenu très difficile d'obtenir du bois de chauffage; et dans d'autres régions, on ne peut s'en procurer qu'à des prix si élevés que des fermiers doivent quitter le pays. Il y a un autre aspect de la question de la destruction des forêts dont personne n'a parlé; il s'agit des

feux. Il a lui-même vu des centaines de milles, dans le district d'Ottawa, qui ont été ravagés par l'élément destructeur; les effets ont été si terribles, que le sol était brûlé et même le roc était calciné par la chaleur extrême. Cela était dû à la négligence des colons et beaucoup de bois est ainsi détruit chaque année.

Il espère que le gouvernement adoptera une politique qui se révélera profitable pour tous ceux qui sont concernés et pour les intérêts futurs du pays.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que la question de destruction de bois est une des questions qui préoccupent le plus le gouvernement. Il désire maintenir des

réserves autant que possible. Il voudrait même créer des forêts de l'État si cela est possible. En ce qui concerne la liste des nouveaux townships érigés depuis le premier juillet, il dit qu'un seul township, celui de Belsiamis, a été érigé; il espère que, sachant cela, le proposeur n'insistera pas sur la motion. Dans les nouveaux townships, les réserves seront faites.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que son seul but était d'attirer l'attention du gouvernement sur cette question importante. Il accepte de retirer sa motion.

Ajournement

Alors, sur proposition de l'honorable M. Chauveau, appuyé par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la Chambre s'ajourne à cinq heures et quart.

Séance du 20 janvier 1868

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

L'orateur ayant pris le fauteuil informe la Chambre que le greffier a reçu un état des affaires de la Compagnie des chemins à barrières de l'Isle Jésus, dans le comté de Laval, en obéissance à l'ordre de la Chambre du 10 courant. (Appendice no 2 des journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec.)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table.

Par M. Simard, la pétition de l'asile du Bon Pasteur de Québec.

Par M. Rhéaume, la pétition de François Keroack et autres, de la cité de Québec.

Par M. Joly, la pétition de Pierre Duclos et autres, du village de Bienville, comté de Lévis; la pétition d'Edouard Lefèvre et autres, de la paroisse de St-Bernard, comté de Dorchester; et la pétition du révérend F. Oliva et autres, des paroisses de St-Etienne et St-Lambert-de-Lauzon, comté de Lévis.

Par M. Clément, la pétition du révérend J.-N. Gingras et autres, de la paroisse de la Baie St-Paul.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du révérend F. Cholet et autres, de la paroisse de St-Polycarpe, comté de Soulanges; demandant de l'aide pour bâtir un couvent.

De Norbert-D.-D. Bessette, du village de Richelieu, comté de Rouville; demandant que toutes les chambres de notaires soient autorisées à l'admettre, après examen, à la pratique du notariat.

De la municipalité du township de Framp-ton; demandant de l'aide pour un chemin.

Du révérend J.-B. Primeau et autres, directeurs de la Corporation du collège Masson, de Terrebonne; demandant de l'aide.

De la Compagnie des chemins à barrières de l'Isle Jésus, comté de Laval; demandant des amendements à leur acte d'incorporation.

Du révérend D. Roussel et autres, de la paroisse de St-Maxime-de-Mont-Louis; demandant que le gouvernement fasse ouvrir un chemin depuis la paroisse de Ste-Anne-des-Monts à celle de la Petite-Rivière-aux-Renards.

Du révérend Hilaire Millier, de la paroisse de St-Pierre-de-Sorel; demandant de l'aide pour l'hôpital général du district de Richelieu.

De l'asile Finlay, de la cité de Québec; et de la maison de Refuge et d'Ecole d'industrie, de la cité de Montréal; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Du conseil de ville de la ville de Lévis; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de ladite ville de Lévis.

De la municipalité de la paroisse de Ste-Agathe-des-Monts; demandant de l'aide pour des ponts.

De Jos. Garon, jr., et autres, de la paroisse de St-Jérôme-de-Matane; demandant que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

Rapport des comités:

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative le quatrième rapport du comité permanent des dépenses contingentes.

Voici le rapport :

Votre comité a l'honneur de soumettre à cette Chambre qu'à l'ouverture de la session, par anticipation pour les besoins de cette Chambre, une somme de dix mille piastres (\$10,000.) a été provisoirement mise à la disposition du greffier de la Chambre.

Qu'il appert, par la lettre du greffier en date de ce jour adressée à votre comité, et accompagnée d'un état des dépenses contingentes de cette Chambre, depuis le 30e jour de décembre dernier jusqu'à ce jour, marqué A., qu'il reste, en somme non appropriée, une balance de trois mille sept piastres et soixante centins (\$3,007.60).

Et le greffier fait aussi rapport qu'une nouvelle somme de cinq mille piastres, (\$5,000.) est nécessaire.

Votre comité, partageant cette manière de voir, recommande, en conséquence à votre honorable Chambre d'adopter la résolution suivante:

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien émettre son warrant ou ses warrants, en faveur de George Manly Muir, écuyer, le greffier de cette Chambre, pour la somme de quinze mille piastres, (\$15,000.) pour défrayer les dépenses contingentes de cette Chambre et assurant Son Excellence que la Chambre en tiendra compte.

Adopté.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative le sixième rapport du comité permanent des ordres permanents.

Voici ce rapport :

Votre comité a examiné la pétition de la Société de construction canadienne de Montréal, et trouve suffisants les avis qui en ont été donnés;

Quant aux pétitions de George Rondeau et autres, du township de Brandon, et de Pierre Coutu et autres, du comté de Berthier, demandant à être annexés au comté de Joliette, pour les fins religieuses, scolaires, municipales, électorales et autres, votre comité trouve que les objets de ces pétitions tombent sous la catégorie de ceux qui s'effectuent par des bills publics, et que par conséquent nul avis n'est requis.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'ai l'honneur de faire rapport du comité général des élections, en conformité de la quatrième section de l'acte relatif aux élections parlementaires contestées:

Le comité a choisi sur la liste alphabétique des députés qui lui a été renvoyée, les quatre membres suivants pour composer la liste des présidents qui devront servir comme "présidents de comités d'élections", pour la présente session :

Sydney Bellingham, écuyer, Joseph-Adolphe Chapleau, écuyer, Félix-Gabriel Marchand, écuyer et Jacques-Philippe Rhéaume, écuyer.

Adopté. Il est ordonné que le rapport reste sur la table.

J'ai l'honneur aussi de faire rapport :

En conformité de la 49e section de l'acte relatif aux élections parlementaires contestées, que le comité partage les membres, restant sur la liste alphabétique, en trois listes marquées respectivement: "A", "B", "C", chacune contenant aussi exactement que possible un nombre égal de noms.

Sur ce, le greffier a tiré au sort, à la table, l'ordre desdites listes, et a désigné chacune par un numéro indiquant l'ordre dans lequel elles ont été tirées respectivement comme suit :

Liste C, no 1 ; Liste A, no 2; Liste B, no 4.

Adopté. Il est ordonné que lesdites listes soient imprimées.

Introduction de bills:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de demander la permission à la Chambre d'introduire un bill concernant les minutes de feu Théodore Doucet, en son vivant notaire de la cité de Montréal.

Le bill est reçu, et après la première lecture est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): J'ai l'honneur de demander la permission à la Chambre d'introduire un bill autorisant Olivier Robitaille à aliéner certains biens mobiliers et immobiliers appartenant, comme usufruitière, à Marie Eléonore Isabella MacDonald, sa pupille.

Le bill est reçu, et après la première lecture, il est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): J'ai l'honneur de demander la permission à la Chambre d'introduire un bill pour amender l'acte 23 Victoria, chapitre 123, incorporant les pilotes pour le havre de Québec et le bas Saint-Laurent.

Le bill est reçu, et après la première lecture est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): J'ai l'honneur de demander la permission à la Chambre d'introduire un bill pour amender la section 36

de l'acte 29 et 30 Victoria, chapitre 57, incorporant la cité de Québec.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Attire l'attention du représentant de Québec-Est (M. J.-P. Rhéaume) sur la nécessité de donner une idée du bill dans la description du bill.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Remercie l'honorable trésorier (M. C. Dunkin) de sa suggestion. Il dit qu'il désire faire amender les lois de l'acte de la Corporation de Québec, qui obligent toute personne à ne construire dans les limites de la ville que des maisons en brique ou en pierre. Bien des victimes de l'incendie du 14 octobre 1866 n'ont pu rebâtir leurs maisons parce qu'ils n'avaient pas les moyens de les construire en pierre ou en brique. Certainement que l'on doit dans une ville se prémunir contre le feu, et un des plus sûrs moyens, sinon de s'en préserver toujours, du moins de le rendre plus rare et moins désastreux, est de ne pas permettre l'érection de bâtisses qu'une étincelle pourrait embraser. Mais une maison construite d'abord en bois et ensuite recouverte en brique n'est pas plus combustible qu'une toute de brique et ce système beaucoup moins dispendieux permettrait aux pauvres d'avoir un toit pour s'abriter qui ne serait nullement une cause de danger pour la ville. Il croit que c'est l'intention de la corporation de demander, pendant cette session, des amendements à la charte; aussi, il ne voudrait pas fixer immédiatement le moment de la seconde lecture du bill; il préférerait attendre que l'autre bill soit présenté et que les deux soient étudiés en même temps. Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations.

Loi électorale

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande si le gouvernement a l'intention de proposer, pendant cette session, des amendements à la loi électorale.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond qu'il ne sera fait, pendant cette session, aucun amendement à la loi d'élection, mais que le gouvernement prendrait certainement en considération tout amendement proposé et dont la nécessité pourrait être démontrée.

Contrat d'impressions

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande si le gouvernement a fait quelques contrats pour les impressions de la Chambre durant cette session, et quand des soumissions seront demandées pour ces ouvrages.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Ré-

pond que l'on n'a fait aucun arrangement qui pût gêner l'action du comité conjoint des deux Chambres, à ce sujet, et que ce qui a été fait est temporaire.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Mais, a-t-on passé quelque contrat à cet égard?

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Aucun contrat qui puisse assujétir l'action du comité.

Ecole de correction

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'accorder un octroi pour la construction d'une maison de correction à Montréal et s'il a déjà reçu une demande à cet effet.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond qu'une demande a été faite à cet égard, mais qu'il n'est pas possible au gouvernement de dire quand l'octroi pourra être accordé, vu l'état incertain et précaire des finances de la province.

Demande de documents:

Cadastres

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence, demandant la production devant cette Chambre d'un résumé des livres de renvoi de tous les cadastres actuellement déposés au bureau des Terres de la couronne, lequel résumé devra indiquer le numéro de chaque lot, le nom du propriétaire, l'étendue de chaque lot, le nom du rang ou concession et de la paroisse ou village où il se trouve situé, ainsi que tous autres renseignements qui pourront s'y rapporter.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il désire conférer avec ses collègues à ce sujet.

Township de Stukely

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. J.S. Brigham), qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état des différentes sommes d'argent qui ont été octroyées au township de Stukely, comté de Shefford, sur le fonds de colonisation, depuis l'année 1860; à qui ces différentes sommes d'argent ont été payées; si elles ont été toutes employées dans le but pour lequel elles ont été octroyées; et aussi copies de toutes les correspondances qu'il peut y avoir eu relativement à l'emploi desdites sommes d'argent.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit que le gouvernement ne voit pas d'objection à la motion.
Adopté.

Acte des municipalités de 1854

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose la nomination d'un comité chargé de reviser et de refondre l'acte des municipalités et des chemins de 1854, ainsi que l'acte concernant les abus préjudiciables à l'agriculture et leurs amendements, et de suggérer à cette Chambre les amendements à ces différents actes qui lui paraîtront convenables, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Croit que cette motion devrait être remise jusqu'à ce que le député de Soulanges (M. D.-A. Coutlée) soit présent.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Renonce à sa motion.

Arbitrage

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande copie de la correspondance entre le gouvernement du Canada et celui de la province de Québec qui se rapporte à l'article 118 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867; de même qu'un rapport des paiements faits à notre province par le Canada depuis le premier juillet dernier.

Il veut savoir quel arrangement le gouvernement du Canada entend prendre avec la province de Québec, par rapport au paiement des soixante-dix mille piastres (\$70,000) et des 80 centins par tête, au gouvernement provincial, comme l'oblige l'article 118 de l'acte de la Confédération. Cette somme apparaît suffisamment grande, à première vue, mais une rumeur veut que le Dominion ne soit pas prêt à payer ce montant mais qu'il désire retenir une partie de cette somme en vertu de l'obligation de la province de payer une partie de la dette et des intérêts sur cette dette de l'ancienne province du Canada. Les premiers six mois sont déjà écoulés et aucun accord n'a été réalisé avec le Dominion du Canada. Il pense, par conséquent, qu'il est de la plus haute importance que la Chambre soit mise au courant de la correspondance à ce sujet, si jamais il y a eu correspondance. Il ne peut pas croire cependant qu'il n'y a pas eu de correspondance puisque le gouvernement a dû réclamer de l'argent et qu'il a dû s'informer si le gouvernement fédéral a l'intention de lui remettre une partie de la somme avant de pouvoir étudier le budget. Evidemment, il nous faudra connaître le montant d'argent dont on peut disposer avant de voter le budget.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Ré-

pond que le gouvernement n'a pas d'objection à la demande; mais lorsque l'honorable proposeur saura que les documents en question ne peuvent pas donner plus d'informations que l'exposé budgétaire et les explications qui seront données en temps opportun, il espère qu'il retirera sa motion. Un exposé, aussi exact que possible, des revenus et des dépenses qui ont été faits, de même que ceux que l'on a l'intention de faire, sera présenté d'ici peu; mais, à présent, il est impossible de le faire. Actuellement, il attend les chiffres d'Ottawa, et sans ces chiffres, il ne peut faire un rapport exact. Quand ce rapport sera présenté, l'honorable proposeur y trouvera plus d'informations que ce qu'il pourrait trouver dans les documents demandés. S'il désire faire voter cette demande le gouvernement ne s'y opposera pas; mais il serait impossible de produire la correspondance avant que le rapport financier ne soit fait. Il termine en disant qu'il est bien connu que les dépenses passées de la province ont été payées par les autorités du Dominion pour nous.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Renonce à sa motion.

Comité permanent de l'agriculture,
l'immigration et la colonisation

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que M. Robertson soit ajouté au comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation. Adopté.

Ajournement

Alors, sur proposition de l'honorable M. Chauveau, appuyé par l'honorable M. Dunkin, la Chambre s'ajourne à quatre heures et demie.

Séance du 21 janvier 1868

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture des pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Pelletier, la pétition du révérend E. Dufour et autres, du township de Roux, comté de Bellechasse.

Par M. Marchand, la pétition des dames de la Société de St-Vincent-de-Paul, de la ville de St-Jean.

Par M. Hearn, la pétition de l'Association de l'asile de Ste-Brigitte de Québec.

Par M. Carter, la pétition de l'école de médecine et de chirurgie de la cité de Montréal.

Par M. Verreault, la pétition du révérend L. Parent et autres, de St-Jean-Port-Joly.

Rapport de comités:

M.A.C.DELOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter le septième rapport du comité permanent des ordres permanents.

Voici ce rapport :

Votre comité a examiné la pétition du conseil de ville de la ville de Lévis, demandant des amendements à son acte d'incorporation, et il trouve que les avis n'ont pas été donnés dans la Gazette du Canada; cependant, votre comité recommande la suspension de la 51^e règle, convaincu qu'il est, que toutes les parties intéressées sont bien informées de la demande.

Dépenses contingentes

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose, appuyé de l'honorable premier ministre (M. P.-J.-O. Chauveau), qu'une adresse soit présentée à Son Excellence lui demandant de vouloir bien émettre son warrant en faveur de George Manly Muir, le greffier de cette Chambre, pour la somme de quinze mille piastres (\$15,000.) pour faire face aux dépenses contingentes de cette Chambre, assurant Son Excellence que cette Chambre en tiendra compte.

Il fait remarquer que, dans ce domaine, la coutume veut que l'on produise dans le rapport du comité des dépenses contingentes une prévision des dépenses contingentes de la Chambre pour la période couverte par la demande d'argent. Cela n'a pas été fait pour cette occasion, parce qu'il est impossible au greffier de prévoir la durée de la session et l'étendue des dépenses, surtout en ce qui concerne les frais d'impression.

Mais, si un député désire connaître ce qui a été dépensé pour assurer le fonctionnement de la Chambre, et à partir de là, prévoir ce qu'il en coûtera pour la durée de la session, il lui fera

plaisir de fournir toute information qu'il possède à ce sujet.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il est chargé par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de déclarer qu'il ne s'opposera pas à cette motion.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande des informations.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Donne l'état suivant d'après les livres du caissier de l'Assemblée législative. Cet exposé indique les dépenses depuis le 2 janvier jusqu'à ce jour:

Débit

Aux lettres de crédit sur la Banque de Montréal	\$ 10,000.00
Et balance entre les mains du comptable	51.97
A la Banque de Montréal	2,955.63
	\$ 13,007.60

Crédit

Indemnité des membres \$	3,414.20
Salaires	2,523.13
Divers	817.50
	6,992.40
Par balance	3,007.60
	\$ 10,000.00

Dépenses hebdomadaires

9 employés surnuméraires	\$ 157.50
24 messagers \$15.	252.00
4 pages \$1.	28.00
Balayeurs, 40 cts. par jour.	61.60
	\$ 499.10

Adopté.

Introduction de bills:

Compagnies à fonds social

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Demande la permission d'introduire un bill intitulé: "Bill des clauses générales des compagnies à fonds social".

Le but du bill est d'abréger et de simplifier les clauses générales introduites, selon la vieille loi, dans tous les bills d'incorporation des compagnies à fonds social. Les bills devraient être semblables, ou aussi semblables que possible, qu'ils soient obtenus de la Législature, ou de la couronne par lettres patentes, selon un autre bill qu'il a l'intention d'introduire. Dans ce domaine, la législation serait simplifiée et fixée pour l'avenir. Les clauses générales dans les actes d'incorporation sont trop longues et trop compliquées, selon le vieux système.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Demande la permission d'introduire un bill concernant l'incorporation des compagnies à fonds social, autrement que par acte de la Législature.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande si la Chambre aurait l'occasion de discuter ce bill, en comité général. C'est un des bills les plus importants de la session, qui touche de grands intérêts, et qui concerne une question qui a déjà reçu beaucoup d'attention surtout pour prévoir des moyens salutaires pour éviter la fraude. Il espère donc ou que le bill sera discuté en comité général, ou que les députés auront suffisamment de temps pour considérer en détail ses implications.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit qu'il peut assurer l'honorable député d'Argenteuil (M. S.R. Bellingham) que la Chambre aura tout le loisir désiré pour discuter la question. Le problème de la prévention de la fraude est un de ceux qui ont reçu le plus d'attention du comité des bills privés dans l'ancien Parlement du Canada, lorsque la loi actuelle a été étudiée. Si après l'impression du bill, la Chambre désirait ne pas le référer au comité général de la Chambre mais plutôt prendre le temps de l'étudier en détail, il proposerait de le référer à un comité spécial de la Chambre composé des députés les plus avertis dans la matière.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Incorporation de la ville de Lévis

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission de présenter un bill pour amender les actes incorporant la ville de Lévis.

Accordé. Le bill est référé au comité des bills privés.

Comité permanent des divers bills privés

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose que M. C.B. de Niverville (Trois-Rivières) et M. L.-J. Beaubien (Hochelaga) soient ajoutés au comité permanent des divers bills privés.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Demande si avis a été donné d'une telle motion.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Répond négativement; il ne croyait pas nécessaire qu'il en fût ainsi.

L'ORATEUR: Dit qu'il est contre les règles de soumettre une telle motion sans avis, et que si l'honorable député de Montmorency persiste dans son objection, elle ne peut être prise en considération.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): He said he trusted the motion would be accepted by the House in the noble and manly spirit in which it was offered. It was, he might say, a generous response to an article which appeared but lately

in a Quebec paper, the good taste and propriety of which he very much questioned, and the injurious effects of which it, and like productions, in inflaming national and religious prejudices, he very much dreaded. He thought there was not a member in the House who could, either in public or private, utter a single syllable of complaint against his English-speaking fellow members, and he hoped the entente cordiale which had hitherto existed, and which was so necessary to the harmony and proper working of our new legislative system, the advancement of the province, and the mutual benefit of its mixed population, would not rashly be broken. The object which his Honourable friend and associate members, speaking the same tongue had in bringing up this motion, showed plainly that it was not their desire to be the first to lend their hands to the destruction of that desirable union to which he had referred and instead of their motives being uncharitably canvassed, they should, he held, be received with the most generous consideration and kindly treatment. They were anxious to throw off the reproach of selfishly clubbing together for their own protection, as it were, which had been cast upon them at the outset of our new system, and, as an insurance of their desire to avoid the slightest approach to anything which might justify that reproach, he might mention only the matter of seats in the House. Now in regard to seats in the House, the prevalent opinion was that gentlemen occupying contiguous places generally ran in joint harness, or in other words, held the same or almost the same political shades of opinion on most subjects of importance. Well, when the session opened, the English-speaking members wished to select seats close together, but when the probable impropriety of the thing was casually mentioned to them, they at once abandoned their intention, and their conduct generally, then and since, fully testified to their anxiety to comply with the Scriptural precept — to return good for evil. They desired, in adding the two French-speaking members mentioned in the motion, to keep up the relative proportions to which its composing elements were respectively entitled, according to their members, and the ideas of liberality were, in his opinion, a warranty of their intention to be just to all before attentive to individual interests, and to maintain on their part that harmony so desirable under all circumstances in a country peopled by a mixed race. His object in alluding to the matter was principally because the opinion prevailed that the author of the obnoxious article in question was a member of the House, and to show that it was the desire of English-speaking members by their sayings and their conduct in the past, and he might add confidently in the future, to cast off and not merit the stigma which it was attempted to attach to them.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe):

Remarked that this was the second time a matter of this sort had come before the House, and it was his opinion that the manner in which it had been treated was not the regular or proper way of proceeding. If it was desired to bring the conduct of the press under the notice of the House, he held that a motion should be made to have the clerk first read the obnoxious article aloud and at length, at the table, and then order the publisher to appear before the Bar to answer for his production, which was the practice in England. He might, he said, cite Cox on the subject, as an authority. He himself, he added, had occasion to complain of misrepresentation on the part of the press; but he had thought it useless to take up the time of Parliament and the country with the utterance of his grievances.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Said he did not see by what stretch of imagination a member as young and as inexperienced as the last speaker could fancy that every time the press overstepped what he considered the bounds of propriety, it should be amenable and arraigned before a public tribunal, or that every writer of a questionable article should be supposed to be a member of the House. Such querulence was not only hurtful to the dignity of Parliament, but could be productive of no good. If members desired to see their proceedings carried on harmoniously, the best course to adopt would be to say as little as possible on such matters, as well as on the question of the generosity of the minority, which latter was useless, for the majority would always see that they got generosity. There was no desire in the production of the article, he believed, to raise or influence any prejudice of race or religion; and for his own part, he might say that he always strove to allay such unseemly bickerings.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Said he thought the remarks of his friend, the Honourable Member for Hochelaga, (Mr L.-J. Beaubien) had been heard with general pleasure by the House, and that all such articles as that referred to by him were not only prejudicial to the harmony and well-working of the Legislature, but hurtful to the general interest of the country, and subversive of that good feeling which should ever exist between the minority and the majority, and the various races and shades of religious belief which went to make up our mixed population. (Hear, hear). As to the Honourable Member for Montmorency's feigned want of connection with the publication of the article in question, it was too poor an attempt to deceive anyone. He, and he alone, as the House and the country well know, was its author.

M. J.-E. CAUCHON (Montmorency): According to your principles, the majority should cede to the minority. For my part, I am opposed to such a principle.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Said he might as well tell the Honourable gentleman that he had lost his power and his influence, and would never in his life regain it by fomenting, as he had done and was still doing, dissensions among the people of the Province.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Also depreciated the publication of inflammatory articles.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Thought discussions on such subjects were highly disagreeable and injurious. If the Honourable Member for Montmorency (Mr J.-E. Cauchon) would not withdraw his objection to his speaking on it, he had merely a right to make it and no more.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Refused to withdraw, in as much as his first offer to do so had not been acted upon. A discussion had arisen in which he had not been the first to take part.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Said he would give his motion as a notice of motion, with the additional name of Mr Gaudet (Nicolet).

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Requested Mr Bellerose (Laval) to withdraw his objection and allow the member for Montmorency an opportunity of discussing with any others desirous of doing so this unseemly question at once. It was better to do so that to have it come up again at another time.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Withdrew.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Withdrew his notice of motion and then offered it in the shape of a motion.

M. L. J. BEAUBIEN (Hochelaga): Said he desired to offer some explanation. It might be inferred from the tenure of his previous remarks that he wished to find fault with the Government in regard to the composition of the committee, which of course had done the best that lay in its power under the circumstances to secure a composition as just and equitable of all parties as was possible. On the contrary, he desired to cast the blame upon those who seemed anxious to attribute wrong motives where none really existed.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): You don't know the writer of the article?

M. L. J. BEAUBIEN (Hochelaga): Anyway, you are the party responsible.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Qué-

bec-Comté): Observed that the composition of the committee had received the warmest consideration of the Government, and had been made without distinction of race, religion, or interest, but only with a view of securing the best and most experienced members, to discharge its important duties. He trusted, therefore, that the present discussion would in no way conduce to the destruction of the harmony which had hitherto existed. In regard to the papers and the remark made, as to the propriety of bringing publishers before the House, he might say that it was his intention to respect the press, but at the same time, to leave the field perfectly open to them to discuss public affairs in their own way and with full liberty. He might add that the discussion in the papers had drawn the attention of himself and his colleague, the Honourable Member for Brôme (Mr. C. Dunkin), to the subject of this committee, and it was their intention to revise its composition, with a view to improvement and better equalization. In regard to the question, of the rights of the minority and majority respectively, he would remind members that the summum just and strict right were not always strict justice, and the Government, keeping this principle in view, had tried to make the committee as just in its proportions as possible, and in the matter of revision he might also add that the names mentioned in the motion had been thought of by them. They also proposed a revision of the composition of the contingent committee, and in both, to be fair to the majority, fair to the minority, and fair to all; if possible, to endeavour as it was expected of the Government, as far as it lay in their power, to appease religious and national prejudices.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Said, that he did not see why members should attribute to him the authorship of the obnoxious article; but in any case he did not hold himself responsible to the House for anything done by him outside its precincts, if it did violate its privileges. He appealed to all who knew him to say whether his long career in Parliament and in the arena of journalism justified the statement that he had ever addressed himself to the evil passions or religious prejudices of the masses. On the contrary, he had ever striven to promote harmony among the people; and had even gone the length of throwing his influence into the scale to secure the election of Protestant members in Catholic counties where he possessed any weight. He had been always disposed to give the minority their part; and he might add they had had more in the councils, expeditures and patronage of the country. In regard to what had dropped from the Member for Lotbinière about his waning influence, he might say that little as that Honourable gentleman would make it, perhaps if it were measured with his own, it would be found

considerably superior thereto. (Mr. Cauchon here read the article in question, interspersing it with various remarks asking at intervals if its different passages were appeals to the popular passion. He was occasionally interrupted by Mr. Joly, who charged him once with slurring over a sentence of very dubious meaning). Referring to the composition of the committee, Mr. Cauchon said that if the British element had been left at four, as at first, no objections could have been made; but gradually it had risen to six, which, with the quorum of the committee at seven, left the British masters of the situation when the Canadian members, as would often happen, neglected to attend in full force. In the interest of harmony, members should understand, it was not the intention of the majority to damage the interests of the minority; but at the same time it should not be forgotten that it was improper that one-fifth or one-sixth of the whole House should monopolize more than half the membership of the Committee. No - they should not and the fact should not be concealed for fear of wounding the susceptibilities of the British members. As to the press, it had full liberty to discuss any public subjects without its representatives on the floor of the House being attacked there. When they assailed the privileges and dignities of the House, it would be time enough to call them to account; but otherwise Parliament had enough to occupy it in the important business and interests of the country. As he had already told the Member for Lotbinière, who happened to differ with him on the score of religion, he had never desired to inflame the religious or national prejudices of the people. On the contrary, his constant object had been to unite them, if possible, in one, with a view to their harmonious cooperation for the public good.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Said that the Honourable Member had read his article, and he (Mr. J.) left it to the House to judge of the intentions of the author. He knew that, that gentleman's long experience in Parliament and journalism gave him claims to some influence; but he (Mr. J.) regretted the manner in which he used that influence. He (Mr. J.) did not fear it, however, though he was sorry to add that some members present did fear it, who should not.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Said that when he offered the motion, he had no idea it would have lead to such a discussion; and nothing was further from his intention than to excite any harsh feeling. It was highly necessary that members should agree in harmony together, and unite for the public good, and that the only rivalry among them should be an honest emulation as to who should excel each other in good deeds for the country. It was only of such means that the great object of the

new Constitution could be carried out and then, like a noble tree, we would spread our branches over the land and yield abundant fruit. The object of his motion was to preserve a proper equilibrium in the Committee; and he might tell the Honourable Member for Montmorency that his motion will not change the relative proportions of the races composing it. At first the Committee included seven French and four English-speaking members; the motion proposed eight French and five English members, which observes the same proportion, and should prevent English members from being suspected of any desire to take an advantage of French members.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Complimented the member for Montreal-Centre for his eloquent effort to restore good feeling and forbearance in this discussion. The present debate was out of place and calculated to provoke feelings and sentiments of a very disagreeable nature. As to the article complained of, while making every reserve natural to the circumstances, he could not, in justice to the Honourable Member for Montmorency, but admit that there was ground for comment, and that the comments in the Journal de Québec, were not more severe than warranted by the facts, - indeed were mild compared to what has appeared on cognate topics. Without reproaching anyone with the desire or intention to do injustice in this matter for the proportion observed in the personnel for the committees, he, (Mr. C.) must remark that the committees were in some instances disproportioned to the nationalities and interests represented in this House. He believed the matter had happened inadvertently, but nevertheless, there was ground for complaint, and the writer in the journal could not be blamed for commenting as he had. If there was one thing in the debate, he regretted it was to find a promising and deservedly respected Member like Mr. Joly, of Lotbinière, indulging in personal disparagement of a Member of such tried abilities and long experience as the Member for Montmorency. He would not say that that gentleman's remarks were unparliamentary, but they were certainly in bad taste and calculated to evoke feelings which could not be expected to advance the high matters for which this House was convoked.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Again insisted on the irregularity of the proceedings. If it were desired to produce an effect, the only proper course to follow in the matter would be to observe the principle underlying the English precedent or authority he had previously cited.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Said, the precedent in question was only applicable to cases in which the privileges of the House were assailed, and it was

desired to bring the matter under notice. There were no absolute rules against discussion on such subjects, but it was unparliamentary and indelicate to refer too often to the press on the floor of the House. In the present case, the discussion arose incidentally, and could not have been prevented, more particularly as the article which had given rise to it, had produced an effect on the House itself.

Adopté.

Les revenus consolidés de la province

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose que la Chambre se forme maintenant en comité pour considérer certaines résolutions proposées relativement au fonds des revenus consolidés de cette province.

He said that they formed a substance of so many clauses of the Treasury Department Act which he had hoped to be able to carry during this sitting through to its second reading, but which he was obliged, by delay in printing, to put off to Friday. These clauses, according to Parliamentary rules, had to originate in Committee of the Whole, and could only be embodied in the bill after its second reading. The first, second and third, were not new, but were in effect enacted by the Constitution Act already, as indeed they were under the old system by the former Union Act constituting the Province of Canada. They were, however, enacted anew by the Legislature of Canada; and he thought the precedent had better be followed by putting them on the Statute Books also. The same thing was also about to be done in Ontario. These resolutions simply declared that all revenues subject to appropriation by this legislation should form the consolidated revenue fund of the province, upon which all public outlay should be charged, and that no vote of any kind for appropriation from it should originate in this House, unless upon direct message from the Lieutenant-Governor. The fourth resolution was new and arose out of our new position as a province towards the Dominion. A like provision was apparently about to be made by the Ontario Legislature. He proposed by that resolution to ask power for Government to invest from time to time in public securities of the Dominion, any public moneys that might not be wanted for the present outlay, and to dispose of such securities whenever such moneys should afterwards come to be so wanted. If Government had no such power, it could only draw revenue from any such moneys by arrangement with some bank for special deposit, and having this power to invest in Dominion securities would be of use. We had better, on many accounts, have it. We could the better deal with banks, as to special deposits; besides that, we might also, to some extent, help to keep the government of the Dominion from also being unduly dependent upon banks.

He did not at all mean to imply that any considerable investment of this sort was likely to be made at any particular time or for any considerable term, unless indeed it were with a view hereafter to meet the share of the public debt that had to fall on its shoulders after the arbitration between Quebec and Ontario. Whenever we came to provide for a sinking fund with this view, he apprehended we should find no better investment than this. It would presumably be an investment at 6 per cent, to meet a debt at five per cent. But apart from this, Government, he thought, required to have this general power, to be used whenever occasion should offer. The fifth resolution was not new being in effect already on the Statute Book of the late Province of Canada, but Government wished to have its powers now stated clearly, and not merely inferred from unrevoked clauses of old laws. This resolution went to give it power, if from unforeseen cause the revenue should fall short of the charges legally upon it, and which it might be vitally important to meet, even in advance of its receipts, to borrow for a time as might be required, to an amount not exceeding such necessity. This power was necessary, he thought, and it might even perhaps be supposed that a special clause to that effect was not requisite. But the enactment was distinctly made nearly 20 years ago, and had never been complained of; and he preferred to bring it thus distinctly now before the House.

The passing of those resolutions now would not, by Parliamentary rule, preclude full discussion of the clauses as part of the bill hereafter. It amounted only to a formal leave to place them in the bill for full discussions there hereafter.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Annonce que son Excellence a été informée du sujet de cette motion, et qu'elle la recommande à la considération de la Chambre.

En comité :

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Présente les résolutions suivantes:

1. Que tous revenus et sommes de deniers quelconques, de quelque source qu'ils proviennent ou soient reçus, et sur lesquels la Législature de cette province a droit d'appropriation, formeront un fonds consolidé du revenu qui sera approprié au service public de la province.
2. Que ledit fonds consolidé du revenu sera permanemment chargé de tous les frais, charges et dépenses occasionnés pour la collection, régie et perception d'icelui, tels frais, charges et dépenses devant être néanmoins sujets à audition, et à l'examen et au vote de la Législature.
3. Que l'Assemblée législative n'acceptera ni ne passera aucun vote, résolution, adresse ou bill, pour l'appropriation de quelque partie de

tel fonds consolidé ou revenu ou de toutes taxes ou impôts pour des objets qui n'ont pas été d'abord recommandés à ladite Assemblée législative, par un message du lieutenant-gouverneur, durant la session où tels vote, résolution, adresse ou bill ont été proposés.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, de temps à autre, s'il est à propos d'agir ainsi, donner instruction au trésorier de placer toute partie de ce fonds consolidé du revenu, qui n'est pas dans le moment requise pour faire face aux dépenses, en bons publics de la Puissance du Canada; et pourra ultérieurement chaque fois que le besoin s'en fera sentir pour rencontrer les dépenses, lui donner instruction d'en faire, pour cette fin, la vente ou réalisation, en telle forme, et telles conditions et pour tel montant qui seront considérés être les plus avantageux pour le public.

5. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra aussi, de temps en temps, dans le cas de besoin provenant d'insuffisance du revenu produite par des causes imprévues, donner instruction au trésorier d'effectuer tous emprunts temporaires requis, au débit dudit fonds consolidé du revenu de telle manière et en telle forme et pour tel montant, remboursables à telles périodes de temps et portant tels taux d'intérêt que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser; mais les emprunts n'excéderont pas le montant du déficit du fonds consolidé du revenu pour rencontrer les charges dont il est grevé par la loi.

Le comité adopte les propositions et fait rapport à la Chambre. Ces propositions sont lues une deuxième fois et adoptées.

Orateur de l'Assemblée législative

Selon l'ordre du jour un bill concernant la charge d'orateur de l'Assemblée législative est lu la troisième fois et adopté. Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

M. Simard, du comité auquel a été renvoyé la motion: "Que des subsides soient accordés à Sa Majesté", fait rapport d'une résolution, laquelle est lue comme suit:

Résolu: Que des subsides soient accordés à Sa Majesté.

La résolution est lue une deuxième fois et adoptée. La Chambre se formera en comité vendredi prochain pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

Les statuts de la province

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose de procéder à la deuxième

lecture du bill concernant l'interprétation des statuts.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Fait remarquer au gouvernement que ce bill ne règle pas la question agitée dernièrement au sujet du jour où commence la session, et qu'en reproduisant verbatim l'ancienne loi, il laisse subsister le doute sur un point qu'il est très important d'éclaircir. Il est certainement très important d'établir une fois pour toutes, par une loi particulièrement claire, quelle est l'époque de l'ouverture d'une session. Après avoir étudié la question, il est convaincu que l'ouverture a lieu, non pas lorsqu'une branche particulière de la Législature se réunit pour compléter son organisation, mais lorsque toutes les branches du Parlement, étant parfaitement organisées, se réunissent pour entendre le discours du trône. Les précédents anglais sont en faveur de cette opinion qui est partagée par un bon nombre des membres de la Chambre; le gouvernement entretient, à la vérité, une opinion contraire; mais cela ne fait que prouver davantage que la question n'est pas claire, et qu'il est important, pendant que l'on est à statuer sur cette matière, de faire disparaître tous les doutes.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit qu'il accepte volontiers les suggestions du représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), et qu'il verra à ce que le bill soit augmenté en conséquence lorsqu'il sera soumis au comité général de la Chambre.

Le bill est lu pour la deuxième fois et renvoyé au comité de toute la Chambre.

Interpellations:

Terres de la couronne

M.P. FORTIN (Gaspé): Demande si c'est l'intention du gouvernement de prendre les moyens d'empêcher les terres de la couronne dans le voisinage du chemin de fer Intercolonial de tomber entre les mains de spéculateurs au détriment de ceux des habitants du Canada ou des autres parties de l'Empire qui pourraient désirer s'y établir.

M. P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que les règlements actuels empêchent suffisamment les abus, que les colons de bonne foi peuvent seuls acquérir ces terres et que le gouvernement recevra toutes les suggestions.

Le chemin Taché

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Demande si c'est l'intention du gouvernement de faire travailler le chemin Taché pour le faire compléter dans les localités où la colonisation est commencée.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Qué-

bec-Comté): Répond que ces travaux seront complétés aussitôt que les finances du pays le permettront.

Le fonctionnement de l'acte municipal

M. D.-A. COUTLEE (Soulanges): Présente une motion pour la formation d'un comité chargé de s'enquérir du fonctionnement de l'acte municipal.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il ne se lève pas pour s'opposer à cette motion, mais pour suggérer au moteur de la rendre plus complète en ajoutant à la liste des lois dont il demande la revision, la loi concernant les abus préjudiciables à l'agriculture, ainsi que tous les autres actes relatifs aux mêmes matières. Il est important, si l'on entreprend la refonte de ces lois, d'en faire une affaire aussi complète et aussi parfaite que possible, et que le comité apporte à son travail le plus grand soin, et qu'il ne suive pas l'exemple du comité qui se chargea, en 1860, de la refonte de cette loi. La première partie, comme on a dû le remarquer, fut rédigée et coordonnée avec assez de soin; mais comme la session arrivait à son terme, quelques-uns des membres du comité insistèrent à ce que l'on pressât ses travaux afin de pouvoir inclure la loi dans les statuts refondus que l'on était alors sur le point de compléter. Cet avis fut suivi, il en résulte que le reste de cette loi fut préparé avec trop de précipitation et n'offre aujourd'hui que confusion et ambiguïté. Il a lui-même mis sur les ordres du jour un avis de motion dans le même sens, qui fait mention de toutes les lois qu'il est nécessaire de refondre avec l'acte municipal; et il espère que l'honorable député de Soulanges (M. D.-A. Coutlée) consentira à les inclure dans sa motion.

M. D.-A. COUTLEE (Soulanges): Répond qu'il consentirait à amender sa motion dans ce sens, mais qu'il ne consent pas à ce que celle du représentant de Saint-Jean (M.F.-G. Marchand) soit substituée à la sienne.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Déclare que cela lui est parfaitement indifférent, pourvu que le but soit atteint; il est bien consentant à laisser au représentant de Soulanges (M. Coutlée) le mérite d'avoir pris l'initiative de cette importante mesure.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Formule ainsi la motion du représentant de Soulanges (M. D.-A. Coutlée): Qu'il soit nommé un comité spécial, composé de M. Coutlée, de l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Dunkin, l'honorable M. le procureur général Ouimet, de M. Beaubien, M. Bellerose, M. Blais, M. Clément, M. Desaulniers (Maskinongé), M. Fortin, M. Gaudet, M. Gendron, M. Hemming, M. LaRue, M. LeCavalier, M. Locke, M.

Maillox, M. Marchand, M. Pelletier, M. Poupore, M. Robertson, M. Ross, M. Sriver, M. Robert et M. Bergevin, pour s'enquérir du fonctionnement de l'acte municipal du Bas-Canada, de l'acte concernant les abus préjudiciables à l'agriculture et des autres actes qui y ont rapport; et de quelle impraticabilité, si aucune il y a, ces actes peuvent être dans leur mise à effet, dans chacun des districts du Bas-Canada, et de tous amendements, si aucuns sont requis, qu'il importe de faire à ces actes, pour les rendre plus efficaces, dans tous ou certains districts, et pour suggérer tels amendements qui paraîtront nécessaires, et d'en faire rapport de temps à autre, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records, et que la 79e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au nombre des membres dudit comité.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que l'explication de cette loi est un ouvrage pénible même pour les avocats et que plusieurs parmi eux l'interprètent différemment.

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Trouve satisfaisant le présent acte municipal et en fait l'éloge, assurant que, dans le comté de Shefford et dans tous les Cantons de l'Est, le système avait produit des résultats magnifiques et qu'il fallait le conserver à tout prix si on voulait la continuation des progrès étonnants qu'on devait à ce principe de "self-government" appliqué aux paroisses.

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Fait remarquer que l'obscurité et les contradictions de la loi municipale en rendaient l'application radicalement impossible, mais que si on remédiait à ce très grave inconvénient, il y aurait du bien à retirer du système.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Assure que les municipalités n'étaient que des machines à taxer et des écoles de corruption, et qu'il fallait abolir au plus tôt cette loi ou du moins en modifier considérablement l'organisation.

Il s'étonne de ce que le gouvernement se laisse enlever des mesures de cette importance. Les ministères ne doivent pas négliger ainsi les devoirs de leur position, ni craindre d'en prendre la responsabilité. Il espère qu'ils ne suivront pas l'exemple du ministère anglais, qui, au lieu de présenter ses propres mesures, comme les meilleures, attend que les Communes aient exprimé leur opinion. S'il est nécessaire d'amender l'acte municipal, que le gouvernement s'empare de cette mesure et présente ce bill comme sien; sinon qu'il fasse rejeter la motion du député de Soulanges.

MM. Robert, Joly, Laberge, Molleur et Coutlée parlent dans le même sens que le représentant d'Argenteuil (M. S. R. Bellingham).

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Qué-

bec-Comté): Le gouvernement assume l'entière responsabilité qui pèse sur lui; mais il n'est pas juste de supposer qu'un gouvernement formé depuis quelques mois seulement ait pu, en si peu de temps, se préparer à détruire et refaire les lois du pays et s'occuper de matières aussi importantes que la justice, la colonisation, l'émigration et de tout ce qui regarde notre système politique et social. Sous l'ancienne administration la presse n'avait pas de reproches assez cinglants contre ces débats inutiles qui rendaient les sessions interminables et n'avançaient aucunement les intérêts du pays. Nous devons d'abord laisser aux comités de s'occuper des importantes questions qui leur sont soumises et ensuite sur leur recommandation nous proposerons à cette Chambre les mesures dont le pays a besoin. Il fait un parallèle entre la position du présent ministère et celle d'une nouvelle administration qui passe de l'opposition au pouvoir, où elle arrive avec des bills tout préparés. Parce que les séances ne se prolongent pas jusqu'à une heure très reculée de la nuit, il pense qu'il est injuste d'accuser le gouvernement de ne rien faire.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Parle dans le même sens que l'honorable M. Chauveau. Il pense que les défauts de l'acte municipal viennent des amendements continus que l'on n'a cessé d'y introduire.

MM. Ross, Robertson, Sriver et Hamilton sont du même avis que M. Bessette: la loi municipale fonctionne à la satisfaction de tous et pour le plus grand bien des administrés dans leur comté, où on ne se plaint d'aucun abus signalés par les ennemis de la loi.

La proposition est adoptée.

Ajournement

Alors, sur proposition de l'honorable M. Chauveau, appuyé par M. F.-G. Marchand, la Chambre s'ajourne à dix heures et demie.

Séance du 22 janvier 1868

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture des pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Bellerose, la pétition du révérend Joseph Perrault et autres, de la paroisse de Sainte-Rose, comté de Laval.

Par M. Mailloux, la pétition du révérend P.-N. Thivierge et autres, des townships de Whitworth et Viger, comté de Témiscouata.

Par M. Robert, la pétition de la Corporation du collège de Monnoir.

Par M. Simard, la pétition de Augustin Laperrière, de la cité d'Outaouais; la pétition de Mad. Eliza M. Massue et autres dames, directrices de l'Association charitable des dames catholiques de Québec; la pétition du révérend E.W. Sewell et autres, syndics pour les malades indigents, dans le district de Québec; et la pétition de l'hospice de Saint-Joseph de la maternité de Québec.

Par M. Rhéaume, la pétition de John Lemesurier et autres; et la pétition de J.-B.-R. Dufresne et autres, de la paroisse de Saint-Roch de Québec-Sud.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De l'asile du Bon Pasteur de la cité de Québec; demandant de l'aide.

De Frs Kéroack et autres, de la cité de Québec; demandant un acte d'incorporation sous le nom de l'Union Saint-Joseph de Saint-Sauveur-de-Québec.

De Pierre Duclos et autres, du village Bienville, comté de Lévis; demandant à être incorporés sous le nom de l'Union de Saint-Pierre-Bienville-de-Lévis.

De Edouard Lefèvre et autres, de la paroisse Saint-Bernard, comté de Dorchester; du révérend F. Oliva et autres, des paroisses Saint-Etienne et Saint-Lambert-de-Lauzon, comté de Lévis; demandant respectivement de l'aide pour un pont sur la rivière des Longues Pointes, ainsi que pour un chemin pour s'y rendre.

Du révérend J.-N. Gingras et autres de la paroisse de la baie Saint-Paul; demandant que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

Rapports des comités:

M. A. C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des ordres permanents.

Voici le rapport :

Votre comité a examiné la pétition de

Norbert-D.-D. Bessette, du village de Richelieu, demandant à être admis à la pratique du notariat, et il trouve qu'il n'a pas été donné d'avis; cependant, votre comité recommande la suspension de la 51^e règle de la Chambre, vu que les intérêts des particuliers ne peuvent être affectés dans ce cas.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des différents bills privés.

Voici le rapport :

Votre comité a l'honneur de recommander, Que la 49^e règle de votre honorable Chambre soit suspendue de manière à ce que les pétitions pour bills privés puissent être présentées sous douze jours de cette date; qu'un délai de quinze jours, à compter de cette date, soit accordé pour la présentation des bills privés; et qu'un délai de vingt-neuf jours, aussi à compter de cette date, soit accordé pour la présentation des rapports de tout comité permanent ou spécial sur tous tels bills privés.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Voici le rapport :

Votre comité a l'honneur de recommander que la 49^e règle de la Chambre soit suspendue, de manière à ce que les pétitions pour bills privés puissent être présentées sous onze jours de cette date; qu'un délai de quatorze jours de cette date soit accordé pour la présentation des bills privés; et qu'un délai de vingt-huit jours soit aussi accordé pour la présentation des rapports de tout comité permanent ou spécial sur tels bills privés.

Introduction de bills:

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Demande la permission d'introduire un bill pour changer le chef-lieu de Kamouraska.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill pour changer les bornes des comtés de Berthier et de Joliette, pour les fins judiciaires, électorales et autres.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Délais pour la réception des pétitions

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose que le temps pour recevoir des pétitions pour des bills privés soit prolongé jusqu'au deux février prochain; pour recevoir des bills privés, jusqu'au cinq février prochain; et pour recevoir des rapports sur bills privés, jusqu'au dix-neuf février prochain.

Introduction de bills:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer les membres du Synode du diocèse de Montréal, et pour amalgamer la Société de l'Eglise du diocèse de Montréal avec ledit Synode.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie de manufacture de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser les soeurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal à acquérir des propriétés jusqu'à concurrence d'une certaine valeur, et à en disposer.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Interpellations:

Placements du gouvernement provincial

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Demande si c'est l'intention du gouvernement de placer tout excédent du revenu de la province dans les valeurs du gouvernement fédéral (Dominion Stock).

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Répond que, quoiqu'il l'espère, il ne sait pas si nous aurons un excédent de revenus ou non; mais dans tous les cas, cet excédent sera placé de la manière la plus sûre et la plus avantageuse pour la province. Il entend par "Dominion Stock", toutes les espèces de bons qui seront émis, et il en achètera autant que faire se pourra.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Dit qu'il espère qu'il aura un surplus.

Résidence du lieutenant-gouverneur

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Désire savoir si le gouvernement a pris des mesures pour procurer une résidence officielle à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, ou s'il a l'intention de réaliser cette idée plus tard.

L'HONORABLE J.-P.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond au nom du gouvernement

qu'aux termes de l'acte d'union de 1867, c'est au gouvernement fédéral qu'il appartient de fixer les traitements des lieutenants-gouverneurs et de fournir des résidences aux représentants de la reine.

Il est d'avis que le gouvernement fédéral n'a rien encore décidé à ce sujet, mais quand les lieutenants-gouverneurs auront été nommés dans les autres provinces, il sera temps de s'occuper de cette question.

Canton de Sherrington

M. P. BENOIT (Napierville): Demande si le gouvernement a l'intention de vendre par parcelles les terres ajoutées au canton de Sherrington, et de donner à ses occupants le droit de préemption.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit espérer pour demain la présence de l'honorable commissaire des Terres qui donnera les renseignements demandés.

Coupe des bois

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose qu'il soit nommé un comité spécial composé de M. Joly, de l'honorable M. le solliciteur général Irvine, de M. Tremblay, M. Beaubien, M. Bellingham, M. de Niverville, M. Hamilton, M. Sriver, M. Blais, M. Poupore, M. LaRue, M. Lavallée et M. Mailloux, pour prendre en considération, dans tous ses détails, la question de la coupe des bois sur les terres publiques, et en faire rapport de temps à autre, avec pouvoir d'envoyer quérir personne, papiers et records.

Il dit que la protection du bois est d'une grande importance. En 1866, ses revenus ont été de \$363,994. Une grande partie de ce bois venait du Bas-Canada. Il exprime l'espérance que toute la Chambre donnera à ce sujet l'importance requise.

Adopté.

Contrats d'impression

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose qu'il est expédient que les impressions de la Chambre soient faites par contrat et qu'un avis soit donné pour demander des soumissions à cet effet.

Il ajoute qu'il y a maintenant 27 jours que la Chambre est en session et que, quoique les impressions soient l'item le plus dispendieux, on n'a pas demandé de soumissions. Il exprime le regret qu'il ressent en voyant que le député de Montmorency (M. J.-E. Cauchon) n'est pas là pour donner à la Chambre le concours de son expérience d'un quart de siècle dans le jobbing en général, et les affaires d'imprimerie en particulier. Personne n'est mieux en état que lui d'éclairer les députés sur cette question et de dire si A. Côté et Cie livrent les articles au juste prix. Le public, à tort ou à raison, mêle son

nom aux affaires de cette maison et croit toujours l'entrevoir derrière les rideaux (rires).

Il se rend aisément compte cependant des fréquentes absences du député de Montmorency (M. Cauchon) de la Chambre. Il a tant d'affaires sur les bras; il mène de front tant d'intérêts divers. Hier encore, il était maire de Québec et il le serait encore s'il n'en avait dépendu que de lui; il rédige un journal et préside le Sénat. Il est constamment sur la route d'Ottawa à Québec et de Québec à Beauport. Il est important d'avoir la note d'A. Côté et Cie, afin de savoir exactement ce que la Chambre paie pour faire imprimer ses oeuvres. Les imprimeurs font souvent des comptes d'apothicaire; ils ont vite fait d'enfler l'addition.

Il se souvient par exemple que lorsqu'il était député au Parlement du Canada siégeant à Toronto, un fait assez curieux fut mis au jour. Un rédacteur étant devenu commissaire des Terres de la couronne, son premier soin, en prenant possession de ces hautes fonctions, fut de renvoyer les imprimeurs ordinaires du département et d'appeler auprès de lui l'imprimeur de son journal. Il le fit venir et le renvoya par train express chargé de commandes. Il croit se rappeler que le nom de cet imprimeur était précisément, par une coïncidence étrange, A. Côté et Cie. C'est une raison de plus pour y voir.

Il se plaint particulièrement de ce qu'on a donné au Journal de Québec toutes les impressions de la Chambre, et qu'il serait curieux de connaître le montant et les charges que le gouvernement a déjà à payer à M. A. Côté et Cie, ou plutôt à M. Cauchon et Cie. Il veut prouver que le député de Montmorency (M. J.-E. Cauchon), malgré son refus d'accepter un salaire de ministre, n'a jamais eu d'autre patriotisme et d'autre désintéressement que celui de vider à son profit le coffre de la province.

En terminant, il lit un extrait d'une lettre de sir Henry Smith, qui montre que la Législature de l'Ontario est plus économe que la nôtre:

"Nous avons trois clercs, MM. Gilmour, Notman et Vance. Nous donnons à notre président \$1000. par an, et nous avons un demi-million de piastres qui se reposent dans notre caisse, mais que nous allons placer dans les fonds du Dominion. Nos clercs extraordinaires ne sont pas au nombre de six."

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): (arrivé pendant le discours de M. S.R. Bellingham) Demande au représentant d'Argenteuil (M. S.R. Bellingham) de répéter ses accusations.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Blâme le gouvernement d'avoir ainsi disposé, exclusivement en faveur de M. A. Côté et Cie., des impressions de la Chambre si nombreuses qu'il est impossible, même à ces Messieurs, de pouvoir les livrer à temps pour le besoin des députés. Le gouvernement ne peut souffrir que

l'opinion publique dise qu'il permet des spéculations à des éditeurs de journaux ou à des membres du Parlement.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): Accuse le député d'Argenteuil (M. S.R. Bellingham) de corruption et de spéculation.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que la Chambre tient à ce que sa dignité soit respectée et qu'à l'avenir elle devrait y voir.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit que selon la coutume respectée dans les anciens Parlements, ici et ailleurs, le gouvernement est justifié d'agir comme il l'a fait jusqu'ici. Si le gouvernement avait demandé des soumissions avant la session, il aurait pu être blâmé d'intervenir dans les privilèges de la Législature. Puisque le sujet doit être référé à un comité des deux Chambres, ce serait manquer de courtoisie à l'égard de ce comité, et particulièrement à l'égard de la Chambre haute, que d'adopter une résolution établissant ce que devrait être la politique du comité. Toute la question est l'objet d'études; selon les informations qu'il a reçues d'Ottawa sur la question, et selon le désir évident de réduire le plus possible les dépenses, il est certain que la Chambre peut se fier au comité qui recommandera la politique la plus sage et la plus économique.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Se déclare pleinement satisfait des explications du trésorier de la province et retire sa motion.

Ajournement

Alors, sur proposition de l'honorable M. Chauveau, appuyé par l'honorable M. Cauchon, la Chambre s'ajourne à quatre heures et demie.

Séance du 23 janvier 1868

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

M. l'orateur met devant la Chambre un état des affaires de la Corporation de l'Union Saint-Joseph de la ville de Lévis, jusqu'au premier jour de janvier 1868. (Appendice no 3 des Journaux de l'Assemblée législative).

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Molleur, la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Alexandre, comté d'Iberville.

Par M. Hearn, la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de Québec.

Par M. Carter, la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de Montréal.

Par M. Picard, la pétition de George Goodenough et autres, du township de Ham-Sud, comté de Wolfe, et la pétition de J.-Z.-C. Miquelon et autres, du township de Saint-Camille, comté de Wolfe.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du révérend E. Dufour et autres, du township de Roux, comté de Bellechasse; demandant de l'aide pour bâtir un moulin à farine dans le dit township.

Des dames de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, de la ville de Saint-Jean; demandant de l'aide pour leur hôpital.

De l'association de l'asile Sainte-Brigitte, de la cité de Québec; et de l'école de médecine et de chirurgie, de la cité de Montréal; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Du révérend L. Parent et autres, de Saint-Jean-Port-Joli; demandant que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

Une pétition est présentée de la part des Fils de la tempérance.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): S'oppose à la réception de cette pétition parce qu'elle touche aux privilèges de la Chambre. Il ajoute qu'il n'y a aucune "buvette", en Chambre.

L'ORATEUR: Dit qu'en effet il n'y a pas de restaurant dans l'édifice du parlement et que le langage de la pétition est insultant. La pétition doit être renvoyée.

Rapport des comités:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Monta-

gnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial nommé pour s'enquérir du fonctionnement de l'acte municipal du Bas-Canada, de l'acte concernant les abus préjudiciables à l'agriculture et des autres actes qui y ont rapport; et de quelle impraticabilité, si aucune il y a, ces actes peuvent être dans leur effet, dans chacun des districts du Bas-Canada, et de tous amendements, si aucuns sont requis, qu'il importe de faire à ces actes, pour les rendre plus efficaces dans tous ou certains districts, et pour suggérer tels amendements qui paraîtront nécessaires.

Voici le rapport :

Votre comité recommande respectueusement que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

M.A.C.DELOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des ordres permanents.

Voici le rapport :

Votre comité a examiné la pétition de C.-M. Lebrun, président de la Chambre des notaires du district de Beauharnois, demandant la passation d'un acte pour légaliser certains procédés de cette Chambre des notaires, et il trouve qu'il n'a pas été donné d'avis; cependant, il recommande la suspension de la 51^e règle de cette Chambre, vu que toutes les parties intéressées sont suffisamment informées de la demande;

Votre comité a aussi examiné la pétition de l'honorable Asa B. Foster et autres de la cité de Montréal, demandant le droit d'établir un pouvoir d'eau, vis-à-vis l'île Héron, près de Montréal et il trouve que les avis requis ont été donnés, excepté dans la Gazette du Canada, où l'avis n'a été donné qu'en anglais par une erreur de l'imprimeur; votre comité recommande toutefois la suspension de la 51^e règle de cette Chambre;

Quant à la pétition de John Platt, de la cité de Montréal, demandant la passation d'un acte confirmant un certain jugement de la cour du Banc de la Reine, votre comité trpuve que les avis nécessaires ont été donnés;

Et quand à la pétition de Frs Kéroack et autres, de Québec, demandant à être incorporés sous le nom de l'Union Saint-Joseph de Saint-Sauveur-de-Québec, et à celle de Pierre Duclos et autres, du village de Bienville, comté de Lévis, demandant à être incorporés sous le nom de l'Union de Saint-Pierre-Bienville-de-Lévis, votre comité trouve qu'elles ne sont pas de nature à exiger la publication d'aucun avis.

Coupe de bois

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose que M. Verreault soit ajouté au comité spécial nommé pour prendre en considération, dans tous ses détails, la question de la coupe des bois sur les terres publiques.

Adopté.

Introduction de bills:

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill pour établir des dispositions spéciales concernant l'Assemblée législative de la province de Québec.

Il explique le but du projet qui est d'empêcher les membres du Sénat ou de la Chambre des communes du Dominion de siéger, après cette session, dans l'Assemblée législative de la province.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill pour mieux définir les pouvoirs des shérifs en matière civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Acte municipal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par l'honorable premier ministre (M. P.-J.-O. Chauveau), que le quorum du comité spécial nommé pour s'enquérir du fonctionnement de l'acte municipal du Bas-Canada, et des actes concernant les abus préjudiciables à l'agriculture, soit réduit à sept membres.

Adopté.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 63 des statuts refondus pour le Bas-Canada, en autant qu'il a rapport au mesurage et au déchargement du charbon.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Acte municipal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (J.G. Robertson), que toutes pétitions ayant rapport à l'acte municipal, présentées, ou qui seront présentées, durant la présente session, soient renvoyées au comité spécial nommé pour s'enquérir du fonctionnement de l'acte municipal du Bas-Canada, et des actes concernant les abus préjudiciables à l'agriculture.

Adopté.

Interpellations:

Le township Sherrington

M. P. BENOIT (Napierville): Demande si c'est l'intention du gouvernement de vendre par parcelles le terrain de l'augmentation du township Sherrington, et d'accorder aux occupants le droit de préemption.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que tel est le désir du gouvernement, mais à certaines conditions.

Collège Saint-Germain-de-Rimouski

M. J. GARON (Rimouski): Demande si c'est le plaisir du gouvernement de faire une appropriation pour venir en aide au collège de Saint-Germain-de-Rimouski et s'il a reçu une proposition à cet effet.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Déclare que le gouvernement se propose d'accorder, comme par le passé, une aide matérielle aux maisons d'éducation, mais que l'étendue de cette aide sera réglée sur les revenus. Les ministres connaissent les immenses sacrifices que font les directeurs du collège de Rimouski et apprécient pleinement leurs mérites.

Arpentage d'un township

M. L.-C. CLEMENT (Charlevoix): Demande si le gouvernement a l'intention, et quand, de faire arpenter un township en arrière de la seigneurie de Mount Murray, dans le comté de Charlevoix, afin de permettre au trop plein de la population agricole de la Malbaie et des autres paroisses environnantes de s'y fixer.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le gouvernement ne sait pas encore quelle partie du pays il fera arpenter cette année, mais il assure l'honorable membre de Charlevoix (M. L.-C. Clément) que les townships susceptibles de colonisation recevront l'attention du gouvernement.

Ecoles d'agriculture

M. E. LABERGE (Châteauguay): Demande si le gouvernement est disposé, cette session, à faire quelque chose pour les deux écoles d'agriculture de la province de Québec, et de plus, s'il a l'intention de créer d'autres écoles semblables.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le gouvernement continuera de leur donner l'allocation ordinaire. C'est mon intention personnelle de faire comme le désire l'honorable député de Châteauguay (M. E. Laberge). Quant à moi, je suis bien disposé à ajouter une ferme modèle à chaque école normale, mais je ne sais pas si mon honorable collègue M. Dunkin sera assez aimable et assez riche pour mettre le trésor à ma disposition.

Juge résidant à Rimouski

M. J. GARON (Rimouski): Propose qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence demandant la nomination d'un juge résidant à Rimouski.

Cette nomination est nécessaire pour la répression de plusieurs délits dont la justice ne prend pas connaissance dans mon comté.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Je suis très peiné de voir le crime marcher ainsi la tête haute dans le comté de l'honorable membre, et je suis très heureux d'apprendre que la présence d'un juge dans ce district aurait le bon effet d'en éloigner le mal. Cependant, on doit se rappeler que la nomination des juges n'est pas du ressort du gouvernement local, qui ne peut qu'en suggérer les noms. L'honorable membre sera assez bon pour retirer sa motion s'il ne veut pas placer Son Excellence dans la désagréable position de ne pouvoir lui répondre. Je puis cependant assurer l'honorable membre que le gouvernement fera tout en son pouvoir pour faire administrer la justice dans toute l'étendue de la province. Je pense que l'honorable député de Rimouski s'est servi de couleurs un peu trop vives dans le tableau qu'il nous a fait.

M. J. GARON (Rimouski): Retire sa motion et assure la Chambre que l'honorable procureur général (M. G. Ouimet) ne trouverait pas le tableau qu'il a décrit trop chargé quand il aura sous les yeux l'état des délits connus dans le district de Rimouski.

Nomination d'un arbitre

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose, appuyé par le représentant de Richmond-Wolfe (J. Picard), qu'une adresse soit présentée à Son Excellence demandant la nomination d'arbitres en conformité avec la 142e clause de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867.

Si j'ai pris l'initiative dans cette matière, c'est que j'ai été poussé par certaines remarques faites dans la Législature de l'Ontario; suivant un journal de l'Ontario, l'honorable S. Macdonald aurait déclaré que M. Galt ne sera pas l'arbitre nommé par la province de Québec, ce qui semblait suggérer à ce Parlement de la province de Québec, la conduite qu'il devait suivre sur le sujet dont je viens de parler.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond qu'il entend cette motion avec plaisir parce qu'elle a trait à une question d'une grande importance. Le gouvernement ne permettra pas à celui de l'Ontario de lui dicter quel arbitre il lui faut nommer. Pour ceux qui se sont permis ces quelques remarques à ce sujet, s'il y en a, ils ont commis une grande impertinence. Le gouvernement aurait été heureux de se voir représenté dans ces graves questions d'arbitrage par l'honorable M. Galt, mais celui-ci a refusé de se rendre à la proposition qui lui a été faite pour les mêmes raisons personnelles qui ont déjà causé son retrait du cabinet fédéral et qui causera son absence temporaire de la province.

Cependant j'espère que le gouvernement pourra bientôt recommander à cette Chambre le nom d'un arbitre propre à tous égards à conduire cette importante négociation. L'hono-

nable député de Laval (M. J.-H. Bellerose), n'insistera pas à ce que la correspondance entre les Législatures de Québec et de l'Ontario à ce sujet, soit mise devant cette Chambre, lorsqu'il saura qu'il n'y a que la lettre de l'honorable secrétaire provincial de l'Ontario informant le gouvernement de la nomination de l'honorable M. Macpherson comme arbitre de la province de l'Ontario.

M. J.-H. BELLEROSE (Laval): Retire sa proposition.

Ajournement

Alors, sur proposition de l'honorable M. Chauveau, appuyé par M. Bellerose, la Chambre s'ajourne à quatre heures.

Séance du 24 janvier 1868

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

L'ORATEUR: Met devant la Chambre un rapport du greffier de la couronne en chancellerie, préparé d'après les records des élections qui ont eu lieu pour la présente Assemblée législative, indiquant le nombre de votes donnés en faveur de chaque candidat dans la dernière élection pour la province de Québec, dans chaque division électorale, township, cité, ville, paroisse où il y a eu votation, le nombre total des votes donnés dans chaque division, et le nombre d'électeurs inscrits sur les listes électorales, ainsi que la population de chaque division électorale d'après le dernier recensement (Appendice no 4 des Journaux de l'Assemblée législative).

Dépôt et lecture des pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Dugas, deux pétitions du révérend A.-H. Coutu et autres, du township de Chertsey, comté de Montcalm.

Par M. Hemming, la pétition de Norbert-D.-D. Bessette et autres.

Par M. Mailloux, la pétition du révérend Octave Hébert et autres, de la paroisse de Saint-Arsène, comté de Témiscouata, et la pétition de Louis Bertrand et autres, de la paroisse de l'Isle-Verte.

Par M. Pelletier, la pétition de Gilbert McNeil et autres, de la paroisse de Saint-Vallier; la pétition du révérend J. Mailley et autres, de la paroisse de Saint-Raphaël; la pétition de A.-N. Martineau et autres, de la paroisse de Beaumont; et la pétition du très révérend Al. Mailloux et autres, de la paroisse de Saint-Charles, tous du comté de Bellechasse.

Par M. Marchand, la pétition de l'Union Saint-Joseph de Saint-Jean d'Iberville.

Par M. Molleur, la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Sébastien; et la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-George-de-Henriville.

Par M. Simard, la pétition de J.-P. Proulx et autres, de la paroisse de Saint-François, comté de Beauce.

Par M. Picard, la pétition du révérend H.-C. Hamelin et autres, du township de Wotton.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du révérend Jos. Perreault et autres, de la paroisse Sainte-Rose, comté de Laval; demandant que les conclusions de la requête de la Compagnie des chemins à barrières de l'Isle Jésus ne soient pas accordées.

Du révérend P.-N. Thivierge et autres, des townships Whitworth et Viger, comté de Témis-

couata; demandant un octroi pour faire ouvrir le chemin Taché, en arrière desdits townships.

De la Corporation du collège de Monnoir; demandant une allocation annuelle.

De Augustin Laperrière, de la cité d'Ouataouais, demandant que la Chambre souscrive à un certain nombre d'exemplaires d'un livre intitulé: "Précédents parlementaires canadiens."

De dame Elisa M. Massue et autres dames, directrices de l'Association charitable des dames catholiques de Québec; demandant que leur allocation annuelle soit continuée.

Du révérend E.W. Sewell et autres, syndics pour les malades indigents dans le district de Québec; et de l'hospice Saint-Joseph de la maternité de Québec; demandant respectivement de l'aide.

De John Lemesurier et autres, et de J.-B.-R. Dufresne et autres, de la paroisse Saint-Roch de Québec-Sud; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

Introduction de bills:

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser les chambres des notaires à admettre, après examen, Norbert-Damase-Daniel Bessette comme notaire.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et est référé au comité permanent des bills privés.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour permettre à la Société de construction canadienne de Montréal de devenir une société de construction permanente et pour lui octroyer une charte d'incorporation.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill concernant la charge de secrétaire et de registraire, et pour d'autres objets y mentionnés.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill concernant la charge d'imprimeur de la reine et la publication de la Gazette officielle.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill concernant la charge de ministre de l'Instruction publique.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Qué-

bec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill concernant l'organisation du service civil.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 23 Victoria, chapitre 70, concernant les inhumations dans un certain cimetière de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer le Quebec Curling Club.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. C.-B. DE NIVERVILLE (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 20 Victoria, chapitre 149, intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer et de la navigation du Saint-Maurice".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 27 et 28 Victoria, chapitre 41, concernant le choix et l'assignation des jurés.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour pourvoir à la remise, dans certains cas, des deniers reçus par les shérifs, protonotaires et greffiers des cours de Circuit.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Pétition d'Augustin Laperrière

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): J'ai l'honneur de proposer que la pétition d'Augustin Laperrière, un des employés de la bibliothèque de la Chambre des communes, soit renvoyée au comité spécial nommé pour aider M. l'orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en autant que les intérêts de cette Chambre sont concernés, et pour agir comme membres d'un comité conjoint des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Adopté.

Bibliothèque

M.G.-H. SIMARD (Québec-Centre): J'ai l'honneur de proposer que le rapport du bibliothécaire de l'Assemblée législative de la province de

Québec soit renvoyé au comité spécial nommé pour aider M. l'orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en autant que les intérêts de cette Chambre sont concernés, et pour agir comme membres d'un comité conjoint des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Adopté.

Impression de documents:

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): J'ai l'honneur de proposer que le rapport du greffier de la couronne en chancellerie, mis devant la Chambre aujourd'hui, soit renvoyé au comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, avec instruction audit comité de prendre en considération la nécessité d'en imprimer 150 copies pour l'usage des membres.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): S'oppose à cette motion et suggère que cette impression ne devrait être ordonnée que lorsqu'il y aura un contrat de passé pour les impressions de la Chambre.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Répète les explications qu'il a déjà données au sujet des impressions de la Chambre, à savoir que le comité conjoint des impressions s'occupait sérieusement du contrat en question.

Adopté.

Rapport de comités:

J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter le cinquième rapport du comité permanent des dépenses contingentes:

Résolu, que le sergent d'armes ne puisse faire aucune dépense ayant rapport aux dépenses contingentes de la Chambre, sans l'approbation et l'ordre par écrit du président du comité des dépenses contingentes, non seulement durant la vacance, mais encore lorsque la Chambre tiendra ses séances.

Résolu, que le rapport du sous-comité, dont copie est ci-annexée, marqué "A", auquel a été référée la question de souscrire aux journaux de la province et de l'étranger pour l'usage de la Chambre, soit adopté avec cet amendement: qu'on souscrive à deux copies de l'Ottawa Times, au lieu d'une, durant la vacance.

Rapport du sous-comité des dépenses contingentes

Que le sous-comité des dépenses contingentes, auquel a été référée la question de souscription aux journaux de la province et de l'étranger pour l'usage de la Chambre, ayant pris communication de la liste des journaux maintenant reçus, demande respectueusement

la permission de recommander, par un vote unanime, que dans toute circonstance où il a été souscrit à quatre copies d'aucun journal, à l'avenir qu'il soit souscrit à trois copies seulement pour le temps que la Chambre tiendra ses séances, et que, pendant la vacance de la Législature, il ne soit souscrit qu'à une copie de chaque journal, à l'exception de la Gazette officielle.

Interpellations:

L'aide à la Nouvelle-Ecosse

M. E. CARTER (Montréal-Centre): L'information que je vais demander est de la plus haute importance et demande que le gouvernement s'en occupe immédiatement. Je désirerais savoir si c'est l'intention du gouvernement de donner quelque argent pour venir en aide aux infortunés pêcheurs de la Nouvelle-Ecosse. Nous voyons que la Législature de l'Ontario a voté \$5000 pour les secourir. Il n'y a pas de question, la misère de ces malheureux est des plus profondes.

L'HONORABLE P.J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Il n'appert pas que la province de Québec ait dans ses coffres autant de trésors que celle de l'Ontario. De plus le gouvernement a déjà pris la responsabilité avant l'ouverture du Parlement, vu l'urgence du cas, d'envoyer des provisions sur la côte du Labrador, pour venir en aide aux souffrances de la population de Gaspé. Malgré cela, la misère des habitants de la Nouvelle-Ecosse a attiré toute notre attention et j'espère que dans quelques jours nous pourrions dire à cette Chambre à quelles conclusions nous en sommes venus sur ce sujet.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je pense que tout le pays et cette Chambre seront très heureux de faire quelque chose pour secourir la détresse des pêcheurs des côtes de la Nouvelle-Ecosse. L'allocation votée par la province de l'Ontario est une de ces bonnes actions qui honorent le pays qui les fait. Ces actes ne peuvent que resserrer les liens qui nous unissent à la Nouvelle-Ecosse, et ils feront peut-être plus dans ce sens que ce qui a été entrepris jusqu'à aujourd'hui pour obtenir cette union fraternelle. J'espère que personne ne s'opposera à ce que des secours soient donnés à ces malheureux.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Approuve les remarques faites par les orateurs précédents. Il s'est réjoui de l'aide que le gouvernement a apporté aux habitants dénués du Labrador et de Gaspé. C'était le devoir de tout gouvernement devant de tels cas. Il ne veut pas demander des dépenses qui gêneraient l'état financier du gouvernement, car on ne connaît pas encore l'état financier de la province, mais le gouvernement doit prendre toutes les mesu-

res qui feront comprendre le sentiment de vive sympathie et d'amitié du Québec envers la Nouvelle-Ecosse et son peuple souffrant.

Dans notre histoire, il n'y eut jamais un plus grand danger qu'à présent. Peut-être les fonctions de ce gouvernement vont-elles bientôt cesser, et notre forme de gouvernement disparaître; il est inutile de nous cacher ou de ne pas voir le fait qu'en Nouvelle-Ecosse, aujourd'hui, la plus profonde misère s'accompagne d'une hostilité contre la politique d'union.

Il pense que la meilleure vengeance que nous pouvons employer contre les Néo-Ecossais pour les punir de leur répugnance à entrer dans la Confédération, c'est de leur envoyer les secours dont ils ont besoin. Le discours de M. Howe à la dernière assemblée pour le rappel de l'union est plus significatif par ce qui n'a pas été dit que par ce qui l'a été. Il a déclaré: "We will respect the old flag till we hear from England and hear relief". Et quand quelqu'un lui demanda: "What then, suppose it is not granted?", M. Howe répondit: "Well, then Sir, we will hold a council of war; but under no circumstances will we go back under Confederation to be plundered by the people of Canada".

La réponse la plus convenable et la plus honorable que nous pouvons faire à M. Howe est d'infirmer ses calomnies par des gestes généreux envers tant d'habitants miséreux.

M. P.-A. TREMBLAY (Saguenay): Pense qu'il convient de montrer toute la sympathie possible devant la misère d'une province soeur. Les honorables députés ne doivent pas oublier qu'à nos portes, nous avons toute la population ouvrière de Saint-Roch-de-Québec qui lutte avec une patience et une résignation sans exemple contre la profonde misère où l'a réduite la fermeture des chantiers de construction. Pour montrer autant de sympathie et de charité que pour la Nouvelle-Ecosse, et pour comprendre que charité bien ordonnée commence par soi-même, il suffirait de regarder la condition pitoyable des classes laborieuses de cette ville. Tout en étant généreux pour les autres, l'on ne doit pas se rendre coupable d'injustices envers soi-même.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Déclare vivre parmi une population du Québec à laquelle le nécessaire manque autant qu'aux pêcheurs du Labrador ou à ceux de la Nouvelle-Ecosse. Si des milliers réclament du pain au Labrador et en Nouvelle-Ecosse, des milliers d'autres parmi nous demandent non seulement le nécessaire vital, mais ce qui est encore plus terrible en cette saison inclemente, du feu pour réchauffer leurs enfants malheureux. Ayant vécu à Québec toute ma vie, j'ai parfois vu la misère, mais à aucune époque, je ne me rappelle d'avoir vu tant de misère et de désolation qu'à présent. Tout en regrettant d'avoir à dire ce triste fait, je suis fier de voir le malheureux peuple subir ses souffrances avec noblesse et patience, et libre

de criminalité. Quoique la misère fut presque sans pareille dans les annales de notre ville, je suis heureux de dire qu'il s'y commet moins de crimes et de vols qu'en aucune période semblable du passé. Quant à l'assistance proposée pour la Nouvelle-Ecosse, j'appuierais le gouvernement en tout ce qu'il jugera à propos de faire; cependant, je compte que les misères de notre peuple ne seront pas oubliées.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Dit que si le gouvernement décide d'aider à soulager la misère de la Nouvelle-Ecosse, il a confiance que l'Assemblée, quelle que soit la situation de la population de Québec, aura une réponse noble et accordera son précieux secours à ce mouvement charitable; il n'a pas de doute que si l'Assemblée y allait pari passu avec l'Ontario, l'approbation serait générale. Les honorables députés doivent se rappeler que lors d'une récente calamité à Québec, pire que celle d'aujourd'hui, où l'on a fait appel à la sympathie et à la générosité du monde, on a généreusement répondu à cet appel: 100,000 livres nous ont été données. Lors du terrible incendie qui réduisit 15,000 familles dans Québec à la mendicité, le peuple de la Nouvelle-Ecosse a répondu à notre cri d'alarme en nous envoyant 5,000 livres. Un comité de secours s'est organisé pour secourir les malheureux ouvriers de Saint-Roch, qui fera beaucoup pour eux. L'état d'une partie de la population de cette ville ne doit pas empêcher le gouvernement de secourir les pêcheurs de la Nouvelle-Ecosse.

Statuts de la province

Un bill concernant les statuts de cette province est, en conformité de l'ordre du jour, lu pour la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Interprétation des statuts

Selon l'ordre du jour, la Chambre se forme en comité pour étudier le bill relatif à l'interprétation des statuts.

Le comité examine le bill et l'adopte, avec des amendements

Nomination des juges de paix

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de proposer, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant la nomination des juges de paix.

Adopté.

Indemnité des députés

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): J'ai l'honneur de proposer, selon l'ordre du jour, la seconde lecture du bill concernant l'indemnité

des membres de la Législature et le salaire de l'orateur de l'Assemblée législative.

Adopté.

Interpellations:

Acte de l'agriculture

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Demande si le gouvernement a l'intention de présenter un bill pour amender les dispositions de l'acte d'agriculture de la ci-devant province du Canada, en autant que ces dispositions affectent la province de Québec.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que la question est devant le comité; qu'il sera impossible de présenter un bill sur ce sujet à présent, mais que ce bill sera introduit à la prochaine session.

Homestead Law

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Demande si le gouvernement est disposé à nommer un comité spécial qui aurait instruction de faire rapport s'il ne serait pas convenable d'introduire en cette province le principe qui assurerait le patrimoine des familles (Homestead Law).

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le gouvernement n'a pas cette intention et que le sujet est en considération dans le comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation.

Routes dans le comté de Rimouski

M. J. GARON (Rimouski): Demande si le gouvernement fera continuer le chemin Taché, la route d'Anaclet, dont les travaux ont été mal surveillés et dirigés par l'agent local, et fera réparer la route de Neigette, dans le comté de Rimouski, qui ont déjà coûté au gouvernement de la ci-devant province du Canada des sommes assez considérables.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond qu'il ne peut que répéter ce qu'il a répondu à l'honorable membre de Témiscouata sur une question semblable. Le gouvernement regarde le chemin Taché comme un des plus importants; mais l'ignorance de l'état des finances ne lui permet pas de dire s'il pourra faire continuer ces travaux. C'est l'intention des ministres de faire tout ce qui sera possible pour l'avancement de la colonisation.

Octrois pour les colons de divers townships

M. J. GARON (Rimouski): Demande si c'est l'intention du gouvernement de faire parachever les chemins des townships de Dalbert, Cherboung et Romieux, et d'accorder des octrois

pour l'ouverture de routes dans chacun de cesdits townships, la continuation de la route St-Denis, et aussi des grains de semence pour le printemps prochain, les habitants de ces localités ayant été en partie ruinés par des incendies désastreux dans le cours de l'été dernier.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Assure que le gouvernement accordera toute son attention à cette demande.

Route de Caughnawaga.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Demande si le gouvernement a l'intention, comme par le passé, de continuer l'amélioration et l'entretien du chemin passant à travers la seigneurie des sauvages du Sault-St-Louis-de-Caughnawaga.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le gouvernement agira comme par le passé au sujet de cette question.

Canal de Beauharnois

M. D.-A. COUTLEE (Soulanges): Veut savoir si le gouvernement désire achever le règlement des dommages faits, par la construction des chaussées du canal de Beauharnois, aux terres du côté nord du fleuve Saint-Laurent, et, de plus, reconsidérer certaines décisions rendues contre certains propriétaires, qui en souffrent encore, et à qui justice n'a pas été accordée.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que le canal de Beauharnois est à la charge du gouvernement fédéral et que le gouvernement local ne peut s'en occuper.

Demande de documents:

Les chemins à barrières de l'Isle de Montréal

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Richmond-Wolfe (M. J. Picard), qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état détaillé du revenu annuel des chemins à barrières de l'Isle de Montréal et le contrôle des commissaires nommés par le gouvernement; aussi un état indiquant les différents objets auxquels ces revenus ont été appliqués par ces commissaires en 1867.

En faisant cette motion, j'ai deux choses en vue: la première, de connaître l'état des finances de la commission des chemins à barrières de Montréal, et la deuxième, de mettre le gouvernement sur ses gardes, au sujet du chemin de la Compagnie des chemins à barrières de Saint-Michel, dont les commissaires ont quelques velléités de faire l'achat.

Jusqu'à aujourd'hui, j'ai vu que ce dernier chemin a suffisamment payé ses propriétaires,

mais, à moins de dépenses nouvelles, bientôt il aura cessé de donner du profit, menacé qu'il est de devenir en été un chemin sans débouché, un véritable cul-de-sac.

Aujourd'hui, la seule issue sur laquelle puissent compter les propriétaires de ce chemin est la traverse à Sigouin, située sur la rivière des Prairies, vis-à-vis le village de Saint-Vincent-de-Paul (les propriétaires des ponts situés à cinq ou six milles plus haut, sur la même rivière, ayant obtenu de la Législature qu'aucune autre traverse ne soit ouverte dans cet endroit).

Mais par cette voie (chemin de Saint-Michel) il se trouve encore trois à quatre milles de chemin à macadamiser, tandis qu'en passant par les ponts que je viens de mentionner, les voyageurs trouvent le chemin beau dans toute sa longueur. Ainsi les bateliers de la traverse à Sigouin voient-ils tous les jours diminuer le nombre des passagers à leur traverse et bientôt, vivant du revenu de cette traverse, seront-ils obligés de la fermer et de chercher un autre moyen pour procurer du pain à leur famille.

Le seul débouché qu'a aujourd'hui le chemin de la compagnie Saint-Michel se trouvera alors fermé, ses revenus en seront conséquemment gravement affectés. Ne serait-ce donc pas un acte grave de mauvaise administration, si le gouvernement sanctionnait un arrangement que pourraient faire les commissaires avec la compagnie de Saint-Michel pour l'acquisition de son chemin?

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Le député de Laval, qui n'a rien payé pour son élection, aurait bien pu acheter une mappemonde afin de nous montrer où se trouvent les chemins de l'Isle Jésus.

M. J.-H. BELLEROSE (Laval): Il me semble que le député de Montmorency, qui donne tout au pays pour rien, pourrait bien mieux que moi faire ce petit cadeau à la Chambre.

M. A.W. OGILVIE (Montréal-Ouest): Prétend qu'il se fera encore assez de commerce et d'affaires par cette traverse pour en payer avantageusement les gardiens. L'honorable représentant de Laval se méprend: le chemin de la compagnie Saint-Michel paye 7 1/2 par cent à ses propriétaires, et certainement le gouvernement ne peut mieux faire que de placer de l'argent à un tel taux.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Je ne sais pas de l'avis de l'honorable membre qui vient de s'asseoir. Il me paraît évident que les commissaires feraient une mauvaise transaction en achetant le chemin en question, sans s'assurer du droit de macadamiser la partie du chemin qui reste encore à macadamiser pour arriver à la traverse à Sigouin et sans s'assurer encore d'une manière ou d'une autre de l'avantage indispensable de voir la traverse toujours ouverte au public et donner ainsi une issue au chemin en

question, sans quoi il ne saurait être fréquenté. Je suis d'accord avec le député de Laval (M. J. H. Bellerose): et je crois que si la compagnie des chemins à barrières arrive à ses fins, la compétition sera étouffée et elle pourra charger les taux qui lui plairont.

M. J.-H. BELLEROSE (Laval): Félicite l'honorable représentant d'Hochelaga (M. L.-J. Beaubien) et ajoute: Je n'ai jamais dit que le chemin de la compagnie Saint-Michel ne payait pas 7 1/2 par cent; mais je répète qu'aussitôt que la traverse à Sigouin, qui se trouve entre nos mains, aura été fermée au public, le chemin n'aura plus d'issue et ne sera par conséquent fréquenté que par quelques personnes qui vivent dans le voisinage, et qu'il cessera par conséquent de donner du profit. C'est ce qui est à la veille d'arriver, à moins que la compagnie de Saint-Michel ou une autre ne macadamise ce qui ne l'est pas pour arriver à ladite traverse. Enfin de deux choses l'une: ou le gouvernement ne doit pas acheter le chemin Saint-Michel, ou, s'il l'achète, il lui faut parachever cette ligne et s'assurer que la traverse ne lui fera pas défaut.

L'honorable représentant de Montréal-Ouest (M. W. Ogilvie) nous a dit que messieurs les commissaires des chemins à barrières de Montréal sont tous des hommes de la plus haute respectabilité. Je demanderai à l'honorable monsieur qui a dit le contraire? Pas moi, certainement, et je suis heureux de reconnaître que tels sont ces messieurs. Mais cela détruit-il le fait que parmi eux se trouvent des hommes intéressés dans une compagnie de chemins à barrières dont les revenus pourront augmenter en proportion que ceux de la compagnie Saint-Michel diminueront?

Je m'arrête, car je sens que j'abuse de la bienveillance des honorables membres de cette chambre. Bientôt le comité des bills privés aura à porter un jugement sur la demande de quatre ans pour terminer ces chemins que fait la Compagnie des chemins à barrières de l'Isle Jésus (comté de Laval) et sur les plaintes de mes électeurs et leurs demandes que pas plus de deux ans ne soient accordés pour cette fin. J'aurai probablement alors l'occasion de revenir sur ce sujet. Qu'il me suffise donc, pour le moment, de prier les honorables membres de ce comité de vouloir bien ne se laisser influencer en aucune façon et de réserver leur jugement sur cette dernière question jusqu'au jour où nous pourrions mettre toute la cause devant eux.

La motion est adoptée.

Comité permanent des chemins de fer

M. P.-A. TREMBLAY (Saguenay): J'ai l'honneur de proposer que M. C.H. Pozer (Beauce) et M. L.-C. Clément (Charlevoix) soient ajoutés au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Adopté.

L'émigration

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montréal-Centre (M. E. Carter), qu'il soit donné instruction au comité permanent de l'agriculture, de l'émigration et de la colonisation, de prendre en considération l'émigration désastreuse qui se fait maintenant des habitants de ce pays vers les Etats-Unis, et de rechercher les meilleurs moyens d'arrêter ce mal.

Il dit qu'il n'avait pas, en proposant cette motion, l'intention de blâmer la conduite du comité de la colonisation. Il savait, au contraire que ce comité est composé d'hommes qui ont à coeur les intérêts de la province et qui sont parfaitement en état d'apprécier par eux-mêmes toute l'importance de la cause qui leur est confiée. Son unique but était de faire naître une occasion qui lui permit de signaler à l'attention de la Chambre certains faits désastreux qui se produisent en ce moment au milieu de nous et dont il est important d'arrêter les progrès par des mesures promptes et énergiques. Chacun connaît les proportions alarmantes dans lesquelles, depuis quelques années, les habitants de ce pays ont émigré aux Etats-Unis. Cette émigration ne se poursuit pas seulement chez les Canadiens français mais chez les Canadiens de toutes les origines. Le mal est devenu si grand qu'il faut que des mesures immédiates soient adoptées pour en arrêter les progrès autrement il sera bientôt sans remède.

Son désir n'était pas de revenir sur le passé et de faire un examen trop rigoureux de ce qui s'est fait ou de ce qui aurait dû se faire dans l'intérêt de cette cause importante; il lui fallait bien cependant faire quelques allusions à ce passé en recherchant les véritables sources du mal que nous déplorons. Il est fermement convaincu que cette tendance de notre population à émigrer aux Etats-Unis peut s'attribuer principalement au peu d'encouragement que l'on a jusqu'à présent accordé aux colons de nos townships et à l'état peu développé de nos ressources industrielles. On a abandonné le pauvre colon à toutes les privations imaginables. Il a été non seulement laissé à ses propres ressources, mais aucune protection ne lui a été offerte contre les exactions des grands propriétaires, et le gouvernement lui-même au lieu de lui procurer les facilités qu'il avait raison d'en attendre, a, dans plusieurs circonstances, contribué à sa ruine. On a vu dans maintes occasions, des malheureux défricheurs, après plusieurs années de travaux pénibles, après avoir enduré toutes les privations, pour procurer à leurs familles, souvent nombreuses, les premières nécessités de la vie, forcés de délaisser les propriétés qu'ils avaient mises en valeur au prix de mille sacrifices, et prendre de désespoir la route de l'exil.

C'est là, à son point de vue, la première cause du mal; la seconde cause se trouve dans le peu de développement de nos ressources indus-

trielles. Quelques-uns de nos intérêts ont reçu toute l'attention qu'ils méritaient; le commerce, par exemple a été constamment favorisé par la Législature; il ne veut pas y trouver à redire, mais il regrette que l'on n'ait pas songé à encourager en même temps nos industries manufacturières et agricoles. L'agriculture est sans contredit la principale ressource de notre province mais, comme le commerce, elle ne suffirait pas seule à la prospérité du pays puisqu'elle ne fournit de l'emploi à nos populations rurales que pendant une partie de l'année seulement. Pendant nos longs hivers, beaucoup de personnes vouées aux travaux des champs restent sans occupation. Quelques-uns des membres de chaque famille suffisent pendant huit mois de l'année aux travaux journaliers de la ferme, et les autres, pour ne pas rester dans l'oisiveté et pour gagner quelque argent, vont chercher de l'emploi dans les manufactures des Etats-Unis, bien souvent pour ne plus revenir.

Au lieu de se ralentir, le flot de l'émigration grossit toujours. Il n'y a pas que les colons dépossédés qui tournent aujourd'hui leurs regards vers les Etats-Unis; une autre classe, celle des cultivateurs aisés, s'y porte aussi en grand nombre, sous le prétexte que le patrimoine de famille ne paie plus et qu'il faut aller loin du pays chercher des établissements plus vastes.

Dans la partie du pays qu'il habite, on cite plusieurs personnes très à l'aise qui sont parties, l'automne dernier, pour les Etats de l'Ouest, et un plus grand nombre se proposent de suivre sous peu leur exemple.

A ce propos, il se permettrait, avec la permission de la Chambre, de donner lecture d'une lettre reçue ces jours derniers d'une personne de son comté parfaitement en position d'apprécier l'importance du sol. L'auteur de cette lettre informe que l'émigration continue toujours comme si quelques terribles calamités nous menaçaient; tous les jours, des convois chargés d'émigrants prennent la route des Etats-Unis. Il y a une cause à cela, ajoute l'auteur de la lettre, et des milliers de louis ne seraient pas perdus à en faire la recherche.

Ce qui porte la plupart de ces familles à s'éloigner ainsi de leur pays, c'est le désir et la nécessité de donner à leurs enfants des établissements et des moyens de subsistance. C'est en vain qu'on leur parle des townships. Leur réponse invariable est qu'elles ne veulent pas s'exposer aux privations, aux persécutions et à la misère. Certainement leurs appréhensions sont jusqu'à un certain point justifiées par l'expérience des difficultés auxquelles les colons des townships ont été soumis par le passé. Tant que l'on n'aura pas fait disparaître ces difficultés et que l'on n'aura pas fait connaître qu'elles n'existent plus, la même répulsion existera et la partie la plus vigoureuse de notre population continuera à laisser le pays pour aller enrichir nos voisins de son travail.

Il est donc urgent que des mesures immédiates soient prises pour mettre un terme à cet état

de choses. Il a vu dans la presse que la Législature de l'Ontario est en voie d'adopter cette loi connue aux Etats-Unis sous le nom de Homestead Law, et qui assure aux colons certains avantages propres à les encourager et à leur assurer le succès dans leurs pénibles travaux. Le comité se fera sans doute un devoir d'examiner si les dispositions de cette loi pourraient avantageusement s'appliquer à notre province. Il y a aussi, à son avis, d'autres moyens qu'il est important de ne pas négliger qui pourront remédier en partie aux faits que nous déplorons. On pourrait d'abord accorder aux colons des concessions gratuites, sous certaines conditions favorables à la colonisation, qu'ils seraient tenus de remplir.

Mais pour que ces concessions fussent avantageuses, il faudrait que les terrains ainsi donnés fussent situés non pas dans des régions inaccessibles, mais sur les chemins de colonisation. L'existence des nouveaux établissements attirerait bientôt la colonisation de leur côté et favoriserait ainsi l'ouverture de vastes contrées, maintenant inhabitées et improductives. Ces dons gratuits deviendraient ainsi en peu de temps, pour le gouvernement même, une source de profit.

Il termine en disant qu'il n'est pas opposé à l'introduction dans cette province d'une immigration venant de l'Ancien Monde, mais il croit qu'il importe, avant tout, de songer à retenir notre population.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Dit que l'Assemblée se félicite de la proposition de son honorable ami (M. F.-G. Marchand). En appuyant la proposition, il y va de son devoir de dire quelques mots sur le sujet si important de cette dernière. Il regrette que l'état de chose décrit par son ami ait pu se développer; il est inutile d'insister sur la grande nécessité pour le gouvernement et l'Assemblée de chercher vigoureusement un remède pour arrêter, si possible, ce mal.

Pendant des années nous l'avons enduré à un degré qu'il est difficile d'admettre, pendant que le pays se vidait graduellement, surtout pendant la dernière guerre aux Etats-Unis, de la fleur de sa jeunesse, sa plus grande ressource et ses promesses d'avenir; on se convaincra de la grandeur de cette perte par les exemples de bravoure et de courage dont un bon nombre de jeunes hommes canadiens ont fait preuve dans ce conflit, et par les positions et les distinctions qu'ils se sont mérités.

La longueur de nos hivers, la brièveté de la saison agricole et l'insuffisance de ressources industrielles sont la principale cause de cet exode. Ce que nous voulons absolument, c'est l'investissement de capitaux pour développer nos ressources et créer ainsi des emplois pour notre population active. Il se réjouit aussi du sentiment de générosité et de sympathie de la Chambre pour la Nouvelle-Ecosse: il laisse présager, il en était sûr, l'endurance de ce

sentiment, nécessaire pour vivre dans la paix et l'harmonie et pour marcher ensemble, main dans la main, dans le travail de construire notre nouvelle nationalité, et de la rendre forte, heureuse et prospère.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Pense que tous connaissent l'importance du sujet et qu'il ne saurait y avoir d'objection à la motion. Ce que nous voulions, c'était une population et la prospérité pour la retenir quand nous l'avions. En arrêtant l'exode, nous favoriserions l'immigration, parce que l'absence d'exode serait la preuve de notre prospérité intérieure et serait une manière de réclamer auprès des immigrants. Il croit cependant qu'il serait difficile de trouver un remède, car des comités parlementaires s'étaient déjà penchés sérieusement sur cette question depuis longtemps; on nommait des comités pour faire enquête sur ce sujet, mais que tout était sans effet.

Il faudrait attirer l'attention des capitalistes anglais et américains sur les ressources inexploitées du pays; cela aurait l'effet d'arrêter l'émigration et d'attirer l'immigration européenne; c'est là, ce qu'on a fait aux Etats-Unis pour y attirer l'immigration.

Il approuve l'idée qui inspire M. Marchand (Saint-Jean) mais il émet des doutes sur la valeur des moyens proposés pour atteindre et guérir la plaie qui nous dévore. Des comités de colonisation se sont succédés à chaque session. Il n'y a pas qu'un seul remède, il y en a une multitude que nous devons employer simultanément, mais ce qu'il nous faut pour retenir nos jeunes gens, et donner un objet à l'activité, c'est l'industrie manufacturière. Mais comment arriver à ce but? L'argent est rare dans les pays jeunes comme le nôtre. Pour suppléer à ce qui nous manque de ce côté, attirons les capitaux anglais afin de développer nos ressources et exploiter nos richesses.

Les capitaux, voilà ce qui nous manque. Une sage politique nous conseille aussi de ne pas donner gratuitement nos terres; mieux vaut les céder pour un prix minime, mais faisons voir au colon qu'elles ont de la valeur.

Comme les premiers défrichements des terres sont lents et pénibles, le rendement presque nul, le colon a besoin d'aide les premières années; pourquoi alors ne viendrait-on pas à son secours?

C'est dans les cantons propres à la culture, où les communications vers les grands centres de population sont faciles, que nous devons diriger nos jeunes gens.

Alors ils pourront disposer facilement de leurs produits, et leur succès servira d'encouragement aux autres.

Il est de mode dans notre pays de rejeter sur le gouvernement toutes les fautes, c'est lui que l'on rend responsable du dépeuplement de nos campagnes; il est toujours le grand coupable. C'est encore un mauvais principe. Rien n'est

laissé à l'énergie des individus, l'on s'habitue à tourner les regards du côté du pouvoir et tout esprit d'initiative disparaît.

Le gouvernement ne peut tout faire, mais seulement aider, et encourager les efforts des particuliers.

Sans aller bien loin, nous avons la preuve de ce que l'esprit d'entreprise peut faire. Voyez Montréal et Québec. En 1827, la florissante cité qui est à soixante lieues de notre port était plus pauvre que nous. Les rôles respectifs sont bien changés. La cause, où est-elle? Tout le monde peut la toucher du doigt. Montréal a vu ses hommes se lancer dans les entreprises commerciales et industrielles, lutter contre la concurrence étrangère, attirer les produits dans son sein, et cette énergie déployée en toute circonstance a produit des merveilles. A Québec, l'entreprise individuelle a fait défaut, et aussi nos affaires ont suivi une progression descendante.

Voyons aussi ce qui se passe chez nos voisins. Le sol des Etats du Nord est relativement pauvre, mais un peuple d'une énergie indomptable le couvre. Grâce à cette précieuse qualité, le Nord aujourd'hui possède toutes les richesses de l'Ouest et du Sud beaucoup plus fertiles, beaucoup plus favorisés par la nature. C'est l'énergie qui a concentré la richesse de tous ces Etats producteurs dans les villes manufacturières et florissantes de la Nouvelle-Angleterre. Pour attirer les capitaux étrangers, les Américains ont mis l'Europe au courant de leurs ressources. Des agents l'ont parcouru en tout sens vantant sa fertilité, ses avantages. Pourquoi n'en ferions-nous pas autant? Les mêmes moyens ne conduiraient-ils pas aux mêmes résultats?

Profitons des bons exemples qui nous sont donnés, peu importe d'où. Il ne faut pas se le dissimuler, nous, Bas-Canadiens, nous avons une lutte à soutenir, nous devons nous réveiller, aiguillonner l'orgueil national, stimuler nos courages et ainsi décupler nos forces. Dans ce combat où tous auront à gagner, où la victoire de l'un ne diminuera pas la richesse de l'autre, nous triompherons si une politique sage, secondée par une énergie à toute épreuve, nous conduit et nous inspire. Ce réveil tant désiré commence, il porte déjà ses fruits; il ne fera que continuer, et ce qu'il a déjà donné n'est rien, comparé à ce qu'il promet et peut produire.

M. J. GAUDET (Nicolet): Reproche aux administrations passées d'avoir vendu toutes les terres de la province au même prix. Il dit que le système de prix uniforme a causé beaucoup de tort à la colonisation.

M. J. G. ROSS (Compton): Dit que la prospérité de notre peuple rappellera des émigrants de l'étranger.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Remarque que

plusieurs erreurs se sont glissées dans l'exploration des nouveaux townships, où l'on n'a pas tenu compte de la qualité de la terre; il exprime de grandes espérances sur l'avenir de l'agriculture et la richesse du pays.

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Pense que la Confédération fera naître de nouvelles manufactures et procurera de l'emploi à une grande partie de notre population.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Pense que le gouvernement ne peut réussir à promouvoir l'établissement des colonies sans l'aide des sociétés.

M. J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Incline à donner des terres et à accorder les mêmes droits aux étrangers qui sont dans le pays, sans égard à leur croyance et à leur race.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit que le système de donner les terres gratuitement augmenterait les spéculations en diminuant une source de revenu et en empêchant toutes les améliorations. Il attaque fortement ceux qui prétendent que le gouvernement perd son temps; il dit que le gouvernement ne peut pas faire plus, qu'il a besoin de temps pour préparer ses mesures d'une manière conforme aux besoins du public.

Il y a également des discours, sur cette question, prononcés par Messieurs Rhéaume (Québec-Est), Laberge (Châteauguay), Coutlée (Soulagnes).

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Fait remarquer qu'il se fait tard et que plusieurs députés désirent encore parler à ce sujet.

Le débat est ajourné à une autre séance.

Le département du Trésor

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose la deuxième lecture du bill concernant le département du Trésor.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour mardi prochain.

Les journaux

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Quoique obligé de corriger quelques rapports de ses discours dans les journaux locaux, il veut féliciter les journaux pour l'exactitude générale de leurs rapports.

Ajournement

Alors, sur proposition de l'honorable Chauveau, appuyé par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la Chambre s'ajourne à dix heures et demie.

Séance du 27 janvier 1868

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet.

Dépôt et lecture des pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. le procureur général Oimet, la pétition de G. Béliveau et autres, de la cité de Montréal; la pétition des dames religieuses de Notre-Dame de la Charité du Bon Pasteur, de Montréal; et des soeurs de la Miséricorde pour la régie de l'hôpital de la Maternité de Montréal.

Par M. Pozer, la pétition du conseil municipal du comté de Beauce.

Par M. Verreault, la pétition du révérend F.-X. Delâge et autres, de la paroisse de l'Islet, comté de l'Islet.

Par M. Mailloux, la pétition de Jules Dumais et autres, de la paroisse de Trois-Pistoles, comté de Témiscouata.

Par M. Garon, la pétition du révérend D. Vézina et autres, de la paroisse de Matane; et la pétition du révérend G.-S. Marceau et autres, de la paroisse de Saint-Simon, comté de Rimouski.

Par M. Marchand, la pétition de Charles Langelier et autres, de la ville de St-Jean.

Par M. Ogilvie, la pétition de la faculté médicale du collège McGill.

Par M. Dugas, la pétition du révérend A.-H. Coutu et autres, du comté de Montcalm.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De la municipalité de la paroisse Saint-Alexandre; de la municipalité de la paroisse Saint-Sébastien; de la municipalité de la paroisse Saint-Georges-de-Henriville, toutes du comté d'Iberville; demandant respectivement des amendements à l'acte municipal et à la loi d'agriculture.

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de Québec; du maire, des échevins et citoyens de la cité de Montréal; de l'Union Saint-Joseph de Saint-Jean d'Iberville; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

De George Goodenough et autres, du township de Ham-Sud, comté de Wolfe; demandant de l'aide pour parachever un chemin entre ledit township et celui de Weedon, dans ledit comté.

De J.-Z.-C. Miquelon et autres, du township de Saint-Camille, comté de Wolfe; demandant un octroi pour parachever un chemin depuis le centre dudit township jusqu'au chemin Gosford, dans le township de Dudswell.

De Norbert-D.-D. Bessette et autres, demandant à être incorporés sous le nom de "La Compagnie hydraulique et manufacturière de Chambly".

Du révérend A.-H. Coutu et autres, du township de Chertsey, comté de Montcalm; demandant de l'aide pour divers chemins dans ledit township.

Du révérend A.-H. Coutu et autres, du township de Chertsey, comté de Montcalm; demandant de l'aide pour faire leurs semences le printemps prochain et pour diverses autres fins.

De J.-P. Proulx et autres, de la paroisse Saint-François, comté de Beauce; demandant de laisser le chef-lieu du comté de Beauce en la dite paroisse Saint-François.

Du révérend H.-C. Hamelin et autres, du township de Wotton; demandant un octroi pour parachever le chemin de Wotton à Wolfstown.

Du révérend Oct. Hébert et autres, de la paroisse Saint-Arsène, comté de Témiscouata; de Louis Bertrand et autres, de la paroisse de l'Isle-Verte, de Gilbert McNeil et autres, de la paroisse Saint-Valier, du révérend J. Mailley et autres, de la paroisse Saint-Raphaël; de A.-N. Martineau, J.P., et autres, de la paroisse de Beaumont; et du très révérend Al. Mailloux et autres, de la paroisse de Saint-Charles, ces quatre dernières paroisses du comté de Bellechasse; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

Rapport de comités:

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter le premier rapport du comité spécial nommé pour prendre en considération, dans tous ses détails, la question de la coupe des bois sur les terres publiques. Votre comité a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre les résolutions ci-jointes, et d'en demander l'adoption:

Que ce comité est d'opinion qu'il serait utile et avantageux d'augmenter ses pouvoirs de manière à l'autoriser à s'occuper des effets du présent système de licences pour la coupe des bois, et des meilleurs moyens de conserver et protéger les forêts de l'Etat.

Adopté.

Introduction de bills:

M. A.W. OGILVIE (Montréal-Ouest): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte concernant la division du Bas-Canada en comtés, et les bornes de certaines cités et villes pour les fins de la représentation dans la Législature, par rapport aux comtés de Saint-Hyacinthe et Bagot.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Demande la permission d'introduire un bill pour annexer le cinquième rang du township de Stukely à la municipalité de North Stukely.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Demande la permission d'introduire un bill pour ériger la paroisse de Sainte-Cécile, dans le comté de Shefford, et district de Bedford, en une municipalité.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Maison de correction à Montréal

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Ouest): J'ai l'honneur de proposer que la pétition du maire, des échevins et des citoyens de la cité de Montréal, demandant de l'aide pour ériger une maison de correction, dans ladite cité, soit imprimée pour l'usage des membres de cette Chambre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il ne s'oppose pas à la motion. Le sujet a beaucoup d'importance, et l'honorable député prend le meilleur moyen d'attirer l'attention de la Chambre sur le sujet. Vu l'état des finances, il ne peut dire quand le gouvernement pourra faire exécuter cet ouvrage. Cela ne veut cependant pas dire que le gouvernement se désintéresse de la question.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Suggeste que l'impression de cette pétition soit référée au comité des impressions.

M. A.W. OGILVIE (Montréal-Ouest): Consent à la suggestion de l'honorable trésorier de la province.

Adopté.

Message du Conseil législatif:

L'ORATEUR: Annonce un message du Conseil législatif informant la Chambre que le bill relatif à la charge d'orateur de l'Assemblée législative a été passé sans amendement.

Interpellations:

Arpentage de townships

M. J. GARON (Rimouski): Demande si le gouvernement a l'intention de faire arpenter les townships en arrière de Saint-Simon et de Saint-Fabien, dans le comté de Rimouski.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond qu'il ne pouvait que répéter ce qu'il avait déjà dit sur la question. Le gouvernement ne savait pas à présent quelles explorations seraient faites, mais il en ferait faire autant que ses ressources le lui permettaient.

Réclamations des miliciens

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Demande si c'est l'intention du gouvernement de régler les réclamations des miliciens qui ont servi dans la dernière guerre avec les États-Unis.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond qu'à première vue, ce sujet semble appartenir au gouvernement fédéral; cependant, il s'occupera de la question.

Administration de la justice

M. F. DUGAS (Montcalm): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'amender l'acte relatif à l'administration de la justice.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Déclare que le ministère n'apportera pendant cette session aucun changement à l'administration judiciaire.

Droits de douanes dans le port de Rimouski

M. J. GARON (Rimouski): Demande si c'est l'intention du gouvernement de changer le système actuel de perception des douanes pour le port de Rimouski.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que ce sujet est du ressort du gouvernement fédéral.

Demande de documents:

Ecoles normales

M. P.-A. TREMBLAY (Saguenay): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Beauce, (M. C.H. Pozer), qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant :

1. Le nombre des élèves (garçons et filles) admis dans les écoles normales, depuis leur établissement jusqu'à ce jour.

2. Le nombre de bourses et demi-bourses accordées auxdits élèves.

3. La somme payée, et par qui, pour l'instruction desdits élèves pendant ladite période.

4. Le nombre d'élèves de chaque sexe auxquels ont été conférés des diplômes, leur donnant le grade d'instituteur ou institutrice.

5. Combien desdits élèves de chaque sexe, ainsi porteurs de diplômes, ont fait l'école, et pendant combien de temps.

6. Combien desdits élèves, ainsi munis de diplômes et n'ayant jamais fait l'école, ont remboursé le coût de leur instruction dans lesdites écoles.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Qué-

bec-Comté): En tant que ministre de l'Instruction publique, il est heureux d'entendre la demande du représentant de Chicoutimi (M. P.-A. Tremblay); elle lui fournit l'occasion de dissiper les préventions qui existent contre ces institutions et de montrer les services qu'elles ont rendus au pays. Ce système d'écoles a bien fonctionné et fonctionne encore bien. Presque tous ceux qui ont obtenu leur diplôme ont enseigné pendant le nombre requis d'années, et plusieurs ont enseigné plus longtemps qu'ils n'étaient obligés de le faire.

Adopté.

Rapport de comités:

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de déposer le cinquième rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici les résolutions:

Résolu que le sergent d'armes ne puisse faire aucune dépense ayant rapport aux dépenses contingentes de la Chambre sans l'approbation et l'ordre par écrit du président du comité des dépenses contingentes, non seulement durant la vacance, mais encore lorsque la Chambre tiendra ses séances.

Résolu que le rapport du sous-comité, auquel a été référée la question de souscrire aux journaux de la province et de l'étranger pour l'usage de la Chambre, soit adopté avec cet amendement: qu'on souscrive à deux copies de l'Ottawa Times, au lieu d'une, durant la vacance.

Que le sous-comité des dépenses contingentes, auquel a été référée la question de souscription aux journaux de la province et de l'étranger pour l'usage de la Chambre, ayant pris communication de la liste suivante des journaux maintenant reçus, demande respectueusement la permission de recommander, par un vote unanime, que, dans toute circonstance où il a été souscrit à quatre copies d'aucun journal, à l'avenir il soit souscrit à trois copies seulement pour le temps que la Chambre tiendra ses séances, et que pendant la vacance de la Législature, il ne soit souscrit qu'à une copie de chaque jour, à l'exception de la Gazette officielle.

Il dit que, nonobstant les efforts du comité pour réduire la dépense, il paraît y avoir un groupe de personnes déterminées à paralyser ces efforts et à créer un gaspillage ruineux de nos finances. On voit les taux les plus exorbitants portés dans les comptes, et je regrette de dire qu'il existe une complicité dans ces fraudes de la part de quelques-uns des officiers de cette Chambre. Il y a eu dilapidations et vols.

M. J.-E. CAUCHON (Montmorency): Il félicite l'honorable représentant de Laval (M. J.-H. Bellerose) de son zèle et des services qu'il rend au pays par ses efforts pour pratiquer l'économie et empêcher la dilapidation des deniers publics; mais il veut lui faire remarquer que ses

paroles sont excessivement graves; qu'il a porté des accusations de vols et de connivence dans le vol contre certains officiers de la Chambre, et qu'il est de son devoir de les substantier de manière à placer ces officiers dans la position de se défendre; que s'il y a des voleurs ou des receleurs au service de la Chambre, il faut qu'ils en soient de suite chassés, car on ne serait pas justifiable de les y garder un seul instant sous un prétexte quelconque; qu'il faut donc une enquête le plus tôt possible; qu'il la faut en justice pour le public qui paie, pour cette Chambre qui a la garde de son honneur et de ses deniers, et pour les accusés.

Mais il y a d'autres motifs pour engager l'honorable membre à ne pas insister de suite sur l'adoption de son important rapport. Ce dernier, non seulement est une accusation directe portée contre des employés de la Chambre, mais encore une accusation indirecte contre celui que nous avons unanimement choisi pour être le président de nos délibérations, le gardien de notre dignité, de notre honneur et de nos privilèges. Durant les vacances, c'est le président qui a d'habitude la surveillance des édifices du parlement et de la dépense. Si nous nous sommes trompés dans notre choix et si celui qui siège dans le fauteuil s'est montré, par ses actes, indigne de notre confiance, il est absolument nécessaire que cette Chambre le sache de suite pour revendiquer son honneur et maintenir la majesté de ses délibérations; ce procédé serait plus généreux et plus digne que d'enlever au président, par un moyen détourné, les privilèges de sa position pour les donner à un autre homme, président ou non président d'un comité, qui, quel que soit son mérite, n'a pas obtenu, au même degré, la confiance publique.

Il y a plus: le rapport consacre un principe nouveau en donnant au président du comité des contingents des pouvoirs qu'il ne peut pas remplir. En effet, la prorogation, qui n'est pas dans les mains de la Chambre mais dans celles du lieutenant-gouverneur, anéantit tous les comités au point que le gouvernement, au commencement de chaque session, est obligé de soumettre une nouvelle liste des comités permanents. Ce ne pourrait donc pas être comme président du comité des contingents que l'honorable député surveillerait, durant la vacance, la dépense de la Chambre et alors ce serait simplement la substitution de sa personne à celle du président et de ses subordonnés. Ce serait donc une roue dans une roue, un pouvoir dans un pouvoir, et la Chambre aurait à décider si elle a plus de confiance dans l'honorable député que dans celui qu'elle vient de placer dans le fauteuil présidentiel à une si parfaite unanimité. Dans tous les cas, comme le principe est tout nouveau, la sagesse nous commande de réfléchir un peu avant de l'adopter.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Répond qu'il n'a pas voulu faire naître des soupçons contre l'orateur.

A voir avec quelle vivacité le député de Montmorency s'oppose à l'oeuvre de réforme entreprise par le comité, on croirait vraiment qu'il a des intérêts personnels à défendre. Il demande une enquête; mais il oublie donc qu'il y a des hommes qui, dans d'autres circonstances, ont été bien heureux qu'il n'y ait pas eu d'enquête!

Je ne crains pas le député de Montmorency, et quand il voudra entamer la lutte, n'importe sur quel terrain, je suis prêt.

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Blâme ce mode de discuter comme étant compromettant pour la dignité de la Chambre.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Il veut...

L'ORATEUR: Fait remarquer que les règlements interdisent de parler plus d'une fois sur le même sujet, à moins de vouloir offrir des explications.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Prend la parole pour approuver la conduite ferme et patriotique du représentant de Laval (M. J.-H. Bellerose) en exposant les fraudes que l'on a découvertes. La corruption et les jobs ont trop longtemps souillé notre Législature. La conduite du député de Laval lui donne des titres au respect et à la considération de la Chambre.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Veut défendre la position du représentant de Montmorency (M. J.-E. Cauchon).

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Il regrette la passion que l'on met dans la discussion et il déclare que c'est l'intention du gouvernement et celle du comité d'exercer la plus stricte surveillance sur la dépense de la Chambre. Il est très important qu'au commencement de notre nouvelle constitution, le public soit persuadé que l'économie est pratiquée par la Législature.

Si j'ai concouru dans la recommandation du comité, je n'ai pas eu l'intention de jeter des soupçons sur l'orateur. J'espère que les fraudes dont on se plaint sont exagérées, mais comme il est important de savoir si la recommandation du comité est sans précédent ou non, je propose que le débat sur la question soit ajourné à jeudi.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Approuve hautement la conduite du représentant de Laval (M. J.-H. Bellerose) en exposant les fraudes et les folles dépenses en question.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Dit qu'il veut prendre occasion de la motion du premier ministre pour parler de nouveau.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Allez, allez.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Allez, vous, si vous avez des besoins à satisfaire! ...

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Cela ne sent pas la rose.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Il veut répondre aux remarques qui ont été faites par le représentant de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau) et par celui de Montmorency (M. J.-E. Cauchon), dans une tentative conjointe pour l'intimider et l'écraser, parce qu'il met au jour des fraudes et de folles dépenses qui ont été commises. L'ardeur qu'ils mettent à s'opposer à mes révélations peuvent faire tomber sur eux l'imputation d'être personnellement intéressés dans l'affaire. J'aurai quelque chose de plus désagréable encore sur le sujet à exposer à cette Chambre. Mais comme il est six heures, je n'en dirai pas plus pour le moment; je garderai le reste de mon exposé pour jeudi, lorsque le rapport reviendra de nouveau.

La motion remettant le débat à jeudi prochain est adoptée par la Chambre.

La Chambre interrompt ses travaux à six heures.

Reprise de la séance à sept heures et demie

L'émigration

L'ordre du jour est lu pour reprendre les débats ajournés sur la question proposée hier: qu'instruction soit donnée au comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation de prendre en considération l'émigration désastreuse qui se fait maintenant des habitants de ce pays vers les Etats-Unis, et de rechercher les meilleurs moyens d'arrêter ce mal avant qu'il ne prenne de trop grands développements.

M. P.-A. TREMBLAY (Saguenay): M. le Président, la question de la colonisation intéresse trop vivement les comtés que je représente pour qu'il me soit permis de garder le silence en cette circonstance. Néanmoins je ne dirai que quelques mots, car je ne veux pas plus mériter le reproche de parler trop longuement que celui de parler trop souvent.

Quelque importante que soit la question d'éducation, je suis bien aise de voir que le gouvernement semble vouloir donner la préférence à celle de la colonisation, et lui vouer une plus grande part d'attention.

Sous le rapport de l'éducation, nous avons peu à envier aux autres peuples; j'entends dire que notre système d'éducation vaut ceux de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne, tous plus ou moins propres à développer les ressources de l'intelligence humaine.

Dans les sciences, dans les arts, il y a entre eux et nous la différence des siècles employés à la confection de ces monuments, de ces chefs d'oeuvre de la sculpture et de la peinture qui sont, pour l'étudiant, l'histoire vivante du passé; il y a aussi la différence des conditions d'existence en faveur de ceux que des aspirations ardentes poussent à l'étude du beau et du vrai.

Qui a vu les enchantements de Paris, qui a vu les merveilles de Rome, ce sanctuaire des arts, des sciences, de la philosophie, peut se former une idée des avantages dont jouit l'étudiant au sein de cette nature d'une intarissable fécondité, sous ce beau ciel d'Italie que l'on contemple avec une admiration toujours nouvelle.

Si notre système d'éducation a besoin de subir quelques modifications, demandons-les à l'honorable ministre de l'Instruction publique, qui pour cette fin a visité les principaux établissements des divers Etats de l'Europe; demandons-les à ces habiles professeurs qui, grâce à la libéralité de l'université Laval, ont été puiser la science aux sources mêmes que je viens de mentionner, et qui, au milieu de ce concours immense d'étudiants venus de toutes les parties du monde, ont conquis des palmes glorieuses et pour eux-mêmes et pour le Canada.

Pour favoriser les développements de l'éducation, il suffit donc d'accorder à nos institutions la protection dont elles ont joui par le passé.

En fait de colonisation, qu'avons-nous fait? Depuis vingt ans que cette question est agitée, le gouvernement a-t-il rempli ses obligations?

A-t-il réellement voulu coloniser?

Les 600,000 Canadiens dispersés dans les divers états de l'union américaine ont-ils été entraînés là par esprit d'aventure ou par la nécessité?

Les résultats favorables obtenus en divers endroits, sur quelques points de notre territoire, sont plutôt dus à l'indomptable énergie de nos braves colons, à leur amour passionné du sol natal qu'à l'intervention du gouvernement.

Depuis 20 ans on a dépensé environ \$800,000 pour la colonisation, et dans dix ans on a dépensé trois millions et demi pour bâtir un palais à 257 législateurs.

Dans le cours de l'année dernière, le gouvernement des Etats-Unis a disposé de 506 millions d'acres de terre: 76 millions seulement ont été vendues; les autres 430 millions ont été données aux émigrés, aux soldats, aux institutions d'éducation, aux compagnies de chemin de fer. Nonobstant les besoins pressants d'argent pour faire face à son énorme dette, il déploie une libéralité inaccoutumée en faveur de l'établissement de son immense territoire.

Dans le cours de l'année 1866, 161,000 acres de terre ont été vendues dans le Bas-Canada, et 10,850 acres accordées gratuitement.

Dans le Haut-Canada, on a vendu 170,827 acres et donné 7,200.

Cette comparaison peut nous faire comprendre l'importance que l'on attache ailleurs à la question de la colonisation.

La province de l'Ontario marche déjà sur leurs traces; le système des octrois gratuits vient d'y être adopté, ainsi que la loi des patrimoines, Homestead Law.

Tout le monde s'accorde à dire que notre système de colonisation a été défectueux, et

que l'émigration qui s'est dirigée vers les Etats-Unis est due en partie au peu de protection accordée au colon.

Les comités nommés par l'ancienne Chambre, dans les dernières années du moins, ont-ils fait quelque chose qui pût donner de l'élan à la colonisation?

A quoi s'est réduite le plus souvent l'action de ces comités? A un commencement d'élaboration de quelque vaste projet irréalisable.

A la première séance on élit un président; à la seconde quelque membres viennent inscrire leurs noms pour feindre le quorum; à la troisième, le président en présence d'un ou deux membres ajourne "sine die": et voilà, pendant le cours d'une session de deux mois, l'ouvrage d'un pompeux comité de colonisation.

Ce tableau n'est point une oeuvre d'imagination; je donne pour garantie de sa réalité ma propre expérience.

Comme nous inaugurons un nouveau régime, je ne veux point toucher au passé, bien qu'une étude rétrospective des fautes qui ont été commises pourrait nous être avantageuse.

Malgré les attaques injustes dont j'ai été l'objet dans une autre Chambre, je suis entré dans celle-ci sans rancune, sans le moindre sentiment d'animosité.

Je veux sincèrement le bien de mon pays; c'est là ma politique, point de confiance aveugle, non plus que de défiance injuste.

Je ne sais quels sont les moyens à la disposition du gouvernement, quels nouveaux projets doivent être soumis pour l'encouragement de la colonisation. Comme les revenus de la province sont limités, les octrois devront l'être aussi.

Ce que je désire, et je crois être d'accord sur ce point avec l'opinion publique, c'est que les argents destinés à la colonisation soient dépensés là où les besoins se font le plus vivement sentir, et non pour satisfaire des partis politiques.

Quelqu'un me témoignait dernièrement une extrême surprise que le gouvernement eût accordé certaines sommes d'argent à un comté dont le député avait voté contre la Confédération, contre l'établissement d'un Conseil législatif: il paraît même que des ministres reprochaient vivement à quelques-uns de leurs collègues leur libéralité envers ce comté et cet ingrat député.

Si je comprends bien les obligations d'une administration, il me semble que l'un de ses premiers devoirs est d'employer, avec impartialité et dans l'intérêt du pays, les deniers déposés entre ses mains.

Si je comprends bien les devoirs d'un député, le premier est d'agir suivant ses convictions, de travailler à l'accomplissement de ce qu'il croit juste et raisonnable. Si les députés sont des jouets mis par les comtés à la merci du gouvernement; si, pour quelques faveurs, ils

doivent se constituer machine à voter, la représentation nationale n'est plus qu'un leurre, une moquerie.

Pour moi, je regarderai toujours comme une injure de donner un vote servile à une administration que je respecte. En parlant de colonisation, je ne puis oublier le comté que je représente.

Le comté de Chicoutimi paie chaque année au gouvernement, en taxes directes et indirectes, environ \$45,000: est-ce trop que le gouvernement lui accorde en retour quelques milliers de piastres pour l'ouverture de ses chemins? Le gouvernement a dépensé dans ce comté environ \$80,000 pour divers travaux de colonisation, l'équivalent de ce qu'il a dépensé pour un seul quai inutile dans un comté qui a reçu outre cela sa part de l'argent de colonisation.

Le gouvernement a fait ouvrir environ 80 milles de chemins carrossables; les colons ont aussi fait leur part, puisqu'ils ont ouvert 230 milles. Actuellement, la première section du chemin Kénogami comprend 18 milles de parcours, la principale artère conduisant à des établissements situés à 90 milles du chef-lieu du comté, ou 165 milles des bords du Saint-Laurent; cette première section, commencée depuis 17 à 18 ans, est à peine praticable pour des voitures à demi chargées. Voilà comment ont été remplies les promesses faites à la société de Kamouraska. Pour celui qui connaît les misères, les privations de toute espèce auxquelles sont exposés les hardis colons qui entreprennent de pénétrer dans l'intérieur de nos forêts, il y a lieu de s'étonner qu'un plus grand nombre n'émigrent pas vers les plaines fécondes de l'Illinois, du Minnesota. J'en sais quelque chose après 17 années de voyages à travers ce territoire; j'ai partagé quelquefois les angoisses de ces courageux émigrés des comtés de Charlevoix et de Kamouraska.

Demandez au vaillant pionnier de la colonisation du Lac-Saint-Jean, au révérend M. Hébert, s'il est un héroïsme supérieur à celui du colon qui, après avoir été ballotté pendant dix à douze jours dans une étroite embarcation, doit encore parcourir, tantôt par terre, par des chemins difficiles, tantôt blotti dans un canot à travers des rapides ou exposé à la fureur des vagues de nos grands lacs, une distance de 40 à 90 milles pour atteindre le petit coin de terre où il bâtira la hutte qui doit l'abriter lui et sa famille. Difficultés de transport, dangers et misères du voyage, morsures des moustiques, travail dur et incessant, privation des choses les plus nécessaires, des secours dans ses maladies, et du prêtre et du médecin, quelquefois même angoisses de la faim, voilà la vie du pauvre colon canadien; martyr de dix ans qui lui vaudra peut-être la réalisation de ses espérances, l'établissement de ses enfants sur cette terre qu'il aura fécondée de ses sueurs.

Celui qui n'a pas vu notre colon canadien à l'oeuvre ne connaît pas combien est fort, combien est puissant l'amour du sol natal pour opérer de tels prodiges de dévouement.

Après avoir été témoin pendant 17 ans des misères, des privations du colon canadien, après avoir assisté à tous les actes de ce drame émouvant où les auteurs figurent aujourd'hui au nombre d'environ 25,000, puis-je rester indifférent aux sollicitations de ceux qui s'enfoncent encore plus avant dans la forêt, surtout lorsque je suis envoyé par eux pour réclamer leurs droits, pour rappeler au gouvernement qu'il a des devoirs à remplir envers eux, qu'il leur doit un appui spécial et constant? Dans ce laps de temps, douze paroisses ont surgi comme par enchantement; à ces douze paroisses sont attachées quatre missions. Dans cette épaisse forêt où une fois par année un missionnaire allait rencontrer 50 à 60 familles indiennes, douze prêtres suffisent à peine à l'enseignement religieux. Dans son isolement, le colon du Saguenay a aussi compris le besoin de l'éducation: 37 écoles fréquentées par 1500 enfants, écoles dont quelques-unes peuvent rivaliser avec celles des riches villages des bords du fleuve, fonctionnent avec un plein succès. Je suis heureux de mentionner ce fait en présence de l'honorable ministre de l'Instruction publique.

Voilà ce qui s'est opéré dans l'espace de quelques années au nord de Québec, au-delà de la chaîne des Laurentides, malgré les difficultés de communication, malgré des incendies désastreux qui, à des courts intervalles, ont détruit les demeures, les effets de ménage, les instruments d'agriculture, les récoltes d'un grand nombre de cultivateurs. Voilà ce qu'a pu effectuer l'énergie persévérante, aidée de quelques deniers du gouvernement.

Car enfin qu'est-ce que \$80,000 répandues sur un aussi vaste territoire? Le prix d'un quai, un peu plus du tiers du coût de cette fameuse tour centrale d'Ottawa, le prix d'une maison de l'un de nos riches commerçants. \$80,000 répandues sur un territoire de 1,000 milles, c'est une goutte d'eau pour l'arroser.

Cependant, avec ces faibles secours, des faits prodigieux ont été accomplis; des milliers de familles vivent aujourd'hui dans l'aisance.

Je serais ingrat si je ne mentionnais les services rendus à la colonisation par la compagnie Price. La libéralité de cette compagnie dans ses avances et ses crédits prolongés a puissamment contribué au progrès du Saguenay, et je renouvelle devant cette Chambre avec vive satisfaction les sentiments de reconnaissance exprimés par mes compatriotes canadiens-français sur la tombe du noble vieillard qui fut leur ami et leur bienfaiteur et qui a laissé l'accomplissement de ses projets à des fils dignes de lui.

M. le Président il serait peut-être curieux de comparer les résultats obtenus dans les diverses parties du pays. Un examen attentif nous ferait peut-être découvrir l'une des causes de l'émigration aux Etats-Unis. On a voulu coloniser des terrains impropres à la culture, on a ouvert de magnifiques chemins dans des endroits stériles; on y a entraîné des colons qui, après quelques années de misère, ont pris la route de l'étranger pour ne plus revenir. En examinant les rapports

des agents de colonisation, je vois que, dans la partie la plus avantageuse du comté de Rimouski, 40 colons seulement résident sur les bords que traverse le chemin Taché. Dans le township Ashburton, sur une distance de 3 milles de défrichements continus, M. Fournier, en visitant son agence, n'a rencontré que deux colons, tous les autres ayant abandonné leurs ouvrages.

Depuis 15 ans, que le township Montminy est arpenté, 85 colons occupent des lots et demi-lots.

Dans le township Cassegrais, 4 colons y ont fait des défrichements avec l'intention de s'y établir.

Dans le township Chapais, il n'y a pas un seul colon résidant. Plusieurs défrichements ont été faits de chaque côté du chemin.

Il n'y a pas un seul défrichement dans le township Painchaud.

Dans le township Garneau, il y a 5 habitants.

Dans le township Arago, deux colons ont fait quelques travaux. On a assuré à M. l'agent que quelques colons s'étaient établis sur le chemin Saint-Denis, ouvert jusqu'à la frontière américaine.

Deux messieurs du clergé qui ont visité ce chemin dans toute sa longueur il y a deux ans m'ont dit qu'à part quelques lots à l'endroit où le chemin traverse la Rivière-du-loup tout le terrain compris entre la paroisse du Mont-Carmel et la frontière était tout à fait impropre à la culture.

Avec un pareil système de colonisation, nous sommes certains de voir grossir de jour en jour le flot de l'émigration. Si nous dépensons notre argent à ouvrir des chemins dans les endroits stériles, nous éprouverons certainement un fiasco complet. Dirigeons nos jeunes gens dans la Gaspésie, dans les territoires de Mantawa, du Saguenay, là enfin où le colon sera sûr de confier sa semence à un sol capable de le rémunérer de ses sacrifices, de lui payer le prix de sueurs.

Si l'étude et la pratique d'un art peuvent procurer certaines connaissances utiles, j'aurai la prétention de croire que je sais quelque chose en fait de colonisation, je prendrai la liberté d'exprimer ce qui me paraît être d'une nécessité absolue pour faire progresser la colonisation.

L'oeuvre de la colonisation est-elle une oeuvre nationale? Si oui, alors soustrayons-la aux influences politiques.

Avec les meilleures intentions, un ministre de la Colonisation sera presque toujours forcé de subir la pression de ses amis politiques. Supposons-le le plus habile timonier possible, il lui faudra reculer devant l'orage si le bien vouloir de ses collègues lui fait défaut, et bien plus encore si eux, qui doivent seconder ses efforts, se tournent contre lui et menacent de le faire périr.

Je ne vois qu'un moyen de remédier à un tel inconvénient: ce serait de faire du département de la Colonisation un département indépendant des partis politiques; je désirerais un bureau de

Colonisation composé du commissaire de la Colonisation et de 4 ou 5 membres (non députés) choisis dans les localités où il y a, ou dans le voisinage desquelles il y a, des terres propres à la culture. Ce bureau nommerait un surintendant de la Colonisation qui ferait la visite des lieux, qui constaterait là où existent des besoins réels, qui communiquerait ses observations et présenterait tous les ans à une époque convenable un tableau de distribution des deniers devant être appropriés à la colonisation. Ce surintendant, muni de pouvoirs étendus, serait cependant soumis au contrôle de bureaux qui sur preuve de mauvaise administration pourrait le destituer. Je donne seulement l'idée d'un projet que j'ai soumis en dehors de cette Chambre à des amis de la colonisation et qui leur a paru comme étant le seul qui pût réellement rendre profitables les faibles ressources dont nous pouvons disposer.

Certains octrois gratuits dans des endroits d'un accès difficile, mais non pas sur des chemins ouverts dans des terrains fertiles, les lots sur ces chemins ayant une valeur souvent quadruple de celle des lots situés sur les rangs en profondeur; un délai de cinq ans, comme l'a judicieusement observé devant le comité le député de Portneuf, pour payer le premier versement du prix d'achat et protéger par ce moyen le pauvre colon contre le spéculateur, une loi spéciale de protection connue sous le nom Homestead Law, contenant les restrictions requises par l'équité et permettant au colon de défricher le lot dont le gouvernement lui aura fait don sans être troublé par des dettes contractées avant l'occupation de ce lot, et même pour les dettes contractées pendant les deux ou trois premières années de cette occupation: voilà, je crois, des moyens dont une prompt application produirait des résultats très avantageux.

Nous avons un vaste champ à coloniser; eh bien! abattons toutes les barrières et livrons-les à notre active jeunesse. Favorisons l'exploitation de nos forêts par des règlements judicieux, l'exploitation de nos mines, l'établissement de manufactures, pour employer nos travailleurs pendant notre longue saison d'hiver. Encourageons l'agriculture par l'établissement de fermes modèles, s'il est possible, dans tous les comtés et surtout dans les endroits éloignés où les habitants ne peuvent profiter de l'expérience des fermiers qui occupent les terres situées dans le voisinage des grandes villes. Ouverture de voies de communication, distribution équitable des deniers, octrois gratuits suivant les lieux et les circonstances, délai suffisant pour payer le premier versement du prix d'achat d'un lot, établissement de manufactures et de fermes modèles, indépendance parfaite des directeurs du bureau de Colonisation, voilà, M. le Président, le résumé de mes observations sur la question qui nous occupe en ce moment; tels sont les moyens qui me paraissent être les plus propres à favoriser l'établissement de nos terres

et à ralentir du moins le courant de l'émigration à l'étranger.

J'ajouterai, M. le Président, que nous devons recevoir avec joie les immigrants français, anglais, écossais, irlandais qui désirent s'établir parmi nous; il y a ici, pour eux comme pour nous, de l'espace et de la liberté. Tous ensemble, luttons de courage et d'énergie pour conserver ce sol qui est notre légitime patrimoine et dont la garde et le partage sont confiés à la direction du gouvernement.

Appliquons tous nos moyens pour empêcher le tarissement de la source où nous devons tous puiser la vie, la culture du sol. Retranchons même sur les octrois en faveur de nos trop nombreuses maisons de haute éducation, si ce moyen extrême est absolument nécessaire au succès de notre colonisation.

S'il m'est permis d'indiquer un dernier remède pour arrêter l'émigration, je dirai: Gardons-nous de ces dissensions acrimonieuses, de ces haines, de ces jalousies, de ces fureurs politiques qui, hélas, malheureusement, ont chassé sur la terre étrangère des hommes de talent, des jeunes gens à l'âme vive et ardente, tourmentés de cette soif de gloire propre à des cœurs de vingt ans, qui n'ont recueilli pour prix de leurs efforts que des mépris, des reproches amers, et dont l'appétit passionné transmis de cette terre où ils ont trouvé le travail a été entendu par un trop grand nombre de nos compatriotes.

M. E. J. HEMMING (Arthabaska-Drummond): Said that the importance of the question before the House could not be overrated, nor the difficulties of producing a cure for the evil overestimated. He did not think that any important result would be obtained by the working of the Committee, for the question was too large, affecting as it did every branch of our political economy either directly or indirectly, and only some course, promising perhaps a hope of remedy, could be pointed out. He was of opinion that the question had hitherto been treated too much in the light of a purely agricultural question. He thought it should be looked at in a broader light. For example, there seemed to him to remain one important point omitted by former speakers. He alluded to the love of country, of which he believed we had but too little here, and the reason of our want of attachment to the soil was owing to the fact that we are all colonists and have the habit more of looking back to the glorious annals of the mother countries than to the land of our adoption. He thought much of this want of affection, and the exodus complained of was due to a mistake in our educational system, which permitted too many American authors, whose works glowed with the superior advantages of their own country, to be placed in the hands of children and laid foundations in their minds which could never afterwards be abolished; and the consequence of this was that very many made

very little distinction between this or that side of the line 45o. There was another thing. Our population should be made to feel that all classes stood on an equal footing as to race and creed, and, unless this was done, they could never be retained in this country. He here paid a compliment to Honourable Mr. Cauchon, for the broad, statesman-like views enunciated by him on the question, and expressed his hope that he would never allow any writer in his journal to put a pen to paper that might raise the slightest distinction of nationality, for, if he did, we would never keep up in the race with the sister provinces, and the country would be lost. He asked the Honourable Members to follow the generous, consistent part acted by English members from Lower Canada in the past on the great question of Rep. by Pop; when the turn of their little finger, the defection of a few of them to George Brown and his fanatic followers, would have turned the scale and destroyed the province. After that he held that it would be ungrateful to print in the papers in the slightest way that distinctions of nationality. He recommended more association between the various features of our mixed population; the construction of railroads as a sure means of inducing colonization, citing in the connection the benefit to the country produced in this particular by the Grand Trunk; the giving of every encouragement to settlers; and advantages in the way of free grants, a Homestead law, colonization roads, agricultural schools, proper emigration associations to draw immigrants to our shores and protection of our manufactures as the best means of restraining emigration, fostering immigration and leading to the eventual and solid prosperity of the country.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Pointed out a number of reasons for the belief that manufacturing industry could not attain any great proportions in this province. We had but a small population to afford a market for manufacturers.

Capitalists entering into this business preferred going further west than the province of Quebec, where the population was more dense and where it increased faster. In the States, manufactures flourished largely on account of the greater encouragement for them in the shape of a market numbering upwards of thirty millions of people. With regard to farming, the French Canadians had been improving of late — they being more than an imitative people, an ingenious, creative and inventive people. True, much of the land of the country was greatly exhausted, owing to an old, vicious system of farming which had been abandoned in all the leading countries in the world. People from the old country had the advantage over the Canadians of an acquaintance with the modern and improved method of farming, productive of such

profitable results, where followed. But with the dissemination of information as to the best means of cultivating the soil, by perhaps the use of model farms and so forth, the people might before long, no doubt, be enabled to adopt such improvements as would greatly increase the products of the soil and advance the interests of the country. In the district of Montreal, where French Canadian farmers had an opportunity of learning the best method of farming, they competed successfully with old countrymen. The Honourable gentleman went on to comment upon the various resources of the country and offer suggestions as to the best way of ameliorating the condition of the people. He could not see the wisdom of undertaking enterprises not likely to prove of permanent advantage, or of retaining in particular localities large numbers of people for whom nothing like a certain means of livelihood existed. Thus, the ship carpenters and laborers of Quebec should be encouraged to move elsewhere when unable to find employment here; and indeed, some project of this kind must be contemplated, in view of the fact that the construction of wooden vessels was rapidly declining in all countries. He concluded by expressing great confidence in the resources of the province and in such a development of our natural advantages as would place it in a position of great and permanent prosperity.

M. P. BENOIT (Napierville): M. le Président, je n'ajouterais que quelques remarques et suggestions à celles qui ont déjà été faites sur la question devant cette Chambre.

Avant aujourd'hui, le sujet qui nous occupe a été soumis aux investigations de comités de la Chambre. En 1857, un comité sur l'émigration a fait un rapport consciencieux sinon très élaboré, et, contrairement à l'opinion récemment émise ici, ce rapport déclare que cette émigration est non pas un indice de prospérité et de civilisation avancée, mais un malheur, une calamité nationale. Et je sais que c'est avec raison que le public s'alarme à la vue de cette émigration.

Le rapport que je cite attribue cette calamité aux diverses causes qui ont été mentionnées pendant ce débat. Il indique aussi comme remède les moyens qui viennent d'être suggérés, la colonisation et l'établissement de manufactures. Je ne vois pas que ce dernier moyen ait été bien favorisé par le gouvernement qui, cependant, n'a pas tout à fait négligé la colonisation. Mais les tentatives dans ce sens n'ont pas atteint les résultats désirés parce que, paraît-il, de graves erreurs ont été commises dans le choix des terrains et la confection des chemins. A ces moyens nous pouvons ajouter l'éducation et les allocations faites directement à l'agriculture. Je vois avec bonheur que le gouvernement est disposé à établir et subventionner des écoles industrielles et agricoles et des fermes modèles.

L'éducation peut beaucoup pour prévenir l'émigration, et j'ai lieu d'espérer que l'honorable ministre de l'Instruction publique nous donnera un système d'éducation propre non seulement à faire aimer l'agriculture mais aussi à instruire et former dans cet art les courageux jeunes gens disposés à s'y livrer.

Jusqu'à aujourd'hui, l'Etat a richement subventionné le commerce, par la construction de canaux, quais et chemins de fer; on a établi et multiplié à grands frais des voies de transport pour l'écoulement de nos produits, mais on a oublié qu'ils étaient très limités, et les moyens les plus directs et immédiats de les augmenter ont été négligés.

Dans cette province, les intérêts agricoles, manufacturiers et commerciaux se tiennent et se soutiennent, les intérêts agricoles et manufacturiers sont intimement liés ensemble. Je ne désire certainement pas faire prédominer les intérêts agricoles au préjudice du commerce, encore moins au préjudice des manufactures. Mais il semble que jusqu'à aujourd'hui l'agriculture n'a pas joui de l'estime et de la considération qu'elle mérite. Je ne désire pas qu'il soit porté atteinte aux avantages, droits et immunités du commerce, mais je demande pour l'agriculture une part d'attention correspondante à son importance et à sa valeur.

M. N. LECAVALIER (Jacques-Cartier): Parle aussi sur cette question.

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Trace un tableau comique des expositions dont l'avantage se borne ou à peu près à un bon dîner où l'on propose force santés à l'agriculture.

MM. Lavallée, Robert et Clément prononcent aussi des discours sur cette question.

M. P.-S. GENDRON (Bagot): M. l'Orateur, l'émigration, la colonisation et l'agriculture sont trois sujets qui se relient très intimement entre eux. En demandant la formation d'un comité pour rechercher les moyens de mettre une digue au flot toujours croissant de l'émigration des Canadiens aux Etats-Unis, l'honorable député de Saint-Jean nous a demandé par là-même de trouver le remède à un mal qui mine sourdement nos forces nationales. C'est une tâche pleine de responsabilité qui incombera à ce comité. Cette responsabilité est telle que je crois qu'il est du devoir de nous tous, de ceux surtout qui représentent des comités ruraux, de tâcher d'en alléger le poids, en mettant à contribution chacun sa part d'expérience et ses vues sur le sujet.

Pour ma part, j'avoue que je n'ai pas recherché les causes de l'émigration dans les livres. On a beaucoup écrit sur cette matière, et l'on a écrit sensément aussi, je veux le croire; mais il me semble que le meilleur moyen de connaître telle ou telle souffrance du peuple, c'est de faire ses recherches parmi ceux mêmes qui souffrent. J'ai parcouru mon comté, j'ai

interrogé les cultivateurs; ils m'ont confié leurs aspirations et leurs déceptions, ils m'ont dit pourquoi le désir leur venait de laisser la paroisse qui les a vus naître et ce sol du pays auquel l'habitant canadien est si remarquablement attaché — et je crois que trois des principales causes de l'émigration sont:

1. Le peu d'encouragement accordé à l'agriculture par le passé.

2. L'usure, dont les effets désastreux sont trop connus pour que je doive en faire ici le détail.

3. L'absence de renseignements mis à la portée du peuple sur les terres nouvelles et sur la richesse de nos townships.

L'agriculture est la base de la fortune publique; sans l'agriculture, et sans les cultivateurs, les professions, le commerce et l'industrie cesseraient d'être, la société ne serait plus possible. N'est-il donc pas bien naturel que la sollicitude des législateurs se porte tout d'abord et spécialement sur cette classe d'hommes de qui dépendent plus ou moins tous les autres?

On reproche souvent aux habitants de la campagne de mal cultiver leurs terres. Or cette critique est-elle bien justifiable? A-t-on le droit de se récrier lorsqu'un cultivateur sans instruction met en pratique un système de culture défectueux ou même complètement faux? Est-il permis de s'étonner de ce que l'agriculture souffre à cause des idées routinières de l'agriculteur? Il me semble que non. Car enfin la culture de la terre est une science comme une autre, il faut l'apprendre; et comment nos cultivateurs peuvent-ils l'apprendre dans ce pays, si ce n'est d'après les leçons de leurs pères? Ces leçons sont trop souvent fausses, direz-vous. Oui, cela est très vrai. Mais alors faites quelque chose pour en corriger l'enseignement. Donnez l'instruction agricole, comme vous donnez l'instruction classique.

Je crois qu'il est aussi injuste de reprocher aux habitants d'ignorer l'art de s'enrichir sur leurs terres qu'il le serait de faire un crime à celui qui n'a jamais été à l'école de ne pas savoir écrire. Pour savoir, il faut apprendre: pour bien apprendre, il faut être bien enseigné: donnez donc à l'agriculture ses écoles, ses institutions spéciales, ses fermes modèles.

Le Canadien ne demande pas mieux que de continuer à labourer le sol qu'ont labouré ses pères; c'est la nécessité qui le force à s'expatrier. Enseignez-lui à tirer de son champ la subsistance de sa famille et il sera le premier à vous remercier de lui épargner les ennuis de l'exil; il restera en Canada, il sera toujours l'homme de nos campagnes.

Si l'honorable premier ministre, qui a tant fait pour l'avancement de l'instruction primaire en ce pays, pouvait réaliser les mêmes progrès au profit de l'agriculture, il aurait bien mérité du peuple, il aurait réussi à doubler les forces de ce petit noyau de Français que l'adversité n'a jamais pu détruire.

Je l'ai dit, M. l'Orateur, les effets de l'usure

sont trop connus pour qu'il soit nécessaire de les rappeler en détail. Il suffit de mentionner ce mal pour faire admettre qu'il est une des principales causes de la gêne qui règne dans nos campagnes. Ce n'est pas parce que le cultivateur, par défaut de science agricole, ne retire de sa terre que de maigres revenus; il lui faut, pour assurer sa perte, qu'il tombe entre les mains avides d'hommes que l'amour du gain pousse à des spéculations malhonnêtes. Comment le cultivateur à qui ses propriétés rapportent à peine 4 p.c. de leur valeur peut-il payer 10, 15 ou 20 p.c. d'intérêt à ceux qui profitent du mauvais état de ses affaires pour lui prêter à ces taux exorbitants?

On a essayé ces années dernières de mettre un frein à l'usure par la création de banques agricoles. Je sais que des difficultés sérieuses ont fait manquer ce projet; ce n'est pas l'heure de discuter ces causes d'insuccès; mais je puis dire que tant que l'on n'aura pas trouvé le moyen d'établir des banques agricoles, ou une institution équivalente, la plaie de l'usure qui ronge nos campagnes ne se fermera jamais complètement, et l'une des causes qui forcent l'habitant à laisser le champ qu'il a fertilisé de ses sueurs et à prendre la route des Etats-Unis continuera de subsister.

Je n'ignore pas que ceux qui succombent ainsi sous les coups de l'adversité pourraient, avec les meilleures chances de succès, tenter fortune dans nos townships. Notre pays possède de vastes terrains encore inhabités qui n'attendent qu'une culture intelligente pour payer au centuple le travail du propriétaire; nous avons de grandes étendues de terres dont la richesse égale celle du sol fertile de l'Ouest des Etats-Unis et qui pourraient être le grenier de l'empire le plus peuplé si elles étaient bien exploitées. Il suffit de citer la vallée de la Manitoba pour exemple.

Mais comment voulez-vous qu'un cultivateur tourne son regard de ce côté? C'est à peine s'il soupçonne l'existence de ces régions fertiles. Il ne faut pas se faire d'illusion là-dessus, ces belles lectures que l'on fait sur la colonisation ne parviennent pas dans le fond des campagnes; vous ne trouverez pas l'ouvrage de M. Drapeau dans les maisons de nos habitants. On parle de terres magnifiques que l'on peut acheter à vil prix dans telle ou telle partie du Canada: on apprend cela dans les villes, mais on l'ignore dans les paroisses qui se dépeuplent par l'émigration. On lit, devant un auditoire ganté, une pièce de littérature d'un grand mérite destinée à vanter notre beau pays et à dire que le Gouvernement a fait faire des chemins qui permettent de coloniser relativement sans misère; mais quel profit retire de tout cela l'habitant d'un cinquième rang d'une paroisse reculée?

Ce n'est pas dans les villes qu'il faut parler de colonisation; adressons-nous directement aux campagnes. Faisons parvenir là des renseignements complets sur nos terrains susceptibles

d'être colonisés et sur les facilités que le colon peut avoir d'y parvenir et d'y vivre. Publiions aux frais du gouvernement des pamphlets que le peuple pourra lire, et cela vaudra mieux que l'éloquence dépensée dans nos opulentes cités.

Vous me direz que ceux qui émigrent partent pour la plupart avec l'intention de ne plus cultiver, de travailler dans les manufactures. C'est vrai. Mais pourquoi disent-ils ainsi adieu à un état de vie dans lequel ils ont grandi? Est-ce par dégoût? Non, l'on ne dit pas ainsi adieu à ses habitudes d'enfance; c'est par nécessité. Ceux qui émigrent croient qu'ils ne peuvent plus vivre avec l'agriculture, ils l'abandonnent avec regret.

S'il était vrai qu'un certain nombre se trouvent parfois dans l'impossibilité de s'établir sur des terres nouvelles, il faudrait en conclure que nous devons presser l'établissement de manufactures au milieu de nous. Il me paraît que la création de banques agricoles, en déplaçant les capitaux de prêteurs, forcerait ces derniers à investir leur argent dans les entreprises manufacturières. Cet argent, que les cultivateurs empruntent maintenant pour leur plus grand malheur, tournerait ainsi au profit de ceux mêmes qu'il ruine aujourd'hui.

Etablissons des manufactures, il est évident qu'il en résultera du bien. Tout en admettant que l'agriculture doit toujours avoir la première place, la plus grande part de l'encouragement du pouvoir, on ne peut s'empêcher de dire qu'un pays comme le nôtre trouverait un surcroît de forces dans une industrie manufacturière sagement organisée.

Encourageons l'agriculture, la colonisation, l'établissement des manufactures, et l'émigration cessera d'elle-même.

Telles sont, M. l'Orateur, les quelques idées que, dans l'intérêt de mes commandants, je croyais devoir communiquer à cette Chambre; je les soumets humblement à mes collègues, je ne pense pas me tromper en disant qu'ils en partageront une bonne partie.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il est possible que le gouvernement présente une mesure sur la colonisation. Il fait ressortir l'utilité et les avantages des écoles normales et les améliorations à faire en ajoutant des fermes modèles.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Parle aussi sur la question.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il a été heureux de voir que sa motion a soulevé une discussion aussi intéressante et aussi utile que celle qui vient de se terminer. L'heure avancée ne lui permet pas de prolonger le débat. Il s'abstiendra de répliquer au long aux objections que l'on a apportées à ses suggestions. Il ne peut cependant passer sous silence un axiome énoncé par l'honorable trésorier de la province. L'honorable trésorier a dit, pour nous

consoler des faits désolants qu'il (M. F.-G. Marchand) a signalés à l'attention de la Chambre, que l'émigration est chez un peuple un signe de force; et, pour établir l'exactitude de cette prétention, il a cité l'Ecosse, qui fournit des colons à toutes les parties du monde et dont la prospérité ne s'est jamais ralentie. Si l'honorable trésorier avait jeté les yeux un peu plus loin, il y aurait trouvé une triste contrepartie de l'exemple qu'il a cité. Il se peut que pour l'Ecosse, qui contient une population très surabondante, l'émigration soit un signe de vigueur; mais, dans un pays comme le nôtre, qui renferme une infinité de ressources inexploitées et qui contient d'immenses étendues de territoires inhabités et inexploités, au lieu d'être un indice de prospérité, l'émigration est une cause de faiblesse, de décadence et de ruine.

L'honorable premier ministre a fait un éloquent éloge des efforts qui ont été faits dans le passé pour favoriser la colonisation et il a déclaré qu'il ne fallait pas accuser le passé des malheurs qui nous menacent aujourd'hui. Il (M. F.-G. Marchand) regrette de différer d'opinion avec l'honorable premier ministre à ce sujet, et il est forcé de dire que c'est grâce à l'indifférence de ceux qui ont administré les affaires du pays depuis quelques années si nous en sommes réduits à déplorer l'émigration alarmante de nos compatriotes vers les États-Unis.

L'honorable représentant de Napierville (M. P. Benoît) a cité avec beaucoup d'à-propos le rapport du comité chargé, en 1837, d'examiner les causes de l'émigration qui commençait, dès cette époque, à dépeupler nos campagnes. Le rapport, qui fut élaboré avec beaucoup de soin, énumère très exactement les différentes causes de cette émigration et indique d'excellents moyens de l'arrêter. Il n'hésite pas à dire que, si l'on avait suivi les recommandations de ce comité, les maux que nous déplorons eussent été considérablement amoindris, sinon complètement détournés.

Pour résumer en quelques mots l'impression qui me reste après le débat intéressant qui vient d'avoir lieu, je n'ajouterai que ceci: Le pays se dépeuple avec une rapidité alarmante, la jeunesse de nos campagnes, qui constitue pour ainsi dire le nerf de notre population, se dirige en foule au-delà de nos frontières, et il faut, à tout prix, mettre un terme à cet état de choses qui commence à prendre les proportions d'une calamité politique. Il ne s'agit plus de faire de vaines théories et de retarder l'action législative par des enquêtes qui ne serviroient qu'à constater des faits déjà trop bien établis. Le temps est arrivé d'agir, et d'agir promptement et énergiquement. Retarder la législation sur cette matière jusqu'à la prochaine session serait perdre un temps précieux et exposer le pays à des malheurs irréparables. Je connais le zèle et le patriotisme des honorables membres qui composent le comité d'agriculture et de colonisation. Je ne doute pas qu'après la discussion qui vient d'avoir lieu ils redoubleront d'efforts et

suggéreront bientôt à la Chambre un moyen d'empêcher notre population de s'expatrier et de la diriger vers les vastes et fertiles territoires qui, dans notre pays, restent encore inexploités.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Fait remarquer qu'il n'a pas été bien compris par le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) et qu'il reconnaît avec lui que l'émigration peut être dans un pays, selon les circonstances, un signe de force ou un indice de faiblesse.

La proposition est adoptée.

Arbitre de la province

L'HONORABLE P. J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Informe la Chambre que l'honorable Charles Day a été nommé arbitre de la province pour le règlement des affaires financières entre l'Ontario et le Québec, conjointement avec M. McPherson.

Ajournement

Alors, sur proposition de M. Pelletier, appuyé par M. Laberge, la Chambre s'ajourne à minuit et demi.

Séance du 28 janvier 1868

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet.

La séance s'ouvre à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Laberge, la pétition de Charles Laberge et autres, de la paroisse de Saint-Joachim; et la pétition de Joseph Amiot et autres, de la paroisse de Sainte-Philomène; toutes deux du comté de Châteauguay.

Rapport de comités:

M. A. C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des ordres permanents, lequel se lit comme suit:

Votre comité a examiné la pétition de la Compagnie du gaz de la cité de Québec, recommandant des amendements à son acte d'incorporation, ainsi que la pétition de la Compagnie des mines d'ardoise de Rockland, demandant la passation d'un acte pour légaliser l'émission d'un certain montant du capital de cette compagnie. Il trouve que dans les deux cas les avis nécessaires n'ont pas été donnés pendant tout le temps requis par les règles de cette Chambre; mais votre comité est convaincu que les parties intéressées ont été suffisamment informées de la demande par les avis qui ont été donnés et il recommande en conséquence la suspension de la 51^e règle de cette Chambre.

Votre comité a aussi examiné la pétition de Norbert-D.-D. Bessette et autres de Chambly, demandant à être incorporés sous le nom de Compagnie hydraulique et manufacturière de Chambly, et trouve qu'aucun avis n'en a été donné; cependant votre comité, d'après les explications qui lui ont été fournies, est assuré qu'une mesure de cette nature ne préjudiciera en rien aux intérêts des particuliers, et il recommande que le 51^e règle soit suspendue.

Quant à la pétition de l'Union Saint-Joseph de Saint-Jean d'Iberville, demandant des amendements à son acte d'incorporation, votre comité trouve qu'elle est de la nature de celles qui n'exigent pas d'avis préalables.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour amender la charte de la Compagnie du gaz de Québec et pour autoriser une augmentation de son capital.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et est renvoyé au comité des bills privés.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande la

permission d'introduire en Chambre un bill pour incorporer l'association appelée Union Saint-Pierre, du village de Bienville-de-Lévis.

Accordé. Le bill est lu une première fois et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. A.W. OGILVIE (Montréal-Ouest): Demande la permission d'introduire en Chambre un bill pour déclarer John Platt propriétaire absolu de certains biens qu'il possède en vertu du testament de feu John Platt.

Accordé. Le bill est lu une première fois et est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Présentation de documents:

Township de Stukely

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative datée le 20 de janvier 1868, pour un état des différentes sommes d'argent qui ont été octroyées au township de Stukely, dans le comté de Shefford, à même le fonds de colonisation, depuis l'année 1860; les personnes auxquelles ces différentes sommes ont été payées et si elles ont été toutes employées pour les objets pour lesquels elles ont été octroyées; et aussi copies de toute correspondance qui peut avoir eu lieu relativement à l'emploi de ces sommes d'argent.

Agents des terres

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Aussi, réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 16 de janvier 1868, pour un état détaillé indiquant le nombre d'agents des bois et forêts dans la province de Québec, leur résidence, leur salaire respectif, leurs dépenses de voyage et de bureau, et le nombre de licences émises depuis 1860, l'étendue des limites accordées et les revenus perçus par ces agents; et copie des règlements et instructions donnés aux agents des terres de la couronne, relativement à la vente des limites et à la coupe des bois.

Comité de l'agriculture, l'immigration et la colonisation

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose que les noms de M. E. Mathieu (L'Assomption) et de M. J.-B. Jodoin (Chambly), soient ajoutés au comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation.

Adopté.

Message du lieutenant-gouverneur:

Aide à la Nouvelle-Ecosse

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Qué-

bec-Comté): Remet à M. l'orateur un message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

Et le message est lu par M. l'orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit:

"Le lieutenant-gouverneur recommande à la considération de l'Assemblée législative l'octroi d'une somme de quatre mille piastres (\$4,000.00) pour aider à soulager la misère qui règne actuellement parmi les pêcheurs et leurs familles dans notre soeur province de la Nouvelle-Ecosse.

Hôtel du gouvernement,
Québec, 27 janvier 1868."

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Se dit assuré d'agir selon les désirs de la Chambre en proposant l'adoption de cette proposition. De tous les nobles gestes que peut faire la Législature, aucun n'est plus élevé que celui de venir au secours de populations en détresse. Il n'est pas toujours possible d'agir ainsi; mais, en dépit de l'incertitude financière de la province, il n'a aucun doute que la Législature est justifiée d'approuver cette générosité. Il ne s'agit pas seulement d'un acte humanitaire; il s'agit aussi d'aider une région qui est devenue une partie intégrante du Canada. Il n'a qu'un regret; c'est que la somme offerte n'est pas plus élevée, et au moins aussi élevée que celle avancée par l'Ontario. Cependant, il faut se rappeler que les revenus de l'Ontario sont supérieurs aux nôtres. Il propose donc avec plaisir que le message du lieutenant-gouverneur soit référé au comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Est heureux du geste du gouvernement et croit qu'il n'y aura aucun député qui s'opposera à cet acte de générosité à l'endroit de populations très éprouvées. Il déplore que nos moyens ne nous permettent pas de faire davantage, mais il croit que les habitants de la Nouvelle-Ecosse comprendront que notre don est aussi généreux, dans ces circonstances, que celui de l'Ontario. Il espère que les habitants de la Nouvelle-Ecosse interpréteront notre don comme une manifestation de sympathie et de bonne volonté.

La motion est adoptée.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Demande qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, le remerciant de son gracieux message ayant pour objet de secourir les pêcheurs en détresse de la Nouvelle-Ecosse et l'informant que la Chambre a unanimement et avec joie concouru dans la recommandation de Son Excellence.

Rapport de comités:

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter le troisième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies manufacturières et de mines, lequel se lit comme suit:

Votre comité a examiné le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de la vallée de Massawippi et y a fait des amendements qu'il soumet à la considération de votre Chambre.

Bill des statuts de la province

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la troisième lecture de son bill concernant l'interprétation des statuts de cette province.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Juges de paix

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la troisième lecture de son bill concernant la nomination des juges de paix.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Indemnité des députés

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose la troisième lecture de son bill concernant l'indemnité des députés de la Législature et le salaire du président de l'Assemblée législative.

M. V. ROBERT (Rouville): Dit qu'il veut rouvrir le débat concernant la question de l'indemnité et propose de réduire la rémunération totale de la session de \$450.00 à \$300.00. Cependant, devant l'opposition qui se manifeste contre sa motion, il accepte de retirer sa proposition.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Département du Trésor

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill intitulé "Acte concernant le département du Trésor, les revenus, dépenses et comptes publics".

He proceeded to explain the nature of the bill and the various clauses relating to the details of the system and organization which it was intended to create. He said the Bill had for its object the organization of the Treasury Department. Most of its clauses were not absolutely new, but some of them were so. It

contained the substance of two of the old acts in the Consolidated Statutes of Canada, applying them as far as it was possible to the province of Quebec. The first and second clauses of this measure were intended to avoid the unnecessary use of words in the bill. Then followed three clauses on the subject of the Consolidated Revenue Fund. The House had already had them explained to it. They provided for the creation of a Consolidated Revenue Fund, consisting of all the monies over which the House had the power of appropriation. The bill charged that fund with all possible expenses in connection with the collection, management, etc., subject always to legislative review and usual constitutional provisions. Those clauses formed part of the old legislation of the province of Canada. They were now law under the Constitution Act, having been passed by the Legislature of the Dominion of Canada and by that of Ontario. The clauses of the bill from five to twenty related to the general collection and management of the revenue and were in substance part of the law of the province of Canada. In the present measure the language was rendered shorter, simpler and plainer than that of the old law. It was essential on our part to make some alterations, the changes being almost exactly the same as those made by the Canada Parliament lately for the Dominion. If adopted, they would place the revenue officers of this province in a position exactly analogous to that of those of the Dominion Revenue officers as regard the Treasury Department. From clause twenty to thirty-four the Treasury Department was dealt with. In this part of the measure, the legislation proposed was considerably different from that in operation at Ottawa, and for several reasons, including some he would give. In the old province of Canada, there were always two Finance Departments, the Inspector General's and the Receiver General's. Between these two, there was always a marked line of division easily understood. The Receiver General was, the receiver, holder and payer of all funds, and the Inspector General was the keeper of all accounts, who checked everything and ordered what was to be done. He was also the general superintendent of the financial affairs of the province. The constitution of those two departments had become rather complicated by the creation of an Audit Branch of the Finance Department and by the addition of a Customs' Branch. Latterly, the Finance Department of the province of Canada consisted of three branches, those of the Deputy Inspector-General and Auditor, between which it was hard to draw a line, and that of the Commissioner of Customs. Later still those organizations became even more complicated; the Minister of Finance had under his charge the Audit and Deputy Inspector-General's branches. Besides that the Receiver-General took in and paid out all the

public monies; and there were created, or are about to be created two new departments, the Customs and Inland Revenue. In Ottawa they have four departments, one divided into two branches. In our province we had need of an unusual measure; the Union Act provided there should be but one Treasury Department. It must be obvious that in constituting one department to do all those duties, a good deal of precaution must be taken. It would not do to let any one functionary receive and pay all monies and check all the acts of everybody else, without there being an auditing of the public money. We had but one department, and it was necessary to sub-divide and to throw some share of auditing the accounts into the hands of other departments than the Treasurer's. This bill accordingly provided for such a system. It started with the proposition to which the Union Act committed us, that all the functions, rights, powers, duties, etc., of the Minister of Finance and Receiver-General of the province of Canada and any other functions to be hereafter created were to be vested in the Treasurer of the province. Then, it provided that the Treasury Department should be organized by the appointment, by the Lieutenant Governor, of two officers, one to be the Assistant-Treasurer and the other the Auditor, whose duties in so far as they were not defined by law — and the law assigned each a good many specific duties — were to be declared by Orders-in-Council. Those officers were to be kept under such regulations as to the share each was to bear in the supervision of the books of account, and the responsibility of each in regard to them, as the Lieutenant-Governor in Council might from time to time ordain. The system of division between the paying branch proper of the department and the audit branch was not fully stated in the bill, because it could not. We should have to find out exactly what the lines of demarcation were, as we went on. Before he began the work of organizing the department, the subject had received much of his attention. He had obtained from the Finance Department at Ottawa the services of one of its ablest officers, who had given him full information with respect to the system there operating, and all its details, with hints and information in regard to the proper system to be adopted for Quebec. All those matters and details he had discussed carefully with the gentlemen in question, and many of them with the Heads and Deputy-Heads of the Finance Department at Ottawa. He (the Honourable Treasurer) thought, consequently, that with regard to the details of the organization, a system as nearly faultless as possible was proposed by this bill. During the last six months, of course, an exceptional state of things as respects this province had necessarily prevailed. He need hardly say that coming into the office in the middle of July and handling it without a clerk,

without a book, almost without a sheet of paper, and finding the Finance Department at Ottawa in possession of every report and information we required — able to do almost anything for us — it was a matter of absolute necessity for the Provincial Government to leave the charge of its Finance Department almost entirely in the hands of those functionaries. We could do not more than indicate to them the course we were or were not inclined generally to sanction. The details of checking, paying and keeping the bulk of our accounts were, necessarily, left in their hands, and were from the circumstances, beyond our control. This provisional system of working through the Ottawa Finance Department had to continue till the end of the first six months. It was only now that our accounts were in process of passing from their hands to our department. We were now undertaking to carry on the management of everything in this department ourselves. When he said that he thought the system proposed by this bill was nearly perfect, he wished it to be understood that the working of the department in the past would have nothing whatever to do with its future working. He did not propose to say by the bill what should be the exact functions of those two departments. Generally it was intended to work the department as two branches, that of the auditor having charge of the accounts and auditing, and the other charged with receiving and paying moneys. But besides those two branches, it had been thought necessary to resort to another precaution provided for by the bill. In Ottawa at present and under the old form of government, most of the applications for money payments reached the Finance Department from some other. Although there were two entirely independent departments of finance, there was not found any practical inconvenience in making people applying for money first go to one branch of the Finance Minister's Department, and then, get it through the Receiver General's branch. No money could be paid out without the concurrence of two entirely independent departments, two branches of one department, two functionaries under the charge of one political head. Now he (the Treasurer) considered it necessary when organizing this Department, that it should be provided and made known that all applications for money must reach the Treasury Department through some other department than his own, so that the initiatory steps towards payment should be under the control of somebody else, and not in all things under the Treasurer's control. The checking of the accounts must, then, be done through some other department than the paying. Accounts must come through some other department over which the Treasurer had no control. The way in which this was done was set forth in the 30th clause. As soon as possible after the passing of this measure it would be the duty of the

Lieutenant-Governor in Council to indicate the channels through which the different applications for payments must pass. In this way, and by an exercise in detail of the powers generally given by this bill to define the duties of the Treasurer, he was satisfied that he would be able to show as soon as this Act was fairly in operation that nothing could be done without the unmistakable concurrence of some other department with his own, and the concurrence of the two branches of his own department, each under the charge of a capable and responsible superintending officer, who would attend to his own business, and who, in doing this, would not obstruct the business of the other. He believed the system was so devised that from day to day, even the smallest difference in the public accounts would be detected, and he was convinced that the accounts would be correctly kept. Every payment would be made, by cheques, through the banks, and every receipt made in the same way; and no moneys would be held by anybody connected with the Treasury Department. He went on to give explanations respecting some of the remaining clauses, including the 28th. It had reference to the investment of the surplus funds of the province in securities of the Dominion: and the 29th empowered the Government to borrow money to meet any pressing demands, in case of the non-existence of any balance to the credit of the province, at the moment. The Treasurer continued his remarks on the 28th clause of the bill. When those clauses were before the House first, he had not overlooked the fact that similar ones had been adopted by the Parliament of the Dominion in the Supply Act; and they kept in the words, in regard to surplus investments "not exceeding six per cent", meaning the rate of interest to be required. Those words were in the old Act. He omitted them from his draft of the resolutions, that he might keep the question open for a little further consideration, and take the pleasure of the House thereon. He now found the corresponding clause had been taken by the Dominion Parliament without charge; and it was his intention when the House was in Committee to insert those words, and certain other words, in the Dominion Act, to declare that the sums borrowed should not exceed the amount of the (...) then existing deficit in the Consolidated Fund, and should be applied to no other purpose whatever. Those words were put in only by the House of Commons. He did not think them necessary here, but it was as well to have them, to make our legislation in this respect exactly like that of the Dominion. Clauses 35 to 46 inclusively provided for the constitution of a Board of Audit. They were essentially those of the Act passed at Ottawa the other day. That Audit Act was the result of several successive acts of important legislation. The Audit Act had been amended three or four times, the last amendment resulting in the

present law for the Dominion, containing a system of audit about as good as ingenuity could well devise. All done in that Act, he believed he had included in those clauses. The only material difference between this and the other measure was that it named the different persons who were to sit at the Audit Board, while the former proposed to say that the board should consist of the Assistant-Treasurer and Auditor and of such deputy heads of other departments having oversight or control in matters of revenue or expenditure, as the Lieutenant-Governor might designate, the Auditor to be the Chairman of the Board. He was not sure how many deputy heads connected with the departments would or would not be charged with duties touching the money concern of the Province, but all who would have to do with the public money should form part of the Board. In Ottawa the heads, being known were included. There, however, it was strongly urged on the Government to adopt this modification; but in the hurry of the legislation it was not. It was felt by everybody it would have been more judicious to insert those words: the two deputy heads of the Treasury Department, with such other deputy heads as may be connected with the money department shall form the Board of Audit. The powers and duties of the Board of Audit were fully stated in the bill. Everything done was to be subject to the Auditor's revision and final audit. There was also thrown upon the board all the responsibility of framing and reporting all manner of regulations respecting the way of bookkeeping and everything connected with checking and certifying orders, etc. They must report to the Treasurer. (The speaker gave explanations relating to details of the system as regards the functions and duties of the Audit Board). He said the next division of the Act provided for the special duties of the Auditor; and here Government had taken the last and most improved version of the Act on this subject, which, after two or three revisions, was finally adopted by the Dominion. He did not know how there could be a more perfect check upon the proceedings of the department. The clauses bearing upon this matter were 47, 48 and 49. The first directed the Auditor to see that no warrant was issued for the payment of any public money for which there was no direct legislative appropriation, or in excess of any portion of such; a report was to be made to the Lieutenant-Governor through the Treasurer in any case where a department or sub-accountant expended public money for any purpose unauthorised, or beyond the amount sanctioned. Clause 48 provided that no warrant should issue except upon the certificate of the Auditor that there was legislative authority for the expenditure, the exceptions to this, however, being stated in sub-sections of the clause, and resting upon urgent consideration of

public interest. With respect to special warrants, this bill adopted the rules in force at Ottawa, from which the 49th section was also made up. They had been adopted by the General Parliament after a great deal of experiment, and he did not think they could be improved upon. The succeeding clauses, touching the liability of public accountants and revenue officers, etc., also prevailed at Ottawa, any material alterations being rendered necessary by the peculiarity of our position. But where in the case of the Dominion an improper act was declared a misdemeanor, he could only propose to have a penalty imposed, this legislature not having authority to declare what constituted misdemeanors. We might request the General Parliament to place us in the same position as itself in respect to this offence. The rest of the clauses of the bill were those of the Dominion Act.

The only clauses of it we could not incorporate were those relating to the public debt. Although, no doubt, after the arbitration respecting Ontario and Quebec was finished, this province must expect to have a public debt of some sort, nobody could say beforehand in what shape it would be found to exist. He did not see how we could provide before hand what should be done in reference to that matter, or some other particular details of financial transactions which may be necessary after the arbitration. Those details, therefore, he had kept out of this bill. When we knew what our debt was it would be time enough to deal with them. He believed on a careful examination of the measure, that it contained everything necessary to enable the Department to work with perfect satisfaction until the time it would be necessary to legislate further, as to those new duties, which would fall on the Department, after the arbitration, but which did not demand its attention at the present moment.

Il est ordonné que les résolutions passées en comité de toute la Chambre, mardi le 21 dernier, concernant le fonds des revenus consolidés de la province, soient renvoyées au comité de toute la Chambre formé pour étudier le bill concernant le département du Trésor, les revenus, dépenses et comptes publics.

La Chambre se forme alors en comité sous la présidence de M. G.-H. Simard et adopte le bill avec quelques amendements. Le comité fait rapport à la Chambre qui adopte le bill et les amendements.

Agriculture

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture de son bill pour amender l'acte concernant les abus préjudiciables à l'agriculture, chapitre 26 des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité spécial pour s'enquérir du fonctionnement de l'acte municipal du Bas-Canada, et des actes concernant les abus préjudiciables à l'agriculture.

M. P. BENOIT (Napierville): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture de son bill pour amender l'acte d'agriculture, chapitre 26, des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité spécial nommé pour s'enquérir du fonctionnement de l'acte municipal du Bas-Canada et des actes concernant les abus préjudiciables à l'agriculture.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose selon l'ordre du jour, la deuxième lecture de son bill pour amender le chapitre 26 des statuts refondus pour le Bas-Canada, intitulé: "Acte concernant les abus préjudiciables à l'agriculture".

Adopté. Le bill est renvoyé au comité spécial nommé pour s'enquérir du fonctionnement de l'acte municipal du Bas-Canada et des actes concernant les abus préjudiciables à l'agriculture.

Comtés de Berthier et de Joliette

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture de son bill pour modifier les délimitations des comtés de Berthier et Joliette, pour les fins judiciaires, électorales et autres.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité spécial composé de M. V.-P. Lavallée (Joliette), M. L.-J. Moll (Berthier), M. A.-B. Craig (Verchères), l'honorable G. Ouimet (Deux-Montagnes) et J.-A. Chapleau (Terrebonne), pour faire rapport avec toute la diligence possible, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Ajournement

Alors, sur proposition de l'honorable M. Chauveau, appuyé par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la Chambre s'ajourne à six heures.

Séance du 29 janvier 1868

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture des pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Pelletier, la pétition du révérend G.-F.-E. Drolet et autres, de la paroisse de Saint-Michel, comté de Bellechasse.

Par M. Pozer, la pétition de David Cathcart et autres, du township de Jersey, comté de Beauce.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la pétition du révérend Maxime Tassé et autres de la paroisse de Saint-Benoit, comté des Deux-Montagnes.

Par M. Mailloux, la pétition de Raphaël Michaud et autres, de la paroisse de Saint-Eloi, comté de Témiscouata.

Par M. Rhéaume, la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Roch de Québec-Sud; et la pétition de J.-O. Côté, de la cité d'Outaouais.

Par M. Carter, la pétition du Bureau protestant des commissaires d'écoles de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De G. Béliveau et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Société des commis-marchands de Montréal".

De Chs. Langelier et autres, de la ville de Saint-Jean; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Société Saint-Jean-Baptiste de la ville de Saint-Jean".

Des dames religieuses de Notre-Dame de la Charité du Bon Pasteur, de Montréal; des soeurs de la Miséricorde pour la régie de l'hôpital de la Maternité de Montréal; de la faculté médicale du collège McGill; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Du conseil municipal du comté de Beauce; demandant que le chef-lieu ainsi que le Bureau d'enregistrement dudit comté soient transférés en la paroisse de Saint-Joseph, comté et district de Beauce.

Du révérend A.-H. Coutu et autres, du comté de Montcalm; demandant de l'aide pour un chemin près de la rivière Lacouareau.

Du révérend F.-X. Delâge et autres, de la paroisse de l'Islet, comté de l'Islet; de Jules Dumais et autres, de la paroisse de Trois-Pistoles, comté de Témiscouata; du révérend D. Vézina et autres, de la paroisse de Matane; et du révérend G.-Sim. Marceau et autres, de la paroisse Saint-Simon, comté de Rimouski; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

Rapport des comités:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici le rapport :

Votre comité a examiné le bill pour faciliter le partage de la succession de feu John Coffin et est convenu d'en faire rapport sans amendement.

Introduction de bills:

M. A.W. OGILVIE (Montréal-Ouest): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 27 et 28, Victoria, chapitre 56, concernant l'emmagasinage de la poudre dans les villes de Montréal et de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-G. ROSS (Compton): Demande la permission d'introduire un bill pour amender un acte intitulé: "Acte concernant le bureau d'Agriculture et les sociétés d'agriculture".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de l'Union Saint-Joseph de Saint-Jean d'Iberville.

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Interpellations:

Magistrats de police

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Demande si c'est l'intention du gouvernement de nommer des magistrats stipendiaires (magistrats de police) dans chaque district afin de diminuer les dépenses judiciaires dans les affaires criminelles.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que le gouvernement était bien convaincu que les frais judiciaires, dans les affaires criminelles, étaient trop considérables.

C'est là un mal qui ne date pas d'hier. Le Gouvernement local, qui ne l'a pas inventé, se croit assez excusable de ne l'avoir pas supprimé en arrivant.

La législation sur ce point a été jusqu'ici insuffisante; mais avant de remédier à l'état de choses existant, il faudra s'entendre avec le gouvernement fédéral, qui a le contrôle sur ces questions.

Paiement des sommes dues pour les terres publiques

M.L.-C. CLEMENT (Charlevoix): Demande si le gouvernement se propose d'exiger le paiement complet, et quand, des sommes dues pour les terres publiques, ou de faire une déduction en faveur des colons pauvres, ou si

l'on se propose d'exiger ces sommes par versements annuels.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Répond que le gouvernement n'a d'autre alternative que de se faire payer ce qui lui est dû, s'il veut subsister lui-même; quant au délai à être accordé aux colons, le comité de la colonisation s'en occupe et les recommandations du comité auront le plus grand poids auprès du gouvernement.

Demande de documents:

Inspecteur d'écoles, monsieur Bardy.

M. P. LARUE (Portneuf): J'ai l'honneur de proposer qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre les retours d'inspection faits depuis douze mois par M. le Dr Bardy, en sa qualité d'inspecteur d'écoles, dans sa division, aussi bien que copie de toutes les plaintes faites au sujet de l'éducation contre ledit Dr Bardy, comme tel inspecteur.

Mon but, en présentant cette motion, est d'attirer l'attention du gouvernement sur les nombreuses plaintes qui s'élèvent dans mon comté ainsi que dans le comté de Québec, au sujet de l'inspection des écoles.

Il est de fait que, depuis assez longtemps, l'inspecteur des écoles, M. le Dr Bardy, par raison de santé ou autres, n'a pas fait de visites. Je suppose qu'il y a eu des rapports quand même. Je ne sais si le gouvernement est au fait de ce qui s'est passé; je dois naturellement supposer que non, puisqu'on n'a pensé à apporter aucun remède à cet état de choses. Ceci peut s'expliquer peut-être par la raison que M. l'inspecteur a dû faire des rapports réguliers tout comme s'il avait pu se rendre lui-même sur les lieux, tandis que je suis en position d'affirmer le contraire.

Je désire constater si vraiment M. le Dr Bardy a fait quelques rapports, ce que disent ces rapports et si de fait le gouvernement a été officiellement informé par lui de son état de santé qui l'a empêché de visiter depuis longtemps ses écoles.

Puisque je suis sur ce sujet, je dois dire ici la pensée de mes électeurs au sujet des inspecteurs d'écoles. Je ne sais si cette opinion est due à la négligence ou à l'inefficacité de M. l'inspecteur, toujours est-il que la grande majorité du comté de Portneuf désire l'abolition de cette charge officielle, tant par raison d'économie que parce que ces visites ne font généralement aucun bien à la cause de l'éducation.

Il y a bien souvent des plaintes de tout genre contre le Dr Bardy; je ne veux pas ici en parler puisque ces choses ont eu lieu avant mon entrée dans la vie publique. Je regrette beaucoup d'avoir à m'opposer ici à un confrère, mais je l'attaque sur un terrain étranger à la profession, celui de l'éducation.

Que le Dr Bardy, qui est un homéopathe célèbre, dilue des pilules à l'infini et les ait vantées à toutes les portes et à toutes les maîtresses des comtés de Québec et Portneuf, je n'ai rien à dire au sujet de cette mission pour laquelle le gouvernement ne le paie pas.

Mais qu'il pousse son système homéopathique jusque dans l'enseignement, cela me regarde et je dois dire que ce savant Dr n'administrerait pas déjà ses doses d'enseignement d'une manière trop éclatante, pour qu'il cessât d'en donner tout à fait. Aujourd'hui, non seulement il ne donne plus de remèdes mais il ne visite plus même les écoles. J'aimerais connaître, au moins dans l'avantage général, les progrès que ce système d'abstention complète a produit de bien et les retours seuls pourront faire connaître la vérité. Si les affaires des écoles ont bien été durant un an sans le secours et les visites du Dr Bardy, je verrais là la plus grande preuve que mes électeurs ont raison.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Prie M. LaRue d'ajouter quelques lignes à sa motion, pour qu'il soit clairement prouvé que le département de l'Instruction publique n'est nullement responsable de ce dont on se plaint. Il y a eu plainte, on verra s'il a répondu. Il faut, d'un autre côté, tenir compte de la bonne volonté de M. Bardy. Quoique malade, il fait de grands efforts pour remplir son devoir. Il vient même de partir pour visiter les écoles. L'honorable M. Chauveau est parfaitement convaincu que M. LaRue n'est mû par aucune pensée de nuire à un confrère. Il sait que messieurs les médecins s'aiment beaucoup, à tel point que deux de ces messieurs ne peuvent jamais se regarder sans rire.

Adopté.

Asile d'aliénés à Montréal

M. J. SCRIVER (Huntingdon): J'ai l'honneur de proposer, appuyé du représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre la correspondance qui a eu lieu entre Henry Howard, écuyer, M. D., et le gouvernement, relativement à la proposition de M. Howard de bâtir un asile d'aliénés dans la cité de Montréal ou dans ses environs.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Dit que la motion aurait dû comprendre tous les asiles et les renseignements sur la manière dont ils sont administrés.

Adopté.

Coupe des bois

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose que l'ordre de renvoi au comité spécial nommé pour prendre en considération, dans tous ses détails, la question de la coupe des bois sur les terres

publiques soit amendé en y ajoutant après les mots "les terres publiques" les mots suivants: "ainsi que les effets du présent système d'octroi de licences pour la coupe des bois et les meilleurs moyens de conserver et protéger les forêts publiques".

Adopté.

Juges de paix de Kamouraska

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): J'ai l'honneur de proposer, secondé par le représentant de Bagot (M. P.-S. Gendron), qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, le priant de faire mettre devant cette Chambre une liste des juges de paix, dans et pour le district judiciaire de Kamouraska, résidant dans le comté de Témiscouata, mentionnant ceux qui ont prêté serment et se sont qualifiés pour siéger.

Adopté.

Chemin de fer de Massawippi

Selon l'ordre du jour, le bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie du chemin de fer de la vallée de Massawippi est lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Les projets de loi qui doivent subir leur deuxième lecture n'étant pas imprimés, la Chambre doit s'ajourner.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit que le gouvernement n'a pu obvier à cet inconvénient et qu'en dépit de la bonne volonté de tout le monde il a été impossible de préparer ces bills. On se souvient que, sous le régime qui vient de finir, un gouvernement ayant donné le contrat d'impression à un nouvel imprimeur, les affaires furent retardées pendant toute une session. Nous n'avons donc pas le droit de trop nous plaindre.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Dit qu'il est bon toutefois que le pays sache à quoi attribuer les délais.

Ajournement

Alors, sur proposition de l'honorable M. Chauveau, appuyé par l'honorable M. Dunkin, la Chambre s'ajourne à quatre heures.

Séance du 30 janvier 1868

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Gaudet, la pétition du révérend L.-S. Malo et autres, de la paroisse de Bécancour.

Par M. Ross, la pétition du conseil municipal du comté de Compton.

Par M. Pozer, la pétition de Joseph Denys et autres, de la paroisse de Saint-François; et la pétition de Pierre Paquet et autres, de la paroisse de Saint-Georges, toutes deux du comté de Beauce.

Par M. Mailloux, la pétition de Georges LaRue, M. D., et autres, de la paroisse de Saint-Georges-de-Kakouna, comté de Témiscouata.

Par M. LaRue, la pétition d'Eugène LaRue et autres, de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf.

Par M. Clément, la pétition du révérend Clovis Gagnon et autres, de la paroisse des Eboulements, comté de Charlevoix.

Par l'honorable M. le procureur général Oimet, la pétition du Bureau catholique des commissaires d'écoles de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Charles Laberge et autres, de la paroisse de Saint-Joachim; et de Joseph Amiot et autres, de la paroisse de Sainte-Philomène, toutes deux du comté de Châteauguay; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

Ordonné, que la pétition de Alexandre Molson, de la cité de Montréal, présentée à la Chambre ce jour, soit maintenant reçue et lue; et ladite pétition demandant que ledit bill pour déclarer John Platt propriétaire absolu de certains biens qu'il possède en vertu du testament de feu John Platt ne devienne pas loi est reçue et lue.

Rapports des comités:

M. A.C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport :

Votre comité a examiné la pétition du maire, des échevins et des citoyens de la cité de Québec, demandant des amendements à leur acte d'incorporation et trouve que les avis requis par les règles de cette Chambre ont été donnés.

Quant à la pétition de Charles Langelier et autres, demandant à être incorporés sous le nom de "La société Saint-Jean-Baptiste de la ville de Saint-Jean", votre comité est d'opinion qu'aucun avis n'est nécessaire dans ce cas.

Comité des dépenses contingentes

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de proposer que les noms de M. N.-M. LeCavalier (Jacques-Cartier) et M. P. LaRue (Portneuf) soient ajoutés à ceux du comité permanent des dépenses contingentes.

Adopté.

Introduction de bills:

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les articles 1054 et 1105 du code de procédure civile.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il croit que le gouvernement a l'intention d'empêcher toute modification soit au code de procédure. Il demande au procureur général de déclarer si cela est juste ou non. S'il en est ainsi, les faits d'impression de telles mesures seraient inutiles.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Déclare que le gouvernement s'opposera à toute tentative faite pour amender le code de procédure civile. Il vient à peine d'être promulgué et il serait très imprudent et très peu logique d'en modifier quelques parties.

Il faut le mettre à l'épreuve et, si l'application de certains articles entraîne des abus, alors il sera temps d'y proposer les changements.

D'ailleurs, personne ne se plaint du pouvoir des cours de Circuit et si l'opinion publique demandait une réforme ce ne serait pas dans le sens indiqué par le député de Shefford (M. Bessette). Bien loin de demander une extension de pouvoir pour ces cours, on semble, au contraire, désirer une juridiction moins étendue.

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Explique que son projet de loi ne prévoit aucun changement du code de procédure. Il ne cherche qu'à enlever un inconvénient.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Fait quelques remarques supplémentaires.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Demande la permission d'introduire un bill concernant la Compagnie d'ardoise de Rockland.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Société Saint-Jean-Baptiste de la ville de Saint-Jean.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Rapport de comités:

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature (Appendice no 6 des Journaux de l'Assemblée législative).

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose que cette Chambre adopte le cinquième rapport du comité des dépenses contingentes, en y faisant l'amendement suivant:

Retranchez "avec l'approbation et l'ordre par écrit du président du comité des dépenses contingentes, tant dans la vacance que pendant la session de la Chambre" et insérez à la place ces mots: "sans l'ordre par écrit du greffier de la Chambre, approuvé (si c'est pendant la session) par le président du comité des dépenses contingentes, ou, (si c'est pendant la vacance) par M. l'orateur".

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Déclare qu'il n'a nullement le désir de soulever un débat, mais seulement de faire quelques remarques.

S'il parle aujourd'hui, c'est pour faire comprendre la position qu'il a prise alors dans le débat et se mettre à l'abri des imputations qu'on pourrait faire contre lui dans le public et devant ses électeurs.

Lorsque le premier rapport a été soumis à la Chambre, il ne l'a pas attaqué par esprit d'hostilité, mais dans le but d'affirmer un principe et de revendiquer un droit qui appartient à l'orateur.

On dit que la nuit porte conseil, et depuis il s'est écoulé plusieurs nuits, le comité a donc eu le temps de s'apercevoir que sa proposition n'était pas absolument conforme aux usages parlementaires.

Dans cette circonstance il ne voulait que défendre les privilèges de la Chambre et le principe qu'on ne doit jamais accuser personne sans lui donner moyen de se défendre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Explique alors les motifs qui ont fait agir le comité.

La résolution n'est pas contraire à l'esprit de la constitution britannique, et ce n'est pas la crainte d'une infraction à cette constitution qui a déterminé un changement, mais le comité croyait se rendre agréable à l'orateur en le débarrassant d'une partie de ses pouvoirs. Mais après examen il s'est aperçu qu'il n'allait pas au devant des vœux de l'orateur et il a modifié son rapport en conséquence.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Exprime sa satisfaction et répète qu'il n'a jamais mis en doute le patriotisme, le désintéressement du comité. S'il peut réduire les dépenses de la Chambre de moitié, il sera très heureux d'applaudir à ses efforts et à ses succès.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Répète les explications du premier ministre et termine en disant qu'il n'a reculé devant aucune pression, devant aucun principe.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Selon le député de Laval (M. Bellerose), le comité n'a reculé devant aucun principe, aucune pression de la Chambre; il n'a donc reculé que devant lui-même et il s'est décidé à rendre à l'orateur le pouvoir et les ennuis qui l'accompagnent.

La motion est adoptée.

Déchargement du charbon

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Ouest): Propose la seconde lecture du bill pour amender le chapitre 63 des statuts refondus pour le Bas-Canada, en autant qu'il se rapporte au mesurage et au déchargement du charbon.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Dit qu'au sujet de ce projet de loi l'on peut se demander s'il a rapport à des matières dont peut traiter l'Assemblée locale; selon lui le bill est compris dans les pouvoirs attribués aux Assemblées locales. Il explique qu'une telle loi est très nécessaire, surtout pour Montréal, où les retards dans le déchargement du charbon ont été prolongés au point où les bateaux chargés de charbon sont devenus des entrepôts.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): Demande si l'on a consulté la communauté marchande sur cette question.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Répond que le projet est un acte public et qu'il n'y a pas eu de pétition, même si une telle mesure est très attendue.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): Veut retarder de deux ou trois jours la discussion du projet, pour demander l'opinion de la communauté marchande du Québec.

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Ouest): N'a pas d'intérêt personnel dans cette question, mais veut le bien public. Il est bien connu qu'on importe beaucoup de "charbon anthracite" des Etats-Unis pour usage à Montréal et qu'il faut alors le faire parvenir et le vendre aussi bon marché que possible. Si, en mettant fin au système de retention, on permettait aux embarcations de New York de faire quatre tours par année au lieu de deux seulement comme à présent, les fournisseurs pourraient vendre leur charbon beaucoup moins cher qu'à présent.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Dit qu'ayant tout juste reçu le texte du projet il n'a pas eu le temps d'en remettre une copie au Quebec Board of Trade, comme il l'aurait voulu. Il propose donc au député de retirer sa proposition pendant quelques jours. Le projet

pourrait ne pas convenir à Québec, où il arrive souvent, pendant la saison navigable, qu'une tempête venant de l'est encombre tellement le port qu'il est tout à fait impossible aux fournisseurs de trouver la main-d'œuvre nécessaire au déchargement des bateaux.

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Ouest): Dit n'avoir aucune objection à cette suggestion, et qu'il rendrait le projet applicable à Montréal seulement, si on le lui permettait.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): Attire l'attention de la Chambre sur la question de savoir si, en adoptant ce bill, elle n'empiète pas sur le domaine de la législation fédérale. Il est bon de considérer ce point et de ne pas s'exposer à de graves inconvénients.

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Est d'avis que ce bill ayant trait au commerce tombe sous le contrôle du gouvernement fédéral.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): On accuse la Chambre de ne pas travailler. Prenons garde, si nous nous occupons des questions qui nous sont étrangères, de nous exposer à un nouveau reproche, car l'on pourra dire: Non seulement ils travaillent peu, mais quand, par hasard, ils se mettent à l'ouvrage, c'est sur un terrain qui ne leur appartient pas.

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Ouest): Demande au procureur général si le bill est constitutionnel, car s'il ne l'est pas, il le retirera.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que la question ne peut être décidée de suite par le gouvernement. Il a quelques doutes sur la constitutionnalité du bill, mais il n'y a pas de tort à en faire la deuxième lecture pour le renvoyer à un comité spécial où la question sera débattue à fond.

Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité spécial composé de M. Ogilvie, M. Carter, M. Ross, M. LaRue, M. LeCavalier, M. Marchand, M. Poupore, M. Bellingham, M. Robertson, M. Brigham, M. Simard, M. Chapleau, M. Joly et M. Hamilton, devant en faire rapport avec toute la diligence possible avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Township de Stukely

M.M.-A. BESSETTE (Shefford): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour annexer le cinquième rang du township de Stukely à la municipalité de Stukely-Nord. Il dit que ce township est déjà annexé de fait et pour des fins scolaires.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité spécial nommé pour s'enquérir du fonctionnement de l'acte municipal du Bas-Canada et des actes

concernant les abus préjudiciables à l'agriculture.

Chemin de fer de Massawippi

En conformité de l'ordre du jour, la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de la vallée de Massawippi.

Le comité, sous la présidence de M. G.-H. Simard, étudie le bill et en fait rapport à la Chambre, sans amendement.

Succession de John Coffin

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour faciliter le partage de la succession de John Coffin.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité de toute la Chambre pour demain.

Ajournement

Alors sur la proposition de M. Chauveau, appuyé par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la Chambre s'ajourne à cinq heures.

Séance du 31 janvier 1868

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet.

La séance s'ouvre à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la pétition du révérend D. Charland, de la paroisse de Beauharnois, comté de Beauharnois.

Par M. Beaubien, la pétition du révérend J.-B. Langlois, de la cité de Montréal.

Par M. Hamilton, la pétition de John Albert Verge et autres, du township de Mann; la pétition de la municipalité du township de Matapédia, toutes deux du comté de Bonaventure et la pétition de la municipalité du township de Ristigouche.

Par M. Molleur, la pétition de John M. Park et autres, du comté de Shefford.

Par M. Marchand, la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Valentin; la pétition de la municipalité de la paroisse de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie; et la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Luc, toutes du comté de Saint-Jean.

Par M. Rhéaume, la pétition de J.-B. Hamel et autres, des paroisses de Saint-Roch et Saint-Sauveur, de la cité de Québec.

Par M. Simard, la pétition du révérend A.-J. Légaré et autres, porteurs de bons de la Compagnie des chemins à barrières de Québec; et la pétition de James G. Ross et autres, de la cité de Québec.

Par M. Bessette, la pétition de J. G. Cassidy et autres, du township de Stukely.

Par M. Scriver, la pétition de la municipalité du township d'Elgin, comté de Huntingdon.

Par M. Carter, la pétition de William Workman et autres, de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du révérend G.-F.-E. Drolet et autres, de la paroisse de Saint-Michel, comté de Bellechasse, de Raphaël Michaud et autres, de la paroisse de Saint-Eloi, comté de Témiscouata; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

De David Cathcart et autres, du township de Jersey, comté de Beauce; demandant de l'aide pour construire un pont sur la Rivière-du-Loup.

Du révérend Maxime Tassé et autres de la paroisse de Saint-Benoit, comté des Deux-Montagnes; demandant de l'aide pour un hospice dans ladite paroisse.

De la municipalité de la paroisse de Saint-Roch de Québec-Sud; demandant des amendements à l'acte 25 Victoria, chap. 47, intitulé: "Acte pour ériger la partie de la paroisse Saint-Roch de Québec, située sur la rive nord de la rivière Saint-Charles, en une municipalité séparée."

De J.-O. Côté, de la cité (l'Outaouais, demandant que la Chambre achète un certain nombre d'exemplaires d'un ouvrage qu'il a publié, intitulé: "Political Appointments and Elections of Canada from 1841 to 1865."

Du Bureau protestant des commissaires d'écoles de la cité de Montréal; demandant des amendements aux sections 131, 132 et 133 du chapitre 15 des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Rapport de comités:

M. A. C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné la pétition du maire, des échevins et des citoyens de la cité de Montréal, demandant des amendements à leur acte d'incorporation et trouve que les avis requis ont été donnés.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement:

Bill pour amender l'acte d'incorporation des pilotes pour le havre de Québec, et au-dessous.

Bill pour incorporer les membres du Synode du diocèse de Montréal et pour amalgamer la Société de l'Eglise du diocèse de Montréal avec ledit synode.

Bill pour incorporer la société appelée l'Union Saint-Pierre du village Bienville-de-Lévis.

Bill pour amender l'acte incorporant l'Union Saint-Joseph de Saint-Jean d'Iberville.

Votre comité a de plus examiné les deux bills suivants et il a l'honneur d'en faire rapport avec des amendements.

Bill pour autoriser les soeurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal à acquérir des propriétés jusqu'à un certain montant et à en disposer.

Page 1, ligne 13, retranchez depuis le mot "jouissance" jusqu'au mot "selon" dans la ligne suivante.

Ligne 24, page 1, retranchez depuis le mot "institution" jusqu'à la 3e clause.

Bill pour incorporer la Société Saint-Jean-Baptiste de la ville de Saint-Jean.

Page 1, ligne 21, après le mot "incorporation" insérez "n'excédant pas une valeur de \$2,000.00."

Page 1, ligne 39, retranchez "d'emplacements" et insérez "immeubles".

Et votre comité a de plus pris en considération l'opportunité d'acheter une certaine quantité d'exemplaires du manuel pratique de Todd sur les bills privés, pour usage des membres de cette honorable Chambre. Cet ouvrage fut publié en l'année 1862, sur la recommandation

du comité des bills privés de l'Assemblée législative du Canada d'alors, qui, après examen du manuscrit, ordonna l'achat de 160 exemplaires pour emploi immédiat; et que les formes de cet ouvrage fussent gardées, de manière que les changements dans les règlements de bills privés qui pourraient être faits durant la session pussent y être insérés; et que 300 exemplaires de l'ouvrage complet fussent alors achetés; l'édition révisée est maintenant complètement épuisée. Comme les règlements de la Chambre des communes, adoptés récemment, peuvent amener quelques changements dans le système des bills privés, il a été jugé à propos qu'une nouvelle édition fût préparée, expliquant la manière de procéder d'après les modifications contenues dans les nouveaux règlements. M. Todd a entrepris cet ouvrage, et la Chambre des communes a donné ordre d'acheter 300 exemplaires en anglais et 150 exemplaires en français pour l'usage des membres de cette Chambre et qu'une somme de \$60. soit payée pour défrayer les frais de traduction, etc.

Votre comité a appris que M. Todd est disposé à faire tirer de nouveau un certain nombre d'exemplaires, qui seront enrichis de notes indiquant les changements qui seraient considérés nécessaires pour les adapter aux nouveaux règlements d'après le système suivi actuellement dans les deux Chambres de cette province. Votre comité demande la permission de recommander que M. l'orateur soit autorisé à acheter 200 exemplaires en français et 100 exemplaires en anglais de ce tirage pour l'usage de la Législature et de ses membres, à un prix n'excédant pas une piastre par exemplaire, demi-reliure en veau, du même genre que la première édition.

Introduction de bills:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire en Chambre un bill pour annexer une partie de la seigneurie de Bélair à la paroisse de Saint-Ambroise et une autre partie d'icelle à la paroisse de Sainte-Catherine.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la société appelée "L'Union Saint-Joseph de Saint-Sauveur de Québec."

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour pourvoir à la nomination d'un prévôt des incendies pour la cité de Montréal et pour définir ses pouvoirs et ses devoirs.

Il parle longuement au sujet de ce bill.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Nomination du lieutenant-gouverneur

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il a le plaisir d'annoncer que Son Excellence le lieutenant-gouverneur vient d'être informé, aujourd'hui, par télégramme, que sa nomination au très haut poste qu'il occupe maintenant avec tant de distinction a été confirmée par un ordre en conseil de Sa Majesté. Il occupera ce poste pour cinq ans; jusqu'ici, il a rempli ses fonctions d'une façon temporaire.

Il est certain que partout dans la province l'information qu'il a l'honneur de transmettre à la Chambre sera favorablement accueillie, non seulement par les membres de la Chambre, mais par tout le peuple en général. A son avis, la nomination sera chaleureusement approuvée par toute la population du pays, sans distinction de croyance, d'origine, ou d'allégeance politique. Nous vivons dans un système politique qui place le chef du gouvernement au-dessus de toute influence; il est heureux de constater que, dans le cas de Sir Narcisse Belleau, on ne peut entretenir aucune crainte d'intervention de sa part, au-delà des justes pouvoirs que lui confère sa position élevée; il est également convaincu que le lieutenant-gouverneur agira toujours d'une façon juste, équitable et impartiale, sans distinction entre les différentes populations, religions ou nationalités. La vie privée et politique de Son Excellence est une garantie pour le futur. En tant que confrère dans la profession et en tant qu'homme public, il (M. Chauveau) a de nombreuses raisons de croire en l'habileté, la gentillesse, l'impartialité et l'honnêteté d'intentions de Son Excellence; aucune personne n'est autant qualifiée et autant expérimentée pour remplir une position aussi élevée. De plus, il veut ajouter que Son Excellence n'a pas été influencée par des préjugés politiques ou des idées partisans pendant sa longue carrière politique. Il (M. Chauveau) est heureux de savoir que le public en général recevra cette nouvelle avec une grande expression de joie. En ce qui concerne les membres de la Chambre, il se dit assuré qu'ils prendront la première occasion pour exprimer leur satisfaction devant cet heureux événement, en envoyant une adresse de félicitations à Son Excellence.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brême): Dit que la nomination de Son Excellence le lieutenant-gouverneur n'est pas reçue avec moins de fierté et de gratitude par ceux qui parlent l'anglais. Il est heureux que notre système politique soit inauguré par un homme qui ne soulève pas les oppositions de partis à cause de ses antécédents politiques. Son Excellence est un gentilhomme qui a été éloigné depuis longtemps de l'arène politique, et il est assuré que sa nomination sera reçue avec beaucoup de plaisir par tous les éléments de la population.

M. S.-R. BELLINGHAM (Argenteuil): Désire permettre au groupe indépendant de la Chambre d'exprimer son opinion et, en tant que membre de ce groupe, il veut dire quelques mots. Il est très satisfait de la nomination de Son Excellence, qui est un homme particulièrement bien choisi pour occuper ce poste. Il est heureux de voir que le poste de lieutenant-gouverneur est occupé par un homme qui est né au pays.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Exprime son plaisir devant la confirmation de la nomination de Son Excellence et sa conviction que Son Excellence remplira ses fonctions avec dignité, intégrité et impartialité à l'égard de tous.

Aide à la Nouvelle-Ecosse

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que Son Excellence le lieutenant-gouverneur a envoyé un télégramme au lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse lui annonçant que la Chambre avait accordé une aide aux pêcheurs néo-écossais qui étaient dans la misère. Il a beaucoup de plaisir à communiquer aux députés les messages qui ont été échangés à cette occasion.

Quebec, 29th Jany., 1868.

To His Excellency the Lieut.-Governor of Nova Scotia, Halifax.

Legislature of Quebec has voted four thousand dollars towards relief of Nova Scotia distressed fishermen. The people seize the opportunity of showing their sympathy and gratitude to their fellow-countrymen in that Province.

N.-F. Belleau.
Lieut.-Gov. Prov. of Quebec.

Halifax, 30th Jany., 1868

Sir N.F. Belleau, Lieut.-Gov. Quebec

I acknowledge, with great gratitude, the information contained in your telegram of yesterday's date, informing me that the Legislature of Quebec has voted the munificent sum of four thousand dollars towards relief of Nova Scotia distressed fishermen. I have directed that sum to be placed to the general fund for this relief.

Hastings Doyle,
Lieut.-Gov. Nova Scotia."

Succession de John Coffin

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose que la Chambre se forme en comité pour étudier l'acte pour faciliter le partage des

biens de la succession du feu John Coffin. Le comité, sous la présidence de M. E. Carter, étudie le bill et en fait rapport à la Chambre sans amendement.

Département du Trésor

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill concernant le département du Trésor, les revenus, dépenses et comptes publics.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Interpellations;

Régime seigneurial

M. T. LOCKE (Stanstead): Demande si l'argent provenant du fonds du régime seigneurial, appartenant aux municipalités, serait versé par la province.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Répond qu'il est impossible au gouvernement de donner immédiatement une réponse à ce sujet. Les sommes dont il est question sont sûrement une responsabilité du Dominion. Il ne peut cependant pas dire ce que le gouvernement du Dominion entend faire à ce sujet. Tout cela dépendra en grande partie des arrangements qui devront se faire entre la province de Québec, celle d'Ontario et le Dominion. Il est cependant certain qu'il faudra s'entendre sur cette question.

Chemin de fer de Massawippi

M. J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation du chemin de fer de la vallée de Massawippi.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ajournement

Alors, sur proposition de l'honorable M. Chauveau, appuyé de l'honorable M. Dunkin, la Chambre s'ajourne à cinq heures.

Séance du 3 février 1868

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures:

Dépôt et lecture des pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Beaudreau, la pétition d'Ambroise Bérard et autres, de la paroisse de Saint-Hugues, comté de Bagot.

Par M. Garon, la pétition de David Fergusson et autres, de la seigneurie de Métis; la pétition de François Corriveau et autres, de la paroisse Sainte-Angèle; la pétition du révérend M. Duguay et autres, de la paroisse de Sainte-Flavie; la pétition du révérend A. Ladrière et autres, de la paroisse de Saint-Fabien; la pétition du révérend L. Desjardins et autres, de Sainte-Cécile-du-Bic; la pétition du révérend A. Chouinard et autres, de la paroisse de Saint-Mathieu; la pétition de Philippe Verreault et autres, des Méchins; et la pétition du révérend Joseph Dumas et autres, du township de Macnider, toutes du comté de Rimouski.

Par M. Laberge, la pétition du révérend L.-C. Lussier et autres, de la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay, comté de Beauharnois.

Par M. Fortin, la pétition de la municipalité du township de Percé; la pétition du révérend D. Roussel et autres, de Mont-Louis; la pétition de la municipalité du township de la Grande-Rivière, toutes du comté de Gaspé; et la pétition de Joseph Bégin et autres, du village de Bienville, comté de Lévis.

Par M. Tremblay, la pétition de la municipalité du township de Roberval; la pétition du révérend N.-J. Gauvin et autres, de la paroisse de Saint-Alphonse; et la pétition du révérend A. Pelletier et autres, de la paroisse de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, toutes du comté de Chicoutimi.

Par M. Pozer, la pétition du révérend L.-B. Hallé et autres, de la paroisse de Saint-Vital-de-Lambton; et la pétition d'Olivier Rodrigue et autres, de la paroisse de Saint-Ephrem-de-Tring, toutes deux du comté de Beauce.

Par M. Dugas, la pétition de J. Dufresne et autres, de la paroisse de Sainte-Julienne, comté de Montcalm.

Par M. Ross, la pétition du révérend F.-X. Variasse, du township de Winslow, comté de Compton.

Par M. Church, la pétition de D. Dumontier et autres, de Notre-Dame-de-Hull.

Par l'honorable M. Langevin, la pétition du révérend F.-X. Méthot et autres, des townships de Langevin et de Ware, comté de Dorchester.

Par M. Clément, la pétition du révérend L.-A. Martel et autres, de la paroisse de Saint-Irénée, comté de Charlevoix.

Par M. Lavallée, la pétition de John Shields et autres, de la paroisse de Saint-Alphonse.

Par M. Chapleau, la pétition du révérend A. Giguère et autres, des townships d'Abercrombie, Morin, Beresford et Wexford.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du révérend L.-S. Malo et autres, de la paroisse de Bécancour; de Joseph Denis et autres, de la paroisse de Saint-François, comté de Beauce; de Pierre Paquet et autres, de la paroisse de Saint-Georges, comté de Beauce; de Georges LaRue, M7D., et autres, de la paroisse de Saint-Georges-de-Kakouna, comté de Témiscouata; de Eugène LaRue et autres, de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf; du révérend Clovis Gagnon et autres, de la paroisse des Eboulements, comté de Charlevoix; de John Albert Verge et autres, du township de Mann, comté de Bonaventure; de la municipalité du township de Matapédia, comté de Bonaventure; de la municipalité du township de Ristigouche et de la municipalité du township d'Elgin, comté de Huntingdon; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

Du conseil municipal du comté de Compton; demandant des amendements à l'acte municipal.

Du Bureau catholique des commissaires d'écoles de la cité de Montréal; demandant des amendements aux sections 131, 132 et 133 du chapitre 15 des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Du révérend D. Charland, de la paroisse de Beauharnois, comté de Beauharnois; demandant une allocation annuelle pour un hospice dans ladite paroisse.

Du révérend J.-B. Langlois, de la cité de Montréal; demandant une rémunération comme chapelain catholique de la prison de Montréal.

De John M. Park et autres, du comté de Shefford; de la municipalité de la paroisse de Saint-Valentin; de la municipalité de la paroisse de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie; de la municipalité de la paroisse de Saint-Luc, ces trois dernières paroisses toutes du comté de Saint-Jean; demandant respectivement des amendements à l'acte municipal et à la loi d'agriculture.

De J.-B. Hamel, N.P., et autres, des paroisses de Saint-Roch et Saint-Sauveur, de la cité de Québec; demandant un emprunt de la somme de \$400,000 pour rebâtir leurs maisons détruites par le grand incendie de 1866.

Du révérend A.-J. Légaré et autres, porteurs de débentures des syndics des chemins à barrières de la rive nord; demandant que le gouvernement vienne en aide à la Commission des chemins à barrières de la rive nord.

De Jas. G. Ross et autres, de la cité de Québec; demandant que la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de Québec, demandant des amendements à leur acte d'incorporation, soit rejetée et que cette corpora-

tion élective soit remplacée par des commissaires qui devront être nommés par la couronne.

De J.G. Cassidy et autres, du township de Stukely; demandant de l'aide pour un chemin.

De William Workman et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation.

Rapport des comités:

M. A.C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition de G. Béliveau et autres, de la cité de Montréal, demandant à être incorporés sous le nom de "Société des commis-marchands de Montréal" et trouve que les avis requis dans ce cas ont été donnés.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill pour autoriser Olivier Robitaille à aliéner certains biens mobiliers et immobiliers appartenant à sa pupille, demoiselle Marie E.J. Macdonald, et trouve que le préambule n'a pas été prouvé, vu que le pétitionnaire peut, en s'adressant à une cour de justice, obtenir ce qu'il demande à cette Législature par son bill.

Et, comme le pétitionnaire ne s'est décidé à faire cette demande qu'après avoir pris conseil de ses aviseurs légaux, votre comité, pour cette raison, désire recommander à votre honorable Chambre que les honoraires de cent piastres qu'il a payés entre les mains du greffier en chef de ce comité lui soient remboursés.

Votre comité a, de plus, examiné le bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Lévis et y a fait des amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Election de Kamouraska

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Se lève sur une question de privilège. Comme on le sait, la question d'une élection ou de l'absence d'élection dans le comté de Kamouraska a été renvoyée par la Chambre au comité des élections et des privilèges. Il a lu dans plusieurs journaux, depuis le renvoi de cette question au comité, que le gouvernement, d'après ces rapports, a délégué M. Andrews, avocat de Québec, commissaire à Kamouraska pour enquêter sur les causes qui ont empêché l'élection d'avoir lieu. La nature de cette information, diffusée par des moyens aussi publics, le justifie, à titre de membre de ce comité, de demander au gouvernement des explications. C'est le privilège et le droit de ce comité, avant le départ de ce commissaire ainsi délégué sur les lieux, de lui dicter les instructions qui doivent le guider dans son investigation ou, au moins, de connaître

ces instructions. Sans préjuger de la question, il avance cette question sans hostilité. Les journaux ont pu être mal informés, et il demande en conséquence des explications.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): En réponse à la question de l'honorable représentant de Lotbinière (M. H.-G. Joly), je veux dire, au nom du gouvernement, que M. Andrews n'a pas été délégué pour enquêter sur les causes qui ont empêché la dernière élection dans Kamouraska. Il n'y a été envoyé, cependant, que pour faire une enquête sur les voies de fait commises contre certains individus, subséquemment à l'élection, mais qui n'ont pas rapport à celle-ci. Des plaintes ayant été faites au gouvernement, celui-ci a cru de son devoir de faire une enquête pour connaître les coupables.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Se dit satisfait de l'explication et du fait que le gouvernement n'a pas agi de la façon qu'on le croyait.

Introduction de bills:

M. L. MOLLEUR (Iberville): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte de l'agriculture, chapitre 26 des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Succession de feu John Coffin

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour faciliter le partage de la succession de feu John Coffin.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Hôpital Général de Montréal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser les soeurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal à acquérir des propriétés jusqu'à concurrence d'une certaine valeur et à en disposer.

Adopté.

Synode du diocèse de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer les membres du Synode du diocèse de Montréal et pour amalgamer la Société de l'Eglise du diocèse de Montréal avec ledit Synode.

Adopté.

Union Saint-Pierre du village de Bienville.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, selon

l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer l'Union Saint-Pierre du village de Bienville-de-Lévis.

Adopté.

Société Saint-Jean-Baptiste de la ville de Saint-Jean

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Société Saint-Jean-Baptiste de la ville de Saint-Jean.

Adopté.

Union Saint-Joseph de Saint-Jean d'Iberville

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, la seconde lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation de l'Union Saint-Joseph de Saint-Jean d'Iberville.

Adopté.

Interpellations:

Ecoles d'agriculture

M. E. LABERGE (Châteauguay): Demande si le ministère a l'intention d'introduire dans l'enseignement de nos écoles et surtout de nos écoles modèles des livres agricoles et de présenter une loi rendant l'usage de ces mêmes livres obligatoire.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Dit que le gouvernement a l'intention d'introduire dans l'enseignement des écoles, tant primaires que modèles, des traités agricoles, comme prix et comme livres de lecture. Quant à présenter une mesure qui obligerait à faire usage dans toutes nos écoles des mêmes livres, la chose n'est pas nécessaire, attendu que le département de l'Instruction publique possède déjà tous les pouvoirs nécessaires à cet égard.

Privilèges parlementaires

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Désire savoir si le gouvernement a pris en considération la nécessité de proposer un acte pour définir ses privilèges parlementaires.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Dit que le gouvernement surveille la législation du Dominion à ce propos, car il importe que notre législation soit conforme à celle-ci. Si le gouvernement du Dominion négligeait cette question, le gouvernement s'en occuperait alors.

Il faut que les différents gouvernements locaux s'entendent à ce sujet avec celui de l'Ontario. Naturellement, les privilèges doivent être à peu près les mêmes, et conformes à l'esprit de la constitution britannique.

Comité permanent des chemins de fer

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose que M. Chapleau soit ajouté au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, et compagnies de mines et manufacturières.

Adopté.

Demande de documents:

Asile de Beauport

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose une adresse à Son Excellence demandant un rapport du nombre de patients dans l'asile de Beauport et dans celui de Saint-Jean, faisant la distinction de ceux qui sont curables de ceux qui ne le sont pas; aussi le coût pour chaque patient payé annuellement par la province, et une copie du contrat passé entre le gouvernement et les propriétaires de l'asile de Beauport.

Cette question est d'une très grande importance pour le pays, et j'aimerais avoir quelques données en vue de l'institution d'une enquête.

L'asile de Beauport, qui doit son origine au Dr Douglass, a commencé sur une très petite base, et est maintenant une institution très importante et très considérable, mais elle est sous le contrôle de particuliers. Je sais, d'après les informations que j'ai obtenues, qu'elle est à tous égards bien conduite et que son administration ne laisse rien à désirer.

Mais la question est de savoir si elle doit être entre les mains d'individus privés ou sous le contrôle du gouvernement. Pour ma part, je crois qu'elle doit ressortir de l'action du gouvernement.

Dans la Nouvelle-Ecosse, on a un principe différent en ce qui regarde de telles institutions, lesquelles sont moins dispendieuses que les nôtres. Je ne vois pas pourquoi de semblables institutions ne seraient pas régies d'une manière à ce qu'elles puissent, dans une certaine mesure, se supporter elles-mêmes, en utilisant judicieusement le travail des patients curables et en l'adaptant à des fins profitables pour l'institution, et profitables aussi pour les infortunés eux-mêmes, en détournant leur attention des causes de leur affliction et en la fixant sur des occupations également faciles et agréables.

Dans l'intérêt du pays, pour un motif d'économie et en vue de l'énormité de la somme payée annuellement à l'asile de Beauport, je pense qu'il serait bien de voir si ce montant ne pourrait pas être avantageusement réduit, sans préjudice à l'administration, et si cette administration, bonne comme elle l'est déjà, ne pourrait pas être améliorée encore.

Je n'ai pas l'intention de faire autre chose que d'appeler l'attention de la Chambre sur le sujet, sans commentaires superflus, attendu surtout qu'un certain journal est dans l'habitude de tirer parti de mes remarques très librement et de les mal rapporter.

Ce n'est que l'autre jour que j'ai cru de mon devoir de référer au sujet des impressions de la Législature, et, parce que je l'ai fait et que j'ai le malheur de porter le nom d'un individu qui a tué un premier ministre, on m'a dit, dans le journal en question, que j'étais un lunatique, ou à peu près, et qu'il existait une certaine ressemblance entre moi et le notoire assassin auquel il était fait allusion.

Je ne désire pas voir la liberté de la presse restreinte, mais je pense que, quand on essaie d'une chose, on pourrait tout aussi bien tout dire de suite sans aucune réticence et faire, par exemple, comme l'a fait M. Mackenzie à mon entrée dans la vie publique; ce monsieur avait dit que j'étais le digne fils d'un père meurtrier. Si l'on me démontrait que je descends en ligne directe de l'infortuné lunatique qui a assassiné le premier ministre en question, je demanderais de suite la permission de présenter un bill pour changer mon nom. Je ne serais pas le premier qui l'ait fait.

Pendant que je suis sur le sujet de la presse, je ne puis m'asseoir sans appeler l'attention sur l'esprit acrimonieux et la malignité dont fait preuve la presse américaine vis-à-vis la nouvelle Puissance et notre mode de gouvernement. C'est à peine si l'on peut trouver un journal qui ne soit rempli de critiques sur nos actions et qui ne ridiculise notre système. L'autre jour, je vis un journal illustré qui donnait une caricature des plus burlesques d'un de nos hommes les plus distingués de la Puissance et qui siège dans cette Chambre.

M. Bellingham termine en faisant sentir l'avantage qu'il y aurait de faire une investigation sur la manière dont fonctionnent ces deux asiles, et ce, dans un but d'amélioration et de retranchement.

L'HONORABLE L.-H. LANGEVIN (Dorchester): Est content de voir cette proposition. Il apprécie le but de l'honorable moteur de la proposition, qui est de réduire, si possible, le coût des établissements en question; il admet que si les asiles de la province opéraient sur la même excellente base économique que l'asile de Beauport, cela serait très désirable. D'autres gouvernements l'ont tenté et dans le Haut-Canada, par exemple, on a découvert que les frais d'entretien de chaque patient sont supérieurs à ceux de Beauport. C'est pourquoi le gouvernement laisse Beauport tel qu'il est. L'on doit se rappeler que le gouvernement n'entretient que ceux qui ne peuvent rien payer ou qui ne peuvent que payer une partie des frais. A Beauport, chaque patient coûte 35 livres par année. Quant à la distinction entre curables et incurables, la Chambre n'a jamais eu l'intention de faire de Beauport un hospice d'incurables; on devait primitivement n'y recevoir que ceux qui, ayant perdu la raison, pouvaient avec des soins et un traitement judicieux, la recouvrer. On n'a jamais voulu en faire un hospice pour ces malheureux, tels les idiots nés sans raison,

mais certains incurables s'introduisent de temps à autre malgré les efforts considérables du gouvernement pour que les seuls patients curables soient admis. Ayant lui-même visité l'asile, il peut témoigner de l'excellence de son administration. Les docteurs Landry et Roy donnent leurs soins à cet établissement qui fait honneur à la province et qui peut défier la critique la plus sévère.

On y est attentif aux meilleures méthodes de traitement et les travaux destinés à retenir l'attention des patients auxquels l'honorable représentant d'Argenteuil (M. S. R. Bellingham) a fait allusion ne sont pas négligés. En conclusion, il conseille à l'honorable député de considérer, dans toute enquête qui pourrait être instituée, les avantages de ne garder Beauport que pour les curables et d'établir une institution séparée à l'usage des incurables, solution qui réaliserait sans doute des épargnes et faciliterait les guérisons des curables.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Demande d'ajouter à ce rapport la correspondance entre les propriétaires des asiles et les personnes qui n'ont pu y être admises. A sa connaissance, l'on a refusé d'admettre plusieurs personnes atteintes d'aliénation mentale. Il est d'avis que cette correspondance serait très intéressante.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Fait remarquer à ce dernier que ce rapport serait très volumineux et exigerait beaucoup de temps, d'ennuis, de dépenses et de recherches pour le compiler. D'après la proposition, il n'y a pas de limites à la période devant être considérée et il est très probable que la session sera terminée avant qu'on ne puisse présenter ce rapport. Si le représentant de Châteauguay (M. E. Laberge) a des plaintes à formuler pour tel ou tel cas, il devrait demander la correspondance particulière qui pourra le renseigner. Dans tous les cas semblables, il est préférable que les honorables députés limitent leurs demandes au strict nécessaire.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Suggère que la proposition soit modifiée de sorte que l'information demandée porte sur le nombre de patients entretenus dans chaque asile aux frais publics, soit en entier ou en partie, et ce qu'il en coûte à la province pour chaque groupe.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Déclare que son but est atteint par la suggestion de l'honorable représentant de Brôme (M. C. Dunkin) et qu'il veut bien l'accepter. Il ne désire causer ni des ennuis ni des dépenses. Quant aux suggestions de l'honorable représentant de Dorchester (M. L.-H. Langevin), il les croit très valables et dignes de considération.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Si j'ai fait cette demande, c'est que, dans une affaire où j'étais personnellement concerné, l'on m'a refusé une admission, malgré mes droits.

Il ne veut pas parler d'une question personnelle (rires ironiques), mais de certains faits qui sont arrivés à sa connaissance. La motion est alors modifiée:

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant le nombre de patients dans les asiles d'aliénés de Beauport et de Saint-Jean respectivement, distinguant ceux qui sont susceptibles de guérison d'avec ceux qui ne le sont pas; aussi, ce que coûte annuellement à cette province le maintien de chaque patient, et une copie du contrat fait entre le gouvernement et les propriétaires de l'asile de Beauport; le nombre de patients dans chacun desdits asiles durant l'année dernière, aux frais du public, soit en tout ou en partie et ce que coûte à la province le maintien de chaque classe.

Adopté.

Manuel de Todd

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de proposer, secondé par l'honorable député d'Hochelaga (M. L.-J. Beaubien), que cette Chambre concoure dans cette partie du quatrième rapport du comité permanent des divers bills privés, dans lequel il est recommandé que 200 copies françaises et 100 copies anglaises du manuel de Todd sur les bills privés soient achetées pour l'usage des membres de cette Chambre.

Adopté.

Impressions de la Législature

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération le premier rapport du comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature.

Adopté.

En comité:

Plusieurs membres ont déclaré que l'habitude contractée par les députés de faire parvenir des copies des "votes et délibérations" et des "projets de bill" aux électeurs n'est propre qu'à faire naître de la jalousie chez ceux-ci et ne rapporte aucun bon résultat.

MM. Carter, Pelletier, Bessette, Chapleau et Hemming prennent la parole.

On adopte un amendement pour augmenter le nombre des copies disponibles.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Fait rapport à la Chambre que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau demain.

Accordé.

Cité de Québec

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Propose, selon l'ordre du jour, appuyé par l'honorable représentant de L'Islet (M. P.-G. Verreault), que le bill pour amender la trente-sixième section de l'acte 29 et 30 Victoria, chapitre 57, incorporant la cité de Québec, soit lu une deuxième fois.

Il dit que, si le préambule porte certains à croire qu'il favorise les édifices construits de bois, tel n'est pas son désir. Telle qu'elle est, la loi ne permet pas la construction d'édifices en bois dans les limites de la ville; mais, compte tenu du grand incendie de 1866 qui, d'un seul coup dévastateur, a englouti 2,000 maisons dans St-Roch et St-Sauveur, la nécessité de ce qu'il propose est évidente. Bien peu de propriétaires sont assurés, à peine plus de soixante, de sorte que le grand nombre de ces affligés ne peuvent pas reconstruire entièrement avec des matériaux aussi coûteux que la brique et la pierre. Les secours généreux et importants qu'on leur a donnés sont insuffisants pour qu'ils se conforment à la loi; par nécessité, plusieurs ont élevé des édifices en bois; il en existe, dans St-Roch seulement, de quatre à cinq cents, mais seulement par tolérance des autorités qui peuvent à tout moment ordonner la démolition de ces maisons. En présentant son bill pour modifier la loi et permettre aux propriétaires de recouvrir leurs édifices de brique ou de ciment, il veut, d'une part, les protéger et, en même temps, atteindre le but de la loi, qui est de prévenir les conflagrations. On lui a demandé de permettre la brique seulement, mais la brique est très chère et le ciment, d'autre part, appliqué comme on le propose, offre une aussi bonne protection contre la propagation du feu. De tels édifices sont nombreux à Toronto. Le bill est plus tourné vers le passé que vers l'avenir, dans l'intérêt des pauvres dont il a parlé. Si la Chambre leur accorde les 400,000 livres qu'ils ont demandées, ils pourront, bien sûr, construire de bons édifices, et ce bill ne sera pas nécessaire, mais, comme ils n'auront pas ces 400,000 livres, il a confiance que l'on tiendra compte de leur état d'appauvrissement et que le bill recevra la généreuse attention de la Chambre.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Invoquant le règlement, il rappelle que l'honorable représentant de Québec-Est (M. J.-P. Rhéaume) a dit, lors de la première lecture, qu'il ne procéderait pas à la deuxième lecture de son bill avant que la Chambre n'ait été saisie du bill de la corporation municipale.

Il ne veut pas s'opposer au bill de l'honorable représentant de Québec-Est (M. J.-P. Rhéaume), mais sa présentation à la Chambre est irrégulière. Ayant été présenté comme bill public, c'est en réalité une mesure destinée à amender un bill local et privé qui exige, tout comme le bill privé qu'il amende, d'être précédé

d'une annonce et d'une pétition. L'honorable représentant de Québec-Est aura l'occasion de présenter ses amendements, puisqu'il y a présentement devant la Chambre une pétition de la corporation, demandant des amendements à sa charte, pétition qui sera naturellement suivie d'un bill.

Il sympathise avec les motifs de l'honorable député et devant les misères qu'il veut supprimer, mais il se sent obligé d'invoquer le règlement. Il est évident que, lorsqu'un bill amende un acte privé, le bill qui amende est de même nature que l'acte amendé.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Dit que, s'il doit attendre la corporation, il sera dans une mauvaise situation. Il pourra bien attendre jusqu'au jugement dernier surtout parce que plusieurs citoyens cherchent maintenant à abolir la corporation.

L'ORATEUR: Décide que c'est un bill privé et qu'il enfreint par conséquent le règlement.

Le bill est retiré.

Chef-lieu du district judiciaire de Kamouraska

La seconde lecture du projet de loi qui a pour but de transporter le chef-lieu du district judiciaire de Kamouraska à Fraserville est ajournée à mercredi.

Paroisse Sainte-Cécile

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): J'ai l'honneur de proposer, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour ériger la paroisse de Sainte-Cécile dans le comté de Shefford, district de Bedford, en une municipalité.

M. E.-J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Invoque le règlement. Le bill est privé et n'a pas été précédé d'une pétition comme l'exige les règlements de la Chambre.

L'ORATEUR: Décide que c'est un bill privé et qu'il enfreint les règlements de la Chambre. Le bill est retiré.

Emmagasinage de la poudre

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): J'ai l'honneur de proposer, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte 27 et 28 Victoria, chapitre 56, concernant l'emmagasinage de la poudre dans les cités de Québec et de Montréal.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que le bill est très important, quoique bref. Afin de permettre au gouvernement de vérifier s'il infirme de quelque façon l'exemption accordée aux autorités militaires pour l'emmagasinage de la poudre, il demande que la deuxième lecture soit remise à jeudi. Tel

quel, le bill semble plutôt général et semble annuler cette exemption.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande si le gouvernement s'oppose au renvoi du bill à un comité spécial.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que le gouvernement n'est pas opposé au principe du projet. Il est pleinement conscient de l'importance de limiter les quantités de poudre emmagasinées en un seul endroit. A cause de l'importance du bill, cependant, le gouvernement désire un bref répit pour l'étudier. Ce délai ne cause aucun tort au projet même.

Il est décidé que le bill sera lu une deuxième fois jeudi.

Message du Conseil législatif:

LE GREFFIER DU CONSEIL LEGISLATIF: A remis, à la barre de la Chambre, le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte concernant l'indemnité des membres de la Législature et le salaire de l'orateur de l'Assemblée législative," sans amendement.

Ajournement

Alors, sur la proposition de l'honorable M. Chauveau, appuyé par l'honorable M. Dunkin, la Chambre s'ajourne à six heures dix.

Séance du 4 février 1868

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Dépôt et lecture des pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Marchand, la pétition du conseil de ville de la ville de Saint-Jean.

Par M. Thérien, la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Philippe.

Par M. Fortin, la pétition d'Amable Guay et autres, de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lévis.

Par l'honorable M. Dunkin, la pétition du révérend A. Desnoyers et autres, du township de Bolton, comté de Brôme.

Rapport de comités:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait des amendements qu'il soumet à votre considération.

Bill pour permettre à la Société de construction canadienne de Montréal de devenir une société permanente de construction.

Bill pour autoriser les chambres des notaires à admettre, après examen, Norbert-D.-D. Bessette comme notaire.

Dans ce dernier cas, votre comité désire recommander à votre honorable Chambre qu'une remise de \$60. soit faite au pétitionnaire sur les honoraires de \$100. qu'il a payés entre les mains du greffier en chef de ce comité, vu la situation peu fortunée dans laquelle il se trouve.

Votre comité a aussi examiné le bill pour incorporer le Quebec Curling Club et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): J'ai l'honneur de faire rapport que le comité spécial qui traite du bill pour modifier les limites des comtés de Berthier et de Joliette, a examiné le bill et recommande d'en faire rapport sans amendement.

M. A.-C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné la pétition de William Workman et autres, de la cité de Montréal, demandant d'être incorporés comme société de bâtisse dans la province de Québec, pour les objets y mentionnés, et trouve que les avis n'ont pas été donnés, mais votre comité recommande la suspension de la 51e règle, voyant que les intérêts des particuliers ne

peuvent être affectés par une demande de cette nature.

Compagnies à fonds social

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose à la Chambre, suivant l'ordre du jour, la deuxième lecture de son bill intitulé: "Actes concernant les clauses générales des compagnies à fonds social".

Il dit qu'il y a deux bills au feuillet qui touchent les compagnies à fonds social, celui qui est à l'étude actuellement et un autre qui concerne l'incorporation des compagnies à fonds social autrement que par acte de la Législature; il a l'intention de faire étudier ce dernier bill en comité plénier, vendredi prochain. Il explique longuement la nature du bill, en français et en anglais. Le but de ce bill est d'abrégé, de simplifier et d'uniformiser autant que possible la législation concernant l'incorporation des compagnies à fonds social.

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Propose d'introduire une clause qui ferait entrer sous la dénomination des compagnies à fonds social les fermes modèles et les compagnies que l'on va établir pour fournir des grains de semence.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Souligne l'importance du bill.

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Montréal-Est): Il félicite le proposeur de ce bill et fait remarquer la clarté et la précision qui caractérisent la rédaction du projet de loi. Il suggère, compte tenu de la tendance que l'on peut remarquer dans les grandes villes comme Montréal et Québec, de prévoir l'incorporation de compagnies à fonds social dans le but d'acquérir des terrains et d'ériger des bâtisses que l'on veut convertir en appartements.

Le bill est lu une deuxième fois et est renvoyé à un comité de toute la Chambre pour vendredi prochain.

Seigneurie de Bélair

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, suivant l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour annexer une partie de la seigneurie de Bélair à la paroisse de Saint-Ambroise, et une autre partie d'icelle à la paroisse de Sainte-Catherine.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité général de la Chambre à la séance du 7 février.

Acte d'incorporation des pilotes

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Retire son bill pour amender l'acte d'incorporation des pilotes. Après avoir étudié et examiné cette question avec le procureur général, il s'est convaincu qu'elle est du ressort de la Législature fédérale.

Impressions de la Législature

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter le premier rapport du comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature. Le comité général de la Chambre, sous la présidence de M. Joly, examine le rapport qui est adopté.

Soeurs de l'Hôpital Général de Montréal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose que la Chambre se forme en comité pour discuter le bill pour autoriser les soeurs de l'Hôpital Général de Montréal à acquérir des propriétés jusqu'à concurrence d'une certaine valeur, et à en disposer.

Le comité de toute la Chambre, sous la présidence de M. J.-A. Chapleau, étudie le bill et y fait quelques amendements. M. Chapleau fait rapport du bill à la Chambre et les amendements sont adoptés.

Synode du diocèse de Montréal

L'HONORABLE E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter le bill pour incorporer les membres du Synode du diocèse de Montréal, et pour amalgamer la Société de l'Eglise du diocèse de Montréal avec ledit Synode.

Le comité de toute la Chambre, sous la présidence de M. P. Fortin, étudie le bill. M. Fortin fait rapport du bill à la Chambre, sans amendement.

Union Saint-Pierre, du village de Bienville

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter son bill afin d'incorporer l'Union Saint-Pierre du village de Bienville-de-Lévis.

Le comité de toute la Chambre, sous la présidence de M. E.J. Hemming, étudie le bill et y fait un amendement. M. Hemming fait rapport du bill à la Chambre, et l'amendement est adopté.

Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Jean

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter son bill afin d'incorporer la Société Saint-Jean-Baptiste de la ville de Saint-Jean.

Le comité de toute la Chambre, sous la présidence de M. P. Bachand, étudie le bill et y fait un amendement. M. Bachand fait rapport du bill à la Chambre et l'amendement est adopté.

Union Saint-Joseph de Saint-Jean d'Iberville

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter son bill afin d'amender l'acte d'incorporation de l'Union Saint-Joseph de Saint-Jean d'Iberville.

Le comité de toute la Chambre, sous la présidence de M. G.-H. Simard, étudie le bill et y fait des amendements. M. Simard fait rapport du bill à la Chambre et les amendements sont adoptés.

Ville de Lévis

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill pour amender les divers actes incorporant la ville de Lévis soit lu une deuxième fois.

Adopté.

Message du Conseil législatif:

LE GREFFIER DU CONSEIL LEGISLATIF: Remet à la barre de la Chambre le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill intitulé: "Acte concernant les statuts de cette province."

Bill intitulé: "Acte concernant la nomination des juges de paix."

Ajournement

Alors, sur la proposition de l'honorable M. Ouimet, appuyé par l'honorable M. Dunkin, la Chambre s'ajourne à cinq heures.

Séance du 5 février 1868

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture des pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Hemming, la pétition de Hugh Allan et autres, de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. Langevin, la pétition de Louis Carrier et autres, de la ville de Lévis.

Par M. Jodoin, la pétition du révérend A. Thibeault et autres, du village du bassin de Chambly.

Par M. Poupore, la pétition de Terrence Duff et autres, du township de l'Isle-des-Allumettes et autres lieux.

Par M. Desaulniers, (Maskinongé), la pétition du conseil municipal du comté de Maskinongé.

Par M. Ogilvie, la pétition du dispensaire de Montréal.

Par M. LaRue, la pétition d'Antoine Blondeau et autres, de la paroisse de Sainte-Catherine.

Par M. Laberge, la pétition de la municipalité de la paroisse de Sainte-Martine, comté de Châteauguay.

Par M. Picard, la pétition de Louis Lemire et autres, du township de Tingwick, comté d'Arthabaska.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Ambroise Bérard et autres, de la paroisse Saint-Hugues, comté de Bagot; demandant à être annexés à la paroisse Saint-Marcel, dans le comté de Richelieu.

De David Fergusson et autres, de la seigneurie de Métis, demandant la construction d'un quai à Métis.

Du révérend L.-C. Lussier et autres, de la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay, comté de Beauharnois; demandant de l'aide pour un pont sur la rivière Châteauguay.

De la municipalité du township de Percé, comté de Gaspé; demandant que ledit township soit divisé en deux municipalités séparées.

Du révérend D. Roussel et autres, de Mont-Louis, comté de Gaspé, demandant de l'aide.

De la municipalité du township de la Grande-Rivière, comté de Gaspé, demandant que le dit township soit divisé en deux municipalités séparées.

De la municipalité du township de Roberval, demandant de l'aide pour terminer la 3e section du chemin Kénogami.

De J. Dufresne, M.P., et autres, de la paroisse Sainte-Julienne, et autres paroisses du comté de Montcalm, demandant des amendements à l'acte 20 Vict., chap. 44, intitulé: "Acte concernant la cour de Circuit".

Du révérend F.-X. Vanasse, du township de

Winslow, comté de Compton, demandant de l'aide pour un chemin dans les townships de North Winslow et North Whitton.

De D. Dumontier et autres, de Notre-Dame-de-Hull, comté d'Ottawa, demandant un acte d'incorporation sous le nom de l'Union Saint-Joseph de Notre-Dame-de-Hull, dans le comté d'Ottawa.

Du révérend F.-X. Méthot et autres, des townships de Langevin et Ware, comté de Dorchester, demandant de l'aide pour un chemin dans le township de Ware.

De John Shields et autres, de la paroisse Saint-Alphonse, demandant de l'aide pour un chemin dans ladite paroisse.

Du révérend A. Giguère et autres, des townships de Abercrombie, Morin, Beresford et Wexford, demandant un délai pour le paiement de leurs arrérages au gouvernement.

De François Corriveau et autres, de la paroisse de Sainte-Angèle; du révérend M. Duguay et autres, de la paroisse de Sainte-Flavie; du révérend A. Ladière et autres, de la paroisse de Saint-Fabien; du révérend L. Desjardins et autres, de Sainte-Cécile-du-Bic; du révérend Ant. Chouinard et autres, de la paroisse de Saint-Mathieu; de Philippe Verreault et autres, des Méchins; du révérend Joseph Dumas et autres, du township de Macnider, toutes du comté de Rimouski; du révérend N.-J. Gauvin et autres, de la paroisse Saint-Alphonse; du révérend A. Pelletier et autres, de la paroisse de la Grande-Baie, ces deux pétitions du comté de Chicoutimi; du révérend L.-B. Hallé et autres, de la paroisse de Saint-Vital-de-Lambton; d'Olivier Rodrigue et autres, de la paroisse de Saint-Ephrem-de-Tring, ces deux pétitions du comté de Beauce; et du révérend L.-A. Martel et autres, de la paroisse de Saint-Irénée, comté de Charlevoix, demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

De Joseph Bégin et autres, du village de Bienville, comté de Lévis, demandant que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial, et que le terminus dudit chemin de fer soit fixé à Lévis, vis-à-vis Québec.

Rapport des comités:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des divers bills privés, lequel se lit comme suit:

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait des amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill concernant les minutes de feu Théod. Doucet, en son vivant de la cité de Montréal, notaire.

Bill pour incorporer la Compagnie de manufacture de Montréal.

Message du lieutenant-gouverneur:

Bourse Gilchrist

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Remet au président, de la Chambre un message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence, N.-F. Belleau.

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet, pour l'information de l'Assemblée législative, une copie d'une dépêche du très honorable secrétaire d'Etat pour les colonies, ainsi que des pièces incluses dans cette dépêche adressée au gouvernement général de la Puissance du Canada, dont copies lui ont été transmises, et faisant connaître les conditions de la création d'une bourse de cent louis par année et valable pour trois ans, qui pourra être accordée à tout candidat résidant dans la Puissance du Canada, lequel deviendra éligible au concours, et qui désirera continuer un cours d'études académiques dans la Grande-Bretagne.

Cette bourse est créée par l'institution d'éducation de Gilchrist.

Le candidat heureux pourra opter pour son cours d'étude entre l'université d'Edimbourg et University College, de Londres.

Les candidats approuvés par les autorités locales devront se présenter à l'examen d'immatriculation de l'université de Londres, qui a lieu au milieu de l'été, et qui aura lieu en même temps à Québec, Montréal, Kingston, Toronto, Ottawa, Halifax et dans une ville du Nouveau-Brunswick qui sera ultérieurement désignée, et commençant le dernier lundi de juin, sous la direction de sous-examineurs nommés par le gouverneur de la Puissance du Canada.

Hôtel du gouvernement,
Québec, 4 février 1868.

Université de Londres, (Ouest)
9 avril 1867.

Monsieur,

En vertu d'instructions reçues des administrateurs de l'institut d'éducation de Gilchrist, j'ai l'honneur de vous faire l'exposé suivant, et de vous prier de faire en sorte que le secrétaire d'Etat pour les colonies le prenne sous sa considération.

L'institution ci-haut mentionnée a été créée en vertu du testament de feu le docteur Gilchrist "pour l'avantage, l'avancement et le développement de l'éducation et de la science dans toutes les parties du monde, en autant que les circonstances pourraient le permettre;" et les administrateurs ayant d'abord fait des dispositions calquées sur le projet qui accompagne les présentes pour la fondation de bourses dans le but d'encourager l'éducation parmi les natifs de l'Inde dans ce pays (avec lequel de dr. Gilchrist a été tout particulièrement en relation) ils sont maintenant en mesure d'offrir les mêmes avantages aux colonies de l'Australie et du Canada.

A cette fin, les administrateurs ont l'intention de fonder une bourse, de la valeur de \$100 par année, laquelle serait accordée annuellement à chacune des colonies déjà nommées. Cette bourse sera valable pour trois ans. Leur intention est que le boursier suive un cours d'études dans une des quatre facultés de l'université de Londres, à savoir: arts, sciences, loi ou médecine; mais ils le laisseront probablement libre de résider et d'étudier soit à Londres, soit à Edimbourg. C'est le désir des administrateurs que la nomination à ces bourses soit faite au concours, et que l'examen soit le même que l'examen d'immatriculation de l'université de Londres, conduit selon un plan qui a si bien réussi lorsqu'il s'est agi du collège royal de l'île Maurice, les papiers étant envoyés par la voie du Bureau colonial à des sous-examineurs nommés par les autorités locales, et les réponses des candidats étant expédiées par la même voie pour être revues dans ce pays. Et c'est l'espoir des administrateurs que, dans le but d'encourager un projet qui (on peut le présumer) sera très avantageux aux colonies auxquelles ils désirent en procurer les avantages, le gouvernement de Sa Majesté voudra bien coopérer avec eux en engageant le conseil de l'université de Londres à étendre son système d'examen aux capitales des colonies de l'Australie et du Canada; et en assurant toutes les facilités requises, j'ai raison de croire que d'autres candidats, à part ceux qui concourront à cette bourse, seront heureux de se prévaloir de cette occasion de se faire immatriculer et de devenir membres de l'université de Londres.

J'ai l'honneur, etc.,
Signé: W.B. Carpenter.

Sir F. Rogers, Baronet,
etc., etc., etc.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Montreal-Est): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les actes relatifs à la Corporation de la cité de Montréal, et pour d'autres fins.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande à la Chambre la permission de présenter un bill pour incorporer la Société des commis-marchands de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois et est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Octroi de terres

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de

Lotbinière (M. H.-G. Joly), qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, représentant à Son Excellence que, dans le but de favoriser l'instruction agricole dans cette province, cette Chambre est d'avis qu'il est convenable d'accorder un octroi de terres publiques à tout élève qui aura, ou à certains élèves qui auront, suivi un cours de deux ans dans une école d'agriculture de cette province, approuvée par le ministre de l'Agriculture, et priant Son Excellence de recommander un octroi de ce genre à la Législature provinciale.

Dans l'intérêt du pays, de l'agriculture, le gouvernement doit donner gratuitement des terres aux colons qui se sentent l'énergie nécessaire pour les défricher et pénétrer dans nos forêts. Ces jeunes gens sont dignes de protection à tous égards, et les misères de toutes espèces, les obstacles sans nombre qu'ils ont à surmonter leur donnent des titres à notre admiration. Il serait très à propos de les mettre à l'abri de troubles, évitables jusqu'à un certain point, en établissant une loi pour les protéger, une "Homestead Law".

Dans cette manière, comme dans toutes les autres du reste, il faut faire face à la concurrence et se tenir au niveau des autres pays. Bientôt peut-être il faudra recourir aux octrois gratuits et adopter une Homestead Law. En effet, le Canada compte principalement sur l'immigration pour développer les richesses de son sol. La province de l'Ontario vient d'accorder le système des octrois gratuits et une loi de Homestead libérale. Aux États-Unis, la même législation, plus libérale encore, est partout en vigueur. Pouvons-nous croire que les immigrants, en arrivant à Québec, préféreront acheter des terres, dépenser ainsi le peu de ressources qu'ils peuvent avoir, quand à quelques lieues se trouvent des terrains tout aussi fertiles que le gouvernement de ces pays leur offre gratuitement? Il est certain que les immigrants prendront le chemin du Haut-Canada ou des États-Unis.

La province de Québec fait de grandes dépenses pour diriger le courant de l'immigration étrangère. Il y a des bureaux d'immigration, des agents d'immigration qui coûtent fort cher à la province et le seul résultat obtenu par eux sera d'ajouter à la population et à la richesse de nos voisins.

Ou nous sommes sérieux quand nous disons qu'il nous faut encourager l'agriculture, ou bien nous ne le sommes pas. Si nous sommes sérieux, nous devons adopter des moyens énergiques pour obtenir cette fin. Or rien dans les circonstances actuelles ne serait plus de nature à atteindre le but tant désiré.

Il est un fait qu'il est inutile de dissimuler. C'est le peu de progrès que l'agriculture fait en Canada, et pourtant notre avenir comme nation, et les intérêts de la colonisation sont intimement liés à la culture de nos terres. Par malheur, la puissance de la routine est prépon-

dérante dans nos campagnes, et loin d'améliorer les modes de culture, on rétrograde en certains endroits. Chacun se met en garde contre les innovations et emboîte le pas à la suite de ses pères et prétend qu'il faut suivre leur exemple. Aussi il y a partout un dépérissement des terres; on les épuise en s'arrêtant obstinément dans l'ornière de la routine. Il suffit de citer un exemple. Notre pays où l'on récoltait jadis tant de blé ne produit pas le quart de ce grain nécessaire à la consommation. On ne sème plus de blé, et l'on n'ose confier à la terre que les grains dont le rendement est peu profitable.

On se borne à de stériles plaintes, on se lamente sur ce triste état de choses, et il serait pourtant facile de faire revenir le temps que le peuple appelle les bonnes années. Il ne s'agit que de changer de mode de culture. Engraissez les terres, semez à bonne heure, et vous aurez du blé; et la prospérité renaîtra. Qui ne parle du progrès de Montréal, qui ne vante ses palais, ses maisons splendides? À qui doit-elle sa richesse? Ce n'est pas à l'agriculture de la province de Québec, mais à celle de l'Ontario. Les Montréalais ont eu le talent d'attirer chez eux le commerce de grain du Haut-Canada.

Nous entendons dire qu'il y a encombrement dans nos vieilles paroisses. C'est là une erreur, car la main-d'œuvre est très rare et l'on ne peut trouver les bras nécessaires pour exploiter la terre. Il n'y a pas encombrement, mais désertion. Des jeunes hommes qui pourraient donner leur travail à nos campagnes s'en éloignent. Ils craignent de vivre du produit des terres; les préjugés les plus absurdes ont droit de cité parmi eux.

Il n'y a qu'un moyen de remédier au mal qui nous afflige, c'est d'établir des écoles d'agriculture. Les élèves qui en sortiront répandront dans les campagnes les connaissances et l'on adoptera un système plus sensé, plus logique, plus scientifique pour tirer du sol les grains qu'il peut produire. Jusqu'ici ces écoles n'ont pas produit le bien qu'on en attendait; elles ont été l'objet d'amères critiques, on les a tournées en ridicule. On a dit: voyez telle ou telle école qui ne compte que quatre ou cinq élèves. C'est vrai, les débuts n'ont pas été marqués par de grands succès, mais il ne faut pas se rebuter; il faut lutter contre les obstacles, marcher droit et ferme et l'on finira par apprécier les services que ces institutions peuvent rendre au pays.

Quand vinrent pour notre pays les mauvais jours, on eut besoin d'hommes politiques; ce sont nos maisons d'éducation qui nous les ont fournis. Que l'on remonte dans notre histoire, l'on en verra la preuve à tout instant; nous n'avons qu'à jeter les yeux dans cette Chambre.

Aujourd'hui, nous avons besoin dans nos campagnes d'hommes qui unissent à la pratique des connaissances sur l'agriculture, sur ses progrès, des hommes capables de faire comprendre aux habitants des campagnes qu'ils doivent marcher, faire autrement que leurs ancêtres et même plus qu'eux; il faut toujours avancer.

Il rend un hommage au clergé qui, dans cette question, a encore pris l'initiative et a compris le bien qu'il pouvait faire de ce côté. On a semé des difficultés sur sa route, mais il a marché sans crainte, fort de ses convictions et sûr du résultat définitif. Jamais le découragement n'est descendu dans son âme. Il sait que jadis nos hautes maisons d'éducation ont eu des débuts très modestes, on aurait pu douter de leur avenir; mais aujourd'hui elles sont fières de montrer chacune trois ou quatre cents élèves. S'appuyant sur ces faits, le clergé sait qu'il a lieu de bien espérer des écoles d'agriculture. Les préjugés ont fait leur temps et des notions saines de nos besoins les remplaceront. Ainsi le pays admire ces hommes, apprécie leurs services et donne sa reconnaissance.

Il termine en se déclarant heureux de voir le premier ministre prendre cette question en main. Les succès qu'il a obtenus dans la direction du bureau d'Education sont une nouvelle garantie pour nous.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Fait remarquer que cette proposition mérite bien l'attention du comité de l'agriculture, mais que le gouvernement ne peut pas prendre d'engagement à cet égard, vu l'état des finances de la province.

Quant aux fermes modèles, le représentant d'Hochelaga (M. Beaubien) a parfaitement compris leur rôle. Il est de mode dans notre pays de les dénigrer parce qu'elles ne portent pas des fruits assez tôt. On fait le calcul des dépenses et l'on se demande ensuite ce que l'on a obtenu en retour. Mais ce n'est pas la véritable manière d'arriver à édifier quelque chose.

En Europe, on considère la valeur de l'institution en elle-même et l'on a la patience d'attendre que le temps vienne lui faire produire de bons résultats.

M. A.-L. DESAULNIERS (St-Maurice): Proteste contre certaines comparaisons faites par l'honorable représentant d'Hochelaga (M. L.-J. Beaubien) entre les agriculteurs canadiens et les agriculteurs écossais et belges. Il prétend que dans le comté de Saint-Maurice, l'agriculture est plus florissante que jamais. Il ne veut pas reconnaître que l'agriculture, au moins dans ses résultats, ait dégénéré. Si on ne récolte pas de blé, c'est parce qu'on ne sème pas, car la terre pousserait avec la même bonne volonté qu'autrefois.

M. A.W. OGILVIE (Montréal-Ouest): Au sujet de l'épuisement des terres, il cite le fait que les meuniers de Montréal, il y a dix ou quinze ans, achetaient tout le blé dont ils avaient besoin en bas de Kingston: aujourd'hui, ils n'en achètent pas un grain ailleurs qu'à l'ouest de la même ville.

MM. Joly et Dunkin prennent aussi la parole sur cette question.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Monsieur l'Orateur, si la question qui vient d'être soulevée par l'honorable député d'Hochelaga (M. L.-J. Beaubien) et qui a été si bien discutée par lui-même ne me touchait pas d'aussi près, je ne prendrais pas aujourd'hui la parole devant cette Chambre. Mais le comté que je représente est trop intéressé dans cette question pour qu'il me soit possible de garder le silence.

Ainsi, la paroisse de Sainte-Philomène compte cinq élèves dans l'école d'agriculture du collège de l'Assomption. Ces jeunes gens se sont empressés de profiter de l'avantage des demi-bourses de cinquante piastres offertes par la Chambre d'agriculture à cette maison. Je puis même dire que nous y comptons six élèves, puisque le jeune professeur d'agriculture pratique est aussi de la paroisse de Sainte-Philomène. C'est avec joie que je rapporte ces faits et c'est pour nous un plaisir bien grand de constater que nos cultivateurs comprennent toute l'importance de l'éducation agricole.

Après avoir suivi avec toute l'attention dont je suis capable les discussions qui ont eu lieu dans cette honorable Chambre depuis l'ouverture de la session, tant sur l'agriculture que sur l'émigration des Canadiens aux Etats-Unis, j'en suis venu à cette conclusion que tous les députés sont parfaitement d'accord sur ce point: qu'il existe de grandes maladies et qu'il est important d'y apporter un remède aussi prompt qu'énergique. Mais s'il n'existe pas de différence d'opinion sur le premier point, il serait impossible d'en dire autant du second; car c'est bien là que l'on peut mesurer avec vérité qu'il y a autant de différentes manières de voir que de députés.

Le médecin appelé doit examiner l'étendue, les causes et les effets probables de la maladie, et choisir ensuite les remèdes qu'il serait plus à propos d'appliquer. Voici le point difficile.

Rien de plus aisé que de critiquer les oeuvres des autres, même des maîtres, mais faire mieux, c'est là que commence la grande, et à vrai dire, l'unique difficulté.

Bon nombre de députés pensent que l'établissement d'écoles d'agriculture ferait disparaître les maux qui effrayent à bon droit les amis de leur pays.

Pour moi, je crois que ce n'est pas là le cas spécifique que nous devons chercher; c'est seulement une partie du système de traitement qu'il faudrait adopter.

Bon nombre de ceux qui s'occupent de l'amélioration de notre agriculture pensent qu'il serait nécessaire d'établir dans chaque paroisse des fermes modèles. Je partage entièrement cette opinion; mais on objecte, et avec raison, que cela coûterait cher, très cher même. Eh bien! il existe un autre moyen fort économique pour obtenir le même résultat. Nous avons actuellement deux écoles d'agriculture dans la province de Québec: celle du collège de l'Assomption, dans le district de Montréal, et celle de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, dans le district

de Québec. Que l'on donne à ces institutions une partie, une faible partie même, des encouragements que l'on a prodigués à l'éducation supérieure.

Dans le moment actuel, il est certain que les écoles d'agriculture de cette province n'ont pas produit le résultat que l'on était en droit d'attendre. Quand on sera parvenu à remplir d'élèves les classes qui existent déjà, il sera temps de songer à la fondation d'autres. La preuve qu'il n'est pas à propos d'en établir de nouvelles se trouve dans le fait que bientôt l'école de Sainte-Anne sera obligée de fermer ses portes.

A l'Assomption il n'y a que juste le nombre d'élèves nécessaire pour profiter des demi-bourses offertes par la Chambre d'agriculture; si ces bourses eussent été plus nombreuses, il y aurait eu plus d'élèves, car beaucoup de jeunes gens ont fait application pour profiter de ces avantages, mais ils ont dû être refusés, attendu qu'il ne restait plus de faveurs à distribuer.

Si le gouvernement consacrait deux ou quatre mille piastres à la création de bourses ou demi-bourses au profit des deux écoles d'agriculture de cette province, leurs cours seraient suivis par quarante ou quatre-vingts élèves qui, une fois leurs études terminées, se répandraient dans tout le pays et y produiraient un bien incalculable.

Ayant appris à traiter l'agriculture comme une science et non comme une routine, ils s'établiraient dans les campagnes, y appliqueraient les notions qu'ils auraient puisées dans ces écoles, deviendraient un exemple pour tous les cultivateurs qui, peu à peu, adopteraient les procédés perfectionnés et en retireraient des bénéfices considérables.

Monsieur l'Orateur, je ne partage pas l'opinion de l'honorable représentant de Saint-Maurice (M. A.-L. Desaulniers) quand il assure que le dépérissement de l'agriculture ne doit pas être attribué à la mauvaise culture, mais entièrement à la volonté de la divine Providence.

Sous ce rapport, je pourrais citer le comté que j'ai l'honneur de représenter dans cette Chambre. Dans le comté de Châteauguay, on cultive beaucoup mieux qu'il y a 15 ou 20 ans et les récoltes sont aussi beaucoup plus abondantes. Il n'est pas rare de voir des cultivateurs recueillir deux, trois, ou même quatre cents minots de blé. Ce fait doit être attribué à la bonne méthode de culture adoptée par les agriculteurs du comté de Châteauguay. Ils ont appris, par leur propre expérience, qu'il est extrêmement important d'exécuter dès l'automne de bons travaux d'égouttement qui permettent de faire les semences de bien meilleure heure le printemps suivant.

Le comté de Châteauguay où ce système est adopté produit non seulement assez pour sa propre consommation, mais encore un surplus considérable pour l'exportation. Le talent du cultivateur ne consiste pas à faire de grandes choses avec de grands moyens — rien n'est plus

facile — mais de grandes choses avec des moyens très limités. Et tous pourraient exécuter cette merveille s'ils abandonnaient la vieille routine d'ensemencer toujours de grandes étendues de terres et d'y semer grains sur grains.

C'est une erreur de croire que les vieilles terres produisent moins que les nouvelles. Le contraire serait plutôt la vérité, comme le prouve l'expérience de tous les jours.

Je partage complètement l'opinion du député d'Hochelaga (M. Beaubien) sur l'opportunité d'accorder aux élèves qui sortent des écoles d'agriculture une certaine étendue de terrain dans les townships. On sait que notre population n'est pas riche; il est assez rare que les parents puissent donner à leurs enfants — surtout ceux qui ont fait des études — chacun une propriété.

L'octroi de lots serait un puissant encouragement pour les écoles d'agriculture car la certitude de trouver un chez-soi en sortant du collège gagnerait un grand nombre de jeunes à embrasser la profession.

Je termine, monsieur l'Orateur, en assurant le gouvernement qu'un lot de terre octroyé gratuitement au cultivateur capable rapporterait bientôt beaucoup plus au Trésor que la même étendue de terre vendue à un colon inhabile, à un cultivateur incapable.

M. E.J. Hemming (Drummond-Arthabaska) parle aussi sur cette question.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, sous forme d'amendement, appuyé par l'honorable M. le procureur général Ouimet, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots: "il soit donné instruction au comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation de prendre en considération, si, en vue de promouvoir l'instruction agricole de cette province, il est convenable d'accorder un octroi de terres publiques à tout élève qui aura, ou à tous ceux qui auront, suivi un cours de deux ans dans une école d'agriculture de cette province, approuvée par le ministre d'Agriculture" soient mis à la place.

L'amendement et la motion principale sont adoptés.

Interpellations:

Arbitrage

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande si la somme de \$500 votée par le Parlement de l'Union pour améliorer la navigation au-dessous de Saint-André et qui a été dépensée à construire un pont sur la South Nation, dans le Haut-Canada, sera comprise au nombre des réclamations de la province de Québec sur le fonds général en vertu de l'arbitrage prochain, et si elle sera disponible pour les fins de l'estimé et du vote primitif.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU

(Québec-Comté): Répond que toutes les réclamations de la province susceptibles d'être présentées ne manqueront pas d'être soumises à l'arbitrage entre Québec et l'Ontario.

Comtés de Berthier et de Joliette

La Chambre se forme en comité plénier, sous la présidence de M. F.-G. Marchand, et étudie le bill pour modifier les délimitations des comtés de Berthier et de Joliette pour les fins électorales, judiciaires et autres. M. Marchand fait ensuite rapport du bill à la Chambre, sans amendement.

Cours de Circuit

M.-A. BESSETTE (Shefford): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Richmond-Wolfe (M. J. Picard), que, selon l'ordre du jour, le bill pour étendre la juridiction des cours de Circuit aux affaires de \$400 soit lu une deuxième fois. Il dit que son bill a pour but d'étendre la juridiction de la cour de Circuit de 200 à 400 piastres.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Déclare que le gouvernement est opposé à la motion. Il fait l'éloge de l'activité des juges de la cour Supérieure et montre le danger qu'il y aurait de changer sans cesse les codes canadiens.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Fait motion que la mesure soit renvoyée à six mois.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Parle contre la motion.

M. A.-L. DESAULNIERS (Saint-Maurice): Parle contre la motion.

M. A.-L. DESAULNIERS (Maskinongé): Si l'objection à la mesure du représentant de Shefford (M. M.-A. Bessette) vient de ce que l'on ne veut pas changer les codes, j'y souscris volontiers. Il ne faut pas changer et changer sans cesse des lois qui ont été compilées et codifiées avec tant d'habileté. Quant aux objections que l'on fait au bill lui-même, à son utilité, s'il pouvait être adopté, je ne puis les approuver. Quelqu'un a dit que s'il y avait un changement à faire, ce serait pour diminuer encore la juridiction de la cour de Circuit; ceci est loin de rencontrer mes vues.

La loi de la décentralisation judiciaire de 1857 a eu pour but de diminuer les dépenses des plaideurs, de faciliter l'administration de la justice. Serait-ce atteindre cette fin que de diminuer le nombre des causes qui peuvent être décidées par les cours de Circuit? Si la décentralisation a été avantageuse au pays, augmentons-la encore: c'est ce que demande le bill de M. Bessette. Au contraire, si ce bill ne remplit pas les fins voulues, s'il est nuisible, rétablissons

l'ancien état de choses, et abolissons les cours de Circuit de comtés.

Des dépenses ont été faites, des palais de justice ont été construits, des juges s'y rendent, mais cela n'est pas suffisant pour le bon fonctionnement de ces cours. Il faut encore que des avocats habiles y résident et puissent servir les intérêts des parties. En enlevant à ces cours de comtés une partie de leur juridiction, vous diminuez le nombre de causes, et vous forcez le plaidant à aller au chef-lieu pour trouver un avocat, qui ne peut résider là où il n'y a pas de causes. En augmentant, au contraire, la juridiction de ces cours, vous augmentez le nombre des causes et rendez possible la résidence d'un ou de plusieurs avocats dans ces endroits. Le but de la loi est alors rempli, et les cultivateurs peuvent faire régler leurs différends sans encourir de fortes pertes de temps et d'argent pour le transport. Je parle de cette question, non au point de vue de mes intérêts personnels, car ils sont mieux servis par l'état actuel, mais je parle au nom de l'intérêt de tous. Je crois qu'il faut augmenter la juridiction des cours de comtés ou les abolir entièrement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Parle en faveur de la motion du représentant de Shefford (M. M.-A. Bessette).

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Parle dans le même sens que le représentant de Lotbinière (M. H.-G. Joly).

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Demande la permission de retirer sa motion.
Le bill est retiré.

Hôpital Général de Montréal

Un bill pour autoriser les soeurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal à acquérir des propriétés jusqu'à concurrence d'une certaine valeur et à en disposer est, en conformité de l'ordre du jour, lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Synode du diocèse de Montréal

Un bill pour incorporer les membres du Synode du diocèse de Montréal et pour amalgamer la Société de l'Eglise du diocèse de Montréal avec ledit Synode est, en conformité de l'ordre du jour, lu pour la troisième fois.

Il est résolu que le titre soit: "Acte pour incorporer le Synode du diocèse de Montréal et pour amalgamer la Société de l'Eglise du diocèse de Montréal avec ledit Synode." Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Union Saint-Pierre de Bienville

Un bill pour incorporer la société appelée "Union Saint-Pierre du village Bienville de Lévis" est, en conformité de l'ordre du jour, lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Jean

Un bill pour incorporer la société Saint-Jean-Baptiste de la ville de Saint-Jean est, en conformité de l'ordre du jour, lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Union Saint-Joseph de Saint-Jean d'Iberville

Un bill pour amender l'acte d'incorporation de l'Union Saint-Joseph de Saint-Jean d'Iberville est, en conformité de l'ordre du jour, lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Actes d'incorporation de Lévis

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender les divers actes incorporant la ville de Lévis.

Le comité, sous la présidence de M. G.-H. Simard, étudie le bill. M. Simard fait rapport du bill à la Chambre, sans amendement.

Société de construction canadienne de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour permettre à la Société de construction canadienne de devenir permanente.

Adopté.

Admission de M. N.-D. Bessette comme notaire

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser Norbert Bessette à se présenter pour être admis à la profession de notaire.

Adopté.

Quebec Curling Club

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer le Quebec Curling Club.

Adopté.

Message au Conseil législatif.

Un message est envoyé à l'honorable Conseil législatif pour communiquer à leurs honneurs la cédule de la distribution des documents imprimés pour l'usage de la Législature, adoptée hier par cette Chambre, telle qu'amendée d'après celle recommandée par le comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, et pour demander son concours.

Ajournement

Alors, sur proposition de l'honorable M. Ouimet, appuyé par l'honorable M. Dunkin, la Chambre s'ajourne à neuf heures.

Séance du 6 février 1868

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance débute à trois heures.

Dépôt et lecture des pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Simard, la pétition de la municipalité du township de Forsyth, comté de Beauce.

Par M. Jodoin, la pétition de Pierre Bétournay et autres, de la paroisse de Longueuil.

Par M. Hemming, la pétition de F. Préfontaine et autres, du township de Durham-Sud, comté de Drummond.

Par M. Molleur, la pétition de L. Roy et autres, de la paroisse de Saint-George-de-Henriville, comté d'Iberville.

Par M. Pozer, la pétition du révérend F.-E. Moore et autres, de la paroisse de Saint-Frédéric, comté de Beauce.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du conseil de ville de la ville de Saint-Jean; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Du révérend A. Desnoyers et autres, du township de Bolton, comté de Brôme; demandant de l'aide pour un chemin dans ledit township.

De la municipalité de la paroisse de Saint-Philippe; demandant que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

De Amable Guay et autres, de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lévis; demandant que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial, et que le terminus dudit chemin de fer soit fixé à Lévis, vis-à-vis Québec.

Rapport de comités:

M. A.C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition de la municipalité du township de Percé, demandant que ledit township soit divisé en deux municipalités séparées; et celle de la municipalité du township de la Grande-Rivière, comté de Gaspé, demandant que ledit township soit aussi divisé en deux municipalités séparées, et trouve que dans les deux cas tous les avis nécessaires n'ont pas été donnés, mais que, par les informations qui ont été données à votre comité, il a acquis la conviction que tous les intéressés sont suffisamment informés de ces demandes, et il recommande en conséquence la suspension de la 51^e règle de cette Chambre, et que les bills basés sur ces deux pétitions soient reçus, quoique le délai pour recevoir les bills privés soit expiré.

Votre comité a aussi examiné la pétition de D. Dumontier et autres, demandant à être incorporés sous le nom de "L'Union Saint-Joseph de Notre-Dame-de-Hull", et trouve que dans ce cas nul avis n'est requis.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici le rapport :

Votre comité a examiné le bill pour amender l'acte 23 Victoria, chapitre 70, concernant les inhumations dans un certain cimetière en la cité de Québec, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Votre comité a aussi l'honneur de recommander à votre honorable Chambre que l'avis de dix jours, requis par la 60e règle de cette Chambre, soit limité à deux jours seulement, à compter de la date de l'ordre de référence de tous bills privés pour la prise en considération de ces bills par ce comité, pour le reste de la session et que ladite 60e règle soit suspendue de manière à permettre à votre comité de prendre en considération tous tels bills, deux jours après celui de l'affichage.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières. Voici le rapport :

Votre comité a l'honneur de recommander à votre honorable Chambre l'adoption de la résolution suivante:

Que durant le reste de la présente session, les dix jours d'avis requis par la 60e règle de la Chambre soient limités à deux jours, telle période devant être comptée depuis la date de l'ordre renvoyant aucun bill à la considération de votre comité et que ladite 60e règle soit suspendue en conséquence de cette résolution de manière à permettre à votre comité de prendre tel bill en considération après deux jours que telle notice aura été affichée.

Que pour le reste de la session, les dix jours d'avis requis par la 60e règle de la Chambre soient limités à deux jours, ce temps devant compter de la date de l'ordre de renvoi de tout bill soumis à la considération du comité, et que ladite 60e règle soit en conséquence suspendue.

Introduction de bills:

M. P. FORTIN (Gaspé): Demande la permission d'introduire un bill pour diviser la municipalité de la seigneurie et du township de la Grande-Rivière, dans le comté de Gaspé, en deux municipalités séparées.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. P. FORTIN (Gaspé): Demande la permis-

sion d'introduire un bill pour diviser la municipalité du township de Percé, dans le comté de Gaspé, en deux municipalités séparées.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Demande de documents:

La prison commune de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, appuyé par l'honorable représentant de Champlain (M. J.-C. Chapais), qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant:

1. Le nombre, le sexe et l'âge de tous les prisonniers détenus dans la prison commune du district de Montréal depuis le 1er janvier 1866 au 1er janvier 1867.

2. La cause de leur détention, la durée de leur emprisonnement, combien de fois ils ont été remis en prison durant la même période et pour quelle offense.

3. Combien furent ainsi incarcérés sous sentence aux travaux forcés et de quelle manière ces sentences ont été exécutées.

4. S'il y a lieu, quelle classification est faite entre ceux qui sont incarcérés pour offense avant leur procès, et ceux qui sont détenus pour dissolution, vagabondage et ivrognerie; aussi, quelle distinction y est faite entre les jeunes délinquants et les femmes détenues pour la première fois, et spécialement quelles dispositions existent dans cette prison pour y faire une telle classification.

5. Combien d'hommes et de femmes, durant la même période, ont été sous les soins d'un médecin, la nature de leur maladie, et s'ils ont été séparés des autres prisonniers, et s'il en est ainsi, quelles dispositions y a-t-il eu pour cela?

Son but est de démontrer par des chiffres l'insuffisance des édifices actuels et la nécessité d'une maison de correction à Montréal; il veut démontrer jusqu'à quel point la prison commune actuelle est défectueuse ainsi que le système d'administration qui y préside. On voit, entassés dans ce pendomanium, des centaines d'individus de tout âge, de tout sexe et de tout degré de culpabilité. Les jeunes délinquants sont mêlés aux vieux criminels et les enfants, qui n'ont besoin que de bons exemples pour revenir de leurs égarements, sont enfermés avec des individus qui ont vieilli dans l'habitude de tous les vices. Ces jeunes âmes se perdent à jamais, et cette période de détention qui devrait les corriger ne sert qu'à les enfoncer pour toujours dans le crime. Ils ne sont pas rares les exemples de jeunes gens coupables de fautes légères, enfermés pour quelques mois dans la prison commune, qui deviennent de vrais brigands et des gibiers de potence.

Depuis plusieurs années, le besoin d'une

maison de correction à Montréal se fait vivement sentir. Tous les coeurs généreux, tous ceux que la moralité de notre population préoccupe, la demandent à grands cris, et il serait temps que le gouvernement prêtât une oreille attentive et qu'il ne fermât pas les yeux sur ce triste état de choses.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Veut faire connaître le bien que la prison de Saint-Vincent-de-Paul a produit dans le pays. De jeunes délinquants en sont sortis le front ceint de l'aureole de l'honnêteté, et dignes de concourir pour les prix de vertus qu'il plaira aux philanthropes de fonder. Mais il est fâcheux que le temps de réclusion ne soit pas mieux délimité par la loi. Ainsi, les juges condamnent quelquefois à une détention de onze mois. Peut-on espérer que dans un temps aussi court un jeune homme paraisse revenir à des habitudes d'honnête homme? L'emprisonnement ne devrait pas durer moins de quatre ans, ni s'étendre au-delà de huit.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Ne partage pas cette opinion et il est d'avis que l'on aurait grandement tort de fixer d'avance la durée de l'emprisonnement. Il serait à désirer que les jeunes prévenus ne fussent pas détenus dans la prison avant leur procès; ils entrent à la prison avec des penchants au crime et en sortent larrons émérites.

Il dit que Montréal devrait se bâtir une maison de correction.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Il y a un autre côté de la question à envisager; il semble que la ville de Montréal aurait dû chercher elle-même les moyens de guérir la plaie dont elle se plaint. On a coutume dans notre pays de recourir au gouvernement en toute circonstance, et l'on ne cherche jamais dans les ressources locales ce qu'elles peuvent fournir mieux que le gouvernement. Depuis longtemps, Montréal dépense des sommes d'argent considérables pour embellir la ville, bâtir des maisons splendides qui font l'admiration des étrangers. Mais n'aurait-elle pas dû mettre de côté une petite somme en réserve pour fournir aux frais de construction d'une maison de réforme?

Le revenu public ne permet pas de construire des maisons de correction et de les soutenir aux frais de la province, à Montréal, à Québec et dans les autres centres populeux. Tout ce qu'il pourra faire plus tard sera d'aider, dans la mesure de ses forces, à l'établissement et au soutien de pareilles institutions.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): La ville de Montréal, au lieu de s'engager dans des dépenses aussi considérables d'embellissement, de voter des sommes de plusieurs centaines de mille piastres pour un parc central et autres, devrait songer au nécessaire avant l'utile et construire à ses propres frais la maison de correction que tout le monde déclare nécessaire.

M. A.W. OGILVIE (Montréal-Ouest): Répond que Montréal n'attend qu'une aide du gouvernement. La corporation le ferait sans difficulté avec un peu d'aide du gouvernement.

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Montréal-Est): Fait remarquer qu'on pourrait créer, avec l'argent de ceux qui sont condamnés à payer l'amende, des maisons de correction ou des colonies agricoles. Selon lui, la maison de correction devrait être construite par la ville de Montréal, aidée des municipalités du district. De cette manière il serait possible de se passer de l'aide du gouvernement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): On parle beaucoup d'encourager les manufactures nationales; plusieurs projets ont été suggérés pour atteindre ce but, mais jusqu'à présent, tous les efforts ont échoué. Eh bien! pourquoi le gouvernement n'ouvrirait-il pas dans ces maisons des manufactures de laine et de lin? On parviendrait ainsi à ce résultat tant désiré de moraliser les détenus par le travail, de changer une source de dépenses en une source de revenus, et de créer les moyens de nous passer de l'industrie étrangère. Le pays en bénéficierait d'autant.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Assure que le gouvernement considérerait sérieusement la question des prisons de réforme. Un projet de loi sera introduit demain pour en régler l'inspection. Il donne des détails sur les colonies de réforme de France et fait remarquer qu'il serait peut-être possible d'établir une colonie agricole pour les jeunes détenus.

La motion est adoptée.

Compagnie des pêcheries et des mines de charbon de Gaspé

M.C. HAMILTON (Bonaventure): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. P. Fortin), la formation d'un comité spécial pour s'enquérir si la Compagnie des pêcheries et des mines de charbon de Gaspé est conforme aux dispositions de sa charte ou non. Il explique que le monopole exercé par cette compagnie est préjudiciable à la colonisation et aux autres intérêts de ce district.

M. P. FORTIN (Gaspé): Fait remarquer qu'en 1843, une compagnie s'est formée, sous le nom de "Compagnie des pêcheries et des mines de Gaspé", pour l'exploitation des mines et pêcheries dans le district de Gaspé avec pouvoir de posséder des terres pour une valeur de \$200,000, sous certaines conditions. Cette compagnie a acheté du gouvernement, par l'entremise d'un agent, environ 130,000 acres de terre dans la meilleure partie des deux comtés de Gaspé et de Bonaventure.

Aucune amélioration n'a été faite depuis sur ces terres, et comme on doit le présumer, cela a entravé l'extension de la colonisation. La compagnie demande pour ces terres un prix beau-

coup plus élevé que le gouvernement, et les colons pauvres ne peuvent pas les acheter. Le comité aura donc pour objet de s'enquérir si la compagnie a rempli ses obligations sur ces terres; sinon, justice devra être faite et ces terrains faire de nouveau partie du domaine de la couronne.

J'espère que la Chambre et le gouvernement prendront le sujet en leur plus sérieuse considération. La vente de grandes portions de terres publiques à des compagnies ne doit plus être pratiquée. C'est là les prendre d'entre les mains des colons véritables pour les mettre entre les mains des spéculateurs qui ont intérêt à les garder en leur état inculte, jusqu'à ce qu'ils puissent en obtenir un prix élevé qui, le plus souvent, est au-delà de la portée du colon pauvre.

Il est résolu que soit nommé un comité spécial composé de M. Hamilton, de l'honorable M. Chauveau, de l'honorable M. le solliciteur général Irvine, M. Ogilvie, M. Joly, M. Pozer, M. Brigham et M. Fortin, pour s'enquérir si la Compagnie des mines de charbon et des pêcheries de Gaspé a rempli toutes les conditions de sa charte, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Mines d'or

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. S.R. Bellingham), qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur le priant de vouloir bien mettre devant cette Chambre un état montrant les sommes reçues et dépensées au sujet des mines d'or dans la province de Québec depuis le 31 décembre 1866.

Il dit qu'il a été induit à faire cette motion en examinant le dernier rapport du commissaire des Terres de la couronne, 1866, qui donne un résultat ridicule des profits des mines d'or du district de Beauce en faveur de la province. Le rapport présente comme recettes totales la modique somme de \$14; et pour les dépenses faites, celle de \$1,828. Sur cette dernière somme, \$1,825 ont été payés pour le salaire de l'inspecteur et \$3 pour ses dépenses. Tout en admettant la nécessité d'un inspecteur, je pense qu'il serait plus avantageux pour la province que cet officier touchât son salaire au moyen d'un pourcentage de 50 ou 75 par cent sur les recettes.

Il est beaucoup à regretter qu'il existe un tel état de choses; mais j'espère que le rapport qui sera produit fera voir que cette importante matière est dans une meilleure condition. Il n'y a pas de doute qu'il existe quelque vice dans l'administration de ces mines. Il appert par le rapport de l'inspecteur qu'il n'a pas les pouvoirs nécessaires pour percevoir et exiger le paiement des licences. Bien que ne connaissant pas cette question, il pense que le gouvernement précédent n'a pas rempli son devoir en donnant un

tel salaire à un employé qui fait entrer si peu d'argent dans le coffre public.

Il fait sentir l'importance qu'il y a d'empêcher que de grandes portions de terre tombent entre les mains des spéculateurs, et appuie sur la valeur de nos mines et la nécessité de les exploiter.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Dit que la question est très importante. Il rappelle à l'honorable moteur de la proposition que l'inspecteur, comme les autres officiers semblables, a dû recevoir des instructions, et lui conseille d'ajouter à sa proposition la demande d'une copie desdites instructions et de la correspondance échangée entre l'inspecteur et le gouvernement. On pourrait alors savoir si l'officier a rempli son devoir ou non. Il a pu se conformer à la lettre de ses instructions, et ne pas être responsable de la faiblesse des recettes.

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Mont-réal-Est): Si le gouvernement avait fait cette proportion entre les recettes et les dépenses au sujet de cet officier, le pays n'aurait pas encore entendu parler des riches terrains aurifères du Canada. Dès que l'on a su qu'il y avait de l'or à la Beauce, une foule d'aventuriers s'y sont rendus, et leur but n'était certes pas de respecter les lois. L'inspecteur n'a pas été chargé seulement de distribuer les licences, mais aussi et surtout de faire respecter les propriétés et les lois, au moment où des aventuriers sont accourus de toutes les parties de l'Amérique et de l'Europe à la suite de la découverte. M. Pope est investi des pouvoirs de juge de paix et sa mission est toute conservatrice de l'ordre social, et ne devrait pas être regardée comme achetée trop cher au prix du salaire de \$1,825 payé à cet agent. Il a bien réussi, si on compare les résultats obtenus avec ce qui s'est passé dans beaucoup d'autres pays. En 1864, il est devenu nécessaire de nommer dans ces endroits un juge de paix chargé d'établir l'ordre, et c'est la mission de l'inspecteur. Souvent ce dernier s'est plaint qu'il ne pouvait remplir seul ses fonctions, et il a demandé du renfort.

M. C.H. POZER (Beauce): Dit qu'il y a une grande différence entre 1866 et 1867. Le mot d'ordre étant à l'économie, il désire savoir si c'était l'intention du gouvernement de continuer à maintenir un corps de police pour tenir dans la crainte les paisibles et tranquilles habitants de la Beauce.

Une seule compagnie exploite maintenant ces terrains, et cependant le gouvernement entretient là une police qui coûte \$25 par jour.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Il n'y a que six hommes de police maintenant dans le district des mines et ils ne sont pas montés.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

La Chambre reprend ses travaux à sept heures et demie.

Ville de Lévis

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender les divers actes incorporant la ville de Lévis.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Société de construction canadienne de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour examiner le bill pour permettre à la Société de construction canadienne de Montréal de devenir une société permanente de construction, et pour lui octroyer une charte d'incorporation.

Le comité, sous la présidence de M. J.G. Robertson, étudie le bill. M. Robertson fait rapport du bill à la Chambre, sans amendement.

Admission de M. N.-D. Bessette comme notaire

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour examiner le bill pour autoriser les chambres de notaire à admettre, après examen, Norbert-Damase Bessette comme notaire.

Le comité, sous la présidence de M. P.-A. Tremblay, étudie le bill, et y fait un amendement. M. Tremblay fait rapport du bill à la Chambre et adopte l'amendement.

Quebec Curling Club

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour examiner le bill pour incorporer le Quebec Curling Club.

Le comité, sous la présidence de M. J.-P. Rhéaume, étudie le bill et y fait des amendements. M. Rhéaume fait rapport du bill à la Chambre et les amendements sont adoptés.

Minutes de feu Théod. Doucet

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant les minutes de feu Théod. Doucet, en son vivant de la cité de Montréal.

Il explique le but du bill, qui est de permettre au fils de feu M. Doucet, qui est aussi notaire, de conserver le greffe de son père, à certaines conditions.

Il fait voir que le bill renferme toutes les garanties possibles pour le gouvernement. Il

parle de la classe des notaires en général et fait voir que son bill serait un heureux précédent à suivre. Les notaires, en Bas-Canada, bien que peu rémunérés, sont tous honnêtes, ponctuels et fidèles; sous certains rapports, ils n'en cèdent pas aux avocats pour la science légale. Notre système d'actes authentiques est de beaucoup préférable à celui adopté par l'Angleterre. C'est en France qu'il faut aller pour trouver un modèle sous ce rapport. Là, les notaires sont nommés par le gouvernement, il ne peut y en avoir qu'un par tant de mille individus. C'est ce notaire qui a la garde de toutes les minutes qui ont été faites préalablement en cet endroit, et il ne peut aller pratiquer ailleurs. Après sa mort, son successeur, nommé aussi par le gouvernement, continue l'oeuvre de son prédécesseur qui, pour ainsi dire, ne meurt pas.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Voit un danger dans l'adoption de ce projet. On créerait un précédent dangereux, et la Chambre, pour être conséquente, ne pourrait plus refuser à d'autres fils de notaires le privilège qu'elle accorde à M. Doucet.

Il y voit un changement au code de procédure, et une perte pour le gouvernement. Cette mesure change l'article 1225 du code de procédure qui dit que les minutes des notaires seront déposées aux bureaux des protonotaires. Quant à l'autre moitié de l'argent qui restera entre les mains de M. Doucet, après avoir payé la part de sa mère, elle appartient au gouvernement.

La Chambre n'a pas le droit de priver la caisse publique d'un revenu qui lui appartient. Une raison supplémentaire et plus contraignante est le fait qu'il est souhaitable de mettre en sécurité et sous la garde d'officiers responsables une masse aussi importante de documents — 27,000 ou 28,000, pense-t-il — laissés par feu M. Doucet et touchant tant d'intérêts importants.

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Montréal-Est): Dit que l'honorable député soulève des objections qui n'en sont pas. La Chambre a le droit de disposer de cet argent; il suffit que le gouvernement ne s'y oppose pas, et un cas analogue s'est dernièrement présenté à Ottawa. D'ailleurs cette moitié qui reviendrait au gouvernement du coût des actes dont il délivrerait copie serait dépensée et au-delà par les recherches qu'il faudrait que le gouvernement fasse dans les 27,000 minutes du notaire Doucet. Le fils de ce dernier est pour ainsi dire l'associé de son père; il a longtemps travaillé avec lui, et une partie de ces actes lui appartient réellement.

Connaissant parfaitement tous les actes qu'a passés son père, il peut en bien moins de temps satisfaire les personnes qui en demanderont des copies. Par le bill que je propose, le gouverneur en conseil fixera le pourcentage qu'il voudra percevoir des revenus de ces actes, il déterminera les cautionnements qu'il devra donner, etc. M. Doucet paiera aussi la 1/2 des revenus de ces actes à sa mère, comme la loi l'exige.

Quant au code de procédure, il ne touche nullement cette question.

Avant 1846, les protonotaires étaient les dépositaires des actes notariés après la mort des notaires. Ceux-ci demandèrent alors de s'incorporer, ce qui leur donna droit d'avoir des greffiers qui eurent la charge des études des notaires décédés. Le regretté Sir L.-H. LaFontaine était alors procureur général. En 1853, lors de l'acte de judicature, des plaintes ayant été faites sur le trop grand nombre d'actes que les greffiers avaient déposés dans de petites voûtes, il fut réglé que les protonotaires en auraient de nouveau la garde. Plus tard, ces minutes furent distribuées dans les greffes des cours nouvellement établies. Comme cette question de la garde des minutes des notaires laissait encore beaucoup à désirer, il fut décidé en comité qu'elle serait réservée à la législation future et que le code n'en ferait pas mention.

L'article 1255 du code de procédure civile cité par le représentant de Lotbinière (M. Joly) ne serait pas du tout changé par le bill. Les protonotaires ont bien la charge des minutes des notaires décédés, mais c'est en vertu des statuts et non des codes.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit à la Chambre qu'il reconnaît tous les mérites de l'honorable député (M. Cartier) et qu'il lui demande bien pardon d'opposer ainsi son bill; qu'il ne le fait que pour maintenir intact le code dont M. Cartier lui-même est le premier auteur.

L'heure consacrée aux bills privés étant révolue, la deuxième lecture du bill est ajournée.

Mines d'or

La Chambre reprend les débats sur la question proposée ce jour qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état montrant les sommes reçues et dépensées au sujet des mines d'or dans la province de Québec depuis le 31 décembre 1866; et aussi copie des instructions données à l'inspecteur des mines dans la division de la Chaudière, et de toute correspondance entre le gouvernement et cet officier par rapport à ces instructions ou aux pouvoirs additionnels qu'il est désirable de lui conférer.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Propose que l'addition faite à la motion du représentant de Lotbinière (M. Joly) soit comme suit: Ainsi que copie des instructions données à l'inspecteur des mines et de toute correspondance au sujet de ces instructions. Les remarques qu'il a faites pendant la séance précédente n'ont été que pour défendre un officier public dont la position avait été très difficile et auquel les circonstances où il se trouvait placé n'avaient pas permis de faire mieux.

La motion est adoptée.

Délimitations des comtés de Berthier et de Joliette

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour modifier les délimitations des comtés de Berthier et de Joliette pour les fins judiciaires, électorales et autres.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. V.-P. Lavallée), les amendements suivants:

Page 1, ligne 13, effacez "telles que canoniquement érigées".

Page 1, lignes 14 et 15, effacez "toutes fins civiles et politiques quelconques", et mettez à la place "les fins y mentionnées, et pour toutes autres fins".

Le bill, tel qu'amendé, est adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Nomination d'un prévôt des incendies

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour pourvoir à la nomination d'un prévôt des incendies pour la cité de Montréal, et pour définir ses pouvoirs et ses devoirs.

In moving the second reading, Mr. C. said he craved the indulgence of the House if he availed himself a second time to address it on this important measure. When he had introduced the bill, he drew the attention of the House to its principle, as also to the nature of its provisions, so that the members of the Government might have an opportunity of considering the question of jurisdiction so frequently raised, and whether it was in the power of the Local Government to deal with the subject. He now proposed to establish the necessity for the interference of the Legislature by pointing out the defects of the existing law. By cap. 88, Con. Stat. Canada, provision was made for an investigation into the cause of every fire in the rural districts by a coroner, and in the cities of Quebec and Montreal, by the judge of the sessions or recorder. The great defect in this law was to be found in one of its clauses requiring that before a coroner or any other functionary could act, it should be shown that there was ground for believing the fire was not accidental, but set by design. The consequence of this provision was that in a great many cases it was impossible to originate an enquiry, owing to the unwillingness of parties to assume the position of becoming informers. Moreover, any advantage to be derived from an enquiry would depend upon its being promptly made immediately after the occurrence of the fire. In the few investigations which had been held, this defect has resulted in the enquiry proving abortive; and it was also well-known that the difficulty of obtaining a conviction in a criminal trial has

mainly been owing to the insufficiency of the evidence. The present bill made it incumbent upon the fire marshal not only to make the enquiry whenever a fire occurred, but also that means the marshal could from personal observation obtain sufficient evidence to render the performance of his duties more effectual in the detection of crime. This measure also relieved the judge of the sessions and recorder from the performance of the duty imposed upon them by the present law, and in that respect must be considered as highly beneficial. It was well known that these functionaries had most important duties to perform, requiring their constant attention, and it would be impossible for them, consistently with the discharge of these duties, to devote the time and labor which a searching enquiry into the cause of a fire would involve. He next called the attention of the House to some of the details of the bill, and amongst others to the mode of selecting the fire marshal. It was provided that the majority of the fire insurance companies paying taxes to the city should select the person to fill the office, and the nomination should thereupon be made by the Council of the city. It might be objected that the fire insurance companies should not possess such power; but it was to be observed that the bill provided that the expenses of the inquiry should be borne in the majority of cases by these companies. It might also be objected that the selection should not vest in those upon whom the fire marshal depended for his remuneration; but in answer to that, it could be said that a precedent existed on our Statute Book in relation to the incorporation of the City of Montreal, where the recorder was paid by the City Council, whose suits he was charged to decide, and whose by-laws he was called upon to enforce in his judicial capacity. He would next advert to the question of the authority of the House to legislate upon the matter. His attention had just been called to an editorial in the Montreal Gazette of yesterday's date, the writer of which could be easily recognized from his style of writing and who was a professional man, well known to use the editorial pen from time to time. He (Mr. C.) here read the portion of the articles in question in which it was boldly asserted that the Local Parliament had no jurisdiction over the subject matter, which was one of criminal procedure. He regretted to differ from the learned writer, and referred to the 91st clause of the Confederation Act which defined the powers of the Federal Parliament, and whilst giving it control over the criminal law, expressly excepted the constitution of courts of criminal jurisdiction. He also referred to the 92nd clause, which vested in the Local Parliaments control over the administration of justice, including the constitution, maintenance and organization of courts, civil and criminal. He contended that this bill did not alter the criminal procedure in force, but merely created

a new tribunal, and the appointment of a public functionary with powers co-extensive with those of a judge of the sessions or recorder, to give effect more efficiently to the criminal law, according to the existing code of criminal procedure. He believed that he might appeal with confidence to the legal members of the House, and to the members of the administration, that he was right in his view of the law, and the writer of the articles in the Gazette was wrong. He was prepared to adopt any suggestion as to the details of the bill which might be considered in Committee, necessary to be adopted, and with his view, he had taken means to give publicity to the measure, not only in Montreal, but also in Quebec, having had the valuable assistance of the Honourable Member for Quebec Centre to carry out the latter object. He was happy to say that this measure had met with the approval of the authorities and fire insurance companies in Quebec, and he would cheerfully comply with the request that had been made to him to make such alterations in it as would extend the provisions to the city of Quebec also. Had this law been in force some ten years earlier, no estimate could be formed as to the amount of losses that would have been saved by the insurance companies; and it was our duty to afford them the protection they so much needed, and which this bill was calculated to afford them.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Déclare qu'on ne peut douter de la compétence du Parlement provincial en cette matière. On ne veut ni amender, ni modifier, ni changer l'acte relatif à la procédure dans les cas criminels. Il est porté à croire que la charge de prévôt des incendies est tout à fait dans la juridiction du gouvernement provincial depuis que l'honorable député a fait allusion aux pouvoirs des coroners, qui reçoivent un salaire des gouvernements municipaux, quoique leur nomination soit faite par le gouvernement.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Veut renvoyer le bill à un comité spécial, et espère en étendre la portée à la ville de Québec.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Dit que les idées émanant du bill sont très bonnes, et demande si le prévôt des incendies recevra un salaire fixe ou sera payé par honoraires.

PLUSIEURS DEPUTES: Par honoraires!

M. A.-L. DESAULNIERS (Saint-Maurice): Espère qu'on étendra la portée du bill à Trois-Rivières.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Parle en faveur du projet. Compte tenu du grand nombre d'incendies qui ont lieu, il affirme qu'en donnant aux compagnies d'assurances le droit

d'enquêter sur l'origine des feux le plus tôt possible, le gouvernement favorise des résultats bienfaisants. Le public aussi s'intéressera beaucoup à cette procédure. Il conclut en proposant que les compagnies d'assurances nomment elles-mêmes une personne acceptable.

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Sans approuver toutes les clauses du bill, il pense que le bill aura pour effet d'empêcher des gens de détruire sciemment leur propriété ou celles de leurs voisins, que le bill soit adopté intégralement ou modifié en comité. Il n'est pas complètement d'accord avec les propos de l'orateur précédent, surtout au sujet du droit des compagnies de nommer leur propre juge; étant nommé par les compagnies qui pourraient aussi le révoquer, celui-ci serait empêché de rendre un jugement impartial. Il va de soi que les compagnies ne doivent pas avoir le droit de révocation surtout lorsque rien n'interdit au Parlement de pourvoir à ces nominations. Il a des réserves sur la façon dont le bill a été préparé, surtout sur la clause 13 qui donne aux prévôts des incendies le droit de faire des arrestations.

M. G. IRVINE (Mégantic): Cette clause ne doit pas faire partie du bill.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Approuve entièrement le bill. Aucune ville n'est aussi connue que Québec pour ses feux nombreux, et il peut dire que pour chaque vingt-cinq feux, vingt-quatre sont causés par des incendiaires. Il regrette d'avoir à l'avouer, mais telle est la vérité. Cependant, il s'oppose complètement au droit des compagnies d'assurances de nommer le prévôt d'incendie qui serait alors leur créature et agirait nécessairement sous leur direction. Si certaines personnes ont justement été accusées d'avoir incendié leur propriété, il arrive aussi que des personnes innocentes tombent victimes des compagnies d'assurances. Il préfère donc des nominations gouvernementales.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Prend la parole.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Parle sur la constitutionnalité de la mesure et prétend que l'Acte d'Union et les lois du pays ne permettent pas d'accorder des pouvoirs aussi absolus que ceux qui sont conférés à ce magistrat par la 11e clause de ce bill. La 17e clause au sujet du paiement doit être amendée;

mais le député de Terrebonne n'est pas préparé à rien suggérer sur ce sujet aujourd'hui. Quant à la nomination, il pense qu'elle ne peut être faite par les compagnies d'assurances; mais on pourrait leur permettre de commettre le nom de la personne qu'elles désireraient voir accepter cette charge. Selon lui (M.C.), le prévôt n'est pas assez protégé, et toutes les fois qu'il plaira aux compagnies d'assurances, il pourra être démis. La 4e clause qui a trait à ce sujet devra être aussi amendée.

Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité spécial, composé de M. Carter, l'honorable M. le procureur général Ouimet, M. Joly, M. Simard, M. Hearn, M. Bellingham, M. Church, M. Beaubien, M. Ogilvie, M. Chapleau et M. Bachand, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Emmagasinage de la poudre

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte 27e et 28e Victoria, chapitre 56, concernant l'emmagasinage de la poudre dans les cités de Québec et de Montréal. Il fait remarquer la nécessité de cette mesure qui intéresse toute la ville de Montréal. De très grandes quantités de poudre sont charroyées très souvent sans qu'aucune des mesures que commande la plus simple prudence soit prise. Il n'y a pas de garde devant ce magasin de poudre, et on a pu voir par les journaux d'Angleterre qu'un fil de fer avait été introduit par le trou de la serrure dans une poudrière pour la faire sauter. On pourrait bien chercher à exercer ici les mêmes vengeances qu'en Angleterre et faire sauter Montréal un jour ou l'autre.

MM. Bellingham, Carter, Chapleau, Cauchon, Simard, Bachand, Chauveau et Ouimet, ont participé au débat.

Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité spécial, composé de M. Beaubien, de l'honorable M. le procureur général Ouimet, de l'honorable M. le solliciteur général Irvine, M. Simard, M. Joly, M. Ogilvie, M. Chapleau et M. Verreault, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Ajournement

Alors, sur la proposition de l'honorable M. Chauveau, appuyé par l'honorable M. Ouimet, la Chambre s'ajourne à onze heures.

Séance du 7 février 1868

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture des pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Moll, la pétition d'Elzéar Cantin et autres, de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, comté de Berthier.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Hugh Allan et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie d'assurance maritime du Canada."

De Terrence Duff et autres, du township de l'Isle-des-Alumettes; demandant de l'aide pour un pont.

Du conseil municipal du comté de Maskinongé; demandant des amendements à l'acte municipal.

Du dispensaire de la cité de Montréal; demandant que leur allocation annuelle soit continuée.

De Antoine Blondeau et autres, de la paroisse de Sainte-Catherine; demandant de l'aide pour le chemin de Bélair.

De Louis Lemire et autres, du township de Tingwick, comté d'Arthabaska; demandant à être annexés au township de Wotton.

De la municipalité de la paroisse de Sainte-Martine, comté de Châteauguay; du révérend A. Thibault, du village du Bassin de Chambly; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

De Louis Carrier et autres, de la ville de Lévis; demandant que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial et que le terminus dudit chemin de fer soit fixé à Lévis, vis-à-vis Québec.

Rapport des comités:

M. A.C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné la pétition du conseil de ville de la ville de Saint-Jean, demandant des amendements à son acte d'incorporation, et trouve que les avis qui ont été donnés sont suffisants.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières. Voici ce rapport:

Votre comité a pris en considération le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de

Montréal et y a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Introduction de bills:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill concernant les inspecteurs de prisons, hôpitaux et autres institutions.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 22 Victoria, chapitre 106, qui incorpore la ville de Saint-Jean.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte chapitre 18, des/ statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant l'érection et la division des paroisses.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Incorporation des compagnies à fonds social

L'HONORABLE C. DUNKDIN (Brôme): Propose que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill des clauses générales des compagnies à fonds social.

Le comité, sous la présidence de M. G.-H. Simard, commence l'étude du bill et décide de siéger à nouveau.

Rapport de comités:

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici ce rapport:

Votre comité prend la liberté de soumettre à votre honorable Chambre les estimés ci-joints, qui ont été préparés par le comptable, du montant qui sera probablement requis pour les dépenses contingentes de l'Assemblée législative pour l'année courante, y compris l'indemnité des membres.

Selon cet estimé, le montant requis sera de \$88,950.00.

Votre comité demande, en outre, la permission de soumettre que, bien qu'il ne soit pas disposé à désapprouver aucun des items dudit estimé, cependant, il est unanimement d'opinion qu'à l'avenir on devra adopter les mesures d'économie les plus rigoureuses.

Votre comité demande encore la permission de soumettre qu'il a reçu aujourd'hui une lettre du greffier de la Chambre, priant votre comité de solliciter de cette honorable Chambre un octroi actuel de trente-cinq mille piastres (\$35,000) qui sont maintenant requises pour le service de la Chambre.

Votre comité, concourant dans cette demande, recommande en conséquence à votre honorable Chambre d'adopter la résolution suivante:

Résolu, qu'une humble adresse soit présen-

tée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, le priant d'émettre son mandat en faveur de George Manly Muir, écuyer, le greffier de cette Chambre, pour la somme de trente-cinq mille piastres (\$35,000) pour défrayer les dépenses contingentes de cette Chambre, et assurant Son

Excellence que cette Chambre en fera bon usage.

Votre comité sollicite de plus la permission de recommander qu'à l'avenir le département des Travaux publics ait la surintendance des bâtisses du parlement, leur chauffage, éclairage, etc. et le contrôle des gardes de nuit.

ESTIMES DES DEBOURSES DE L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE ET SOMMES NECESSAIRES POUR COUVRIR LESDITS DEBOURSES DURANT LA SESSION ET DURANT LA VACANCE.

Salaire, etc., calculés depuis le 27 déc. 1867, la fin de la session étant supposée être le 25 février 1868.	Estimé jusqu'au 30 juin 1868	Estimé jusqu'au 31 déc. 1868	Estimé total jusqu'au 31 déc. 1868
Indemnité des membres	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Indemnité sessionnelle à 65 membres, à \$450 \$ 29,250.00			
Transport 2,250.00	31,500.00	.....	31,500.00
Salaire.			
J.-G. Blanchet, orateur, ... \$ 2,400 par an 1,233.33			
G. M. Muir, greffier ... 1,800 " " 925.00			
E. Simard, asst. " ... 1,400 " " 719.44			
T. McCord, gr. en loi. ... 1,800 " " 925.00			
G.-A. Parizeau, asst. " ... 800 " " 411.11			
L.-P. LeMay, biblioth. ... 1,000 " " 513.89			
Total .. \$ 6,800			
Montant des salaires votés par l'Assemblée législative, \$30,000 pour l'année Balance des salaires depuis le 27 déc. \$23,300 \$ 11,976.62	16,704.39	16,250.00	32,954.39
Service extra			
9 copistes à \$2.50 par jour ... \$ 22.50 pour 61 jours 1,372.50			
15 messagers à \$1.50 par jour ... \$ 37.50 pour 61 jours 2,287.50			
4 pages à \$1.00 par jour ... \$ 4.00 pour 61 jours 244.00			
19 femmes de journée à 40 cts/jr. ... \$ 7.60 pour 61 jours 463.60	4,367.60	.....	4,367.60
3 femmes de journée permanentes à ... \$ 0.40 par jour, ... \$ 1.20 depuis le 2 novembre 1867 - 242 jours 290.40	290.40	220.80	511.20
Luminaire.			
Gaz, etc 700.00	700.00	150.00	850.00
Fret.			
Sur livres pour la bibliothèque et l'usage de l'Assemblée législative 230.00	230.00	20.00	250.00

ESTIMES DES DEBOURSES DE L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE (suite)

Salaires, etc., calculés depuis le 27 déc. 1867, la fin de la session étant supposée être le 25 février 1868.	Estimé jusqu'au 30 juin 1868.	Estimé jusqu'au 31 déc. 1868.	Estimé total jusqu'au 31 déc. 1868.
Ameublement de bureau	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Divers articles nécessaires pour compléter ce qui doit être fourni à l'Assemblée législative	275.00	25.00	300.00
Lavage.			
Serviettes, etc., pour l'Assemblée législative . . .	90.00	60.00	150.00
Divers.			
Pour couvrir divers items trop longs à énumérer	1,000.00	250.00	1,250.00
	55,157.39	16,975.80	72,133.19
Impressions . . . . .	....	....	12,500.00
Papeterie . . . . .	....	....	2,400.00
Journaux et annonces . . . . .	....	....	896.00
Frais de poste . . . . .	....	....	1,020.81
			\$ 88,950.00

Discours sur le budget

M. G.-H. SIMARD(Québec-Centre): Veut profiter de l'occasion pour demander à l'honorable trésorier quand il a l'intention de prononcer son discours sur le budget. Il veut ajouter qu'il pense exprimer le sentiment de l'opinion publique en disant que ce discours était attendu avec beaucoup d'intérêt. Il prend la liberté de demander à l'honorable trésorier pourquoi ce discours a été si longtemps retardé; il ne doute cependant pas que des raisons sérieuses expliquent l'attitude du trésorier.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Thanked the Honourable Member for his question. The fact was that there had been a great deal to be done, a multiplicity of subjects to be looked into and information to be obtained, before he (Hon. Mr. D.) could make his financial statement. He expected, however, to be in a position to do so at a now very early day. He could not say on the moment what day exactly, but he thought he would be able, on Monday or Tuesday, to inform the House of the precise time. He had to thank the Honourable

Member more particularly for that portion of his question having reference to the reasons which had induced the delay up to the present. In reply, he desired to remind the House that, as soon as possible after the commencement of the session, he had taken the various steps that were necessary in order to place it in a position to go into Committee of Supply. There were several constitutional proceedings which had to be followed before that stage could be regularly arrived at. Now, he had taken these steps from day to day until the 24th of January, when the House was prepared to resolve itself into Committee of Supply. As he had then stated, it was his intention to bring down the estimates in parts, observing the practice that obtained in England in that respect, and make his financial statement on going into Committee of Ways and Means afterwards. If he had the honor of holding office another session, it was his full intention then to do so; but for this session he had found that course impossible. He hardly needed to remind the House that by far the greater part of the financial transactions of the province, for the half year ending, on the 1st January last, had been necessarily carried on at Ottawa, through the agency of the financial departments there. Of course he had had at the

time but a most imperfect knowledge of what those transactions were. While at Ottawa, during the session, he had, with the aid of the Assistant-Treasurer, obtained statements of them, so far as they had then taken place, and when he came down here to the session, had brought those statements with him. The remainder of these transactions for the close of the half year could only be sent down to him afterwards; and, in fact, the whole of them had to be written up in the books of the Department since the 1st of January, 1868. The Department had besides only been able to begin the regular issue of warrants during this last month, and anyone who had any idea of what the pressure of such business must be, might imagine the difficulty of doing all these things for the first time, with a staff by no means numerous, though certainly very zealous and able, and amidst all the interruptions of a busy session. He might be pardoned for appealing to the House as to the degree of attention he had himself though in state of health far from strong, given continually to that business, and he was sure the House would believe him that no delay had arisen from fault assignable either to himself, to his Department, or indeed to any other of the government departments. (Hear, hear). In illustration of the delays naturally incident to such a case, he might mention to the House that, within only the last few minutes, he had received a telegram from the Finance Minister of Canada to say that he (Mr. Rose) was hoping to mail him an advance copy of the public accounts tomorrow. Those accounts were made up to the 1st of July last, and such had been the pressure upon the departments at Ottawa that it was only now that the statements to that date were about appearing. The task set him (Hon. Mr. D.) was that of stating the transactions of the province to the 31st of December last, and of bringing down besides eighteen months' estimates of revenue and expenditure; and this not only with his own officers new to the duty but really with no one in any of the other departments who had ever had any experience in the work of preparing estimates at all. A strange misconception, he perceived, had somehow arisen — of course — from something that he must have been supposed to say about the imperfect state of his information as to some of the transactions at Ottawa. He saw in some papers that he was thought to have made complaint on that head, but nothing had been further from his intention. There was nothing in the world to complain of. All that had been done there had been done in the most friendly spirit, and as well and promptly, no doubt, as the circumstances admitted. Another misconception, he thought, prevailed to some extent as to the state of matters with our friends of Ontario. A fortnight or more ago, inferring from a newspaper report that the treasurer of Ontario had made his financial statement, he (Hon. Mr. D.),

although surprised and incredulous, had instantly telegraphed for a report of it; and had received the immediate answer that nothing of the kind had taken place. And the votes and proceedings of the Toronto Legislature which he had since received, fully established this. As late as Tuesday last, that House was not yet in a position to go into Committee of Supply at all. They could not, according to parliamentary rule, even take that step today; and he was pretty sure that they would not in this respect prove to be ahead of us. He did not say this as implying that they were ever so little dilatory in this matter. The truth was that the same causes pressed about as hard upon them as upon us in reference to it. In conclusion, the Honourable gentleman repeated that, as early as possible next week, he hoped to make such explanation as might not prove unsatisfactory to the House, more especially as they would not go precisely to prove, as some people seemed to think, he must say or mean to say that the province was extremely poor and unable to do anything. He would certainly have to show that there was such that was uncertain and that there was great need on every account for caution and economy (hear, hear); but he had every confidence that, with a few years' exercise of these qualities, we might hope at no distant day to look back with satisfaction and pride upon our share in giving its first direction to the financial policy of our province.

M. P. BENOIT (Napierville): Dit que personne ne peut contester la gravité des raisons présentées par l'honorable trésorier. Personnellement, il regrette que l'honorable trésorier ait eu tellement de travail et que sa santé en ait été menacée. Il croit que la meilleure solution, dans les circonstances présentes, serait d'ajourner la Chambre pendant quinze jours. La session, selon toute probabilité, durera un mois de plus.

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Mont-réal-Est): La session sera terminée, ou à peu près, dans quinze jours.

M. P. BENOIT (Napierville): Alors dans ce cas un ajournement ne serait pas nécessaire.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Dit que cet ajournement n'est pas nécessaire. La session durera tout au plus maintenant trois semaines. L'ouvrage sera fini alors; d'ailleurs, indépendamment du double mandat, et quand bien même il n'existerait pas et que le bill à cet effet que je vois depuis longtemps sur les ordres du jour serait passé, il ne sera jamais commode que les deux Chambres siègent en même temps. La Chambre fédérale est convoquée pour le 9 mars et, dans trois semaines, il sera nécessaire d'ajourner celle-ci.

Seigneurie de Bélair

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Qué-

bec-Comté): Demande que la Chambre, en conformité de l'ordre, du jour se forme en comité pour examiner le bill pour annexer une partie de la seigneurie de Bélair à la paroisse de Saint-Ambroise, et une partie d'icelle à la paroisse de Sainte-Catherine.

Le comité, sous la présidence de M. E. Carter, étudie le bill. M. Carter fait rapport du bill à la Chambre, sans amendement.

Bourse Gilchrist

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par l'honorable représentant de Montréal-Est (M. G.-E. Cartier) qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur pour le remercier de son message et pour l'informer que cette Chambre a appris avec plaisir et reconnaissance la libéralité offerte par l'établissement d'éducation de Gilchrist aux jeunes étudiants du Canada, en accordant une bourse annuelle de cent livres sterling pour trois ans, à la compétition, avec la facilité offerte au candidat heureux de suivre les cours d'études soit dans l'université d'Edimbourg ou de Londres, et priant respectueusement Son Excellence de vouloir bien communiquer aux autorités qu'il approuve les sentiments exprimés par cette Chambre.

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Montréal-Est): Fait connaître que Sir J.A. Macdonald et lui ont été consultés sur le meilleur mode à prendre pour donner effet à ce legs fait par ce philanthrope qui voulait que les colonies puissent aussi en profiter. Il est heureux d'exprimer devant cette Chambre la reconnaissance qu'il éprouve pour les expressions de bienveillance, pour l'intérêt qu'on a montré alors pour le Canada. Il était loin de s'attendre à trouver des amis aussi sincères à son pays et à rencontrer autant d'estime et de sympathie. Le Canada est préféré par l'Angleterre à toutes ses autres colonies.

L'adresse est adoptée.

Message du Conseil législatif:

LE GREFFIER DU CONSEIL LEGISLATIF: Remet à la barre de la Chambre, le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte concernant le département du Trésor, les revenus, dépenses et comptes publics" sans amendement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour remplacer l'orateur du Conseil législatif en certains cas" soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté.

Compagnies à fonds social

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, la seconde lecture du bill pour l'incorporation des compagnies à fonds social, autrement que par acte de la Législature.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité de toute la Chambre.

Interpellations :

Octrois aux colons pauvres

M. F. DUGAS (Montcalm): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'accorder (en sus de l'octroi annuel) une somme égale à cette dernière, afin de faciliter le paiement des arrérages accumulés sur les terres de colons pauvres, (donnant à ces derniers l'avantage de payer par leur travail sur les chemins de colonisation).

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que cette question recevra la considération du gouvernement, mais qu'il lui est difficile de dire à quelle conclusion on en arrivera à cet égard.

Inspection des écoles

M. P. BENOIT (Napierville): Demande si le gouvernement se propose de nommer un inspecteur d'écoles en remplacement de M. Decazes, ou s'il entend laisser cette vacance, ainsi que celles qui pourraient survenir dans la même charge, jusqu'à ce que les finances de cette province permettent d'adopter un système d'inspection efficace.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que feu M. Decazes sera bientôt remplacé et que c'est l'intention du gouvernement de rendre le système d'inspection des écoles plus efficace si la chose est possible.

Société de construction canadienne de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose que le bill pour permettre à la Société de construction canadienne de Montréal de devenir une société permanente de construction et pour lui octroyer une charte d'incorporation soit, en conformité de l'ordre du jour, lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Admission de N.-D.-D. Bessette comme notaire

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Propose que le bill pour autoriser les chambres de notaires à admettre, après examen, Norbert-Damase-Daniel Bessette comme notaire soit, en

conformité de l'ordre du jour, lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Quebec Curling Club

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, en conformité de l'ordre du jour, que le bill pour incorporer le "Quebec Curling Club" soit lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Minutes de feu Théod. Doucet

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question qui fut proposée hier: Que le bill concernant les minutes de feu Théod. Doucet, en son vivant de la cité de Montréal, notaire, soit maintenant lu pour la seconde fois.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Déclare que le gouvernement ne s'opposera pas au bill du représentant de Montréal-Est (M. G.-E. Cartier) et qu'au contraire il le reçoit avec plaisir.

Si ce précédent occasionne trop de pétitions pour obtenir des bills dans le même sens, le gouvernement pourra faire une loi générale pour régler cette question.

Un des ministres actuels, notaire de profession, le ministre de l'Agriculture et des Travaux publics, étudie depuis quelque temps les améliorations nombreuses qui devraient être faites pour régler mieux la profession et le nombre des notaires. En France, les minutes deviennent un capital pour la famille du notaire, et il serait juste qu'il en soit ainsi en Canada, où les notaires sont peu rémunérés et dignes de la plus grande confiance par leur honnêteté et leurs connaissances. Ce bill sera probablement présenté à la prochaine session et il renfermera tous les changements désirés, en établissant une organisation complète et limitant le nombre des notaires. Le bill actuel est un pas de fait vers ces changements désirés.

M. P. BENOIT (Napierville): Désire qu'une loi générale soit faite immédiatement sur ce

sujet. Il regrette que ce bill soit seulement pour M. Doucet et il propose de rendre générales les dispositions particulières de cette mesure. Il pense qu'il serait utile pour la société en général que les minutes d'un notaire restent au lieu où il est décédé.

M. G.-E. CARTIER (Montréal-Est): Dit que cet amendement est hors d'ordre et ne pourra être présenté que lors du comité général. Il parle longuement sur cette question.

MM. Carter et Marchand parlent aussi à ce sujet.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que ce n'est pas par considération seulement pour la famille de M. Doucet, mais pour les sociétés et les corporations dont l'intérêt est concerné dans l'immense masse de minutes que contient le greffe de M. Doucet.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que les codes civil et de procédure ne sont pas changés par cette mesure et qu'elle n'est qu'un amendement du chapitre 73 des statuts refondus du Canada.

Le bill est lu pour la deuxième fois.

Compagnie de manufacture de Montréal

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie de manufacture de Montréal.

Adopté.

Inhumations dans un certain cimetière de Québec

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte 23 Victoria, chapitre 70, concernant les inhumations dans un certain cimetière de la cité de Québec.

Adopté.

Ajournement

Alors, sur la proposition de l'honorable M. Chauveau, appuyé par l'honorable M. Dunkin, la Chambre s'ajourne à six heures.

Séance du 10 février 1868

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance débute à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Bessette, la pétition de A.B. Parmelee et autres, du comté de Shefford.

Par M. Dugas, la pétition du révérend D. Laporte et autres, de la paroisse de Sainte-Julienne, comté de Montcalm.

Par M. Tremblay, la pétition du révérend J.-B. Villeneuve et autres, de la paroisse de Notre-Dame-de-Hébertville, comté de Chicoutimi.

Par M. Fortin, la pétition du révérend J.-O. Drapeau et autres, de la paroisse de Sainte-Annes-Monts, comté de Gaspé.

Par M. Verreault, la pétition du révérend F.-N. Oliva et autres, de la paroisse de Saint-Lambert; la pétition de F.-G. Verreault et autres, du village de Lauzon; et la pétition de Pierre Lagueux et autres, de la paroisse de Saint-Romuald, toutes du comté de Lévis.

Par M. Hemming, la pétition de Henry Keyes et autres; la pétition de George Stephen et autres, actionnaires de la Compagnie de navigation du Lac Memphrémagog; la pétition de Charles Dunlop et Alexandre F. Dunlop; la pétition de Mulholland et Baker et autres; et la pétition de H. Stephen et autres, tous de la cité de Montréal.

Par M. Hamilton, la pétition de la municipalité du township de Carleton; et la pétition du révérend F.-M. Fournier et autres, de la paroisse de New Richmond, comté de Bonaventure.

Par M. Bergevin, la pétition de Moïse Vieau et autres, de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague; et la pétition du révérend J.-O. Archambault et autres, de la paroisse de Saint-Thimothée, toutes du comté de Beauharnois.

Par M. Bellerose, la pétition du conseil municipal du comté de Terrebonne.

Par M. Lavallée, la pétition du révérend P. Beaudry et autres, du township de Kildare et autres lieux.

Par M. Beaubien, la pétition de Pierre Claude et autres, de la paroisse de la Côte-des-Neiges, comté d'Hochelaga; et la pétition du révérend père Firmin Vignon, recteur et supérieur du collège Sainte-Marie, de la cité de Montréal.

Par M. Garon, la pétition de R.-S. Noël et autres, de la Rivière-Blanche.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De la municipalité du township de Forsyth, comté de Beauce; de F. Préfontaine et autres, du township de Durham-Sud, comté de Drummond; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

De Elzéar Cantin et autres, du township de Brandon, dans la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, comté de Berthier; demandant du délai pour le paiement des arrérages qu'ils doivent au gouvernement.

De Pierre Bétournay et autres, de la paroisse de Longueuil; du révérend F.E. Moore et autres, de la paroisse de Saint-Frédéric, comté de Beauce; de L. Roy et autres, de la paroisse de Saint-George-de-Henriville, comté d'Iberville; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

Rapport de comités:

L'HONORABLE L.-H. LANGEVIN (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des divers bills privés, lequel se lit comme suit:

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait des amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour amender l'acte 22 Victoria, chapitre 106, incorporant la ville de Saint-Jean.

Bill pour diviser la municipalité du township de Percé, dans le comté de Gaspé, en deux municipalités séparées.

Votre comité a aussi examiné le bill pour diviser la municipalité de la seigneurie et du township de la Grande-Rivière, dans le comté de Gaspé, en deux municipalités séparées et trouve que le préambule n'est pas prouvé, vu que la pétition ne renferme aucune raison satisfaisante de l'expédience d'une semblable mesure.

Introduction de bills:

M. L. MOLLEUR (Iberville): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte concernant les voitures pour les chemins d'hiver, chapitre 31 des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C. BERGEVIN (Beauharnois): Demande la permission d'introduire un bill pour légaliser sous certains rapports les procédés de certaines chambres de notaires.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Minutes de feu Théod. Doucet

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Montréal-Est): Propose que la Chambre se forme en comité pour examiner le bill concernant les minutes de feu Théod. Doucet, en son vivant de la cité de Montréal, notaire public.

Adopté. La Chambre se forme en comité, sous la présidence de M. J.-A. Chapleau.

En comité:

M. P. BENOIT (Napierville): Veut proposer un amendement au préambule du bill, pour autoriser les parents de notaires de se prévaloir du précédent créé en faveur de M. Doucet fils. Il voudrait ajouter au préambule: "Et attendu qu'il est aussi dans l'intérêt public que les minutes des notaires ne soient pas déplacées, après le décès de ceux-ci".

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Approuve cet amendement. Au lieu de législater ainsi dans l'intérêt d'une famille ou d'une classe particulière de la société, il est préférable de pourvoir, par des mesures générales, à la sauvegarde des intérêts publics. Quoique notaire lui-même, il croit qu'il manquerait de franchise s'il ne reconnaissait pas que cette profession, qui tient entre ses mains les intérêts matériels de toute la société, est loin d'offrir au public des garanties suffisantes. Quoique la plupart des notaires méritent à juste titre la confiance, il en est cependant un certain nombre qui, par leur négligence et leur coupable incurie, que la loi telle qu'existant peut difficilement atteindre, exposent de nombreuses familles à des pertes irréparables.

Il arrive souvent qu'un notaire qui, par son peu d'application, ou pour d'autres raisons, n'est pas satisfait de sa situation, laisse la localité où il exerce sa profession, sans tambour ni trompette, et s'en va planter sa tente dans des endroits inconnus à ses anciens clients, emportant avec lui des documents dont ceux-ci ne peuvent se dispenser sans souffrir des dommages sérieux. Après avoir été ainsi d'une localité à une autre, pendant quelque temps, ils finissent quelquefois par prendre le chemin des Etats-Unis, laissant bien souvent leurs minutes à l'abandon. Il a connaissance d'un greffe de notaire que l'on a retrouvé dans le grenier d'une écurie, sous un monceau de foin.

Il arrive ainsi que des notaires de cette espèce mettent aussi peu de précautions à la confection de leurs actes qu'à leur conservation; il est à sa connaissance que des notaires ont négligé pendant des années de rédiger leurs actes, se bornant à prendre pour chaque transaction quelques notes sur des feuilles volantes.

Il est certain qu'il ne s'agit que d'exceptions, mais ce sont des espèces de parasites de la profession du notariat qui en font la disgrâce et qui l'ont placée loin du niveau qui lui appartient. Dans l'intérêt du public et dans l'intérêt de la dignité même de la profession à laquelle il appartient, il est obligé de signaler ces vices afin que notre Législature puisse y apporter un remède. Il n'est pas prêt à indiquer exactement ce que pourrait être ce remède; mais il lui semble qu'une loi qui établirait que les offices des notaires seront immuables dans les localités où ils seront établis et qui soumettrait ceux-ci à la nécessité de se pourvoir de voûtes à l'épreuve du feu et à donner certaines garanties essentiel-

les à la sécurité des familles qui leur confient leurs intérêts serait fort à désirer.

Il propose la formation d'un comité pour s'enquérir de la chose.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmourey): S'oppose à cet amendement parce qu'il n'est pas dans l'ordre d'introduire un principe général dans un bill privé. Au reste, le préambule ne doit qu'expliquer le but de la loi et non exposer des principes d'une législation qui lui serait en quelque sorte étrangère. Cet amendement est un hors-d'oeuvre.

M. P. BENOIT (Napierville): Retire son amendement.

M. J.-A. Chapleau fait rapport du bill à la Chambre, sans amendement.

Inhumations dans un cimetière de Québec

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose que la Chambre se forme en comité pour examiner le bill pour amender l'acte 23 Victoria, chapitre 70, concernant les inhumations dans un certain cimetière de la cité de Québec.

Le comité, sous la présidence de M. P. Bachand, étudie le bill. M. Bachand fait rapport du bill à la Chambre, sans amendement.

Demande de documents:

Nombre de protonotaires

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Richmond-Wolfe, (M. J. Picard), qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un rapport montrant le nombre de protonotaires et d'employés dans leurs bureaux, leurs noms, leurs salaires et la nature de leur emploi; aussi, les noms des greffiers de la cour de Circuit, des greffiers de la paix et des employés dans leurs bureaux, leurs noms, leurs salaires et la nature de leur emploi, dans les districts de Montréal, Québec, Trois-Rivières et Aylmer; et, de plus, le montant des dépenses contingentes desdits bureaux pendant l'année 1867, avec un état de leurs revenus durant ladite année 1867.

Il dit ne pas agir par esprit d'opposition et il ne veut pas non plus faire retomber sur l'administration actuelle la responsabilité des fautes passées, mais seulement attirer l'attention sur un état de choses qui cadre mal avec les principes d'économie vantés et proclamés par tout le monde. Il a sous les yeux un rapport qui constate qu'il y a trois protonotaires à Montréal et deux à Québec. Chacun de ces protonotaires a des députés et des sous-députés et leurs salaires réunis forment un montant assez considérable. Son but est de voir s'il n'y aurait pas moyen de diminuer ces dépenses, maintenant

que nous voulons pratiquer la plus stricte économie.

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Suggère d'inclure le district d'Ottawa dans cette requête.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit qu'il n'a aucune objection à la motion. Mais, tout en tenant compte du bon vouloir du représentant de Shefford, (M. M.-A. Bessette), il croit qu'il y a exagération dans ses avancés. S'il avait l'expérience des avocats, que les devoirs de leurs professions mettent tous les jours à même de voir les employés à l'ouvrage, il ne trouverait pas leur nombre trop considérable, ni leurs traitements exagérés. Les protonotaires occupent des positions comportant une grande responsabilité et leurs services doivent être généreusement reconnus.

Comme trois cours tiennent leurs séances simultanément à Montréal, il est de toute nécessité que l'on remplace à leurs bureaux les protonotaires pendant l'audience.

On aura une idée de la besogne qui se fait à Montréal quand l'on saura qu'en 1866 près de 9,000 actions sont entrées dans une seule cour.

Toutefois, le gouvernement réduira le nombre des employés si on peut le faire raisonnablement, sans nuire à l'expédition des affaires.

La motion est acceptée.

Cours de chimie agricole

M. J.-G. ROBERTSON (Sherbrooke): J'ai l'honneur de proposer qu'il soit donné instruction au comité permanent sur l'agriculture, l'immigration et la colonisation, de prier le gouvernement de prendre en considération la convenance d'exiger de toutes les institutions d'éducation recevant de l'aide de la caisse publique au montant de \$300 annuellement et au-delà d'introduire dans ces institutions un cours d'études sur la chimie agricole sous des maîtres compétents dans cette partie importante des sciences.

Il espère que la Chambre portera toute l'attention nécessaire à ce sujet important. Il est conscient de la difficulté d'obtenir des livres dans le but d'enseigner cette matière, mais cette difficulté pourrait être surmontée. Il faut de toute nécessité essayer d'inculquer chez nos jeunes le goût d'études semblables, qui sont si importantes pour la prospérité du pays. L'honorable premier ministre, il n'en doute pas, pourrait mettre son expérience et ses connaissances au service de cette cause. Si elle était bien appliquée, la chimie agricole procurerait des résultats très intéressants aux cultivateurs.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Rappelle au représentant de Sherbrooke (M. J.-G. Robertson) que, depuis plusieurs années, la chimie agricole est enseignée dans les écoles normales. Pénétré de l'importan-

ce des notions générales sur l'agriculture et la chimie, le bureau des examinateurs exige de ceux qui désirent obtenir un diplôme certaines connaissances de ces matières. Depuis un certain nombre d'années, les subventions accordées aux collèges ont diminué de plus en plus, et il n'était pas opportun alors de leur imposer des conditions onéreuses, d'exiger la création d'un cours spécial de chimie agricole. Dans quelques mois, le gouvernement saura l'étendue de ses ressources et le montant d'argent dont il pourra disposer en faveur de l'éducation. Alors, il demandera aux collèges industriels de faire une plus large part à l'étude de l'agriculture et des sciences.

Adopté.

Demande de documents:

Prison du district judiciaire de Kamouraska

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. H.-G. Joly), qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir faire mettre devant cette Chambre copie de tous les rapports des inspecteurs de prisons qui concernent la prison du district judiciaire de Kamouraska, depuis le rapport de 1863, et les rapports des grands jurés, depuis cette date, sur l'état de la cour et de la prison dudit district judiciaire.

Adopté.

Rapport de comités:

M. J.-H. BELLEROSE (Laval): J'ai l'honneur de déposer devant la Chambre le sixième rapport du comité permanent des dépenses contingentes:

Résolu que cette Chambre concoure dans le sixième rapport du comité permanent des dépenses contingentes.

Résolu qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien émettre son mandat en faveur de George Manly Muir, écuyer, greffier de cette Chambre pour la somme de trente-cinq mille piastres (\$35,000), pour faire face aux dépenses contingentes de cette Chambre et assurer Son Excellence que la Chambre en tiendra compte.

Adopté.

Profession de notaire

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai l'honneur de proposer qu'il soit nommé un comité spécial composé de M. Marchand, l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Cartier, M. Clément, M. Benoît, M. Carter, M. Gendron, M. Hemming, M. Mailloux, M. Molleur, M. Sriver, M. LeCavalier, M. Tremblay, M. Verreault et M. Robertson, pour suggérer les changements qu'il jugera nécessaires de faire

aux lois qui concernent la profession de notaire de manière à donner une garantie suffisante au public; pour faire rapport avec toute la diligence possible, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Adopté.

Seigneurie de Bélair

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose la troisième lecture du bill pour annexer une partie de la seigneurie de Bélair à la paroisse de Saint-Ambroise et une autre partie d'icelle à la paroisse de Sainte-Catherine.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ajournement

Alors, sur la proposition de l'honorable M. Chauveau, appuyé par l'honorable M. Ouimet, la Chambre s'ajourne à cinq heures et dix.

Séance du 11 février 1868

Sous la présidence de
l'honorable J.-G. Blanchet

La séance débute à trois heures.

Dépôt et lecture des pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Pozer, deux pétitions du révérend James Nelligan et autres, de la paroisse de Saint-Joseph, comté de Beauce.

Par M. Mailloux, la pétition du révérend P.-N. Thivierge et autres, de la paroisse de Saint-Epiphanie, comté de Témiscouata; et la pétition de Pierre Belisle et autres, du township de Hocquart.

Par M. Ogilvie, la pétition de l'asile des Orphelins de Saint-Patrice, de Montréal.

Par M. Simard, la pétition du Bureau de commerce de Québec.

Par M. Pelletier, la pétition de J.-B. Fortier et autres, du comté de Dorchester.

Rapport de comités:

L'HONORABLE L.-H. LANGEVIN (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill pour incorporer la Société des commis-marchands de Montréal, et y a fait un amendement, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici ce rapport:

Votre comité sollicite la permission de recommander à votre honorable Chambre que le président de ce comité soit autorisé à communiquer, de temps à autre, avec le comité de l'honorable Conseil législatif sur les dépenses contingentes, dans le but de savoir si la dépense de la Législature ne pourrait pas être diminuée.

Le rapport est adopté.

M. A.C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil) J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des ordres permanents.

Votre comité a examiné la pétition de Hugh Allan et autres, demandant à être incorporés sous le nom de la "Compagnie d'assurance maritime du Canada", et trouve que les avis nécessaires ont été publiés pendant près de deux mois. Mais, vu les objets que cette compagnie a en contemplation, votre comité considère que ces avis sont suffisants et recommande en conséquence la suspension de la 51e règle.

L'ORATEUR: J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial nommé pour aider l'orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en autant que les intérêts de cette Chambre y soient concernés, et pour agir de la part de cette Chambre dans le comité conjoint des deux Chambres au sujet de la bibliothèque. Voici ce rapport :

Votre comité a examiné la bibliothèque et il recommande le paiement de la somme de \$3,512, dont \$2,912 sont le montant de la dépense encourue pour l'achat de livres fait à Londres par M. Allen et \$600, ou environ, pour l'achat de livres fait à New York.

Votre comité doit signaler l'important service que M. Todd, bibliothécaire du Parlement du Canada, a rendu à cette province en se chargeant, à la demande du gouvernement, de faire le choix de ces livres et lui en exprimer toute sa reconnaissance.

Il doit également exprimer sa satisfaction de la diligence et du soin avec lesquels M. Allen a exécuté la commande qui lui avait été faite; sans le secours de cette précieuse collection, les deux Chambres de la Législature se seraient trouvées dans la position la plus difficile. Il est heureux qu'elle ait pu être réunie à temps pour l'ouverture de la Législature, ce qui est d'autant plus remarquable qu'une très grande partie des livres qui la composent ne se trouvent point dans le commerce et n'ont pu être trouvés que grâce à l'activité déployée par M. Todd et par M. Allen.

Votre comité croit devoir recommander qu'une somme de \$5,000 soit mise à sa disposition et qu'elle soit employée:

1o A l'achat de livres de droit et d'histoire constitutionnels et parlementaires et surtout en ce qui concerne la Législature et l'histoire constitutionnelle de notre pays, de manière à compléter autant que possible la collection qui a été si bien commencée.

2o A l'achat de livres traitant de législation, de jurisprudence et d'économie politique.

3o A l'achat de livres traitant d'histoire, de géographie et de statistique en général, et particulièrement de l'histoire, de la géographie et de la statistique du Canada, de la Grande-Bretagne, de la France et des Etats-Unis.

4o A l'achat de livres traitant de sciences physiques, de leur application aux arts et à l'industrie, d'agriculture et d'histoire naturelle.

Votre comité recommande aussi de faire assurer la bibliothèque.

Votre comité recommande de plus que les honorables messieurs Chauveau, de Léry et Joly, soient priés d'aider, pendant la vacance, messieurs les orateurs à faire le choix et l'achat de ces livres.

Interpellations:

Colonisation

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Deman-

de la permission de s'informer auprès du comité de la colonisation. Il demande à la Chambre de poser une question, même s'il n'a pas donné avis de son interpellation.

Il voudrait savoir si le comité a l'intention de faire un rapport à la Chambre pendant la présente session. Il pose cette question parce qu'on l'a informé du fait que plusieurs chefs de famille et jeunes gens qui avaient l'intention d'émigrer aux Etats-Unis ont été arrêtés, avec l'espoir qu'une législation sage et libérale viendrait bientôt leur rendre la vie plus facile au pays. Aussi, il serait important de connaître si une telle législation sera proposée à la Chambre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond qu'il serait difficile pour le président de ce comité de répondre à cette question sur-le-champ. Le comité fera tout en son pouvoir pour faire rapport cette session, mais, pour la présentation d'un bill, il ne pense pas que la chose soit possible. Il veut ajouter qu'il est mieux d'examiner la question sous tous les points de vue avant de présenter quelque mesure que ce soit; au point où en est rendu le comité, il s'occupe de l'amélioration et de la construction des chemins de colonisation, de la protection de colons et de quelque plan dans le sens du Homestead law.

Discours du budget

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit qu'il n'a pas encore reçu les comptes publics allant jusqu'au premier juillet, mais, il croit qu'il sera en mesure de faire son exposé financier vendredi prochain. A moins qu'aucun obstacle ne survienne, il fera tout son possible pour que la chose se fasse dans le temps voulu, sinon, il demandera à la Chambre de se réunir samedi. Une motion sera à cet effet présentée par le premier ministre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que si la Chambre ne s'objecte pas à la demande, il proposera que la Chambre siège samedi, de onze heures A.M. à cinq heures P.M., et que, pendant les jours de la semaine, l'on donne priorité aux mesures du gouvernement.

Il propose donc, appuyé par le représentant de Montréal-Est (M. G.-E. Cartier) que, pour le reste de la session, la Chambre siège les samedis, depuis onze heures A.M. jusqu'à cinq heures P.M.

Que, pendant la semaine prochaine, les mesures du gouvernement aient la préséance sur toutes les autres mesures.

Adopté.

Compagnies à fonds social

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose que la Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill pour

l'incorporation des compagnies à fonds social autrement que par acte de la Législature.

Adopté. Le comité, sous la présidence de M. G.-H. Simard, étudie le bill et décide de siéger à nouveau.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier l'acte des clauses générales des compagnies à fonds social.

Adopté. Le comité, sous la présidence de M. P. Benoît, étudie le bill et décide de siéger à nouveau.

La rivière Yamaska

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Demande si le gouvernement a l'intention d'employer la somme votée par le gouvernement de la province du Canada pour faire explorer la rivière Yamaska, afin de constater si elle peut être canalisée ou creusée, et quels en seraient les frais.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que cette question concerne le gouvernement central. Il ne doute pas que si l'honorable représentant de Bagot posait cette question au Parlement d'Ottawa, il recevrait l'information désirée.

Service de ponts et chaussées

M. P. FORTIN (Gaspé): Demande si le gouvernement a l'intention de joindre au département des Travaux publics un service des ponts et chaussées, dont les attributions seraient de préparer des plans, devis, instructions, etc., pour les chemins, ponts et chaussées qui se font par ordre du gouvernement, de veiller à leur confection et aussi de fournir aux municipalités des plans, devis, instructions, etc., pour la confection des chemins, ponts et chaussées.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que la question est d'une haute importance, mais il est impossible au gouvernement de la prendre maintenant en considération, bien qu'il soit en faveur d'une semblable mesure.

Charge de secrétaire et de registraire

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant la charge de secrétaire et de registraire, et pour d'autres objets y mentionnés.

Adopté.

Imprimeur de la reine

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant la charge d'imprimeur de la reine et la publication de la Gazette officielle de Québec.

Adopté.

Inspecteurs de prisons

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant les inspecteurs de prisons, hôpitaux, et autres institutions.

Adopté.

Erection et division des paroisses

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte, chapitre 18, des statuts refondus pour le Bas-Canada concernant l'érection et la division des paroisses.

Adopté.

Orateur du Conseil législatif

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill du Conseil législatif, intitulé "Acte pour remplacer l'orateur du Conseil législatif dans certains cas".

Adopté.

Système de tenure aux Iles-de-la-Madeleine

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose de nommer un comité spécial pour examiner le système de tenure aux Iles-de-la-Madeleine. C'est un système tout particulier qui n'est généralement pas compris.

A la suite de la guerre de l'Indépendance, l'amiral anglais Cockrane voyageait dans le golfe avec un gouverneur du Canada. Se trouvant surpris par le mauvais temps, ils débarquèrent dans ces îles et l'amiral, charmé de leur beauté, en demanda la possession au gouverneur qui lui fit cadeau de ces îles et des pêcheries qui se trouvent sur les rives. Or, les descendants de l'amiral Cockrane possèdent aujourd'hui ces terres qui couvrent un superficie de soixante mille arpents. Les habitants sont au nombre de trois mille. Ceux qui occupent des terres en vertu de baux emphytéotiques n'ont guère à se plaindre. Mais la situation des habitants dont les baux ne leur assurent la possession de ces terres que pendant un laps de temps limité, vingt ans tout au plus, est peu enviable. Ils seront évincés au moment où ils auront mis la terre en état de les rémunérer. Il ne veut pas qu'il soit fait d'injustice aux descendants de l'amiral Cockrane; si leur droit existe il est prêt à le reconnaître. Mais il serait bon de rechercher en vertu de quel pouvoir le gouverneur du Canada d'alors a donné ces terres à l'amiral Cockrane. Le Parlement du Canada s'est déjà occupé de cette affaire, mais l'on n'a rien conclu.

Résolu qu'il soit nommé un comité spécial composé de M. Fortin, l'honorable M. le procureur général Ouimet, M. Hamilton, M. Bachand,

M. Ross et M. Joly, pour s'enquérir du système de la tenure des terres aux Îles-de-la-Madeleine, dans le comté de Gaspé, et de plus pour s'enquérir des meilleurs moyens à adopter pour améliorer la condition des habitants de ces îles.

Protection des forêts

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. G.-H. Simard), qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, représentant qu'il se fait actuellement une grande destruction de nos bois par des industriels qui n'ont pour but que d'enlever les écorces pour en faire une essence destinée aux tanneries étrangères; que si cet abus est toléré plus longtemps, certaines espèces de nos bois vont disparaître entièrement et que l'industrie du tanneur en ce pays sera ruinée, et priant Son Excellence de vouloir bien recommander à cette Chambre certaines mesures destinées à protéger les forêts de la province.

Il attire l'attention du gouvernement sur une industrie qui est très préjudiciable aux intérêts du Canada. Dans certaines parties des Cantons de l'Est, on enlève l'écorce de certains bois, de la pruche surtout, pour en extraire une essence employée par les tanneurs.

Le mal n'a pas été grand tant que cette industrie a eu pour but de fournir aux besoins du pays. Mais aujourd'hui les choses sont changées, cette exploitation se pratique sur une grande échelle et l'on exporte à l'étranger cette essence. Aussi le prix en a considérablement augmenté en Canada.

On ne saurait se figurer l'immense quantité de bois que l'on détruit. On peut s'en former une petite idée en apprenant que pour obtenir une corde d'écorce, il faut abattre sept cordes de bois.

Il y a donc là un danger contre lequel nous devons nous protéger. Si l'on ne prend des mesures rigoureuses pour le prévenir, certains bois canadiens deviendront très rares et d'un autre côté nous manquerons de tanin, ou nous ne pourrions nous le procurer que très difficilement.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Approuve la demande du représentant de Québec-Est (M. J.-P. Rhéaume), mais il se peut aussi qu'il ne soit pas au pouvoir de l'Assemblée législative d'arrêter le mal. Toutefois la discussion aura le bon effet d'éveiller l'attention du gouvernement fédéral. Le meilleur moyen d'empêcher cette destruction serait de frapper d'un droit très élevé les exportations de tanin, et mieux encore de les prohiber entièrement.

M. H.-G. JOLY (Lothbinière): Appuie la motion du représentant de Québec-Est (M. J.-P. Rhéaume).

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): S'oppose fortement à ce que le gouverne-

ment prenne aucune mesure pour enlever aux colons le droit de se prévaloir de ce genre d'industrie qui commence à devenir, pour un grand nombre de nos nouveaux établissements, d'une rémunération avantageuse, et fait remarquer combien serait regrettable toute mesure qui tendrait en aucune manière à le ruiner.

Si l'existence de manufactures est si désirable pour nous, si le besoin que nous en éprouvons est d'une évidence si palpable, nous ne voyons pas pourquoi l'on voudrait étouffer le progrès qui se fait dans ce sens, parce qu'il a plutôt rapport à un genre d'industrie qu'à un autre.

Il s'est de fait avéré que l'exploitation du tan, c'est-à-dire de l'écorce de pruche, dans les localités où des manufactures pour en extraire l'essence sont établies, est rémunérative, coûte peu de labeur, est la cause d'une activité qui tourne à l'avantage de tous et produit les plus beaux résultats.

Si nous considérons maintenant qu'il n'est que très peu de colons qui ne puissent mettre à profit, sans nuire aucunement à ces intérêts agricoles, l'écorce d'un arbre qui pour eux est improductif sous tout autre rapport, en comprenant le bois même, qui n'est que très rarement employé à d'autre usage que pour le chauffage, nous comprendrons facilement qu'il serait tout à fait injuste de fermer les sources d'un progrès manufacturier comme celui-là.

D'ailleurs ne suffit-il pas de la seule considération que cette exploitation donne l'avantage à l'homme pauvre de gagner son pain et l'empêche d'émigrer pour que l'on soit prêt à lui donner toute l'extension et l'encouragement possible? Sinon, à quoi sert de débâter sans cesse contre l'émigration? A quoi sert de vouloir retenir le travailleur au pays si l'on n'a pas d'ouvrage à lui donner pour qu'il puisse vivre et se procurer du pain?

Il faut être conséquent avec ses principes; il faut admettre que toute entreprise qui a pour but d'utiliser les ressources naturelles du pays, de rendre productives de bénéfices des choses généralement considérées comme de peu de valeur et non commerciales, mérite d'être secondée et protégée, et non pas d'être étouffée à son début au grand détriment de la cause manufacturière, et surtout de celle de l'émigration.

La pruche, on en convient, est un bois très peu recherché des constructeurs de chantiers qui n'exploitent le plus souvent que le pin, et ne peut guère être utilisée que comme combustible et par l'emploi de l'écorce pour les fins ci-dessus. Les torts que peuvent causer les colons en en privant nos forêts ne peuvent donc pas être des plus considérables et ne peuvent créer une raison valable au gouvernement de mettre le pied sur la gorge du mouvement industriel en question. Aussi avons-nous raison de croire qu'au lieu d'agir ainsi, il consultera les véritables intérêts du pays, l'influence que cette question peut avoir dans ses résultats sur les causes de l'émigration, et que toute réflexion

faite, il agira de la manière la plus conforme aux vœux des peuples des Cantons de l'Est et des autres cantons intéressés dans la question.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que l'on pourrait porter remède à ce mal en mettant strictement à effet les règlements des terres de la couronne; quant à prohiber l'exportation du tan, cela est sous le contrôle du Parlement fédéral. Il propose, appuyé par le représentant de Brôme (M. C. Dunkin), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la proposition soient retranchés, et que les mots "il soit donné instruction au comité spécial nommé pour examiner, dans tous ses détails, la question de la coupe des bois sur les terres publiques, de s'enquérir s'il se fait une grande destruction de nos bois par les industriels qui n'ont pour but que d'enlever les écorces pour en faire une essence destinée aux tanneries étrangères; que, si cet abus est toléré plus longtemps, si certaines espèces de nos bois vont disparaître entièrement et si l'industrie du tanneur en ce pays sera ruinée" soient mis à la place.

La proposition est adoptée, telle qu'amendée.

Minutes de feu Théod. Doucet

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill concernant les minutes de feu Théod. Doucet, en son vivant de la cité de Montréal, notaire public.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Inhumations dans un cimetière de Québec

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender l'acte 23 Victoria, chapitre 70, concernant les inhumations dans un certain cimetière dans la cité de Québec.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte

le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie de manufacture de Montréal

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter du bill pour incorporer la Compagnie de manufacture de Montréal.

Le comité, sous la présidence de M. J.G. Robertson, étudie le bill et y fait des amendements. M. Robertson fait rapport du bill à la Chambre et les amendements sont adoptés.

Compagnie du chemin de fer à passagers de Montréal

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal.

Adopté.

Incorporation de Saint-Jean

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte 22 Victoria, chapitre 106, incorporant la ville de Saint-Jean.

Adopté.

Division de la municipalité de Percé

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose, suivant l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour diviser la municipalité du township de Percé, dans le comté de Gaspé, en deux municipalités séparées.

Adopté.

Ajournement

Alors, sur la proposition de l'honorable M. Chauveau, appuyé par l'honorable M. Dunkin, la Chambre s'ajourne à six heures.

Séance du 12 février 1868

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Gaudet, la pétition du révérend C.-Z. Garceau et autres, de la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets, et la pétition du révérend P. de Villers et autres, de la paroisse de Sainte-Gertrude, toutes du comté de Nicolet.

Par M. Mathieu, la pétition de la municipalité du village de L'Assomption, comté de L'Assomption; la pétition de J. Marion et autres, de la paroisse de Saint-Paul-l'Hermite; la pétition de la municipalité de la paroisse de l'Epiphanie, comté de L'Assomption; la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Sulpice, et la pétition de E.-S. Mathieu et autres, de Saint-Charles, Lachenaie.

Par M. Hemming, la pétition de la municipalité du village de Princeville, comté d'Arthabaska.

Par M. Scriver, la pétition de Francis Anthony et autres, du township de Franklin.

Par M. Clément, la pétition du révérend N. Doucet et autres, de la paroisse de Saint-Etienne-de-la-Malbaie, et la pétition du révérend J.-A. Bureau et autres, de la paroisse de Sainte-Agnès, comté de Charlevoix.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De A. B. Parmelee et autres, du comté de Shefford, demandant que le bill pour amender les articles 1054 et 1105 du code de procédure civile devienne loi.

Du révérend J.-B. Villeneuve et autres, de la paroisse de Notre-Dame-de-Hébertville, comté de Chicoutimi, demandant de l'aide pour les chemins Kénogami et Alma, et la nomination d'un agent des terres de la couronne à Hébertville.

De Henry Keyes et autres, et de Geo. Stephens et autres, tous de la cité de Montréal, demandant respectivement la passation d'un acte pour rendre valides certains règlements passés par la Compagnie de la navigation du lac Memphremagog.

De Charles Dunlop et Alexandre F. Dunlop et autres, et de Mulholland et Baker et autres tous de la cité de Montréal, demandant respectivement que le bill pour amender les actes 27 et 28 Vic., chap. 56, concernant l'emmagasiner de la poudre dans les villes de Montréal et de Québec, ne devienne pas loi.

De H. Stephens et autres, de la cité de Montréal, demandant des amendements aux sections 11 et 12 du chap. 60, des actes 29 et 30 Vict., intitulés: "Actes pour amender les actes relatifs à la Corporation de la cité de Montréal," et pour d'autres fins.

De la municipalité du township de Carleton, comté de Bonaventure; demandant de l'aide pour un chemin dans ledit township.

Du conseil municipal du comté de Terrebonne, demandant que les conclusions de la requête de la Compagnie des chemins à barrières de l'Isle Jésus ne soient pas accordées telles que formulées dans ladite requête.

Du révérend P. Beaudry et autres, du township de Kildare et autres lieux, demandant qu'il soit sursis à la vente des lots desdits townships, annoncée pour le 28 de février courant, et qu'il leur soit accordé du délai pour le paiement desdits lots.

Du révérend père Firmin Vignon, recteur et supérieur du collège Sainte-Marie, Montréal, demandant de l'aide pour l'école de droit dudit collège.

Du révérend D. Laporte et autres, de la paroisse de Sainte-Julienne, comté de Montcalm; du révérend Jos.-Oct. Drapeau et autres, de la paroisse de Sainte-Anne-des-Monts, comté de Gaspé; du révérend F.-M. Fournier et autres, de la paroisse de New Richmond, comté de Bonaventure; de Moïse Vieau et autres, de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, comté de Beauharnois; du révérend J.-O. Archambault et autres, de la paroisse de Saint-Timothée, comté de Beauharnois; de Pierre Claude et autres, de la paroisse de la Côte-des-Neiges, comté de Hochelaga, et de R.-S. Noël et autres, de la Rivière-Blanche, demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

Du révérend F.-A. Oliva et autres, de la paroisse de Saint-Lambert; de F.-E. Verrault et autres, du village Lauzon; de Pierre Lagueux et autres, de la paroisse Saint-Romuald, tous du comté de Lévis, demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial, et que le terminus dudit chemin de fer soit fixé à Lévis, vis-à-vis Québec.

Rapport de comités:

L'HONORABLE J.-C. CHAPPAIS (Champlain): J'ai l'honneur de présenter le onzième rapport du comité permanent des bills privés.

Votre comité a examiné le bill concernant la Compagnie d'ardoise de Rockland, et il est convenu d'en faire rapport sans amendement.

Introduction de bills:

M. L.-C. CLEMENT (Charlevoix): Demande la permission d'introduire un bill concernant les municipalités et les chemins dans le Bas-Canada.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Demande la permission d'introduire un bill pour annexer une partie du township de Tingwick au township de Wotton, dans le comté de Richmond-Wolfe.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Acte d'incorporation de la ville de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose de référer au comité permanent des bills privés la pétition de H.G. Stevens et autres, de Montréal, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de cette cité.

Adopté.

Protection du gibier et du poisson

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande la permission de présenter un bill pour amender la loi relative à la protection du gibier et du poisson.

Il fait sentir la nécessité de protéger le gibier d'une manière efficace. L'immense destruction qui s'en fait a causé une grande diminution de la quantité du gibier que l'on remarquait autrefois. Il croit que la cause du mal peut être attribuée, en partie, à la permission qu'ont les Indiens de chasser et pêcher dans toutes les saisons de l'année; et ils le font non pas tant pour se procurer de la nourriture que pour obtenir des fourrures et par un penchant pour la destruction. La passation de la mesure qu'il suggère aura un effet des plus salutaires.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Dit que les amendements proposés devraient être soumis à un comité spécial qui élaborerait une loi propre à donner ample satisfaction à tous.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): N'est pas de cet avis, à moins que l'on trouve dans la Chambre un comité d'amateurs de sport.

M. P. FORTIN (Gaspé): Appuie la suggestion du représentant de Montréal-Centre (M. E. Carter).

Il est de toute nécessité qu'un comité spécial soit chargé d'examiner la loi relative à la protection du gibier, car il ne faut pas s'imaginer que cette question n'intéresse que les sportsmen; il y a une classe plus nombreuse et plus intéressée que l'on paraît oublier. En effet, dans certaines parties du pays, il y a des populations entières qui vivent de chasse et de pêche et qui trouvent là leur seul moyen de subsistance.

Ne devons-nous pas avoir égard à leurs besoins et tout en donnant satisfaction aux nemrods canadiens et en protégeant autant que faire se peut les animaux de nos forêts, le gibier et les poissons?

Le député d'Argenteuil déplore un mal: nos forêts sont dépeuplées et le poisson, jadis si nombreux dans nos lacs et nos rivières, est très rare aujourd'hui. C'est vrai, mais il ne faut pas oublier que le gibier et le poisson disparaissent au fur et à mesure que les progrès de la civilisation avancent dans un pays, si le gouvernement ne les protège pas par des lois très sévères. Il y avait jadis du saumon dans les

rivières Châteauguay, etc., mais comment expliquer sa disparition? Rien de plus facile à comprendre; ces rivières sont coupées en maints endroits par des chaussées, qui ferment la voie des rivières au saumon. D'ailleurs les pêcheurs leur ont fait une guerre continuelle.

Pendant longtemps, il n'y a eu aucune législation pour empêcher le dépeuplement de nos rivières et de nos bois, ou, s'il y avait des lois, on ne les appliquait pas rigoureusement. Ce n'est que depuis quelques années que les choses ont pris un nouvel aspect. Dieu merci, nous avons des lois effectives et leur bon effet s'est bientôt fait sentir. Dans bien des rivières, le saumon reparait en grand nombre et l'on peut espérer le voir aussi nombreux que dans le bon vieux temps si l'on continue de le protéger.

Il est impossible de le nier, les clubs de sportsmen ont rendu de grands services de ce côté, ils ont fait une propagande active en faveur des lois prohibitives, mais, encore une fois, ils ne sont pas seuls en cause, et il faut songer à ceux qui, comme au Labrador, à Gaspé, ne vivent que des produits de la chasse et de la pêche.

Il y a un autre côté de la question qu'il faut étudier. Il est bel et bon d'arrêter la destruction des animaux, mais si l'on veut protéger le gibier, il faut porter des peines sévères contre ceux qui détruisent les oeufs de nos oiseaux. Le mal qui se fait de cette manière est incalculable. En emportant ces oeufs, l'on détruit toute une génération d'oiseaux.

Le gouvernement s'est occupé de cette affaire et l'expédition envoyée chaque année dans le bas du fleuve a rendu certains services à cet égard.

Dans plusieurs endroits, les oiseaux déposent leurs oeufs en quantité immense; le sol en est couvert. Les habitants qui habitent dans ces parages les recueillaient en petite quantité, d'abord pour fournir à leur nourriture, mais plus tard la cupidité et la spéculation ont poussé plusieurs industriels à enlever ces oeufs pour les vendre sur les différents marchés. Ils devinrent l'objet d'un commerce régulier pendant plusieurs années; l'on a chargé jusqu'à douze goélettes de cet article de commerce. Comme on le voit, l'exportation ou plutôt la destruction de nos oiseaux se pratiquait en grand. Depuis que l'on a mis des obstacles au commerce, les oiseaux reparaissent en plus grand nombre qu'auparavant.

Il demande de nouveau que le bill soit renvoyé à un comité spécial qui étudiera les amendements proposés et repoussera les points qui n'auront pas un but pratique.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Dit que si le représentant d'Argenteuil (M. S.R. Bellingham) a l'intention d'inclure les pêcheries dans sa mesure, il ne peut procéder davantage, attendu que la question des pêcheries est du ressort du gouvernement fédéral.

Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:Mesure pour favoriser les colons

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'introduire, à sa prochaine session, une mesure accordant à tout colon qui s'établira à l'avenir sur des terres de la couronne un terme de délai de dix ans, sans intérêt durant les cinq premières années, mais le prix capital, étant payé en cinq "instalments", serait exigible durant les dernières cinq années avec intérêts; et aussi, à ce qu'il soit pourvu dans la même mesure qu'une remise de la moitié des intérêts échus et dus lors de la passation de telle mesure soit faite à tout colon déjà établi bona fide sur des terres de la couronne.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que c'est l'intention du gouvernement d'accorder tout l'attention possible aux colons, mais qu'il lui est impossible de s'engager à tout ce qui est compris dans la demande de l'honorable député.

Compagnies à fonds social

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier l'acte des clauses générales des compagnies à fonds social. Le comité, présidé par M. G.-H. Simard, étudie le bill et y fait des amendements. M. Simard fait rapport du bill à la Chambre et les amendements sont adoptés.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social autrement que par acte de la Législature.

Le comité, sous la présidence de M. E. Carter, étudie le bill et y fait des amendements. M. Carter fait rapport du bill à la Chambre et les amendements sont adoptés.

Double mandat

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai l'honneur de proposer la seconde lecture du bill pour établir des dispositions spéciales concernant l'Assemblée législative de la province de Québec. Ce bill prévoit que depuis et après l'expiration du présent Parlement de la province de Québec, aucun membre du Sénat ou des Communes du Canada ne sera éligible comme membre de l'Assemblée législative de ladite province de Québec et n'aura droit d'y siéger.

Je crois qu'il est inutile pour moi de déclarer qu'en proposant cette loi, je ne suis animé par aucun sentiment d'hostilité personnel vis-à-vis des honorables membres qui possèdent le double mandat. Je n'ai pas davantage l'intention de faire de ma proposition une question de parti,

ni de prendre par cette démarche une position hostile à l'administration. Il s'agit purement et simplement de la consécration d'un principe que tout le monde reconnaît comme juste et qui doit servir non pas à entraver la marche du ministère, mais au contraire, à lui donner toute l'indépendance d'action essentielle au succès de son oeuvre et indispensable à sa dignité.

Le projet de loi que j'ai soumis à la Législature établit qu'après le présent Parlement aucun membre du Sénat ou des Communes du Canada ne sera éligible et n'aura droit de voter dans cette Chambre.

L'on voit que mon intention n'est pas de porter atteinte à la position occupée par ceux des honorables membres de cette Chambre qui représentent leurs comtés dans les deux Législatures. Au contraire, je suis prêt à concéder que, dans les circonstances particulières où nous nous trouvons, au début d'un nouvel ordre de choses, il est utile que nos hommes publics les plus importants viennent nous assister de leur expérience et de leurs connaissances constitutionnelles. J'admets même qu'il était juste que les auteurs de notre constitution prissent part à sa mise en opération dans tous ses détails, afin d'avoir tout le mérite de leur oeuvre si elle réussit et de porter leur part de responsabilité dans le cas contraire.

Mais tout en tenant compte des circonstances exceptionnelles qui permettent l'existence du double mandat pendant le présent Parlement, je suis loin de reconnaître l'utilité de ce système pour un terme plus prolongé et je prétends, au contraire, que les intérêts de cette province seront gravement exposés s'il est en force pour un autre Parlement.

Quoique notre système ne soit encore qu'à ses débuts, le privilège accordé aujourd'hui à quelques-uns des honorables membres de cette Chambre, et notamment aux membres des administrations fédérale et locale, de remplir deux mandats, laisse entrevoir un grand nombre d'inconvénients excessivement graves qu'il sera plus facile de prévenir au début que de réparer une fois qu'ils auront porté leur plein effet.

Je dois citer, en premier lieu, la pression inévitable que cette dualité des mandats permettra au gouvernement et au Parlement fédéral d'exercer sur notre Législature. Tout le monde reconnaît que pour que le système fédéral puisse offrir aux provinces les avantages que l'on espère en retirer, pour qu'il puisse leur assurer leur autonomie et un libre contrôle sur leurs affaires locales, il faut que celles-ci jouissent d'une action parfaitement indépendante sur toutes les matières que la constitution assigne au nombre de leurs attributions. Sans une parfaite liberté d'action à cet égard, leurs travaux ne seront plus la reproduction du vœu des populations pour lesquelles elles sont chargées de légiférer, mais le produit de la volonté du pouvoir central. Il s'ensuivra que notre nouveau système n'aura plus du régime fédéral que l'apparence superficielle et qu'il sera de fait

une union législative pure et simple, ne différenciant de cette dernière forme de gouvernement que sur un point, celui de la dépense. La constitution restreint déjà assez les pouvoirs des Législatures locales sans qu'il soit nécessaire que l'action, même individuelle, de leurs membres soit entravée et compromise par les devoirs qui leur sont imposés dans leurs doubles fonctions législatives.

Il est indubitable, d'abord, que le privilège accordé aux ministres fédéraux de siéger dans cette Chambre leur donne non seulement un contrôle dangereux sur nos affaires locales, mais les expose à se jeter eux-mêmes dans des positions aussi fausses que compromettantes pour les intérêts qu'ils sont d'abord tenus de servir. Placés entre leurs actes accomplis dans un sens au Parlement fédéral et la nécessité, amenée par des circonstances différentes, d'adopter une conduite contraire au sein de cette Législature, ils se trouvent soumis, malgré eux, à l'obligation de se taire ou de se contredire. Un exemple récent, que chacun des honorables membres de cette Chambre doit avoir encore tout frais à la mémoire, nous fournit une preuve on ne peut plus concluante de l'exactitude de ce que j'avance. Chacun se rappelle encore la position embarrassante dans laquelle se sont trouvés plusieurs des membres les plus importants de cette Législature lors de la discussion d'une question de la plus haute gravité, il y a quelques semaines: compromis dans un sens par la position qu'ils avaient prise à Ottawa sur une question identique, et ne pouvant, sans compliquer singulièrement les choses, soutenir dans cette Chambre les mêmes opinions, ils ont pris le parti de se taire, et je crois qu'ils n'avaient rien de mieux à faire dans les circonstances.

J'ai dit, il y a un instant, que la présence des ministres fédéraux dans notre Législature compromet notre liberté d'action et nous expose à subir de leur part une pression dangereuse. Si l'on examine la position que leur donne cette qualité de doubles mandataires, on ne pourra s'exempter d'admettre que nos appréhensions à ce sujet sont bien fondées. D'un côté, en prenant part à nos délibérations, ils se feront les adversaires ou les partisans des mesures soumises à notre considération; de l'autre, ils auront, en leur qualité de ministres fédéraux, le droit de disposer de ces mesures en dernier ressort et de contrôler à leur égard l'exercice de la prérogative royale; de sorte qu'après s'être faits, en leur qualité de mandataires locaux, les avocats pour ou contre ces mesures, ils en deviendront, comme ministres fédéraux, les juges en appel. Il y a dans une pareille position une contradiction singulière dont les effets ne tarderont pas à se manifester. La position des ministres locaux, comme doubles mandataires, sera également compromettante pour eux et pour les intérêts qu'ils sont obligés de sauvegarder, puisque, sur les questions qui permettent une législation concurrente et dans beaucoup d'autres circonstances, ils seront sans cesse exposés à mettre en contradiction leurs faits et dires au Parlement

fédéral, avec leurs devoirs comme ministres locaux.

Il sera d'ailleurs impossible aux membres de notre gouvernement de rendre parfaite justice à leurs devoirs vis-à-vis de cette province, dont les intérêts leur sont particulièrement confiés, s'ils sont chaque année obligés d'abandonner leur poste pendant plusieurs mois pour remplir leur mandat fédéral.

Cet obstacle n'est pas une simple supposition, il est déjà malheureusement passé à l'état de fait accompli, et les opérations de la présente session de notre Parlement provincial en sont une preuve que chacun de nous est à même d'apprécier.

Personne ne pourra nier que tous les retards apportés à nos travaux sont dus à la nécessité dans laquelle se sont trouvés la plupart de nos ministres de laisser là, pour un temps, leurs fonctions administratives dans cette province, afin de se rendre à leurs fonctions législatives à Ottawa. Il est possible que ces occupations multiples aient rendu difficile une plus grande expédition dans la préparation des mesures que nous attendons encore des mains du ministère; mais cela n'est qu'une nouvelle preuve en faveur de mes prétentions.

Il n'est pas impossible, non plus, que des circonstances particulières rendent indispensable la réunion simultanée des Parlements fédéral et local; alors, que feront nos doubles mandataires? Sacrifieront-ils leurs devoirs dans la Législature provinciale, ou feront-ils l'inverse? Je puis même dire que cet inconvénient existe dans le moment actuel et que c'est grâce à la nécessité de convoquer les Législatures locales à l'époque fixée que le Parlement fédéral a été forcé de partager ses travaux en deux sessions, au grand préjudice du trésor public.

Maintenant, quelles sont les objections que les partisans du double mandat opposent à son abolition? Jusqu'à présent, je n'ai pu en découvrir que deux, encore sont-ils de la dernière futilité.

On prétend d'abord qu'il est trop tôt pour agiter cette question, et que la mesure, à l'heure qu'il est, est inopportune. Moi je prétends que si elle ne se règle pas maintenant, elle pourra difficilement se régler plus tard. C'est au moment où l'esprit de parti n'existe pas dans cette chambre qu'il faut l'aborder. Plus tard, lorsque les partis politiques seront formés, chaque parti sera tellement intéressé à conserver ses partisans qu'il ne tiendra plus compte s'ils sont ou non doubles mandataires.

Quant à la seconde objection, j'ai une trop haute opinion du bon sens de mes adversaires sur cette question pour croire qu'ils la font sérieusement. En effet, ils ont imaginé, en dernier ressort, de prétendre qu'une loi abolissant le double mandat porterait atteinte aux libertés populaires. Les personnes qui raisonnent ainsi diffèrent étrangement d'opinion avec les auteurs des lois électorales qui nous régissent actuellement.

Ces lois établissent plusieurs disqualifica-

tions; elles défendent l'élection de certains fonctionnaires publics, et elles établissent pour les députés à la Législature une qualification foncière de deux mille piastres. Or, comment se fait-il que l'on approuve une mesure qui empêche le public d'élire le candidat de son choix pour la seule raison qu'il n'a pas pour deux mille piastres de propriétés, quelque acceptable qu'il soit d'ailleurs, tandis que l'on s'oppose, dans l'intérêt des libertés populaires, à une loi destinée à empêcher un homme d'accepter plus de mandats qu'il n'en peut remplir avantageusement? Il y a, dans tout cela, des contradictions que j'aimerais à voir éclaircir.

Au reste, il existe un autre argument, en faveur de la mesure, qui me paraît assez concluant et contre lequel on pourra difficilement apporter des raisons plausibles. C'est que l'opinion publique est presque unanime à rejeter le double mandat, et que la plupart des honorables membres qui siègent ici aujourd'hui ont été obligés de le condamner de la manière la plus formelle devant leurs électeurs, et de leur promettre de travailler à l'abolir au plus tôt, pour obtenir une entrée dans cette chambre.

Je me bornerai, pour le moment, à cet exposé du sujet qui nous occupe, me réservant le droit qui m'appartient, par les règles de cette Chambre, de répliquer aux arguments que l'on pourra amener contre mes prétentions dans le cours de la discussion.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il veut bien tenir compte de la manière aimable avec laquelle le député de Saint-Jean a présenté son bill, mais, malgré cela, il regrette de dire qu'il se voit dans la nécessité de s'opposer à la seconde lecture et propose en amendement qu'elle soit remise à six mois. La mesure de l'honorable député de Saint-Jean est une demande d'un vote de non-confiance, c'est à ce point que le gouvernement l'envisage, c'est un acte d'hostilité qu'il n'a pas provoqué. La mesure de son honorable ami est prématurée. Quoi! c'est à peine hier que l'on soumettait à l'épreuve de l'application la nouvelle constitution et avant que l'on ait pu se convaincre si les rouages qui la composent fonctionnent à l'avantage de tous, on veut la changer? Il semble qu'il faudrait plus d'étude et plus d'expérience; pourquoi ne pas attendre que le temps nous fasse entrevoir ce qu'elle laisse à désirer? Il est vrai, la constitution ne dit rien du double mandat, mais elle ne le défend pas, et c'est un privilège, une liberté qu'elle accorde au peuple.

Il discute la valeur des raisons données par le représentant de Saint-Jean, et aborde l'objection soulevée par ce dernier au sujet des retards que la dernière session à Outaouais a entraînés à Québec. Rien n'est moins fondé que cette assertion. Quand même les ministres n'auraient pas été appelés à siéger comme membres du Parlement fédéral, leur présence y aurait été nécessaire pour commencer le travail d'organisation, surveiller la partage des départements.

D'ailleurs, pourquoi cette objection: le travail législatif n'est-il pas ici dans des conditions satisfaisantes? Et malgré tout ce que l'on peut dire, au contraire, il y a eu, pendant cette session, plus de travail réel que dans bien des sessions des autres Parlements.

Quant au mérite du bill, il est contestable à tous les points. Son auteur lui assigne une influence qu'il n'aura pas: celle de protéger les intérêts du Bas-Canada. La constitution a été élaborée comme notre sauvegarde et la présence dans les deux Parlements des hommes que le Bas-Canada regarde comme ses chefs est une nouvelle garantie de stabilité et de sûreté.

Ils verront ici nos besoins, ils prendront part au travail. Arrivés au Parlement fédéral, ils continueront à pousser activement les mesures dont ils sentiront comme nous l'utilité.

On a beaucoup parlé de la pression exercée par les membres du Parlement fédéral sur la législation de Québec. Il est à remarquer qu'à Outaouais on l'a combattue en s'appuyant sur des raisons différentes. Supposons que l'harmonie n'existe pas entre ces deux administrations, et qu'à Outaouais l'on veuille présenter une mesure contraire à nos intérêts, voyez les ministres de la province de Québec dans le Parlement fédéral, quelle influence n'exerceront-ils pas? Avec leur double prestige de ministres et de membres du Parlement, ils menaceront le gouvernement qui craindra toujours de les voir passer à l'Opposition et de se mettre à dos toute une province.

Au point de vue de l'indépendance du Parlement, la mesure du député de Saint-Jean ne présente rien qui puisse en justifier l'adoption.

Mais on a dit, et c'est l'argument favori, le cheval de bataille des adversaires du double mandat, que la mesure est impopulaire. Alors, à coup sûr, elle ne sera pas dangereuse et le peuple en fera justice, et il est inutile de passer une loi pour arrêter un abus qui n'existera jamais.

Appuyé sur toutes ces raisons, il propose de nouveau la motion demandant le renvoi de la seconde lecture du bill à six mois.

LES HONORABLES G.-E. CARTIER ET J.-E. CAUCHON: Question! Question!

PLUSIEURS DEPUTES: Question! Question!

L'ORATEUR: Call in the members. Qu'on fasse entrer les députés.

M. P. LARUE (Portneuf): Demande...

PLUSIEURS DEPUTES: A l'ordre! A l'ordre! Question! Question!

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande à la Chambre de bien vouloir suspendre, en faveur du représentant de Portneuf, la sévérité des lois qui réglementent la discussion.

PLUSIEURS DEPUTES: A l'ordre! A l'ordre! Question! Question!

L'amendement du premier ministre est mis aux voix :

Pour: MM. Beaubien, Bellerose, Bel-
lingham, Bergevin, Blais, Carter,
Cartier, Cauchon, Chapais, Cha-
pleau, Chauveau, Clément, Coutlée,
Craig, De Niverville, Desaulniers,
(Saint-Maurice), Desaulniers (Maski-
nongé), Dugas, Dunkin, Fortin,
Gaudet, Gendron, Hamilton, Har-
wood, Hemming, Irvine, Jodoin,
Joly, Langevin, LeCavalier, Mail-
loux, Mathieu, Ouimet, Picard, Pou-
pore, Rhéaume, Simard, Thérien et
Verreault. — 39.

Contre: MM. Bachand, Benoît, Bessette,
Bringham, Caron, Hearn, Laberge,
LaRue, Lavallée, Locke, Marchand,
Molleur, Ogilvie, Pelletier, Pozer,
Robert, Robertson, Ross, Sriver,
Sénécal et Tremblay. — 21

L'amendement est adopté.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Dit qu'il est opposé en principe au double mandat; cependant, il ne veut pas faire opposition au gouvernement sur cette question. De plus, il croit que la motion du représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) était intempestive; il est inutile de passer maintenant une loi qui n'aura d'effet que dans quatre ans.

M. P. LARUE (Portneuf): Regrette qu'on n'ait pas donné à tous les députés l'occasion d'exprimer leurs vues sur le sujet.

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Regrette l'empressement avec lequel on a clos la discussion.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Déclare que le gouvernement n'aurait eu aucune objection à laisser parler tous ceux qui désiraient prendre la parole sur cette question. Etant lui-même impliqué dans cette affaire, il n'a pu offrir cette faveur, mais il aurait appuyé avec plaisir une motion requérant cette faveur.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit que la précipitation qui a eu lieu à la fin de la discussion n'est pas un coup monté par le gouvernement pour fermer la bouche aux partisans de la mesure; le gouvernement n'aurait eu aucune objection à laisser aux députés désappointés la permission de prendre la parole, si cette permission avait été demandée par une motion.

Compagnie de manufacture de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose la troisième lecture du bill pour incorporer la Compagnie de manufacture de Montréal.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Acte d'incorporation de la ville de Saint-Jean

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte 22 Vict., chap. 106, pour incorporer la ville de Saint-Jean.

Le comité, sous la présidence de M. P. LaRue, étudie le bill. M. LaRue fait rapport du bill à la Chambre, sans amendement.

Municipalité du township de Percé

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour diviser la municipalité du township de Percé, dans le comté de Gaspé, en deux municipalités séparées.

Le comité, sous la présidence de M. O. Pelletier, étudie le bill. M. Pelletier fait rapport du bill à la Chambre, sans amendement.

La Société des commis-marchands de Montréal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Société des commis-marchands de Montréal.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Ajournement

Alors, sur la proposition de l'honorable M. Chauveau, appuyé par l'honorable M. Ouimet, la Chambre s'ajourne à six heures.

Séance du 13 février 1868

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance débute à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Blais, la pétition du conseil municipal du comté de Kamouraska.

Par M. Sriver, la pétition de John Hodgson et autres, du township de Hemmingford.

Par M. Carter, la pétition de Charles de Salaberry, de la cité de Québec.

Par M. Garon, la pétition du révérend J.-O. Perron et autres, de la paroisse de Ste-Félicité, comté de Rimouski.

Par M. LaRue, la pétition du révérend P.-G. Clarke et autres, de la paroisse de St-Basile, comté de Portneuf.

Par M. Beaubien, la pétition de Basile Piché et autres, de la paroisse du Sault-au-Récollet, comté d'Hochelaga.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du révérend J. Nelligan et autres, de la paroisse de St-Joseph, dans le comté de Beauce, et de Pierre Belisle et autres, du township de Hocquart; demandant respectivement un chemin dans ledit township.

De l'asile des Orphelins de St-Patrice, de la cité de Montréal; demandant une allocation plus considérable.

De la Chambre de commerce de la cité de Québec; demandant que les amendements à l'acte d'incorporation de la cité de Québec, demandés dans la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité, ne soient pas accordés.

De J.-B. Fortier et autres, du comté de Dorchester; demandant le tracé d'un chemin dans le township Langevin.

Du révérend J. Nelligan et autres, de la paroisse de St-Joseph, dans le comté de Beauce; du révérend P.-N. Thivierge et autres, de la paroisse de St-Epiphanie, dans le comté de Témiscouata; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

Rapport des comités :

M. A.C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de déposer devant la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des ordres permanents. Le rapport est le suivant:

Votre comité a examiné la pétition de la municipalité de la paroisse de St-Roch de Québec-Sud, demandant des amendements à l'acte 25 Victoria, chapitre 47, intitulé: "Acte pour ériger la partie de la paroisse de St-Roch de Québec, située sur la rive nord de la rivière

St-Charles, en une municipalité séparée", et trouve que les avis n'ont pas été donnés, mais votre comité recommande à votre honorable Chambre la suspension de la 51^e règle de cette Chambre, étant convaincu que toutes les parties intéressées ont été suffisamment informées de l'objet de la pétition.

M. E. CARTER ((Montréal-Centre): J'ai l'honneur de déposer devant la Chambre le douzième rapport du comité permanent des divers bills privés. Le rapport est le suivant:

Votre comité a examiné le bill pour amender l'acte 12 Victoria, chapitre 282, et pour pourvoir à une nouvelle augmentation du fonds capital de la Compagnie du gaz de Québec, et il est convenu d'en faire rapport sans amendement.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à cette Chambre le huitième rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici le rapport:

Votre comité demande la permission de recommander à cette honorable Chambre l'adoption des résolutions suivantes:

Que le nombre des messagers extra soit réduit du chiffre vingt au chiffre dix, et que lesdits messagers qui doivent être renvoyés soient notifiés, le jour de la prorogation de cette Chambre, que leurs services ne seront plus requis à l'avenir.

Les messagers extra restant ne devant être payés que durant les sessions.

Que le nombre des femmes de ménage permanentes soit fixé à deux et que les autres soient informées de suite que leurs services ne seront plus requis après le terme de leur présent engagement; de plus, que le nombre de celles qui ne sont employées que temporairement soit fixé à huit, et que les autres soient notifiées, lors de la clôture de cette session, que leurs services ne seront plus requis à l'avenir.

Les femmes de ménage temporaires ne devant être payées que durant la session.

Que les deux messagers employés à la Chambre pour la distribution de la papeterie et pour afficher les documents, ainsi que le gardien de la chambre de toilette, soient employés durant les séances de la Chambre comme gardiens dans les tribunes, ou employés utilement ailleurs, et qu'un seul messenger se tienne dans la salle de lecture et la bibliothèque respectivement.

Le rapport est adopté.

Introduction de bills:

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte passé dans la 28^e année du règne de Sa Majesté, chapitre 28, intitulé: "Acte pour étendre les pouvoirs de la municipalité de la paroisse de St-Roch de Québec-Sud, et pour changer le nom d'incorporation de ladite municipalité en

celui de: La Corporation de la paroisse de St-Sauveur", et pour d'autres fins y mentionnées.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Demande que la 49e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à un bill pour incorporer la Compagnie d'assurance maritime du Canada.

Adopté.

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie d'assurance maritime du Canada.

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Demande que la 49e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à un bill pour incorporer la Compagnie manufacturière et hydraulique de Chambly.

Adopté.

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie manufacturière et hydraulique de Chambly.

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Demande que la 49e règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a rapport à un bill pour incorporer la Compagnie hydraulique de St-Louis.

Adopté.

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie hydraulique de St-Louis.

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande que la 49e règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a rapport à un bill pour incorporer la Société de bâtisse de Montréal.

Adopté.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Société de bâtisse de Montréal.

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Comité spécial sur la coupe des bois

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose que M. Church et M. Sénécal soient ajoutés au comité spécial nommé pour prendre en considération, dans tous ses détails, la question de la coupe des bois sur les terres publiques.

Adopté.

Compagnies à fonds social

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill intitulé: "Acte des clauses générales des compagnies à fonds social".

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill intitulé: "Acte concernant l'incorporation des compagnies à fonds social".

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Chambres de notaires

M. C. BERGEVIN (Beauharnois): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture pour légaliser, à certains égards, les procédés de certaines chambres de notaires.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité spécial composé de M. Bergevin, l'honorable M. le procureur général Ouimet, M. Benoit, M. Gendron, M. Mailloux, M. Sriver, M. LeCavalier, M. Coutlée et M. Robert, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Incorporation de Saint-Jean

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender l'acte 22 Victoria, chapitre 106, incorporant la ville de Saint-Jean.

Adopté. Il est ordonné que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Municipalité de Percé

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour diviser la municipalité de Percé, dans le comté de Gaspé, en deux municipalités séparées.

Adopté. Il est ordonné que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Société des commis-marchands de Montréal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité, pour examiner le bill pour incorporer la Société des commis-marchands de Montréal; le comité, sous la présidence de M. J. Scriver, étudie le bill. M. Scriver fait rapport du bill à la Chambre, sans amendement.

Compagnie du chemin de fer à passagers de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité, pour examiner le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal.

La Chambre se forme en comité sous la présidence de M. L. J. Beaubien.

En comité :

M. L. MOLLEUR (Iberville): Propose un amendement à la clause sept, afin que le délai permis pour produire une déclaration assermentée, lorsqu'une personne a été blessée, par la faute de la compagnie, soit portée à huit jours.

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Propose un amendement à ce premier amendement.

Rejeté sur division.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): S'élève contre la clause du bill qui demande une déclaration assermentée, comme radicalement mauvaise. D'abord rien ne dit que l'on fera droit à la réclamation du plaignant, rien ne dit qu'elle aura force de chose jugée. Il est aussi dangereux et contraire à la morale de multiplier les serments; c'est un moyen de multiplier les parjures.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose,

appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. N. LeCavalier), que la 7^e clause de cet acte soit retranchée et que la suivante y soit substituée:

7. Toute personne ayant une ou des réclamations pour pertes ou dommages à exercer contre ladite compagnie dans quelque cause que ce soit sera tenue, dans le délai d'un mois avant d'intenter aucune poursuite pour telles pertes ou dommages, de notifier ladite compagnie en signifiant telle notification au secrétaire de ladite compagnie à son principal bureau d'affaires, en la cité de Montréal, avec un état détaillé de telles pertes ou dommages.

Adopté.

Le comité fait rapport à la Chambre qui adopte l'amendement.

Compagnie d'ardoise de Rockland

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant la Compagnie d'ardoise de Rockland.

Adopté.

Discours sur le budget

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Annonce qu'il fera son exposé financier à la séance de vendredi soir (7:30). Les estimés seront alors entre les mains des députés; mais si, toutefois, ils ne l'étaient pas, ils le seront dans le cours de la soirée.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Donne avis qu'il présentera samedi deux bills, l'un relatif à la colonisation, l'autre, à la protection et à l'encouragement des colons, sur les terres de la couronne.

Ajournement

Alors, sur la proposition de l'honorable M. Chauveau, appuyé par l'honorable M. Ouimet, la Chambre s'ajourne à cinq heures.

Séance du 14 février 1868

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture des pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Joly, la pétition du révérend B. Robin et autres, de la paroisse de Saint-Antoine-de-Tilly, et la pétition de A. Grenier et autres, de la paroisse de Sainte-Croix, toutes deux du comté de Lotbinière.

Par M. Jodoin, la pétition du révérend G. Hubertdeau et autres, de la paroisse de Saint-Hubert.

Par M. Simard, la pétition de J.-B.-R. Dufresne et autres, de la paroisse de Saint-Roch de Québec-Sud.

Par M. Beaubien, la pétition de J.-O. Ville-neuve et autres, du village de Saint-Jean-Baptiste, comté d'Hochelaga, et la pétition de William Parkyn et autres, de la paroisse de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De la municipalité du village de Princeville, comté d'Arthabaska, demandant de l'aide pour un collège dans ledit village.

Du révérend C.-Z. Garceau et autres, de la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets, comté de Nicolet; du révérend P. de Villers et autres, de la paroisse Sainte-Gertrude; de la municipalité du village de L'Assomption, comté de L'Assomption; de J. Marion et autres, de la paroisse de Saint-Paul-L'Ermite; de la municipalité de la paroisse de L'Épiphanie, comté de L'Assomption; de la municipalité de la paroisse de Saint-Sulpice; de E.-S. Mathieu et autres, de Saint-Charles-de-Lachenaie; de Francis Anthony et autres, du township de Franklin; du révérend N. Doucet et autres, de la paroisse de Saint-Etienne-de-la-Malbaie; du révérend J.-A. Bureau et autres, de la paroisse Sainte-Agnès, comté de Charlevoix, demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

Introduction de bills:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill concernant la preuve des lois passées par les Législatures des autres provinces de la Puissance.

Accordé.

M. L.R. CHURCH (Ottawa): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser les ministres de l'Eglise connue sous le nom de l'Eglise catholique apostolique dans la province de Québec de célébrer des mariages, et de tenir des registres de baptêmes, de mariages et sépultures.

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour continuer, pendant un temps limité, les divers actes y mentionnés.

Accordé.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): Demande la permission d'introduire un bill pour refondre les différents actes concernant la profession de notaire.

Accordé.

Rapport de comités:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de déposer devant la Chambre le treizième rapport du comité permanent des divers bills privés, lequel est lu comme suit:

Votre comité a examiné le bill pour amender les actes concernant la Corporation de la cité de Montréal et pour d'autres fins, et y a fait des amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Ecoles des cités de Québec et de Montréal

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que la Chambre se forme en comité pour examiner une certaine résolution proposée relativement aux écoles dans les cités de Québec et Montréal.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose: Qu'il est expédient d'amender la cent trente et unième clause du chapitre quinze des statuts refondus pour le Bas-Canada, de manière à faire prélever, pour l'entretien des écoles dans les cités de Québec et de Montréal respectivement, une somme triple de celle que ces cités auraient droit de recevoir du bureau de l'Education d'après leur population, si la cent trente-troisième clause du chapitre quinze des statuts refondus était rap-
pelée.

Il explique que le but de cette résolution est d'augmenter la taxe des écoles pour les deux villes de Québec et de Montréal et de prélever l'argent au moyen d'une taxe spéciale. Par cette résolution, Montréal devra payer \$30,000 et Québec \$14,000 par année pour les écoles communes; aujourd'hui, elles paient \$6,000 et \$4,000.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Dit qu'il est certainement en faveur de toute taxe possible pour les écoles communes, mais qu'il est bien sûr que la ville de Québec n'est pas capable de payer les \$14,000 qu'il faudrait ajouter au déficit de chaque année.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Se prononce fortement pour la résolution, en disant qu'elle est juste parce qu'il s'agit de donner des écoles aux enfants du pauvre.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmourenzy): Dit qu'il n'a voulu attirer l'attention du gouvernement que sur l'impuissance de la ville à payer une taxe aussi considérable quand elle ne peut payer celle à laquelle elle est déjà soumise, mais, puisque ses représentants l'approuvent, il n'a plus rien à dire.

Le rapport du comité sera reçu demain.

Charge de secrétaire et de registraire

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose que la Chambre se forme en comité pour examiner le bill concernant la charge de secrétaire et registraire et pour d'autres sujets y mentionnés.

Le comité, sous la présidence de M. J.-H. Bellerose, étudie le bill et fait des amendements. M. Bellerose fait rapport du bill à la Chambre et les amendements sont adoptés.

Charge d'imprimeur de la reine

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose, en conformité de l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour examiner le bill concernant la charge d'imprimeur de la reine et la publication de la Gazette officielle de Québec.

Le comité, sous la présidence de M. J.-A. Chapleau, étudie le bill et y fait des amendements. M. Chapleau fait rapport du bill à la Chambre et les amendements sont adoptés.

Les inspecteurs de prisons

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour examiner le bill concernant les inspecteurs de prisons, hôpitaux et autres institutions.

Adopté.

En comité:

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Dit que, selon ce bill, le lieutenant-gouverneur a le pouvoir de nommer trois inspecteurs. Il croit que le nombre est exagéré. Evidemment, cela ne signifie pas que le gouvernement se doit de nommer trois inspecteurs, mais il désire demander au gouvernement quelles sont ses intentions à ce sujet. Il croit que limiter le nombre favoriserait une politique d'économie et aiderait le gouvernement. Dans l'ancien régime, cinq inspecteurs suffisaient pour remplir la tâche dans tout le Canada et, alors que maintenant il ne reste que le tiers du travail à faire, il ne voit pas pourquoi on serait obligé d'en nommer

trois. L'Ontario doit n'en nommer qu'un seul et, pourtant, cette province a le pénitencier et d'autres institutions qui réclament des attentions particulières. Notre population n'est pas aussi considérable que celle de l'Ontario, et il croit que le nombre d'inspecteurs devrait être proportionné à la population.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Répète ces explications en anglais.

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Montréal-Est): Il dit que le système apparemment économique adopté par l'Ontario peut très bien lui aller, mais que ce ne serait pas le cas au Québec. Nous avons, en effet, des populations d'origines, de langues et de religions différentes, et les droits de chacun doivent être respectés. Il croit que, si le gouvernement avait l'intention de ne nommer qu'un seul inspecteur, ce serait une injustice à l'égard de la minorité anglaise. Pour sa part, il n'est pas prêt à adopter une telle politique. Il est prêt à dépenser de l'argent pour rendre justice à tous, afin d'éviter qu'une partie de la population puisse dire qu'elle est traitée d'une façon injuste. Un inspecteur n'est donc pas suffisant; au moins deux seront nécessaires. Un troisième serait nécessaire en cas de réunion des inspecteurs, mais la charge de ce troisième pourrait être remplie par un officier du gouvernement, comme c'était le cas dans l'ancien système.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Remercie le représentant de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand) pour son intervention. C'est l'intention du gouvernement de nommer trois inspecteurs dont seulement deux seraient payés. Le troisième serait un des sous-chefs de département, l'assistant du secrétaire provincial, peut-être. En plus des raisons expliquées par l'honorable représentant de Montréal-Est (M. G.-E. Cartier), il veut ajouter des raisons d'ordre géographique. Les distances sont très grandes entre les différents points que ces officiers auront à visiter. Supposons qu'il n'y ait qu'un seul inspecteur: s'il était appelé à Gaspé et s'il devait être en même temps dans les Cantons de l'Est, ce serait une impossibilité pour lui d'être aux deux endroits.

M. Bellingham fait rapport du bill à la Chambre, sans amendement.

Division des paroisses

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour examiner le bill pour amender l'acte, chapitre 18, des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant l'érection et la division des paroisses.

Le comité, sous la présidence de M. P.-S. Gendron, étudie le bill et y fait un amendement. M. Gendron fait rapport du bill à la Chambre, et l'amendement est adopté.

Orateur du Conseil législatif

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour examiner le bill du Conseil législatif, pour remplacer l'orateur du Conseil législatif, en certains cas.

Le comité, sous la présidence de M. M.-A. Bessette, étudie le bill. M. Bessette fait rapport du bill à la Chambre, sans amendement.

Deniers reçus par les shérifs

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour pourvoir, en certains cas, à la remise des deniers reçus par les shérifs, protonotaires et greffiers des cours de Circuit.

Adopté.

Demande de documents:

Asile de Beauport

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. H.-G. Joly), qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien mettre devant cette Chambre un état du nombre des aliénés admis à l'asile de Beauport, aux frais du public, et le nombre de ceux qui ont été admis au même asile aux frais des particuliers, chaque année; aussi, le nombre de décès chaque année dans chaque classe et le nombre de ceux qui, dans chaque classe, ont été guéris et ont quitté l'asile chaque année, ledit état devant comprendre la période écoulée de 1858 à 1868.

Il dit que l'asile de Beauport est très humide, malsain et mal ventilé, et qu'il coûte trop cher. Il coûtait moins cher du temps de M. Douglass. L'on devrait utiliser le travail des aliénés et obliger l'asile à se soutenir, en partie du moins.

Il se demande si des personnes étrangères à l'asile y sont pécuniairement intéressées. Le représentant de Montmorency pourrait peut-être donner des renseignements à ce sujet.

Il ajoute qu'il a déjà été accusé par le représentant de Montmorency (M. J.-E. Cauchon) d'avoir vendu son vote sur le prêt des \$900,000 au Grand-Tronc; il en appelle au député de Montréal-Est (M. G.-E. Cartier), dont il a été le partisan fidèle, pour sa justification. S'il y a des corrompus, il doit y avoir aussi des corrupteurs, et le gouvernement dont le représentant de Montréal-Est fait partie est encore plus intéressé que lui à le laver de cette accusation.

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Montréal-Est): Dit que le représentant d'Argenteuil (M. S. R. Bellingham) n'a obéi qu'au patriotisme en changeant si subitement d'opinion; il ne lui a jamais demandé son vote. Il ne l'a jamais

remercié pour ce vote et il saisit cette occasion pour le faire.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Dit qu'il ne prendra pas la défense de l'asile de Beauport, mais qu'une enquête, si elle avait lieu, prouverait qu'il n'y a pas un mot de vérité dans tout ce qu'a dit le représentant d'Argenteuil (M. S. R. Bellingham). Quant à ce qui le regarde personnellement, il n'a rien à cacher. Les soupçons qu'a fait planer le représentant d'Argenteuil ont déjà été soulevés dans l'ancienne Chambre, et il y répondra comme il l'a alors fait. Son intérêt dans l'asile consiste uniquement dans une hypothèque; il n'est pas le seul à en avoir sur le même établissement. D'autres personnes, même des dames résidant loin de Québec, en ont de beaucoup plus considérables que lui. Il ne demande pas mieux que de vendre son hypothèque au représentant d'Argenteuil, s'il veut l'acheter, ou à tout autre, parce qu'il trouverait aujourd'hui un placement beaucoup plus avantageux.

Maintenant, parlons de l'affaire qui est personnelle à l'honorable député d'Argenteuil. L'honorable député de Montréal-Est (M. G.-E. Cartier) a donné des explications qui peuvent satisfaire l'honorable député, mais qui ne sauraient me satisfaire au même degré. Je sais parfaitement que mon honorable ami, le député de Montréal-Est, n'est pas un corrupteur, mais il n'en reste pas moins vrai que l'honorable député d'Argenteuil, qui avait le Grand-Tronc en horreur, qui le regardait comme un job colossal, changeant d'opinion en cinq minutes, votait en faveur de ce même job, et il n'en est pas moins vrai, non plus, qu'au terme de la session l'on trouvait sur le budget, pour un pont, les \$1,000 obstinément refusées pendant plusieurs années.

L'occasion était belle, en effet, puisqu'ainsi qu'il le dit lui-même, de sa voix dépendait le sort du Grand-Tronc.

La motion est adoptée.

Société des commis-marchands de Montréal

Troisième lecture du bill pour incorporer la Société des commis-marchands de Montréal.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill du Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin de fer à passagers de Montréal

Troisième lecture du bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. J.-P. Rhéaume), de proposer un amendement au bill, en retranchant la 7e clause, telle qu'adoptée par le comité général, et en lui substituant la suivante :

Toutes personnes réclamant aucune perte ou des dommages de la compagnie seront tenues de donner avis par écrit à la compagnie de telle réclamation, en le remettant en mains du secrétaire de la compagnie, à son bureau principal dans la cité de Montréal, sous un mois à compter du jour de l'accident donnant lieu à telle réclamation, accompagné d'un état détaillé de telles pertes ou dommages et des circonstances particulières qui s'y rattachent; et aucune poursuite ne pourra être intentée à moins que tels avis et état détaillé n'aient été délivrés comme susdit et que, dans les cas de préjudices personnels, l'avis et l'état détaillé soient remis dans un temps raisonnable, selon les circonstances de l'événement.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

La Chambre reprend ses travaux à sept heures et demie.

Message du lieutenant-gouverneur

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Remet à M. L'orateur un message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence, N.-F. Belleau.

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative un estimé des sommes requises pour la province pour les dix-huit mois devant finir le trente et un décembre 1868; et, en conformité des dispositions de la 54^e section de l'Acte de l'Amérique du Nord de 1867, il recommande ces estimés à l'Assemblée législative.

Hôtel du gouvernement. Québec, 14 février 1868.

Ce message est envoyé au comité des subsides.

Discours du budget

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose que la Chambre se forme un comité des subsides.

M. l'Orateur, je regrette beaucoup d'être forcé, par suite de l'incapacité physique dans laquelle je me trouve de pouvoir parler dans les deux langues, de prier la Chambre de me permettre de parler seulement dans la langue anglaise qui m'est la plus familière. J'espère que la Chambre m'excusera pour cette omission qui est toute involontaire de ma part, et qui n'est que le résultat de ma faiblesse physique et non d'un manque de bonne volonté. Je tâcherai cependant, lors de la discussion sur les subsides, de répéter en français les explications que pourraient désirer quelques-uns des honorables membres. Dans des circonstances ordinaires, s'il m'était possible de parler dans les deux langues, je le ferais avec le plus grand plaisir. Je ne puis parler à la Chambre sur la motion que je viens de déposer entre vos mains, M. l'Orateur, sans

ressentir profondément tout l'embarras de ma position, à laquelle je dois faire allusion dès le commencement de mes remarques. Je n'ai pas seulement à remplir un devoir sérieux et difficile; je n'ai pas seulement eu à lutter contre la hâte des affaires qui a nécessité un travail beaucoup plus rapide qu'il ne l'aurait été dans des circonstances ordinaires; ce n'est pas seulement que ce devoir soit nouveau pour moi, il y a encore d'autres considérations qui s'y rattachent.

Les circonstances dans lesquelles nous nous sommes réunis font de cette motion, dans un certain sens, un mot nouveau. On peut dire que tout ce qui se rapporte à cette procédure est nouveau, puisqu'il s'agit d'institutions politiques nouvelles qui nous ont réunis pour la première fois. Lorsque ces institutions ne sont pas même seulement nouvelles, mais qu'on peut encore dire qu'elles sont à l'essai, je sens que, pour cette raison, la tâche qui m'est imposée est encore plus lourde. Si on découvrait quelques erreurs, si ce système faillissait par suite de quelque faute de ma part, la responsabilité qui en retomberait sur moi serait certainement grande; et l'on me pardonnera si je dis que le sentiment de cette responsabilité est tellement fort en moi que, si je n'étais certain des sympathies des membres de cette Chambre, sympathies résultant d'une sorte de bonne volonté, et je puis dire de confiance personnelle en moi, je serais plus qu'embarrassé de l'entreprise que j'ai acceptée. Il faut assurer la Chambre d'avance que toute parole que je prononcerai sera sincère et l'expression d'une conviction ferme de ma part, et je m'engage à faire preuve de la franchise la plus complète dont un homme de ma position puisse faire preuve. Il pourra être utile que je dise d'abord un mot de l'étrangeté de la position dans laquelle nous nous trouvons.

Après l'application durant vingt-cinq ans du système qui fut présenté sous le nom d'Union législative des deux Canadas, ce système qui fut peut-être prématuré dans son introduction, et inauguré dans des circonstances d'un triste présage, et lorsque plusieurs événements eurent pour principale tendance d'entraver son action. Je puis dire que c'est cette union législative qui tourna bientôt en système fédéral, parce qu'on pourrait appeler ainsi le consentement mutuel des deux provinces, qui eut pour résultat le nouveau système de gouvernement qui nous réunit ici. On appelle ce système l'union fédérale pour le distinguer de l'union législative. Il se rapporte à une étendue géographique plus grande que l'ancienne union et il tend encore vers l'agrandissement, par l'annexion des vastes territoires du Nord-Ouest, comprenant tout le nord du continent américain. Mais ce système, qu'on appelle fédéral, est entièrement nouveau sous plusieurs rapports. Il possède beaucoup de ressemblances, en apparence, avec la grande république fédérale qui existe depuis longtemps au sud de notre pays, mais il contient aussi des

points de contraste non moins nombreux. Notre système est loin d'être en tout semblable à celui qui prévaut dans le reste de l'empire dont nous formons partie, mais les points de ressemblance avec la constitution anglaise sont plus nombreux qu'avec la constitution américaine.

Maintenant, en commençant ces institutions sous un régime absolument nouveau, qui vise à d'aussi grands résultats, entouré de plusieurs circonstances qui doivent avertir tout homme, pendant que l'on ne peut être absolument certain des conséquences auxquelles nous pourrions arriver, il est très important que nous fassions nos premiers pas dans la bonne direction avec des intentions droites et un désir sincère du succès. Je pense qu'il est nécessaire, absolument nécessaire, que tout homme qui se donne le titre d'homme public en Canada, et à plus forte raison celui qui veut passer pour homme d'Etat, ne devrait pas seulement dire qu'il donne à ce système nouveau un appui cordial, franc et ferme, mais il devrait le prouver par ses paroles et par ses actes.

Il devrait montrer qu'il est déterminé à le maintenir de la meilleure manière possible, non pas avec l'idée de le conduire à l'union législative, et pas avec l'idée non plus d'en faire autre chose qu'une union fédérale. Il faut le prendre tel qu'il est, et ne cachons aucune de ses difficultés; examinons-les avec soin, de face, courageusement, mais aussi avec justice et avec la détermination, s'il est possible, de surmonter toutes les difficultés qui pourraient se présenter.

Nous ne sommes pas ici pour tenter de nouveaux changements dans notre organisation politique, mais nous sommes ici avec le désir et dans le but d'assurer son fonctionnement de la meilleure manière possible, sans voir si elle se rapprochera davantage du principe législatif ou du principe fédéral, ou je pourrais peut-être dire mieux, sans plus désirer l'un que l'autre, si ce n'est de le conserver tel qu'il est sans aucun désir violent de le changer, parce que le meilleur état d'une société est toujours celui dans lequel la masse de la nation est heureuse et contente, fière de ses institutions, et s'élevant continuellement de bonne foi du bien au mieux. Pour atteindre ce résultat, je n'hésite pas à dire que notre premier devoir est d'examiner toutes les questions qui concernent notre province avec un esprit dégagé de ces préjugés qui, je regrette de le dire, prévalent dans d'autres quartiers. Plus ce sentiment aura de force dans les hautes sphères de notre société, plus sera considérable le parti qui se propose d'amoindrir cette partie de nos institutions, plus doit se donner de force le contre parti dont l'objet sera de développer le principe fédéral, d'augmenter l'importance de chaque province aux dépens de la puissance centrale, et plus de cette agitation pourraient naître les plus graves conséquences. Non seulement on réveillerait le cri de section contre section avec les projets de changement

constitutionnel, mais on finirait par en appeler à la division générale et à la création de ces désordres qui tiennent de l'agitation révolutionnaire. Nous devons être en garde contre ceux qui tentent d'amoindrir l'importance des législations provinciales, qui disent que leurs affaires sont d'une direction très facile et que le mode à suivre est de nulle conséquence. Dans notre système, les provinces ne participent en aucune manière au caractère municipal. Il y en a qui les considèrent comme de grandes municipalités, mais elles n'ont aucun caractère municipal quelconque. Les provinces sont les auteurs des municipalités. Les municipalités sont nos créations et nos inférieures. Nous ne sommes pas seulement à la tête du régime municipal; nous sommes au-dessus de ce régime; nous sommes son maître et son créateur. Aucune des fonctions du gouvernement provincial n'a un caractère municipal. Et ces attributs ne viennent pas du gouvernement général; ils n'en dépendent pas et notre autorité n'est pas subordonnée à celle de la Puissance. Le caractère qu'elle possède tient plutôt de la coordination. Il procède de la même autorité; il forme l'une des divisions du système principal; et la part de devoirs qui lui est assignée n'est pas plus grande ni plus petite que la part qui est laissée au gouvernement général mais elle est seulement différente, suivant les limites dictées par des raisons de convenance. Certaines fonctions se rattachent à un territoire plus vaste et appartiennent au gouvernement général, tandis que d'autres attributs, non moins importants, ont été confiés aux Législatures provinciales. De fait, les gouvernements locaux, sous un rapport, ont plus d'indépendance et une autonomie plus complète que le gouvernement général, car, d'après l'acte impérial qui a donné l'existence à ces deux systèmes, nous sommes laissés maîtres de notre constitution, lorsque le gouvernement fédéral n'est pas maître de la sienne. A part ce qui touche à la position de lieutenant gouverneur qui, au nom de Sa Majesté, administre notre gouvernement, nous avons un pouvoir qui ne subit d'autre contrôle que celui qui est imposé nominalement à toutes les Législatures. Mais le Parlement de la Puissance du Canada ne peut toucher à sa constitution sans avoir recours au Parlement impérial pour obtenir sa permission. Sous ce rapport, nous sommes loin d'être soumis à son autorité. Nous ne sommes pas généralement soumis à aucune autorité. Les attributs que nous possédons comprennent tout ce qui se rattache à l'administration des terres publiques, à presque tous les intérêts les plus intimement liés au bien-être du peuple; nous avons un contrôle presque illimité sur la constitution de nos cours de justice; nous sommes les maîtres absolus de nos institutions municipales et de notre système d'instruction publique; enfin, nous avons la liberté d'agir comme il nous plaît sur les questions financières qui affectent ces grands intérêts. On ne peut donner à ces gouvernements le nom de municipalités. Il

est juste et important pour le peuple que ces attributs de notre existence politique soient l'objet de tous nos soins, qu'ils soient confiés à des hommes de capacité et de bonne volonté, de même que les fonctions assignées au gouvernement général.

Je crois même qu'il est plus important d'avoir ici de ces hommes si dignes de confiance. Il y a, parmi les questions exclusivement de notre ressort, des intérêts qui touchent de plus près aux sentiments et au cœur de la masse du peuple, qui affectent plus directement ses intérêts. Les pulsations de la vie sociale seront plus sérieusement affectées par ce qui se fera ici que par les actes du Parlement d'Ottawa. Si cette proposition est vraie en ce qui concerne les provinces, comme je le crois, elle est encore d'une plus grande vérité pour la province de Québec. Nous formons ici un peuple possédant un caractère particulier, et qui nous distingue des autres provinces; il y a ici division de langage, division de vues, division de croyances, ce qui n'existe pas ailleurs. Et nous avons de fortes raisons pour désirer que toutes ces questions soient laissées pour leur solution à nous seuls à quelque langue, à quelque origine qu'elles appartiennent.

Ce système nous a été donné et, pour ma part, j'en ai exprimé mon regret; mais nous devons l'accepter et accepter avec lui les obligations qu'il nous impose. Ce système nous a été donné dans le but de conserver et de maintenir en harmonie les éléments divers qui existent dans la province de Québec et, d'après notre position géographique à l'égard des autres provinces, de maintenir la même tendance conciliatrice entre leurs populations et leurs institutions. Quelles que soient les idées qu'on entretient dans d'autres provinces sur l'opposition ou la manière de modifier notre système politique, dans un sens ou dans un autre, dans la province de Québec, je suis assuré qu'aucun homme public d'un jugement sain et animé d'intentions droites, ayant quelque prétention au titre d'homme d'Etat, ne refusera de reconnaître que ce n'est pas à nous qu'il appartient de désirer ces changements. Je désire surtout insister sur ce point que ce système, lorsqu'il fut discuté, je n'ai pas été un de ceux qui l'ont jugé avec faveur.

Maintenant, M. l'Orateur, il y a un autre point, une nouvelle application du principe que j'ai tâché d'exposer à la Chambre, qui ne peut être écartée. Je veux parler du principe de l'économie. Il y a des personnes qui n'ont qu'une faible idée du régime provincial, qui veulent exiger de lui les preuves d'économie outrée, que j'appellerai plutôt de la parcimonie, ce qui est, dans la politique, également inopportun et impraticable. On ne doit pas perdre de vue la différence qu'il y a entre l'économie et la parcimonie si nous voulons que notre ouvrage soit bien fait — et je pense que la Chambre croit avec moi que notre ouvrage doit être bien fait — nous devons le confier à un nombre suffisant

d'hommes capables; et si nous voulons avoir un nombre suffisant d'hommes capables, il nous faut payer un prix convenable, et nous ne pouvons remplir cette condition qu'en dépensant un certain montant d'argent; si quelqu'un prétend pouvoir conduire les affaires de la province sans rien dépenser, en faisant ce qu'on pourrait appeler de l'économie, ce que je qualifierai, moi, de parcimonie et de mesquinerie, je m'engage à discuter la question avec lui. Cette tâche est impossible. Vous pouvez avoir des employés en nombre insuffisant, possédant des qualifications insuffisantes, à des prix insuffisants, mais vous n'en retirerez aucun bénéfice. Il faut que l'ouvrage soit bien fait. Si les appointements sont trop bas, si tous les employés ne visent qu'à modifier en mieux leur position en se faisant transférer à Ottawa où leur capacité serait mieux appréciée, si tout, à Québec, doit être mesquin et petit, si tous ceux qui sont attachés à notre administration ont honte de leur position, et désirent quitter notre service dès qu'ils en trouveront l'occasion, vous verrez que le service public en souffrira grandement. Si tout homme qui a besoin de travail paie plus cher que nous, ne sommes-nous pas forcés de nous priver de travail? Nos employés ne penseront qu'à laisser notre service, au lieu de se vouer exclusivement à l'accomplissement de leurs devoirs. Le tactique d'amoindrissement aurait pour effet de pousser nos hommes publics à tourner leurs regards vers une autre sphère politique et ils ne pourraient plus mettre leur énergie au service de notre système de la manière qu'il conviendrait pour assurer la prospérité de la province de Québec et de la Puissance du Canada; ils s'identifieraient promptement avec les cris et les luttes de partis, pour faire bientôt de notre province, un simple marchepied pour monter plus haut, un simple rouage de second ordre dans la grande machine qui aurait tout accaparé. Les membres de notre gouvernement local doivent avoir un autre but que celui d'en sortir, et les membres de la Législature ne doivent pas désirer plus qu'il ne faut de chasser ces soucis. Les employés ne doivent pas non plus conserver cette idée fixe qu'il leur faut se chercher une autre position. Vous devez vous assurer les services dévoués d'hommes capables et, pour cela, il faut que, sans extravagance, vous payiez des prix convenables, si vous voulez obtenir un article convenable.

Sur ce terrain, la loi de la concurrence est dans toute sa force. Les sacrifices imposés aux hommes publics et à ceux qui occupent des positions officielles sont trop considérables pour la plupart des hommes dans ces provinces. Il est très rare qu'ils puissent travailler à leurs propres frais au service public (marques d'attention). Le public ne doit pas s'attendre qu'ils le feront. Les électeurs n'ont pas le droit de demander aux employés inférieurs, ni à ceux qui occupent les premières positions, ni aux membres du Parlement, de faire pour le public ce qu'ils ne feraient pas eux-mêmes pour lui. Le

seul objet que nous devons avoir en vue, ce n'est pas la plus faible dépense pour ce qu'on appelle la législation ou le gouvernement, mais le meilleur résultat possible pour la dépense faite. Nous voulons la plus grande économie compatible avec l'efficacité du service public. Nous voulons la plus grande somme de travail, au moyen du meilleur usage de nos moyens. Quel est le résultat le plus désirable? L'administration avantagée des affaires de la province dans leurs rapports avec les grands intérêts que j'ai déjà mentionnés, l'administration des terres de la couronne, l'émigration, le développement de nos ressources agricoles et industrielles, nos lois civiles et d'instruction publique et une bonne législation; et, pour avoir tout cela, il nous faut en payer la valeur. Nos plus grands efforts et tous nos moyens d'actions doivent être appliqués pour cette fin, et si nous réussissons, nous n'aurons pas payé trop cher.

Je ne veux pas qu'on interprète mes paroles comme étant un éloge de l'extravagance; je ne demande que la somme de libéralité nécessaire pour atteindre le but que je viens de désigner. Quelque sévère que soit la surveillance, il se glisse toujours un peu de spéculation et quelques surcharges dans nos relations avec nos employés. Mais nous devons faire notre possible pour éviter ces inconvénients. Par-dessus tout, nous devons avoir des hommes laborieux, nous devons les faire travailler et, s'ils ont bien travaillé, les payer.

Il y a un autre sujet, M. l'Orateur, que je ne dois pas oublier, puisqu'il se rapporte à la nouveauté de nos institutions politiques actuelles. A première vue, on croirait que le devoir du trésorier de la province serait assez facile au commencement de ce nouveau régime, puisqu'il n'y a ni obligations anciennes à rencontrer, ni transactions anciennes à continuer. Malheureusement pour moi, en ce moment, il n'en est pas de même. Dans un sens, nos institutions sont nouvelles, mais, dans un autre sens, comme trésorier de la province, en cherchant à expliquer ces premières notes, j'ai eu à remonter à d'anciennes conventions et à dire quelles circonstances résultent de ces conventions; c'est pourquoi je ne puis donner à la Chambre de plus amples explications que pourtant je désirerais beaucoup, et que je serais fier de lui donner, comme la Chambre le comprendra facilement. Chaque province placée sous cette nouvelle constitution avait un compte à régler avec la Puissance du Canada. La Puissance s'est engagée, par la constitution, à payer les dettes des anciens gouvernements provinciaux. L'actif de ces diverses provinces est divisé suivant une règle qu'il n'est pas difficile d'appliquer, surtout dans les provinces du Golfe, mais qui doit, néanmoins, recevoir son application dès l'origine de notre système financier. On doit s'assurer de la position de chaque province à l'époque de l'union et, par conséquent, du montant des obligations de la Puissance à l'égard de chaque province et des rapports des provinces entre

elles. Voici ce qui devait être fait pour chaque province; mais pour les provinces de Québec et de l'Ontario, il y avait quelque chose de plus. L'union présente n'est pas seulement une union entre diverses provinces, mais c'est aussi une division. L'ancien Canada-Uni a été divisé en deux provinces et si, d'un côté, la Puissance se charge de toute la dette de l'ancienne province du Canada, en autant qu'elle conserve les obligations vis-à-vis des créanciers, elle ne se charge que d'une partie de cette dette, que de ce qui concerne ces deux provinces de Québec et de l'Ontario si on les considère séparément.

Par rapport à ces deux provinces, la Puissance se charge de \$62,500,000 de l'ancienne dette et, pour la balance, c'est à nous de nous en charger. Cette disposition, je n'ai pas besoin de le dire, était sujette à discussion lorsque la constitution a été adoptée, et l'est encore. Elle doit cependant être réglée au plus tôt et, ensuite, le Québec et l'Ontario pourront prendre la part revenant à chacun. Un montant indéterminé sera fixé par arbitrage, d'après des règles en grande partie déterminées par les arbitres eux-mêmes et qu'on ne connaît pas encore. Ce n'est pas encore tout. Une partie des propriétés de l'ancienne province du Canada retourne à la Puissance et une part aux provinces séparées de Québec et d'Ontario; tel que mentionné dans la cédule IV de l'acte impérial, chaque province devra régler avec la Puissance la question de savoir quelle part de dette doit lui échoir, et quelles propriétés lui resteront ou retourneront à la Puissance. De plus, il appartiendra à chaque province de régler avec la Puissance quelles sources de revenu en particulier lui appartiennent, et lesquelles appartiennent à la Puissance; quelle classe d'employés du revenu devront être payés respectivement par les provinces ou par la Puissance.

Et nous, nous avons encore un autre devoir à remplir: séparer nos propriétés de celles qui appartiennent à la province de l'Ontario. Le surplus de la dette et de l'actif doit être divisé; il faudra ensuite faire la distinction des sources de revenus et des frais de service; de là, doit suivre une somme de travail et une série de complications dont on ne peut avoir d'idée exacte à moins d'y avoir longuement réfléchi. Les propriétés des deux provinces de l'Ontario et de Québec se composent du fonds de bâtisse du Haut-Canada, des asiles d'aliénés, des palais de justice d'Aylmer, de Montréal et de Kamouraska, dans le Bas-Canada, de la Société légale du H.-C., du chemin à barrières de Montréal, du fonds municipal du Haut et du Bas-Canada, des sociétés agricoles du H.-C., de l'octroi législatif du B.-C., du prêt aux incendies de Québec, du compte de chemin de Témiscouata, du chemin à barrières de Québec, du fonds d'éducation du B.-C., du fonds des municipalités, du fonds de revenu de l'éducation supérieure du B.-C. Maintenant, comme vous pouvez le voir clairement, environ la moitié de ces valeurs ou propriétés devront appartenir au Québec et l'autre moitié

à l'Ontario; mais, par la loi, ils forment une propriété unie et on doit les faire entrer en ligne de compte dans la division de la dette du Canada. Le montant de cette dette étant incertain et le montant, comme la nature, la valeur et la position de ces propriétés étant également incertains, il sera nécessaire de régler tous ces points avant que nous puissions dire quels montants de dette seront mis à la charge de notre province et les moyens dont nous pouvons disposer pour les rencontrer.

En dehors de cette question, il y a encore plusieurs services qui participent au gouvernement fédéral et de cette province. J'en donnerai deux exemples: le collecteur du revenu de l'intérieur, dans la province de Québec, est un ancien serviteur de la province du Canada. Ses devoirs se rapportent à l'accise, à la collection des licences et à certaines autres sources de revenu. L'accise appartient sans doute à la Puissance. Les licences appartiennent peut-être en partie à la même autorité, mais c'est un point douteux; plus de la moitié appartient à la province. Mais, quoique revenant à la province, ce revenu se rattache plus ou moins à ces mêmes propriétés qui doivent être séparées entre le Québec et l'Ontario.

Ainsi, voici une classe de fonctionnaires qui, nommés par la Puissance, sont chargés de collecter une partie des revenus de la province et seront encore, pendant quelque temps, chargés de ce soin. Ils sont en même temps employés de la Puissance et de la province, et concernés dans la collection d'un revenu dans lequel la province de l'Ontario doit aussi partager. La collection des droits sur le bois présente la même confusion de pouvoirs. Nous avons, ici encore, des employés qui sont en même temps employés de la Puissance du Canada et des provinces de Québec et de l'Ontario. Dans cet état de choses, il est impossible de dire quelle est réellement la position financière de cette province et, cependant, la solution de ce problème est une des plus importantes qui nous soient laissées. Je ne puis donner un état exact de la dette ou du revenu de cette province, je ne puis dire non plus quelles sont nos sources de revenu ou la classe d'employés dans la collection de ce revenu. Il n'y a pas de doute qu'il y a une dette, mais on n'en connaît pas le chiffre et, sur ce point, mes lèvres sont forcément closes.

Je pourrais donner un chiffre approximatif, mais ici, officiellement, je n'ai pas le droit d'exprimer une opinion ou de donner un argument sur la question. Ce n'est pas seulement que j'ai peur de me tromper, mais sur ces questions encore en litige avec la Puissance et l'Ontario, toute personne ayant quelque chose à faire avec leur règlement doit s'abstenir de s'en occuper en vue des négociations prochaines. Si nous commençons à discuter ces questions, nous pourrions faire des avancés exclusivement conformes à nos propres vues. Nous devons garder ces opinions en nous-mêmes. Prochainement, nous connaissons tout ce qu'il est néces-

saire de connaître, mais, jusque-là, nous devons garder le plus grand secret officiel et il m'est impossible de donner aucun autre renseignement sur ce point. De ces propriétés, je ne puis pas parler non plus; je ne puis discuter ici leur valeur, ni leur description. Ce serait très inconvenant de ma part; et j'espère que la Chambre acceptera cette raison que je donne franchement, comme motif de ma conduite. Nous avons une dette dont je ne puis faire connaître le montant, quoique chacun soit libre d'avoir ses opinions sur ce détail.

Nous avons aussi notre part de propriétés; nous avons le subside général de la Puissance dont tout le monde connaît le montant brut: il sera cependant diminué suivant notre part de la dette et cette diminution, je ne puis dire en quoi elle consistera. Nous avons des sources de revenu direct d'une certaine nature, nous collectons un droit du timbre et d'autres droits; et il me sera permis de dire en passant que, lors de mon dernier voyage à Ottawa, j'ai trouvé qu'on avait de singulières idées sur la nature de ces droits. Je ne crois pas que cette manière de voir soit partagée par le gouvernement fédéral, et qu'elle sera bientôt abandonnée. Je mentionne ce fait simplement pour faire voir qu'il est impossible d'exprimer maintenant une opinion décidée sur ces questions. Nous avons un revenu des terres de la couronne, mais, comme beaucoup de revenus qui nous viennent de ce département, beaucoup de recettes tombent dans la société, et devront être divisées plus tard.

Nous avons encore d'autres revenus sur lesquels je ne ferai que quelques remarques. Les seuls items dont je veux parler sont sous le titre de revenu casuel et d'items divers qui n'appartiennent à aucun compte particulier. On pourrait demander ce que le gouvernement a fait dans le but de régler ces détails sur la valeur desquels j'ai exprimé des doutes. La réponse vient d'elle-même: qu'aurions-nous pu faire depuis sept mois! Avec les élections locales et fédérales, avec le travail d'organisation de tous les départements, avec la pression exercée sur les départements fédéraux, par suite du travail qu'on exigeait d'eux pour les provinces, et avec les changements nécessaires à Ottawa, qui approchaient d'une réorganisation complète, avec la formation d'un nouveau gouvernement dans la province de Québec, et avec un personnel d'employés presque entièrement nouveaux, avec une session du Parlement à Ottawa, suivie immédiatement d'une session à Québec, il était tout simplement impossible pour nous de faire plus que nous n'avons fait pour satisfaire les justes demandes du Parlement et l'attente naturelle du pays.

De plus, l'acte impérial déclare expressément que les arbitres, dont le rapport doit précéder tout règlement constitutionnel et légal, ne seraient nommés qu'après la réunion du Parlement de la Puissance et après la réunion des Législatures des deux provinces; nous ne pou-

vions faire, sur ce sujet, ce que nous aurions désiré. Nous n'avons pas le temps de faire davantage, et, de plus, l'acte qui sanctionnait notre existence officielle nous défendait de faire aucune demande nécessaire en vue de la solution de ces importantes questions. De plus, les départements d'Ottawa ont été tellement accablés d'ouvrage que je n'ai reçu que mardi dernier les comptes publics de la Puissance jusqu'au premier juillet dernier. Je ne pense pas que les officiers doivent être blâmés; ils ne pouvaient éviter ces délais. Je sais que cette vérité a été exprimée dans le Parlement fédéral et tout le monde en a reconnu l'exactitude; jusqu'en décembre dernier, dans le Parlement fédéral, un seul vote de quelques millions a été donné, sur la déclaration du ministre des Finances que, d'après les sources d'informations dont il disposait, il ne pouvait donner un état exact des services détaillés à couvrir; sa position sur ce point était semblable à la mienne. Il demandait seulement un vote de crédits destinés à couvrir toutes les dépenses nécessaires, jusqu'à la réunion de la Chambre en mars prochain. Il espérait pouvoir, à cette époque, donner, sinon tous, au moins la plus grande partie des renseignements qu'on pouvait raisonnablement exiger de lui.

Dans des circonstances semblables, nous avons le droit de réclamer la même indulgence de la part de cette Chambre et de cette province. L'explication complète de la position financière de la province, qui devrait être la première chose à soumettre à cette Chambre, est pour nous physiquement, constitutionnellement et légalement impossible. Cette question devra sans doute requérir promptement toute notre attention, de même que celle du gouvernement fédéral et très probablement, avant peu, ces questions seront réglées d'une manière satisfaisante, et nous connaissons tout ce que nous devons désirer connaître. Mais en ce qui concerne les comptes des derniers six mois, je dois répéter à la Chambre que la plus grande partie de nos déboursés a été faite à Ottawa.

Nous entrâmes en fonction le 15 juillet, époque où, je crois, nous n'avions pas un seul employé dans un seul département. Personne n'était là pour nous servir. Nous fûmes obligés de faire venir ici un employé temporaire du Conseil, de rassembler à la hâte quelques greffiers, et quelques aides de diverses attributions, tels que nous pouvions les trouver. Quelqu'un peut-il se mettre à l'idée que nous pouvions débiter par nous mettre à l'oeuvre et faire des paiements réguliers? Nous n'avions pas d'archives, nous n'avions pas d'employés, pas de départements, et nous devions entrer immédiatement en campagne électorale. Par une heureuse prévision, l'acte constitutionnel avait été au devant des coups en donnant au gouvernement de la Puissance, par l'entremise des départements d'Ottawa, l'autorisation de faire n'importe quelle avance à être portée au crédit des différentes provinces, pour "sauver la république en danger".

Naturellement, le gouvernement d'Ottawa fit les paiements nécessités par nos services; il fit de notre besoin autant que cela fut possible, mais il va sans dire que nous étions responsables pour tout ce qui se faisait. Il a pu se glisser quelques erreurs pour ce qui concerne les paiements et les recettes, mais, s'il en est ainsi, elles seront corrigées. Le fait est que la masse de nos recettes et de nos déboursés fut, par nécessité, obligée de passer non par notre machine gouvernementale, mais par celle des départements d'Ottawa. J'ai mis devant cette Chambre un état de ces transactions que je définirai dans quelques minutes. J'ai aussi ajouté les estimés de nos déboursés pour les 18 mois commençant le 1er juillet 1867 et finissant le 31 décembre 1868 et, après, je serai en mesure de préciser ce que sera, d'après moi, notre revenu probable pendant la même période. En attendant, je ne prétends pas du tout cacher à cette Chambre ce que je puis appeler le caractère imparfait de la totalité de cet exposé. D'après les explications données, il ne peut être qu'imparfait.

Les octrois que je me propose de demander ne peuvent être, en réalité, que de la nature d'un vote de crédits plutôt qu'aucune autre chose, et l'exposé des recettes et dépenses ne peut être entendu que comme un état de l'argent en caisse, non comme un exposé complet des transactions financières durant cette période. Parlant donc des recettes pour les premiers six mois, nous avons reçu de la Puissance le subside spécial du premier semestre de \$35,000 et, à Ottawa, par les comptes qui y sont tenus (parce que tous ces états de transactions sont pris des comptes tenus dans les départements d'Ottawa) un montant de \$127,843.65; ce qui représente les collections, à Ottawa, de différentes sources de revenus.

Mais avant d'envisager plus au long ce côté du rapport, je ferai peut-être mieux de l'examiner sous l'autre point de vue. Premièrement, il a été déboursé à Ottawa, pour notre compte, \$448,396.10. Les différents items de ces déboursés seront exposés sur ce côté du retour. Il a été aussi déboursé à Québec durant les six mois \$36,738.92; formant un total de \$485,730.02.

Ces déboursés furent couverts, comme je l'ai dit, d'abord par la somme de \$35,000 que la Puissance nous a fait parvenir à la première demande, ensuite, par le montant de \$127,843.65 qu'elle a reçu pour nous de différentes sources; et, afin de faire ces paiements pour nous, elle paya en sus la différence entre ce montant des dépenses et le montant des recettes recueilli pour nous, savoir: \$320,552.45.

Nous avons reçu à Québec, en outre, du département des Terres de la couronne \$133,473.25, formant un total de recettes d'Ottawa et à Québec, pour les six mois finissant au 31 décembre dernier, de \$616,869.35; montant des déboursés \$485,130.02, laissant une balance de

\$131,739.33. Cette balance est à part une réclamation sur le mérite de laquelle je ne saurais me prononcer, supposé que la prétention n'en est pas tout à fait dépourvue de fondement. Un item des déboursés au montant de \$21,202.06 est porté à un compte ouvert de l'Ontario et de Québec. Ces paiements ont été faits à Ottawa pour certaines dépenses encourues, je crois, pour choses ayant rapport au déménagement des officiers d'Ottawa. Ce sont des dépenses pour lesquelles Ottawa n'est pas certain sur ce qui doit nous incomber ou incomber à l'Ontario. Probablement qu'une partie est portée à notre débit. Maintenant, la partie de cet exposé ne semble pas aller au-delà d'un état des recettes et des dépenses. Il n'a aucun autre caractère et pas plus de mérite, et il renferme quelques items susceptibles de corrections, quelques charges contre nous qui, lorsqu'elles seront examinées de plus près, pourront être retranchées.

Maintenant viennent, après cet état des transactions des six derniers mois, les estimations; il est évident que je ne puis prétendre donner ce qui est fourni d'ordinaire: une balance montrant la position financière de la Province. Cela est impossible.

Tout ce qui peut-être soumis est l'exposé des recettes et des dépenses, partie à Ottawa et partie ici. Je dois dire, en passant, avant de parler des estimations, que ces montants que j'ai donnés suffisent pour répondre à une question qui m'a été posée par un membre, au commencement de la session, à savoir si c'est la province de Québec qui a demandé à la Puissance, ou si c'est cette dernière qui a accordé ou refusé son assentiment à la proposition que tout le subside serait payé d'avance pour chaque six mois, indépendamment de toute question quant au montant de la dette et de l'intérêt sur celui qui forme, au taux légal, une bonne et suffisante compensation, contre le subside pro tanto. Il est évident, des faits que j'ai exposés devant cette Chambre, qu'aucune question de cette nature n'a jamais été soulevée.

Je dirai plus, pendant les six mois entiers, elle ne pouvait pas être soulevée. Le département d'Ottawa payait toutes les réclamations faites contre nous et ni lui, ni nous ne pouvions entrer dans cette question. Nous n'avions le temps d'entrer dans aucune discussion sur ce sujet. Ce fut seulement bien tard en septembre que j'obtins l'état que j'ai exposé devant la Chambre. Et je puis dire que plusieurs points n'étaient pas encore réglés à la mi-janvier. J'avais à attendre au dernier moment pour recevoir les informations sur certains articles et, même à ce moment, c'est à peine si je connais la nature et le montant de certaines transactions, ce qui a été payé à Ottawa ou ce qui ne l'a pas été. Je sais que les départements d'Ottawa se sont acquittés de leur devoir aussi fidèlement qu'ils l'ont pu, mais je sais aussi qu'il est presque impossible maintenant d'entrer dans aucune sorte de traité ou de correspondance

officielle avec le gouvernement de la Puissance par rapport à nos arrangements financiers.

Bientôt, une correspondance sera établie et, avec le temps, les arbitres auront éloigné toute difficulté. Mais avant que l'arbitrage soit fixé, jusqu'à ce que nous sachions ce qu'est notre dette, jusqu'à ce que nous sachions comment nous nous dirigerons, la meilleure chose probablement que nous puissions tous faire est de mener les affaires de la province de Québec aussi bien que possible.

Dans cet esprit, nous conduisons les départements ici au meilleur de notre habileté; les départements d'Ottawa conduisent leurs affaires avec le même esprit. J'en viens maintenant aux estimations. Je confesse, en les voyant, que je fus fortement tenté de faire ce qui a été fait à Ottawa. Nous aurions été probablement justifiés de prendre une voie semblable, encore qu'elle offrait beaucoup de graves inconvénients; mais, sans grande hésitation, j'en suis venu à la conclusion qu'il était beaucoup mieux de ne pas agir ainsi.

Pendant un temps, j'avais l'intention d'exposer les estimations devant la Chambre plus en détail qu'à présent, mais je suis convaincu qu'il est mieux de les soumettre d'une manière plus concise quoique raisonnable comme ils apparaissent maintenant. Il y a une ou deux considérations par rapport à ces estimations auxquelles je veux attirer votre attention avant d'aller plus loin. Dans leur forme et leur classification, ils suivent aussi près que possible la classification des estimations usitée dans l'ex-province du Canada. Et ce pour plusieurs raisons, quoique, en les révisant telles qu'elles étaient préparées, je vis qu'il pourrait y avoir un avantage à l'altérer plus ou moins et même dans les explications que je dois donner, je m'éloignerais de cet ordre. Mais je les ai exposées dans l'ordre usité dans l'ancien Parlement du Canada. Chaque vote dans ces estimations sera pour un montant plein. Il n'y a aucune exclusion des estimations d'aucun service ou aucune somme, sous le prétexte qu'il existe des garanties légales pour ces dépenses, sans qu'il y ait besoin d'un vote. Je propose d'adopter la vieille pratique de la Province du Canada, qui est celle de la Puissance du Canada, comme je le comprends, faisant couvrir les dépenses entières par les estimations, sans examiner s'il y a ou s'il n'y a pas déjà un pouvoir législatif pour les déboursés particuliers.

Les montants peuvent être pris comme des montants extrêmes. Partout où j'ai pensé qu'il est probable et même possible qu'une somme sera dépensée, j'ai essayé d'en prendre le montant entier. Je crois que dans tous les cas le montant demandé sera pleinement le montant exigé, probablement plus élevé que celui qui sera dépensé.

Vu l'acte d'audition, il est très difficile de dépenser aucun argent au-delà des estimations. Et je les ai faites avec le désir de ne pas être obligé de dépenser plus qu'il n'est accordé. Ils

sont aussi faits pour correspondre aux règles contenues dans l'une des clauses de l'acte de la trésorerie. Tous les votes sur les montants non dépensés à la fin du terme pour lequel l'argent a été voté, sont annulés.

Si \$100,000 ont été votées, et si à la fin du terme, il n'y a là que \$75,000 dépensées, le reste, \$25,000, n'est pas approprié à aucune charge future, mais doit être annulé, et un nouveau vote est pris pour leurs besoins ultérieurs. (Applaudissements).

Ceci est passé comme règle de loi, aussi bien qu'à Ottawa. C'est une vieille bonne et salutaire règle qui, depuis les années dernières, a été observée en Angleterre. Quand je demande des appropriations ce n'est pas que je prétende que le gouvernement doive tout dépenser; mais c'est seulement comme limite dans laquelle le gouvernement espère renfermer les déboursés.

S'il le fait, c'est bel et bon; sinon, la Chambre connaîtra tout à ce sujet. S'il le fait, la Chambre en trouvera la preuve dans les comptes publics; et la balance qu'il aura en main sera soumise à un vote de la Chambre, à la prochaine considération des estimations.

Il n'y a donc aucun danger qu'il y ait un vote pour une appropriation au-delà de ce qui peut-être dépensé durant la période prévue par les estimations, disons au 31 décembre suivant. Les présentes estimations sont portées pour les derniers six mois et pour l'année entière au calendrier; pour l'année finissant le 1er juillet suivant et pour les six derniers mois en suivant, comptant 18 mois de service.

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Montréal-Est): Il s'étendent aux 18 mois entiers.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Oui, ma raison pour cela est ceci: il n'y a pas moyen, politiquement parlant, que cette Législature puisse se rassembler de nouveau dans les premiers six mois de l'année fiscale. Je ne désire pas que le vote s'étende à un délai moindre que celui de la vacance parlementaire. Je ne veux aucune dépense qui n'ait pas été autorisée.

C'est pourquoi je demande à la Chambre de voter les dépenses jusqu'au 31 décembre de cette année. Quand la Chambre se réunira de nouveau, elle sera saisie des comptes allant au 1er juillet prochain et aura toutes les informations subsidiaires en relation avec le restant de cette période.

Ces estimés sont nécessairement sujets à beaucoup de corrections quant aux fonds spéciaux et à l'actif provincial non encore établi et aux sources de revenus particuliers, sur lesquels nous ne pouvons avoir de données sûres. Moralement parlant, nous savons que plusieurs sources de revenus nous appartiendront et nous aurons à faire une foule de choses que nous ne pouvons prévoir.

En faisant ces estimations, je me suis guidé sur la présomption que certains revenus nous reviendront et que nous aurons à faire face à

certain engagements; et j'ai établi tous les points que je supposais devoir être une charge pour nous; et j'ai fixé comme revenus tous les sujets que je considérais devoir produire quelque chose. Les estimations des revenus et des dépenses sont toutes de cette nature. Elles sont établies sans égard aux objections qui pourraient être soulevées devant l'arbitrage. Ces objections ne pourraient qu'atteindre faiblement la position financière de la province attendu qu'il ne s'agit que des transactions au comptant de la province pour ces dix-huit mois.

J'ai essayé d'établir un frein, sous forme d'autorité législative, sur tous les déboursés qui devront se faire par mon département et je ferai connaître à la Chambre les sources de revenus qui serviront à couvrir ces déboursés. J'ai exposé à la Chambre les transactions au comptant pour ces six derniers mois et je lui demande de m'autoriser à transiger directement les affaires d'argent jusqu'à ce qu'après le rapport d'arbitrage, je puisse donner un état complet des affaires.

Avec des estimations faites de la sorte, il est naturel qu'il se rencontre plus d'erreurs que d'ordinaire. J'ai été obligé de faire ces estimations presque sans l'assistance d'aucune personne versée dans cette besogne. Au meilleur de notre capacité, nous avons tâché de les faire aussi complètes que possible, et grâce au zèle, à l'attention et aux aptitudes des messieurs qui les ont préparées, je crois qu'on les trouvera aussi exactes que le sont les estimations ordinaires et aussi exactes surtout qu'il était possible de les faire dans les circonstances actuelles.

Les estimations de cette sorte ne diffèrent d'un vote de crédit que sur un point peu considérable mais important; elle me donneront une base sur laquelle je préparerai l'un des livres les plus importants de mon département: le grand livre des octrois. Lorsque la Chambre aura sanctionné ces estimations, je pourrai faire inscrire dans le grand livre le montant qui va au crédit de chaque service et de chaque sous-département par l'action de la Législature et de l'augmentation sur ces octrois par tels ordres du Conseil, jugés nécessaires, et nous pourrions établir une loi au-delà de laquelle aucun service particulier, en aucun temps, pourra dépenser de l'argent sans contrôle. C'est la différence entre le projet que je présente et un vote de crédit. Mon plan me donnera un meilleur point de départ et une base beaucoup plus sûre, plus exacte, qui me mettra en état de présenter, dans d'autres circonstances, des estimations plus correctes.

Je dois maintenant en venir aux estimations, sans suivre l'ordre dans lequel elles sont imprimées.

Je commence par la législation qui renferme plusieurs items. Le total est un chiffre assez rond: \$158,392.90. C'est pour les 18 mois; mais je dois dire que je n'y ai pas compris le contingent et les dépenses sessionnelles de la prochaine session de la Législature. Cet item contient une forte somme pour toute cette

session et pour le personnel, et j'espère que le vote est assez considérable pour couvrir quelques dépenses de la prochaine session. Je ne tenais pas à grossir ces estimations par une somme considérable pour la prochaine session, parce qu'il n'y a aucun danger à les omettre, attendu que la Chambre pourra se les voter elle-même.

De plus, comme l'allocation pour les membres n'est que provisoire, j'ai dû m'en tenir aux estimations pour cette raison.

J'ai pris \$8,000 pour la bibliothèque parlementaire. L'on en a déjà dépensé \$3,000. A ce sujet, je désire faire allusion à votre propre comité des contingents, qui a insisté sur la plus grande économie possible. Comme je l'ai déjà dit, je ne suis pas l'avocat de la parcimonie et de la mesquinerie; mais je pense qu'il ne faut pas employer plus de personnes qu'il ne faut et ne pas s'exposer à des dépenses qu'on peut éviter, et je suis heureux de dire que le gouvernement concourt dans la décision du comité des contingents.

Je viens maintenant au commencement des estimations en prenant le premier item: le gouvernement civil, qui est de \$180,966.86, pour 18 mois, moins une petite fraction de temps, durant lequel nous n'avions pas d'organisation. L'un de ces items, le plus considérable de tous, \$48,960.16 est pour les terres de la couronne. Ce montant peut surprendre; il est considérable relativement au montant des autres départements et l'on en a détaché un petit montant qui était autrefois au crédit de ce gouvernement, parce que peu de ses employés sont astreints à un service particulier, pour lequel je charge leur salaire.

Le département des terres de la couronne est très dispendieux. La Chambre doit savoir que nous avons reçu ce département tout formé, d'Ottawa. Il renfermait quelques anciens employés jouissant de salaires un peu au-dessus de la moyenne. Ils nous furent envoyés, et nous eûmes à déterminer si nous refuserions en tout ou en partie, ou si nous réduirions leurs salaires, ce qui, sans avis préalable, aurait été une cruauté, parce que plusieurs d'entre eux sont des employés anciens et très fidèles. Nous nous trouvions dans cette position: il nous fallait pourvoir à l'administration des affaires, et nous ne pouvions pas dire, avant d'avoir nous-mêmes bien compris notre besogne, si tel département se trouvait ou non surchargé d'employés. Nous avons dû prendre le département tel qu'il était. Cependant, nous avons pu réaliser quelques économies. Deux vacances sont survenues, depuis, et n'ont pas été remplies.

Quelques autres économies ont encore été pratiquées dans ce département. Nous ne perdons aucune occasion de continuer ces réductions. Chaque fois que nous pouvons transférer un employé d'un département dans un autre, nous le faisons. Mais nous n'avons pas cru devoir céder à cette clameur injuste en faveur

d'une réduction de salaire, lorsqu'il s'agissait d'hommes qui nous avaient été envoyés, qui avaient longtemps servi leur pays, et dont les services nous étaient utiles. Nous n'avons pas donné plus de \$1,800, même à nos chefs de bureaux. C'est à peu près le trois quart du salaire payé à Ottawa pour une situation analogue, nous n'avons pas cru devoir nous en tenir à un moindre chiffre, parce que sans cela, nous n'aurions pu avoir d'officiers capables.

Nous avons eu plus d'un refus de la part d'hommes que nous aurions voulu placer à la tête de nos bureaux; mais ils pouvaient avoir partout un traitement plus élevé. Le temps n'est pas éloigné, je crois, où nous devrions augmenter les appointements des officiers publics. Très peu de nos employés ont un traitement assez élevé. On me permettra de mentionner incidemment une seule circonstance de nature à faire disparaître l'impression assez répandue que nous payons de très forts salaires. J'ai, dans mon département, un personnel d'employés aussi capables qu'il était possible d'en avoir. Parmi eux se trouvait un ancien employé à Ottawa, à \$1,200, dont j'avais une haute opinion. Il avait longtemps travaillé avec moi, lorsqu'il me pria de lui donner son congé, en me disant qu'on lui offrait en Ontario beaucoup plus cher qu'il n'avait ici. Et il s'en alla. Ce qui n'empêche pas qu'on répète que nous payons les salaires les plus élevés. C'est ainsi que j'ai perdu les services d'un employé capable, en qui j'avais confiance, parce que je ne voulais pas le payer assez cher. Je l'ai remplacé par un homme d'une habileté remarquable, avec le même traitement; lorsque nous examinerons ces salaires, la Chambre verra que nous n'avons pas fait d'extravagance. Que nous ayons besoin de tous les employés actuellement dans nos bureaux, c'est ce qui reste à décider.

D'après l'expérience que nous avons, mes collègues et moi sommes d'opinion que l'organisation n'est pas encore au complet, mais si nous pouvons opérer des réductions, elles seront faites. Il y a quelques jours, un employé est mort, et, à moins de nécessité, il ne sera pas remplacé. Mais il est inutile de prouver longuement à la Chambre que le travail ne peut être fait, à moins que nous ayons quelqu'un pour le faire. C'est à moi de voir à la tenue régulière des comptes, et à l'examen soigné des comptes que nous recevons d'au-dehors. Pourrait-on croire que si je trouve qu'il y a nécessité d'avoir neuf ou dix employés pour faire ce travail, je négligerai les intérêts du public en n'en prenant que six ou sept? Ce serait absurde.

Nous avons suivi la même règle que pour la Chambre dans les départements, en payant à peu près les trois quarts des salaires payés aux ministères à Ottawa, au montant de \$3,750. Les deux membres du gouvernement sans portefeuille sont sur un pied différent, et le premier ministre est aussi placé sur un pied particulier. Telle était l'opinion unanime de tous mes collègues. Nous n'avons pas pensé qu'il fût

obligé de n'avoir que le même traitement que les autres ministres. Avant d'être appelé à la position qu'il occupe aujourd'hui, il occupait une charge placée en dehors des fluctuations politiques, qui lui donnait beaucoup d'influence et d'honneur, avec un traitement de \$4,000. Maintenant il serait injuste de lui demander d'accepter une charge politique avec un traitement moindre que celui qu'il avait auparavant, et j'espère que la Chambre ne commettra pas cette insulte. Nous avons cru convenable, et nous espérons que la Chambre partagera notre opinion, qu'en sa double qualité de ministre de l'Instruction publique et de chef du cabinet il reçoive au moins \$1,000, de plus que nous, c'est-à-dire \$4,750, ce qui est encore au-dessous du traitement des ministres fédéraux. Quant à l'orateur du Conseil législatif, nous avons fixé son traitement d'après celui de l'orateur de l'Assemblée, à \$3,200 par an. La différence en sa faveur c'est qu'il est membre du Conseil exécutif, et qu'il a des devoirs publics continus à remplir, et qu'il passe une grande partie de son temps à la capitale, puisqu'il est responsable de tous nos actes, et qu'il a des occupations qui rendent son salaire à peine suffisant.

Voici à quelles conclusions nous sommes arrivés en ce qui concerne le solliciteur général. On s'est demandé, pendant quelque temps, si on n'allait pas suivre l'ancienne pratique relative à ce bureau et ne lui donner qu'un faible traitement d'environ \$1,000 et lui permettre de percevoir des honoraires dans certaines poursuites, mais après discussion du sujet, nous avons conclu que c'était un système défectueux, qu'on ne pouvait recommander à la Chambre; si les solliciteurs ou procureurs généraux qui doivent vérifier les comptes des conseils qui les remplacent et autres ont le moindre intérêt dans ces comptes, ce système devient radicalement mauvais. Nous avons décidé en conséquence, que le solliciteur général ne recevrait aucun honoraire, pas plus que le procureur général; ce qu'ils feront en cour sera fait sans percevoir aucun honoraire quelconque. S'il lui faut voyager pour le service public, il recevra, comme tout autre fonctionnaire, ses déboursés. Il n'aura aucun intérêt en dehors de la plus stricte économie, ni en dehors des intérêts de son département. En adoptant cette règle nous avons cru ne pas devoir lui accorder moins de \$2,800 par an, ce qui est au-dessous du traitement de l'orateur du Conseil, et peu au-dessus de celui de l'orateur de cette Chambre. Tous ces items ne sont recommandés que d'une manière provisoire, suivant ce que nous croyons être les exigences du service public.

L'an prochain, lorsque nous connaîtrons mieux nos finances, nous connaîtrons mieux ce qu'il y aura à faire. Ce doit être suffisant de dire maintenant que tout le temps des employés du département est mis au service du public, et que nous croyons convenable de recommander ces salaires. Je ne pense pas que personne puisse

dire que nous avons mal fait. Si nous avions suivi une autre pratique, si nous avions visé à une misérable et pitoyable popularité, nous aurions pu, à l'exemple de ceux qui veulent se faire passer pour des bienfaiteurs publics, lorsqu'ils prennent la paie de la reine, nous aurions pu, dis-je, faire un rapport plus agréable, mais alors nous aurions donné une mauvaise direction aux affaires publiques. Un homme remarquable, que nous aurions désiré avoir pour collègue, a refusé d'accepter un portefeuille, parce que le traitement n'était pas assez élevé. Si les traitements sont trop faibles, il est impossible d'avoir de bons fonctionnaires durant longtemps. Sous ce titre de gouvernement civil, on aurait dû ajouter un item qui a été renvoyé au chapitre de l'Instruction publique, mais qui a pour objet de payer les dépenses de ce département, se montant à \$20,000 ou \$25,000. Je l'ai laissé sous le titre d'Instruction publique, parce qu'il a toujours été placé dans ce chapitre, mais en justice, cette somme devrait être portée au compte du gouvernement civil.

Je dois aussi ajouter que, même avec cette somme additionnelle de \$1,000 payée au ministre, nous avons fait une réduction sur le total des dépenses de ce département. En Ontario, où l'on parle constamment d'économie, outre leurs cinq ministres, ils ont un surintendant de l'Instruction publique, qui n'est pas dans le cabinet et qui reçoit \$4,000 pour une charge qui n'a aucune responsabilité politique.

Je passe maintenant à l'administration de la justice, dont les dépenses, je dois le dire, sont considérables; cependant nous n'en sommes pas responsables, et je n'y puis rien faire. Ces dépenses sont de \$490,339.35, ce qui, je l'espère, est le maximum que nous ayons à payer; je puis assurer la Chambre que toute l'économie praticable sera suivie dans ce département.

Dans la même classe de dépenses se trouve celle de la police, des maisons de réforme et des prisons. Le crédit affecté à la police est de \$20,000, qui ne sera pas, je pense, entièrement dépensé. Nous avons été dans la nécessité de prendre à notre emploi, cet hiver, la police riveraine du gouvernement général qui avait été déchargée par lui. Une bonne partie de ces \$20,000 couvrira ce paiement, une partie de cette dépense sera supportée par le gouvernement général, mais je ne sais pas dans quelle proportion. N'étant pas certain, cependant, que nous n'aurons pas besoin de toute cette somme de \$20,000 et ne connaissant pas quelle nécessité il peut y avoir pour le gouvernement d'employer plus d'hommes qu'il le désirerait, je demande ce montant. Le maintien de la prison de réforme de St-Vincent-de-Paul coûte \$27,500, et l'inspection des prisons \$3,000. Le coût de la prison de réforme, je crois, est correct. Quant à l'inspection des prisons, il y a devant la Chambre, un projet de l'honorable Premier, qui propose l'organisation d'un bureau d'inspecteurs. Ils seront au nombre de trois; mais

on se propose de n'en payer que deux, avec leurs dépenses de voyage. Il est évident que cette dépense est nécessaire. Si nos prisons de réforme et autres, si nos asiles ne sont pas soumis à un contrôle convenable, nous perdrons plus que le coût de ce bureau. Outre les fraudes toujours possibles, nous avons une autre raison de surveiller ces institutions. Pour ce travail, il nous faut des hommes capables, afin d'empêcher les abus. Le total de ces dépenses est de \$550,000.

Sous le titre instruction publique se trouve une somme de \$392,190, comme je l'ai dit plus haut; \$25,000 sont affectées, sur cette somme au gouvernement civil, une autre somme de \$12,000 est destinée à l'instruction agricole, laissant une balance de \$355,190. Il faut encore ajouter le secours ordinaire de \$750, accordé à quatre institutions scientifiques et littéraires, formant un total de \$3,000. Le montant ordinaire de \$2,000 est donné à la Chambre des arts et manufactures. Les écoles d'agriculture de Ste-Anne et de L'Assomption recevront de plus chacune \$1,200, faisant un total de \$14,400 destiné à l'enseignement agricole. Je réunis ces items parce qu'ils se rapportent à un sujet très important. Le gouvernement a senti la nécessité de venir avec un vote nouveau sur les anciennes estimations. Il y eut d'abord \$1,200 votées pour l'école de Ste-Anne; mais le collège de L'Assomption étant entré dans la même voie avec beaucoup de zèle et les promesses d'un grand succès, nous avons cru devoir le mettre sur le même pied que l'école de Ste-Anne. Nous sommes aussi d'opinion que si des institutions comme celles de Ste-Anne et de L'Assomption doivent être encouragées dans des limites raisonnables il est encore plus nécessaire que l'instruction agricole forme partie de l'enseignement donné dans les écoles normales. Nous voulons que nos instituteurs, autant que possible, aillent à la campagne avec la capacité, le goût, la disposition et le désir d'enseigner l'agriculture.

Nous avons aussi pensé qu'il était juste, après toutes les discussions qui ont eu lieu dans le comité de l'agriculture, colonisation et immigration de demander à la Chambre qu'elle considère pour elle, la direction de l'éducation agricole, comme un devoir très important. Ce devoir, elle le remplira en allouant \$12,000 d'aide à l'éducation agricole, enseignée dans les écoles normales. Nous croyons que quelque justice, quelque avantage qu'il y ait à encourager dans certaines limites les institutions analogues à celles de Ste-Anne et de L'Assomption, il serait à désirer, d'une manière encore plus particulière, que l'éducation agricole formât partie de celle de nos écoles normales. Nous avons besoin de professeurs, aussi nombreux que possible, pour les envoyer dans les campagnes, répandre avec capacité, goût et empressement, la science agricole.

Le but vers lequel l'on peut le mieux attirer, sans danger, l'attention, l'attachement, l'intérêt,

l'âme et le coeur de toute la population de notre campagne, est sans contredit celui du travail des champs. En revanche, il y a réellement un danger social, en poussant tous nos gens à demi instruits à d'autres fins que celles de l'agriculture. C'est une grande erreur de la part de nos écoles de donner si peu d'importance à ces matières, qu'en réalité elles devraient enseigner de préférence à la masse de jeunes gens qui y reçoivent l'instruction. Nous pouvons dans ce pays avoir autant de cultivateurs qu'il peut en contenir, mais on ne peut pas avoir plus d'un certain nombre de commerçants et d'artisans, à moins de changer considérablement le caractère distinctif de notre pays, au point de vue manufacturier et des intérêts industriels; tournez la difficulté comme vous le voudrez, il vous faudra toujours avouer que le premier besoin est celui d'agriculteurs.

Notre but en encourageant les écoles d'agriculture étant de former des jeunes gens à la science de l'agriculture, ils doivent être plus habiles que les autres agriculteurs. La hache doit donc frapper à la racine du mal. Nous sommes parvenus à donner quelque chose d'un caractère agricole à l'éducation de ce pays. L'important maintenant est de répandre des idées saines sur l'agriculture, tout en encourageant les autres industries. Il y a encore beaucoup à apprendre au peuple touchant l'agriculture; en s'y prenant sagement, par un système différent, nous pourrions faire de nos terres épuisées des jardins fertiles, au lieu de stériles déserts, et arrêter ainsi l'épuisement des terres encore bonnes. Il s'agit d'inculquer ce fait dans l'esprit du peuple; et jamais l'on y réussira si l'on ne commence par bien persuader la masse des cultivateurs de ce fait, qu'il reste encore beaucoup de choses à leur enseigner sur l'agriculture, et que cet art mérite toutes leurs considérations et tous leurs soins. Il faut donc commencer de toutes parts ce travail de perfectionnement, qui n'en est pas un petit.

Cette initiative du gouvernement, il la regarde simplement comme un vote préparatoire. Je la regarde moi-même simplement comme une garantie immédiate que le gouvernement va, au plus vite, faire quelque chose dans ce but. J'espère que le pays sera satisfait de cette garantie, et que le gouvernement fera tout en son pouvoir pour prendre les intérêts du peuple en ce sens. Si nous ajoutons tous ces items à ceux de l'éducation, nous avons un grand total de \$374,540, à être dépensé en entier pour les matières d'éducation.

Je vais maintenant parler d'une question très importante. Je passe à un sujet intimement lié à celui dont j'ai parlé; l'agriculture, l'immigration et la colonisation. Comme partie de ce système, la Chambre n'oubliera pas que nous demandons \$14,400 pour les sociétés d'agriculture; \$80,058.60, sont allouées; plus de \$46,000 ont déjà été dépensées en vertu du statut qui distribue de l'argent à ces sociétés. Je n'ai pas mis parmi les estimations le double de cette

somme, parce que le gouvernement en est venu à la conclusion de proposer à la Chambre quelques faibles changements par rapport à ces comités. Je crois que le comité d'agriculture désirait beaucoup faire des améliorations à notre système de sociétés agricoles. Le système que nous possédons n'est pas parfait sous tous les rapports.

La loi actuelle donne à ces sociétés quand elles sont organisées, des fonds publics, trois fois le montant de leurs souscriptions, l'octroi pour aucun comté ne devant pas excéder \$800. Je pense que cette charge est trop lourde pour l'état actuel du pays et qu'une proportion moindre pourrait avoir un effet aussi et peut-être plus avantageux.

Si les sociétés d'agriculture contribuaient pour plus d'un quart de leur revenu, elles seraient plus clairvoyantes et plus prodigues, et sous un point de vue public, plus justes par rapport aux exhibitions qu'elles le sont maintenant.

La règle de contribution pour un quart était bonne au début, quand il s'est agi d'engager le peuple à se réunir pour former ces sociétés, mais il est temps qu'une loi un peu moins dispendieuse pour les fonds publics soit adoptée. La Chambre sera parfaitement en droit de passer une loi plus en harmonie avec notre situation actuelle et limitant les octrois. Ces sociétés auront bientôt plus de moyens qu'au-paravant; mais elles recevront plus du peuple que de la province. Dans ces circonstances nous demandons maintenant moins d'argent que ce qui était accordé avant.

Nous avons mis une bagatelle pour l'immigration, \$4,000. La vérité est que nous ne sommes pas prêts à faire rien d'important sous ce rapport. Rien de considérable et de dispendieux ne peut être entrepris dans cette voie avant que nous soyons préparés à recevoir ici l'immigration. Il serait malheureux d'appeler un peuple qui se plaindrait du pays et d'appeler toute sorte de gens, sans être préparés à les recevoir. Nous ne pensons pas qu'il serait judicieux de faire de grandes dépenses; et sans dire que nous ne serons pas prêts à aller beaucoup plus loin la prochaine fois, nous ne sommes pas prêts à demander maintenant plus qu'un faible montant pour ne pas avancer prématurément.

L'item pour la colonisation est de \$62,500. J'aurais désiré qu'il fut beaucoup plus élevé. Il est plus considérable que l'octroi ordinaire pour les chemins de colonisation. J'espère que l'année prochaine l'état de nos finances nous permettra de faire plus. De fait, nous sommes forcément dans une position de dépenser plus que cet argent avec une juste économie et une efficacité convenable cette année. Le total pour tous ces services, indépendamment de ce que j'ai mentionné est de \$146,548.

L'item suivant est pour les travaux publics autres que les chemins de colonisation. Ce déboursé est plus particulièrement sous le con-

trôle du département des Travaux publics. Les chemins de colonisation sont en grande partie sous le contrôle de ce département.

Le premier service requiert donc \$15,576, qui couvriront les frais de déménagement et autres. Je crois qu'une partie considérable des frais de ces déménagements sera supportée par le gouvernement de la Puissance; mais en même temps, des dépenses ont été faites pour lesquelles nous demandons un vote de la Chambre.

Il y a beaucoup de choses pour lesquelles nous avons demandé un vote (je ne puis attirer l'attention sur chacun d'entre-eux), et pour lesquelles nous sommes prêts à dire que tels déboursés ne sont pas pour nous, mais tombent plutôt sous le gouvernement de la Puissance.

Il y a ensuite une charge de \$85,315, pour loyers, assurances, réparations et une variété d'autres détails de ce genre.

Les montants sont, pour ces 18 mois, beaucoup plus considérables qu'ils ne seront pour les mêmes fins, par la suite. Plusieurs circonstances, ayant rapport à la translation du siège du gouvernement, ont augmenté les items d'une manière inusitée.

Pour la prison de réforme à St-Vincent-de-Paul, il y a un item de \$37,500. La prison de Québec a \$5,000 et l'institution de Sherbrooke a \$4,000; ces deux items ont dû être pourvus mais ils seront supportés par le fonds de bâtisses et du jury. Un item de \$2,550 est demandé pour ce qu'on pourrait appeler travaux publics, inspections et arpentages. Des inspecteurs permanents seront nécessaires. Pour toutes espèces de travaux publics, autres que les chemins de colonisation, la dépense est de \$565,011.

Quant aux institutions de charité, nous avons pris les allocations usuelles.

L'asile de Beauport a reçu comme autrefois \$138,000. Il ne pouvait en être autrement. Les dépenses peuvent ne pas être considérables; mais ceci est un montant au-delà duquel nous ne pouvons pas aller, beaucoup en deça d'aucun résultat particulier dont nous ne pourrions être sûrs.

Pour l'asile des aliénés de St-Jean, nous demandons \$27,000; pour l'hôpital de Marine et des Immigrants \$4,000. Ceci est une souscription que la province fait afin de pourvoir au soulagement d'une certaine classe de patients, cas d'accidents et autres.

Ceci est accordé indépendamment de ce que la Puissance octroie pour le maintien de cette institution. Pour toutes les institutions de charité ordinaire, nous proposons \$30,290.

Le gouvernement, après beaucoup de considération, a trouvé qu'il ne pouvait faire rien de moins que de placer tous les octrois par allocations ordinaires. Après une mûre délibération, nous avons eu beaucoup de difficulté à venir à la conclusion que nous ne pouvons placer aucune autre institution de charité sur la liste.

Le système actuel ne peut pas durer tel qu'il est. Je dis tel qu'il est, parce qu'il est nécessaire

que des règles quelconques soient adoptées quant au montant, à la manière et à l'opération de ce genre d'aide.

Je ne dis pas que l'octroi ne sera pas continué, parce qu'il le faut dans la mesure de nos moyens, parce qu'ils ont parfaitement rempli le but pour lequel ils étaient qualifiés, et nous pensons que nous ne pouvons leur refuser. Vu la multitude d'autres applications que nous avons reçues, nous avons pensé que nous ne pouvions en augmenter le nombre.

L'année prochaine nous espérons vous offrir un système qui nous mettra en état de régler toutes ces matières d'une manière plus satisfaisante qu'à présent. Il y a \$4,000 d'ajoutées à cette liste pour aide aux pêcheurs de la Nouvelle-Ecosse, et \$715.93 pour soulager les malheureux du Labrador. Je dois dire relativement à ces deux items que le gouvernement a dépensé une autre somme considérable pour les chemins de colonisation, quelque chose de plus que \$2,000 et qui forme partie des \$62,500 demandées pour cette allocation généralement. Ces \$2,000 furent dépensées à Gaspé au commencement de l'hiver pour le soulagement de la détresse qui y sévissait alors et qui, je pense était aussi réelle et terrible, en même temps qu'elle se faisait sentir plus près de nous, que la misère que nous avons cherché à soulager à la Nouvelle-Ecosse.

L'argent a été dépensé parmi les désœuvrés, pour ouvrages utiles, assurant ainsi leur soulagement et l'avantage général. Je crois que nous aurions été coupables de ne pas faire autant que nous avons fait et je suis autorisé à vous confesser que nous étions très peiné que les circonstances nous empêchassent de faire plus. Ainsi, le total pour toutes ces charités est de \$204,005.93. Maintenant j'arrive à la dernière classe des estimations qui peuvent être groupées ensemble: la collection des revenus, entretien des travaux et le reste.

Le premier item est pour arpentages des terres de la couronne, \$20,444.11. Sans aucun doute que toute cette somme ne sera dépensée qu'en cas d'urgence. Je crois qu'il est important qu'au lieu d'abandonner ou diminuer les arpentages, nous devrions les rendre plus généraux et plus effectifs. Nous avons besoin de connaître quelle est l'étendue de nos terres et ce qui les environne; et l'arpentage sera plus effectif que jamais. Nous demandons \$108,036.09 pour dépenses territoriales relatives au département des Terres de la couronne; et pour les timbres, etc., \$8,100.

Le montant de ces items, sous le vieux système, n'aurait pas été à cette Chambre.

Ceci est le cas pour les dépenses en rapport avec le revenu. Mais sous le nouveau système nous demandons un vote pour tout. Il y a deux autres items sous ce titre: \$117,312 pour inspection et mesurage du bois et \$12,143.91 tel que pour la cadastration, etc. Le total est de \$129,455.91 qui, avec \$25,000 pour divers, fait un grand total de \$291,036.11. Le résultat du tout est \$2,086,400.75.

J'espère que le montant entier sera loin d'être dépensé avant décembre de cette année. Plusieurs items ne dépasseront pas les limites possibles et par rapport à d'autres on pourra trouver que nous n'avons pas pris assez. J'ai essayé de prendre assez pour tout, et je crois pouvoir dire que, pour un assez grand nombre, je serai en état de dire à la prochaine session que nous n'aurons pas dépensé autant que la Chambre nous a autorisés à le faire.

Passant des estimations à ce que je crois être le revenu, j'espère que la Chambre recevra avec un certain degré de considération les estimations de revenus que je vais lui soumettre. Je les crois justes. J'y ai attaché beaucoup d'attention, ainsi que les officiers de mon département et d'autres dont je me suis assuré l'aide expérimentée, afin de pouvoir les faire aussi exactes et aussi parfaites que possible, mais la date où nous les avons faites, et les circonstances dans lesquelles elles ont été dressées, ne sont en aucune manière les plus favorables. Elles sont faites dans le département où il n'y a pas encore d'archives et avec l'assistance des autres départements presque dans la même position; elles sont le fruit d'une comparaison soignée et d'une considération scrupuleuse de tous les comptes publics du Canada, excepté pour la dernière année et les six mois d'intervalle couverts par ce papier. J'ai été en état de les corriger par le rapport des comptes du Canada d'avant le 30 juin dernier. Une heure ou deux avant que la Chambre s'assemble, j'ai découvert une petite erreur dans l'estimation des dépenses et des revenus. Nous avons corrigé une omission d'une petite dépense et revenu, et il serait possible que nous puissions trouver d'autres erreurs à corriger.

Mais autant que je puis connaître et estimer, je pense que je puis en sûreté prendre crédit pour ce que je puis appeler un revenu en caisse, de toutes les sources pour 18 mois, de l'espèce et du montant que j'ai établi.

Il y a notre subside général de la Puissance, \$1,333,879.20; subside spécial, \$105,000. Total, \$1,438,879.20.

Je ne fais aucune réduction de cette somme sur l'article de notre dette. Je prends crédit pour le tout en bloc. L'estimation du revenu des terres de la couronne a été faite avec très grand soin. C'est le seul département où nous ayons quelques vieux fonctionnaires. Le montant pour les 18 mois est de \$771,243.

Quant aux licences, je ne tenterai pas d'entrer dans les détails. Groupant ce qui nous intéresse et prenant les plus sûres estimations possibles, j'en viens au total de \$63,387.

La Chambre me pardonnera d'en venir à ces totaux singuliers; quand nous avons pris les termes moyens, nous avons trouvé que les chiffres nous ont presque toujours donné ce résultat.

Notre quatrième item comprend les timbres de toutes espèces, frais judiciaires, taxe des palais de justice et les bâties et le fonds du jury. Je ne veux pas prétendre les subdiviser

sous quelques rapports; une subdivision exacte serait impossible. Mais en les mettant ensemble, après un calcul très soigné de deux des officiers les plus expérimentés, je puis dire, de M. Honey, du Bureau des protonotaires à Montréal et M. Futvoye, depuis longtemps attaché au département des Lois de cette province, j'ai estimé le revenu de ces sources à \$105,227. Sans doute nous y avons inclu les frais de timbres collectés autrement que par estampilles.

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Montréal-Est): Vous comptez sur les timbres, frais et fonds du jury.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Oui; nous en attendons le total de \$205,327. Les frais d'inspection de bois donneront \$115,974, juste environ pour balancer les dépenses. Je suppose que je perdrai une bagatelle comme balance entre les recettes et les dépenses du département. Fonds d'emprunt municipal, \$115,500. Je crois que je suis dans la réalité là.

Je passe maintenant à l'éducation, département d'où viennent quelques revenus accidentels: l'estimation est de \$16,890. Prison de réforme de St-Vincent-de-Paul, \$12,000. Asile et ici je crois que je suis dans le vrai, \$6,000. Ceci est indépendant de quelques sources minimes du revenu. Je compte aussi sur quelques mesures peu importantes de la Législature que j'ai à peine mentionnées et desquelles je vais parler. Je pense pouvoir sûrement dire, en prenant en gros, que le revenu excèdera \$2,760,000. Je pense qu'il y aura une différence, entre mes dépenses et le revenu, de \$700,000, au plus. Je ne puis l'assurer. Contre ce surplus vient cette quantité inconnue de charges pour la dette provinciale de laquelle je n'ai aucun droit de faire aucun état, excepté que je suis porté à croire qu'elle ne peut pas atteindre cette somme.

Je suis convaincu que la Chambre nous rendra justice de n'attribuer ce résultat qu'à notre trop grand désir de voir, dans ce premier pas, excéder les recettes sur les dépenses et que quand la Chambre s'assemblera de nouveau nous pourrions montrer que l'état des affaires de la province n'est pas du tout décourageant; et que par une application modérée de notre système nous pouvons avancer efficacement et sûrement pour l'avenir.

Quant aux changements de système en rapport avec nos voies et moyens, j'avais besoin de faire quelque chose dans ce sens; mais j'admets que ce qui est proposé est nécessairement peu de chose pour cette année. J'ai donné avis d'une mesure que j'introduirai demain au sujet des timbres. J'ai établi que le revenu des timbres et autres items y attachés excède \$205,000. Sans doute, le tout n'est pas en rapport avec les timbres; mais une grande partie l'est. Je devrais dire que, dans cette estimation, les timbres d'enregistrement sont compris.

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Montréal-Est): Monsieur a dit que les timbres de toutes

espèces seraient inclus, aussi bien que certaines charges n'ayant pas de rapport aux timbres. Une estimation de chacune est-elle mentionnée?

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Certainement. Quand je fis les estimations, je séparaï les timbres d'enregistrement; mais après je les compilai tous ensemble pour arriver à plus de certitude.

Le fonctionnement des timbres pendant les quelques années dernières a été des plus satisfaisants. Il n'y a aucun doute qu'ils atteignent le mode le plus économique et le meilleur de collecter un certain genre de revenus et quoique je ne puisse à présent venir devant la Chambre avec une consolidation de nos lois de timbres je puis dire que nous avons deux actes au sujet des timbres; un d'après lequel certains timbres de loi sont émanés et collectés; un autre d'après lequel les timbres des bureaux d'enregistrement sont collectés.

Il est impolitique de faire plus à présent touchant ces lois que de les amender de manière à autoriser le gouvernement à retirer des timbres d'enregistrement un revenu égal aux dépenses d'enregistrement. C'était là le but qui je crois n'a pas été atteint. Je n'en suis, cependant, pas très certain. Sinon, nous devrions recevoir le pouvoir de le faire, avec l'assurance que, à moins qu'il ne soit nécessaire, le pouvoir ne sera pas mis en usage.

Ceci est un petit changement. Le fardeau qui en résultera est trop léger pour être senti. Le changement projeté est de faire payer ceux qui font des enregistrements, pour un service fait pour leur propre bénéfice. Ceci sera une taxe légitime et juste. Je ne sais pas si nous n'aurons pas besoin d'amendements sur la loi proprement dite des timbres. Si on en montre la nécessité, je l'accepterai. Je crois que nous pouvons faire tous les amendements nécessaires sans nouvelle législation. Nous pouvons les rendre plus productifs sans les rendre plus lourds ou oppressifs pour aucun. Indépendamment de cela, je désire étendre le système de timbres dans une autre direction. Il n'y a aucun doute que beaucoup de paiements qui devraient être faits au gouvernement dans les différents départements ou aux officiers sont perdus faute d'un système de timbre. Lettres patentes, commissions, licences, toute espèce de chose qui ne produisent maintenant aucun revenu devraient être soumis à un impôt.

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Montréal-Est): Et les commissions aussi.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Certainement. Tous ces honoraires devraient être payés aux officiers publics des départements, au moyen de timbres. Je ne suis pas prêt à présenter une mesure qui donnerait tous les détails du système que je voudrais voir adopté; mais je crois que j'ai droit de demander le pouvoir de prier le gouverneur en conseil d'établir un nouveau système. D'après ce systè-

me, je crois que le revenu casuel serait considérablement augmenté. Je crois que nous gagnerions quelque milliers de dollars, tout en introduisant un système plus solide peut-être, et aussi plus correct. Lors des anciens jours de la province du Canada, avec ses nombreuses ressources, et les grandes facilités qu'elle avait de collecter ses taxes, cela lui allait bien de dire: Je puis pour l'avantage du public donner du papier aux bureaux publics sans en demander le paiement. Tout était chargé mais rien n'était payé. Nous désirons adopter un système qui nous garantisse le paiement de tout cela.

Il aura pour effet, dans tous les cas, de diminuer les dépenses contingentes des départements, de diminuer les dépenses de la législation et des départements et de nous mettre en état de percevoir un revenu qui se trouve maintenant perdu parce qu'il n'est pas perçu.

Je me propose aussi de demander à la Chambre d'augmenter un peu le prix de certaines licences. Je suis persuadé que personne n'en souffrira et que cela nous donnera quelques milliers de dollars de plus pour rencontrer les dépenses de l'administration de la justice. Aujourd'hui, ces licences sont placées sur un compte spécial; par l'augmentation que je me propose de demander, je serai en état d'ajouter au revenu général de la province une somme qui nous mettra en état de diminuer la dépense de l'administration de la justice. Je propose aussi d'apporter un léger changement à l'octroi de la Législature aux sociétés d'agriculture, et je puis dire que dans le bill qui vient d'être adopté, concernant l'incorporation des compagnies à fonds social, une partie du revenu provenant de l'incorporation de ces sociétés sera probablement perçue au moyen de timbres.

L'honorable Premier a, de plus, une mesure devant la Chambre qui oblige le public de payer, comme il doit le faire, du reste, pour tous les documents qu'il reçoit des départements publics; et le procureur général a devant la Chambre une autre mesure destinée à diminuer les dépenses de l'administration de la justice, qui, sans surcharger le public, vient en aide au fonds de construction et du jury qui en ont grandement besoin. Ces changements que je propose ne me donneront pas un grand revenu cette année; mais ils inaugureront un meilleur système en nous donnant un excellent point de départ pour l'année prochaine.

J'espère qu'on ne croira pas que le petit nombre des changements dont j'ai parlé est indicatif de faiblesse dans notre politique, ou d'indécision quant à notre politique à venir. Nous ne sommes pas préparés à faire grand chose cette année.

Si nous venions devant la Chambre en déclarant franchement que nous ne connaissons pas et que nous ne connaissons pas notre politique financière d'ici à plusieurs mois, tout en demandant des changements considérables dans notre système de taxation et ailleurs, nous

nous rendrions par là coupables d'une faute inexcusable. Il n'y a aucun doute que ces choses de peu d'importance dont j'ai parlé, sont des choses qui doivent cependant être faites sans égard pour la pauvreté ou la richesse de la province. Il y a des équilibres à maintenir entre le revenu et la dépense qui sont justes en principe, que la province ait besoin d'argent ou qu'elle n'en ait pas besoin. Ils sont destinés à faciliter les perceptions et à exiger qu'elles soient faites comme elles doivent l'être.

Quant à la politique qui inspira ces mesures, je proteste formellement contre la supposition qui pourrait naître que la politique du gouvernement est incertaine dans ses opinions.

Je dirai un mot des terres de la couronne et des grandes questions qui s'y rattachent. Ces terres forment une partie importante de notre économie et sont intimement liées aux intérêts matériels de notre population. La plus grande partie des devoirs que nous avons à remplir appartient à ces questions qui se rattachent au développement de l'agriculture, à la colonisation et à l'encouragement de l'immigration. Loin de présenter à la Chambre un projet qui aurait pour but l'abandon de nos terres, ce qui tarirait la source d'un de nos revenus principaux; étant dû en arrérages près de \$1,400,050. sur les terres de la couronne, nous désirons un système qui nous permette de percevoir ce revenu d'une manière aussi rapide que facile. Nous ne voulons pas percevoir ces arrérages dans le but d'augmenter par la suite le revenu général, de payer des salaires et d'encourager des extravagances. Nous approuvons une politique juste et libérale pour ce qui concerne le colon. Ces terres de la couronne devraient être regardées comme une propriété mise entre nos mains afin que nous en tirions le plus grand profit pour la province, non pas dans le but d'augmenter ses revenus, mais pour le développement de la colonisation dans la province et y attirant l'immigration, et pour l'encouragement de nos arts, de nos manufactures et de notre agriculture.

La Chambre verra qu'il est mieux que nous retirions nos revenus des terres et de conserver leur valeur, en dépensant le revenu, que d'agir comme si nous les considérions comme ne valant rien, induisant le peuple à refuser ce pourquoi personne n'a à payer un sou. Ce serait un suicide politique que de distribuer nos terres de cette manière. Je suis opposé au système libre d'octrois. J'ai dit que je ne suis pas contre les octrois libres en certaines circonstances exceptionnelles. Une bonne partie de ce revenu sera répandu dans tout notre territoire. Pour avoir nos chemins de colonisation, qui doit être poussée avec énergie et que nous encourageons, un développement considérable du libre système d'octrois doit avoir lieu. Une portion considérable des terres dans le voisinage des chemins de la colonisation ne sont pas en valeur pour être vendues; vous ne pourrez y établir des colons et vous serez obligés d'en donner une

partie pour encourager le peuple à en acheter d'avantage. Mais donnez celles que vous ne pouvez vendre, ce qui sera encore mieux que de les garder. Et laissez les autres qui sont désirées pour être vendues au profit public.

Nous avons à collecter nos arrérages aussi bien que nous pourrions et à employer ce que nous aurons ainsi obtenu et ce que nous aurons reçu de la vente des nouvelles terres, promptement et énergiquement pour encourager la colonisation au plus haut degré et pour promouvoir l'établissement du pays et l'immigration, ainsi que le développement de notre agriculture et autres ressources dans la plus grande étendue possible. Et le revenu que j'attends de cette source que j'espère un jour être considérable sera appliqué à cette fin, et s'il en est ainsi, le développement du pays sera extraordinaire au moyen d'une politique de ce genre.

En réponse à ceux qui nous accusent de ne vouloir rien faire dans cette voie, je dirai quelques mots sur le bill que l'honorable Premier se propose d'introduire demain relativement aux chemins de colonisation. Cette mesure a pour objet de pouvoir appliquer aux chemins de colonisation une somme de \$62,000 et nous rendre en état l'année prochaine, de dépenser un plus large montant et d'une manière infiniment meilleure.

Nous nous proposons de diviser les chemins de colonisation en trois classes: une pour laquelle nous ne demandons aucune aide locale et deux pour lesquelles nous en demandons.

Nous nous proposons de mettre ces chemins sur une carte, d'adopter un système et d'encourager au plus haut degré la coopération des municipalités, et toute coopération locale et personnelle que nous pourrions pour l'ouverture de ces chemins n'ayant pas assez d'importance pour justifier leur construction sans cette aide.

Le temps n'est probablement pas éloigné où nous pourrions montrer à la Puissance que nos terres sont d'une importance nationale et digne de son aide, que pour plusieurs nous pourrions agir sans aide, et que pour d'autres nous aurons l'aide des municipalités et autres.

Cette mesure que nous avons à développer sera suivie de beaucoup d'autres dans la nature d'amendements à la loi municipale et relatives à l'organisation des sociétés de colonisation, tendant à faciliter la collection de ces arrérages et à nous donner les moyens de faire partir la grande machine que j'espère voir en opération avant longtemps pour le progrès du pays.

La mesure de l'honorable Premier qui a l'effet d'encourager l'établissement de nos terres incultes est tout ce que nous pouvons faire pendant la session dans cette voie. Mais nous espérons qu'avec une mûre délibération et une étude des plus sérieuses que la Chambre aussi bien que nous ferons sur le sujet pendant la vacance, à une autre session nous serons en état de faire beaucoup plus pour rendre attrayant à

la population l'établissement de nos terres incultes. Lorsqu'on saura que le gouvernement et la Législature de la province désirent sérieusement ouvrir des chemins de colonisation, faciliter la construction des ponts et autres ouvrages nécessaires au colon, et rendre les terres incultes attrayantes et développer notre système municipal de manière à le rendre effectif et acceptable, il y aura un élan donné à l'avancement du pays, comme il n'y en a pas encore eu.

L'avancement de notre pays a été assez rapide, mais encouragé comme j'espère qu'il le sera en peu d'années, je crois qu'il deviendra encore plus grand.

Quant à l'administration de la justice, ce qu'il y a à faire, c'est d'assurer une administration tranquille et ferme.

Nous voulons une réduction graduelle de toute dépense relative à ce service et la diminution autant que possible des dépenses de la justice, sans diminuer son efficacité. Beaucoup peut être fait sous ce rapport et une grande économie peut être employée au sujet des prisons et maisons de réformes. Nos estimations ne sont pas basées sur le retranchement que je me propose de faire. Ce n'est certes pas dans les premiers six mois que l'on peut constater le résultat de mesures d'économie. Il faut des mois et des années; mais si nous procédons honnêtement et habilement, nous y parviendrons certainement.

Les effets de la grande mesure de la décentralisation judiciaire du Bas-Canada en 1860 montrent quelle économie l'on peut réaliser à l'avantage du public, sans augmenter d'une manière perceptible la charge des impôts pesant sur le peuple. Les avantages que l'on a retirés de cette mesure ne sont pas encore épuisés; ce qui est une preuve de tout ce qu'on peut attendre de bien d'une bonne administration. J'espère que quelques autres branches du service public seront soumises à une considération attentive, et qu'elles seront réformées avec autant de justesse que l'a été la manière de percevoir les taxes et droits des cours de justice de cette province. J'ai l'assurance que mes collègues à qui est confié le département de la Justice sont autant de bonne foi que des hommes peuvent l'être en accomplissant des réformes; et j'espère pouvoir être en état, l'année prochaine, de constater que nous n'aurons plus besoin d'autant d'argent pour faire fonctionner ce service que maintenant. Quant à la législation et à l'administration, je le répète, nous désirons économiser tout ce que nous pourrions, et faire tout en notre pouvoir pour collecter le plus possible nos revenus.

La province de Québec n'a plus, comme le ci-devant Canada, à collecter des revenus faciles. Nous devons maintenant collecter attentivement ces revenus que l'on considérait avant comme des bagatelles; si nous ne le faisons point, nous en souffrirons dans l'esprit public. Je pense que c'est un des avantages de notre nouveau système, et non pas un des moindres, que de forcer nos administrations locales à

donner leurs soins à ces mêmes bagatelles, au lieu d'être obligés d'augmenter de 5 centins tous les droits que nous collectons par miettes sur les licences et autres, et de pratiquer l'économie ici et là. Ce n'est pas un mauvais augure pour nous, au commencement de notre nouveau système, que l'attention du gouvernement se porte, par des circonstances impérieuses, sur ces matières de détail, et que son existence dépende en partie du succès qu'il obtiendra dans cette surveillance difficile des détails. En se donnant la peine, et en faisant des efforts pour faire ce qui est de droit, dans toutes les circonstances, nous pouvons nous débarrasser aisément de toutes les difficultés qui nous environnent. Je ne prétends pas dire, pour cela, que notre administration pourra agir, sans rencontrer de difficultés ni d'embarras.

La province de l'Ontario reçoit plus de subsides que nous, et collecte un montant plus élevé d'arrérages dus par les terres; aussi, dans certaines matières, peut-elle réaliser une économie que nous ne pouvons pas pratiquer. Elle n'a pas à faire la double dépense que nous occasionnent les deux langues; mais quand les habitants de l'Ontario nous disent que nous ne pouvons pas, à cause des difficultés qui nous environnent, faire fonctionner d'une manière avantageuse notre système administratif, je ne puis m'empêcher de me moquer d'eux.

Leur avancé est simplement ridicule et absurde à l'extrême, quand il s'adresse à un peuple qui se rappelle les graves dangers et les troubles par lesquels la province a passé durant les 30 dernières années. Grâce à Dieu, notre province a maintenant atteint un degré de prospérité, d'avancement auquel personne ne pouvait songer durant l'époque de troubles de 1837 et 1838.

Vous nous parlez de la difficulté apparente de soutenir notre système dans les deux langues, et d'avoir moins de fonds à notre disposition que le peuple de l'Ontario! Nous avons, nous, certainement moins de dispositions à parler de notre prospérité, de notre richesse, de notre économie et autre choses. Je me souviens que de 1848 à 1850, étant un jour à Montréal, l'on se moqua ouvertement de mon refus de dire dans un discours à la suite de plusieurs autres, que le pays marchait à sa décadence, et qu'il devait être précipité dans une ruine inévitable.

En 1858, quand la Législature de l'ancien Canada siégeait à Québec pour la dernière fois, quel Bas-canadien ne se rappelait pas comment les Torontonians riaient de nous et nous ridiculisaient, nous disant que Toronto et Hamilton guidaient Montréal et que Québec était nulle part. Où en sommes-nous maintenant?

Avec l'accroissement rapide et la prospérité de Montréal, dont Québec ne doit pas être jalouse, nous avons un bel avenir, si nous avons le coeur et le courage, confiance en nous et dans les autres, et confiance surtout en Dieu.

Une grande partie du territoire du Bas-Cana-

da est élevé; mais il n'y a pas de meilleur sol sous le ciel que notre sol de marne, quand il est bien cultivé.

Vous pouvez me dire qu'un grand nombre de nos nouvelles terres sont élevées...; mais prenez les gens du peuple qui s'y connaissent et nulle population n'a plus de capacité, plus d'énergie, plus d'industrie en économie que celle du Québec.

Qu'était l'Ecosse, il y a quelques années, comparée à ce qu'elle est aujourd'hui? Que serait, même aujourd'hui, la Nouvelle-Angleterre, ne fussent son capital et ses entreprises extraordinaires? Le pays le plus prospère n'est pas celui qui possède les plus grandes ressources physiques, le meilleur climat, le sol le plus riche, en un mot les plus grands avantages possibles; c'est le pays qui contient la population la plus brave et la mieux disposée, qui sait le mieux exploiter les ressources naturelles du pays et qui a le plus à lutter contre les désavantages naturels. Il n'y a pas de pays mieux qualifié que le nôtre pour éprouver un peuple et développer ses facultés. Il n'y en a pas de mieux situé pour le commerce et probablement pour les manufactures. Et le temps n'est pas loin où, sans qu'il soit besoin d'une grande somme de ce que l'on croit si nécessaire, la protection, le pays sera partout couvert de manufactures.

Notre affaire c'est de protéger l'agriculture, alimenter le commerce, encourager les différentes branches de l'industrie, accoutumer le peuple à cette lutte et lui inspirer le courage nécessaire. La nécessité d'une double langue produit, par elle-même, d'excellents avantages; car l'homme qui parle les deux langues est loin d'être en arrière dans la course de la vie. Notre climat rigoureux et notre sol éprouvé renferment plusieurs avantages, plus utiles sans doute qu'agréables; mais les régions du nord ont toujours un charme particulier, car dans une région froide, la population est toujours douée d'une énergie qu'on ne retrouve pas ailleurs. Ces races sont fortes, braves, entrepreneur, douées de capacités et de qualités qui les conduisent à la prospérité. Ce n'est certainement pas le Sybarite, amolli sur sa couche de roses, qui peut se livrer à des efforts énergiques, car la force ne naît que de la lutte. Celui qui combat contre le froid, la tempête, les privations, est fort, énergique, courageux; et tout homme remarquable possède ces qualités. Toutes ces vertus naissent du sein des efforts. Ici, les difficultés peuvent être considérables; mais elle ne sont pas au-dessus de nos forces et nous n'avons qu'à rester vrais à nous-mêmes et à chacun de nous et avant longtemps, un succès brillant couronnera nos efforts et nous ne regretterons pas les travaux ardues auxquels nous nous serons livrés. (L'orateur prend son siège au milieu d'applaudissements prolongés.)

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Félicite l'honorable trésorier de

l'exposé habile, lucide et éloquent qu'il vient de faire des finances de la province. (Il résume le discours en français.)

La Chambre et le pays doivent être satisfaits d'avoir pour gardien de leurs finances un homme de l'habileté et de la scrupuleuse économie de l'honorable député de Brôme. Il ne s'empêche pas d'accuser de malveillance ceux qui se sont plus à accuser le gouvernement de gaspillage, parce qu'il avait donné juste salaire à des employés.

Il renvoie ces messieurs aux comptes de l'ancienne province de Québec, lorsqu'il était alloué \$1,000 à l'orateur et que les autres employés étaient grassement payés des deniers des Canadiens dont ils se moquaient, qu'ils méprisaient. Aujourd'hui que ce sont les fils du peuple, on veut lésiner et on trouve toujours que les salaires sont trop hauts. S'il est un ouvrier qui mérite paiement, c'est certainement l'ouvrier intellectuel, lui qui porte la responsabilité de sa charge, et qui use sa vie au service de son pays.

Pour encourager et récompenser les talents littéraires, plusieurs places ont été données à de jeunes écrivains de talent; cependant tous les jours le gouvernement est taquiné, attaqué et accusé dans les journaux par les jeunes gens qui s'adonnent au culte de la littérature. Cette conduite n'est pas digne de la solidarité qui existe jusqu'à un certain point entre ceux qui manient une plume, et qui devrait arrêter ces journalistes dans leurs diatribes contre cette administration et ces dépenses extravagantes (suivant eux) dont une partie a été faite en faveur des amis de la littérature.

La place laissée vacante dans l'Exécutif par un jeune homme de talent et qui s'était fait un nom dans les lettres, décédé prématurément (Arthur Casgrain), ne sera pas remplie, si le gouvernement croit que ce bureau puisse fonctionner sans cela. Il y a aussi deux vacances survenues dans le département des Terres de la couronne et qui ne seront pas remplies tant que le gouvernement ne le croira pas nécessaire. L'administration n'a pas fait publier les économies qu'elle a faites; mais elle présente l'exposé de l'honorable trésorier, comme preuve de sa parcimonie dans la dépense des deniers de la province.

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Mont-réal-Est): Je ne puis garder le silence d'avantage. Je m'attendais bien, de la part de l'honorable trésorier, à un exposé habile et lucide, mais je ne pouvais compter sur un succès aussi grand. Il ne m'avait pas encore été donné de l'entendre

sur une question financière, et son discours a surpassé ma légitime attente. Le Parlement local doit être orgueilleux d'avoir dans ses rangs un financier aussi distingué.

Il y a 30 ans, il y avait dans cette ville une autre Législature. On a voulu établir des comparaisons entre le système d'alors et celui d'aujourd'hui, mais il ne devrait pas y en avoir. L'ancien système, même lors de son inauguration, ne valait pas celui-ci: l'on dira peut-être que je veux faire mon éloge et celui de mes collègues, mais cela ne m'empêchera pas de dire la vérité. L'ancien système a mieux fonctionné que je ne m'y attendais, mais son cadre était trop rétréci. Il n'a jamais eu le contrôle réel sur les terres de la couronne. Le gouverneur en conseil avait seul cette prérogative. Aujourd'hui les mandataires du peuple exercent le pouvoir de distribuer ces terres, ce qui est de la plus haute importance.

Le trésorier demande un vote qu'il sait ne pas dépasser nos revenus. Tant qu'une pareille prudence présidera à nos destinées, la province de Québec peut compter sur une existence aussi prospère qu'assurée. Qui osera prétendre maintenant qu'il y a danger pour nous d'être soumis à la taxe directe?

En 1841 le trésor des deux Canadas réunis, avec une population de 1,000,000, se montait à \$1,500,000. La population du Québec compte aujourd'hui 1,300,000 habitants, et a un revenu de \$2,750,000. Nous sommes pour ainsi dire libres de dettes. L'intérêt de la dette représente une somme de \$200,000., mais dans cette dette sont comprises la tenure seigneuriale et une foule d'autres mesures importantes.

Il termine ses remarques par des éloges à l'honorable trésorier de même qu'au premier ministre.

En comité:

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose que le premier item des estimés soit adopté, à savoir qu'une somme n'excédant pas quatre mille quatre-vingt-huit piastres et soixante-quatre centins (\$4,088.64) soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du bureau du lieutenant-gouverneur pour les dix-huit (18) mois finissant le 31 décembre 1868.

Accordé. Le rapport du comité sera reçu demain.

Ajournement

Alors, sur la proposition de l'honorable M. Ouimet, appuyé par l'honorable M. Dunkin, la Chambre s'ajourne à onze heures et 45 minutes.

Séance du 15 février 1868

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance débute à onze heures de l'avant-midi

Dépôt et lecture des pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Picard, la pétition de Thomas Mackee et autres, du township de Melbourne; et la pétition de B. Miquelon et autres, de la paroisse de Saint-Camille, comté de Wolfe.

Par M. Carter, la pétition du club de Montréal pour la protection de la pêche et de la chasse; et la pétition de A. Ogilvie et autres, de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du conseil municipal du comté de Kamouraska; demandant de laisser le chef-lieu du district de Kamouraska en la paroisse de Kamouraska.

De Charles de Salaberry, de la cité de Québec; demandant un octroi de terre en considération des services rendus par son père feu le lieutenant-colonel Charles de Salaberry, pendant la guerre de 1812.

De John Hodgson et autres, du township de Hemmingford; du révérend J.-Oct. Perron et autres, de la paroisse de Sainte-Félicité, comté de Rimouski; du révérend P.-G. Clarke et autres, de la paroisse Saint-Basile, comté de Portneuf; et de Basile Piché et autres, de la paroisse du Sault-au-Récollet, comté d'Hochelaga; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

Rapport de comités:

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter le neuvième rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici le rapport :

Votre comité demande la permission de recommander à votre honorable Chambre l'adoption des résolutions suivantes;

Que tous clercs, messagers ou autres employés temporaires, surnuméraires ou extra de cette Chambre, qui ne sont pas permanents, ne soient payés seulement que durant et pour le temps de la session du Parlement.

Que dans toutes sessions futures du Parlement, le comité des dépenses contingentes devra, avant toute affaire, procéder à auditer et apurer les comptes de l'année précédente.

Qu'à l'avenir, le comptable ne devra payer aucune somme, ou sommes ou deniers, quelle qu'elle soit, excepté sur une autorisation préalable de la loi, ou d'après un vote de la Chambre, ou lorsque les dépenses seront approuvées par écrit soit par quelque officier ou par quelque comité autorisé à faire ou à approuver telles dépenses.

Qu'à l'avenir, chaque fois qu'il se déclarera une vacance dans le corps des officiers ou autres employés de la Chambre, soit par résignation, décès ou autrement, elle ne soit remplie qu'après que, et lorsque l'affaire aura été soumise à ce comité.

Que tous les employés de la Chambre devront remplir tous les devoirs et faire tous les ouvrages qui leur seront assignés et donnés par le greffier de la chambre, ou par aucune autre personne autorisée ou qualifiée, sans exiger de paie ou émoluments extra quelconques en sus du montant fixe de leurs salaires. Le rapport est adopté.

M. A. C. DE LOTBINIERE - HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport :

Votre comité a examiné la pétition de George Stephens et autres, demandant la passation d'un acte pour rendre valide certain règlement passé par la Compagnie de la navigation du lac Memphrémagog, et trouve qu'il n'y a pas eu d'avis de donnés, mais comme il a été démontré que tous les actionnaires avaient été informés de l'objet de la pétition, votre comité recommande à votre honorable Chambre la suspension de la 51^e règle de votre Chambre.

M. E. CARTER (Montréal-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici le rapport :

Votre comité a examiné le bill pour déclarer John Platt, propriétaire absolu de certains biens qu'il possède en vertu du testament de feu John Platt, et trouve que le préambule du bill, tel que formulé, n'a pas été prouvé.

M. C. BERGEVIN (Beauharnois): Fait rapport que le comité spécial nommé pour prendre en considération le bill pour légaliser, à certains égards des procédés de certaines chambres de notaires, a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Il est ordonné que le bill soit renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

Introduction de bills:

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Demande la permission d'introduire un bill pour amender certains actes y mentionnés, et pour créer de nouvelles dispositions relativement aux timbres.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Colonisation

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill concernant les chemins de colonisation.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour l'encouragement des colons sur les terres de la couronne.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L.-H. LANGEVIN (Dorchester): Demande à l'honorable député de Québec-Comté (M. P.-J.-O. Chauveau) d'expliquer les principales dispositions de ce projet de loi.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Dit que l'intention du bill est de classer les chemins de colonisation, distinguant entre, premièrement, les chemins entièrement entretenus par le gouvernement, et, deuxièmement, les chemins entretenus à certaines conditions, conjointement par la province d'une part et d'autre part soit par des associations municipales ou locales, soit par des colons. Le projet de loi prévoit la réalisation d'une carte générale des chemins de colonisation et de toutes les terres de la couronne, indiquant le type de sol à chaque endroit; cette carte sera publiée et l'information relative à ces terres sera distribuée par pamphlets ou autrement.

Le deuxième projet pour encourager les colons à s'établir sur les terres de la couronne n'est pas proprement une loi de homestead — il ne l'appellerait pas ainsi — même si elle en a certains traits. Elle vise à éviter que, pendant un certain nombre d'années, des saisies de terres, d'instruments de fermes, de cheptel et d'une partie des produits de la terre, soient faites contre des colons endettés antérieurement à leur établissement sur ces terres. On songe aussi à une autre disposition pour fixer des limites aux dettes subséquentes à l'acquisition de ces terres pour lesquelles on pourra faire des saisies; mais l'accord n'est pas encore fait sur cette disposition. Au sujet de cette dernière question, le gouvernement accueille les suggestions de la Chambre et du comité, plutôt dans le sens d'une extension que d'une limitation.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande si le gouvernement a aussi l'intention de proposer une mesure pour protéger le colon contre les exigences des grands propriétaires.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Répond qu'une pareille mesure demanderait beaucoup de soin, et qu'il serait impossible de la présenter pendant la présente session, mais que le gouvernement s'occuperait de cette matière pendant la vacance, et qu'il serait prêt à la prochaine session à proposer une loi pour faire disparaître, s'il est possible, les inconvénients qui existent à cet égard.

Charge de secrétaire et de registraire

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Qué-

bec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill concernant la charge de secrétaire et registraire, et pour d'autres objets y mentionnés.

Il est résolu que le bill passe et que le titre soit: "Acte concernant le département du Secrétaire et du registraire de cette province".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Imprimeur de la reine

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill concernant la charge d'imprimeur de la reine et la publication de la Gazette officielle de Québec.

Il est résolu que le bill passe, et que le titre soit: "Acte concernant la charge d'imprimeur de la reine pour cette province et la publication de la Gazette officielle de Québec".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Inspecteurs de prisons

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill concernant les inspecteurs de prisons, hôpitaux et autres institutions.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Erection et division des paroisses

L'HONORABLE G. OUOMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender l'acte chapitre 18, des statuts refondus du Bas-Canada, concernant l'érection et la division des paroisses.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Orateur du Conseil législatif

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill du Conseil législatif pour remplacer l'orateur du Conseil législatif en certains cas.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Introduction de bills:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour pourvoir d'une manière plus efficace au soutien des écoles en certains cas, et pour d'autres objets y mentionnés.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Subsides

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose que la Chambre se forme en comité des subsides.

Adopté. Le comité siège sous la présidence de M. G.-H. Simard.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Fait rapport d'une résolution du comité des subsides:

Qu'une somme n'excédant pas quatre mille quatre-vingt-huit piastres et soixante-quatre centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du bureau du lieutenant-gouverneur, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, appuyé par l'honorable député de Québec-Comté (M. P.-J.-O. Chauveau), que, lundi prochain, cette chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens de prélever les subsides accordés à Sa Majesté.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il profite de cette circonstance pour féliciter l'honorable trésorier sur la manière habile dont il a exposé son budget. Il a surtout admiré sa franchise en traitant sans crainte de reconnaître les difficultés et l'incertitude de notre position financière. Il attire d'abord l'attention du trésorier sur la somme de \$42,570. mentionnée dans les estimés, comme destinée à compléter les bâties de la prison de réforme de Saint-Vincent-de-Paul. Il faut remarquer que, dans la dernière session de la ci-devant province du Canada, une somme considérable a été votée pour les mêmes fins, et il désire savoir si cette dernière somme est épuisée. Il désire aussi voir un détail des sommes affectées au gouvernement civil, en faisant imprimer un état détaillé de ces appropriations. L'honorable trésorier procurerait à chaque membre de cette Chambre l'occasion de les examiner à loisir, et s'éviterait à lui-même la nécessité de nombreuses interpellations qui, sans cela, deviendraient indispensables.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Dit qu'il se joint à l'honorable député de Lotbinière pour demander les mêmes informations, et qu'il saisit cette occasion pour déclarer que l'honorable trésorier a fait un de ces discours qui placent leurs auteurs au premier rang parmi les hommes d'Etat. Il ajoute qu'après avoir examiné les estimés, il trouve qu'ils diffèrent beaucoup des calculs faits l'an dernier sur les dépenses probables de notre gouvernement. L'on disait alors que les dépenses du gouvernement civil et de la législation ne dépasseraient pas cent cinquante mille piastres, pendant que l'on approprie aux mêmes fins, pour dix-huit mois, une somme de \$339,353. Les frais de l'administration de la justice ne devaient être aussi que de la somme de cinq mille piastres, et on demande \$490,399. piastres. Il fait remarquer aussi plusieurs autres points de différence entre les deux calculs. Il regrette que l'on propose d'approprier pour les fins d'éducation une somme moindre que celle affectée ci-devant à cet objet. Les estimés sont faits pour dix-huit

mois; néanmoins, l'on n'alloue aux institutions de charité qu'un montant égal à celui alloué auparavant pour une année. Il espère bien que l'on n'entend pas faire perdre à ces institutions une partie aussi considérable de leurs allocations habituelles, et que le gouvernement ne pratiquera pas l'économie aux dépens des maisons de charité et d'éducation.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): En son nom et en celui des autres députés anglais, il veut aussi rendre hommage et louer l'honorable trésorier, et lui promettre leur appui dans l'exécution de la politique préconisée par ce dernier.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Veut remercier les orateurs précédents de leurs félicitations. En réponse au représentant de Lotbinière (M. H.-G. Joly), il dit que l'état qu'il demande a été préparé, qu'il est sous presse, et qu'il sera distribué aux députés avant la séance de lundi. En réponse au député de St-Hyacinthe (M. P. Bachand), il dit qu'il est très difficile, en calculant sur des probabilités, de ne pas se tromper; il a pris beaucoup de soin à faire ses estimés, et il n'a mis que les sommes strictement nécessaires au bon fonctionnement du gouvernement. Peut-être les calculs auxquels l'honorable député a fait allusion ont été faits dans l'intention d'assimiler notre Législature à un conseil municipal. Tous les députés de cette Chambre et le pays tout entier sont d'accord à donner au Parlement de cette province des attributions plus élevées; il faut, par conséquent, faire les dépenses nécessaires pour maintenir la position qui nous appartient. Quant aux institutions de charité et d'éducation, l'appropriation n'est réellement faite que pour un an, attendu que le gouvernement a l'intention d'adopter, à leur égard, un nouveau système.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il joint ses félicitations à celles que l'on a déjà prodiguées à l'honorable trésorier pour l'habileté remarquable avec laquelle il a fait son exposé financier. Cet exposé indique un état de choses bien encourageant, surtout pour ceux qui s'attendaient à voir notre première année fiscale se terminer par un déficit au lieu d'un excédant en recettes. Il désire sincèrement que les brillantes espérances de l'honorable trésorier se réalisent et qu'à l'expiration du terme pour lequel sont faits les estimés, le coup d'oeil rétrospectif soit aussi satisfaisant que la perspective qu'on nous offre aujourd'hui est encourageante. Il croit cependant qu'au milieu de l'obscurité qui règne dans nos finances, il n'est pas prudent de s'endormir dans une trop grande sécurité.

Le budget nous présente un surplus considérable en faveur de la recette. Sans doute que l'honorable trésorier a fait ses calculs et recueilli ses renseignements avec le plus grand soin; mais il n'est pas impossible que ses espérances ne se réalisent pas complètement. Quelques items de la recette paraissent en effet un peu élevés. Le

revenu des terres de la couronne, par exemple, est estimé à 771,000 piastres. Il est à craindre que sur ce montant, le gouvernement ne subisse une diminution considérable. Non seulement ce revenu est incertain, mais sa perception est très difficile et très irrégulière; on ne peut le compter comme une source bien assurée.

Il a remarqué que les frais du gouvernement civil et de la législation s'élèvent à une somme très élevée, outre les frais d'inauguration, et de restauration des bâties du parlement qui, dit-on, ont été un peu excessifs. Il croit cependant qu'il est de son devoir, dans cette occasion, d'exprimer sa désapprobation des dépenses un peu excessives par lesquelles on a commencé le nouveau régime, et son espérance que le système d'économie qui vient de s'inaugurer sera strictement suivi à l'avenir.

Il est à regretter que le gouvernement ait jugé à propos de diminuer la subvention des sociétés d'agriculture. Plusieurs de ces sociétés n'offrent pas, à la vérité, tous les avantages que la classe agricole aurait droit d'en attendre; mais cela dépend plutôt du défaut de la loi que de l'inefficacité du système en lui-même; et au lieu de rendre plus difficile le fonctionnement de ces sociétés en diminuant leur octroi, on devrait maintenir cet octroi au même montant que ci-devant, et travailler à réparer, par le moyen de la législation, les lacunes existantes dans la loi qui règle cette matière.

Il a entendu avec bonheur les belles paroles par lesquelles l'honorable trésorier et l'honorable premier ministre exhortaient tous les membres de la Chambre à joindre leurs efforts pour faire réussir notre nouvelle organisation politique. Il a surtout été heureux d'entendre l'honorable trésorier nous dire que le gouvernement travaillera de toutes ses forces à nous garantir de l'union législative. Il croit pouvoir assurer les honorables membres de l'administration, sans craindre d'être contredit, qu'en portant leurs efforts en ce sens, ils rencontrent l'approbation du pays tout entier.

Les quelques paroles échappées à l'honorable trésorier, au sujet de la protection que le gouvernement veut accorder aux colons, lui ont fait voir que les objections apportées par cet honorable monsieur à ses suggestions, lors de la discussion de cette question, étaient le fruit d'un malentendu. Il est heureux de voir que les vues du gouvernement sur la matière d'accorder des octrois de terres gratuits sont absolument celles qu'il a prétendu exprimer dans cette occasion. Il n'a jamais prétendu qu'on devrait donner toutes nos terres publiques aux colons, mais, une partie seulement, à titre d'encouragement, à ceux qui favorisaient la colonisation en attirant autour d'eux un noyau de population, ce qui aiderait en même temps à la vente des autres terres.

En résumé, il a écouté avec beaucoup d'intérêt et de satisfaction les éloquents discours que l'on a faits la veille sur le sujet en discussion. Une seule chose dans ce débat l'a impressionné

péniblement; c'est d'entendre l'honorable premier ministre prononcer le mot de malveillance en parlant des procédés dont on avait usé à son égard. Après l'accueil bienveillant et le concours cordial que le gouvernement a reçu de tous les membres de la Législature, sans distinction d'opinions politiques, il est étrange d'entendre le premier ministre se plaindre de la malveillance et, pour sa part, il ne sait trop où cet honorable monsieur a pu la rencontrer. Une chose certaine, c'est qu'elle n'existe pas dans la Législature.

M. A.-L. DESAULNIERS (Saint-Maurice): Rassure l'orateur précédent en lui disant que ce mot n'a pas été prononcé avec malveillance.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Prend l'occasion pour remercier l'honorable membre de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) des félicitations qu'il lui a adressées, et de l'occasion qu'il lui fournit d'expliquer sa pensée. Quand on a quelque chose de désagréable à dire, la compagnie doit toujours être exceptée.

En se servant du mot "malveillance", il n'a nullement voulu parler de la Chambre. Le support que le ministère a reçu, les louanges qu'on n'a cessé de lui adresser sont telles qu'il lui faudrait être prétentieux et même vaniteux pour demander davantage. Ce qu'il a voulu, c'a été de flétrir une certaine partie de la presse qui se plaît à faire des rapports mensongers, et à jeter du louche et de la défiance sur tout ce qui se passe en cette Chambre. Il y a actuellement dans la presse deux courants d'idées bien différents. Certains journaux sont sincères, et ils travaillent sans relâche à faire naître de saines idées. Leur appui est franc et juste, et ils méritent la reconnaissance du pays.

D'autres journaux, au contraire, ne cherchent qu'à tromper l'opinion publique. Il y a chez eux un parti pris, non contre le ministère ou quelques-uns des membres, mais contre la Chambre locale toute entière. C'est au Parlement local qu'ils en veulent. Leur but est d'entraver sa marche, et d'obtenir l'union législative. Rien ne leur coûte pour y arriver. Ils dénigrent les faits, s'abstiennent de les relater, les traitent à la légère, s'efforcent de faire de l'esprit et de tourner en ridicule ce qui regarde nos intérêts les plus chers. C'est contre cette partie de la presse que je me suis élevé, c'est contre sa conduite que j'ai protesté.

Il le répète, ce n'est pas à la Chambre, où les ministres n'ont rencontré que bienveillance et courtoisie, que ce reproche s'adressait.

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Montreal-Est): Fait remarquer que devant prendre sa majorité parlementaire en mars prochain, et devant, partant, avoir l'âge de discrétion (applaudissements), il devrait lui être permis d'exprimer son idée en cette circonstance.

Il sait qu'il s'est formé un courant d'idées

hostile à la Législature de Québec; mais cela ne l'empêchera pas de prospérer.

Puis, il dit que le ministère a déployé depuis sa formation une activité qui n'a été dépassée nulle part. On a voulu prétendre qu'il y a plus d'ouvrage de fait en Ontario; sans jeter aucun blâme sur celle-ci, il peut dire que tel n'est pas le cas. C'est au contraire à Québec que le travail est le plus avancé.

Pendant qu'il était en Angleterre, en sa qualité de délégué, on lui exprima des doutes sur le bon fonctionnement du gouvernement de la province de Québec. Il assura alors que le gouvernement de Québec serait le gouvernement modèle. L'événement a répondu à son attente. La Chambre ne compte pas deux mois de session; elle a eu 10 jours de vacance, et 15 jours perdus dans l'organisation des comités. Cette Chambre n'a eu réellement qu'un mois pour faire tout l'ouvrage qu'elle a dépêché, et si l'opinion publique n'est pas contente, elle est injuste.

Son estimé financier est prêt, ses mesures d'appropriation sont élaborées, ses comités travaillent avec une ardeur qui ne se ralentit point, qui est du meilleur augure. Rien n'aurait pu être fait plutôt; il termine en disant: "Ici, c'est de la besogne qui se fait, et non de la déclamation".....

La proposition de M. Dunkin est adoptée.

Choix des jurés

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte 27 et 28 Victoria, chapitre 40, concernant le choix et l'assignation des jurés.

Il explique que le but de ce projet de loi est de réduire le coût de l'administration de la justice dans la sommation des jurés en éliminant le besoin de sommer des personnes exemptées par la loi du service de juré. On épargnera ainsi \$22,000. ou \$23,000. par année.

Adopté.

Chemin de fer à passagers de la cité de Montréal

Troisième lecture du bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal. Il y a reprise des débats commencés la veille alors que l'amendement suivant a été proposé:

Que le bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal soit amendé en retranchant la 7ème clause, telle qu'adoptée en comité de toute la Chambre, et en lui substituant la suivante: "Toutes personnes réclamant aucune perte ou des dommages de la compagnie, seront tenues de donner avis par écrit à la compagnie de telle réclamation, en le remettant en mains au secrétaire de la compagnie, à son bureau principal de la cité de Montréal, sous un mois à compter du jour de l'accident donnant lieu à telle réclamation, accompagné d'un état détaillé

de telles pertes ou dommages, et des circonstances particulières qui s'y rattachent; et aucune poursuite ne pourra être intentée à moins que tel avis et état détaillé n'aient été délivrés comme susdit, et pas avant l'expiration d'un mois à dater de la remise de tel avis; pourvu toujours que, dans les cas de préjudices personnels, l'avis et l'état détaillé soient remis dans un temps raisonnable, selon les circonstances de l'événement.

Après quelques discussions, la question est mise aux voix et la Chambre se divise; les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour:

MM. Bachand, Brigham, Carter, Cartier, Chapais, Church, Dunkin, Hamilton, Hemming, Locke, Ogilvie, Pozer, Rheume, Robertson, Ross et Sriver.
— 16.

Contre:

MM. Baudreau, Bellerose, Benoît, Bessette, Blais, Chauveau, Clément, Coutlée, Craig, Desaulniers (Maskinongé), Desaulniers (Saint-Maurice), Dugas, Gaudet, Hearn, Jodoin, Laberge, Langevin, Lavallée, LeCavalier, Mailoux, Mathieu, Ouimet, Pelletier, Picard, Robert, Simard, Thérien, Tremblay et Verreault. — 29.

L'amendement est défait et la Chambre adopte le bill. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie d'ardoise de Rockland

M. A.-L. DESAULNIERS (Saint-Maurice): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant la Compagnie d'ardoise de Rockland.

Le comité, sous la présidence de M. A.-L. Desaulniers (Saint-Maurice), étudie le bill. M. Desaulniers fait rapport à la Chambre, sans amendement.

Compagnie du gaz de Québec

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte 12e Victoria, chapitre 282, et pour pourvoir à une nouvelle augmentation du fonds capital de la Compagnie du gaz de Québec.

Adopté.

Corporation de Montréal

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender les actes concernant la Corporation de la cité de Montréal.

Adopté.

Ajournement

Alors, sur la proposition de l'honorable M. Chauveau, appuyé de l'honorable M. Dunkin, la Chambre s'ajourne à trois heures.

Séance du 17 février 1868

Sous la présidence de
l'honorable J.-G. Blanchet

La séance débute à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Joly, la pétition du révérend F. Paradis et autres, de la paroisse de Sainte-Agathe; la pétition de Narcisse Dionne et autres, de la paroisse de Saint-Giles; et la pétition de la Banque de Québec.

Par M. Simard, la pétition de Pierre Bouchard et autres, de la cité de Québec.

Par M. Benoît, la pétition du conseil municipal du comté de Napierville; et la pétition de Sixte Coupai et autres, de la paroisse de Saint-Cyprien, comté de Napierville.

Par M. Molleur, la pétition de A.-L. Demers et autres, de la paroisse de Saint-George-de-Henriville.

Par M. Carter, la pétition de D. Torrance et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Bellingham, la pétition de A.-B. Fillion, du township d'Arundel, comté d'Argenteuil.

Par M. Garon, la pétition du révérend D. Vézina et autres, de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De J.-B.-R. Dufresne et autres, de la paroisse de Saint-Roch de Québec-Sud; demandant que si des débentures sont accordées aux incendiés de ladite paroisse de Saint-Roch de Québec-Sud, cet argent ne soit pas avancé à la municipalité de ladite paroisse.

Du Club de Montréal pour la protection de la pêche et de la chasse; demandant la passation d'un bill pour mieux protéger la pêche et la chasse.

Du révérend B. Robin et autres, de la paroisse de Saint-Antoine-de-Tilly; de A. Grenier et autres, de la paroisse de Sainte-Croix, ces deux paroisses du comté de Lotbinière; du révérend G. Huberdeau et autres, de la paroisse de Saint-Hubert, district de Montréal; de J.-O. Villeneuve et autres, du village de Saint-Jean-Baptiste, comté d'Hochelaga; de William Parkyn et autres, de la paroisse de Montréal; de Thos. MacKee et autres, du township de Melbourne, et de B. Miquelon et autres, de la paroisse de Saint-Camille, comté de Wolfe; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

De A. Ogilvie et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Caledonia Curling Club".

Rapport des comités:

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de recommander à votre honorable Chambre l'adoption de la résolution suivante:

Résolu, que dans toutes les sessions futures, les objets de papeterie suivants soient distribués à chaque membre de cette Chambre et leur soient envoyés dans une boîte à leur résidence, savoir:

"Une demi-main de papier buvard rouge ordinaire, trois feuilles de papier buvard appelé "Treasury", un quart de rame de papier "foolscap" non réglé, un quart de rame de papier "foolscap" réglé, une rame no 1 papier octavo, un quart de rame de papier octavo no. 2, neuf pièces de gallon rouge, deux boîtes de plumes d'acier, un morceau de caoutchouc pour effacer l'encre et le crayon, un crayon de mine rouge et bleue, trois crayons de mine noire, 100 enveloppes pour le papier "foolscap", 200 enveloppes du format no. 6, 50 enveloppes du format no. 4, 50 enveloppes du format no. 2 1/2, une bouteille d'encre, un étui de pointes de mine, un canif, un perceur, un coupe-papier et un porte-crayon".

Votre comité, avant de clore ce rapport, demande respectueusement la permission d'attirer l'attention de cette honorable Chambre sur le fait que, bien que ses officiers et clercs soient généralement bien occupés, cependant, il en est parmi eux qui auront très peu à faire durant la vacance, et il est à désirer que, dans le but d'économiser les ressources de la province, leurs services durant ce temps soient mis à la disposition des autres départements du service civil, chaque fois qu'aucun de ces départements pourra avoir besoin d'assistants surnuméraires.

M. J. SCRIVER (Huntingdon): Veut reconnaître les immenses services rendus par le président du comité des dépenses contingentes (M. J.-H. Bellerose). Grâce à sa fermeté et à son travail, beaucoup de dépenses de la Législature ont été diminuées. Il croit que le représentant de Laval a droit à la haute appréciation des députés pour les services rendus à la Chambre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Reconnaît les services de M. Bellerose en tant que président du comité. Il dit à cette occasion qu'il a pris l'opinion du greffier de la Chambre au sujet du nombre des employés permanents et que ce monsieur ne trouvait pas que le nombre en fut trop grand particulièrement pour les sessions futures où les affaires seront plus considérables. Le gouvernement se propose, toutes les fois qu'il y aura une vacance, de ne la remplir qu'après avoir consulté l'orateur et le greffier, de manière que la Chambre, par l'entremise de ses principaux

officiers, puisse exercer un contrôle sur cette matière et faire des économies, quand elle le jugera convenable.

Il est résolu que cette Chambre concoure dans ledit rapport.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a été fait des amendements, que votre comité soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour incorporer la Compagnie d'assurance maritime du Canada.

Bill pour autoriser les ministres de l'Eglise catholique apostolique en la province de Québec, à célébrer des mariages et à tenir des registres de mariages, baptêmes et sépultures.

Bill pour incorporer la Société de l'union Saint-Joseph, à Saint-Sauveur de Québec.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, et compagnies de mines et manufacturières. Voici ce rapport:

Votre comité demande à cette honorable Chambre de faire rapport en ce qui concerne le bill pour amender la 20e Victoria, chapitre 149, intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie de navigation et de chemin de fer du Saint-Maurice", qui a été renvoyé à votre comité, que ce jourd'hui M. de Niverville, le promoteur dudit bill a comparu devant ce comité et a demandé la permission de retirer ledit bill, ce qui lui a été octroyé.

Votre comité demande, de plus, la permission de recommander à votre honorable Chambre que l'honoraire de cent piastres, que l'honorable membre de Trois-Rivières a déposé entre les mains du greffier des bills privés, à raison de ce bill, lui soit remboursé, et de plus qu'il lui soit fait remboursement des frais d'impression.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet), que l'honoraire et les frais d'impression payés sur le bill pour amender l'acte 20 Victoria, chapitre 149, intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer et de la navigation du Saint-Maurice," soient remboursés, conformément aux recommandations dudit comité.

Adopté.

Introduction de bills:

M. N.-M. LECAVALIER (Jacques-Cartier): De mande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte municipal du Bas-Canada de 1860.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Demande la permission d'introduire un bill pour légaliser certains registres de l'état civil de cette province.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill concernant la nomination d'un assistant aux officiers en loi de la couronne.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Choix des jurés

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour examiner le bill pour amender l'acte 27 et 28 Victoria, chapitre 40, concernant le choix et l'assignation des jurés.

Adopté. Le comité, sous la présidence de M. E. Laberge, étudie le bill et demande à siéger de nouveau.

Subsides

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des subsides.

Comme les états détaillés concernant les items affectés à l'administration de la justice et au gouvernement civil ne sont pas encore imprimés, il propose de procéder à la prise en considération des autres items.

Accordé.

En comité:

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille deux cents piastres et quatre-vingt-six centins soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses du département du Secrétaire provincial, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille quatre cent vingt-neuf piastres et quatre-vingt-neuf centins soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses du département du Registraire provincial pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas treize mille cinquante et une piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses du département des Officiers en loi de la couronne, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille neuf cent onze piastres et trente-sept centins soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses du département du Trésor, pour les

dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas quarante-huit mille neuf cent soixante piastres et seize centins soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses du département des Terres de la couronne, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille cent trente-neuf piastres et soixante-deux centins soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses du département des Travaux publics et de l'Agriculture, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas six mille neuf cent trente-trois piastres et quatre-vingt-dix centins soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses du département du Conseil exécutif, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas quarante-sept mille cinq cent quatre-vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses contingentes des départements publics, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille six cent soixante-six piastres et soixante-sept centins soit accordée à Sa Majesté pour défrayer le salaire de l'orateur du Conseil législatif, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix mille trois cent trente-neuf piastres et trente-cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les salaires et les dépenses contingentes de l'administration de la justice, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, étant le montant requis pour rencontrer les dépenses de la police, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Fait remarquer que, selon toute probabilité, cette demande est plus forte que ce qui devrait être nécessaire. Mais il croit plus prudent de réclamer cette somme pour faire face à tous les besoins.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas trente-sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'entretien de la maison de réforme de Saint-Vincent-de-Paul, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Dit qu'il vou-

draît que les salaires des responsables de cet établissement fussent plus justes et plus équitables.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des inspecteurs des prisons, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas onze mille cinq cent piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'indemnité et allouance pour voyage aux membres du Conseil législatif, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas seize mille huit cent soixante-trois piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les salaires et dépenses contingentes du Conseil législatif, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas trente et un mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'indemnité et allouance pour voyages aux membres de l'Assemblée législative, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas cinquante-sept mille quatre cent vingt-sept piastres et quarante-cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les salaires et dépenses contingentes de l'Assemblée législative, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas seize mille neuf cent soixante-quinze piastres et vingt-huit centins soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses d'élections (officiers rapporteurs), pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas douze mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses d'impression et reliure des lois, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

20. Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la distribution des lois, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

21. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour octroi à la bibliothèque du Parlement, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

22. Qu'une somme n'excédant pas huit cent soixante-dix-sept piastres et dix-sept centins soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses du salaire du greffier de la couronne

en chancellerie, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

23. Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses contingentes du greffier de la couronne en chancellerie, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

24. Qu'une somme n'excédant pas soixante-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'éducation supérieure, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brême): Dit que cet item n'est que pour douze mois. A la prochaine session, il sera en meilleure position pour fournir les informations sur ce sujet.

Adopté.

25. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des écoles communes, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

26. Qu'une somme n'excédant pas soixante-deux mille cinq cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des écoles normales, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

27. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des cours d'agriculture attachés aux écoles normales, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

28. Qu'une somme n'excédant pas vingt-neuf mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les salaires des inspecteurs d'écoles, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

M. J. SCRIVER (Huntingdon): Demande si c'est l'intention du gouvernement de faire des modifications au système d'inspection des écoles, afin d'augmenter le nombre d'inspecteurs en vue d'améliorer le système d'inspection.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que toute la question de l'éducation sera étudiée pendant la prochaine session. Le problème de l'inspection des écoles est très important et a attiré beaucoup son attention. La seule difficulté rencontrée dans ce système provient des dépenses. En Grande-Bretagne, une grande partie des crédits consacrés à l'éducation était appliquée à l'inspection, mais dans notre cas l'état de nos finances ne nous permet pas cela. Il y a cinq ans, il a fait un rapport spécial sur la question, dans lequel il a proposé trois systèmes d'inspection; mais la Chambre n'a pas eu l'occasion de le discuter. A

la prochaine session, toute la question sera débattue en Chambre.

Adopté.

29. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des écoles dans les municipalités pauvres, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

30. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de livres pour donner en prix, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

31. Qu'une somme n'excédant pas trois mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des journaux de l'Instruction publique, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

32. Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la bibliothèque du département de l'Education, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

33. Qu'une somme n'excédant pas seize mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les salaires du département de l'Education, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

34. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses contingentes du département de l'Education, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

35. Qu'une somme n'excédant pas deux mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses du fonds destiné aux instituteurs en retraite, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Trouve que le montant est trop peu considérable.

M. J. SCRIVER (Huntingdon): Est de la même opinion. Il croit que ce montant devrait être augmenté. Il connaît plusieurs instituteurs qui, après s'être dévoués pendant plusieurs années avec un salaire très maigre, devaient maintenant se débrouiller pour vivre avec une petite pension de \$25. ou \$30. Il espère que le montant sera augmenté.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Est heureux d'entendre les remarques de l'honorable député. Dans tous ses rapports faits en tant que surintendant, il a recommandé l'augmentation de ce fonds et il a prouvé que l'augmentation de ce fonds serait un avantage pour la province. Si le fonds n'est pas

augmenté, le système sera abandonné, et alors une plus grande somme devra être consacrée à ceux qui ont souscrit au fonds. Il se demande si l'honorable trésorier serait en mesure d'apprécier cette façon de voir la question.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit qu'il a toutes sortes de bonnes intentions pour l'an prochain.

Adopté.

36. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la faculté médicale, collège McGill, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

37. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'école de médecine, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

38. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société historique et littéraire, Québec, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

39. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société d'histoire naturelle, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

40. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Corporation de l'Hôpital Général, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

41. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des Sourds-Muets, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

42. Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux malades indigents, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

43. Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital St-Patrice, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

44. Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux soeurs de la Providence, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

45. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile de St-Vincent-de-Paul,

Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

46. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la maison de Refuge, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

47. Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des Orphelins de St-Patrice, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

48. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice de la Maternité, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

49. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile de la Madeleine (Bon Pasteur), Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

50. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des Orphelins catholiques romains, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

51. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux soeurs de la Charité, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

52. Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des Orphelins protestants, Montréal pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

53. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice de la Maternité, sous les soins des soeurs de la Miséricorde, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

54. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

55. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile de Nazareth, pour les enfants aveugles et pauvres, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

56. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au dispensaire, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

57. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société de bienfaisance des dames pour les veuves et les orphelins, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

58. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile et maison d'Industrie, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

59. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'institution pour le traitement des maladies d'yeux et d'oreilles, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

60. Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux malades indigents, Québec, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

61. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société des dames charitables de l'asile des Orphelins catholiques romains, Québec, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

62. Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile du Bon Pasteur, Québec, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

63. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice de la Maternité, Québec, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

64. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des Dames protestantes, Québec, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

65. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des Orphelins, Québec, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

66. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile Finlay, Québec, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

67. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des Orphelins protestants, Québec, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

68. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile Sainte-Brigitte, Québec, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

69. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile militaire du Canada, Québec, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

70. Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux malades indigents, Trois-Rivières, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

71. Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital général, district de Richelieu, Sorel, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

72. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital de Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

73. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital général catholique, Saint-Hyacinthe, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

74. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital des Marins et Emigrés, Québec, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

75. Qu'une somme n'excédant pas cent trente-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le soutien de l'asile de Beauport, Québec, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande combien il y a de patients à l'asile de Beauport.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Environ 639.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Combien se trouve-t-il de patients qui paient?

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Un seul.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Il est d'une honnêteté modèle. J'aimerais le connaître.

Il trouve l'allocation beaucoup trop élevée. Ces institutions, bien dirigées, devraient se supporter d'elles-mêmes.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit qu'il examinera la question pour la prochaine session. Il croit cependant qu'il faut se rappeler qu'une institution du genre est toujours coûteuse. Plusieurs lunatiques viennent de milieux pauvres qui ne peuvent rien donner pour leur soutien.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Il voulait dire que ces institutions devraient se supporter en ayant des fermes. Un tel moyen serait profitable aux patients et procurerait un revenu.

Adopté.

76. Qu'une somme n'excédant pas vingt-sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour le soutien de l'asile des aliénés, Saint-Jean, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

M. F.-G. MARCHAND (St-Jean): Demande si le gouvernement a inclus, dans cette allocation, une somme pour pourvoir à la construction d'annexes aux bâtisses existantes, et qui sont loin de suffire aux besoins de l'institution. Il pose cette question parce qu'il a eu l'occasion d'expliquer à quelques-uns des membres de l'administration que ces constructions indispensables pourraient se faire à peu de frais, et qu'il avait cru comprendre que l'on s'en occuperait. D'après les renseignements qu'il a obtenus sur les lieux, dans un récent voyage, une dépense de trois ou quatre mille piastres suffirait à mettre l'établissement actuel en état de recevoir convenablement trois cents aliénés.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Le gouvernement n'a pas pourvu à ces constructions.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Elles sont pourtant indispensables.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Le gouvernement prendra probablement quelque mesure à cet effet l'an prochain.

Adopté.

77. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au Bureau des arts et manufactures, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

78. Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille cinquante-huit piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide à diverses sociétés d'agriculture, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): S'informe si cette somme ne représente pas l'allocation pour deux ans.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Oui. Et le montant accordé à chaque société ne sera dorénavant que de six cents piastres, au lieu de huit cents piastres.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Alors vous soumettez les sociétés à une réduction considérable qui nuira beaucoup à leur fonctionnement.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Suggère de maintenir l'allocation actuelle, mais de n'accorder aux sociétés que le double au lieu du triple de leurs souscriptions, jusqu'à concurrence des huit cents piastres.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Souhait que cette réduction ne placerait pas les sociétés dans une pire position, et qu'au lieu de s'en rapporter aux fonds du gouvernement, elles s'appuieraient sur leurs propres ressources et rempliraient le déficit par des souscriptions privées.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Appuie le trésorier.

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Dit qu'il est en faveur de la réduction, parce qu'il ne voit pas quel bien ont produit les sociétés d'agriculture et qu'au contraire, au point de vue de la moralité publique, elles ont causé beaucoup de mal; ces réunions n'étant, pour un grand nombre, qu'une occasion de fréquenter les buvettes.

M. V. ROBERT (Rouville): N'est pas de cet avis, et il considère les paroles du député de Shefford (M.-A. Bessette) comme une injure à la classe agricole qu'il se fait un honneur de représenter. Dans son comté, les associations d'agriculture sont loin d'être des associations d'ivrognes, et elles ont produit le plus grand bien. Dans son comté, particulièrement grâce à l'initiative du major Campbell, la société d'agriculture a fait de grands progrès. L'an dernier, elle a remporté un magnifique cheval percheron, et, si le gouvernement a dit que l'agriculture et la colonisation seront les principaux objets de sa sollicitude, cela lui a fait espérer, en faveur des sociétés d'agriculture, une allocation, sinon plus forte, du moins aussi élevée que d'habitude. Quelques députés ont prétendu que les expositions sont une occasion de spéculation pour quelques individus; il répond à cela que si ces spéculations se pratiquent quelquefois, c'est au profit de la classe agricole sur laquelle s'appuient tous les intérêts de notre pays.

M. F.-G. MARCHAND (St-Jean): Dit qu'ayant été depuis quatre ou cinq ans le président de la société d'agriculture de son comté, il pouvait difficilement laisser passer sous silence les remarques du député de Shefford (M. M.-A. Bessette), et il se fait un devoir, pour l'honneur de la classe agricole, de le contredire. Les sociétés d'agriculture ont déjà produit les plus beaux résultats et, avec un encouragement suffisant, elles deviendront un des plus puissants moyens de prospérité pour l'industrie qu'elles représentent. Les défauts que l'on remarque dans le fonctionnement de

ces sociétés dépendent plutôt de lacunes existant dans la loi que des causes auxquelles ils sont attribués par quelques députés. Il a déjà développé ses idées à ce sujet devant la Chambre, et se contentera d'ajouter qu'en diminuant l'allocation des sociétés d'agriculture, le gouvernement leur portera le coup de mort.

Adopté.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

A sept heures, la Chambre se reforme en comité des subsides.

L'ORATEUR: Dit qu'on l'a informé que plusieurs députés désirent parler sur le dernier item concernant les sociétés d'agriculture; bien que le comité ait adopté cet item, il demande au gouvernement de permettre une plus ample discussion.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): N'a aucune objection.

M. A.-L. DESAULNIERS (Saint-Maurice): Veut prouver que les sociétés d'agriculture ont été créées dans l'intérêt du développement de la race humaine, plutôt que dans le but de favoriser l'amélioration des races bovines, porcines, etc. Il est en faveur de la réduction de l'allocation.

M. J. GAUDET (Nicolet): En tant que cultivateur, il connaît trop les avantages des sociétés d'agriculture pour consentir à ce qu'on les prive d'une partie de leur allocation.

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Dit que, comme président de la société d'agriculture de son comté, il se croit obligé de relever les insinuations qui sont échappées à quelques-uns des députés qui ont parlé avant lui. Certainement que le système n'est pas parfait; il laisse beaucoup à désirer; des réformes pourraient se faire à une prochaine session. Il serait désirable, par exemple, qu'il fût pourvu à l'établissement de foires de district. Les sociétés de comté devraient être remplacées par des sociétés de district, la somme accordée à chaque comté étant déjà trop minime pour produire des résultats bien importants. On devrait aussi encourager la formation de clubs d'agriculteurs, où l'on discuterait les sujets se rattachant aux intérêts de cette branche d'industrie.

M. D.-A. COUTLEE (Soulanges): En considérant le fait que la question sera reprise à la prochaine session, il consent à voter l'item tel quel.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Se prononce en faveur de l'ancien octroi et prétend qu'il est loin d'être élevé.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit qu'il est très heureux d'avoir pu saisir l'opinion

de la Chambre sur cette question. Il avait cru comprendre, par le rapport du comité de colonisation, que la diminution qu'il propose était conforme à ses vues. Après cette discussion, il se décidera probablement à maintenir l'allocation primitive; mais, comme on ne peut augmenter un item des estimés, il propose à la Chambre de voter l'item tel qu'il est, en attendant que le gouvernement proposât un montant pour compléter la somme dans les subsides supplémentaires.

L'HONORABLE J.-C. CHAPPAIS (Champlain): Se dit du même avis.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il considérera toute la question et qu'il proposera de faire des modifications à la prochaine session. Il croyait que si le gouvernement accordait le montant établi selon cet item, les membres des sociétés paieraient davantage et ainsi, un fonds plus considérable serait obtenu.

79. Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'école d'agriculture de Ste-Anne, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

80. Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'école d'agriculture de L'Assomption, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

81. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté en faveur de l'immigration, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit que le gouvernement n'a pas cru devoir approprier à cet objet une plus forte somme parce qu'il est d'abord à prendre des moyens pour retenir les habitants du pays avant de chercher à en établir d'autres. Avant de faire de grands efforts pour attirer l'immigration sur notre sol, il faut d'abord songer à rendre notre pays attrayant en y établissant des chemins de colonisation, en construisant des ponts et en pourvoyant à toutes les améliorations essentielles à la colonisation. Ce serait folie d'attirer l'immigration avant que nous ne soyons prêts à la recevoir.

Adopté.

82. Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille cinq cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté pour aider à l'achèvement de la maison de réforme de St-Vincent-de-Paul, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

83. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des explorations et inspections des travaux et édifices

publics, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

84. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille cinq cent soixante-seize piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de déménagement, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

85. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'achèvement de la nouvelle prison, Québec (un mur d'enceinte, altérations et réparations), imputé au fonds de construction et jury pour le district de Québec, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

86. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'achèvement de la prison de Sherbrooke, imputé au fonds de construction et jury du district de St-François, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

M. J.-G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit que la somme de \$1,000. est insuffisante et qu'il faudrait au moins \$8,000. pour compléter les murs autour de la cour et les autres ouvrages commencés.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit qu'il faudra se contenter de cette somme pour le moment.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande si c'est l'intention du gouvernement de fournir des octrois semblables aux autres districts, afin de les mettre en état de construire les murs d'enceinte et autres départements indispensables.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit que l'on n'a pas pourvu à cela dans les présents estimés, mais que le gouvernement s'occupera bientôt de ces choses.

Adopté.

87. Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt cinq mille trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des loyers, primes d'assurances et réparations, etc., d'édifices publics, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

88. Qu'une somme n'excédant pas soixante-deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

M. P. Benoît (Napierville): Demande si les réparations des bâtisses du parlement sont incluses dans ce montant qui s'élève à la somme

un peu ronde de \$35,000., et s'il serait possible d'avoir le détail de leur coût.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit qu'il n'a pas sur lui les détails mais que l'honorable député pourrait les avoir en passant à son bureau. Cet item contient effectivement les réparations en question.

Adopté.

89. Qu'une somme n'excédant pas cent dix-sept mille trois cent douze piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les salaires et dépenses contingentes du surintendant du bureau des mesureurs, Québec et Montréal, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

90. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux pêcheurs en détresse de la Nouvelle-Ecosse, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

91. Qu'une somme n'excédant pas sept cent quinze piastres et quatre vingt-treize centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux habitants indigents de la côte du Labrador, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

92. Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer diverses dépenses, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

93. Qu'une somme n'excédant pas douze mille cent quarante-trois piastres et quatre-vingt-onze centins soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de services ou frais des bureaux d'enregistrement, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

94. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille quatre cent quarante-quatre piastres et onze centins soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'exploration et tracé de territoires, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

M. F.-G. MARCHAND (St-Jean): Demande si le gouvernement a l'intention de pourvoir à la confection d'extraits des cadastres déposés au bureau des Terres, pour être mis à la disposition des hommes d'affaires dans chaque comté, afin de prévenir les graves inconvénients qui pourraient survenir sans cela.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit qu'il tâchera de s'entendre à ce sujet avec le représentant de St-Jean et les officiels du département concerné, afin de trouver, pour obvier à l'inconvénient signalé, un moyen aussi peu dispendieux que possible.

Adopté.

95. Qu'une somme n'excédant pas cent huit mille trente-six piastres et neuf centins soit

accordée à Sa Majesté pour défrayer les autres dépenses territoriales par le département des Terres de la couronne, y compris les biens des Jésuites, le domaine de la couronne, la seigneurie de Lauzon, bois et forêts, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

96. Qu'une somme n'excédant pas huit mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer diverses charges sur les timbres du revenu, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

Adopté.

Le comité demande la permission de siéger à nouveau demain.

Lois expirantes

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour continuer, pendant un temps limité, les divers actes y mentionnés.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des lois expirantes.

Timbre

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender certains actes y mentionnés, et pour créer de nouvelles dispositions relativement aux timbres.

L'objet du bill n'est pas de lever des taxes nouvelles, mais d'étendre les cas où s'applique l'acte du timbre, afin de permettre la perception de nombreux petits dûs, qui, jusqu'ici, n'étaient pas perçus.

Adopté.

Compagnie d'ardoise de Rockland

M. E.-J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill concernant la Compagnie d'ardoise de Rockland.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Compagnie du gaz de Québec

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter du bill pour amender l'acte 12e Victoria, chapitre 282, et pour pourvoir à une nouvelle augmentation du fonds capital de la Compagnie du gaz de Québec.

Le comité sous la présidence de M.L. Molleur étudie le bill. M. Molleur fait rapport du bill à la Chambre, sans amendement.

Corporation de la cité de Montréal

L'HONORABLE L.-H. LANGEVIN (Dor-

Chester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour examiner le bill concernant la Corporation de la cité de Montréal.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. A.-L. Desaulniers), sous forme d'amendement, que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la motion: "Et qu'instruction soit donnée audit comité d'établir une disposition explicative des clauses onze et douze de l'acte passé dans les vingt-neuvième et trentième années du règne de Sa Majesté, chapitre cinquante-six, dans le but suivant: Les onzième et douzième sections de l'acte passé dans les 29e et 30e années du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte pour amender les dispositions de plusieurs actes ayant rapport à la cité de Montréal et pour d'autres fins," sont par le présent expliquées et modifiées de la manière et jusqu'au degré d'extension suivante seulement: Lesdits commissaires, avant de procéder à l'évaluation requise par lesdites sections, commenceront à déterminer quelles sont les parties qui y sont intéressées et qui doivent être spécialement cotisées pour les fins de l'amélioration proposée, et à en faire rapport et à en donner avis public en faisant publier un avis à cet effet durant dix jours dans deux journaux quotidiens français et anglais publiés dans la cité de Montréal, et lesdites parties ainsi notifiées qui désirent s'opposer auxdites améliorations proposées seront tenues à filer leur opposition entre les mains desdits commissaires dans le délai de trois jours à dater de la dernière insertion dudit avis; lesdits commissaires, lors de la réception desdites oppositions, procéderont tel qu'il est mentionné dans lesdites sections".

L'HONORABLE L.-H. LANGEVIN (Dorchester): Prétend que cet amendement ne peut être reçu, parce que l'avis n'a pas été donné.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Soutient la même opinion, et propose qu'en vertu de l'importance de la question et en tenant compte de l'absence de plusieurs députés, la discussion du sujet soit remise à demain.

L'ORATEUR: Décide que la motion n'est pas dans l'ordre.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmo-

rency): Prétend que la Chambre a le droit d'amender un bill ou d'ajouter à un bill sans tenir compte du fait qu'une pétition a été présentée à cet effet.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose d'ajourner jusqu'à demain ces débats.
Adopté.

Message du Conseil législatif:

Le greffier du Conseil législatif remet à la barre de la Chambre le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour faciliter le partage de la succession de feu John Coffin".

Bill intitulé: "Acte pour autoriser les soeurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal, à acquérir des propriétés jusqu'à concurrence d'une certaine valeur, et à en disposer."

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Société Saint-Jean-Baptiste de la ville de Saint-Jean."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte incorporant l'Union Saint-Joseph de Saint-Jean d'Iberville."

Bill intitulé: "Acte pour annexer une partie de la seigneurie de Bélair à la paroisse de Saint-Ambroise, et une autre partie d'icelle à la paroisse de Sainte-Catherine."

Et ensuite il s'est retiré.

Impression des documents

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. G. Ouimet), que la 58e règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a rapport à l'impression des bills, et que, pour le reste de la session, les bills ne soient imprimés que dans une langue seulement, jusqu'à leur troisième lecture.

Il dit que l'impression des bills est le seul facteur qui retarde les travaux de la Chambre. Evidemment, les bills devront être imprimés dans les deux langues avant leur troisième lecture.

Adopté.

Ajournement

Alors, sur la proposition de l'honorable M. Chauveau appuyé par l'honorable M. Ouimet, la Chambre s'ajourne à onze heures.

Séance du 18 février 1868

Sous la présidence de
l'honorable J.-G. Blanchet

La séance débute à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Picard, la pétition de Pierre Mason et autres, du township de Ham Nord, comté de Wolfe, et la pétition du révérend Georges Vailancourt et autres, de la paroisse de St-Hippolyte.

Par M. Fortin, la pétition de Thomas C. Remon et autres.

Par l'honorable M. Chauveau, la pétition du conseil municipal du comté de Québec.

Introduction de bills:

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Demande que la 31^e et la 60^e règle de cette Chambre soient suspendues, en autant qu'elles ont rapport au bill pour amender de nouveau les actes d'incorporation de la cité de Québec.

Il demande de passer par-dessus les formalités afin de ne pas retarder la première lecture.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Ne veut pas s'opposer à la demande du député de Québec-Centre. Il trouve que l'on a trop tardé à présenter cette mesure et déclare que le gouvernement est décidé à ne pas prolonger la session pour en favoriser la passation.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Explique sa position à l'égard du bill qu'il présente en l'absence de M. Hearn, qu'une maladie retient chez lui. Il ne peut approuver toutes les clauses du bill dont plusieurs lui paraissent entachées d'injustice. Cependant, il faut une législation énergique, efficace pour retirer la ville de la triste position où elle se trouve. Si l'on ne vient promptement à son secours, rien ne pourra nous arrêter sur la pente où nous glissons, et dans quelques mois le bureau du shérif aura un surcroît de besogne, au détriment des propriétés des citoyens. Il faut que, dans l'intérêt de la ville, l'on mette le moins d'obstacle possible à l'adoption du bill.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Ne peut pas non plus donner son appui à toutes les parties du bill. Mais il y a plusieurs de ses dispositions que le Parlement devra sanctionner si l'on veut sauver Québec de la banqueroute. C'est une mesure de première nécessité réclamée par les circonstances exceptionnelles où se trouve la ville. Le seul moyen de la retirer de cette position précaire serait de substituer à une partie du système actuel de taxes, l'"income

tax", mais des influences puissantes ont fait biffer la clause qui demandait l'"income tax". Il saisit cette occasion pour demander à la Chambre de présenter l'amendement qu'elle a rejeté, il y a quelque temps.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Se lève pour appuyer la motion de l'honorable membre de Québec-Est (M. J.-P. Rhéaume) et demande qu'elle soit ajoutée au bill et déclare que les clauses relatives à l'imposition des taxes sur les actions de banques, etc., étaient biffées. Si le Parlement se permettait de légiférer dans ce sens, un vote du gouvernement fédéral ne manquerait pas de détruire son ouvrage.

La demande de l'honorable membre de Québec-Centre (M. G.-H. Simard) est accordée.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau les actes d'incorporation de la cité de Québec.

Cet amendement accorde aux incendiés de 1866 le privilège de construire leur maison en ne se conformant pas aux dispositions de la loi actuelle, qui ne permet pas d'élever des maisons en bois. Les incendiés sollicitent la permission de recouvrir leur maison en mortier ou en brique, et prétendent par là même se protéger contre les incendies.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Fait quelques remarques.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande que la 31^e et la 60^e règle de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport au bill pour incorporer le "Caledonia Curling Club", de Montréal.

Accordé.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer le "Caledonia Curling Club", de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Absence de M. D.-A. Coutlée

M. D.-A. COUTLEE (Soulanges): Demande la permission de s'absenter pour l'espace de huit jours.

La permission est accordée.

Rapport de comités:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Fait rapport que le comité spécial formé pour étudier le bill pour pourvoir à la nomination d'un prévôt des incendies pour la cité de Montréal et pour

définir ses pouvoirs et ses devoirs, a examiné le bill et y a fait des amendements.

Subsides

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose que la Chambre se forme, selon l'ordre du jour, en comité des subsides.

Adopté.

M. G.-H. Simard fait rapport à la Chambre des résolutions que le comité a adoptées hier au sujet des subsides. Les quatre-vingt-seize résolutions sont lues une deuxième fois et adoptées.

Deniers reçus par les shérifs

Selon l'ordre du jour, la Chambre se forme en comité pour examiner le bill pour pourvoir à la remise, en certains cas, des deniers reçus par les shérifs, protonotaires et greffiers des cours de Circuit. Le comité, sous la présidence de M. LeCavalier, étudie le bill et y fait un amendement. M. LeCavalier fait rapport du bill à la Chambre et l'amendement est adopté.

Comité des voies et moyens

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose que la Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité des voies et moyens.

Adopté. Le comité adopte les résolutions suivantes: Résolu, qu'il est expédient de pourvoir par la loi à ce que:

I- Au-dessus et en sus de toutes sommes de deniers quelconques, maintenant exigibles sur icelles par le moyen de l'imposition de droits ou autrement, il soit payé par chaque personne qui prend une licence, au nombre des différentes licences ci-après mentionnées, les nouveaux droits suivants:

1. Pour chaque licence de prêteur sur gages, émise en vertu du chapitre soixante et un des statuts refondus du Bas-Canada, un nouveau droit de quinze piastres.

2. Pour chaque licence d'encanteur, émise en vertu du chapitre cinq des statuts refondus pour le Bas-Canada, un nouveau droit de cinq piastres;

3. Pour toute licence pour tenir un hôtel, taverne, ou autre maison ou lieu d'entretien public, et pour détailler du whiskey ou autres liqueurs spiritueuses, du vin, de l'ale, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, émise en vertu du chapitre six des statuts refondus pour le Bas-Canada, un nouveau droit de cinq piastres;

4. Pour toute licence pour tenir un hôtel, taverne, ou autre maison ou lieu d'entretien public, et pour détailler du vin, de l'aie, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, mais non de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey, ou autres liqueurs spiritueuses, émise en vertu du chapitre six des statuts refondus pour le Bas-Canada, un nouveau droit de deux piastres et cinquante centins;

5. Pour toute licence pour vendre ou détailler dans aucune boutique, en magasin, de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey, ou autres liqueurs spiritueuses, et du vin, de l'aie, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, en quantités de pas moins de trois demiards à la fois, émise en vertu du chapitre six des statuts refondus pour le Bas-Canada, un nouveau droit de trois piastres;

6. Pour toute licence pour détailler à bord d'un bateau à vapeur, ou autre bâtiment, de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey, ou autres liqueurs spiritueuses, du vin, de l'aie, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, émise en vertu du chapitre six des statuts refondus pour le Bas-Canada, un nouveau droit de cinq piastres;

7. Pour toute licence pour détailler à bord d'un bateau à vapeur, ou autre bâtiment, du vin, de l'aie, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, mais non de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey, ou autres liqueurs spiritueuses, émise en vertu du chapitre six des statuts refondus pour le Bas-Canada, un nouveau droit de deux piastres et cinquante centins;

8. Pour toute licence de colporteur et porte-cassettes, émise en vertu du chapitre sept des statuts refondus pour le Bas-Canada, un nouveau droit de deux piastres;

9. Pour toute table de billard licenciée en vertu du chapitre huit des statuts refondus pour le Bas-Canada, un nouveau droit de douze piastres et cinquante centins.

II- Qu'il est de plus expédient de pourvoir par la loi à ce que tels droits nouveaux soient payés au trésorier pour les usages publics de la province seulement; et toute partie ou tout montant d'iceux, que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra de temps à autre permettre ou ordonner, pourra être employé d'après les instructions du trésorier, à faire face aux dépenses qui seront encourues à raison de la mise en force desdits actes, et à toutes poursuites pour contravention à iceux.

M. S.R. Bellingham fait rapport de ces résolutions à la Chambre qui les adopte.

Introduction de bills:

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Demande la permission d'introduire un bill concernant certains droits sur les licences.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Lois passées par les Législatures

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant la preuve des lois passées par les Législatures des autres provinces de la Puissance.

Adopté.

Chemins de colonisation

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant les chemins de colonisation.

Adopté.

Soutien des écoles

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour pourvoir d'une manière plus efficace au soutien des écoles, en certains cas, et pour d'autres objets y mentionnés.

Adopté.

Chambre des notaires

M. C. BERGEVIN (Beauharnois): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour examiner le bill pour légaliser à certains égards les procédés de certaines chambres des notaires. Le comité, sous la présidence de M. P.-G. Verreault, étudie le bill. M. Verreault fait ensuite rapport du bill à la Chambre, sans amendement.

Bureau d'Agriculture et sociétés d'agriculture

M. J.G. ROSS (Compton): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte intitulé: "Acte concernant le bureau d'Agriculture et les sociétés d'agriculture."

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité spécial composé de M. Ross, M. Beaubien, M. Joly, M. Marchand, M. Mailloux et M. Robertson pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Message du Conseil législatif:

Le greffier du Conseil législatif remet à la barre de la Chambre le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour incorporer le "Quebec Curling Club," sans amendement.

De plus, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte concernant l'interprétation des statuts de cette province" avec un amendement, auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et de plus, le Conseil législatif informe cette Chambre qu'il ne croit pas devoir concourir dans les propositions énoncées dans le message de l'Assemblée législative, du onze février mil huit cent soixante-huit, au sujet des dépenses contingentes de la Législature.

Et ensuite il se retire.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte concernant l'interprétation des statuts de cette province".

L'amendement est lu pour la première fois et adopté.

Voitures pour les chemins d'hiver

M. L. MOLLEUR (Iberville): Propose, selon l'ordre du jour, et appuyé par l'honorable député d'Arthabaska (M. E.J. Hemming) la deuxième lecture du bill pour amender l'acte concernant les voitures pour les chemins d'hiver, chapitre 31 des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Le but de son bill est d'imposer à tous ceux qui fréquentent en hiver les chemins du roi, l'usage d'une certaine voiture d'hiver, laquelle a l'avantage de rendre les rencontres plus faciles.

M. A.-L. DESAULNIERS (St-Maurice): Appuie le bill. Les personnes qui s'attelleront à ces voitures de travers... Vous trouverez qu'un cheval attelé à deux chevaux sur ces espèces de voitures tirent une charge plus forte que deux chevaux attelés à un cheval sur les autres voitures... Je veux dire que dans les trains de travers, le cheval, marchant dans la trace même faite par la lisse du traîneau, force constamment cette lisse à n'en pas dévier, durcit le chemin et empêche ainsi les cahots et les pentes de se former.

M. E. LABERGE (Châteauguay): En parlant de la voiture du représentant d'Iberville (M. L. Molleur), le représentant de St-Maurice (M. A.-L. Desaulniers) a impitoyablement attelé tous les députés à ce nouveau véhicule, pour leur en faire voir les avantages.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, appuyé par l'honorable député de Saint-Maurice (M. A.-L. Desaulniers), que le mot "maintenant" soit retranché, et que les mots "de ce jour en six mois" soient ajoutés à la fin de la proposition. Il veut montrer que le bill est ridicule et incompatible avec les habitudes du peuple qui ne réclame nullement un tel changement. Le bill restreindrait les libertés individuelles.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Je suis en faveur des libertés individuelles quand elles sont en harmonie avec le bon fonctionnement du peuple, mais cet amendement à l'acte concernant les voitures pour les chemins d'hiver ne porte pas atteinte à la liberté individuelle.

M. J. GAUDET (Nicolet): Demande que ce projet de loi soit rejeté.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Suggère d'arranger l'affaire à l'amiable en appliquant cette loi seulement aux comtés où elle serait demandée par la majorité des électeurs. Il dit que l'hiver est bien avancé et que nous pourrions peut-être continuer à voyager jusqu'à la fin comme nous avons commencé. Il sera encore temps à la prochaine

session de s'occuper de ces voitures et de consulter le peuple à ce sujet.

M. N.-M. LECAVALIER (Jacques-Cartier): Fait remarquer que, en adoptant cette proposition, on forcerait les gens des localités contigües aux comtés régis par la loi de M. Molleur à changer de voitures pour entrer dans ces comtés, ce qui est pratiquement impossible.

M. V. ROBERT (Rouville): Démontre les avantages de cette loi.

M. J. PICARD : (Richmond-Wolfe) : Déclare qu'il soutiendrait la mesure du député d'Iberville si elle devait s'appliquer uniquement aux Cantons de l'Est, et qu'il voterait pour la renvoyer si elle devait s'étendre à toute la province. Cependant il serait bien aise que les municipalités eussent le pouvoir d'établir une loi semblable toutes les fois qu'elle serait demandée par la majorité des électeurs.

MM. Bellingham, Ross, Fortin, Marchand parlent en faveur du bill de M. Molleur, alors que MM. Joly et Bessette le critiquent.

Le bill est retiré.

L'acte d'agriculture

M. L. MOLLEUR (Iberville): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte d'agriculture, chapitre 26 des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation.

Township de Tingwick

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour annexer une partie du township de Tingwick au township de Wotton.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité spécial composé de MM. Picard, l'honorable M. Dunkin, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, Robertson, Ross, Poupore, Church, Scriver, Locke, Bessette, Brigham, Hemming et Bellingham, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Acte concernant les municipalités et les chemins

M. L.-C. CLEMENT (Charlevoix): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du

bill pour amender l'acte concernant les municipalités et les chemins dans le Bas-Canada.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité spécial chargé de s'enquérir du fonctionnement de l'acte municipal du Bas-Canada, et des actes concernant les abus préjudiciables à l'agriculture.

Demande de documents:

Juges de paix du comté de Jacques-Cartier

M. N.-M. LECAVALIER (Jacques-Cartier): Propose, appuyé par l'honorable représentant de Richmond-Wolfe (M. J. Picard), qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre une liste des juges de paix, dans et pour le comté de Jacques-Cartier, indiquant ceux qui ont prêté serment et qui se sont qualifiés pour siéger.

Adopté.

Compagnie de gaz de Québec

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender l'acte 12 Victoria, chapitre 282, et pour pourvoir à une augmentation du fonds capital de la Compagnie du gaz de Québec.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Registres de baptêmes, mariages et sépultures

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser les ministres de l'Eglise catholique apostolique, dans la province de Québec, à célébrer des mariages et à tenir des registres de baptêmes, mariages et sépultures.

Adopté.

Société de l'Union St-Joseph-de-St-Sauveur

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Société de l'union St-Joseph à St-Sauveur de Québec.

Adopté.

Ajournement

Alors, sur la proposition de l'honorable Irvine, appuyé par M. J.-P. Rhéaume, la Chambre s'ajourne à dix heures.

Séance du 19 février 1868

Sous la présidence de
l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table;

Par M. Bellerose, la pétition de Michel Guay et autres, de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Victoire, comté de Lévis.

Par M. Picard, la pétition de John Hetherington et autres, du township de Melbourne.

Par M. Scriver, la pétition d'Augustin Dupuis et autres, de la paroisse Saint-Anicet.

Par M. Tremblay, la pétition d'Ignace Royer et autres, du township d'Aylmer, comté de Beauce.

Par M. Hamilton, la pétition de P. Winter et autres, du township de Cox, comté de Bonaventure; la pétition de B. McGie et autres, du township de Hope, comté de Bonaventure; la pétition de George Faller et autres, des townships de Shoolbred et Nouvelle, comté de Bonaventure; et la pétition de la municipalité du township de Port-Daniel.

Par M. Pelletier, la pétition de Pierre Langlois et autres, de la paroisse de Saint-Anaclet, comté de Rimouski.

Par M. Joly, la pétition du révérend L. Roy et autres, de la paroisse de Saint-Louis-de-Lotbinière.

Par M. Craig, la pétition de M. E. Ducharme et autres, de la paroisse de Saint-Marc, comté de Verchères; et la pétition de R. Marchesseau et autres, de la paroisse de Saint-Antoine.

Par M. Gaudet, la pétition de J.-F. Régis Variasse et autres, de la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De la Banque de Québec, et de Pierre Bouchard et autres, de la cité de Québec; demandant respectivement que les conclusions de la pétition du maire, et des échevins et des citoyens de ladite cité de Québec, ne soient pas accordées.

Du conseil municipal du comté de Napierville; demandant que les frais d'enregistrement ne soient pas augmentés pour payer des visiteurs du bureau d'enregistrement et pour autres fins.

De Sixte Coupai et autres, de la paroisse de St-Cyprien, comté de Napierville; et de A.-L. Deniers et autres, de la paroisse Saint-George-de-Henriville, comté d'Iberville; demandant respectivement des amendements à l'acte concernant les voitures, pour chemins d'hiver, chap. 31 des statuts refondus pour le Bas-Canada.

De D. Torrance et autres, de la cité de Montréal; demandant que le bill no 57, intitulé: "Acte pour pourvoir à la nomination d'un surintendant du département du feu, pour la

cité de Montréal, et pour définir ses pouvoirs et ses devoirs", soit adopté.

De A.-B. Filion, du township d'Arundel, comté d'Argenteuil; demandant de l'aide pour les chemins dans ledit township.

Du révérend D. Vézina et autres, de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane; demandant une nouvelle division d'enregistrement pour le comté de Rimouski, et dont le bureau serait à Saint-Jérôme-de-Matane.

Du révérend F. Paradis et autres, de la paroisse de Sainte-Agathe, et de Narcisse Dionne et autres, de la paroisse de Saint-Giles, comté de Lotbinière; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

Rapports des comités:

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des dépenses contingentes (Appendice 8 des Journaux de l'Assemblée législative)

M. A.-C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné la pétition de A. Ogilvie et autres, demandant à être incorporés sous le nom de "Caledonia Curling Club", et trouve qu'il n'a pas été donné d'avis, mais vu que les intérêts des particuliers ne peuvent être affectés dans ce cas, votre comité recommande la suspension de la 51e règle de cette Chambre.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter le seizième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici ce rapport;

Votre comité a examiné le bill "Acte pour incorporer la Société de construction de Montréal", et y a fait des amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter le septième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières. Voici ce rapport:

Votre comité a pris en considération le bill pour incorporer la Compagnie hydraulique de Saint-Louis et le bill pour incorporer la Compagnie manufacturière et hydraulique de Chambly, et est convenu d'en faire rapport avec divers amendements.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des lois expirantes. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill pour continuer, pendant un temps limité, les divers actes y mentionnés, et il est convenu d'en faire rapport sans amendement.

Deniers reçus par les shérifs

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour pourvoir à la remise, en certains cas, des deniers reçus par les shérifs, protonotaires et les greffiers des cours de Circuit.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Emmagasinage de la poudre

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le rapport du comité spécial sur le bill pour amender l'acte 27 et 28 Victoria, chapitre 56, concernant l'emmagasinage de la poudre dans les cités de Montréal et Québec.

Voici ce rapport: Le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Le comité désire attirer l'attention de cette Chambre sur le fait que ce bill, quoiqu'il soit absolument nécessaire dans l'intérêt public, est préjudiciable aux droits acquis par certains individus, qu'il serait juste d'indemniser.

Timbres

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour examiner le bill pour amender certains actes y mentionnés, et pour créer des dispositions ultérieures relativement aux timbres.

Le comité, sous la présidence de M. J. G. Robertson, étudie le bill et y fait des amendements. M. J. G. Robertson fait rapport du bill à la Chambre et les amendements sont adoptés.

Lois des autres Législatures

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour examiner le bill concernant la preuve des lois passées par les Législatures des autres provinces de la Puissance.

Le comité, sous la présidence de M. L. R. Church, étudie le bill. M. Church fait rapport du bill à la Chambre, sans amendement.

Chemins de colonisation

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour examiner le bill concernant les chemins de colonisation.

Le comité, sous la présidence de M. C. Hamilton, étudie le bill. M. Hamilton fait rapport du bill à la Chambre, sans amendement.

Interprétation des statuts

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Monta-

gnes): Propose, selon l'ordre du jour, que l'amendement du Conseil législatif, relatif au bill sur l'interprétation des statuts, soit lu une deuxième fois.

L'amendement est adopté et il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Ministère de l'Instruction publique

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill relatif à la charge du ministre de l'Instruction publique.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Droits sur les licences

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill relatif à certains droits sur les licences.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Nomination d'un prévôt des incendies à Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour examiner le bill pour pourvoir à la nomination d'un prévôt des incendies pour la cité de Montréal, et pour définir ses pouvoirs et ses devoirs.

Le comité, sous la présidence de M. L.-J. Moll étudie le bill. M. Moll fait rapport du bill à la Chambre, sans amendement.

Chambres des notaires

M. C. BERGEVIN (Beauharnois): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour légaliser à certains égards, les procédés de certaines chambres des notaires.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Corporation de Montréal

L'HONORABLE L.-H. LANGEVIN (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour continuer les débats ajournés relatifs au bill pour amender les actes concernant la Corporation de Montréal.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose plusieurs amendements au bill. Entre autres: Les commissaires, avant de procéder à l'évaluation requise, commenceront par déterminer quelles sont les parties intéressées et qui devront être spécialement cotisées pour la fin de l'amélioration proposée et à en faire rapport, et à en donner avis public en faisant insérer un avis à cet effet durant 10 jours dans deux journaux

quotidiens anglais et français publiés dans la cité de Montréal, et lesdites parties ainsi notifiées qui désirent s'opposer à l'amélioration proposée seront tenues de filer leur opposition entre les mains desdits commissaires dans le délai de trois jours à dater de cet avis; lesdits commissaires en recevant lesdites oppositions procéderont en la manière mentionnée dans lesdites sections.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Fait un long discours pour montrer que ces amendements ne sont pas recevables parce qu'il n'y a pas eu avis écrit de ces amendements.

MM. Ogilvie et Roy soutiennent aussi le point de vue de M. Chapleau, de même que MM. Beaubien et Rhéaume.

MM. Ogilvie, Chapleau, Joly et Rhéaume parlent en faveur du bill. MM. Cartier, Cauchon, Hemming, Desaulniers, Simard, Irvine et Ouimet parlent en faveur des amendements proposés par l'association des citoyens. A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

La Chambre reprend ses travaux à sept heures et demie.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose de remettre la discussion à demain afin de permettre aux députés d'étudier la question.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): S'oppose à la remise du débat. La Chambre a peu à faire ce soir, alors que demain, le travail sera abondant.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): S'oppose lui aussi à la remise du débat parce que cela retarderait la fin de la session et retarderait la législation du gouvernement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il ne tient pas à sa proposition d'ajourner le débat. Il s'oppose cependant à ces amendements parce qu'il est nécessaire de respecter la procédure normale de la Chambre.

M. J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Est d'accord avec le représentant de Lotbinière.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Fait un long discours pour montrer qu'il serait préférable de considérer ces amendements.

Les amendements de M. Carter sont mis au vote:

Pour: MM. Beaudreau, Beaubien, Bellerose, Bergevin, Bessette, Carter, Cauchon, Clément, Desaulniers (Maskinongé), Desaulniers, (Saint-Maurice), Dugas, Gaudet, Gendron, Harwood, Irvine, Joly, Laberge, LaRue, Mailloux, Mathieu, Moll, Molleur, Ouimet, Pelletier,

Scriver, Simard, Thérien, Tremblay et Verrault 29.

Contre: MM. Chapleau, Chauveau, Church, Lavallée, Picard, Poupore, Rhéaume, Robertson et Ross 9.

La Chambre se forme alors en comité, sous la présidence de M. F. Dugas, et fait quelques amendements au bill. M. Dugas fait inscrire rapport du bill à la Chambre et les amendements sont adoptés.

Registres de baptêmes, mariages et sépultures

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Propose que la Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour examiner le bill pour autoriser les ministres de l'Eglise catholique apostolique, dans la province de Québec, à célébrer des mariages et à tenir des registres de mariages, baptêmes et sépultures.

Le comité, sous la présidence de M. M.-A. Bessette, étudie le bill. M. Bessette fait rapport du bill à la Chambre, sans amendement.

Union Saint-Joseph de Saint-Sauveur

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Société de l'Union Saint-Joseph-de-Saint-Sauveur, Québec.

Le comité, sous la présidence de M. O.

Pelletier, étudie le bill. M. Pelletier fait rapport du bill à la Chambre, sans amendement.

Compagnie d'assurance maritime du Canada

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie d'assurance maritime du Canada.

Adopté.

Lois de la chasse

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, la seconde lecture du bill pour amender de nouveau les lois de la chasse dans le Bas-Canada.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité spécial composé de M. Bellingham, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, M. Hamilton, M. Tremblay, M. Fortin et M. Verreault, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Ajournement

Alors, sur la proposition de l'honorable M. Chauveau, appuyé par l'honorable M. Ouimet, la Chambre s'ajourne à dix heures.

Séance du 20 février 1868

Sous la présidence de
l'honorable J.-G. Blanchet

La séance débute à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. LaRue, la pétition de C. L. J. Fitzgerald et autres, du township de Gosford, comté de Portneuf.

Par M. Picard, la pétition du révérend L.-N. Francoeur et autres, du township de Wolfstown; et la pétition du révérend L.-N. Vanasse, de Saint-Gabriel-de-Stratford, comté de Wolfe.

Par M. Bellerose, la pétition des municipalités du village et de la paroisse de Sainte-Rose, comté de Laval.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Pierre Mason et autres, du township de Ham-Nord, comté de Wolfe; demandant l'abolition des conseils locaux.

Du conseil municipal du comté de Québec; demandant que la Compagnie des chemins à barrières de la rive nord soit libérée de la dette contractée pour la construction de chemins sur la rive sud.

De Thos. C. Remon et autres, de Pabos et Newport, comté de Gaspé; et du révérend Geo. Vaillancourt de la paroisse de Saint-Hippolyte; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

Rapport de comités:

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial nommé pour prendre en considération, dans tous ses débats, la question de la coupe des bois sur les terres publiques.

Votre comité prend la liberté de faire rapport:

Que les questions qu'il a été chargé d'étudier sont si importantes et si étendues, et que sur certains points (surtout sur les droits respectifs des colons et de ceux qui ont des licences pour la coupe des bois) les opinions sont si contradictoires, qu'il lui a été impossible, dans cette courte session, d'en venir à une décision sur tous ces points, de manière à présenter un rapport général.

Que, de plus, votre comité manquait de renseignements indispensables sur plusieurs points, et qu'il s'est décidé à dresser une liste de questions concernant ces différents points, qui ont été placés entre les mains de personnes choisies pour leur expérience, et représentant les différents intérêts en jeu.

Et votre comité ose espérer que les réponses à ces questions (qui doivent être transmises

pendant la vacance au greffier en chef des comités) pourront, avec la permission de votre honorable Chambre, être soumises au comité spécial qui sera chargé, dans la prochaine session, d'étudier le même sujet, et qu'elles mettront ce comité, dès le commencement de ses travaux, en possession de renseignements utiles.

Il y a cependant plusieurs points sur lesquels le comité s'est décidé à attirer l'attention immédiate de la Chambre et du gouvernement:

1. Le pillage du bois de commerce sur les terres publiques: Votre comité est d'opinion qu'il serait facile d'empêcher ce pillage, au moyen d'une surveillance peu dispendieuse. L'on ne peut guère transporter le bois de commerce, dans les forêts, que sur la neige; les traces sont visibles pendant toute la saison, pour un oeil exercé, et peuvent conduire, d'un côté à l'endroit où le bois a été abattu, et de l'autre à la jetée sur le bord de la rivière où le bois est pilé en attendant qu'il soit mis à l'eau, après la fonte des glaces, pour le descendre au marché. Un homme actif, accoutumé à voyager dans les forêts, et au fait de l'exploitation des bois, pourrait surveiller facilement une étendue considérable de territoire. Sachant quels sont les points les plus exposés aux dilapidations et aussi quels sont les endroits les plus favorables, sur le bord des rivières, pour y transporter le bois volé et le mettre en pile, en attendant la fonte des glaces, il veillerait principalement sur ces points vulnérables; le fait est qu'il ne pourrait pas se faire un seul chantier, pour l'exploitation du bois, dans sa division, sans qu'il n'en eût de suite connaissance. Dans plusieurs cas, les agents actuels des terres de la couronne et des bois et forêts pourraient exercer cette surveillance eux-mêmes. Là où les territoires sont très étendus, le gouvernement pourrait les autoriser à employer quelques hommes compétents, dont les frais seraient minimes en comparaison des avantages qui en résulteraient pour le public.

2. Le gaspillage de bois de pruche sur les terres publiques, dans le cas où l'on enlève l'écorce pour manufacturer l'extrait d'écorce de pruche et où on laisse perdre le bois: Votre comité recommande qu'il soit prélevé un droit assez élevé pour qu'il soit de l'intérêt de ceux qui enlèvent l'écorce de prendre aussi le bois.

3. Votre comité est d'opinion qu'il serait avantageux de partager les terres de la couronne en deux classes:

1. Les terres propres à l'agriculture.

2. Les terres impropres à l'agriculture. Dans le but d'encourager l'établissement des terres de la première classe, et de conserver celles de la seconde classe pour l'exploitation du commerce de bois, (du moins aussi longtemps que les terres de la première classe n'auront pas été prises, et occupées par les colons).

4. Les forêts publiques sont une des plus grandes richesses de la province et une de ses

principales sources de revenu. Malheureusement, le bois de commerce disparaît avec une rapidité vraiment inquiétante, et les profits que la province et le commerce de bois lui-même en retirent, sont bien inférieurs à ce qu'ils devraient être. Votre comité est d'opinion qu'il serait désirable que les permis de la coupe du bois sur les terres du gouvernement fussent accordés pour un certain nombre d'années, dix ou quinze ans, tout en veillant à ce que cela ne devienne pas un obstacle à l'établissement des terres propres à la culture. Les fabricants de bois seraient ainsi intéressés à veiller avec soin à la conservation du bois sur leurs limites et à les exploiter avec système et économie; ils en tireraient un plus grand profit, et le gouvernement pourrait leur faire payer, sans injustice, des droits plus considérables, qui augmenteraient le revenu public d'autant sans nuire au commerce de bois.

5. Que votre comité est d'opinion que les droits imposés par la couronne pour la coupe des bois destinés à la construction des navires, tels que genoux, courbes, etc., coupés sur les terres publiques, sont trop élevés, et contribuent à entraver la construction des navires, qui méritent particulièrement d'être encouragée.

Le tout humblement soumis.

(signé) H.-G. Joly,
président.

Chambre de comité,
jeudi, 20 février 1868.

M. C. HAMILTON (Bonaventure): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le rapport du comité spécial nommé pour s'enquérir si la Compagnie des mines de charbon et pêcheries de Gaspé a rempli toutes les conditions de sa charte, lequel est lu comme suit:

Votre comité a l'honneur de recommander à votre honorable Chambre l'adoption des résolutions suivantes:

Que ladite compagnie n'a pas rempli toutes les conditions de sa charte et en particulier celles qui lui sont imposées par les clauses 23e et 24e de la 7e Victoria, chapitre 45, qui incorporent ladite compagnie.

Que l'honorable procureur général soit prié d'adopter les procédures nécessaires pour annuler la charte de ladite compagnie.

Adopté.

Introduction de bills:

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Propose que la 49e règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a rapport à un bill pour autoriser les directeurs de la Compagnie de navigation du lac Memphrémagog à passer un certain règlement, et pour d'autres fins.

Adopté.

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Demande la permission d'introduire un bill

pour autoriser les directeurs de la Compagnie de navigation du lac Memphrémagog à passer un certain règlement, et pour d'autres fins.

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Absence du représentant de St-Maurice

L'HONORABLE G. OUIMET (Deux-Montagnes): Propose que l'honorable député de Saint-Maurice (M. A.-L. Desaulniers) ait la permission de s'absenter pendant l'espace de huit jours.

Adopté.

Chemins à barrières de l'Isle de Montréal

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 21 janvier 1868, pour un état détaillé du revenu annuel des chemins à barrières de l'Isle de Montréal, sous le contrôle des commissaires nommés par le gouvernement; aussi, un état indiquant les différents objets auxquels ces revenus ont été appliqués par lesdits commissaires, en 1867.

Lois de la chasse

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Fait rapport que le comité spécial, nommé pour amender de nouveau les lois de la chasse dans le Bas-Canada, a examiné le bill et y a fait des amendements.

Timbre

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender certains actes y mentionnés, et pour créer des dispositions ultérieures relativement aux timbres.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Preuve des lois des autres Législatures

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill concernant la preuve des lois passées par les Législatures des autres provinces de la Puissance.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Chemins de colonisation

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill concernant les chemins de colonisation.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Choix des jurés

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, en conformité de l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte 27 et 28 Victoria, chapitre 40, concernant le choix et l'assignation des jurés. Le comité, sous la présidence de L.-J. Moll, étudie le bill et y fait des amendements. M. Moll fait rapport du bill à la Chambre et les amendements sont adoptés.

Ministre de l'Instruction publique

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant la charge de ministre de l'Instruction publique.

Adopté.

En comité:

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande au gouvernement si le ministre de l'Instruction publique résignerait advenant un changement de ministère.

Il dit que le bill crée un nouveau département alors que les départements de l'Exécutif sont déjà très nombreux; ce faisant, on ajoute un amendement à l'acte d'union dont on viole l'article 83. Pourtant les ministres ont promis, il y a quelques jours, de ne pas modifier l'acte d'union ni de permettre à qui que ce soit d'y toucher. Il y voit aussi un surcroît de dépenses.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que tout naturellement, le ministre de l'Instruction publique se trouvant dans la même position que ses collègues, résignerait comme eux, advenant une crise ministérielle. Quant à la clause incriminée, elle est conforme à l'esprit de la constitution qui établit qu'un certain nombre de ministres devront faire partie du gouvernement de Québec jusqu'à ce que le Parlement en décide autrement, mais ce dernier a le pouvoir d'augmenter ou de diminuer le nombre de ministres; l'article de la constitution n'est donc qu'un règlement provisoire sujet à révision ou à modification. Le représentant de Saint-Hyacinthe voit aussi dans la création d'un nouveau département un sur-

croît de dépenses. C'est en cela que le département existe depuis longtemps et le ministre de l'Instruction publique qui ne sera pas secrétaire provincial, pourra bien occuper un autre poste dans le cabinet. Qui l'empêcherait, par exemple, d'être orateur du Conseil législatif?

Le comité fait un amendement au bill. M. Picard fait rapport du bill à la Chambre et l'amendement est adopté.

Soutien des écoles

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Qué-

bec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour pourvoir plus efficacement au soutien des écoles, en certains cas, et pour d'autres fins y mentionnées.

Le comité, sous la présidence de M. J. Brigham, étudie le bill et y fait des amendements. M. Brigham fait rapport du bill à la Chambre et les amendements sont adoptés.

Message du Conseil législatif:

Le greffier du Conseil législatif remet à la barre de la Chambre le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte du Parlement du Canada, 23 Victoria, chapitre 70, concernant les inhumations dans un certain cimetière en la cité de Québec."

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Société canadienne de construction de Montréal, en une société de construction permanente".

Bill intitulé: "Acte concernant les minutes de feu Théod. Doucet, en son vivant de la cité de Montréal, notaire public".

Bill intitulé: "Acte pour amender divers actes incorporant la ville de Lévis."

Et de plus, le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de la vallée de Massawippi".

Bill intitulé: "Acte pour autoriser les chambres des notaires à admettre, après examen, Norbert-Damase-Daniel Bessette à pratiquer comme notaire".

Et ensuite il s'est retiré.

Chemin de fer de la vallée de Massawippi

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la Massawippi". Ces amendements sont lus pour la première fois.

Admission de N.-D.-D. Bessette dans le notariat

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill pour autoriser les chambres des notaires à admettre, après examen, Norbert-Damase-Daniel Bessette à pratiquer comme notaire. Ces amendements sont lus pour la première fois.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'avant de procéder au prochain item de l'ordre du jour, il veut consulter l'opinion de la Chambre sur l'opportunité de hâter les affaires en faisant chaque jour deux séances distinctes et séparées, jusqu'à la fin de

la session, soit une première de trois à six heures et une deuxième à sept heures trente demain, et une autre à onze heures, samedi; et aussi que l'on considère la séance de ce soir comme une séance distincte et qu'on y suive l'ordre du jour prévu pour demain.

Il propose donc:

Que cette Chambre s'ajourne aujourd'hui de 6 heures à sept heures et trente P.M., et que, durant le reste de la session, il y ait chaque jour, les samedis exceptés, deux séances distinctes, la première commençant à trois heures P.M. et finissant à six heures P.M., la seconde commençant à sept heures et demie P.M., et se continuant jusqu'à l'ajournement; que les samedis il n'y ait qu'une séance, commençant à onze heures A.M. et se continuant jusqu'à l'ajournement.

Adopté.

Prorogation de la Chambre

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Annonce que Son Excellence lui a ordonné d'informer la Chambre qu'il prorogera la présente session, lundi prochain à deux heures, si l'état des affaires publiques le permet.

Message du lieutenant-gouverneur:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Remet à M. l'orateur un message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence, N.-F. Belleau.

Le lieutenant-gouverneur transmet à l'Assemblée législative les estimés supplémentaires des sommes requises pour le service des dix-huit mois expirant le 31 décembre prochain, et en conformité des dispositions de la 34e section de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, il recommande ces estimés supplémentaires à l'Assemblée législative.

Hôtel du gouvernement,
Québec, 20 février 1868.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose que ledit message, ainsi que les estimés supplémentaires pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868 qui l'accompagnent, soient renvoyés au comité des subsides.

Adopté.

Droits de licences

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour examiner le bill concernant certains droits sur les licences.

Le comité sous la présidence de M. G.-H. Simard, étudie le bill. M. Simard fait rapport du bill à la Chambre, sans amendement. Le bill est alors lu pour la troisième fois et est adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Service civil

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant l'organisation du service civil.

Adopté.

Assistant des officiers en loi de la couronne

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant la nomination d'un assistant aux officiers en loi de la couronne.

Adopté.

Comité des subsides

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose que la Chambre se forme en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Donne des explications sur les divers items, formant en tout environ \$12,000. Sous le titre de "administration de la justice", l'on a découvert qu'on y avait mis par erreur \$12,285 de plus qu'il ne fallait. La somme de \$4,800 a aussi été transférée d'un autre chef à celui de la police. L'on a aussi découvert certaines autres erreurs sous le titre "charité"; \$1,640. ont été mis en plus, dans les estimés, pour cet objet. J'espère que la Chambre voudra bien pardonner ces erreurs.

Les estimés supplémentaires sont:

Police, \$4,800; Société historique de Montréal, \$400; nouvelle aide; au Bureau des arts et manufactures, \$1,000.

Sociétés agricoles: pour couvrir (pendant deux ans) les octrois faits aux sociétés d'agriculture, en vertu du chapitre 32 des statuts refondus du Canada, tel qu'amendé depuis. \$16,941.40; subvention du bureau d'Agriculture, \$600; prison de Sherbrooke; \$1,000.

Au sujet de ce dernier item, il explique que l'érection de cette prison est absolument nécessaire, et qu'il faudra 1,000 autres dollars pour la compléter; il espère que la Corporation de Sherbrooke y ira d'une somme supplémentaire pour contribuer à ce projet, tel que l'honorable député de Sherbrooke l'a indiqué.

Le grand total des prévisions additionnelles est de \$30,141.40; par contre des erreurs de l'autre côté ont été corrigées et réduiront ces prévisions à \$18,000, soit une augmentation réelle des prévisions de \$12,000.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande à l'honorable trésorier si les sociétés agricoles en 1868 auront les mêmes avantages qu'auparavant, soit \$300 du gouvernement pour chaque \$100 de souscription.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme) : La loi, à ce propos, restera la même en 1868.

M. J. SCRIVER (Huntingdon) : Questionne au sujet de Montreal Eye and Ear Institute.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme) : Dit que l'item relatif au Montreal Eye and Ear Institute a été rayé des prévisions; les subventions aux sociétés charitables et aux hôpitaux ont été tirées d'une liste antérieure, et le greffier a, par erreur, copié une ancienne liste.

Le comité adopte les résolutions suivantes:

1. Résolu, qu'une somme n'excédant pas quatre mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, montant requis, en sus de celui demandé, pour défrayer les dépenses de la police, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.
2. Résolu, qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Société historique de Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.
3. Résolu, qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le Bureau des arts et manufactures (pour six mois), en sus de celui demandé, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1868.
4. Résolu, qu'une somme n'excédant pas seize mille neuf cent quarante et une piastres et quarante centins soit accordée à Sa Majesté, montant requis pour couvrir (pour deux ans) les octrois faits aux sociétés d'agriculture, en vertu du chapitre 32 des statuts refondus du Canada, tel qu'amendé depuis.
5. Résolu, qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au bureau d'Agriculture, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.
6. Résolu, qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'achèvement de la prison de Sherbrooke, en sus de la somme demandée, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868.

M. G.-H. Simard fait rapport à la Chambre de ces résolutions et il est décidé de recevoir ce rapport à la prochaine séance.

Héros de Châteauguay

M. E. CARTER (Montréal-Centre) : Dit qu'il a pris la parole à plusieurs reprises depuis qu'il est dans cette Chambre, mais il n'a jamais eu autant de satisfaction qu'il en éprouve en présentant une proposition afin qu'un comité spécial se forme sans retard pour étudier la pétition de Charles de Salaberry et faire un rapport à la Chambre.

Il veut faire quelques remarques au sujet de cette pétition. Celle-ci rappelle à la Chambre des services importants rendus au pays à une époque difficile.

Il est inutile de rappeler à la Chambre des exploits bien connus de tous et l'on connaît pour le Canada, les résultats qui auraient suivi un échec du lieutenant-colonel de Salaberry. Il est admis que son succès a épargné Montréal

d'une invasion menaçante, et l'importance de ses services a été reconnue tant par l'Assemblée législative que par le duc de Kent. C'est un fait bien connu que l'Assemblée a recommandé que des terres lui soient cédées; les années ont passé, mais ni le colonel de son vivant, ni sa famille depuis sa mort, n'ont été récompensés des grands services rendus au pays. Il est honteux pour le pays qu'il en soit ainsi, et il a confiance qu'on accueillera favorablement cette pétition, non seulement dans la Chambre, mais aussi dans le gouvernement.

Il propose donc, appuyé par le député de Vaudreuil (M. A. C. de Lotbinière-Harwood), qu'il soit nommé un comité spécial composé de MM. Carter, Joly, Hamilton, Fortin, Marchand, Hemming et Harwood, pour prendre en considération la pétition de Charles de Salaberry, de la cité de Québec et en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

M. A.C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil) : Se déclare heureux d'appuyer la motion de M. Carter et toute la Chambre devra partager son opinion, car elle trouve une occasion de réparer, au nom du pays, une injustice qui date de loin. Elle pourra acquitter une dette de reconnaissance envers la mémoire du Léonidas canadien, envers les descendants de ce vaillant défenseur de la patrie.

Il y a longtemps que le pays aurait dû accomplir cet acte de générosité qui l'aurait honoré, car tout pays qui reconnaît le mérite de ses grands hommes élève un monument à sa propre gloire. Sans doute, les Canadiens ont fait un premier pas dans la voie de la justice, mais ils se sont arrêtés trop tôt. En 1814, la Chambre d'Assemblée, le Conseil législatif ont porté jusqu'aux nues le courage, le dévouement du noble soldat; l'on a chanté sa gloire sur tous les tons, mais tout s'est borné à ce concert, à ces expressions de reconnaissance. A vrai dire, le Parlement a voté une adresse demandant au prince régent de récompenser les services du lieutenant-colonel de Salaberry. Cette résolution n'a produit aucun résultat; et l'oubli n'a pas tardé à envelopper les recommandations des députés.

Cependant, quel est le Canadien qui, dans le cours de sa carrière, ne s'est pas senti fier de montrer parmi les noms de nos vaillants soldats celui du héros de Châteauguay? Quel est celui qui n'a pas été heureux de lire dans notre histoire les pages où sont retracés les exploits du colonel de Salaberry? Qu'avons-nous donné en retour? Rien. L'indifférence — au moins apparente — a remplacé la reconnaissance. Il est temps de revenir à des idées plus saines de l'honneur, et il est temps de réparer une grande injustice.

Quelques députés, paraît-il, trouvent la mesure intempestive, mais c'est là une erreur de jugement. Nous entrons dans une ère nouvelle; que nos premiers pas soient marqués par des actes honorables, et pour ceux qui en seront l'objet et pour nous-mêmes. M. Harwood se déclare Canadien avant tout, et il veut que ceux

qui ont jeté de l'éclat sur ce nom ne soient pas abandonnés quand, à leur tour, leur position réclame l'attention de la patrie, comme la famille de Salaberry.

Les débats sont ajournés à la prochaine séance.

Ajournement

Alors, sur la proposition de l'honorable M. Chauveau, appuyé par l'honorable M. Dunkin, la Chambre s'ajourne à six heures.

Deuxième séance du 20 février 1868

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance débute à sept heures et demie.

Dépôt et lecture de pétitions.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Gaudet, la pétition de E. Roy et autres, de la paroisse de Nicolet.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De J.-F. Régis Vanasse et autres, de la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska; demandant des amendements au chapitre 77, de l'acte 24 Victoria, intitulé: "Acte pour amender les actes régularisant la commune de la seigneurie d'Yamaska, et pour autoriser la division de ladite commune."

De John Hetherington et autres, du township de Melbourne; de Augustin Dupuis et autres, de la paroisse Saint-Anicet, comté de Huntingdon; de Ignace Royer et autres, du township d'Aylmer, comté de Beauce; de P. Winter et autres, du township de Cox; de B. McGie et autres, du township de Hope; de George Fallor et autres, des townships Shoobred et Nouvelle; de la municipalité du township de Port-Daniel, ces derniers du comté de Bonaventure; de Pierre Langlois et autres, de la paroisse Saint-Anaclet, comté de Rimouski; du révérend L. Roy et autres, de la paroisse de Saint-Louis-de-Lotbinière; de Marc-E. Ducharme et autres, de la paroisse de Saint-Marc, comté de Verchères; de R. Marchesseau et autres, de la paroisse de Saint-Antoine; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

De Michel Guay et autres, de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Victoire, comté Lévis; demandant que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial, et que le terminus dudit chemin soit fixé à Lévis, vis-à-vis Québec.

Choix des jurés

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième

lecture du bill pour amender l'acte 27 et 28 Victoria, chapitre 40, concernant le choix et l'assignation des jurés.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Soutien des écoles

L'HONORABLE P. J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour pourvoir d'une manière plus efficace au soutien des écoles, en certains cas, et pour d'autres objets y mentionnés.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Ministre de l'Instruction publique

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill concernant la charge de ministre de l'Instruction publique.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Service civil

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que le bill concernant l'organisation du service civil rend les anciens règlements de la province du Canada, relatifs aux examens et règlements de la fonction publique, applicables à la fonction publique de cette province, avec certaines additions et certains changements.

Il propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant l'organisation du service civil.

Adopté.

En comité:

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Demande si le gouvernement a l'intention de créer un fonds spécial pour les officiers publics. Par ce moyen, les anciens serveurs publics, quand ils ne pourront plus remplir leurs fonctions, trouveront un moyen de subsistance.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): En effet le gouvernement s'est occupé de cette question, et c'est ce qui a retardé l'introduction du présent bill. A la prochaine session, il sera en état de présenter un acte à ce sujet. Il n'est pas décidé sur la manière dont ce fonds sera créé. Partout en Europe ces fonds spéciaux existent. Il y a des pays où c'est le gouvernement lui-même qui fait une allouance pour cela. Ailleurs, une certaine partie de chaque salaire y est consacrée.

Le comité étudie le bill et y fait des amendements. M. Bachand fait rapport du bill à la Chambre et les amendements sont adoptés. Le bill est alors lu pour la troisième fois et adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

La Chambre reçoit le rapport du comité des subsides et adopte les résolutions discutées en comité pendant la séance précédente.

Assistant des officiers en loi de la couronne

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour examiner le bill concernant la nomination d'un assistant aux officiers en loi de la couronne.

Le comité, sous la présidence de M. V. Robert, étudie le bill. M. Robert fait rapport du bill à la Chambre, sans amendement. Le bill est alors lu pour la troisième fois et adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Héros de Châteauguay

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la reprise des débats ajournés sur la question qui a été proposée ce jour:

Qu'il soit nommé un comité spécial composé de M. Carter, M. Joly, M. Hamilton, M. Fortin, M. Marchand, M. Hemming et M. Harwood, pour prendre en considération la pétition de Charles de Salaberry, et en faire rapport avec toute la diligence convenable avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

M. A. C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): Résume le débat et rappelle longuement les services précieux rendus par le héros de Châteauguay. Il insiste sur la nécessité de reconnaître et remplir les promesses données par l'Assemblée du Bas-Canada dans le passé.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Dit qu'il sympathise pleinement avec l'objet de la pétition et qu'il reconnaît les précieux services rendus par le héros de Châteauguay, mais il demande que la chose demeure en suspens jusqu'à la session prochaine.

M. A. C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): Consent à cette demande, et demande la permission de retirer la proposition. Accordé.

Prévôt des incendies

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose,

selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour pourvoir à la nomination d'un prévôt des incendies pour la cité de Montréal, et pour définir ses pouvoirs et ses devoirs.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Emmagasinage de la poudre

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour examiner le bill pour amender l'acte 27 et 28 Victoria, chapitre 56, concernant l'emmagasinage de la poudre dans les cités de Montréal et Québec.

Le comité, sous la présidence de M. P. Fortin, étudie le bill. M. Fortin fait rapport du bill à la Chambre, et il est alors décidé de renvoyer le bill au comité spécial qui était chargé d'examiner ce projet de loi.

Loi de la chasse

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour examiner le bill pour amender de nouveau la loi de la chasse dans le Bas-Canada.

Adopté.

En comité:

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Dit qu'on n'a pas à se presser pour la loi de la chasse si la loi pour l'emmagasinage de la poudre n'est pas pressée. Le comité étudie le bill puis M. Moll en fait rapport à la Chambre, sans amendement.

Corporation de la cité de Montréal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender les actes concernant la Corporation de la cité de Montréal et pour d'autres fins.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Registres de baptêmes, mariages et sépultures

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour autoriser les ministres de l'Eglise connue sous le nom de "L'Eglise catholique apostolique", dans la province de Québec, à célébrer des mariages et à tenir des registres de baptêmes, mariages et sépultures.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Union Saint-Joseph

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Propose,

selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour incorporer la Société de l'union Saint-Joseph à Saint-Sauveur de Québec.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Compagnie d'assurance maritime du Canada

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie d'assurance maritime du Canada.

Le comité, sous la présidence de M. J.-P. Rhéaume, étudie le bill. M. Rhéaume fait alors rapport du bill à la Chambre, sans amendement.

Société de construction de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Société de construction de Montréal.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité de toute la Chambre.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Le comité, sous la présidence de M. B. Craig, étudie le bill et M. Craig en fait rapport à la Chambre, sans amendement. Le bill est alors lu pour la troisième fois et adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Emmagasinage de la poudre dans Montréal et Québec

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Fait rapport que le comité spécial chargé d'étudier le bill pour amender l'acte 27 et 28 Victoria, chapitre 56, concernant l'emmagasinage de la poudre dans les cités de Montréal et de Québec, a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Il propose alors, appuyé par le représentant de Montréal-Centre (M. E. Carter), que la Chambre se forme en comité général pour étudier ce bill.

Le comité, sous la présidence de M. J. Gaudet, étudie le bill. M. Gaudet fait ensuite rapport du bill à la Chambre, sans amendement.

On procède alors à la troisième lecture du bill, qui est adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie de chemin de fer de Massawippi

M. J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif

au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte pour incorporer la Compagnie de chemin de fer de la vallée de Massawippi".

Adopté. Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Admission de N.-D.-D. Bessette comme notaire

Les amendements du Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour autoriser les chambres de notaires à admettre après examen, Norbert-Damase-Daniel Bessette à pratiquer comme notaire" sont lus une deuxième fois et adoptés. Il est ordonné au greffier de reporter le bill au Conseil législatif et d'informer leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Compagnie hydraulique de Saint-Louis

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la compagnie hydraulique de Saint-Louis.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre. La Chambre se forme alors en comité, sous la présidence de M. L. Molleur. Le comité étudie le bill et y fait des amendements. M. Molleur fait ensuite rapport du bill à la Chambre qui adopte les amendements.

Compagnie hydraulique de Chambly

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie hydraulique et manufacturière de Chambly.

Le comité, sous la présidence de M. C. Bergevin, étudie le bill et y fait des amendements. M. Bergevin fait ensuite rapport du bill à la Chambre et les amendements sont adoptés.

Message du Conseil législatif:

Le greffier du Conseil législatif remet à la barre de la Chambre le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 22 Victoria, chapitre 106, pour incorporer la ville de Saint-Jean."

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie de manufacture de Montréal."

Ajournement

Alors, sur la proposition de l'honorable M. Chauveau, appuyé par l'honorable M. Ouimet, la Chambre s'ajourne à dix heures et demie.

Séance du 21 février 1868

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance débute à onze heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Robert, la pétition de Pierre Desautels et autres, de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste, comté de Rouville.

Par l'honorable M. Chauveau, la pétition de la municipalité de la paroisse de l'Ancienne-Lorette.

Par M. Mailloux, la pétition de Benoît Déchène et autres, des seigneuries de la Rivière-du-Loup et de Terrebois.

Par M. Picard, la pétition de Michel Blais et autres, du township de Ham-Nord.

Rapport de comités:

M. E. CARTER (Montréal-Centre) : J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici ce rapport :

Votre comité a examiné le bill pour incorporer le "Caledonia Curling Club" de Montréal, et est convenu d'en faire rapport sans amendement.

Election de Kamouraska

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean) : Dit qu'il veut faire une motion qui n'a pas besoin d'avis préalable, attendu qu'elle touche à une question de privilège. Cette motion concerne l'élection de Kamouraska.

Comme tous les honorables députés le savent, ce comté n'est pas représenté dans cette Chambre. Cette question a été référée, depuis le début de la session, au comité sur les privilèges et les élections, pour déterminer si une élection a eu lieu ou non, et pour décider si un nouveau bref doit être émis.

On n'a pas entendu parler de l'affaire depuis. Maintenant que la session touche à sa fin, si on n'en vient pas de suite à une décision cet important comté continuera à être sans représentant. Il est du devoir de cette Chambre de rendre à ce comté sa franchise électorale, à moins que l'on démontre qu'il mérite d'être puni.

Le comité doit être maintenant capable de déclarer si une élection a eu lieu, ou non. Je propose donc que ce comité reçoive instruction de faire rapport de ses procédés demain, et qu'il produise tous les documents, papiers et témoignages concernant cette affaire.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme) : En tant que président du comité, il veut souligner qu'à moins qu'il y ait nécessité urgente de

présenter cette motion, il faut qu'il y ait avis préalable. Il ajoute que cette nécessité ne se faisait pas sentir et que la question pourrait tout aussi bien être examinée le jour suivant (samedi).

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean) : Vu que le gouvernement vient d'annoncer que la session prendra fin lundi prochain, il y a sûrement urgence à discuter cette question.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay) : Je partage entièrement les vues de l'honorable député de Saint-Jean sur la question qui vient d'être soulevée.

Le gouvernement me paraît avoir été assez loin sur le terrain des complaisances qu'il doit à un ami politique et à une administration dont il se dit indépendant. Un grand nombre de députés ont, tour à tour, exprimé leur sympathie, leur bon-vouloir, leur admiration à l'égard de ceux qui ont bien voulu se charger de la tâche difficile de mettre en opération notre nouvelle constitution.

Un seul vote imprudemment exigé par des amis ou trop dévoués, ou intéressés à se faire valoir, a pu tromper l'opinion publique; mais ce qui s'est passé depuis a dû convaincre le gouvernement de l'appui cordial que la Chambre est disposée à lui donner.

Sans l'intervention d'un honorable député, l'opinion de cette Chambre aurait été comprise, et le public aussi comprendrait mieux aujourd'hui la position favorable du gouvernement.

J'entendais l'autre jour l'honorable député de Montréal dire que nous n'étions pas tenus de marcher sur la trace du Parlement de l'Ontario. J'ajouterais que nous ne sommes pas tenus non plus de marcher sur les traces du Parlement d'Ottawa.

Si par des lenteurs de faux-fuyants le gouvernement d'Ottawa refuse de rendre justice au comté de Kamouraska, que le gouvernement de la province de Québec fasse preuve aujourd'hui d'une fière indépendance en se montrant juste à l'égard de ce comté et en manifestant même de la générosité à l'égard de ceux que des incidents fâcheux ont poussé malgré eux à des excès regrettables. Les habitants paisibles de ce comté, qui forment la très grande majorité, ne doivent pas être privés de leurs droits parce que quelques électeurs ont commis des actes, répréhensibles il est vrai, mais dont la cause première est due à l'officier même établi par le gouvernement pour veiller à l'opération de la loi et à l'exercice des franchises populaires.

Je me donnerai de garde de parler de liberté, car, j'ai le malheur de n'être pas toujours compris quand j'en parle. Je me contenterai de dire que l'officier rapporteur, guidé par de faux amis, et cédant aussi peut-être à des influences puissantes, a assumé une large part de responsabilité dans cette triste affaire, et a fait preuve d'une imprudence telle que les fautes commises semblent perdre toute leur gravité devant un examen attentif.

A Montréal, la population s'est portée à des actes beaucoup plus considérables, puisque des meurtres ont été commis, et ce, dans des circonstances fort différentes de celles où s'est faite l'élection de Kamouraska; cependant, il n'a pas été question de défranchiser cette ville.

Pourquoi deux poids et deux mesures?

Nous avons pour nous guider un précédent anglais, cité par l'orateur des Communes à Ottawa; quel embarras pouvons-nous éprouver?

Par suite d'une émeute, il est prouvé que l'élection n'a pu avoir lieu; le comité anglais décide de suite qu'un nouveau bref doit être émis, et la Chambre se conforme à cette décision.

Ici, après deux mois de session, le comité des élections n'a point encore jugé à propos de se prononcer. Nous arrivons au terme où les Chambres vont être prorogées. Allons-nous, par notre silence, consacrer l'acte de la majorité de ce comité? Le comté de Kamouraska a le droit d'être représenté dans la Chambre fédérale. S'il a droit d'être représenté dans le Parlement fédéral, il a le même droit d'être représenté dans le Parlement local.

Ce comté a fait beaucoup pour le parti conservateur; que ce parti conservateur, s'il m'est permis de parler de parti, lui rende justice en cette circonstance. Celui qui doit au comté de Kamouraska la position élevée qu'il occupe en ce moment lui doit plus que la justice; il lui doit encore de la générosité.

Je sais ce que veulent dire certaines critiques dont les opinions, lorsqu'on les examine de près, ne sont en fin de compte que le résultat d'une simple opération arithmétique, que j'ai des prétentions, que je veux faire la leçon, que j'ai des airs d'indépendance: vains efforts, peines inutiles, qu'ils reçoivent leur solde. Les clameurs ne m'arrêteront pas dans l'exercice de mes devoirs de député, mes prétentions reposent sur un sentiment d'égalité.

Que justice égale soit rendue à tous les habitants de la province de Québec; que les libertés populaires soient respectées.

La constitution établit qu'il y aura 65 députés dans l'Assemblée législative de cette province; ne la violons donc pas, lors même que les auteurs de cette constitution semblent vouloir y porter atteinte.

Les hommes d'expérience méritent sans doute notre considération, mais non pas jusqu'au point de nous faire conserver des abus du pouvoir.

A propos d'hommes d'expérience, on nous a dit lors de la discussion sur le double mandat que nous devions nous ménager l'appui de ces hommes; je l'admets. Mais, je suis aussi d'opinion que, parmi nos hommes publics, nos législateurs de haute capacité, nous trouverons toujours un nombre suffisant de Césars qui préféreront être les premiers dans cette charmante bicoque que d'être les seconds dans le somptueux capitol de Ottawa.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Dit que

même s'il est un membre du comité des élections, il n'a pas eu le temps d'assister à toutes les réunions du comité. Il a assisté cependant à la dernière réunion, et on y a décidé que certains témoins devraient être entendus demain par le comité. Puisque le comité doit se réunir demain, il lui semble injuste de considérer cette motion actuellement.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je n'ai pas voulu prendre la Chambre par surprise. Si l'on peut me démontrer qu'il y a encore assez de temps avant la clôture de la session pour que le comité fasse rapport, je n'ai pas d'objection à ce que ma motion serve d'avis pour demain. Mon intention est de faire en sorte que justice soit faite aux citoyens du comté de Kamouraska.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que le comité a bien mérité le reproche du représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand); ce comité, dont il est lui-même membre a négligé beaucoup cette affaire; si le rapport n'est pas présenté le lendemain, le sujet sera renvoyé pour cette session et la Chambre se trouvera dans la même position à la prochaine session; cela constituera une grave injustice à l'égard du comté en question.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Puisque le représentant de Lotbinière vient d'accuser le comité de négligence, en tant que président du comité, il croit que l'accusation est dirigée tout particulièrement contre lui. Lorsque la question a d'abord été soulevée, on s'est entendu sur le point suivant: il serait injuste d'étudier le cas avant que M. Chapais ne revienne d'Ottawa. Lorsque M. Chapais revint d'Ottawa, il a convoqué immédiatement le comité qui a eu deux ou trois séances. Le seul travail consiste à examiner les témoignages. Si le comité ne devait pas faire de rapport demain, la motion serait bien dans l'ordre, la Chambre devrait peut-être se réunir à midi, demain, afin de donner au comité le temps de préparer son rapport. L'annonce de la prorogation de la session n'a sûrement pas pris les députés par surprise; on en parle depuis plus d'une semaine, et même actuellement, il n'est pas certain que la Chambre s'ajournera lundi.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Le comité devrait se réunir à dix heures et faire rapport à onze heures.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Répond qu'il a beaucoup d'autres choses à faire et qu'il serait mieux que le comité ne se réunisse qu'à midi.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Déclare que si le rapport du comité n'est pas présenté demain après-midi, il croira de son devoir d'appuyer la

motion de l'honorable représentant de Saint-Jean.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Consent à laisser sa motion comme avis pour le lendemain.

Asiles de Beauport et de Saint-Jean

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de présenter la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 3 février 1868, pour un rapport du nombre de patients admis dans les asiles d'aliénés de Beauport et de Saint-Jean respectivement; distinguant ceux qui sont susceptibles de guérison d'avec ceux qui ne le sont pas; aussi, ce que coûte annuellement à cette province le maintien de chaque patient, et une copie du contrat fait entre le gouvernement et les propriétaires de l'asile de Beauport, le nombre de patients admis dans chacun desdits asiles durant l'année dernière, aux frais du public, soit en tout ou en partie; et ce que coûte à la province le maintien de chaque classe.

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 6 février 1868, pour un état montrant les sommes perçues et dépensées au sujet des mines d'or dans la province de Québec, depuis le 31 décembre 1866; aussi, copie des instructions données à l'inspecteur des mines pour la division de la Chaudière, et de toute correspondance entre le gouvernement et cet officier par rapport à ces instructions, et aux pouvoirs additionnels qu'il est désirable de lui conférer.

Aussi la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 6 février 1868, pour un rapport montrant :

1. Le nombre, le sexe et l'âge de tous les prisonniers détenus dans la prison commune du district de Montréal depuis le 1er janvier 1866 au 1er janvier 1867.
2. La cause de leur détention, la durée de leur emprisonnement, et combien de fois ils ont été remis en prison durant la même période et pour quelle offense.
3. Combien furent ainsi incarcérés sous sentence aux travaux forcés et de quelle manière ces sentences ont été exécutées.
4. S'il y a quelque classification, et laquelle, entre ceux qui sont incarcérés pour offense avant leur procès, ceux qui sont détenus pour dissolution, vagabondage et ivrognerie; aussi, quelle distinction y est faite entre les jeunes délinquants et les femmes détenues pour la première fois, et spécialement quelles dispositions existent dans cette prison pour y faire une telle classification.
5. Combien d'hommes et de femmes, durant la même période, ont été sous les soins d'un médecin, la nature de leur maladie, et s'ils ont été séparés des autres prisonniers, et s'il en est ainsi, quelles dispositions y a-t-il pour cela. (Appendice no 10 des Journaux de l'Assemblée

législative de la province de Québec, 1867-1868.

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 10 février 1868, pour un rapport montrant le nombre de protonotaires et d'employés dans leurs bureaux, leurs noms, leurs salaires et la nature de leur emploi, aussi, les noms des greffiers des cours de Circuit, des greffiers de la paix, et des employés dans leurs dits bureaux, leurs noms, leurs salaires et la nature de leur emploi, dans les districts de Montréal, Québec, Trois-Rivières et Aylmer; et de plus, le montant des dépenses contingentes desdits bureaux pendant l'année 1867, avec un état de leurs revenus durant ladite année 1867. (Appendice no 11 des Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1867-1868).

Voies et moyens

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

En comité, la résolution suivante est adoptée:

Résolu, Que pour faire face aux subsides octroyés à Sa Majesté, la somme de deux millions, cent onze mille cinq cent quarante-deux piastres et quinze centins, soit accordée à même le fonds des revenus consolidés de cette province.

Colonisation

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour l'encouragement des colons sur les terres de la couronne.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Loi de la Chasse

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender de nouveau la loi de la chasse dans le Bas-Canada.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Interpellations:

Education

M. P. BACHAND (St-Hyacinthe): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'établir l'uniformité dans les livres, cartes, globes à mettre en usage à l'exclusion de tous autres dans les académies, les écoles modèles et élémentaires, sous le contrôle des commissaires ou syndics d'école.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que l'affaire est du ressort du bureau de l'Education mais qu'il lui est impossible de dire quand cette recommandation pourra être mise à exécution.

M. P. BACHAND (St-Hyacinthe): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'amender le 4e paragraphe de la 21e section du chapitre 15 des statuts refondus du Bas-Canada, de manière à permettre la publication de tout livre, carte géographique, morceau de musique ou autre publication que ce soit (soit original ou entièrement ou en partie compilé), pour l'usage des écoles sous la direction du conseil de l'Instruction publique pour cette province sans que ledit conseil en puisse acquérir le droit de propriété exclusivement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Certainement pas.

M. P. BACHAND (St-Hyacinthe): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'amender la section 104 du chapitre 15 des statuts refondus du Bas-Canada, de manière à établir un plus grand nombre de bureaux d'examineurs que ceux qui existent aujourd'hui et notamment si c'est l'intention du gouvernement d'en établir un dans le comté de St-Hyacinthe.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): La question est du ressort du bureau de l'Education.

M. P. BACHAND (St-Hyacinthe): Demande si c'est l'intention du gouvernement de mettre à effet la 10e section du chapitre 15 des statuts refondus du Bas-Canada relativement à l'aide pour l'établissement de bibliothèques de paroisses et de townships, dans les localités de cette province.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Aussitôt que les finances de la province le permettent; et alors, la Chambre aura à voter cet argent.

Compagnie d'assurance maritime du Canada

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour incorporer la Compagnie d'assurance maritime du Canada.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie manufacturière et hydraulique de Chambly

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour incorporer la Compagnie manufacturière et hydraulique de Chambly.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Voies et moyens

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre une résolution du comité des voies et moyens. Voici cette résolution.

Résolu, que pour faire face aux subsides octroyés à Sa Majesté, la somme de deux millions cent onze mille cinq cent quarante-deux piastres et quinze centins soit accordée à même le fonds des revenus consolidés de cette province.

Adopté.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Demande à la Chambre la permission d'introduire un bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent requises pour faire face à certaines dépenses du gouvernement civil, pour les dix-huit mois finissant le 31e jour de décembre mil huit cent soixante-huit, et pour d'autres fins se rattachant au service public.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Agriculture et colonisation

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent de l'agriculture et de la colonisation.

Voici le rapport:

Votre comité s'est enquis avec diligence des sujets qui étaient compris dans ses premières attributions, ainsi que de ceux qui lui ont été renvoyés depuis votre honorable Chambre.

Il a entendu M. Lesage, l'assistant commissaire du bureau de l'Agriculture et des Travaux publics, M. de Labrière, l'inspecteur des chemins de colonisation, et le révérend M. Marquis, ami zélé et promoteur infatigable de la colonisation.

Votre comité a aussi expédié à un grand nombre de personnes, qui, par leur position, étaient en état de lui fournir des renseignements, une série de questions sur tous les sujets qui devaient l'occuper.

Il a aussi nommé deux sous-comités, l'un chargé d'étudier les questions qui se rapportent spécialement à l'agriculture, et au fonctionnement de la Chambre d'agriculture et des sociétés d'agriculture, et l'autre chargé d'étudier l'importante question de l'immigration.

Le rapport du sous-comité sur l'agriculture est maintenant soumis à votre considération; le sous-comité sur l'immigration n'a pu recueillir les renseignements qui lui étaient nécessaires à temps pour préparer le sien durant la session.

Votre comité concourt dans toutes les recommandations du sous-comité d'agriculture, à l'exception de celle qui a rapport à des octrois de terres aux élèves des écoles d'agriculture, sur laquelle il y a différence d'opinion.

L'appendice de ce rapport contient presque en entier le témoignage de M. Lesage, celui du major Campbell, celui du révérend M. Marquis, celui de M. Narcisse Blais et celui de M. Stanislas Drapeau, ainsi qu'une analyse aussi complète que possible des autres témoignages et réponses.

Votre comité regrette que le peu de durée de la session ne lui permette point de formuler son opinion sur tous les sujets qui ont été mis à l'étude; mais il espère que la publication du rapport du sous-comité sur l'agriculture, et des autres documents ci-joints, continuera l'oeuvre qui a été commencée dans la session du Parlement du Canada en 1849, et si bien continuée dans d'autres sessions par d'autres comités, en fixant l'attention de tous les amis du pays sur les moyens de développer ses vastes ressources, et de diminuer l'émigration qui se fait vers les Etats-Unis.

En ce qui concerne cette émigration, il y a lieu d'espérer que le nouveau régime de la Confédération, en nous reliant plus intimement avec les autres provinces au centre desquelles nous nous trouvons placés, offrira à ceux de nos compatriotes que les circonstances éloignent forcément de leur province natale des asiles moins éloignés de nous et où ils se trouveront encore sous la protection du drapeau britannique, en rapport politique constant avec nous, et fiers et heureux de porter encore le nom de canadien que notre nouvelle constitution a donné à tous les habitants de la plus grande partie des provinces britanniques en Amérique.

Les causes de l'émigration vers les Etats-Unis ont été indiquées dans plusieurs rapports d'autres comités, et celles que nous serions disposés à désigner comme les plus actives n'en diffèrent point bien considérablement.

Les deux principales sont toujours l'absence de manufactures, qui fait que dans nos longs hivers, les enfants de nos cultivateurs se trouvent sans occupations, et le manque de connaissances agricoles qui empêche notre agriculture de se développer comme il serait à désirer.

Les chemins de colonisation, qui ont été, à bon droit, demandés dès le principe comme le meilleur remède au mal, n'ont point produit, en ce qui concerne l'émigration, tout le bien désirable, par suite de la persistance des deux causes ci-dessus mentionnées.

Le remède à la première se trouverait nécessairement dans l'introduction de capitaux étrangers dans ce pays, dans une disposition plus grande et plus générale de la part de nos capitalistes à accorder leur attention et leur secours à l'industrie locale, et enfin et surtout dans la juste considération de nos intérêts manufacturiers de la part de la Législature fédérale.

Ce dernier point échappe entièrement à notre contrôle, et se trouve d'ailleurs mêlé à des questions d'économie politique qu'il est impossible à votre comité de traiter maintenant en détail.

En ce qui regarde la seconde cause du mal, votre comité ose se flatter que ses délibérations n'ont pas été étrangères aux mesures soumises à la Législature par le gouvernement, pour le développement de l'instruction agricole.

Votre comité croit aussi devoir féliciter votre honorable Chambre sur l'introduction, par le gouvernement, de projets de lois concernant les chemins de colonisation, la publication de cartes et de renseignements, et la protection à accorder aux colons.

La question des sociétés d'agriculture est une de celles sur lesquelles il existe encore une très grande différence d'opinion; mais votre comité est unanime à dire, avec la plupart de ceux qui ont répondu à ses questions, que tout en admettant l'importance et l'utilité de ces sociétés, elles sont loin d'avoir produit tout le bien désirable, et il recommande ce grave sujet à la sérieuse et immédiate attention du gouvernement.

Votre comité ne croit pas devoir terminer ce rapport sans exprimer toute sa reconnaissance au clergé des différentes religions au sujet de ses louables efforts pour activer et développer la colonisation. Il apprend avec plaisir que ce zèle va prendre un nouvel essor par la formation de nombreuses associations de colonisation, et il ose se flatter que le gouvernement donnera à ces associations et à leurs promoteurs tout l'appui et toute l'assistance en son pouvoir.

Le tout humblement soumis.

(Les annexes de ce rapport se trouvent à l'appendice no 12 des Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1867-1868.)

Ajournement

Alors, sur la proposition de l'honorable M. Chauveau, appuyé par l'honorable M. Ouimet, la Chambre s'ajourne à six heures.

Deuxième séance du 21 février 1868

Sous la présidence de
l'honorable J.-G. Blanchet

La séance débute à sept heures et demie.

Dépôt et lecture de pétitions.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. LaRue, la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Raymond.

Par M. Gaudet, la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Grégoire.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues*.

De C. L. J. Fitzgerald et autres, du township Gosford, comté de Portneuf; du révérend L.-N. Francoeur et autres, du township de Wolfstown; du révérend F.-N. Vanasse et autres, de la paroisse Saint-Gabriel-de-Stratford, comté de

Wolfe; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Des municipalités du village et de la paroisse de Sainte-Rose, demandant que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

Rapport de comités:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici ce rapport :

Votre comité a examiné le bill pour amender de nouveau les actes d'incorporation de la cité de Québec, et est convenu de plusieurs amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Colonisation

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour l'encouragement des colons sur les terres de la couronne.

Adopté.

En comité:

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Dit que ce bill est essentiellement immoral, et que l'on ne peut attendre aucun bien d'une mesure qui promet protection au débiteur contre son créancier en vidant les droits acquis de celui-ci. Il apprécie beaucoup l'intention manifestée par le gouvernement de donner aux colons toute la protection et tout l'encouragement possibles; il est en faveur de toute bonne mesure dans ce sens; mais il ne consentira jamais à offrir une prime à la malhonnêteté.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean) : Dit qu'il respecte beaucoup les scrupules de conscience de l'honorable représentant de Shefford (M. M.-A. Bessette), mais qu'il ne les partage pas. La loi en question ne porte aucune atteinte aux droits acquis d'un créancier; elle lui laisse exercer ses poursuites sur tous les biens possédés par le débiteur lorsqu'il a contracté la dette et sur lesquels le créancier a pu fonder ses espérances et calculer ses chances de remboursement. La seule objection que l'on puisse apporter, c'est qu'en déclarant que le privilège accordé au colon commencera du montant de l'émanation de ses lettres patentes, on ouvre peut-être la porte à quelques fausses interprétations.

emption commencera du moment de l'occupation d'un lot par le colon. Autrement, le débiteur malhonnête pourrait ajourner indéfiniment le moment de prendre ses patentes et obtenir dans l'intervalle des avances de la part de créanciers qui auraient fondé leurs espérances sur cette occupation et sur la perspective de

voir leur débiteur devenir, d'un jour à l'autre, propriétaire du lot qu'il occupe. Ce léger amendement qu'il prend la liberté de suggérer au gouvernement aura pour effet de calmer les susceptibilités de son honorable ami qui vient de parler et de trancher la principale difficulté pratique qui se présente dans la première clause de ce bill.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Si cette mesure est immorale en principe, au moins c'est une mesure remplie de patriotisme, et élaborée dans le but de favoriser la colonisation sur des bases prospères et solides.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Serait prêt à qualifier cette mesure comme une loi de protection pour le colon courageux et travailleur, mais non pour le colon malhonnête. Il espère que le bill sera adopté à l'unanimité.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): S'oppose à cette mesure qui ferait plus de tort que de bien au colon parce qu'elle lui enlèvera la possibilité de recevoir du crédit des marchands. Puisque les biens du colon ne pourraient plus servir de garantie de paiement, la conséquence serait que les marchands n'accorderaient plus de crédit aux colons.

PLUSIEURS DEPUTES: Commerçant! Trader!

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Se prononce en faveur de la mesure.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond à quelques objections faites à l'endroit du bill.

M. Bellerose fait rapport que le comité a étudié le bill et y a fait des amendements. Ces amendements sont adoptés. Le bill est alors lu une troisième fois et adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Message du Conseil législatif:

Le greffier du Conseil législatif remet à la barre de la Chambre le message suivant:

Le Conseil législatif a passé un bill intitulé: "Acte pour amender l'acte des mines d'or et l'acte amendant l'acte des mines d'or de 1865," auquel il demande le concours de cette Chambre.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose que le bill du Conseil législatif, intitulé "Acte pour amender l'acte des mines d'or et l'acte amendant l'acte des mines d'or de 1865," soit maintenant lu pour la première fois. Adopté.

Subsides

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Pro-

pose, selon l'ordre du jour, la seconde lecture du bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent requises pour faire face à certaines dépenses du gouvernement civil, pour les dix-huit mois finissant le trente et unième jour de décembre mil huit cent soixante-huit, et pour d'autres fins se rattachant au service public.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité de toute la Chambre qui l'étudie sous la présidence de M. G.-H. Simard. Le bill est ensuite lu une troisième fois et adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Paroisse de Saint-Sauveur

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte passé en la 28e année du règne de Sa Majesté, chapitre 28, intitulé: "Acte pour étendre les pouvoirs de la municipalité de la paroisse de St-Roch de Québec-Sud, et pour changer le nom d'incorporation de ladite municipalité en celui de "La Corporation de la paroisse de Saint-Sauveur," et pour d'autres fins y mentionnées.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Compagnie hydraulique de Saint-Louis

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour incorporer la Compagnie hydraulique de Saint-Louis.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Caledonia Curling Club

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer le "Caledonia Curling Club" de Montréal.

Adopté. Le bill est étudié par le comité de toute la Chambre, sous la présidence de M. O. Pelletier. On procède ensuite à la troisième lecture du bill qui est adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ajournement

Alors, sur la proposition de l'honorable M. Ouimet, appuyé par M. J.-H. Bellerose, la Chambre s'ajourne à dix heures et quarante-cinq minutes.

Séance du 22 février 1868

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanch et

La séance débute à onze heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De la municipalité de la paroisse de l'Ancienne-Lorette; demandant que la Compagnie des chemins à barrières de la rive nord soit libérée de la dette contractée pour la construction de chemins sur la rive sud.

De Benoît Déchène et autres, des seigneuries de la Rivière-du-Loup et Terrebois; demandant de n'être plus obligés de passer des titres nouveaux comme censitaires, et pour autres fins.

De Michel Blais et autres, du township de Ham-Nord; demandant de l'aide pour quatre ponts dans ledit township.

De Pierre Desautels et autres, de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste, comté de Rouville; et de E. Roy. et autres, de la paroisse de Nicolet; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

Rapport de comités:

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature. Voici le rapport :

Que l'impression du rapport du greffier de la couronne en chancellerie, tiré des archives des élections de l'Assemblée législative de la province de Québec, ayant été ordonnée de bonne foi par cet officier, votre comité croit devoir demander respectueusement à votre honorable Chambre d'en ordonner paiement.

Votre comité a pris aussi en considération le mode à observer pour faire payer les comptes des imprimeurs et recommande le suivant, savoir:

Que les comptes soient certifiés, en premier lieu, par le greffier de ce comité, et ensuite par le président du comité, pendant les sessions, et par les greffiers des deux Chambres pendant la vacance, avant d'être payés par le comptable.

Qu'il soit tenu des livres séparés pour les impressions des deux Chambres, qui paieront leurs montants respectifs, et que rapport en soit fait au comité conjoint des impressions au commencement de chaque session.

Adopté.

Règlements de la Chambre

M. L'ORATEUR: J'ai l'honneur de mettre devant la Chambre le premier rapport du comité nommé pour m'aider à rédiger un projet

des règles, règlements et ordres permanents pour le gouvernement de cette Chambre. Voici le rapport :

Ayant été autorisé par une résolution de la Chambre, datée le 28 décembre dernier, à rédiger un projet de règles, règlements et ordres permanents pour le gouvernement de cette Chambre, et ayant reçu l'aide des membres nommés pour composer un comité pour m'aider dans l'exécution de ce devoir, je demande la permission de soumettre à la Chambre un code de règles, comme résultat de nos délibérations collectives.

J'ai révisé avec soin la série des règles de la Chambre des communes du Canada et j'y ai fait des changements dans le but de faciliter la dépêche des affaires de cette Chambre, lesquels changements ont reçu l'approbation du comité et sont maintenant soumis à l'approbation de la Chambre.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brême): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (l'honorable M. Chauveau), que les règles, règlements et ordres permanents, soumis à l'approbation de cette Chambre par M. l'orateur, soient adoptés pour le gouvernement de cette Chambre, ainsi que de ses bureaux et départements, à compter de la fin de la présente session.

Ces règles, règlements et ordres permanents sont comme suit:

REGLES ET REGLEMENTS DE L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE DE QUEBEC

I. Gouvernement de la Chambre

1. L'heure de la réunion ordinaire de la Chambre est trois heures de l'après-midi de chaque jour de séance; et si, à cette heure, il n'y a pas quorum, M. l'orateur peut prendre le fauteuil et ajourner. Lorsque la Chambre s'ajourne le vendredi, elle reste ajournée jusqu'au lundi suivant, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné.

2. Si à six heures P.M. les affaires du jour ne sont pas terminées, M. l'orateur quitte le fauteuil jusqu'à sept heures et demie.

3. Lorsque la Chambre s'ajourne, les membres gardent leurs sièges jusqu'à ce que l'orateur ait quitté le fauteuil.

(Par les 48e et 87e clauses de l'acte impérial 30 Victoria, chapitre 3, "L'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867", il est statué que la présence d'au moins vingt membres de la Chambre, y compris l'orateur, est nécessaire pour continuer une réunion de ladite Chambre pour l'exercice de ses pouvoirs.)

4. Lorsque l'orateur ajourne la Chambre faute de quorum, l'heure de l'ajournement et les noms des membres alors présents sont inscrits sur le journal.

5. Tout étranger, admis dans quelque partie de la Chambre ou des galeries, qui trouble

l'ordre ou qui ne se retire pas lorsqu'il est ordonné aux étrangers de vider la salle, pendant que la Chambre ou un comité général est en séance, sera mis sous la garde du sergent d'armes, et nulle personne ainsi arrêtée ne sera libérée sans un ordre spécial de la Chambre.

6. Tout membre peut exiger que les étrangers se retirent de la Chambre et l'orateur enjoint immédiatement au sergent d'armes d'exécuter cet ordre sans débat.

7. Lorsque le sergent d'armes annonce que l'huissier à la verge noire se présente à la porte, l'orateur prend le fauteuil, qu'il y ait quorum présent ou non.

8. L'orateur maintient l'ordre et le décorum, et décide les questions d'ordre, sauf appel à la Chambre. En expliquant une question d'ordre ou de pratique, il doit indiquer la règle ou l'autorité qui s'applique au point en question.

9. L'orateur ne prend part à aucun débat de la Chambre. Dans le cas d'égalité de voix, M. l'orateur donne sa voix prépondérante, et les raisons qu'il offre sont inscrites sur le journal. (Voir acte impérial 30 Victoria, chapitre 3, clauses 49 et 87).

II. Les débats

10. Tout membre désirant prendre la parole doit le faire de son siège et s'adresser, découvert, à M. l'orateur.

11. Lorsque deux membres ou plus se lèvent pour prendre la parole, l'orateur l'accorde à celui qui s'est levé le premier à son siège; mais motion peut être faite à l'effet qu'un membre qui s'est levé "soit maintenant entendu" ou "qu'il ait maintenant la parole".

12. Un membre appelé à l'ordre doit s'asseoir, mais peut ensuite s'expliquer. La Chambre, s'il en est appelé à sa décision, règle la question, mais sans débat. S'il n'y a pas appel, la décision de l'orateur est définitive.

13. Nul membre ne doit parler d'une manière irrévérente de Sa Majesté, ni d'aucun membre de la famille royale, ni du gouverneur ou de la personne administrant les affaires du Canada; ni du lieutenant-gouverneur ou de la personne administrant les affaires de la province de Québec; il ne doit faire usage d'aucune parole offensante envers l'une ou l'autre des deux Chambres, ni envers aucun de leurs membres; et il doit s'en tenir à la question débattue. Nul membre ne peut commenter un vote de la Chambre, si ce n'est dans le but de le faire rescinder.

14. Tout membre peut exiger que la question débattue lui soit lue en tout temps pendant le débat, mais non de manière à interrompre celui qui a la parole.

15. Nul membre ne peut parler deux fois sur la même question, à moins que ce ne soit pour expliquer une partie essentielle de son discours, dans laquelle ses paroles ont pu être mal interprétées, mais alors il ne doit soulever

aucune question nouvelle. Une réplique est permise à un membre qui a fait une motion de fond (substantive) à la Chambre, mais non à un membre qui a proposé un ordre du jour, un amendement, la question préalable, ou une instruction à un comité.

III. Conduite des membres

16. Nul membre n'a le droit de voter sur une question dans laquelle il a un intérêt pécuniaire direct, et le vote de tout membre ainsi intéressé sera désavoué.

17. Lorsque l'orateur met une question aux voix, aucun membre ne doit sortir, ni traverser la Chambre, ni faire de bruit, ni rien qui puisse troubler l'ordre; et lorsqu'un membre parle, nul autre ne doit l'interrompre, si ce n'est pour le ramener à l'ordre, ni passer entre lui et le fauteuil; et aucun membre ne doit passer entre le fauteuil et la table, ni entre le fauteuil et la masse, lorsque la masse a été enlevée de la table par le sergent d'armes.

18. Chaque membre est obligé d'assister aux séances de la Chambre, à moins qu'un permis d'absence ne lui soit accordé par la Chambre.

IV. Affaires de la Chambre

Affaires de routine

19. Les affaires de routine journalières de la Chambre sont prises dans l'ordre suivant:

Présentation des pétitions.

Lecture et réception des pétitions.

Présentation de rapports par les comités permanents et spéciaux.

Motions.

L'ordre dans lequel la Chambre procède, jour par jour, à la prise en considération des affaires, après les affaires de routine ci-dessus mentionnées, est comme suit :

Lundi

Bills privés.

Interpellations au ministère.

Avis de motions.

Bills publics et ordres d'un intérêt public.

Mardi et vendredi

Avis de motions du gouvernement.

Mesures du gouvernement.

Bills publics et ordres d'un intérêt public.

Interpellations au ministère.

Autres avis de motions.

(Pendant la première heure,
après 7 1/2 heures P.M.)

Bills privés.

Mercredi et jeudi

(Jusqu'à 6 heures P.M.)

Interpellations au ministère.

Avis de motions.

Bills publics et ordres d'un intérêt public.

(Depuis 7 1/2 heures P.M.)

Pendant la première heure, bills privés.

Bills publics et ordres d'un intérêt public.

20. Les ordres du jour pour la troisième lecture des bills ont la priorité sur tous les autres ordres pour le même jour, excepté les ordres auxquels la Chambre a antérieurement accordé la priorité.

21. Les bills rapportés des comités généraux, avec amendements, sont placés sur les ordres du jour pour que la Chambre les prenne en considération, immédiatement après les troisièmes lectures.

22. Les bills rapportés après deuxième lecture de quelque comité permanent ou spécial sont placés sur les ordres du jour du lendemain de la réception du rapport pour être renvoyés à un comité général dans l'ordre qu'ils se présentent, après les bills rapportés des comités généraux.

23. Les amendements faits par le Conseil législatif aux bills présentés dans cette Chambre sont placés sur les ordres du jour immédiatement après les bills rapportés des comités spéciaux.

24. Tous les items placés sur les ordres du jour sont pris en considération dans l'ordre de priorité assigné à chacun sur le cahier des ordres, en réservant à l'administration le droit de placer les mesures du gouvernement à la tête de la liste, dans l'ordre de rotation suivant lequel elles doivent être prises en considération, les jours où les bills du gouvernement ont la priorité.

25. Les items qui ne sont pas pris en considération lorsqu'ils sont appelés sont ajournés. Les items ajournés sont inscrits sur le cahier des ordres, après les ordres du jour de la séance suivante.

26. Tous les ordres qui n'ont pas été pris en considération, lors de l'ajournement de la Chambre, sont remis à la séance suivante, sans qu'il soit nécessaire de faire motion à cet effet.

27. Si, à six heures P.M., un mercredi ou jeudi, ou lorsque la Chambre s'ajourne, une motion placée sur la liste des avis est sous considération, cette question est le premier ordre du jour de la séance suivante, immédiatement après les items auxquels la Chambre a, par une règle ou un ordre, accordé spécialement la priorité.

28. Une motion pour faire lire les ordres du jour a priorité sur toute motion devant la Chambre.

Interpellations au ministère

29. Il peut être fait des interpellations aux ministres de la couronne, touchant toute affaire publique, et à d'autres membres touchant tout bill, motion, ou autre matière publique se rattachant aux affaires de la Chambre, dans laquelle tels membres peuvent être intéressés;

mais en faisant une interpellation, aucun argument ou opinion ne doit être présenté, ni aucun fait énoncé, excepté lorsqu'il est nécessaire d'expliquer la question. Et en répondant à toute interpellation de cette nature, un membre n'en doit pas discuter le mérite.

Motions et questions

30. Une motion d'ajournement est toujours d'ordre; mais aucune motion n'est faite ensuite pour le même objet qu'après la considération de quelque motion ou mesure intermédiaire.

31. Il sera donné deux jours d'avis d'une motion à l'effet d'obtenir permission de présenter un bill, une résolution ou une adresse — pour la nomination d'un comité — ou pour faire une interpellation; mais cette règle ne s'applique pas aux bills après leur présentation, ni aux bills privés, ni aux heures de réunion ou d'ajournement de la Chambre. Cet avis doit être déposé sur la table avant cinq heures P.M., et imprimé dans le procès-verbal des votes et délibérations de ce jour.

32. Une motion peut être faite, du consentement unanime de la Chambre, sans avis préalable.

33. Toutes les motions seront par écrit, et secondées avant d'être discutées ou mises aux voix par le président. Lorsqu'une motion est secondée, elle est lue en anglais et en français par l'orateur, si l'usage des deux langues lui est familier; sinon, l'orateur lit la motion dans une langue et la fait lire dans l'autre par le greffier avant qu'elle ne soit discutée.

34. Un membre qui a fait une motion peut la retirer avec la permission de la Chambre; cette permission n'est accordée qu'à l'unanimité.

35. La question préalable, tant qu'elle n'est pas décidée, exclut tout amendement à la question principale et doit être conçue de la manière suivante: "Que cette question soit maintenant mise aux voix." Si la question préalable est résolue affirmativement, la question principale est aussitôt mise aux voix sans débat ni amendement.

36. Une motion pour renvoyer un bill ou une question devant un comité général exclut tout amendement à la question principale, jusqu'à ce qu'elle soit décidée.

37. Chaque fois que l'orateur est d'opinion qu'une motion présentée à la Chambre est contraire aux règles et aux privilèges du Parlement, il en informe la Chambre immédiatement avant de poser la question, et cite la règle ou l'autorité applicable au cas.

Privilèges

38. Chaque fois qu'il s'élève une question de privilège, elle est immédiatement prise en considération.

Délibérations sur les bills

39. Tout bill est présenté sur motion pour

permission à cet effet, spécifiant le titre du bill; ou sur motion pour nommer un comité pour le préparer et le présenter.

40. Aucun bill n'est présenté en blanc ou incomplet.

41. Quand un bill est présenté par un membre, en conformité d'un ordre de la Chambre, ou est apporté du Conseil législatif, la question: "Que ce bill soit maintenant lu une première fois," est décidée sans amendement ni discussion.

42. Chaque bill subit trois lectures, à des jours différents, avant sa passation.

43. Mais, dans les circonstances extraordinaires ou urgentes, un bill peut en un seul jour subir deux ou trois lectures, ou avancer de deux phases ou plus.

44. Lorsqu'un bill est lu dans la Chambre, le greffier certifie sur l'endos les lectures et leurs dates respectives. Lorsqu'il est passé, il en certifie la passation, ainsi que la date, au bas du bill.

45. Chaque bill public est lu deux fois dans la Chambre avant son renvoi devant un comité ou avant qu'il ne soit amendé.

46. Dans les délibérations en comité général sur les bills, le préambule est d'abord ajourné, puis chaque clause est examinée par le comité dans l'ordre qu'elle se présente; le préambule et le titre ne sont examinés qu'en dernier lieu.

47. Tous amendements faits en comité sont par le président rapportés à la Chambre qui les reçoit immédiatement. Le rapport fait, le bill peut être discuté et amendé avant que la troisième lecture en soit fixée. Cependant, quant il est fait rapport d'un bill sans amendement, sa troisième lecture est aussitôt fixée à telle époque que désigne la Chambre.

48. Il est du devoir du greffier en loi de cette Chambre de réviser tous les bills publics après leur première lecture, et de certifier sur l'endos qu'ils sont corrects; et dans chaque phase subséquente de ces bills, le greffier en loi est responsable des corrections, s'ils sont amendés. Il prépare aussi un sommaire (breviat) de chaque bill public, avant sa seconde lecture.

Bills privés

49. Nulle pétition pour bill privé n'est reçue par la Chambre après les trois premières semaines d'une session: et nul bill privé n'est présenté à la Chambre après les quatre premières semaines de la session, et aucun rapport de comité permanent ou spécial sur un bill privé n'est reçu après les six premières semaines de la session. Et nulle motion pour la suspension ou modification générale de cette règle ne sera reçue par la Chambre, si, à une séance précédente, elle n'a pas été renvoyée aux divers comités permanents des bills privés, ou s'il n'est présenté de rapport à son sujet par deux ou plus de deux de ces comités.

50. Le greffier de la Chambre devra, durant chaque vacance du Parlement publier en substance, une fois par semaine, dans la Gazette

officielle, les règles suivantes touchant les avis de demandes de bills privés, et dans d'autres journaux anglais et français; et, immédiatement après l'émission de la proclamation convoquant le Parlement pour l'expédition des affaires, il fera publier dans la Gazette officielle et dans d'autres journaux de la province, jusqu'à l'ouverture du Parlement, le jour auquel expirera le temps fixé pour la réception des bills privés, conformément à la règle précédente; et le greffier devra aussi annoncer, par avis affiché dans les chambres de comités et les couloirs de cette Chambre, le premier jour de chaque session, les époques fixées pour recevoir les pétitions pour bills privés, les bills privés et les rapports sur ces bills.

51. Toute demande de bills privés, tombant sous la législation de la Législature de Québec, d'après "L'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867," soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage (traverse), l'incorporation de professions ou métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, le prélèvement d'aucune cotisation locale, la division d'aucun comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature, ou d'aucun township ou autre municipalité locale, le changement du chef-lieu d'un comté ou le transfert d'aucuns bureaux locaux, la réglementation d'aucune branche de commerce, soit pour le réarpentage d'aucun township, ligne ou concession; ou pour la permission de faire quoi que ce soit, qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, dans la Gazette officielle, en français et en anglais, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une et l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal; ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la Gazette officielle et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins deux mois, durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

52. Avant d'adresser à la Chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, dans le même temps et de la manière, donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de

la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-levis ou non, et les dimensions de ce pont-levis.

53. Lorsque les pétitions pour bills privés sont reçues par la Chambre, elles sont prises en considération (sans renvoi spécial) par le comité des ordres permanents, lequel fait rapport dans chaque cas si les règles touchant l'avis ont été observées; et chaque fois que l'avis sera trouvé insuffisant, quant à l'ensemble de la pétition, ou à quelques-unes de ses allégations, qui auraient dû être spécialement mentionnées dans l'avis, le comité recommandera à la Chambre la détermination qu'elle devra prendre en conséquence de cette insuffisance d'avis.

54. Tout bill privé venant du Conseil législatif (n'étant pas basé sur une pétition dont il a déjà fait rapport par le comité) sera d'abord pris en considération, et il en sera fait rapport par le comité de la même manière, après sa première lecture et avant sa prise en délibéré par un autre comité permanent.

55. Nulle motion pour suspendre les règles à l'égard d'une pétition pour bill privé n'est prise en considération, à moins qu'il n'ait été fait rapport de cette pétition par le comité des ordres permanents.

56. Tout bill privé est introduit sur pétition et peut être présenté à la Chambre sur motion à cet effet, faite immédiatement après l'appel de l'ordre du jour des bills privés, et après qu'il a été fait un rapport favorable sur la pétition par le comité des ordres permanents.

57. Quand un bill pour confirmer des lettres-patentes ou contrat est présenté à la Chambre, une vraie copie de ces lettres-patentes ou contrat doit y être annexée.

58. Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus ou pour amender ou étendre des actes antérieurs de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de cent piastres, immédiatement après leur première lecture. Et tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en anglais et 325 exemplaires en français de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés et la distribution doit en être faite avant leur première lecture; et aucun de ces bills ne doit être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la reine, déclarant qu'il lui a été fait paiement du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouverne-

ment. L'honoraire payable lors de la première lecture d'un bill privé n'est payé qu'à celle des Chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque Chambre.

59. Tout bill privé, lu pour la première fois, est renvoyé au comité des bills privés, si tel comité a été nommé, ou à quelque autre comité permanent de même nature, et toutes pétitions devant la Chambre pour ou contre le bill sont considérées comme renvoyées à ce comité.

60. Aucun bill privé introduit en cette Chambre, et dont il est exigé avis, n'est pris en considération par un comité avant qu'un avis de dix jours francs de la réunion de ce comité n'ait été affiché dans le couloir; non plus que dans le cas où un bill serait introduit dans le Conseil législatif, avant qu'un semblable avis de deux jours n'ait été affiché. Et nulle motion pour la suspension ou la modification générale de cette règle ne sera reçue par la Chambre, si, à une séance précédente elle n'a pas été renvoyée aux divers comités permanents des bills privés, ou s'il n'est présenté de rapport à son sujet par deux ou plus de ces comités.

2. Le jour de l'affichage d'un bill en vertu de cette règle, le greffier en chef du bureau des bills privés annexera aux exemplaires du procès-verbal des votes et délibérations du jour l'avis de tel affichage; et il annexera aussi, au procès-verbal de chaque jour un avis des réunions de quelqu'un des comités permanents chargés de prendre en considération des bills privés ou des pétitions qui y ont rapport, qui pourront avoir été convoquées pour le lendemain.

61. Un exemplaire du bill, contenant les amendements à soumettre au comité permanent, est déposé au bureau des bills privés, un jour franc avant que le comité ne se réunisse pour les prendre en considération.

62. Toutes personnes dont les intérêts ou la propriété peuvent être compromis par un bill privé doivent, lorsqu'elles en sont requises, comparaître devant le comité permanent au sujet de leur adhésion, ou envoyer par écrit cette adhésion, dont le comité peut exiger la preuve. Et dans tous les cas, le comité auquel est renvoyé un bill pour constituer une compagnie en corporation, doit exiger la preuve que les personnes dont les noms figurent dans le bill comme composant la compagnie ont l'âge de majorité, sont en mesure d'effectuer les objets projetés, et qu'elles ont consenti à être constituées en corporation.

63. Toutes les questions devant les comités auxquels sont renvoyés des bills privés sont décidées à la majorité des voix, celle du président comprise; et dans le cas d'égalité de voix, le président a une deuxième voix ou voix prépondérante.

64. Il est du devoir du comité spécial auquel un bill privé peut être renvoyé par la Chambre, d'attirer l'attention spéciale de la Chambre sur toute disposition insensée dans ce bill que ne

paraissait pas comporter l'avis donné à l'égard de ce bill, tel qu'il en a été fait rapport par le comité des ordres permanents.

65. Le comité auquel est renvoyé un bill privé doit, dans tous les cas, en faire rapport à la Chambre, et lorsqu'une modification importante est faite au préambule du bill, la modification et les raisons de cette modification sont mentionnées dans le rapport.

66. Lorsque le comité auquel a été renvoyé un bill privé fait rapport à la Chambre que le préambule de ce bill n'est pas prouvé à sa satisfaction, il doit aussi exposer les raisons sur lesquelles il s'appuie pour en venir à cette décision, et nul bill, dont il est ainsi fait rapport, ne doit être porté sur les ordres du jour, à moins d'un ordre spécial de la Chambre;

2. Tout bill privé autrement rapporté à la Chambre par tel comité sera placé pour sa deuxième lecture sur l'ordre du jour suivant la réception du rapport, dans l'ordre de présentation, c'est-à-dire après les bills renvoyés à un comité général.

67. Le président du comité signe en toutes lettres un exemplaire imprimé du bill sur lequel les amendements sont lisiblement écrits, et il signe aussi de ses initiales les différents amendements faits et les clauses ajoutées en comité; et un autre exemplaire du bill, avec les amendements écrits en leur lieu, doit être préparé par le greffier du comité et déposé au bureau des bills privés ou annexé au rapport.

68. Nul amendement important ne peut être proposé à un bill privé, dans un comité général, ou à la troisième lecture du bill, à moins qu'il n'en ait été donné un jour d'avis préalable.

69. Quand un bill privé est rapporté du Conseil législatif avec des amendements qui ne sont pas simplement de rédaction ou sans importance, ces amendements, avant la seconde lecture, sont renvoyés à un comité général, ou au comité permanent auquel ce bill avait été renvoyé.

70. Excepté dans les cas de nécessité urgente et absolue, aucune motion ne peut être faite pour suspendre l'effet d'un ordre permanent quant à des bills privés, sans qu'il en soit donné avis.

71. Un livre appelé le "registre des bills privés", est tenu dans une chambre dénommée le "bureau des bills privés", et dans ce livre sont inscrits par le greffier chargé des affaires de ce bureau, le nom, la qualité et le domicile des personnes qui demandent la passation d'un bill, ou de leur agent, et toutes les délibérations sur ce bill, depuis la pétition jusqu'à sa passation. Cette inscription doit spécifier brièvement chaque procédure de la Chambre ou du comité auquel le bill ou la pétition a été renvoyée, et le jour fixé pour la séance du comité. Le public peut chaque jour avoir accès à ce livre pendant les heures de bureau.

72. Le greffier en chef du bureau des bills privés prépare chaque jour des listes de tous bills privés et de toutes pétitions pour tels bills,

qui doivent être prises en considération par des comités avec indication de l'heure de la réunion et de la chambre où tels comités doivent siéger, et ces listes doivent être suspendues dans le couloir.

73. Tout agent parlementaire dirigeant des procédures devant l'Assemblée législative est personnellement responsable envers la Chambre et envers l'orateur de la soumission aux règles, ordres et usages du Parlement, et aux règles prescrites par l'orateur, et aussi du paiement de tous honoraires et frais; et il ne peut agir ainsi comme agent parlementaire qu'avec l'assentiment et l'autorisation expresse et préalable de l'orateur.

74. Tout agent qui viole sciemment les règles et usages de la Législature ou les règles qui sont établies par l'orateur, ou qui manque, de propos délibéré, à son devoir en dirigeant des procédures devant la Législature, s'expose à perdre, soit temporairement ou d'une manière absolue, à la volonté de l'orateur, la faculté d'exercer comme agent parlementaire; mais sur la demande de l'agent, l'orateur donne par écrit les raisons qu'il a d'en agir ainsi.

Comités

75. Le greffier de la Chambre fait afficher, en un lieu apparent de la chambre, une liste des différents comités permanents et spéciaux nommés durant la session.

76. Lorsque la Chambre doit se former en comité général, l'orateur, avant de quitter le fauteuil, nomme un président qui maintient l'ordre dans le comité; et les règles de la Chambre sont observées en comité général autant que possible, à l'exception de celle qui limite le nombre de fois qu'il est permis de parler.

77. Les questions d'ordre qui s'élèvent en comité général sont décidées par le président, sauf appel à la Chambre; mais le désordre dans un comité ne peut être censuré que par la Chambre lors de la réception du rapport de ce comité.

78. Une motion à l'effet que le président quitte le fauteuil est toujours d'ordre, et elle a priorité sur toute autre motion.

79. Un comité spécial ne peut, sans permis de la Chambre, se composer de plus de quinze membres, et l'auteur de la motion peut soumettre les noms de ceux qui doivent former ce comité, à moins que cinq membres ne s'y opposent. S'il y a opposition, la Chambre peut nommer le comité comme suit: chaque membre en nomme un, et ceux qui ont le plus de voix composent le comité avec l'auteur de la motion; mais nul membre, qui se déclare ou se prononce contre le principe ou la substance d'un bill, d'une résolution ou de matières qui doivent être renvoyées à un comité, ne peut faire partie de ce comité.

80. La majorité des membres composant un comité en forme le quorum, à moins que la Chambre n'en décide autrement.

81. Les membres peuvent faire, de leur place en Chambre, les rapports des comités permanents et spéciaux, sans se rendre à la barre de la chambre.

Témoins

82. Le greffier de la Chambre est autorisé à payer, à même les fonds contingents, aux témoins assignés à comparaître devant tout comité spécial de la Chambre, une somme raisonnable par jour, laquelle sera fixée par l'orateur, pour le temps de leur comparution, et de plus une gratification raisonnable pour les dépenses de voyage, sur tout certificat ou ordre du président du comité devant lequel les témoins ont été assignés à comparaître; mais nul témoin ne sera ainsi payé à moins qu'un certificat n'ait été au préalable mis entre les mains du président de tel comité, par un de ses membres, constatant que le témoignage du témoin est, selon lui, important et essentiel; et nul paiement ne sera fait dans aucun cas sans l'autorisation du comité permanent des dépenses contingentes, et cette autorisation sera signifiée par la signature du président, sur le dos dudit certificat; et lorsqu'un témoin a été présent pendant trois jours, si sa présence est encore nécessaire, il faudra avoir de nouveau recours au comité des dépenses contingentes, et ainsi de suite tous les trois jours; et nul témoin résidant au siège du gouvernement ne sera payé pour sa comparution.

Division

83. Lorsque l'appel des membres est fait préalablement à une division, les débats doivent cesser.

84. Lors d'une division, les noms de ceux qui votent pour et contre la question ne sont pas inscrits aux minutes, à moins que la demande n'en soit faite par cinq membres.

Pétitions

85. Les pétitions à la Chambre sont présentées par un membre, de sa place et il est responsable à la Chambre de tout ce qu'elles peuvent contenir d'inconvenant ou d'impropre.

86. Tout membre qui présente une pétition à la Chambre l'endosse et se borne à mentionner les personnes au nom desquelles il la présente, le nombre de signatures y apposées et les choses spéciales qui y sont alléguées. Les pétitions peuvent être écrites ou imprimées, à la condition toutefois que la page qui contient les conclusions soit revêtue des signatures d'au moins trois pétitionnaires.

87. Toute pétition dont le contenu n'est pas contraire aux privilèges de la Chambre, et qui, d'après les règles et la pratique de la Chambre peut être reçue, est apportée à la table sur ordre de l'orateur, qui ne peut permettre aucune discussion ou commentaire sur la pétition; mais elle peut être lue par le greffier, à la table, s'il

en est requis; ou bien, si elle contient une plainte de grief personnel et immédiat, la matière qui en fait le sujet peut sans délai être soumise à discussion. (Par les 54e et 90e sections de l'acte impérial, 30 Victoria, chapitre 3 (l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867), il est prescrit que la Chambre ne pourra introduire ni passer un vote, une résolution, une adresse ou un bill ayant pour but d'affecter aucune partie du revenu public, ou de toute autre taxe ou impôt, à aucun objet qui n'a pas été d'abord recommandé par un message du lieutenant-gouverneur pendant la session où ce vote, cette adresse, résolution ou bill est passé).

88. Si une motion est faite dans la Chambre pour une aide publique, ou charge sur le public, la prise en considération et la discussion de cette motion peuvent ne pas avoir lieu de suite, mais être ajournées à tel jour subséquent que la Chambre juge à propos de fixer; et alors la motion est renvoyée à un comité général de la Chambre avant qu'une résolution ou un vote ne soit adopté sur la motion en question.

89. L'Assemblée législative a seule l'initiative des aides et subsides accordés à Sa Majesté par la Législature de Québec, et tous bills pour accorder ces aides et subsides doivent prendre naissance dans la Chambre, considérant que c'est le droit incontestable de la Chambre de diriger, limiter et fixer dans tous ces bills les fins, objets, considérations, conditions, limitations et qualifications de tels octrois, lesquels ne peuvent être modifiés par le Conseil législatif.

90. Afin d'accélérer les travaux de la Législature, la Chambre ne doit pas insister sur le privilège qu'elle réclame et qu'elle exerce, de rejeter les bills venant du Conseil législatif, par la raison qu'ils imposent des amendes pécuniaires; ou de rejeter des amendements fait par le Conseil législatif, parce qu'ils introduisent ou modifient des amendes pécuniaires établies par les bills qui lui sont transmis par la Chambre, pourvu que toutes les amendes par là imposées n'aient pour but de punir ou de prévenir des crimes ou des offenses et qu'elles n'aient pas pour objet d'imposer des fardeaux au sujet, sous forme d'aide ou de subsides à Sa Majesté, ou pour des fins générales ou spéciales, au moyen de taxes, péages, cotisations, ou autrement.

Journal

91. Une copie du journal de cette Chambre, certifiée par le greffier, doit être transmise, chaque jour, à Son Excellence le lieutenant-gouverneur.

92. Cette Chambre consent à ce que le Conseil législatif puisse faire des recherches dans ses propres journaux, de la même manière que cette Chambre peut, suivant l'usage parlementaire, compulser les journaux du Conseil législatif.

Impressions

93. Tous les bills sont imprimés, avant leur seconde lecture, dans les deux langues, à moins que la Chambre n'ordonne ou ne permette spécialement le contraire; ou des bills qui ne sont présentés que dans le but de continuer des actes, ou des bills peu longs, d'une importance secondaire, l'orateur ou la Chambre peuvent ordonner que l'impression ne s'en fasse pas.

94. Toute motion à l'effet de faire imprimer un document, est au préalable soumise au comité permanent des impressions, qui en fait rapport, avant que la question ne soit mise aux voix.

V. Relations entre les deux Chambres

95. Un maître en chancellerie attaché au service du Conseil législatif est reçu en qualité de messenger du Conseil à la table du greffier, où il remet le message dont il est chargé.

96. Les messages de cette Chambre au Conseil législatif peuvent être portés par un membre de cette Chambre choisi par l'orateur.

97. Un des greffiers de l'une ou de l'autre Chambre peut aussi être le porteur de messages de l'une à l'autre; et les messages ainsi transmis sont reçus à la barre par l'un des greffiers de la Chambre à laquelle ils sont transmis, en tout temps pendant qu'elle est en séance ou en comité, sans en interrompre les délibérations.

98. Les messages du Conseil législatif sont reçus aussitôt qu'annoncés par le sergent d'armes.

99. Lorsque cette Chambre juge nécessaire de demander une conférence au Conseil législatif, les raisons qu'elle se propose d'offrir lors de la conférence sont par elle préparées et adoptées avant de les confier à un messenger.

100. Les conseillers législatifs qui désirent entendre les débats de cette Chambre peuvent avoir des sièges en dehors de la barre, dans un endroit destiné à cette fin, ayant soin de se retirer quand il est donné ordre de vider la Chambre.

VI. Officiers et serviteurs de la Chambre

101. Les heures du bureau des officiers respectifs de cette Chambre et des surnuméraires employés durant la session sont fixés de temps à autre par M. l'orateur.

102. Avant qu'une vacance survenue dans le service de la Chambre ne soit remplie par l'orateur, il est fait une investigation sur la nécessité de maintenir cette charge; et le montant du traitement qui doit y être attaché est fixé par l'orateur, sujet à l'approbation de la Chambre.

103. Il est du devoir des officiers de cette Chambre (y compris le greffier et le sous-greffier) d'achever et compléter les travaux qui restent à faire à la fin de chaque session.

104. Le greffier de la Chambre est responsable de la garde de tous les papiers et archives de la Chambre, et a la direction et le contrôle de tous les officiers et employés des bureaux, sujet aux ordres qu'il peut recevoir de temps à autre de M. l'orateur ou de la Chambre.

105. Le greffier de la Chambre place sur la table de l'orateur, chaque matin, avant la réunion de la Chambre, l'ordre des délibérations du jour.

106. Il est du devoir du greffier de dresser, faire imprimer, et distribuer à chaque membre, au commencement de chaque session du Parlement, une liste des rapports ou autres comptes rendus périodiques que les officiers ou les départements du gouvernement, ou les banques ou les autres corporations sont tenus de présenter à la Chambre, ayant soin de renvoyer à l'acte ou à la résolution, et à la page du volume des lois ou des journaux où tels rapports sont ordonnés, et de placer sous le nom de chaque officier ou corporation une liste des rapports ou comptes rendus qu'il ou qu'elle doit faire, et l'époque où le rapport ou compte rendu doit être transmis.

107. Le sergent d'armes de cette Chambre est responsable de la garde de la masse, de l'ameublement et des garnitures de la Chambre, ainsi que de la conduite des huissiers (messengers) et serviteurs subalternes de la Chambre.

108. Nul étranger qui par ordre de la Chambre, est placé sous la garde du sergent d'armes, n'est élargi avant qu'il n'ait payé un honoraire de quatre piastres à cet officier.

109. Il ne sera à l'avenir accordé d'indemnité à aucun employé de cette Chambre qui ne réside pas au siège du gouvernement, pour frais de voyage encourus pour se rendre à son poste.

110. Le greffier emploie, dès le commencement d'une session, avec l'approbation de l'orateur, le nombre nécessaire d'écrivains surnuméraires, et en engage d'autres à mesure que les affaires publiques peuvent le nécessiter.

VII. Bibliothèque

111. Un catalogue des livres de la bibliothèque, convenablement fait, est tenu par le bibliothécaire qui en a la garde et la responsabilité; et il doit faire rapport à la Chambre, par l'entremise de M. l'orateur, à l'ouverture de chaque session, de l'état dans lequel se trouve la bibliothèque.

112. Aucune personne ne peut avoir accès à la bibliothèque, pendant les sessions de la Législature, si ce n'est le lieutenant-gouverneur, les membres du Conseil exécutif et des deux Chambres de la Législature et les officiers des deux Chambres, et toute autre personne qui obtient un billet d'admission de l'orateur de l'une ou de l'autre Chambre; les membres peuvent, en personne, introduire des étrangers dans la bibliothèque, pendant le jour, mais non après sept heures, P.M.

113. Pendant les sessions de la Législature, aucun livre de la bibliothèque ne peut être

emporté de l'édifice, excepté sur autorisation de l'orateur, ou lorsqu'un membre de l'une ou de l'autre Chambre en donne un reçu.

114. Pendant la vacance de la Législature, la bibliothèque et la chambre de lecture sont ouvertes tous les jours de chaque semaine, excepté les dimanches et jours de fête, depuis dix heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi; et la bibliothèque est ouverte aux personnes introduites par un membre de l'une ou de l'autre Chambre, ou admises à la discrétion du greffier ou du bibliothécaire, sujettes aux règles qui sont jugées nécessaires pour la sûreté et la conservation des livres; mais il n'est permis à qui que ce soit, si ce n'est aux membres de l'une ou l'autre Chambre, d'emporter un livre hors de la bibliothèque.

115. Le greffier de cette Chambre est autorisé à s'abonner aux journaux publiés en cette province et aux autres papiers, anglais et étrangers, qui sont désignés de temps en temps par l'orateur, et à faire venir chaque année la suite des ouvrages périodiques que possède la bibliothèque.

Cas imprévus

116. Dans tous les cas imprévus, les règles, usages et formalités de la Chambre des communes du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, doivent être suivis.

Ordres pour la session

Résolu, que lorsqu'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un membre, ce dernier doit se retirer pendant les débats qui s'ensuivent; et si deux membres sont élus pour le même collège électoral, ils doivent s'absenter jusqu'à ce que l'élection soit décidée.

Résolu, que s'il appert qu'une personne a été élue membre de cette Chambre ou a cherché à l'être par corruption, et au moyen d'intrigues ou de menées, la Chambre procède avec la plus grande sévérité contre toutes personnes qui ont pris une part volontaire à cette corruption ou à ces menées ou intrigues.

Résolu que l'offre d'argent ou de tout autre avantage à un membre de l'une ou l'autre Chambre, dans le but de faciliter la passation d'une mesure quelconque qui dépend du Parlement ou qui doit y être décidée, est un grand crime et un délit, et tend au renversement de la constitution.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose que 500 copies, en français et en anglais, de ce rapport soient imprimées à l'usage des députés.

Adopté.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le rapport du comité spécial nommé pour

s'enquérir du fonctionnement de l'acte municipal du Bas-Canada, et des actes concernant les abus préjudiciables à l'agriculture.

Voici le rapport :

Qu'avec le concours de plusieurs sous-comités, les travaux suivants ont été préparés:

1. Les lois municipales ont été refondues, de manière à montrer la loi telle qu'elle existe maintenant.

2. Les lois concernant les abus préjudiciables à l'agriculture ont aussi été refondues.

3. Divers amendements à ces lois ainsi que des suggestions concernant le même sujet ont été préparés.

4. Les chartes de onze villes et cités de la province de Québec (sans comprendre celles de Montréal et Québec) ont été confrontées et arrangées de manière à n'en faire qu'une seule.

Votre comité recommande que ces refontes des lois municipales, avec les amendements et les suggestions proposées, soient imprimées, et qu'une copie en soit adressée à chaque conseil municipal, ce qui, pendant la vacance, permettra au peuple de cette province d'exprimer son opinion sur cette partie importante de la législation.

Adopté.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature. Voici le rapport :

Le comité collectif des impressions demande la permission de soumettre ce qui suit comme son troisième rapport.

Qu'aussitôt que la chose lui a été possible, en raison de l'examen attentif qu'il a été nécessaire de faire, des questions préliminaires impliquées dans les conditions du contrat, votre comité a sollicité des soumissions au moyen d'annonces publiques pour les impressions, l'approvisionnement du papier et la reliure pour l'Assemblée législative, pour une période de cinq années à commencer du premier juillet prochain.

Qu'il a reçu des soumissions pour les impressions de l'Assemblée législative de six personnes, toutes de Québec, parmi lesquelles (d'après les calculs faits avec beaucoup de soin par le greffier du comité qui les croit exacts) M. G.T. Cary est celui qui a envoyé la soumission la moins élevée.

Qu'il a reçu des soumissions pour l'approvisionnement du papier, de quelques personnes seulement, aussi toutes de Québec, dont la moins élevée est celle de M. A. Côté; mais votre comité comprend que cette soumission n'est faite qu'à la condition seulement d'être acceptée conjointement avec la soumission pour les impressions, et il est en outre d'opinion que toutes les soumissions pour l'approvisionnement du papier sont plus élevées que celles qui devraient être acceptées comme base du contrat.

Que, quant à la reliure, six personnes, toutes

de Québec, ont envoyé des soumissions dont la moins élevée vient de la société Lafrance et Lemieux. Votre comité ne croit pas du tout probable qu'on puisse obtenir aucune soumission plus avantageuse pour ce service.

Qu'en ce qui concerne les impressions, votre comité croit de son devoir d'attirer l'attention des deux Chambres sur le fait que même la soumission la moins élevée, dont il a été question plus haut, tout en étant, selon les calculs de M. Langlois, qu'une bagatelle audessous de ce qui est reconnu être le prix du contrat à Ottawa, semble être matériellement plus élevée que le prix du contrat à temps limité, obtenu pour la Législature de l'Ontario.

Qu'en vue de ce fait, et vu l'impossibilité (à laquelle il est fait allusion) qu'il y a, de faire en sorte que le contrat couvre les dépenses de l'approvisionnement du papier selon ce qui est fait à Ottawa et en Ontario, il hésite à prendre le parti de lier de suite la Législature par un contrat de cinq années pour les impressions seulement et au prix ci-dessus demandé.

Que si la Législature décidait de ne pas attacher d'importance à ces considérations, il ne resterait plus à votre comité qu'à soumettre la soumission de M. Cary comme étant la moins élevée.

Qu'il n'a aucune remarque à faire sur les cautionnements qui ont été offerts par aucune des personnes soumissionnaires, vu qu'il considère comme accepté, non seulement que leur validité sera dûment discutée par les officiers chargés d'y voir, avant qu'aucun contrat ne soit fait, mais ainsi que, dans le cas où des difficultés surgiraient à ce sujet, il sera donné aux parties intéressées l'opportunité de s'en débarrasser.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici ce rapport :

Le comité des privilèges et élections demande la permission de présenter le rapport suivant au sujet du renvoi qui lui a été fait par votre honorable Chambre des rapports, papiers et documents, concernant la dernière élection du district électoral de Kamouraska.

Votre comité a examiné avec soin les documents qui lui ont été renvoyés et a pris le témoignage du greffier de la couronne en chancellerie et de l'officier rapporteur, en ce qui concerne les matières en question. Il a aussi assigné devant lui d'autres témoins, un d'entre eux étant actuellement présent.

Mais, le terme prochain de l'époque à laquelle la présente session de la Législature doit se terminer par prorogation les met dans l'impossibilité de compléter durant cette session l'enquête que la gravité du sujet réclame.

Il croit nécessaire qu'on ne permette pas que cette enquête soit abandonnée et, en conséquence, il demande la permission, tout en soumettant avec le rapport les témoignages qu'il

a pris jusqu'à présent, de recommander à votre honorable Chambre qu'immédiatement après l'ouverture de la prochaine session de la Législature, la question soit de nouveau renvoyée au comité des privilèges et élections, qui sera alors nommé.

Acte des mines d'or

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la seconde lecture du bill pour amender l'acte des mines d'or et l'acte amendant l'acte des mines d'or de 1865.

Adopté. Le bill est lu une troisième fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Gaspé Coal Mining and Fisheries Company

M. C. HAMILTON (Bonaventure): Présente une motion demandant que le procureur général procède à faire annuler la charte de "Gaspé Coal Mining and Fisheries Company";

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Donne l'assurance que le gouvernement étudiera cette question.

M. C. HAMILTON (Bonaventure): Demande alors à retirer sa proposition.

Election de Kamouraska

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Appuyé par le représentant de Napierville (M. P. Benoît), il propose que M. l'orateur adresse son warrant au greffier de la couronne en chancellerie, afin de préparer un nouveau bref pour l'élection d'un membre devant servir durant le présent Parlement pour le comté de Kamouraska, n'y ayant pas eu de rapport en cette Chambre de l'élection d'un membre pour ledit comté, lors de la dernière élection générale.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): S'empresse de s'objecter à cette motion, au nom du gouvernement. Il base le refus du gouvernement d'appuyer cette proposition sur trois raisons principales:

1. L'enquête du comité n'est pas terminée et la Chambre doit attendre que le comité fasse son dernier rapport avant de prendre aucune décision au sujet de cette élection; ce serait manquer de respect envers ce comité.

2. Il est possible que, lorsque cette enquête sera terminée, la Chambre jugera que les électeurs de Kamouraska se sont rendus coupables de faits assez graves pour mériter de perdre leur droit de franchise; dans tous les cas, la chose est incertaine à l'heure qu'il est.

3. La Chambre n'est pas tenue de montrer tant d'empressement à donner un représentant à un

comté qui n'en demande pas et qui a même refusé d'en élire un en temps opportun. Le proposeur de cette motion se montre, en cela, plus empressé que les parties intéressées elles-mêmes. Aucune pétition n'a jusqu'à présent été adressée à cette Chambre par les électeurs de Kamouraska pour demander l'émanation d'un nouveau bref. Cette faveur vaut au moins la peine qu'on la demande. On a aussi fait état de la violence à Montréal autant qu'à Kamouraska, mais, dans le premier cas, la violence a eu lieu après l'élection, alors que, dans le deuxième, la violence a précédé et a empêché l'élection. L'on doit respecter la loi.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Veut d'abord réfuter les arguments du premier ministre. Il dit que le rapport que l'honorable trésorier a mis devant la Chambre est, de fait, le dernier que fera le comité sur cette question. Personne n'osera nier que ce comité se trouvera dissous par le seul fait de la prorogation du Parlement. Or, le ministère nous a annoncé que la Chambre sera prorogée lundi à deux heures.

Il sera donc impossible au comité de procéder plus loin dans son enquête avant sa dissolution. Le rapport est d'ailleurs suffisant pour détruire la prétention qu'il faut faire un exemple du comté de Kamouraska en le défranchissant. Le document en question contient le rapport de l'officier rapporteur lui-même sur les événements malheureux qui ont empêché l'élection d'avoir lieu et, en outre, un compte rendu de son témoignage verbal devant le comité. L'officier rapporteur est certainement le témoin le plus important, et, en même temps, le plus intéressé à faire retomber la responsabilité des événements sur les électeurs, afin de s'exonérer du blâme qui s'attache tout naturellement à la conduite qu'il a suivie. Il est, selon un terme reçu, le plus fort témoin à charge. Cependant, rien dans son rapport, soit écrit, soit verbal, ne tend à impliquer les électeurs de Kamouraska. Il en ressort, au contraire que malgré une provocation impardonnable de sa part, la grande majorité des électeurs est restée paisible, tandis qu'un nombre comparativement petit d'individus que sa conduite inqualifiable avait surexcités s'est livré aux faits, certainement fort malheureux, qui ont interrompu les procédés de l'élection. Il ne désire pas justifier ces excès, mais il prétend que les électeurs de tout un comté ne doivent pas souffrir du fait de quelques émeutiers. Il cite des passages de la loi électorale pour établir que l'officier rapporteur a été le premier coupable; il lit aussi à l'appui de sa prétention le passage du rapport de cet officier où il fait lui-même l'admission qu'il s'est trompé en privant de son propre chef les électeurs de la paroisse de Saint-Pascal de leur droit de franchise.

Ces exclusions aussi injustes que provocantes avaient été les principales causes du désordre. Quant à la prétention que le writ ne doit pas être émané parce que les électeurs du comté

intéressé n'ont pas adressé à la Législature une requête demandant cette faveur, il ne peut croire qu'elle ait été soulevée sérieusement. Rien dans la loi ni dans les usages parlementaires n'établit cette nécessité et l'on ne pouvait s'attendre à ce que ces électeurs fissent plus que la loi même n'exige. Ils ont, d'ailleurs, en attendant patiemment l'action de la Législature, montré une grande confiance dans son esprit de justice et il serait regrettable que nous trompions cette confiance en secondant les efforts de quelques individus qui, par un simple motif de vengeance, désirent prolonger indéfiniment la solution de cette importante question. Ce serait, selon lui, très mal inaugurer le nouvel ordre de choses que de commencer par enlever injustement à tout un comté ses franchises électorales. Les hommes qui demandent aujourd'hui ces mesures rigoureuses appartiennent à une autre ère dont nous sommes tous intéressés à faire oublier les querelles. En suivant le même mode que celui qui a guidé les procédés du comité jusqu'à aujourd'hui, on s'exposera à arriver à l'expiration du présent Parlement avant de trouver une solution à la question. Sous prétexte d'attendre après les loisirs d'un certain nombre des membres du comité dont les occupations, dans une autre Législature, les empêchent de s'acquitter de leurs devoirs dans celle-ci, les procédés du comité ont été retardés de jour en jour, jusqu'à l'époque actuelle. Maintenant, si la décision de la Chambre est contraire à la motion en discussion, tout sera à recommencer à la prochaine session, avec la perspective de nouveaux retards et de nouvelles déceptions.

A l'appui de sa motion, il cite le précédent de l'élection de Knaresborough, qui a montré la décision de l'orateur des Communes du Canada, pendant la dernière session, sur la même question. Il signale la parfaite identité des deux cas. Dans l'un comme dans l'autre, une émeute avait empêché l'élection; un comité avait également, dans les deux cas, été chargé de s'enquérir de l'affaire. En Angleterre le comité, connaissant l'importance de ses devoirs, avait procédé jour par jour et avait, au bout de quatre jours, fait son rapport final dans lequel il recommandait d'émaner immédiatement un nouveau bref et de poursuivre les émeutiers. Ici, le comité siège deux mois et arrive à la onzième heure avec un rapport dans lequel il informe la Chambre qu'il n'a à peu près rien fait, et lui demande la permission de prolonger indéfiniment son enquête.

Selon lui, il n'est plus question de retards. La Chambre a devant elle la preuve qu'il n'y a pas eu d'élection à Kamouraska; il lui est aussi prouvé que les désordres qui ont empêché cette élection sont dûs, non pas à la masse des électeurs, mais à quelques émeutiers. Il est maintenant de son devoir d'ordonner l'émanation d'un nouveau bref d'élection et d'inviter le gouvernement à rechercher les émeutiers pour les punir.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Contrairement au premier ministre, il ne regrette pas son opposition à la proposition. Il ne connaît rien des faits passés à Kamouraska, si ce n'est toutefois le rapport qu'en ont publié les journaux.

Les reportages de journaux démontrent certainement que des actes de violence se sont produits, si bien que l'officier rapporteur a été chassé du bureau de scrutin et a été empêché de tenir l'élection.

Cela lui suffit pour justifier la mesure d'exception qu'on veut prendre vis-à-vis de ce comté. Il appuiera de son vote le gouvernement, heureux si cette leçon donnée aux perturbateurs de l'ordre public peut amener à l'avenir des élections plus pacifiques et plus dignes. Si quelqu'un présente une proposition pour défranchiser le comté, cette motion aura son appui.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Il regrette, comme député, que le comité des privilèges n'ait pu achever l'enquête relative à cette affaire. Il lit à la Chambre une série de questions qu'il se proposait d'adresser aux témoins et qu'il aurait pu, croit-il, changer en évidences à la charge du comté de Kamouraska. Il explique aussi pourquoi l'honorable trésorier et l'honorable procureur général ont été empêchés de se rendre aux réunions du comité, vu la multiplicité de leurs travaux.

L'enquête se trouve commencée, il s'agit de la continuer et d'apporter la lumière au fond de cette affaire. Il existe d'ailleurs un précédent, celui des élections de Québec en 1859. La Chambre d'alors a fait une enquête qui a duré deux ans. On peut donc attendre encore pour Kamouraska.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Fait remarquer à la Chambre que, malgré cette enquête, les députés de la division de Québec siégeaient à la Chambre et que la ville, par conséquent, se trouvait alors représentée.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Assure la Chambre qu'il n'est pas du tout nécessaire, comme l'a dit le premier ministre, que le comté de Kamouraska demande par les voies légales une nouvelle élection. Dans l'état actuel du débat, la Chambre est toute puissante à trancher la question; la coutume et la constitution, d'accord sur ce point, investissent la Législature locale du privilège, du droit de juger seule et de se prononcer.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit que le cas n'a pas de précédent. Le comité a siégé pendant longtemps, et il ne lui est pas venu une seule pétition de la part de ce comté demandant une nouvelle élection. Aucun électeur ne s'est plaint des actes de violence qui ont été commis le jour de la nomination. Sous ces circonstances, je pense qu'il est mieux de

prendre du temps pour examiner l'affaire plus longuement. Quand la Chambre se réunira de nouveau, le comité demandera à être reconstitué de manière qu'il puisse terminer son investigation. Je puis assurer la Chambre que le gouvernement ne mettra aucun obstacle à ce que ce comté jouisse de nouveau de sa franchise.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Un des principaux arguments du ministère est l'inachèvement de l'enquête commencée. Il répond à cela que l'enquête terminée n'apporterait aucun fait important de plus, puisque, sur deux témoins principaux à entendre, l'un est aux États-Unis, et l'autre, l'officier rapporteur, la clef, le pivot de tout l'arbre, a donné son témoignage. Comme membre du comité, il n'hésite pas à dire que c'est sur cet officier que pèse toute la responsabilité des tristes scènes de l'élection de Kamouraska. Des témoignages accessoires n'ajouteraient donc rien de plus au débat. L'officier, cela ressort de ses propres dépositions, a méconnu ses devoirs et outrepassé ses droits.

Quant à la pétition qu'on exige du comté de Kamouraska, mentionnant son désir d'être représenté, elle existe. M. Chapais se trouve en ce moment en instance au Parlement fédéral afin d'obtenir pour ce comté le droit d'être représenté. Il regrette profondément l'obligation où il se voit de s'opposer à une mesure dont l'inconstitutionnalité, l'inconvenance devraient paraître à tous ses collègues. Cette Chambre, comme puissance législative, se compose de représentants de chaque partie du pays; c'est leur réunion complète qui constitue son droit et ses pouvoirs. Un membre manquant, une fraction du pays, sans député dans notre sein, tronque la représentation nationale. C'est là un fait d'une gravité exceptionnelle.

On a accusé les honorables ministres de n'avoir pu assister aux réunions du comité des privilèges. Quant à lui, il lui paraît évident que les travaux de ce comité ne le cèdent point en importance à ceux des autres. La vérification des pouvoirs doit être la première occupation d'une Chambre. Il a peine à comprendre que, depuis deux mois, le comité n'ait pu terminer son enquête lorsqu'il avait seulement deux témoins à entendre.

S'il lui avait été permis de s'enquérir des faits qui ont précédé l'émeute de Kamouraska, il aurait alors entretenu la Chambre de quelques incidents de nature, non à excuser, mais à atténuer les torts d'un certain nombre d'électeurs du comté. Je citerai en passant l'histoire de ce quadrupède pacifique, de cet animal herbivore et ruminant qu'on a promené dans les rues avec un harnachement aussi insolite que parlant. Le corps était couvert de rubans rouges et bleus; mais la place de faveur qu'occupaient sur la partie postérieure de l'animal ceux de couleur rouge disait assez haut à quel parti appartenaient les conducteurs.

Quant à l'émeute dont on fait tant de bruit, il ne pense pas que celle arrivée à Montréal, où les dragons ont chargé la populace, soit moindre que celle de Kamouraska. Cependant, on n'a point parlé de mettre au banc du pays les électeurs de Montréal. L'un de mes collègues a rappelé les élections de Québec en 1859. Il n'y a entre ces deux faits aucune analogie, si ce n'est l'émeute dans les deux cas. Mais les électeurs de Québec se trouvaient représentés, malgré l'enquête, et même pendant toute la durée de celle-ci; ceux de Kamouraska ne le sont pas du tout.

Il conclut en disant qu'il appuiera la motion. Il rappelle au gouvernement l'aide et l'appui qu'il a toujours donnés à ses mesures, l'avertissant qu'il ne pouvait lui prêter son concours en cette occasion. Il le prie de se rendre au vœu du comté de Kamouraska, et, par sa persistance, de ne point aider à la formation d'orages qui pourraient obscurcir le ciel de notre nouvelle Confédération, et fondre un jour sur nos têtes.

La proposition du représentant de Saint-Jean (M. Marchand) étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour: MM. Bachand, Beaudreau, Benoît, Joly, Laberge, Marchand, Pelletier, Pozer, Robert, Scriver, Sénécal, Thérien, Tremblay — 13.

Contre: MM. Beaubien, Bellerose, Bergevin, Bessette, Brigham, Carter, Cauchon, Chauveau, Church, Clément, Craig de Niverville, Desaulniers (Maskinongé), Dunkin, Fortin, Gaudet, Gendron, Hamilton, Hemming, Irvine, Jodoin, LaRue, LeCavalier, Mailloux, Ouimet, Picard, Poupore, Robertson, Ross, Simard et Verreault. — 31.

Actes d'incorporation de la cité de Québec

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender de nouveau les actes d'incorporation de la cité de Québec.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre, qui étudie le bill. La Chambre procède à la troisième lecture du bill. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ajournement de la Chambre

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, appuyé par l'honorable procureur général (M. G. Ouimet), que lorsque cette Chambre s'ajournera à sa prochaine séance aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à lundi prochain à 10 heures A.M.

Adopté.

À six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à neuf heures du soir

Message du Conseil législatif:

Le greffier du Conseil législatif remet à la barre de la Chambre le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender les lois de la chasse en cette province", avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre ne concourt pas dans l'amendement proposé par le Conseil législatif; d'autre part, le Conseil législatif n'insiste pas sur son amendement.

Message du Conseil législatif:

Le greffier du Conseil législatif remet à la barre de la Chambre le message suivant :

Le conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé: "Acte pour pourvoir d'une manière plus efficace au soutien des écoles en certains cas, et pour d'autres objets y mentionnés".

Bill intitulé: "Acte pour pourvoir à la nomination d'un prévôt des incendies pour les cités de Montréal et Québec, et pour définir ses pouvoirs et ses devoirs".

Bill intitulé: "Acte pour autoriser les ministres de l'Eglise catholique apostolique en la province de Québec à célébrer des mariages et à tenir des registres de baptêmes, mariages et sépultures".

Bill intitulé: "Acte concernant l'incorporation des compagnies à fonds social".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la société appelée l'Union Saint-Joseph à Saint-Sauveur de Québec".

Bill intitulé: "Acte des clauses générales des compagnies à fonds social".

Bill intitulé: "Acte pour amender certains actes y mentionnés et pour créer des dispositions ultérieures au sujet des timbres".

Bill intitulé: "Acte pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour les dix-huit mois finissant le 31 décembre mil huit cent soixante-huit, et pour d'autres objets se rattachant au service public".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 12 Victoria, chapitre 282, et pour pourvoir à une nouvelle augmentation du fonds capital de la Compagnie du gaz de Québec".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte incorporant la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer le "Caledonia Curling Club" de Montréal".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie hydraulique de Saint-Louis".

Bill intitulé: "Acte pour continuer, pour un temps limité, les différents actes y mentionnés".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Com-

pagnie manufacturière et hydraulique de Chambly".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie d'assurance maritime du Canada".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer les membres du Synode du diocèse de Montréal et pour amalgamer la Société de l'Eglise du diocèse de Montréal avec ledit Synode".

Bill intitulé: "Acte concernant la Compagnie d'ardoise de Rockland".

Bill intitulé: "Acte pour diviser la municipalité du township de Percé, dans le comté de Gaspé, en deux municipalités séparées".

Bill intitulé: "Acte pour constituer en corporation l'association connue sous le nom de "La Société des commis-marchands de Montréal".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Société de construction de Montréal".

Bill intitulé: "Acte concernant l'organisation du service civil".

Bill intitulé: "Acte pour pourvoir à la remise, en certains cas, des deniers reçus par les shérifs, les protonotaires et les greffiers de la cour de Circuit".

Bill intitulé: "Acte pour amender le chapitre dix-huit des Statuts refondus du Bas-Canada".

Bill intitulé: "Acte pour légaliser, à certains égards, les procédés des chambres des notaires".

Bill intitulé: "Acte concernant le département du Secrétaire et du Registraire de cette province".

Bill intitulé: "Acte concernant la preuve des lois et des publications officielles des autres provinces de la Puissance".

Bill intitulé: "Acte concernant la nomination d'un assistant des officiers en loi de la couronne".

Et aussi, le Conseil Législatif a passé le bill pour amender les lois de la chasse en cette province, avec un amendement, auquel il demande le concours de cette Chambre.

Lois de la chasse

La Chambre adopte l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender les lois de la chasse en cette province".

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Ajournement

Alors, sur la proposition de l'honorable M. Chauveau, appuyé par l'honorable M. Dunkin, la Chambre s'ajourne à minuit.

Séance du 24 février 1868

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à onze heures quarante-cinq.

Dépôt et lecture de pétitions.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Dunkin, la pétition de Frédéric B. Matthews, de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la pétition d'Alfred L. Williams et autres, de la paroisse de Longueuil.

Par M. Carter, la pétition de la Société de tempérance de Montréal; la pétition de la loge St-Laurent no 1 de l'ordre des Bons Templiers de l'Amérique britannique et la pétition du "Mount Royal Temple" no 1, de l'ordre indépendant des Bons Templiers.

Par M. Clément, la pétition du révérend N. Doucet et autres, du comté de Charlevoix.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De la municipalité de la paroisse de St-Raymond, et de la municipalité de la paroisse de St-Gregoire; et du révérend L.-A. Dostie et autres; demandant respectivement que le tracé Robinson soit choisi pour y faire passer le chemin de fer Intercolonial.

M. L'ORATEUR: Donne lecture à la Chambre de la lettre suivante:

"Hôtel du Gouvernement,

Québec, 22 février 1868.

Monsieur,

J'ai reçu ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur de vous informer que c'est son intention, si l'état des affaires publiques le permet, de proroger la présente session de la Législature lundi, le 24e jour de février courant, à deux heures P.M.

J'ai l'honneur d'être,
Votre très obéissant serviteur,
G. Van Felson.

Secrétaire du lieutenant-gouverneur.

A l'honorable Orateur
de l'Assemblée législative,
etc., etc., etc".

Message du Conseil législatif:

Le greffier du Conseil législatif remet à la barre de la Chambre le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill intitulé: "Acte concernant la charge d'imprimeur de la reine pour cette province, et la publication de la Gazette officielle de Québec".

Bill intitulé: "Acte concernant certains droits sur les licences".

Bill intitulé: "Acte concernant les inspecteurs des prisons, hôpitaux et autres institutions".

Bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau l'acte pour amender et refondre les dispositions contenues dans les actes et ordonnances concernant l'incorporation de la cité de Québec, et l'aqueduc de ladite cité, et pour amender l'acte 29 et 30 Victoria, chapitre 57, amendant le susdit acte".

Bill intitulé: "Acte concernant les chemins de colonisation".

Bill intitulé: "Acte pour amender les actes relatifs à la Corporation de la cité de Montréal, et pour d'autres fins".

Bill intitulé: "Acte pour diminuer les dépenses de l'assignation des jurés dans les affaires criminelles, et pour d'autres fins".

Bill intitulé: "Acte concernant la charge de ministre de l'Instruction publique".

Bill intitulé: "Acte pour l'encouragement des colons sur les terres de la couronne".

Aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte passé dans les 27e et 28e Victoria, chapitre 56, concernant l'emménagement de la poudre dans les cités de Montréal et de Québec", avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Emménagement de la poudre dans Québec et Montréal

La Chambre adopte les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 27 et 28 Vict. chap. 56, concernant l'emménagement de la poudre dans les cités de Montréal et de Québec". Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que la Chambre a adopté leurs amendements.

Prorogation

Un message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, par Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme huissier de la verge noire.

M. l'Orateur,

Son Excellence le lieutenant-gouverneur m'a ordonné d'informer cette Honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Excellence que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès d'elle dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'orateur et la Chambre se sont rendus auprès de Son Excellence qui a donné, au nom de Sa Majesté, sa sanction royale aux bills publics et privés qui suivent:

Acte concernant la charge d'orateur de l'Assemblée législative.

Acte concernant les statuts de cette province.

Acte concernant l'interprétation des statuts de cette province.

Acte concernant la nomination des juges de paix.

Acte concernant l'indemnité des membres de la Législature, et le salaire de l'orateur de l'Assemblée législative.

Acte concernant le département du Trésor, et les revenus, dépenses et comptes publics.

Acte pour amender l'acte incorporant la Compagnie du chemin de fer de la vallée de Massawippi.

Acte pour faciliter le partage des biens de la succession de feu John Coffin.

Acte pour autoriser les soeurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal à acquérir des propriétés jusqu'à concurrence d'une certaine valeur et à en disposer.

Acte pour incorporer la société appelée l'Union St-Pierre du village Bienville de Lévis.

Acte pour incorporer la Société St-Jean Baptiste de la ville de St-Jean.

Acte pour amender l'acte incorporant l'Union St-Joseph de St-Jean d'Iberville.

Acte pour amender les divers actes incorporant la ville de Lévis.

Acte pour incorporer le "Quebec Curling Club."

Acte pour incorporer la Société de construction canadienne de Montréal comme société de construction permanente.

Acte pour autoriser la Chambre des notaires de Montréal à admettre, après examen, N.-D.-D. Bessette comme notaire.

Acte pour remplacer l'orateur du Conseil législatif dans certains cas.

Acte pour annexer une partie de la seigneurie de Bélair à la paroisse de St-Ambroise, et une autre partie d'icelle à la paroisse de Ste-Catherine.

Acte concernant les minutes de feu Théod. Doucet, en son vivant de la ville de Montréal, notaire public.

Acte pour amender l'acte du Parlement du Canada, 23 Victoria chapitre 70, concernant les inhumations dans un certain cimetière en la cité de Québec.

Acte pour incorporer la Compagnie de manufacture de Montréal.

Acte des clauses générales des compagnies à fonds social.

Acte concernant l'incorporation des compagnies à fonds social.

Acte pour diviser la municipalité du township de Percé, dans le comté de Gaspé, en deux municipalités séparées.

Acte pour amender l'acte 22 Victoria, chapitre 106, incorporant la ville de St-Jean.

Acte pour constituer en corporation l'association connue sous le nom de "La Société des commis-marchands de Montréal".

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal.

Acte concernant le département du Secrétaire et du Registraire de cette province.

Acte concernant la charge d'imprimeur de la reine pour cette province, et la publication de la Gazette officielle de Québec.

Acte concernant les inspecteurs de prisons, hôpitaux et autres institutions.

Acte pour amender le chapitre 18 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant l'érection des paroisses.

Acte concernant la Compagnie d'ardoise de Rockland.

Acte pour amender l'acte 12 Victoria, chapitre 282, et pour pourvoir à une nouvelle augmentation du fonds capital de la Compagnie du gaz de Québec.

Acte pour pourvoir à la remise, en certains cas, des deniers reçus par les shérifs, les proto-notaires et les greffiers de la cour de Circuit.

Acte pour légaliser, à certains égards, les procédés des chambres de notaires.

Acte concernant la preuve des lois et publications officielles des autres provinces de la Puissance.

Acte pour amender certains actes y mentionnés et pour créer des dispositions ultérieures au sujet des timbres.

Acte concernant les chemins de colonisation.

Acte pour continuer, pendant un temps limité, les divers actes y mentionnés.

Acte concernant certains droits sur les licences.

Acte pour autoriser les ministres de l'Eglise catholique apostolique en la province de Québec à célébrer des mariages et à tenir des registres de baptêmes, mariages et sépultures.

Acte pour incorporer la Société de l'union St-Joseph à St-Sauveur de Québec.

Acte pour pourvoir à la nomination d'un prévôt des incendies, pour les cités de Montréal et Québec, et pour définir ses pouvoirs et ses devoirs.

Acte pour amender les actes relatifs à la Corporation de la cité de Montréal et pour d'autres fins.

Acte concernant la charge de ministre de l'Instruction publique.

Acte pour pourvoir plus efficacement au soutien des écoles dans certains cas, et autres fins y mentionnées.

Acte pour diminuer les dépenses de l'assignation des jurés dans les affaires criminelles, et pour d'autres fins.

Acte concernant l'organisation du service civil.

Acte concernant la nomination d'un assistant des officiers en loi de la couronne.

Acte pour amender l'acte 27 et 28 Victoria, chapitre 56, concernant l'emmagasiner de la poudre, dans les cités de Québec et de Montréal.

Acte pour incorporer la Société de construction de Montréal.

Acte pour incorporer la Compagnie d'assurance maritime du Canada.

Acte pour amender les lois de la chasse en cette province.

Acte pour incorporer les membres du Syno-

de du diocèse de Montréal et pour amalgamer la Société de l'Eglise du diocèse de Montréal avec ledit Synode.

Acte pour incorporer la Compagnie hydraulique et manufacturière de Chambly.

Acte pour incorporer le "Caledonia Curling Club" de Montréal.

Acte pour encourager la colonisation.

Acte pour amender l'acte des mines d'or, et l'acte amendant l'acte des mines d'or de 1865.

Acte pour amender de nouveau l'acte pour refondre les dispositions contenues dans les actes et ordonnances concernant l'incorporation de la cité de Québec et l'aqueduc de ladite cité, et pour amender l'acte 29 et 30 Victoria, chapitre 57, amendant le susdit acte.

Le titre du bill suivant est alors lu.

"Acte pour incorporer la Compagnie hydraulique de St-Louis".

Sur quoi, il a plu à Son Excellence de dire qu'il réservait le bill pour la signification du bon plaisir de Sa Majesté sur icelui.

M. L'ORATEUR DE L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE: Plaise à Votre Excellence: Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée législative de la province de Québec, approchons Votre Excellence pour lui présenter notre bill des subsides.

Nous sommes heureux de pouvoir féliciter Votre Excellence sur sa nomination permanente à la dignité de lieutenant-gouverneur de cette province, en vertu des 58^e et 59^e sections de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord.

Déjà la nomination temporaire d'un lieutenant-gouverneur né au milieu de nous et possédant l'estime et la confiance de tous les sujets de Sa Majesté dans cette province a été justement considérée comme une preuve de la bienveillance et des gracieuses intentions de Sa Majesté, et du gouvernement de la Puissance à notre égard. La confirmation de cette nomination ne peut que réjouir tous ceux qui savent apprécier l'impartialité et l'habileté avec lesquelles Votre Excellence a rempli les hautes fonctions qui lui sont confiées.

Nous avons été heureux de voter les subsides requis pour le service civil, pour les institutions de bienfaisance et d'éducation, et pour les autres besoins de la province. Tout en admettant que les circonstances dans lesquelles nous nous trouvons placés exigent la plus grande prudence, nous avons été d'avis qu'il n'y aurait aucune économie véritable à refuser ce qui est nécessaire pour l'efficacité du service public et la juste rémunération des employés.

Nous avons été heureux de pouvoir contribuer à soulager les souffrances d'une partie de la population de notre soeur province la Nouvelle-Ecosse, et nous avons aussi voté avec plaisir les sommes que le gouvernement avait cru devoir avancer pour le soulagement de la misère qui régnait sur la côte du Labrador et dans le district de Gaspé.

Nous avons donné la plus grande attention

aux sujets indiqués dans le discours de Votre Excellence, et les comités qui ont été nommés sur l'agriculture, la colonisation, la coupe des bois, l'immigration, les lois municipales, se sont enquis avec soin et diligence de toutes ces matières.

Par l'initiative du gouvernement, des mesures concernant la colonisation, la protection des colons, l'instruction agricole, l'entretien des écoles dans les cités de Québec et de Montréal, la construction de maisons d'école, la loi des jurés, des devoirs des shérifs, la nomination des juges de paix, l'interprétation des statuts, l'organisation du département du Trésor, la perception des droits de timbres et celle des licences, l'organisation du département du Secrétaire et Registraire de la province, celle du ministre de l'Instruction publique, l'inspection des prisons et hôpitaux, la publication et la distribution des statuts, la publication de la Gazette officielle et la création de compagnies industrielles et commerciales ont été discutées, adoptées, et sont maintenant soumises à la sanction de Votre Excellence.

Indépendamment de ces mesures importantes, un grand nombre d'autres bills publics et de mesures d'une nature locale ou privée ont occupé notre attention.

Nous avons le plaisir d'assurer Votre Excellence que dans la discussion de tous ces graves intérêts la plus grande harmonie et la plus grande cordialité n'ont cessé de régner entre nous, et nous ne doutons pas que l'exemple qui a été donné par cette Législature ne contribue à augmenter les sentiments d'affection mutuelle entre les sujets de Sa Majesté sans distinction de religion ou d'origine, de fidélité et de dévouement à Sa Majesté et à notre constitution, qui sont si propres à assurer la paix et la prospérité de cette grande et importante province.

SON EXCELLENCE LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR: Honorables Messieurs du Conseil législatif, Messieurs de l'Assemblée législative,

A la fin de cette première session du premier Parlement de la province de Québec, je suis heureux de vous féliciter, au nom de Notre Gracieuse Souveraine, sur l'assiduité et la diligence avec lesquelles vous vous êtes occupés des sujets qui ont été soumis à votre considération, sur l'harmonie qui a constamment présidé à vos délibérations et sur le grand nombre de mesures importantes qui ont été étudiées et mûries dans un si court espace de temps.

Il appartenait à cette province, la plus ancienne de la Confédération, de donner l'exemple de la modération et de la tolérance mutuelles entre des hommes de religions, de races et d'opinions politiques diverses; de la sagesse et de la dignité dans les délibérations publiques; de la fidélité et du dévouement à Notre Gracieuse Souveraine et à notre nouvelle constitution.

Je ne crois pas me tromper en vous assurant que votre conduite, sous tous ces rapports, contribuera puissamment à assurer le succès du

nouvel ordre de choses inauguré dans cette partie du domaine de Sa Majesté.

L'attention que vous avez accordée aux grands sujets de la colonisation, de l'agriculture et de l'instruction publique, a produit des résultats plus prompts et plus considérables que je n'aurais osé l'espérer, et n'eussent-ils pour effet que de retenir sur le sol de la patrie quelques-uns de ceux qui se disposaient à l'abandonner que vous seriez déjà récompensés de vos efforts.

Messieurs de l'Assemblée législative: Je vous remercie de la libéralité avec laquelle vous avez voté les subsides et surtout de la générosité avec laquelle vous êtes venus au secours d'une grande infortune dans notre soeur province de la Nouvelle-Ecosse. J'ai transmis de suite au lieutenant-gouverneur de cette province la somme que vous avez bien voulu mettre à ma disposition, et j'ai reçu de lui l'assurance que le peuple de la Nouvelle-Ecosse appréciait parfaitement cette preuve de notre bon vouloir, de notre sympathie.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative, je vous remercie des gracieuses paroles par lesquelles vous avez bien voulu accueillir la nouvelle de ma nomination permanente à la charge que j'occupe.

Votre bienveillance augmente s'il est possible le sentiment de la grande responsabilité qui m'est échue en partage, et le désir que j'éprouve de ne rien négliger dans l'accomplissement des devoirs qui me sont imposés.

Au moment de retourner dans vos foyers, acceptez les vœux sincères que je forme pour votre bonheur et celui de vos familles.

L'ORATEUR DU CONSEIL LEGISLATIF:
Honorables Messieurs du Conseil législatif, et Messieurs de l'Assemblée législative. C'est la volonté et le plaisir de Son Excellence le lieutenant-gouverneur que la Législature provinciale soit prorogée jusqu'à jeudi, le deuxième jour d'avril prochain, pour être alors tenue ici; et cette Législature provinciale est, en conséquence, prorogée jusqu'à jeudi, le deuxième jour d'avril prochain.